N°11
2015-2016

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°11 - SESSION ORDINAIRE 2015-2016

État de la nation: déclaration du Premier Ministre	p. 409	Recherche sur l'histoire contemporaine	p. 399	26e séance	Jeudi 21 avril 2016
Programme de stabilité et de croissance (PSC) et Programme national de réforme (PNR): présentation	p. 414	Sommaire des séances publiques nos 26 à 29	p. 449	27e séance	Mardi 26 avril 2016
Débats sur l'état de la nation, le PSC et le PNR	p. 417	Sommaire des questions parlementaires	p. Q162	28e séance	Mercredi 27 avril 2016
				29e séance	Mercredi 27 avril 2016

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Maintenir le dialogue avec la Russie

Entrevue de M. Konstantin Kosachev et de sa délégation avec M. Laurent Mosar, Vice-Président de la Chambre, et les membres de la Commission des Affaires étrangères

Dans un contexte de relations difficiles entre l'Union européenne et la Russie, une délégation du Conseil de la Fédération de Russie a été reçue à la Chambre des Députés le 3 juin 2016.

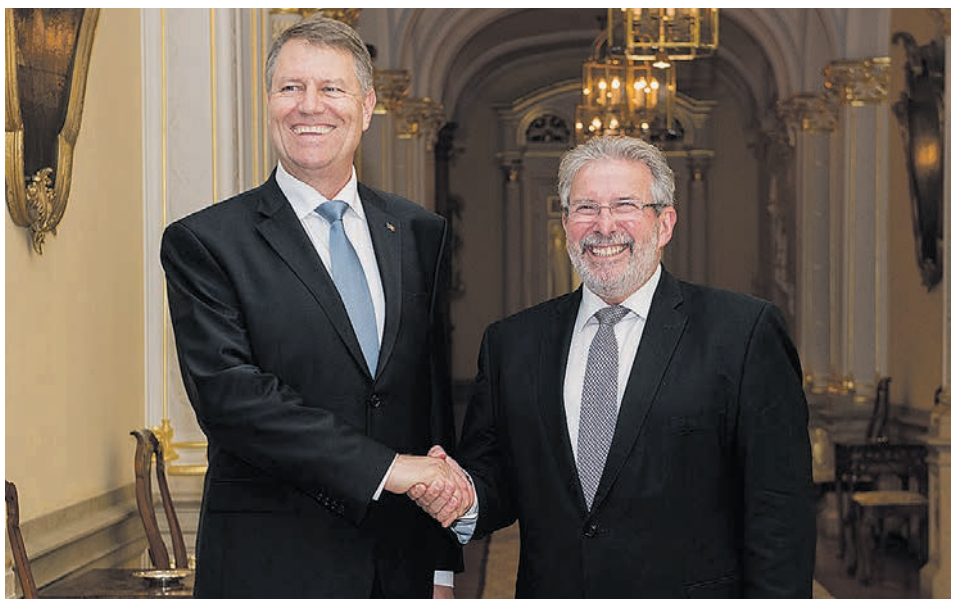
«Même si les relations sont tendues en ce moment, il est primordial que le dialogue soit permanent», a déclaré M. Laurent Mosar. Le Vice-Président de la Chambre des Députés a accueilli M. Konstantin Kosachev, Président de la Commission des Affaires étrangères du Conseil de la Fédération de Russie, et sa délégation pour un échange de vues avec les députés luxembourgeois membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Si les échanges bilatéraux continuent, ils sont interrompus au niveau interparlementaire comme par exemple au sein de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. «Nous espérons rétablir ces canaux de communication», a expliqué M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre.

Une visite à caractère symbolique

M. Konstantin Kosachev a insisté sur l'importance de la diplomatie parlementaire et a souligné le caractère symbolique de la visite de travail au Luxembourg, étant donné qu'il s'agissait de la première visite de sa commission à l'étranger en 2016. Lors des discussions, les députés luxembourgeois et russes ont échangé leurs points de vue concernant la crise en Ukraine et plus particulièrement la mise en pratique des accords de Minsk et une fin des sanctions de l'Union européenne envers la Russie. Ils ont également discuté des défis communs comme la lutte contre le terrorisme et la gestion des flux migratoires.

Les membres de la délégation russe siègent au Conseil de la Fédération, la chambre haute composée de représentants des régions russes.



Rencontre entre le Président de la Chambre et le Président de la Roumanie

Dans le cadre de sa visite d'État les 6 et 7 juin 2016 à Luxembourg, le Président de la Roumanie, M. Klaus Iohannis, a reçu en audience au Palais grand-ducal le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

«On ne remerciera jamais assez le Luxembourg»

«Nous ne remercierons jamais assez le Luxembourg de son soutien dans nos efforts de développement», a déclaré le Ministre des Affaires étrangères de la République de Cabo Verde. Dans le cadre d'une visite de travail au Luxembourg, M. Luís Filipe Tavares a été reçu le 2 juin 2016 à la Chambre des Députés pour un échange de vues avec les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

M. Marc Angel, Président de la Commission, s'est réjoui que le partenariat liant les deux pays dépasse désormais le cadre de la coopération au développement en faveur d'une coopération économique et de sécurité. Le programme de coopération avec le Cabo Verde pour la période de 2016 à 2020 est doté d'une enveloppe de 45 millions d'euros.

L'intégration de la communauté cabo-verdienne au Luxembourg a également été évoquée lors des discussions.

Le Ministre des Affaires étrangères de la République de Cabo Verde, M. Luís Filipe Tavares, accueilli par le Président de la Commission des Affaires étrangères, M. Marc Angel.

Pour un avenir commun de l'espace euro-méditerranéen

M. David Wagner a assisté à la réunion plénière de l'AP-UpM.

Les 28 et 29 mai 2016, les membres de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM), qui rassemble les parlementaires des États membres de l'Union européenne ainsi que de dix États de la rive Sud de la Méditerranée, se sont réunis à Tanger (Maroc) pour leur réunion plénière annuelle.

Les députés ont abordé la question comment établir un avenir commun de l'espace euro-méditerranéen, notamment en vue d'un meilleur ancrage interculturel méditerranéen générateur d'un développement partagé en matière de paix et de sécurité et ont discuté des défis posés par le changement climatique et la protection de l'environnement en Méditerranée.

S'exprimant lors de la cérémonie d'ouverture, les Présidents de la Chambre des Représentants et de la Chambre des Conseillers du Maroc, M. Rachid Talbi Alami et M. Hakim Benchamach, ont salué l'action de l'Assemblée parlementaire, soulignant l'importance du dialogue euro-méditerranéen en vue de soutenir la paix, la sécurité et la stabilité dans la région, le renforcement de la coopération et la consolidation du processus démocratique.

Pour sa part, M. Benchamach a placé la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique au centre des préoccupations, rappelant que la prochaine conférence annuelle de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP22) se tiendra à Marrakech.

Le Président du Sénat italien, M. Pietro Grasso, a mis en garde contre toute sorte de réflexe de repli sur soi-même. Il a rappelé que face aux crises dans la région, notamment celles liées à la grave crise économique, aux flux de réfugiés, au terrorisme et à la protection de l'environnement, il est nécessaire de mettre en place de façon urgente et impérative une nouvelle approche fondée sur l'engagement commun pour la construction d'un espace de paix, de prospérité et de bien-être pour les peuples de la région. Dans ce contexte, il a salué l'approche de l'Union pour la Méditerranée qui a adopté une multitude de projets concrets pour améliorer la vie des citoyens, notamment la dépollution du Lac de Bizerte en Tunisie, permettant de développer économiquement cette région.

Les députés ont adopté une série de recommandations notamment dans le domaine de la culture, des affaires économiques, de l'environnement et des droits de la femme.

À la fin de la réunion, les députés ont également adopté une déclaration commune dans laquelle ils soulignent notamment la nécessité de combattre l'extrémisme et le terrorisme et de conjuguer les efforts pour affronter la montée des menaces terroristes qui n'ont ni religion ni patrie. Ainsi, il convient d'améliorer la coordination et la coopération et d'optimiser l'emploi des ressources disponibles, mais également de mettre en place une stratégie globale ancrée sur la dimension sociale et de développement, de renforcer la coopération régionale et de promouvoir le dialogue interculturel et interreligieux.

Dans la déclaration, les participants ont réitéré leur soutien à la reprise des pourparlers de paix et à toutes les initiatives internationales visant à parvenir à une solution juste et durable à la question israélo-palestinienne, basée sur la solution des deux États ainsi que les références internationales et les accords signés. Ils ont également souligné l'importance d'une solution pacifique pour la région euro-méditerranéenne notamment en Irak, en Libye, en Syrie et au Yémen.

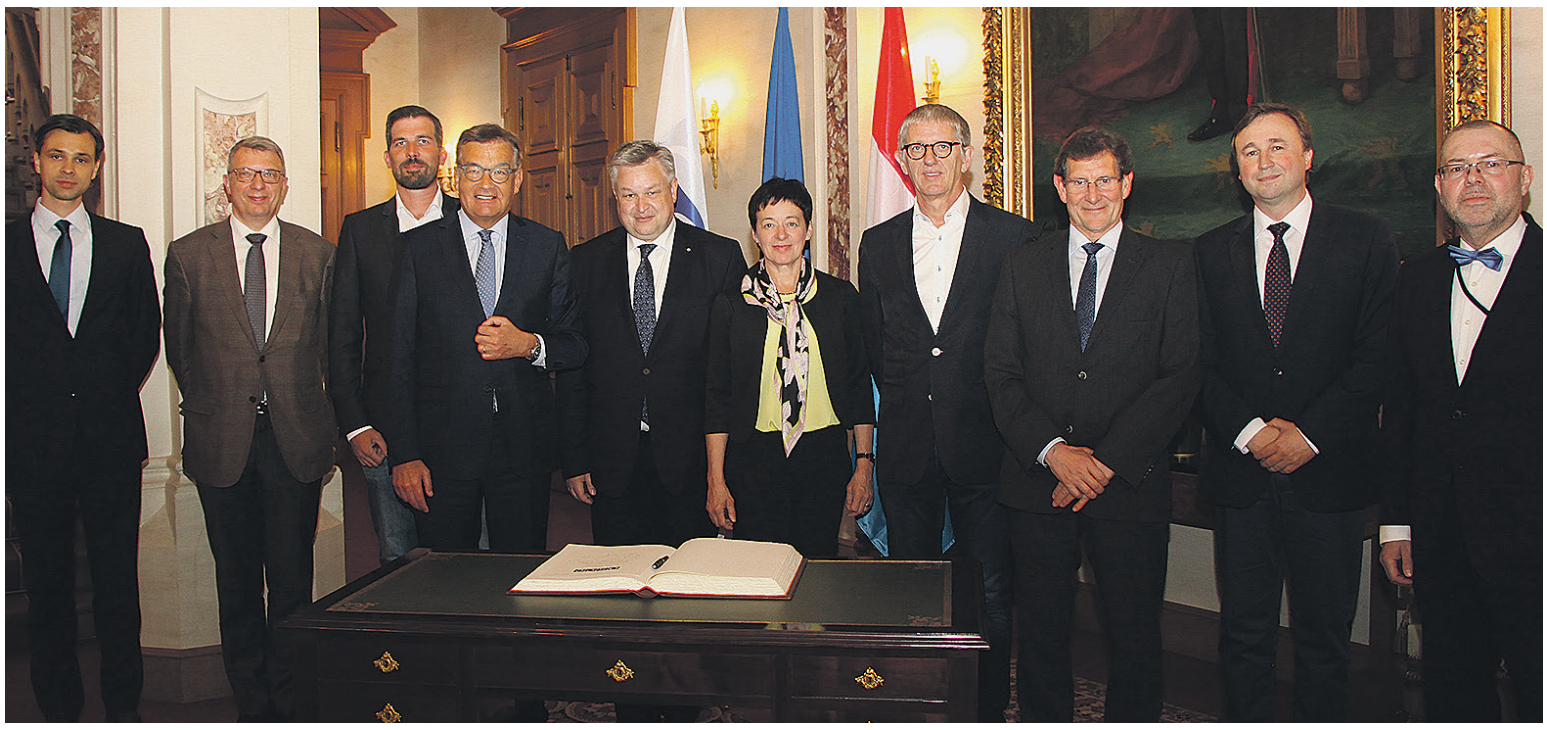
Échange de vues sur l'observation des élections par l'OSCE

Les élections aux États-Unis et en Russie en automne 2016 sont les deux grands rendez-vous pour les missions d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE). Si l'observation des élections s'est concentrée jusqu'à présent aux pays de l'Est, l'objectif est de renforcer davantage ces activités aux pays connaissant une longue tradition démocratique.

«Pour la première fois nous allons mandater une mission constituée de parlementaires et d'experts pour observer les élections aux États-Unis où l'on peut constater des déficits notamment en termes de dépouillement et où une dizaine d'États empêchent nos collaborateurs d'entrer», a expliqué M. Michael Georg Link aux députés luxembourgeois.

Le directeur du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme de l'OSCE a été reçu le 27 mai 2016 à la Chambre des Députés pour un échange de vues avec une délégation de députés composée des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE.

Lors des discussions, M. Link a également renseigné les députés sur l'évolution de la situation dans l'est de l'Ukraine et sur d'autres régions où son bureau constate des manquements aux droits de l'Homme.

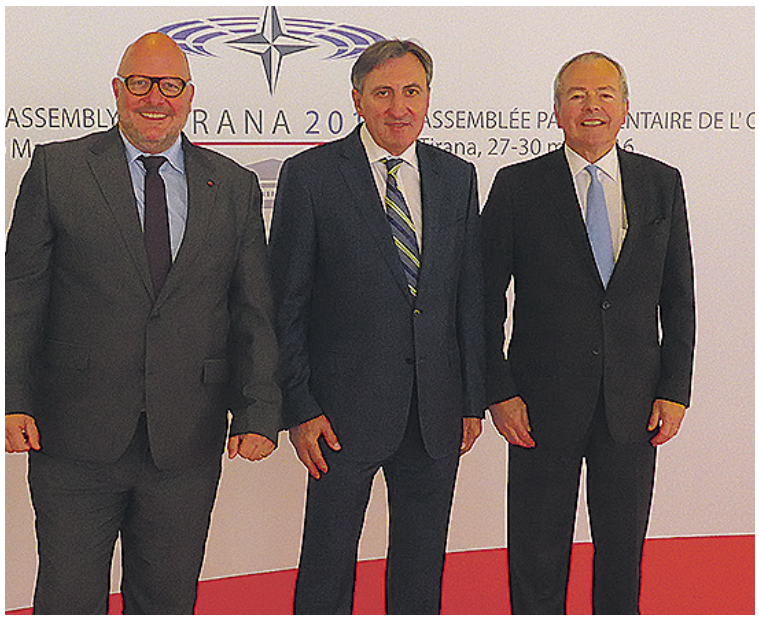


M. Michael Georg Link et sa délégation reçus par des parlementaires luxembourgeois.

Le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme de l'OSCE, basé à Varsovie avec une cinquantaine de collaborateurs, intervient dans les domaines de l'observation des élections, de l'évolution de la démocratie, des droits de l'Homme, de la tolérance, de la non-discrimination et de l'État de droit. Il fait partie intégrante de l'OSCE avec ses 57 États participants en Amérique du Nord, en Asie et en Europe. L'OSCE est la plus grande organisation de sécurité régionale du monde. Elle œuvre en faveur de la paix, de la démocratie et de la stabilité pour plus d'un milliard de personnes.

Session de printemps de l'AP-OTAN à Tirana

Unis et résolus pour le sommet de l'OTAN à Varsovie



(de gauche à droite) MM. Marc Angel, Jean-Marie Halsdorf et Alexander Krieps à la Session de printemps de l'AP-OTAN à Tirana

Lors de sa Session de printemps à Tirana (Albanie), l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) a réitéré son engagement à combattre le terrorisme sous toutes ses formes ainsi que sa détermination à travailler ensemble à la fois dans le cadre de l'OTAN mais aussi en tant que communauté internationale afin de s'attaquer aux causes profondes du problème.

Les parlementaires, parmi lesquels les représentants de la Chambre des Députés, à savoir MM. Jean-Marie Halsdorf, Marc Angel et Alexander Krieps, ont en outre examiné la réponse apportée par l'OTAN aux divers défis que rencontrent les Alliés, comme le terrorisme, les conflits en Libye, en Irak et en Syrie, les vagues de migrants et la prolifération de missiles et d'armes de destruction massive. Ils ont également passé en revue les résultats obtenus par la mission «Resolute Support» de l'OTAN en Afghanistan et ont mené un échange de vues sur les défis auxquels est confrontée l'Ukraine.

Dans une déclaration votée à l'unanimité, les membres de l'AP-OTAN demandent instamment aux dirigeants d'élaborer une stratégie complète, conjointement avec des partenaires tels que les Nations Unies et l'Union européenne, lors du prochain sommet de l'OTAN à Varsovie en juillet, afin de promouvoir la stabilité dans les pays voisins. Dans cette déclaration, les législateurs appellent également les dirigeants de l'OTAN à renforcer la vigilance de l'Alliance à l'égard de la Russie et rassurer les Alliés qui se sentent menacés. En même temps, ils reconnaissent la nécessité de privilégier avant tout le dialogue avec la Russie.

S'adressant à la plénière, M. Alexander Vershbow, Secrétaire général délégué de l'OTAN, a déclaré que l'OTAN devra à l'avenir progresser dans les deux domaines essentiels que constituent le renforcement de la défense collective et de la dissuasion et la projection de la stabilité au-delà des frontières de l'Alliance.

Les membres de l'AP-OTAN ont également salué les progrès réalisés par le Monténégro en vue de son accession et demandé aux dirigeants de réaffirmer les perspectives d'adhésion de la Géorgie à l'Alliance, tout en réaffirmant leur soutien aux efforts consentis par les pays candidats que sont la Bosnie-Herzégovine et l'ancienne République yougoslave de Macédoine.

Présent à Tirana, le Premier Ministre du Monténégro, M. Milo Đukanović, a plaidé pour une finalisation rapide du processus d'adhésion de son pays, rappelant que «nous pouvons prendre part au renforcement de la sécurité euro-atlantique et de la sécurité en Méditerranée». Il a en outre estimé que le processus d'adhésion du Monténégro à l'OTAN est un moteur de réforme et que la perspective de rejoindre l'Alliance «nous conforte dans l'idée qu'aucun des épisodes douloureux de notre passé ne pourra jamais plus se reproduire».

Un forum pour renforcer la coopération entre la Chine et l'Europe

Les nouvelles perspectives de coopération entre la Chine et l'Europe ont été au cœur du 5e Forum de hauts représentants de partis européens (UE) et de l'Europe centrale avec les représentants du Comité central du Parti communiste de Chine du 17 au 19 mai à Pékin et à Zhengzhou.

Le député Eugène Berger a représenté la Chambre des Députés à ce forum. Lors de son intervention, il a souligné la collaboration étroite entre le Luxembourg et la Chine et, plus particulièrement, la région de Zhengzhou.

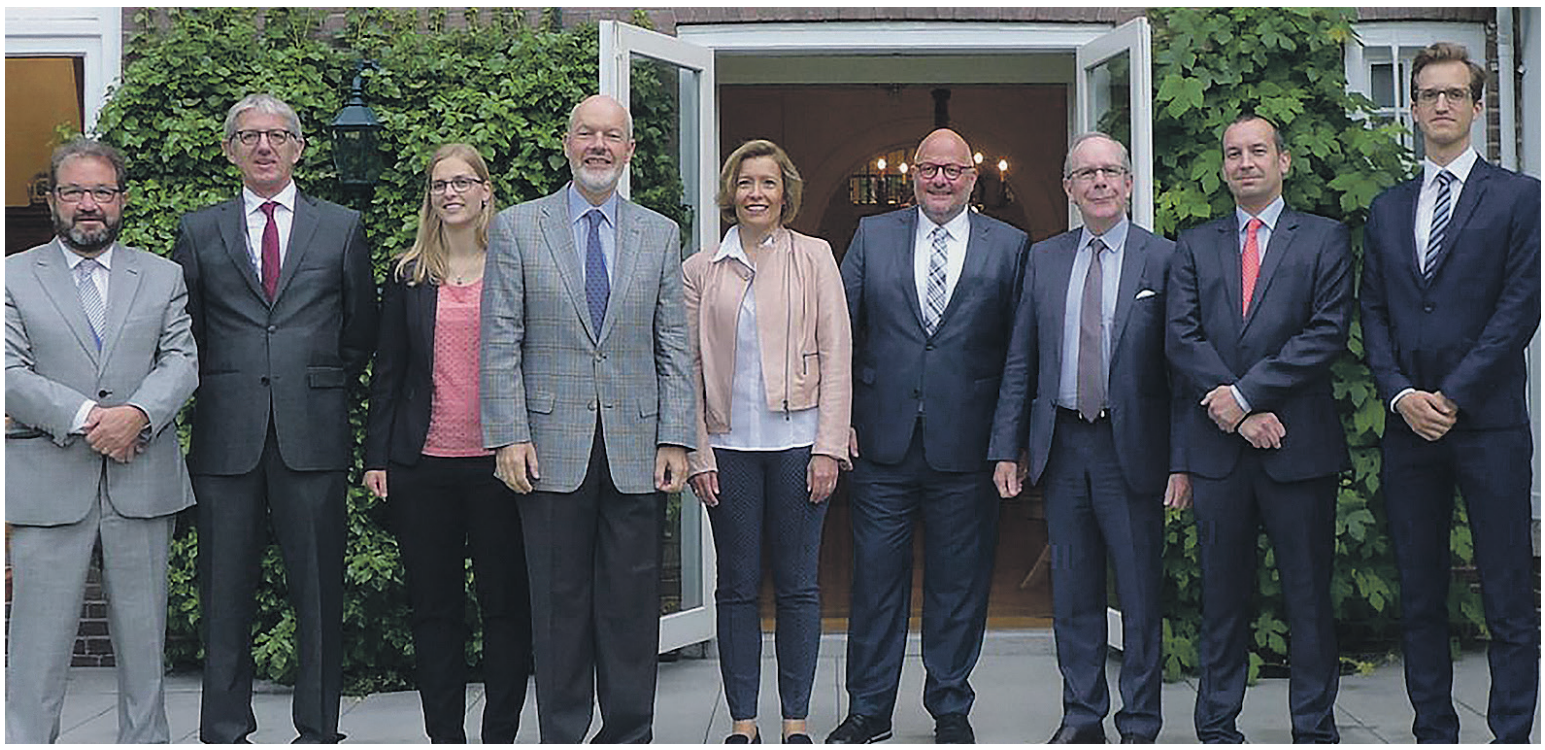
Il a illustré cette coopération à l'exemple de Cargolux. Depuis la vente de 35% de l'entreprise de fret aérien au groupe chinois HNCA en 2014, Cargolux a rapidement développé ses activités vers Zhengzhou. Entre-temps, le partenariat stratégique s'est étendu au fret ferroviaire.

«J'ai confiance en notre coopération, car nous partageons bien plus que notre volonté de renforcer nos relations économiques», a conclu M. Berger.

M. Eugène Berger

Réunion plénière de la LVe COSAC à La Haye

Échange de bonnes pratiques sur le contrôle parlementaire



En marge de la réunion, S. E. M. Pierre-Louis Lorenz, Ambassadeur du Luxembourg à La Haye, a donné une réception en l'honneur de la délégation parlementaire composée de M. Marc Angel, Mme Diane Adehm (4e et 5e de droite), M. Claude Adam et M. Gast Gibéryen (2e et 1er de gauche).

La Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires (COSAC) s'est notamment penchée, au cours de sa LVe réunion plénière qui s'est tenue du 12 au 14 juin 2016 à La Haye, sur deux instruments du contrôle parlementaire: le recours à des rapporteurs dans le cadre de l'analyse de dossiers communautaires et l'information sur les trilogues au sein du processus décisionnel communautaire. L'échange de bonnes pratiques a démontré que pas tous les Parlements nationaux nomment des rapporteurs, mais qu'un échange entre les rapporteurs des différents Parlements nationaux peut apporter une plus-value. Dans le cadre du processus du «carton jaune», les rapporteurs peuvent lancer une alerte à leurs homologues dans un stade précoce de l'analyse d'une proposition législative européenne. Quant à la transparence des trilogues, le rôle des gouvernements respectifs d'informer leurs Parlements nationaux a été souligné. La crise migratoire a également été débattue lors de la réunion plénière.

Tandis que l'accord entre l'Union européenne et la Turquie a porté ses premiers fruits en diminuant le nombre de réfugiés qui cherchent à traverser la Mer Egée, le lien avec la libéralisation du régime de visa pour les ressortissants turcs risque de remettre en question cet acquis.

Par ailleurs, l'Italie reste confrontée à l'arrivée massive de migrants en provenance de l'Afrique.

Pour faire face à cet afflux massif, il reste nécessaire de faire fonctionner les «hotspots» installés en Grèce et en Italie de manière efficace et de respecter les engagements d'accueillir les réfugiés dans les différents États membres de l'Union européenne.

Les délégués des Parlements nationaux réunis à la COSAC ont aussi mis l'accent sur une meilleure coopération avec les États tiers pour mieux se pencher sur les motifs de la migration.

D'autres sujets débattus lors de la conférence étaient la protection de l'État de droit dans l'Union européenne, la diplomatie parlementaire et l'utilité d'analyser les rapports spéciaux de la Cour des comptes européenne.

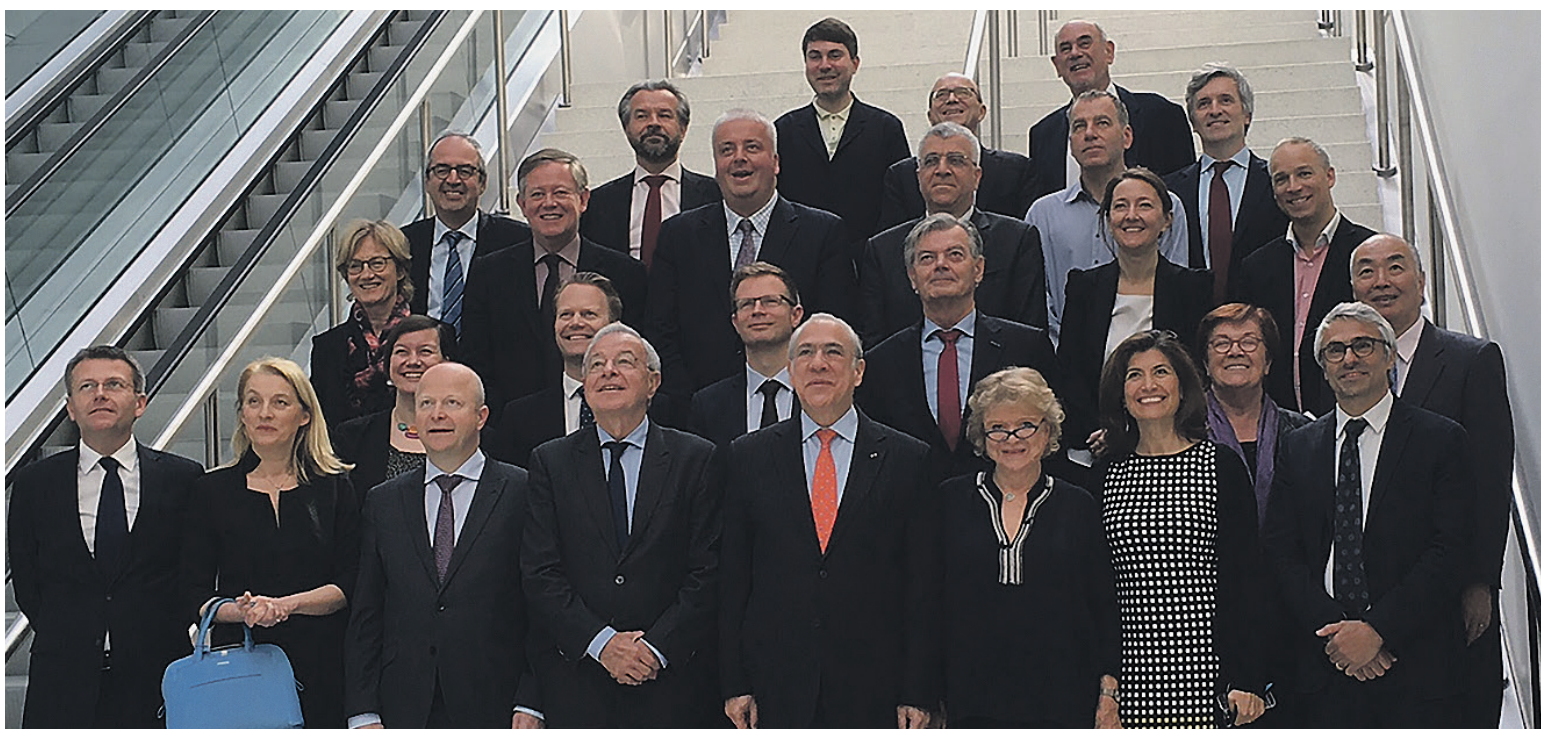
La Chambre des Députés était représentée par M. Marc Angel, président de la délégation, et M. Claude Adam, Mme Diane Adehm et M. Gast Gibéryen, membres effectifs.

Combattre l'évasion fiscale

Le Groupe parlementaire en matière fiscale de l'OCDE, en association avec la Commission spéciale sur les rescrits fiscaux du Parlement européen, s'est réuni à Paris le 2 mai 2016 à l'initiative de M. Alain Lamassoure, Président de cette Commission.

Les débats ont porté sur la lutte contre l'évasion fiscale et la mise en œuvre des mesures du projet de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS).

Le Luxembourg était représenté à cette réunion par M. Alex Bodry, Vice-Président de la Commission des Finances et du Budget, et Mme Mady Delvaux-Stehres, Députée européenne.



M. Alex Bodry (3e rangée, 2e de gauche) a représenté la Chambre lors de la réunion.

SÉANCE 26

JEUDI,
21 AVRIL 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Interpellation de M. Serge Wilmes au sujet de la recherche sur l'histoire contemporaine

- *Exposé: M. Serge Wilmes*
- *Débat: M. André Bauler, M. Franz Fayot (interventions de M. Marc Spautz, Mme Octavie Modert et M. Serge Wilmes), M. Claude Adam (question de M. Serge Wilmes), M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche (question de M. Serge Wilmes)*

3. 6845 - Projet de loi du [date]

- portant transposition de la directive 2014/91/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 modifiant la directive 2009/65/CE portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), pour ce qui est des fonctions de dépositaire, des politiques de rémunération et des sanctions
- portant modification de:
- la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif
- la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6860 - Projet de loi du [...] portant:

1. transposition de la directive 2013/50/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 modifiant la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé, la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et la directive 2007/14/CE de la Commission portant modalités d'exécution de certaines dispositions de la directive 2004/109/CE;
2. transposition de l'article premier de la directive 2014/51/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant les directives 2003/71/CE et 2009/138/CE et les règlements (CE) n°1060/2009, (UE) n°1094/2010 et (UE) n°1095/2010 en ce qui concerne les compétences de l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles) et de l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers);
3. modification de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières;
4. modification de la loi modifiée du 10 juillet 2005 relative aux prospectus pour valeurs mobilières

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Pierre Gramegna, Ministre; M. Marc Hansen, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 14.04 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Marc Hansen, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Da kënne mer direkt zu eisem Ordre du jour iwwergoen. A fir haut de Mëtten hu mer d'Interpellatioun vum Här Serge Wilmes programméiert iwwert d'Zukunft vun der Recherche iwwert déi zäitgenëssesch Geschicht an e bësse méi spezifesch nach d'Zukunft vun dem Institut fir d'zäitgenëssesch Geschicht. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Dir wësst, wat dat heescht. An ech ginn direkt d'Wuert dem Interpellant, dem Här Serge Wilmes. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

2. Interpellation de M. Serge Wilmes au sujet de la recherche sur l'histoire contemporaine

Exposé

M. Serge Wilmes *(CSV), interpellateur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, „d'Geschicht vun enger neier Zäit, eng nei Zäit fir d'Geschicht", sou kann een dës Regierung a wat se wëlles huet och gutt resümëieren. An dës Regierung huet jo net nëmmen d'Ambitioun, fir mat enger neier politescher Zäit an d'Geschicht anzegoen. An engems wëllt se net nëmme Geschicht schreiwen, mä si wëllt och selwer d'Geschicht - entre guillemets - „nei" schreiwen, op d'mannst déi vun der neister Zäit vun der Vergaangenheet, déi haut nach do ass, och nach „Zäitgeschicht" genannt. Dofir huet sech dës Koalitioun an hire Programm en Institut fir Zäitgeschicht geschriwwen, op Franséisch „Institut d'histoire du temps présent", IHTP ofgekierzt.

Firwat d'Regierung dat maache wëllt, doriwwer seet se an hirem Programm näischt. Do heescht et just, datt den Institut fir Zäitgeschicht aus dem Dokumentatiouns- a Fuerschungszentrum iwwert d'Resistenz an deem iwwert d'Zwangsrekrutéiert bestoe soll an datt den IHTP als Missioun kritt, fir eng wëssenschaftlech, kritesch an objektiv Fuerschung iwwert d'zäitgenëssesch Geschicht ze maachen.

Et gëtt net erkläert, wat bis op den Zweete Weltkrich ënner „Histoire du temps présent" ze verstoen ass, an och net, wat d'Plus-value vun esou engem Institut soll sinn. Mä zënter dem Koalitiounsprogramm sinn awer elo scho gutt zwee Joer vergaangen an an Tëschenzäit wësse mer e wéineg méi, wat mat deem Institut soll geschéien, firwat et gebraucht gëtt: well et ze vill kleng Strukture géif, déi zum Deel datselwecht géife maachen, net genuch Ressourcen hätten, net wëssenschaftlech genuch solle geschafft hunn an net genuch Synergië gesicht hätten. Dofir gëtt elo alles zesummegeluecht, fir anscheinend méi eng grouss Masse critique ze kréien, net nëmmen déi zwee Centres de documentation iwwert den Zweete Weltkrich, mä och nach de Centre d'études et de recherches européennes Robert Schuman an de Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe, de CVCE.

Déi véier ginn an een Dëppe gehäit a sollen een Institut fir Zäitgeschicht ginn, dat a Form vun engem Centre interdisciplinaire op der Uni Lëtzebuerg, mat als Schwéierpunkte lëtzebuergesch an européesch zäitgenëssesch Geschicht an digital Humanwëssenschaften. A schonn hu mer eppes Neies! Eng nei Zäit kann ufänken!

Mä wat bréngt si der Geschichtsschreiwung wierklech Neies? Wat bréngt se der Gesellschaft wierklech Neies? Ass et wierklech eng nei Zäit?

An deene leschte Wochen an Deeg ass heibanne jo ganz vill driwwer geschwat ginn, datt ee Saachen an Evenementer muss an hire Kontext setzen, an hiren historesche Kontext. Dat ass och ganz richteg. An dat hätt een och emol mat dësem Projet misse maachen. Et hätt ee sech emol fir d'Eischt genee mat der Fuerschungs- an Dokumentatiounslandschaft beschäftege missen, déi sech zu Lëtzebuerg zënter Jorzéngte mat der Geschicht vum 20. Jorhonnert heiheem an an Europa auserneesetzt. Dann hätt ee gesinn, vu wou mer kommen, firwat et déi verschidde Strukture gëtt. An dann hätt ee virun allem besser gewosst, wat een an Zukunft mat hinne maache soll.

Da kommt, loosse mer dat emol eng Kéier kuerz maachen! Geheie mer emol e Bléck op déi véier Strukturen, déi am IHTP sollen zesummegeluecht ginn!

1985 huet de Lëtzebuerger Stat d'Gebuertshaus vum Robert Schuman a Clausen kaaft. Et gouf als Patrimoine, als Lieu de mémoire vu Lëtzebuerg, Frankräich an Europa gesinn. De Statsminister vun deemools, de Jacques Santer, huet dem Geschichtsprofesser Gilbert Trausch d'Missioun ginn, fir dat bedeitend Haus mat Liewen ze fëllen. An deen hat d'Iddi, fir hei op héijem Niveau eng wëssenschaftlech Fuerschung ze maachen iwwert d'européesch Vereenegung an déi speziell Plaz vu Lëtzebuerg an deem Prozess. An esou ass de Centre d'études et de recherches européennes Robert Schuman entstanen als lëtzebuergesch Plattform vun engem européesche Fuerschungsréseau.

D'Iddi, fir e Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe ze schafen, koum ufanks den 90er Joren an Debatte ronderëm den Traité vu Maastricht. Deemools gouf festgestallt, datt et e Besoin géif ginn no onofhängegen a fiabelen Informatiounen an Dokumentatiounen iwwert d'Européesch Unioun. Innovativ war et deemools, fir déi Aarbecht mat Hëllef vun den neien Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien ze maachen. Nodeems déi éischt Jore genotzt gi sinn, fir d'Onlineplattform opzebauen, krut dunn de CVCE 2002 eng legal Basis; eng legal Basis, déi d'Chamber den 20. Januar vun dësem Joer hei nees ofgeschaaft huet, wéi de CVCE an d'Uni Lëtzebuerg integréiert ginn ass. Eng ronn 40 Persounen aus verschiddene Wëssenschaften hunn do interdisziplinär zesummegeschafft.

De Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance an de Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé sinn 2002 respektiv 2005 per Gesetz an d'Liewe geruff ginn. Béid Zentre sinn aus historesche Strukture vun Affergruppéierungen entstanen, deen een aus dem Conseil national de la Résistance an deen aneren aus der Fédération des enrôlés de force, victimes du nazisme. Well d'Membere vu béide Strukturen an den 90er Jore lues a lues an den Alter komm sinn, wollte si, datt och no hinnen d'Erënnerung un d'Evenementer vum Zweete Weltkrich un déi nächst Generatioune sollt weidergedroe ginn. Dofir hu si virgeschloen, op där enger Säit Comité-directeuren ze schafe fir déi offiziell Representatioun a fir d'Mémoire ze erhalen, an op där anerer Säit Dokumentatiouns- a Fuerschungszentren iwwert d'Lëtzebuerger Resistenz an d'Zwangsrekrutéiert.

Här President, déi véier Strukturen, vun deenen der elo schonn zwou ofgeschaaft sinn an dann nach déi nächst zwou geschwënn ofgeschaaft gi wäerten, hunn alleguerte Recherche no wëssenschaftleche Kritäre gemaach. Si hunn eng Hällewull Publikatiounen, Colloquen, Konferenzen, Visitten an Ausstellunge gemaach. Si hunn Archiven a Bibliothéiken opgebaut a verwalt. Si hu mat aneren nationalen a besonnesch internationale Fuerschungs- an Dokumentatiounsinstituter zesummegeschafft. Si hu wichteg lëtzebuergesch an européesch Lieu-de-mémoiren erhalen a valoriséiert, pädagogesch Konzepter ausgeschafft, fir d'Mémoire an d'Kommemoratioun un déi jonk Generatioune weiderzeginn, an dat och mat vill Unerkennung aus dem Ausland.

Datt dräi vun hinnen dem Statsministère ënnerstoungen, ass dacks kritiséiert ginn. Hei gëtt ënnerstallt, datt eng Zort offiziell Geschichtsschreiwung gemaach gi wär. Et huet awer keng vun deene Persounen, déi do geschafft hunn an och nach haut schaffen, dat jee als Tutelle, als Mise sous influence empfonnt. Au contraire, et war fir si eng Mise en évidence, eng Mise en valeur vun hirer Aarbecht, well, jo, déi deemoleg Regierungen, déi hunn hiren Devoir d'histoire, hiren Devoir de mémoire eescht geholl.

Datt déi Strukturen ausgerechent an deenen zwee Domäner, dem Zweete Weltkrich an der européescher Integratioun, entstane sinn, erkläert sech duerch d'Bedeitung vun deenen Domäner fir d'Geschicht vun onsem Land, also duerch d'Geschicht. Datt se esou spéit - an dat ass relativ - entstane sinn, erkläert sech aus dem Historeschen, aus der soziokultureller Entwécklung vun der Lëtzebuerger Gesellschaft no dem Zweete Weltkrich. Derbäi kënnt fir déi zwee Centres de documentation iwwert den Zweete Weltkrich, datt se sensibel an héich emotional gelueden Zäite behandelen an et nach eng sëllechen Zäitzeie gëtt. Eréischt mat enger méi grousser zäitlecher Distanz konnten an aller Serenitéit ufanks dem 21. Jorhonnert Strukture gegrënnt ginn, fir d'Mémoire un an d'Wëssen iwwert déi Zäit kënnen ze erhalen.

En anert wichtegt Element ass d'Tatsaach, datt mer bis 2003 hei am Land keng Universitéit haten. Dat ass e groussen Ënnerscheed par rapport zum Ausland, wou et Universitéiten an akademesch Fuerschung schonn zënter Jorhonnerte gëtt. Mat der Schafung vun der Uni Lëtzebuerg ass an der Fakultéit vun de Sproochen a Geeschteswëssenschaften och en Institut fir Geschicht gegrënnt ginn. An entgéint deem, wat een dacks héiert, ass eng vu sengen Haaptprioritéiten déi lëtzebuergesch an européesch zäitgenëssesch Geschicht.

An deem Beräich schaffe véier Professeren, par rapport zu engem fir d'Antiquitéit, engem fir d'Mëttelalter a kengem fir d'Temps modernes, wat déi Däitsch d'Neizäit nennen. Am Ganze schaffen do 40 Leit aus verschiddenen Disziplinnen, also interdisziplinär. Hir Fuerschungs- a Léierschwéierpunkte sinn: européesch Geschicht an hirer longue Durée, lëtzebuergesch zäitgenëssesch Geschicht, digital a Mediegeschicht, Migratiounsgeschicht, Mémoire an Identitéiten. An deene Beräicher sinn an deenen 13 Joer, wou et d'Uni gëtt, eng sëlleche Publikatioune, Konferenzen, Colloquen, Mémoiren, Theesen a Projete gemaach ginn, Projeten, déi ënner anerem och a Kollaboratioun mat deenen zwee Centres de documentation iwwert den Zweete Weltkrich gemaach gi sinn, wéi zum Beispill de Projet „PARTIZIP 2", fir just deen ze nennen.

Eent vun deene wuel bekannteste Beispiller vun der Uni Lëtzebuerg hirer Aarbecht ass dee rezente Rapport vum Vincent Artuso. Dem Vincent Artuso säi Rapport gëtt gären an dacks benotzt, fir ze behaapten, mir bräichten en Institut fir Zäitgeschicht, besonnesch fir däischter Kapitele vun onser Geschicht opzeschaffen.

Datt eis Virfahren net alleguerte Resistenzler waren, dat wousste se schonn deemools, dat wësse mer och haut, an dat ass och scho virun dem Vincent Artuso geschriwwe ginn. Direkt nom Zweete Weltkrich gouf et eng Épuratioun a politesch Affären.

Zënter den 80er Jore ginn et Publikatiounen do driwwer, mä de Vincent Artuso war wuel deen Éischten, deen an enger Dokteraarbecht de Sujet Kollaboratioun analyséiert a verdéift huet. Dat war 2011 op der Uni Lëtzebuerg, an duerno dann nach eng Kéier a Form vun engem Rapport, dat nees am Kader vun der Uni Lëtzebuerg op Commande vun der leschter Regierung. An och déi Persounen, déi ëffentlech dee Rapport ugestouss hunn, schaffen a léieren op der Uni Lëtzebuerg. A kee verhënnert, datt si an aner Historiker iwwert den Zweete Weltkrich weider fuerschen. An dat ass och scho geschitt.

Zënter 2005, 2006, wou et de Master an der Geschicht gëtt, an zënter 2007, wou et op der Uni Lëtzebuerg Promotiounsrecht gëtt, sinn 10 vun 48 Mémoirë reng iwwert den Zweete Weltkrich gaangen. Et ass mat Ofstand dat meeschtbehandelt Thema. A wa mer de Sujet Kollaboratioun huelen, da si bis elo op der Uni Lëtzebuerg an op den auslänneschen Unien zesummegeholl ronn 10 Mémoirë respektiv Theesen doriwwer geschriwwe ginn.

Wat bis hautdesdaags an der Fuerschungslandschaft iwwert d'Geschicht vum 20. Jorhonnert hei zu Lëtzebuerg feelt, dat ass en Zenter, dee spezifesch iwwert d'Shoah fuerscht. An engems leeft an onse Schoulen zënter Jore scho vill zum Thema Shoah. Esou gëtt et zum Beispill zënter 2003 all Joers am Januar e pädagogeschen Dag „Journée de la mémoire de l'Holocauste et de la prévention des crimes contre l'humanité". 2009 ass vun enger Kommissioun e Rapport iwwert d'Spoliations des biens juifs geschriwwe ginn. An an Zukunft wäert et dann eng Fondatioun an e Monument vun der Shoah ginn.

Här President, dat war just kuerz de Kontext beschriwwen, deen erkläert, wisou datt déi véier Instituter, déi an den IHTP komme sollen, existéiert hunn. Kee seet, datt näischt däerft reforméiert ginn, och net d'CSV. Zum engen hätt emol fir d'Eischt e Bilan misse gemaach ginn an transparent diskutéiert ginn, dann hätt een d'Stäerkten an d'Schwächten erkannt.

Dann hätt een och erkannt, datt hei eppes organesch an engem prezise Kontext gewuess ass. An dann hätt een am Respekt dovunner kënnen e kohärent, en neit Konzept ausschaffen. An et hätt ee festgestallt, datt et schonn eng seriö, eng wëssenschaftlech, kritesch Fuerschungs-, Dokumentatiouns- a Léierlandschaft iwwert d'Lëtzebuerger zäitgenëssesch Geschicht gëtt. Esou ze maachen, wéi wann dat net de Fall wär, ass net nëmmen ongerecht vis-à-vis vun all deenen Instituter an deene Persounen, déi do geschafft hunn, mä et ass och - entre guillemets - en „neie Mythos" schafen. An dobäi solle Mythen dach anscheinend ofgeschaaft ginn.

Et ass virun allem mordicus eng Iddi ëmsetzen, eng Iddi, déi jo besonnesch vun de Kolleege vun der LSAP kënnt. Well wéi sot d'Kolleegin Taina Bofferding an der Debatt iwwert den CVCE: „Lëtzebuerg brauch en Institut fir zäitgenëssesch Geschicht. A mir als LSAP begréissen, datt dës laangjäreg Fuerderung vun der Partei erfëllt a formell esou en Institut opgeriicht gëtt."

D'LSAP wëllt effektiv scho laang esou en IHTP. Déi gréng haten dat och schonn emol eng Kéier ufanks den 2000er gefuerdert.

Une voix.- Très bien!

M. Serge Wilmes *(CSV), interpellateur.-* Allerdéngs wollt si - dat heescht d'LSAP - ee vun der Uni onofhängegen Institut; souzesoen als Kopie vun dem däitschen Institut für Zeitgeschichte, wat esou fonctionnéiert. An et war och der LSAP hir Iddi, a si huet dat och an de Koalitiounsprogramm geschriwwen, an zwar ënnert dem Kapitel „Kultur". Et wär rattachéiert gewiescht un de Kulturministère.

D'Kolleege vun der DP hunn dat allerdéngs aneschters gesinn an den IHTP dunn an den Héichschoulministère eriwwergeholl. Si wollte Synergië siche goen do, wou et hirer Meenung no am meeschte Sënn mécht, an zwar op der Uni Lëtzebuerg. Déi wousst näischt vun hirem Gléck, krut déi Iddi imposéiert. Si huet se dunn awer iwwerholl an am Kader vun hirer Autonomie huet se gekuckt, wéi se da kéint déi véier Instituter, déi a Fro kommen, am beschten an d'Fakultéit vun den Humanwëssenschaften integréieren.

Dat war och logesch, vu datt d'Uni jo en Institut fir Geschicht huet mat dem Schwéierpunkt zäitgenëssesch Geschicht. Esou gouf e Projet ausgeschafft, ee Projet, deen awer vum Conseil de gouvernance vun der Uni refuséiert ginn ass. An dat wahrscheinlech, fir an der Koalitioun kënnen eng Kompromëssléisung ze fannen: Wa scho keen onofhängegt Institut, dann och keent als festen Deel vun enger Fakultéit, mä eppes do dertëschent muss et sinn.

A Gott sei Dank war am Unisgesetz nach e Centre interdisciplinaire fräi, deen du konnt besat ginn. E Kompromëss war du fonnt. Mir mengen, datt dat kee gudde Kompromëss ass, geneesou wéi de ganze Projet an d'Genèse dovunner hei méi Froe wéi Äntwerte liwwert.

Zum Beispill: Firwat huet d'Regierung net zur selwechter Zäit all d'Projet-de-loien op den Dësch geluecht, fir déi véier Instituter an den IHTP ze integréieren, zesumme mat engem klore Plang, engem Konzept, ausgeschafft mat de concernéierten Experten aus de véier Strukturen? Well dat net geschitt ass, bleift bis elo villes onkloer.

Wat geschitt respektiv ass mat deene Leit geschitt, déi an deenen Instituter geschafft hunn? Sinn a komme si alleguerten am IHTP ënner? Wann net, wisou? Wat sinn hir Perspektiven? A wësse si eppes Konkretes? Wat geschitt mat de Gebaier, an deenen déi véier Instituter hire Sëtz haten: dem Gebuertshaus vum Robert Schuman, der Villa Pauly, der Hollerecher Gare an dem Schlass zu Suessem? Op d'mannst dräi vun hinne si wichteg Lieu-de-mémoiren. Wat geschitt mat hiren Archiven a Bibliothéiken; wat mat de Réseauen, déi si mat nationalen a besonnesch internationale Fuerschungsakteuren opgebaut hunn; wat mat de Projeten, déi nach gelaf sinn?

Firwat ass de Projet vun den Historiker vun der Uni, fir den IHTP an d'Fakultéit ze integréieren, vum Conseil de gouvernance refuséiert ginn. Dee war dach grad am Sënn vun der Regierung hirer Rechtfertegung, fir en IHTP ze schafen: näämlech Synergië sichen, zesummeleeën, vereinfachen! A wisou soll de Geschichtsinstitut vun der Fakultéit, wéi déi Historiker, déi do schaffen, sech och berechtegterweis d'Fro stellen, manner Visibilitéit hu wéi e Centre interdisciplinaire? Well de Rapport Artuso ass grad dat beschte Beispill fir dem Geschichtsinstitut vun der Uni seng Visibilitéit.

Riskéiert e Centre interdisciplinaire an e Geschichtsinstitut op der Uni mat deeneselwechte Fuerschungsprioritéite keen double Emploi ze maachen? Dat soll dach grad net méi de Fall sinn.

A wat gëtt dann elo wierklech vum IHTP prioritär erfuerscht? Kritt d'Lëtzebuerger Zäitgeschicht iwwerhaapt do déi wichtegst Plaz? Well dorëms geet et jo beim Projet IHTP. Oder wäerten déi Plaz net éischter déi sougenannt „digital humanities" kréien; d'Histoire numérique respektiv d'Geschicht vun der europäescher Integratioun? Deen Androck huet een op jidde Fall, wann een dem Rektor säin Interview am „Wort" gelies huet, an och, wann een de Profill vum Direkter kuckt, dee gesicht gëtt.

Wisou muss deen Direkter och nach dräi Sous-Direkteren ënner sech kréien? Gëtt deen IHTP herno esou eppes Grousses? A wéi vill Leit wäerten iwwerhaapt an deem IHTP schaffen?

Wisou kritt deen Institut fir Zäitgeschicht nach e Comité d'accompagnement u seng Säit gestallt, wann en dach grad soll komplett onofhängeg schaffen? A wie wäert herno an deem Comité sëtzen? Wien definéiert wierklech d'Fuerschungsstrategien an d'Projeten? A mussen d'Projete vum IHTP net och herno intern an der Uni respektiv dem FNR ausgeschriwwe ginn a finanziell Ënnerstëtzung siche goen?

A wéi ass et mat der Fuerschung iwwert den Éischte Weltkrich, ouni deen een den Zweete Weltkrich net verstoe kann? Wäert déi vum IHTP gemaach ginn? Dat si Froen iwwer Froen, op déi mer gäre vum Här Minister herno och Äntwerten hätten.

Här President, éier mer de Virworf gemaach kréien, mir géifen als CSV nëmme Froe stellen a keng konkret Alternative weisen, wëll ech kuerz soen, wat mir gemaach hätten.

Une voix.- Très bien!

M. Serge Wilmes *(CSV), interpellateur.-* Ma mir wären do konstruktiv weidergefuer, wou scho villes ugeduecht war. Mir hätten als Alleréischt emol e Bilan gemaach, Här Fayot. Mir hätten d'Schwächten an d'Stäerkte gekuckt an dann Upassungen op Basis dovunner gemaach, am Respekt vun deem, wat historesch gewuess war, an am Respekt och vun deem, wat do geschafft ginn ass, mat den néidegen Expertisen, déi do waren.

(Interruption)

No 14 an 11 Joer Existenz hätte mer déi zwee Centren iwwert den Zweete Weltkrich zesummegeluecht an ausgebaut. Hei wär e groussen Dokumentatiouns-, Fuerschungs- a Kommemoratiounszentrum entstanen iwwert dat, wat virun, wärend an nom Zweete Weltkrich geschitt ass.

De Volet Recherche wär a konventionéierter Kollaboratioun mat der Uni Lëtzebuerg gemaach ginn. Mir hätten de Volet Dokumentatioun an Zesummenaarbecht mat der Nationalbibliothéik an den Nationalarchive gemaach, de Volet pédagogique zesumme mat dem Éducatiounsministère. De Musée de la Résistance an de Militär- an Arméimusée zu Dikrech wären un dee Centre drugehaange ginn. An de Réseau mat den auslännesche Partner, besonnesch deen aus der Groussregioun, wär weider ausgebaut ginn.

A mir hätten een eenzege Comité pour le souvenir geschafen, deen zesummegeschafft hätt mat engem Departement „Mémoire et citoyenneté", dee sech ëm d'Kommemoratioun, d'Erhalen an d'Weidergi vun der Mémoire gekëmmert hätt. An hei wären all - an ech betounen „all" - d'Affergruppen zu Wuert komm, och d'anciens Combattants, déi an der Regierung hirem Projet, fir esou e Comité ze schafen, vergiess gi sinn. A ganz besonnesch déi Jonk, well ëm déi geet et hei.

Mir hätten d'Villa Pauly an d'Hollerecher Gare gehalen: déi eng als Sëtz vun deem Centre mat den Archiven an der Bibliothéik, an déi aner als national Gedenkstätt, als pädagogeschen Zenter. Dat wär e kohärent Konzept gewiescht. Et wär e Konzept gewiescht, wat net aus der Loft gegraff wär, mä dat sech op dat gestäipt hätt, wat do war; e Konzept, fir d'Geschicht opzeschaffen an d'Mémoire ze erhalen a weiderzeginn.

Mir hätten och de Centre Robert Schuman gehalen als dat, wat e war; an deen do eng enorm Aarbecht geleescht huet: en autonoomt, klengt, flénkt europäescht Institut, dat an den europäesche Réseaue mat exzellente Chercheuren agebonne war. Stäerken hätt een deen Zenter kënnen duerch eng nach méi enk Zesummenaarbecht mat den Nationalarchiven. An och d'Gebuertshaus vum Robert Schuman wär als Lieu de mémoire erhale bliwwen.

Den CVCE hätte mer an d'Uni Lëtzebuerg integréiert an esou derfir gesuergt, datt dës genuch Moyenen huet fir d'Opschaffen a sengem Institut vun der rezenter Geschicht. A mir hätten och weider der Uni Opträg ginn, fir bestëmmte Froen ze klären, Episoden, Evenementer ze analyséieren, esou wéi dës Regierung dat jo och virgesäit an Zukunft mam IHTP ze maachen.

Här President, wéi Der feststellt, gesi mer als CSV net wierklech d'Plus-value vun engem Institut fir Zäitgeschicht, esou wéi en elo geplangt ass. D'Regierung konnt och bis elo keng fir eis iwwerzeegend Erklärung dozou ginn. Si huet sech net op e Bilan gestäipt, fir Upassungen ze maachen, mä reng op eng Iddi, déi méi op Impressioune baséiert wéi op de Realitéite vum Terrain. Eng Iddi, déi coûte que coûte muss ëmgesat ginn, mä koalitiounsintern an e Kompromëss ëmgewandelt gouf, mat deem keen - kee wierklech - zefridden ass, scho guer net déi concernéiert Akteuren, iwwert deenen hire Kapp ewech einfach décidéiert ginn ass, si ofzeschafen.

Dobäi hätt een déi Akteure missen an hirer Aarbecht stäerken, fir datt se ebe just méi enk hätten zesummeschaffe kënnen. Well och den IHTP ass gezwongen, dat an Zukunft ze maachen. Am geplangten IHTP ginn näämlech guer net all déi Instituter zesummegeluecht, déi eppes mat der Geschicht vum 20. Jorhonnert ze dinn hunn: net den nationale Resistenzmusée, obwuel et am Ufank esou geplangt war, net de Centre de documentation iwwert d'Migratioun, net de Militär- an Arméimusée zu Dikrech, net de Musée régional des Enrôlés de force zu Diddeleng, net de Musée de la Résistance zu Schëffleng, net de Musée de la Bataille des Ardennes zu Clierf, net dee vun der Bataille des Ardennes zu Wolz an nach vill anerer.

En plus gëtt niewent der Fondation Nationale de la Résistance an Zukunft eng Fondation de la shoah geschaaft, déi och soll d'Fuerschung ënnerstëtzen. Dat begréisse mer, well mir hätten dat och esou gemaach, mä et ass net an der Logik vun engem IHTP, deen als déi grouss Institutioun fir déi rezent Vergaangenheet duergestallt gëtt a sech am Endeffekt op dräi - dräi! - kleng Instituter stäipt; net eng Dosen. An da gëtt vun enger zerstreeter Landschaft geschwat, déi elo misst onbedéngt emol zesummegeluecht ginn!

Gott sei Dank ass et de CVCE ginn, fir dem IHTP op d'mannst eng gewësse Masse critique vu Mataarbechter kënnen ze ginn. Well vun deenen aneren dräi Instituter wäert wuel kee bei den IHTP goen. A souguer déi, déi bis elo beim CVCE geschafft hunn an an d'Uni integréiert gi sinn, wäerten net alleguerten herno vun der Fakultéit an den IHTP wiesselen. Och dat sot de Rektor vun der Uni a sengem Interview.

Här President, fir d'CSV stellt de Projet IHTP méi Froe wéi en Äntwerte liwwert. Dat ass fir eis och ganz normal, well den Institut fir Zäitgeschicht ass eng reng politesch Iddi. Si war vläicht gutt gemengt, mä si ass an der Mille vun der Koalitioun zerriwwe ginn, mam Resultat, datt hei déi historesch gewuessen Instituter, déi eng gutt Aarbecht geleescht hunn, auserneegerappt ginn an elo iergendwéi erëm sollen zesummegesat ginn.

Wat do derbäi erauskomme wäert, dat wäerte mer da gesinn. Nëmmen d'Zäit wäert eis wuel kënne soen, wat aus dem Institut fir Zäitgeschicht ginn ass, ob do eng nei Zäit agefouert ginn ass oder awer, ob déi nei Zäit net scho vun Ufank u vun hirer Zäit iwwerholl war.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci och dem Här Wilmes. Als éischten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler elo un der Rei. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. André Bauler *(DP).-* Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e Merci un d'Adress vum CSV-Deputéierte Serge Wilmes fir seng Interpellatioun zu dësem Thema. De Sujet Zäitgeschicht léisst eis jo all heibannen net indifferent, well besonnesch d'Fuerschung iwwert d'Evenementer vum leschte Krich sech nach mat enger Rei onbeäntwerte Froe muss auserneesetzen.

Ech muss awer soen, datt ech verwonnert war, wéi en aneren CSV-Member an der Héichschoulkommissioun gesot huet, et wier besser, et géif een d'Fuerschung zu dësem Thema net méi weider verdéiwen, fir keng Wonnen opzerappen. Den Institut fir Zäitgeschicht huet awer virun allem eng opkläreresch a pädagogesch Missioun ze erfëllen. E muss d'Nowelt warnen a weisen, datt d'Geschicht ëmmer nees Momenter vu grave gesellschaftleche Feelentwécklunge kennt. An dat alles gouf et och hei zu Land: villes, iwwert dat nom Krich net geschwat gouf oder huet dierfe ginn.

Jo, mir hunn eis etlech Kéiere ganz schwéiergedoen, eenzel gliddeg Eisen unzepaken, och nach bis haut, 70 Joer nom Krich. Theme wéi Kollaboratioun mam Okkupant, Juddeverfolgung, Verrot um Matbierger, d'Roll vun der Exilregierung oder d'Agéiere vun der Miliz goufe laang Zäit éischter um Rand behandelt.

An dësem Kontext gëllt, wat de Richard von Weizsäcker a senger memorabeler Ried vum 8. Mee 1985 virum Bundestag gesot huet, ech zitéieren: „Wien awer virun der Vergaangenheet d'Ae verschléisst, dee gëtt um Enn blann fir d'Zukunft." Wéi recht hat dee Statsmann, zemools wann een op dat kuckt, wat haut an der Welt lass ass an eis all Dag iwwert d'Medien interpelléiert.

Et ass un de jéngere Generatiounen, d'Vergaangenheet ze erfuerschen an d'Themen ze verdéiwen, net nëmmen d'Krichsthemen, ma och dat, wat um Enn vum Krich a kuerz duerno geschitt ass, eis Geschicht an Europa an d'Wirtschaftsgeschicht. Dëse Prozess huet ugefaangen, e weist sech an Artikelen, a Fuerschungsaarbechten, a Filmer, an e féiert och zu kontroversen Diskussiounen.

Här President, Lëtzebuerg huet besonnesch säit den 80er Joren Historiker ervirbruecht, déi sech intensiv, wann och meeschtens op sech selwer ugewisen, mat ënnerschiddlechen Themen aus eiser nationaler Geschicht befaasst hunn.

Ech wëll op dëser Plaz och drun erënneren, datt mir d'Zesummendroe vun historeschem Zuelematerial a Fakten heiheem virun allem Leit ze verdanken hunn, déi dat op eege Fauscht an op eegenen Impuls ënnerholl hunn. Et waren dat dacks Historiker, och Lokalhistoriker, ënner hinne Schoulmeeschteren, Professeren, Geeschtlecher, Journalisten, Affekoten, Leit, déi fuerschen a schreiwe wollten. Et waren och si, déi derzou bäigedroen hunn, datt d'Quellen iwwerhaapt erhale goufen an datt net alles, wat a Kelleren an op Späicheren, a Schief, op Regaler oder a Këschte gelagert war, verschwonnen ass.

Et ware si, déi Sourcë gesammelt, Geschichten opgefrëscht oder u méi oder manner grouss Ereegnesser an eise Stied an Dierfer erënnert hunn. Hinne gëllt eis Unerkennung, net nëmme fir hir dacks akribesch Aarbecht, ma och fir hire Wëllen an hiert Bewosstsinn, fir dat Historescht ze schaffen, déi kollektiv Mémoire ze fleegen an esou d'Bezéiung vun de Leit zu hiren Uertschaften an deenen hirer Geschicht ze stäerken.

Elo kann ee soen, datt d'Qualitéit vun dëse Publikatiounen ënnerschiddlech konnt sinn, datt et dacks net ëmmer eng wëssenschaftlech Approche war, déi deem Ganzen zugronn louch, an datt och emol Feeler an dëse Bicher, Artikelen oder Monografië stoungen. Dat kann

duerchaus sinn, an dach däerfe mer haut dankbar si fir eng ganz Rei vu gutt opgestallten Duerf- a Stadchroniken, ma awer och vun exzellent formuléierten Artikelen iwwert divers Sujeten.

Wéi gesot, dat ass den Ausgangspunkt hei zu Lëtzebuerg gewiescht, laang ier et Dokumentatiounszentren oder vergläichbar Instituter gouf. Ech hunn dat och bewosst dowéinst ënnerstrach, well ech der Iwwerzeegung sinn, datt een all wëssenschaftlech Aarbecht vulgariséiere muss, datt deen Institut also net vun der breeder Effentlechkeet ofgekapselt ass, datt en d'Geschicht erliefbar maache muss, datt e se de Leit verständlech maachen a méi no brénge muss, zum Beispill iwwert de Wee vu Konferenzen a pädagogesche Mëttel.

Aus eiser Siicht muss duerfir dat neit Institut dëser Missioun, fir ze synthetiséieren an de Leit Historesches ze vermëttelen, gerecht ginn. An internationalen Topzäitschrëften ze publizéieren, ass richteg, ma dat däerf awer net nëmmen de Fall sinn. D'Institut muss och no beim Vollek bleiwen a sech mat klassesche Lëtzebuerger Sujeten auserneesetzen. Dat gëllt awer och fir déi aner Fuerschungsinstanzen. An deem Sënn kënne mer vill vun eisen zwee groussen Nopere léieren, déi iwwert d'Medien ëmmer erëm Geschichtleches opfrëschen an novollzéibar maachen.

De Koalitiounsprogramm - an et ass elo éinescht gesot ginn - hat d'Schafung vun esou engem Institut festgehalen, an de Premier hat an der Ried zur Lag vun der Natioun fir 2016 dësen Institut och ugekënnegt. Elo ass et un der Zäit, den Institut op d'Been ze stellen, e mat Inhalt ze fëllen a virun allem, d'Objektiver kloerzestellen.

An Zukunft solle jo d'Volete vun der Mémoire, der Recherche an der Dokumentatioun getrennt ginn. Wat d'Mémoire ubelaangt, esou soll zukünfteg e gemeinsame Comité vun der kollektiver Mémoire vun der Regierung per Gesetz op d'Bee gestallt ginn, bei deem Vertrieder vun den Enrôlés de force, der Resistenz a jüdeschen Organisatioune vertruede sinn. Dëst soll garantéieren, datt d'Kommemoratiounszeremonien op koordinéiert Manéier organiséiert ginn.

Dann zu der Dokumentatioun. Tatsaach ass, datt déi meescht Dokumenter a Publikatiounen, déi et zu Hollerech an an der Villa Pauly gëtt, de patrioteschen Organisatioune gehéieren. Och ginn et iwwer Land eng Rei klenger a gréisser Muséeën, privat Kollektiounen. An et ginn a ville Familljen nach wäertvoll Dokumenter aus dem Krich. Et wier wënschenswäert, wann an Zukunft e Sënneswandel géif kommen a wann Organisatiounen a Privatleit enk mam Statsarchiv a mam Institut géifen zesummeschaffen.

Déi patriotesch Organisatiounen an awer och Privatleit wäerten dëst awer nëmmen da maachen, wa si och e Vertrauen zum neien Institut entwéckelen, wann hinnen och garantéiert gëtt, datt hir Cause do Gehéier fënnt. Am Prinzip gehéieren déi Dokumenter an d'Statsarchiven. Bicher, Revuë sollten an d'Nationalbibliothéik kommen. Filmer gehéieren dogéint an den CNA.

Erlaabt mer hei op d'Wichtegkeet vum Statsarchiv hinzeweisen. Dem Statsarchiv seng Aufgab ass et, all wichteg Dokumenter professionell ze versuergen a se de Wëssenschaftler zur Verfügung ze stellen. Eng neutral Daten- an Dokumentatiounsbank ass eng absolutt Noutwendegkeet, fir eng wëssenschaftlech a methodologesch korrekt Recherche ze garantéieren.

De Statsrot ass zurzäit amgaangen, dat déposéiert Archivgesetz ze analyséieren. Mir mussen eis Archivkultur entwéckelen an och Mëttel derfir bereetstellen. Nach viru Kuerzem gouf an engem RTL-„Kloertext" zu Recht festgestallt, datt et hei zu Lëtzebuerg un enger regelrechter Archivkultur feelt. Ëmmer nees ginn Dokumenter zerstéiert, well keng Plaz do ass, oder et ginn erëm Dokumenter opgedriwwen, déi jorelaang an engem verstëbsten Archiv louchen. Duerfir ass et gutt, datt d'Regierung e Gesetzesprojet déposéiert huet, mat deem mer den Archivage hei zu Land moderniséieren a systematiséiere sollen.

Här President, komme mer dann zum Institut d'histoire du temps présent u sech. Dësen Institut soll jo seng Plaz an der Uni fannen. Dëse politesche Choix féiert derzou, datt ee sech definitiv net méi um Niveau vun enger Regierungsverwaltung beweegt, an domat net méi um Feld vun der staatlech organiséierter Fuerschung. Virun allem erlaabt dës Léisung eng Distanz zur Politik. An et erlaabt, de Lien tëscht Fuerschung an Enseignement ze stäerken.

Elo ass et awer esou, datt d'Uni schonn en Institut fir Geschicht innerhalb vun hirer Fakultéit huet, en Institut, dat also och Recherche bedreift. Deemno stelle sech e puer Froen, wat d'Aufgabe vun deenen zwee Instituter betrëfft:

Wéi kann ee séchergoen, datt et net zu double Emploi an der Fuerschung kënnt? Stëmmen d'Instituter sech spéider wierklech of, esou wéi de Rektor dat elo récemment ugekënnegt huet? Ass d'Fuerschung complémentaire? Dat heescht, decken déi eng just d'Zäitgeschicht of an déi aner de ganze Rescht? Oder soll de besteeënden Institut an der Fakultéit och weiderhin iwwer alles kënne fuerschen?

Den IHTP soll interdisziplinaresch schaffen. An der Rei, awer wéi soll dat konkret ausgesinn? A mat wat fir enge Partner soll dat geschéien? Dëst si Froen, déi am Virfeld an der Uni musse geklëert sinn, fir Iwwerschneidungen ze évitéieren a keng Ressourcen ze verschwenden.

Dat neit interdisziplinarescht Institut soll jo net nëmmen déi europäesch Roll vu Lëtzebuerg an eis sozial a wirtschaftlech Entwécklung ënnert d'Lupp huelen, ma och a grad d'Krichsjoren 1914-1918 an 1940-1945. Den Artuso-Bericht huet eis eemol méi gewisen, datt nach ganz vill Aspekter vum leschte Weltkrich net differenzéiert genuch a virun allem net komplett duergestallt gi sinn. Dobäi huet dës Aarbecht just en Deel vun der Krichsgeschicht beliicht. Si huet virun allem gewisen, datt net alles am Botter war an datt mer hei zu Lëtzebuerg Leit haten, déi dem Okkupant op déi eng oder aner Manéier gefälleg waren.

Jo, ënnert de Lëtzebuerger gouf et ganz vill Patrioten a Leit, déi aktiv resistéiert hunn. Dat huet d'Volkszählung vum Oktober 1941 däitlech gewisen. Et war eng Volkszählung, kee Referendum, wéi dat dacks heiansdo gesot gëtt. Ma ënner hinne waren net lauter Resistenzler, et gouf och Kollaborateuren. D'Geschichtsschreiwung muss duerfir alles drusetzen, fir souwäit wéi méiglech d'Wourecht an hirer Komplexitéit ze presentéieren, nom Motto: „Et war net alles esou einfach."

Dat ass awer nëmmen een Aspekt vun eiser Geschicht. Iwwert d'Zäit nom Zweete Weltkrich gouf nach relativ wéineg gefuerscht. Et gëtt also nach ouni Zweifel Spillraum a Saache Geschichtsfuerschung iwwer Lëtzebuerg.

Här President, komme mer zum Thema vum Finanzement. Den neien Institut, hu mer héieren, kritt eng Enveloppe budgétaire vu ronn 1,6 Milliounen Euro fir dat zweet Semester vun dësem Joer an 3,8 Millioune fir d'Joer 2017. Wéi et vum Rektor vun der Uni wärend den Assisë vun der Lëtzebuerger Historiografie bemierkt gouf, wäerten d'Budgete fir d'zukünfteg Projete vum Institut fir Zäitgeschicht jo och vum Fonds national de la recherche mussen accordéiert ginn.

Ech wëll drop hiweisen, datt geschichtlech Projeten etlechmol net vum FNR zréckbehale gi si mam Argument, datt se net genuch innovativ wieren an datt se am Ausland scho genuch ofgedeckt goufen. Dobäi däerf een awer net vergiessen, datt et Ënnerscheeder tëscht de Länner an hirer jeeweileger gesellschaftlecher Entwécklung gëtt an datt een Evenementer zu Paräis net ouni Weideres mat äänlechen Ereegnesser zu Lëtzebuerg vergläiche kann.

E pertinent Beispill, wou Lëtzebuerg sech am Krich vun anere Staten differenzéiert huet, war de Streik vum 31. August 1942. Hei huet eist Land deemools matzen am Krich weltwäit vu sech schwätze gedoen, vu Moskau bis op Washington.

Komme mer nach eemol kuerz op den FNR zréck. Et wier gutt, wann et am FNR zwou Kommissioune géif ginn, déi décidéieren, ob e Projet ënnerstëtzt gëtt oder net: eng fir déi naturwëssenschaftlech Recherche an eng fir déi geeschtegwëssenschaftlech Fuerschung. Dat ass net nëmme meng Meenung.

(Brouhaha)

Här President, duerch dat breetgefächert Fuerschungsgebitt vum neien Institut besteet a verschiddene Kreesser...

(Interruption)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).-* Et ass d'CSV.

M. André Bauler *(DP).-* Entschëllegt, Här President, hunn ech eppes...?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Neen, guer net!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).-* D'CSV schéckt sech net.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Just, wann ech gelift... Ech brauch näischt ze soen, gell? Okay.

(Interruption)

M. André Bauler *(DP).-* Duerch dat breetgefächert Fuerschungsgebitt vum neien Institut besteet a verschiddene Kreesser déi berechtegt Angscht, datt de Fokus vun der Recherche net an alleréischter Linn um Opschaffe vun den traumateschen Evenementer vum Krich leie kéint. Dat zum Deel och, well et wahrscheinlech méi einfach wäert sinn, iwwer Europa an d'Finanzplaz ze fuerschen, wéi iwwert dat sensibelt Thema vum Krich an der direkter Nokrichszäit hei zu Lëtzebuerg.

Natierlech, d'Uni ass souverän an der Wiel vun hire Sujeten an hirer methodologescher Approche, ma ech denken, datt et awer gutt a rotsam wier, wann et e Comité d'accompagnement géif ginn, deen Themen, déi besonnesch d'Famillje vun de Krichsaffer beschäftegen, recommandéieren a virschloe géif. Dat gouf de patrioteschen Organisatiounen och versprach an de Rektor schéngt, wann ech e richteg verstanen hunn, och näischt dergéint ze hunn.

Dëst wier ëmsou méi wichteg, well mer méi wéi 70 Joer nom Zweete Weltkrich net nach méi laang waarde kënnen, fir d'Evenementer vun deemools opzeschaffen. D'Zäit leeft eis einfach fort. Déi zweet Generatioun, déi de Krich erlieft huet, also déi, déi ënner 20 Joer haten, wéi de Krich eriwwer war, sinn all bei Alter a si wëllen nach erliewen, datt hir spezifesch Themen, hir Uleiessen, déi net ugepaakt goufen, endlech behandelt ginn an et zu neien Erkenntnisser kënnt.

Zu deem Begleetcomité géifen dann och nach e puer Froen opstoen: Wéi géif sech esou e Comité d'accompagnement zesummesetzen? Wie géif d'Prioritéite vun der Recherche definéieren? An no wéi enge Kritären? D'Fro stellt sech och, firwat am FNR déi Kommissioun, déi iwwert d'Finanzéierung vu Projeten entscheet, also och iwwer geschichtlech Recherchen décidéiert, net mat wéinstens engem Geeschteswëssenschaftler besat ass. Dat ëmsou méi, wann déi Optioun, déi ech elo virdru virgeschloen hat, net géif an d'Realitéit trieden.

Am Kloertext: De Risiko ass net auszeschléissen, datt och mat der Schafung vum neien Institut nach ëmmer eng wëssenschaftlech Recherche iwwer spezifesch Froen deelweis op der Streck bleift. Vläicht och, well engem Fuerscher seng Aarbecht iwwert déi Lëtzebuerger Nokrichszäit am Ausland net deen Uklang géif fannen, deen hie fir seng zukünfteg akademesch Carrière géif brauchen, fir sech eng Renommee opzebauen.

Dobäi ass dëse Prozess vu wëssenschaftlechem Opschaffen heiheem nach net ofgeschloss. Mir hunn eis jo ëmmer als Natioun vun Affer gefillt. Effektiv ass dat neutraalt Lëtzebuerg mat senger Bevëlkerung, déi 1939 ganz kloer hiren Onofhängegkeetswëlle manifestéiert hat, iwwerfall ginn an de facto un dat Drëtt Räich annektéiert ginn. Datt et och hei zu Lëtzebuerg Matleefer a Verréider gouf, dat ass zwar gewosst, ma dësen Aspekt ass laang Zäit marginaliséiert ginn. Et huet einfach net zum Bild vun der Natioun, déi resistéiert a schwéier gelidden hat, gepasst. Verschidde Recherchen hunn dëst Bild awer mëttlerweil relativéiert.

En anere Punkt, dee mam IHTP ze dinn huet, ass dee vum Personal. Déi verschidde Chercheuren, déi am neien Institut zesummekommen, musse sech fannen an openeen ofstëmmen.

Den Direkter vum Institut fir Zäitgeschicht wäert dem Rektorat vun der Uni Lëtzebuerg ënnerstoen, déi déi Plaz dann och international ausgeschriwwen huet. Dobäi si Kenntnisser vun der Lëtzebuerger Sprooch, Geschicht a Kultur keng direkt Viraussetzung gewiescht. Den zukünftegen Direkter riskéiert deemno, kee Lëtzebuerger ze sinn. Och doriwwer kann ee streiden, ob dat gutt oder schlecht ass.

Fakt ass, datt dat a Frankräich, an England oder an Däitschland sielen de Fall ass. Sollt kee Lëtzebuerger op dee Profill passen, da misst et awer zumindest eng Persoun, e Personnage sinn, deen eis Kultur, eis Mentalitéit kennt a sech scho mat eiser Geschicht, besonnesch eiser Zäitgeschicht an eisen Traditiounen an Empfindlechkeete familiariséiert huet. Et misst ee sinn, deen net säin däitsch oder franséisch Denkschema matbréngt an dat dann einfach op Lëtzebuerg praffe wéilt. Deen Direkter muss op d'mannst ganz gutt, wéi gesot, mat der Lëtzebuerger Zäitgeschicht vertraut sinn a muss rezeptiv si fir d'Sensibilitéite vun de Lëtzebuerger. Ech denken, et wier och ganz gutt, wann d'Uni dat esou geséich.

Här President, ech kommen zum Schluss, duerfir nach eemol am Resümee Folgendes: Dat neit Institut fir Zäitgeschicht huet ouni Zweifel eng besonnesch Verantwortung. Et soll eng wëssenschaftlech a methodologesch korrekt Aarbecht leeschten. Et soll déi Themen opschaffen, déi an eiser Geschicht bis ewell net ugepaakt goufen. Et soll vulgariséieren a pädagogesch schaffen, fir der grousser Effentlechkeet eis Geschicht méi no ze bréngen. Et soll de Sensibilitéite vun de Vertrieder vun de patrioteschen Organisatioune Rechnung droen an déi Theme prioritär opschaffen, déi hinne ganz besonnesch um Häerz leien.

Et soll net zu engem Elfenbeintuerm ginn, mä zu engem liewegen Institut, dat de Kontakt mat de Schoule sicht. Den Institut soll och eng spezialiséiert Revue am Kader vun der Uni an d'Liewe ruffen an thematesch Expoen organiséieren.

Eis Bierger a virun allem eis jonk Leit hunn d'Recht ze wëssen, wat am 20. Jorhonnert, besonnesch wärend der éischter Halschent vun deem Jorhonnert, tatsächlech passéiert ass. Si hunn d'Recht ze uerteelen, ouni awer mussen ze veruerteelen.

Ech schléisse mat engem Zitat vu mengem Kolleeg Lex Delles, deen op dëser Plaz schonn eemol gesot huet, ech zitéieren: „Et ass wichteg, fir opzeschaffen, weiderzefuerschen an ze vermëttelen, fir net méi ze vergiessen."

Deem ass näischt méi bäizefügen, jiddefalls net vu menger Säit, an ech soen lech villmools Merci fir Aert Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci dem Här Bauler. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).-* Merci, Här President. Ech géif gär ufänke mat engem Zitat: „Die Geschichte soll kein Ahnenschrein sein für den nationalen Kult. Sie darf nicht als belehrende Postille verharmlost werden. Sie muß das Buch der unerbittlichen Wirklichkeit bleiben. Allzu lange war gerade die Luxemburger Geschichte ein kitschiges Konglomerat von Wahrheit und Märchen, von Verhimmelung und Verteufelung. Sie war erbauliche Kinderfibel, schöngefärbt mit bunten «images d'Épinal». (…) Falsche Geschichte erzeugt falsche Politik. Die Luxemburger Geschichtsschreiber müssten daher stark ermuntert und gefördert werden..."

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, dat Zitat ass vum Marcel Engel, en Enseignant, kriteschen Auteur an Affer vun den Nazien, deen och zu Hinzert war am KZ. Hie schreift dat an engem Artikel am „Lëtzebuerger Land" den 30. Juni 1972, „Die Zeit in der wir leben".

Weider schreift en nach: „Ein Luxemburger Historiker, der den Sturm der Zeit abwehrend, sich in ein elfenbeinernes Gehäuse der Ermesinden- oder Willibrorduszeit zurückzieht, verrät die soziale Verantwortung, die er trägt wie jeder echte Wissenschaftler. Denn er muß, was die geschichtliche Vergangenheit angeht, Propagandalügen und verfälschende Mythen bekämpfen. Diese Verantwortung kann nicht fünfzig Jahre vor der Gegenwart Halt machen. Je näher wir der eigenen Zeit kommen, desto dringender wird die klare Schau. Nichts ist gefährlicher als verzerrte Geschichte. Sie ist ein wirksames Propagandamittel, emotionsgeladen, das politische Leidenschaft erregt."

Här President, mir sinn net méi am Joer 1972 an den Zoustand vun der Geschichtsfuerschung ass och en aneren haut. Trotzdeem resüméiert dëse flotten a provokativen Text op eng gutt Aart a Weis d'Wichtegkeet grad vun der Zäitgeschicht an enger Demokratie. An ech géif derbäifügen: grad an enger Zäit, wou de Populismus an den Obskurantismus erëm staark zouhuelen!

Mir begréissen duerfir d'Initiativ vum Kolleeg Serge Wilmes, fir hei an der Chamber doriwwer an iwwert d'Roll vum neien Institut fir zäitgenëssesch Geschicht ze diskutéieren. D'Chamber mécht Geschicht, mä si schreift se net. An, Här Wilmes, ech mengen, och d'Regierung schreift se net. Si gëtt hir nei Mëttel, fir besser a méi an der Déift ze schaffen. Mä Ar Ausso ass awer interessant. Ech huelen et als e signifikative Lapsus wouer, vläicht fir d'Attitüd vun Ärer Partei zur Geschichtsschreiwung.

D'Geschicht vun onser Zäit ass näischt Abstraktes, wat wäit ewech ass. Si wierkt weider. Duerfir ass et wichteg, dass se esou objektiv wéi méiglech geschriwwe gëtt. Et ass och noutwendeg, dass se ëmmer erëm complétéiert a kritesch hannerfrot gëtt. Well et ass och bekannt, dass se gäre fir politesch Zwecker instrumentaliséiert gëtt, wéi de Marcel Engel et op de Punkt bréngt.

En demokratescht Land huet duerfir Interessi un enger ëmfaassender an objektiver Geschichtsschreiwung, déi alles opdeckt an näischt am Däischtere léisst. Et ass aus deenen Ursaachen eraus, dass déi nei Koalitioun an hire Programmgespréicher d'Iddi vun engem Institut für Zeitgeschichte ervirbruecht huet. Och déi Iddi ass näischt Abstraktes gewiescht an och si ass an engem politeschen Ëmfeld gebuer, dat ech dann och gär hei, äänlech wéi den Här Wilmes dat gemaach huet, wéilt kuerz rappeléieren.

(Interruption par M. Marc Spautz)

Jo, Här Spautz?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Kéint ech eng Fro stellen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, Dir hutt ganz recht, Här Spautz, Dir hutt ganz gentil gefrot. Den Här Fayot schéngt domat d'accord ze sinn. Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech wollt just froen - zanter 1972 bis elo, dat si 44 Joer -, wéi vill Joren dann d'LSAP mat an der Regierung war, wann et elo esou laang gedauert huet, bis endlech déi Debatt kënnt. Merci.

Une voix.- Huh, schwiereg!

(Brouhaha)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här Fayot, ech kann lech et soen: 32!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo. Mä ech mengen, et gesäit ee jo un den Aussoe vum Här Wilmes, dass do eng zimlech puissant Brems war op munchen Dossieren, géif ech elo emol einfach esou soen.

(Brouhaha et interruptions)

Dir hat och vill Interpretatiounen.

(Brouhaha)

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Ech mengen, dat ass eng falsch Interpretatioun vun deem, wat e gesot huet.

(Interruption)

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo, Här Kartheiser, Dir wäert duerno Positioun huelen. Ech hu mäint gesot zum Obskurantismus an zum Populismus.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, Här Fayot, adresséiert lech elo erëm un d'Chamber, an da kréie mer och erëm Rou an den Débat.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Här President, d'Geschicht vun onser Zäit ass näischt Abstraktes, wéi gesot. En demokratescht Land... Jo, voilà, ech wollt en fait op dat politescht Emfeld agoen, an deem dës Iddi gebuer ass.

Erënnert lech: D'Fro ass vun Historiker gestallt ginn, ob d'Verwaltungskommissioun, déi den 10. Mee 1940 nom Départ vum Statschef an der Regierung d'Land verwalten an och regéiere sollt, mat dem Nazienvahisseur bei der Verfolgung vun de Judden zu Lëtzebuerg eng Hand ze vill mat ugepaakt hätt. Déi Fro war virdrun an där Form nach ni gestallt ginn. Et hat ee sech ëmmer domat zefridde ginn, wat déi Leit vun der Verwaltungskommissioun nom Krich selwer dozou gesot hunn. An op eemol hunn Historiker dat a Fro gestallt. An dat war richteg, dat war néideg, wéi den Artuso-Rapport jo och bezeit.

Mä net nëmmen dat! Eng Regierung vun haut gouf gefrot, ob se sech net entschëllege misst fir dat ongeheierlecht Onrecht, wat de Judde mat Lëtzebuerger Verwaltungshëllef am Zweete Weltkrich geschitt ass. Dorop gesteet déi Regierung an, dass eventuell e Flou an der Geschichtsschreiwung kéint sinn an dass een dat misst opschaffen. Mä wéi dat opschaffen? Et gouf keen Instrument, fir dat ze maachen.

Wuel gouf a gëtt et Fuerschungszentren, deen een iwwert d'Resistenz, deen aneren iwwert d'Zwangsrekrutéierung, en drëtten iwwert d'europäesch Geschicht. Wéi déi Zentre Mëtt 2000 geschaaft goufen, war schonns d'Iddi opkomm, e Fuerschungsinstitut fir modern Geschicht insgesamt ze schafen. Et war déi gréng Deputéiert an Historikerin Renée Wagener, déi virgeschloen hat ze kucken, ob een esou en Institut an déi nei Uni kéint integréieren.

An, Här President, déi Motioun, déi deemools hei an der Chamber dozou gestëmmt ginn ass - dat war den 11. Februar 2003 -, ass unanime ugeholl ginn, also och vun der heiteger Oppositioun. Et ass awer bis dato...

M. Serge Wilmes *(CSV), interpellateur.*- Här President, kéint ech just eng Fro stellen heizou, wann ech gelift?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Fayot, erlaabt Der?

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo.

(Interruption)

M. Serge Wilmes *(CSV), interpellateur.*- Wësst Der dann och, wat den deemolege Statsminister, de Jean-Claude Juncker, an der Debatt gesot huet, wat seng Rechtfertegung wär, firwat deemools d'Centres de documentation geschafe gi sinn, an datt e gesot huet, datt dat eent net direkt mat deem aneren..., dat anert net ausschléisst.

Hien huet gesot, en huet erkläert, datt dat aus deenen historeschen Affergruppéierungen entstanen ass, well dat hire Wonsch war, hir Demande war, an datt hie souguer als Statsminister net d'Autoritéit an net den Alter gehat hätt, fir hinnen dat kënnen ze refuséieren. An datt awer och der Madamm Wagener hir Iddi net komplett auszeschléisse wär, fir iergendwann eng Kéier och kënnen en Institut fir Zäitgeschicht ze schafen, mä net am Kader vun deem Gesetz, mä iergendwann eng Kéier spéider. Déi Debatt, déi hunn ech och natierlech nogelies fir déi heiten. An dat huet hie gesot. Dat muss een dann awer och complétéieren. Dat erkläert dat näämlech.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo, okay, ech soen net de Contraire. „Iergendwann eng Kéier spéider." Et ass awer bis dato bei de sektoriellen Zentre bliwwen.

Et gouf virun allem och keen Instrument, fir sech mat der Shoah zu Lëtzebuerg ofzeginn. Zwar gouf et zënter 2001 eng Kommissioun, déi iwwert d'Spoliatioun vun de Judde gefuerscht huet an 2009 Recommandatioune festgehalen hat, mä säitdeem war Funkstille.

Dofir ass der deemoleger Regierung 2012/2013 näischt aneschters iwwreg bliwwen, wéi alt erëm eng Kommissioun no villem Hin an Hier anzeberuffen, déi hirersäits e jonken Historiker, de Vincent Artuso, beoptraagt huet, déi Saach ze erfuerschen. En huet dat wärend bal zwee Joer eleng gemaach, wéi esou oft zu Lëtzebuerg, mat enger hallwer Tâche an huet dunn e Bericht virgeluecht. No sengem Bericht, deen unerkannterweis exzellent ass, konnt en dunn trëppelen. Hien ass fir eng Zäit dee bekannteste Chômeur am Land ginn a seng Expertise, déi en an zwee Joer opgebaut huet, war fir d'Kaz!

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Ënner wéi enger Regierung war dat?

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Dofir koum d'Iddi an de Koalitiounsgespréicher op, en Institut ze schafen, fir d'Zäitgeschicht vum 20. Jorhonnert zu Lëtzebuerg systematesch opzeschaffen. Esou eng Démarche ass an der Geschichtsfuerschung näischt Aussergewéinleches oder Absurdes, well et gëtt ëmmer nach Neies ze entdecken, nei Quellen ze erfaassen an duerchzekucken, nei Aarbechten ze maachen.

Et gëtt vereenzelt Historiker op der Uni, an den Här Wilmes schéngt sech zu hirem Sproochrouer ze maachen, déi d'Nécessitéit vun esou engem Institut prinzipiell a Fro stellen. Si soen: „Geschichtsfuerschung, och vun der Zäitgeschicht, gëtt säit Laangem gemaach an et ass plus ou moins alles erfuerscht." Mä objektiv muss ee feststellen: Jo, sécher, mä wuel net esou systematesch an och net ëmmer, fir besonnesch sensibel Aspekter unzegoen.

Här President, ech denken, wat d'20. Jorhonnert zu Lëtzebuerg ugeet, dobäi spezifesch u folgend Aspekter: den Emgang zu Lëtzebuerg mat de Judden insgesamt, wéi den Ëmgang mat de Flüchtlingen aus Nazidäitschland war, wéi d'Integratioun vu Friemen an d'Lëtzebuerger Gesellschaft iwwert d'Naturaliséierung geschitt ass, wéi den Nationalismus an der Zwëschekrichszäit ausgesinn huet, an esou weider.

Sécher hunn Historiker vun der Uni Lëtzebuerg, mä och vill Eenzelkämpfer wéi de Paul Cerf an den Henri Koch-Kent, déi mat hire Publikatiounen heftege Kriticke vum deemolegen historesche Mainstream ausgesat waren, vill a gutt Aarbechten iwwert déi Zäit virgeluecht.

Mä dës Majoritéit huet gemengt, et wier besser, en eegene Kader fir déi Geschicht ze schafen, an deem, ëm e Kär vun namhaften Historiker, Aarbechten entstoe kéinten, och vu Leit vu baussen, déi vun deem Institut publizéiert géifen. Deen Institut géif eng wëssenschaftlech Revue editéieren, e géif Konferenzen organiséieren, e géif an zäitgeschichtlech Debatten ëffentlech agräifen. E géif och pädagogesch Aarbecht maachen, zesumme mat de Schoulen. E géif Informatiounsaarbecht liwweren iwwert déi Aarbechten, déi ënnerwee sinn. E géif als en onofhängege kriteschen Zentrum fir d'Zäitgeschicht fonctionnéieren, wéi dat ronderëm ons an anere Länner zanter Jorzéngte geschitt. Dat war d'Iddi an esou ass se an de Koalitiounsprogramm och ageschriwwe ginn.

Här President, wat ass haut aus där Iddi ginn? Hale mer fir d'Ëischt fest, dass den Institut d'histoire du temps présent haut vun der Regierung gedroen an amgaang ass, ëmgesat ze ginn. Doriwwer si mer frou. Dat ass e wichtege Punkt vum Regierungsprogramm, an deen ass amgaang, realiséiert ze ginn. Zu gläicher Zäit gëtt e Comité de la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale geschaaft, dee sech mat der Erënnerung beschäftegt. Och dat begréisse mer, well, wéi mer wëssen, Erënnerung a wëssenschaftlech Geschichtsfuerschung sinn zwee verschidde Puer Schong.

Den Interpellant schéngt dat liicht anescht ze gesinn, wann e seet, déi viregt Regierung hätt, an ech zitéieren hien: „...hiren Devoir de mémoire, hiren Devoir d'histoire eescht geholl". Fir eis, Här Wilmes, sinn dat zwou verschidde Saachen.

Et kann ee sech natierlech och Froe stellen, wéi et zum IHTP an dëser Form komm ass a wat den Institut dann elo gëtt. Eng Haaptiddi vun deem, wat am Regierungsprogramm steet, war d'Onofhängegkeet vum IHTP. Am Prozess gouf den IHTP aus dem Kulturministère an de Fuerschungs- an Héichschoulministère ausgelagert. D'Uni gouf vun der Regierung gefrot, e Centre interdisciplinaire ze schafen, an deem een déi verschidden Ambitioune vun der Regierung an der Uni zesummebrénge kéint. Ouni op de Bien-fondé vun där Démarche anzegoen, muss ee festhalen, dass domat d'Uni bestëmmt, wat a wéi den IHTP an Zukunft schafft, wat fir Mëttelen e kritt a wat fir e Stellewäert d'Lëtzebuerger Zäitgeschicht an enger Universitéit kritt, déi sech international gëtt.

Ons Angscht war an ass och nach e bëssen, dass déi Lëtzebuerger Zäitgeschicht hei ze kuerz kënnt. Nëmmen d'Zukunft kann ons weisen, ob déi Angscht berechtegt ass oder net. Ech wëll hei soen, dass et Zeeche gëtt, déi positiv sinn, wéi d'Ausso vum Recteur am „Wort"-Interview e Méindeg, dass de Schwéierpunkt tëscht deenen dräi Disziplinnen „digital history", Geschicht vun der europäescher Integratioun a Lëtzebuerger Zäitgeschicht bei der Lëtzebuerger Zäitgeschicht léich.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, zum Schluss géif ech wëllen eng Rei Wënsch äusseren, wat d'Ausriichtung vum IHTP ugeet. Et ass eis als LSAP äusserst wichteg, dass dëse Projet e Succès gëtt, an dofir schéngen eis eng Partie Konditiounen extrem wichteg.

Et ass éischtens - an de Kolleeg André Bauler huet et och scho gesot -, dass et en Direkter muss gi mat enger wierklecher Sensibilitéit fir d'Lëtzebuerger Zäitgeschicht, och wann dat natierlech kee Lëtzebuerger muss sinn a wann et vläicht souguer gutt ass, wa mer hei e Mann mat internationaler Carrure kréien, deen dësen Institut dirigéiert. Mä e muss eng Sensibilitéit fir d'Matière hunn.

Den zweete Punkt ass den Accès zu den Archive vun den absorbéierte Centren. Et ass gewosst, dass d'Geschichtsfuerschung zu Lëtzebuerg oft u mangelndem Zougang zu Archive scheitert. Ech erënneren un d'Ausso vum Vincent Artuso virun der Institutiounskommissioun, deen iwwert dee munchmol schwieregen Zougang zu verschiddenen Archiven am Kader vu senger Aarbecht geklot huet.

Dat neit Archivgesetz muss eng Rei Lücken an Inkohärenze behiewen. Dat ass essentiel, fir kënnen d'Zäitgeschicht uerdentlech ze erfuerschen. Dozou géif ech gären e kuerzt Zitat hei liesen aus engem Artikel vum Laurent Schmit am „Forum". Hie schreift do - an en zitéiert de Charles Barthel, dee jo, wéi mer all wëssen, och kritesch deem Projet hei géigeniwwersteet -, hie seet: „Neben den riesigen Lücken in der zeithistorischen Forschung sieht Charles Barthel, Direktor des CERE, vor allem ein Problem: den Zugang zu Archivdokumenten, ohne die Historiker nicht arbeiten können. Oft übergeben Ministerien ihre Dokumente erst nach vielen Jahrzehnten ans Nationalarchiv - sofern Beamte sie nicht geschreddert haben. Noch immer fehlt ein Archivgesetz, das dies unterbinden würde. Es wäre also absurd, ein Institut für Zeitgeschichte zu schaffen, ohne dem Nationalarchiv endlich die notwendigen Ressourcen (Gebäude und Personal) für seinen Auftrag zu geben."

Et feelt den Ament - och dat huet de Kolleeg André Bauler scho gesot - un enger Archivkultur zu Lëtzebuerg. Dat muss sech änneren, wa mer wëllen, dass deen IHTP senge Missioune kann nokommen.

Wat geschitt iwwregens mat den Archive vun de verschiddenen Zentren, déi elo an den IHTP integréiert ginn? Wou kommen déi hin? De Rektor Klump seet a sengem Interview: „Net bei d'Uni. Dat ass net d'Roll vun enger Uni." Mä wann dat esou ass, da muss geklaert ginn, wouhi soss. Et muss e wëssenschaftleche Répertoriage gemaach ginn an et muss assuréiert ginn, dass d'ganz Fuerschergemeinschaft Accès huet zu deenen Archiven.

Gradesou wichteg ass och eng gutt Zesummenaarbecht mat kloer definéierten Opdeelungen tëschent dem Centre pluridisciplinaire an dem Institut d'histoire vun der Uni Lëtzebuerg. Mir stellen eis och d'Fro, wéi d'Koexistenz mat anere Fuerscher op anere Plazen, zum Beispill an den nationalen Archiven oder der Nationalbibliothéik, funktionéiere soll. De Serge Wilmes huet recht, wann en drun erënnert, dass och do Recherche gemaach gëtt scho säit enger laanger Zäit, an et ass wichteg, fir och déi Fuerscher hei matabezéien ze kënnen.

Et ass natierlech net manner wichteg, dass den Departement, dee sech mat Lëtzebuerger Zäitgeschicht befaasst, genuch gutt Leit kritt. An dat muss och e Mix sinn tëschent Lëtzebuerger Chercheuren an Enseignanten, Germanofonen a Frankofonen. An engem internationale Land, an engem Carrefour wéi Lëtzebuerg schéngt dat mer extrem wichteg.

Här President, et muss an eisen Aen och zu Échangë komme mat auslänneschen Instituter. Den IHTP muss sech europäesch an international vernetzen. De Rektor, erëm eng Kéier a sengem „Wort"-Interview, huet zum Beispill d'Méiglechkeet vun enger Zesummenaarbecht mam Archiv vun den europäeschen Institutiounen zu Florenz genannt. En huet och e Besucherprogramm fir auslännesch Historiker genannt. Dat sinn interessant Pisten. Och gemeinsam Fuerschungstheme mat den däitschen, belschen a franséischen Instituter mussen ugepeilt ginn.

Här President, eng Fro, déi ech mer och nach stellen, dat ass, ob weider politesch relevant Froe kënnen un deen IHTP adresséiert ginn a wéi dat geschitt. Ech erënneren un den Artuso-Rapport. Dat war en Optrag, deen dee Fuerscher do krut. Ass dat weider méiglech?

Ech erënneren och un en Optrag rezent an Däitschland, deen den Innenminister Lothar de Maizière ginn huet un den Institut für Zeitgeschichte, fir den Innenministerium nom Zweete Weltkrich opzeschaffen an en particulier d'Naziinfiltréierung vun deem Ministère an der Nokrichszäit. Dat si politesch brisant Froen, wou ech et wichteg géif fannen, dass déi weiderhin och kéinten un deen IHTP erugedroe ginn, nonobstant der Onofhängegkeet vun der Uni Lëtzebuerg.

An deem Kontext ass et och wichteg, hei ze ënnersträichen, dass den Nohuelbedarf an der Zäitgeschicht zu Lëtzebuerg enorm ass. Wat d'Geschichtsproduktioun betrëfft, hu mer keng Geschicht vum Zweete Weltkrich, mir hu keng, en tout cas keng eenheetlech Geschicht vum Éischte Weltkrich, mir hu keng Sozial- a Gesellschaftsgeschicht vum 20. Jorhonnert, mir hu keng Geschicht vum Lëtzebuerger Sozialstat, mir hu keng Wirtschaftsgeschicht vum 20. Jorhonnert, keng Rechts- an Demokratiegeschicht vum 20. Jorhonnert, keng Kulturgeschicht vum 20. Jorhonnert, keng Migratiounsgeschicht vum 20. Jorhonnert, kee biografesche Lexikon zum politeschen, wirtschaftlechen a gesellschaftleche Liewen, keng Publikatioun vun diplomateschen Dokumenter vum 20. Jorhonnert! Eng weider wichteg Erzielung wär déi vun der Finanzplaz. An och d'Geschicht vum SREL muss evidenterweis opgeschafft ginn.

Här President, fir d'LSAP ass de Projet IHTP e ganz wichtegen. Et geet dorëm, eng wëssenschaftlech Opschaffung vun der zäitgenëssescher Geschicht weiderzebréngen, aus all deene Grënn, déi fir eng Demokratie esou wichteg sinn.

Ech hat a menger Ried zum Rapport Artuso d'Expressioun gebraucht: „E Land, dat seng Geschicht net kennt, kritt Problemer mat senger Zukunft." De Marcel Engel seet et nach méi eloquent: „Falsche Geschichte erzeugt falsche Politik."

Mir hunn et verstanen, wa mer dem Här Wilmes gutt nogelauschtert hunn: Den Usaz vun dëser Interpellatioun ass e konservativen. E geet vun enger Geschichtsschreiwung vun der Lëtzebuerger Historiografie aus, déi selwer zudéifst verankert ass an deem, wat gewuess ass, historesch gewuess, an en hält dorunner fest.

Anescht wéi den Interpellant a seng Partei begréisse mir, dass den IHTP elo opgebaut gëtt, trotz alle Bedenken a kritesche Gedanken, déi een iwwert d'Aart a Weis, wéi dat geschitt ass, kann hunn. Et ass e Quantesprong an der Lëtzebuerger Fuerschung vun der Zäitgeschicht, deen dëser progressistescher Majoritéit gutt zu Gesiicht steet.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Wivill Joer war et?

(Interruptions)

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Mir si frou, dass dës Rees - oder solle mer et éischter Exploratioun nennen? - elo lassgeet. Wéi all spannend Exploratioun weess een am Ufank net genee, wou et higeet. Dat läit an der Natur vun der Saach. Mä et ass wichteg, dass et geschitt!

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Fayot. Nächste Riedner ass den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass jo net fir d'Ëischt, datt mer iwwert den Institut d'histoire du temps présent schwätzen. Mir haten dat an enger Chamberskommissioun zimlech ausféierlech diskutéiert, wéi mer de Projet de loi 6863 analyséiert haten. Dat war dee Projet, mat deem mer de Centre Virtuel de la

Connaissance sur l'Europe (CVCE) bis den 1. Juli 2016 ofschafen.

Eng zweete Kéier haten all d'Fraktiounen hei an der Chamber méi oder manner ausféierlech Stellung bezunn, wéi se sech zu dem IHTP géife stellen. Déi Debatt war den 20. Januar 2016, duerfir erlaabt mer och eng éischt Fro un de Minister:

Mir hate jo 2016 d'Décisioun geholl, den CVCE ofzeschafen. Mir sinn haut dräi an en hallwe Mount méi spéit. Leeft den Iwwergang vun de Mataarbechter vum CVCE bei d'Uni esou wéi geplangt? Gëtt den Timing agehalen? Hutt Dir Informatiounen, ob déi Leit alleguer an der historescher Fakultéit ënnerdaach komm si respektiv ënnerdaach kommen? Mech géif speziell interesséieren, wéi et mat deene Leit ass, déi speziell Kenntnisser am Beräich „digital history" hunn, well ech mengen, datt dat e Gebitt ass, wat nach vill méi interdisziplinär ass, wéi all aner Gebidder schonns mussen interdisziplinär sinn.

De Resümee vun der Debatt vum Januar vun dësem Joer ass eigentlech och de Resümee vun haut, zumindest bis elo. D'Regierungsparteie si fir de Projet, deen d'Regierung op d'Schinn bruecht huet. Déi verschidde Parteien - ech schwätzen elo vun DP an LSAP - hunn eng ganz Rei interessant Aspekter opgeworf. Si hunn och allen zwou gesot, datt natierlech déi grouss Entreprise, déi mer wäerten deemnächst starten, och eng ganz Rei Froen opwërft.

Souwuel de Vertrieder vun der LSAP wéi och vun der DP huet gesot, datt et en Eegeliewen eigentlech vun der Uni och gëtt, wat ee muss kennen a respektéieren. Duerfir ass et kloer, datt mer eis alleguerte wënschen, datt deen Direkter vun deem Institut, deen elo ausgeschriwwen ass - wat eng uni-intern Décisioun ass, wat och keen a Fro stellt -, mä mir wënschen eis alleguer, datt deen déi néideg Sensibilitéit fir d'Lëtzebuerger Zäitgeschicht huet.

Besonnesch den Här Fayot huet och ausféierlech - awer net eleng - iwwert den Accès zu den Archiven...

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Adam, erlaabt Der, dass den Här Wilmes d'Wuert kritt?

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Jo, dann emol kuerz. Mä ech...

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Serge Wilmes *(CSV), interpellateur.*- Jo, pardon, fir dee Punkt just: Dat mam Direkter, dat ass elo schonn e puermol gesot ginn, datt dee muss eng Sensibilitéit hu fir lëtzebuergesch Geschicht. Dat heescht jo, datt mer u sech am Ausland deen haaptsächlech siche ginn. Sidd Der dann der Meenung, datt mir u sech hei zu Lëtzebuerg keng capabel Leit hätten? Well ech mengen, dee Moment stellt sech déi Fro do net.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Wéi gesot, Här Wilmes, ech si virun allem der Meenung, datt, wann d'Uni en Direkter sicht, datt d'Uni sech muss un hir Kritären halen. An ech géif mech schwéier dovir hidden, fir wëllen als Politiker do festzeleeën, wéi d'Uni soll déi Aarbecht maachen! D'Uni huet de Profill, dee kann een op dem Site vun der Uni liesen. Do sinn dräi Standpunkten, dräi Standbeen, déi gefrot gi sinn. Dat eent ass e Rapport zu der Lëtzebuerger Zäitgeschicht, dat anert ass e Rapport zu der europäescher Geschicht an dat anert sinn déi „digital" Kenntnisser.

An do soen ech, an ech mengen, ech sinn net eleng, datt ech mer wënschen, datt dat Standbeen Rapport zur Lëtzebuerger Zäitgeschicht och effektiv wichteg ass. An do kommen och nach aner Moyenen, wou mer kënnen op d'Uni awierken, wat d'Richtung vun der Fuerschung ugeet, mä net, wat d'Qualitéit ugeet. An duerfir wëll ech mech..., ech fannen, dat sinn..., fir mech ass do kloer eng Trennung tëschent der Fräiheet vun der Uni an deem, wat mir an der Politik maachen!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Gutt. D'CSV, den Här Wilmes, hat d'lescht Kéier eng Rei Froen opgeworf an déi ginn dann dës Kéier och erëm eng Kéier widderholl. En éischten Deel vum Här Wilmes senger Interpellatioun huet nach eng Kéier rappeléiert, wéi déi verschidde Strukturen entstane sinn. Ech mengen, dat war historesch korrekt. Déi sinn historesch gewuess. En huet d'Robert-Schuman-Haus ernimmt, en huet den CVCE ernimmt, déi zwee Centres de documentation, deen iwwert d'Résistance an deen iwwert d'Enrôlés de force. Déi hunn alleguerte gutt geschafft. Ech mengen, dat stellt och kee vun de Majoritéitspolitiker a Fro.

Déi hunn natierlech Recherche gemaach, an natierlech huet d'Uni - den Här Wilmes huet gesot: 10 vun 48 Theesen handelen iwwert den Zweete Weltkrich -, natierlech huet d'Uni och recherchéiert. An trotzdeem menge mir, datt mer hei - an do ginn ech dem Här Fayot recht - e Quantesprong maachen, wa mer esou en Institut schafen, wa mer dat an d'Fënster stellen. Do wäert ech nach e bësselchen drop agoen.

Am interessantesten, ech hat... Den ADR hat natierlech och d'lescht Kéier geschwat. D'ADR, entschëllegt! An do fannen ech virun allem ganz interessant, datt d'ADR der Regierung virwërft, datt dat duerch de Fait, datt se déi rezent Geschichtsinterpretatioun a -fuerschung an d'Hänn vun der Uni géif ginn, zu enger Dekonstruktioun vun eiser Geschichtsschreiwung géif féieren, an datt d'ADR op d'Gefor vun engem politesche Mëssbrauch hiweist. Duerfir och kloer meng Ausso, datt d'Politik sech net däerf amëschen an d'Personalpolitik vun der Uni. A wann ee sech dorunner hält, dann ass eigentlech déi Onofhängegkeet vun der Uni, déi jo dann ausser der ADR, mengen ech, awer heibanne keen a Fro stellt, och gewäerleescht.

Mir gesinn och als Gréng eng Rei Problematiken, well den IHTP un d'Uni ugegliddert gëtt. An ee vun den Haaptavantagen ass awer an eisen Ae ganz kloer, datt et eben net méi esou séier zu engem politesche Mëssbrauch komme kann.

Wann een iwwert den IHTP schwätzt, da kënnt een net derlaanscht, eng Rei Nimm, déi sech scho laang mat der Iddi beschäftegt hunn a sech och dozou geäussert hunn an och publizéiert hunn, ze ernimmen: de Ben Fayot, den Denis Scuto, de Michel Pauly, d'Renée Wagener, de Rainer Klump. Ech ernimmen dës Leit stellvertriedend fir déi vill aner Historiker, wat natierlech ëmmer liicht diskriminéierend ass. Mä et sinn awer dës Leit, déi ech opgesicht hunn a mat deenen ech ee méi oder manner intensive Gedankenaustausch iwwert den IHTP hat.

Ech wëll och aus Zäitgrënn net op dee ganzen Historique agoen, deen zu dëser Décisioun vun der Regierung gefouert huet. Dat hu jo scho Virriedner gemaach. Ech wëll awer eng Rei Faiten an Erënnerung ruffen, besonnesch wann den Interpellant gesot huet, d'Regierung géif net soen, firwat datt se iwwerhaapt deen Institut hei wéilt an d'Liewe ruffen. An ech beruffe mech a mengen Ausféierungen haaptsächlech op en Artikel vum Renée Wagener.

Vum Renée Wagener, an duerfir sinn ech frou, datt Der nach esou just erwäänt hutt, datt déi gréng och eppes domat ze dinn hunn, datt deen Institut kënnt. An ech wëll och net de Verdéngscht vun enger anerer Partei schmäleren, mä ech wëll trotzdeem awer nach eng Kéier däitlech soen, datt et d'Renée Wagener war, wat bis 2004 fir déi gréng an der Chamber war, an nodeems et d'Parlament verlooss hat, fir sech berufflech mat der Recherche an ënner anerem och der Recherche historique ze befaassen.

Hatt hat den 11. Februar 2003 eng Motioun an der Chamber eragereecht an déi deemoleg Regierung ass invitéiert ginn, éischtens wëssenschaftlech Strukturen ze schafen, fir kënne breet ugeluecht historesch Studien iwwert den Zweete Weltkrich ze maachen. Zweeten Tiret: fir dëser Struktur déi néideg finanziell a mënschlech Moyenen zouzegestoen. An den drëtte Punkt, dee liesen ech lech dann och am Original vir: «invite le Gouvernement (…) à étudier les possibilités d'intégrer dans le concept de la nouvelle Université de Luxembourg le domaine de la recherche historique sur la 2e Guerre mondiale et plus généralement sur l'histoire du 20e siècle.»

Dës Motioun ass, wéi den Här Fayot gesot huet, eestëmmeg hei an der Chamber ugeholl ginn. An am Fong geholl mécht d'Regierung elo näischt anescht, wéi déi Motioun, déi mir 2003 votéiert hunn, hei ëmzesetzen.

An eng selwecht Richtung war och schonn de Commentaire vum Mario Hirsch gaangen, deen den 3. Januar 2003 als Chefredakter vum „Lëtzebuerger Land" geschriwwen hat: „Zu einem Zeitpunkt, da sich Luxemburg anschickt, eine Universität ins Leben zu rufen, ist die Frage tatsächlich angebracht, ob es nicht sinnvoller wäre, neue Forschungsstellen an diese Institution anzubinden, anstatt, wie bisher üblich, das Staatsministerium mit Forschungssatelliten zu umkränzen." An e mécht och eng kloer Ausso, wéi et domadder mat der Onofhängegkeet vun esou engen Institutioune riskéiert ze sinn: „ähnlich den Gepflogenheiten des real existierenden Sozialismus, wo die Akademien der Wissenschaften Ableger der jeweiligen Zentralkomitees der Partei waren."

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Et ass bisweile keng systematesch strukturéiert Approche weder vun der Regierung nach vun der Uni ginn, Recherche iwwert déi Zäit vum Zweete Weltkrich ze maachen. Op enger Uni spille ganz vill Facteure mat, déi décidéieren, wéi d'Schwéierpunkten an der Fuerschung an deene verschiddenen Domäner gesat ginn. Ech hat, wéi mer d'Gesetz iwwert den CVCE hei debattéiert haten, d'Beispill vun der Fuerschung iwwert d'Méisproochegkeet bei eis am Land ugefouert, wou ech och gesot hunn, datt net ëmmer d'Interesse vun der Uni a vun de Proffen déi vun eis sinn.

Den Här Bauler an ech selwer weisen dann och nach eng Kéier drop hin: An der Geschicht ass et äänlech. D'Uni huet hir eege Prioritéiten. Den FNR, dee ganz oft Rechercheprojete finanzéiert, hält sech u seng eege Kritären. An natierlech gëtt et och nach d'Interesse vun de Professeren.

Op där anerer Säit gëtt et awer zënter 2002 e Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance, deen ënnert dem Paul Dostert vill a gutt geschafft huet, och wäit iwwert den ursprénglechen Optrag, fir d'Resistenz ze representéieren an ze kommentéieren, eraus. 2005 ass de Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé derbäikomm. Mir haten also zwee Zentren, déi natierlech ënnerschiddlech Interessen haten, déi awer iwwert déiselwecht Sujeten - den Zweete Weltkrich - recherchéiert hunn.

An där Logik hätt och nach missen en drëtten Zenter, dee sech mat Froen iwwert d'jüddesch Communautéit zu Lëtzebuerg an där Zäit befaasst hätt, geschafe ginn. Jo, a well mer net alleguerten Helde waren, och en Zenter, dee sech mat der Fro vun der Kollaboratioun beschäftegt hätt.

Am Numm vun der grénger Fraktioun sinn ech frou, datt dës Regierung de Courage huet, fir vill vun dëse Strukturen an engem IHTP zesummenzefaassen. Jo, et ass en däitlecht a staarkt Zeechen, wa mer niewent den Interdisciplinary Centre for Security, Reliability and Trust an niewent den Luxembourg Centre for Systems Biomedicine elo den drëtten interdisziplinären Zenter fir Zäitgeschicht setzen! Budget fir 2017: 3,8 Milliounen Euro.

Mir hate selbstverständlech schonn zu e puer hei drop higewisen, datt den neien Direkter vun där Institutioun e ganz wichtege Posten ass. Mir kënne just eis Wënsch ausdrécken. D'Uni soll déi Décisioun fräi huelen. Selbstverständlech huet d'Politik awer och d'Méiglechkeet, op eng gutt a richteg Aart a Weis anzewierken, duerch d'Contrats de performance, duerch d'Opträg vum FNR an och duerch eegen Opträg vun der Regierung. Domat kann een natierlech d'Fuerschung och an eng Richtung féieren, mä dat huet natierlech keen Afloss op d'Resultater vun der Fuerschung. An dat ass jo dat, wat d'Onofhängegkeet ausmécht.

Et gëtt och vill Beispiller aus dem Ausland! An der Belsch gëtt et de Centre for Historical Research and Documentation on War and Contemporary Society, a Frankräich deen Institut, deen einstweilen deeselwechten Numm huet wéi eisen, den Institut d'histoire du temps présent, an Däitschland d'Institut für Zeitgeschichte an d'Fritz Bauer Institut zu Frankfurt, an Holland den Institute for Holocaust and Genocide Studies. Gemeinsam hunn dës alleguerten, datt se mat Studien iwwert den Zweete Weltkrich ugefaangen hunn an hiert Recherchegebitt ausgedeent hunn. A gemeinsam hu se och, datt se als Établissement public oder als Fondation publique ganz onofhängeg kënne schaffen.

déi gréng sinn der Meenung, datt et och elo bei eis un der Zäit ass, all historesch oder de Gros vun den historeschen Aarbechten iwwert den Zweete Weltkrich zesummenzeleeën, an datt dat och soll an enger fräier an onofhängeger Struktur geschéien, eben an enker Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg.

Bleift natierlech d'Fro, wéi mer dann der Aufgab vun der Commémoration officielle wëllen nokommen. Do ass jo och d'Iddi, déi mer och begréissen, datt et ee Comité gëtt, deen dat soll begleeden. D'Fro stellt sech jo: Wien iwwerhëlt déi éischter pädagogesch Missioun, wann déi zwee Centres de documentation, déi historesch gewuess sinn, an d'Uni transferéiert ginn?

Et sinn och nach net all Froe beäntwert. Selbstverständlech bleiwen - den Här Wilmes hat se opgezielt - och nach eng Rei Muséeën, déi sech mat där Zäit beschäftegen. An natierlech wäert do eng Entwécklung kommen, wou mer nach haut net alleguerten d'Äntwerten op déi méiglech Froen hunn.

Mir sinn als Gréng der Meenung, datt deen Institut, dee mer an nächster Zukunft wäerte schafen... Wa mer Chance hunn, misst e jo am Prinzip, ech mengen, den 1. Juli - dann ass d'Décisioun gefall, wien den Direkter ass -, da misst dee jo kënne starten. Selbstverständlech gëtt et eng Abberzuel vu Sujeten, déi zur Lëtzebuerger Geschicht vum Présent geheieren. Den Zweete Weltkrich misst den Ausgangspunkt sinn. An da gëtt et natierlech och en Ausbléck op den Éischte Weltkrich an natierlech, et ass schonn hei erwäänt ginn, gëtt et d'SREL-Archiven, wou bestëmmt interessant Saachen ze diskutéiere sinn.

Ech géif mech och freeën, wa mer zum Beispill eis politesch Parteie géifen anescht erfuerschen, wéi mer dat bis elo gemaach hunn. Ech géif mech freeën. Mir sinn als Gréng amgaangen, eis Archiven opzeschaffen an dat ass eng éischt Konditioun, fir iwwerhaapt kënnen esou eng Fuerschung ze maachen! An da soll esou eng Fuerschung vun onofhängege Wëssenschaftler gemaach ginn an net vu politesche Parteie selwer.

An deem Zesummenhang kann ech just am Numm vun der grénger Fraktioun d'Regierung ënnerstëtze mat deem Projet, deen hei op den Instanzewee gesat gëtt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Adam. An d'Wuert huet elo direkt den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vun eiser Säit aus och fir d'Éischt emol e grousse Merci un den Här Wilmes an d'CSV-Fraktioun, fir de Sujet opzebréngen. Et ass déi drëtte Kéier eigentlech, wou mer d'Geleeënheet hunn, driwwer ze schwätzen. Mir hate beim Rapport Artuso Stellung geholl zu enger Rei Froen. Mir haten och elo den 20. Januar driwwer diskutéiert; ech mengen, den Här Adam hat dat rappeléiert. Ech wëll meng Ried vun deemools net widderhuelen. D'CSV huet schonn d'ADR-Ried vun deemools widderholl an duerfir läit se och prinzipiell an der gudder Richtung, well all Kéiers, wann d'ADR dat widderhëlt, wat mir scho gesot hunn, wann d'CSV dat widderhëlt, da läit se net falsch.

Plusieurs voix.- Ooh!

(Interruptions et hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech wéilt dofir ufänke mat engem Ausfluch op eng aner Plaz, well de Sujet vun der Interpellatioun ass jo d'Zukunft vun der Recherche oder vun der Histoire contemporaine zu Lëtzebuerg. An ech wéilt dofir op enger anerer Plaz ufänken emol eng Kéier ze kucken, näämlech an eise Schoulen, wéi et do ass mam Geschichtsunterrecht. Well wann an de Schoulen dat net richteg a systematesch gemaach gëtt, dann ass et och schwéier, fir herno op universitärem Niveau doriwwer ze schwätzen.

An et ass esou, datt - an eisen Aen op jidde Fall, an ech huelen un, datt dat och wäit gedeelt gëtt heibannen - de Geschichtsunterrecht e ganz wichtegen Deel vun der Culture générale, vun der Bildung ass, e wichtegen Deel, wann een d'Leit wëllt erzéien zu enger verantwortlech geliefter Citoyennetéit hei am Land. An et mécht eis also Suergen, datt bei deene verschiddene Schoulreformen, déi am Ableck ugeduecht sinn, och mat dru geduecht ass, d'Zuel vun de Stonne vum Geschichtsunterrecht ze reduzéieren.

Dat wär sécher de falsche Wee, och am Kontext vun där Debatt, déi mer haut hei féieren, well mir gesi jo, datt a verschiddene Klassen hei am Land, jee nodeem op wéi enger Sektioun a jee nodeem a wéi engem Schoultyp een ass, de Geschichtsunterrecht mam Zweete Weltkrich ophéiert! Dat heescht, mir hu ganz vill Leit, déi bis den Zweete Weltkrich kommen an nom Zweete Weltkrich eigentlech kee Schoulwësse méi matbréngen!

Da wëlle mer awer, datt se sech an der Welt vun haut erëmfannen, wann de Geschichtsunterrecht do ophält! Dat ass natierlech net realistesch an et ass eng Lacune. Wa mer iwwert d'Zukunft vun der zäitgenëssescher Geschicht zu Lëtzebuerg schwätzen, ass et eng éischt Fro: Wat maache mer, fir an de Schoulen dat ze verbesseren? A wéi kann et besser aneneegräifen, de Geschichtsunterrecht, och mat der Instruction civique, mat der Formation citoyenne, fir erëm en déift Versteesdemech vun eise Gesellschaften ze kréien?

Mir begréissen dofir, datt den Owend zum Beispill eng Ausstellung ass, déi opgeet, déi iwwert de Kale Krich am Statsmusée. Och dat wär schéin, wa vill Schoulklassen déi kéinte besiche goen, well et jo awer e wichtegen Deel, wann net dee wichtegsten Deel vun der Geschicht nom Zweete Weltkrich ass, dee mer bis elo haten.

Wa mer op d'Schoule kucken, wëlle mer awer och als ADR op zwou Geforen opmierksam

maachen. Eng Gefor, oder eng méiglech, op jidde Fall eppes, wat mer am A behalen, ass deen Zentrum fir politesch Bildung, deen ugeduecht ass och vun dëser Regierung: niewent der Reform vum universitären Niveau eben och eng Reform vun deem, wat an de Schoule geschitt, duerch den Zentrum fir politesch Bildung, wou mer net wëssen, wat dorënner verstane gëtt, wéi do de Konzept soll sinn.

Mir hunn e puer Interviewe gesinn an den Zeitunge vu Leit, déi domadder befaasst sinn. An dat, wat mer do gesinn hunn, dat léisst eis awer éischter denken, datt dat eng Ënnerstëtzungsinstitutioun fir d'Regierungspolitik soll ginn. Mir wäerten also ganz gutt oppassen, wat deen Zentrum fir politesch Bildung fir eis Schoule soll leeschten a wat do soll vermëttelt ginn. Mir hätte jo gär net nei Propaganda an de Schoulen, mä eng ëmfaassend an neutral Bildung.

Dat Zweet, wat mir gesinn, dat sinn d'Politiker an de Schoulen. Mir haten eng Question parlementaire gestallt: Wéi ass et da mat der Präsenz vu Politiker an de Schoulen? Den Här Meisch huet gesot, d'Neutralitéit wär a sengen Aen net verletzt. Kee Wonner, well mir haten zum Beispill - ech hunn hei d'Lëscht, déi d'Regierung eis geschéckt huet -, am Lycée technique de Bonnevoie wor zum Beispill eng Table ronde iwwert d'Flüchtlingen, invitéiert: d'Madamm Cahen an d'Madamm Zuccoli! Oder aner Sujeten, wou eigentlech haaptsächlech Politiker vun der Regierungskoalitioun, vun de Regierungsparteien invitéiert sinn.

An d'Konklusioun vum Minister ass: Wann eis Politiker invitéiert sinn - en huet et anescht formuléiert, mä d'Konklusioun ass richteg -, dann ass d'Neutralitéit vun der Schoul respektéiert! Mir gesinn dat anescht! Mir fannen, datt et och do wichteg ass, wann eng Table ronde an enger Schoul organiséiert ass, datt all Meenunge solle vertruede sinn an eben och net d'Schoule solle benotzt ginn, fir eesäiteg Propaganda ze maachen.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Wéi wichteg dat ass, hu mer gëschter Owend gesinn zu Iechternach, wou do déi Demonstratioun vu jonke Leit war, an dofir ënnersträichen ech dat. Jonk Leit, bon, si wore vermummt! Et wore vläicht och manner jonker derbäi. Mä et huet een den Androck gehat, esou wéi se d'Leit gehënnert hunn a wéi se matgaange sinn do, datt et jonk Leit waren.

Wat brénge se dann eigentlech mat u Wëssen, wat ka se esou radikaliséieren? Mir schwätzen ëmmer vun der Radikaliséierung am Kontext vum Islamismus. Mä et gëtt och eng politesch Radikaliséierung! An déi Antifa do, déi Parteien, déi deene méi no stinn, déi gëschter do géint deen SPD-Politiker do demonstréiert hunn, déi mussen emol wëssen, wat do erzielt gëtt! Hei ass zum Beispill...

(Brouhaha et interruptions)

Une voix.- Dir erzielt egal wat!

Jo, neen, lauschtert! Et ass näämlech derwäert nozelauschteren, wéi ëmmer, wann d'ADR schwätzt!

(Brouhaha et interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- „Der Meinung eines einzelnen,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Am Moment huet just den Här Kartheiser d'Wuert!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President!

„Der Meinung eines einzelnen, verrückten, alten, weißen, reichen Mannes", do ass Rassismus dran, Altersdiskriminéierung, „sollte nicht zuvorkommend eine Bühne und damit eine öffentliche Legitimation geboten werden. Das Erhöhen und Instrumentalisieren einzelner Meinungen hat nichts mit Meinungsfreiheit zu tun." Mir hunn eng Radikaliséierung vu jonke Leit, déi eigentlech emol net méi verstinn, wat de Konzept vu Meenungsfräiheet wierklech heescht. Déi Toleranz, fir aner Meenunge kënnen ze erdroen, wéi d'Wuert et seet, déi schéngt ofzehuelen! An och dofir ass et wichteg, datt mer bei eise Lycéeë kucken a kucken, datt d'Leit do wierklech eng Éducatioun kréien.

D'Verhältnis tëschent Politik a Geschicht ass keen einfacht. Wa mer elo déi zwee Joer Gambia kucken, musse mer eis d'Fro stellen: Wéi ass et dann, huet déi Regierung eng Distanz zur Geschicht? Oder probéiert se, d'Geschicht ze accaparéieren? An déi zwee sinn eigentlech wouer.

Distanz huet dës Regierung ëmmer zur Geschicht, wann et drëm geet, eis national Geschicht an Erënnerung ze ruffen, ze éieren an ze kommemoréieren. Déi 175-Joer-Feier wor e fantastescht Beispill derfir. Et gouf keng 200-Joer-Feier. 2014 gouf et eng 175-Joer-Feier, déi och nach a groussen Abschnëtter benotzt ginn ass, fir Reklamm ze maachen deemools fir en Auslännerwahlrecht. Dat wor d'Verhältnis zur nationaler Geschicht.

Déi européisch Geschicht oder den européischen Optrag, de federale Gedanken, dee gëtt scho vill méi gedréckt. Mä do gesi mer jo, datt an Europa am Ableck eng ganz Rei Problemer domat verbonne sinn. An d'Aktualitéit, dat Verhältnis vun dëser Regierung zur Natioun an Nationalitéit deklinéiert sech jo och an der Referendumsdebatt vun zejoert an an der Debatt ëm d'Nationalitéitegesetz, wat mer elo kréien.

Gläichzäiteg mat dësem gemëschte Verhältnis, an net e Verhältnis, wat zugonschte vun der Lëtzebuerger Geschicht wär, gesi mer dann, datt d'Regierung elo higeet - an da si mer um Sujet vum universitären Niveau -, datt d'Fuerschung zesummegefaasst gëtt, déi véier Instituter ginn eent a ginn domadder vill méi dem Risiko ausgeliwwert vun enger politescher Beaflossung an enger Pensée unique.

An op där anerer Säit gesi mer jo och, datt d'Deontologie vu verschiddene vun deene Professeren net gutt ass, fir et emol esou ze soen. Et ass dach - am Ausland op jidde Fall, op dat mer eis dach ëmmer esou referéieren - allgemeng ugeholl, datt en Ënnerscheed gemaach gëtt tëschent der Geschichtsfuerschung an enger politescher Stellungnam vun engem Historiker op enger Universitéit.

Mir hunn hei awer eng Tendenz, wou mer a Richtung net Geschicht a Politik ginn, mä politesch Geschicht, wou Historiker, déi sech als Historien de migration an esou weider bezeechnen, laang Artikelen an der Zeitung schreiwen iwwert d'Nationalitéitegesetz: Dat wär eng Konzessioun un d'ADR, datt elo nach iwwerhaapt e Sproochentest dra wär. Mir si frou doriwwer! Mä mir rechnen eis dat gär un, datt mer do fir d'Lëtzebuerger Sprooch astinn!

Mä ass et wierklech un der Universitéit, un de Chercheure vun der Universitéit, fir politesch Geschicht ze maachen? An da liese mer an den Zeitungen, datt et déiselwecht Chercheure sinn, déi schonn e Konzept erschafft hu fir dat zukünftegt Institut op der Universitéit. An da froe mer eis: Wéi onofhängeg soll dat da sinn? Dat gëtt dach e politesche Projet, wann een déi Saach realistesch kuckt!

M. Roy Reding *(ADR)*.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- D'Universitéit ass derbäi... An ee vu menge Virriedner huet frëndlecherweis rappeléiert, datt mer als ADR ëmmer drop opmierksam maachen, datt do eng Dekonstruktioun vun der Geschicht leeft! „Inventing Luxembourg", wéi dat heescht, an aner Begréffer, wou eigentlech, wéi si sech ausdrécken, Mythen, narrativ Geschichte vun der Lëtzebuerger Geschicht sollten auserneegepléckt ginn. Dat ass et net, wat mir eis op jidde Fall virstellen. Dat si Projeten, déi eigentlech schlussendlech iwwerhaapt kengem eppes brénge an och net wëssenschaftlech akkurat sinn.

Mir hunn, wéi mer de Rapport Artuso hei diskutéiert hunn, nach net kënnen ofschätzen, wat mat deem Rapport geschitt. Elo gesi mer schonn e bësse besser, datt dat bësse Kritik, wat opkomm ass an der éffentlecher Meenung - a Respekt fir déi Historiker, déi géint dee Rapport Stellung geholl hunn, well en huet ganz vill methodologesch an aner Schwächen! -, datt déi an der Éffentlechkeet ganz séier roueggestallt goufen!

Et gouf eng Debatt, ech wor selwer do derbäi, dat wor ganz kuerz. Duerno ass déi ganz Diskussioun ënnergaangen. Amplaz datt vill Historiker komm wären, jonk Historiker, déi een nëmme kann opruffen a soen: „Ma dann huelt dat do emol, kuckt dee Rapport Artuso, kuckt e methodologesch, ënnersicht en a kritiséiert en!" Well dat ass eppes, wat mer an eiser Gesellschaft mussen erëm léieren: datt mer och capabel sinn, fir eis Geschicht anzestoen a verschidde Kriticken ze entlarven.

Mir hunn hei - an domadder halen ech op - fir deen neien Institut och Artikelen an der Zeitung gehat, déi och entlarven. De Rektor vun der Universitéit Lëtzebuerg behandelt eis, an ech zitéieren, praktesch als „Versuchskaninchen", e schwätzt dovun, Lëtzebuerg wär en „interessante Prototyp", „ein interessantes Fallbeispiel". Mä mir wëllen net als Lëtzebuerger als „Versuchskaninchen" betruecht ginn, och net als Laboratoire fir Europa.

An et ass jo komesch, datt d'Projeten - ech hale gläich op, Här President, ech hu gesinn, datt d'Fuerf gewiesselt huet -, datt fir de Projet vun der Universitéit Lëtzebuerg, vun där Fakultéit da gesot gëtt, entweder si maachen „Kriegs- und Besatzungszeit", seet de Rektor, „oder Sozialgeschicht oder Geschicht vum Europäesche Geriichtshaff".

Mä mir brauchen esou eppes net! Mir hätte gär en Institut oder nach méi Institutiounen, déi sech ëm d'Lëtzebuerger Geschicht këmmeren an dat éieren, wat wierklech muss erfuerscht ginn an dësem Land, an dat éieren, wat mer mussen éieren an eiser Geschicht, well do gëtt et ganz villes.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Domat si mer um Enn vun eiser allgemenger Debatt ukomm. An d'Wuert huet direkt den zoustännege Minister, den Här Marc Hansen.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif natierlech als Éischt dem Här Interpellant, dem Serge Wilmes, Merci soen, dass en deen heite Sujet eng Kéier an d'Chamber bruecht huet. Et ass e Sujet, deen natierlech ganz wichteg ass a wou et natierlech och Sënn mécht, fir dat hei an der Plénière eng Kéier esou ze diskutéieren.

Ech géif awer och deenen aneren Intervenantë Merci soe fir hir verschidde Kontributiounen, well déi meescht dovunner ware ganz interessant.

Ech géif eng Kéier, well dat jo och gemaach ginn ass, och d'Schafe vun deem IHTP a säi Kontext setzen. Ech mengen, den Här Wilmes huet, an och aner Kolleegen heibannen hunn de Kontext gesat vun deenen anere verschiddenen Instituter, déi en cause sinn. Mä ech géif awer och eng Kéier iwwert deen IHTP kucken, wéi et dozou koum a wéi och do de Kontext war.

An dem Regierungsprogramm, do steet eben, dass esou en Institut d'histoire du temps présent géif geschafe ginn. An an deem Kader vun där Schafung sollen dann och d'Ressourcen an d'Kompetenze vun deene besteeënden Instituter, déi sech mat Aspekter vun der rezenter Lëtzebuerger Geschicht oder vun der européischer Integratiounsgeschicht beschäftegen, regruppéiert ginn, an dat duerch e kohärent Konzept, wat dat Ganzt géif valoriséieren.

Domadder kéint een Iwwerschneidunge vermeiden an, fir et op gutt Lëtzebuergesch ze soen, verhënneren, dass jiddwereen a sengem klengen Eck géif schaffen, fir dorauser eppes ze maachen, wat dann och géif Sënn maachen. Ech mengen, nëmmen esou kann een d'Geschichtsfuerschung iwwert déi rezent Vergaangenheet substanziell weiderbréngen. An ech mengen, et huet ee jo an de leschte Méint a Joren och gesinn, dass et schonn eleng op dem Gebitt vun der Lëtzebuerger Geschicht, wat den Zweete Weltkrich ugeet, e ganz akute Fuerschungsbesoin gëtt.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Ech wëll awer och, well d'Debatt de Mëtteg ganz vill ronderëm een Aspekt gedréit huet, soen, dass mer iwwer en Institut fir Zäitgeschicht schwätzen an dass dat net nëmmen den Zweete Weltkrich ass. Et ass plazeweis haut de Mëtteg erauskomm, dass och nach aner Sujete solle behandelt ginn. Mä ech mengen, dat ass awer och e wichtegen Deel, dass et net nëmmen den Zweete Weltkrich gëtt, mä och all déi Kapitelen, a se goufen och plazeweis haut de Mëtteg erwäänt.

An deem Sënn vun där Schafung vun deem Institut huet de Regierungsrot d'lescht Joer de 5. Juni décidéiert, der Uni ze proposéieren, dësen ugeduechten IHTP bei sech als Centre interdisciplinaire ze schafen. An de Conseil de gouvernance vun der Uni huet dann och dës Iddi favorabel opgeholl an a senger Séance vum 27. Juni huet e formell décidéiert, den IHTP als drëtte vun dräi méigleche Centre-interdisciplinairë vun der Uni ze schafen.

An ech wëll just eppes, wat den Här Wilmes gesot huet hei, awer direkt nach eng Kéier ervirhiewen, wat näämlech falsch ass: De Conseil de gouvernance huet dat net refuséiert, deen IHTP ze schafen! Ech weess net, vu wou Der un esou eng Informatioun koumt. De 27. Juni huet de Conseil de gouvernance - an dat ass déi eenzeg Instanz op der Uni, déi esou Décisioune kann huelen - deen IHTP mat där doter Ausriichtung ugeholl. Do gouf et kee Refus; fir dass dat awer och eng Kéier esou hei ganz kloer thematiséiert gouf.

Ech géif awer och wëlle soen - well den Här Adam huet och e bëssen den Tour gemaach, wéi dacks mer hei an der Plénière geschwat hunn -: Direkt dee Méindeg drop, mengen ech, den 10. Juni - oder dënschdes drop, ech weess net méi, wat fir en Dag dat war -, sinn ech och an d'Chamberskommissioun gaangen. Dee Moment war den Här Wilmes och excuséiert, et huet en anere Représentant hien do vertrueden. An och do hunn ech eng Kéier déi grouss Linne vun deem IHTP mat ganz villen och schonn éischte konzeptuellen Approchë presentéiert.

Et ass also net nëmmen, dass am Kontext vun der Ofschafung vum CVCE driwwer geschwat ginn ass, mä et ass och do an der Chamberskommissioun en Débat scho ginn iwwer natierlech d'Konzepter, déi just ganz nei do waren. Mä do waren och verschidde Leit vun haut, déi hei Interventioune gemaach hunn, déi an der Chamberskommissioun waren, déi och schonn do Froe gestallt hunn, a wou et och do Äntwerten dorobber gouf, souwäit dat méiglech war. An dat kann een natierlech och alles an dem PV vun där Chamberskommissioun noliesen.

Aus där Décisioun vum Regierungsrot an duerno der Décisioun vun dem Conseil de gouvernance ass erausgaangen, dass déi viséiert Zentren an d'Uni integréiert ginn. Dobäi handelt et sech - ech mengen, et ass de Mëtteg dacks gesot ginn - ëm de Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe, de Centre d'études et de recherches européenne Robert Schuman an och ëm de Volet Recherche, an dat ass och ëmmer gesot ginn, dass et de Volet Recherche wär vun dem Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance a vun dem Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé. An dat war natierlech och ëmmer preziséiert ginn, dass mer do iwwert de Volet Recherche géife schwätzen an de Volet Mémoire natierlech anerwäerts géif diskutéiert ginn.

Ech kann op dëser Plaz awer och ee Wuert soen, well ech mengen, dat ass de Mëtteg och vum Här Wilmes gesot ginn, et ass vläicht just e klenge Feeler oder Lapsus gewiescht: Dee Centre d'études Schuman, dee war just bis 2013 ënnert der Tutelle vun dem Ministère d'État, an duerno ass en ënner eis Tutelle gefall. Dat just fir ze soen, wou déi Centren natierlech dunn och hounge vun 2013 aus un.

En vue vun där Integratioun vum CVCE, ass deen dann natierlech, dee CVCE, eben och opgeléist ginn. Dat war den 20. Januar hei am Haus. An do kann ech och vläicht soen, well déi Fro och de Mëtteg gestallt ginn ass, wéi dat da virgaangen ass, fir déi Integratioun ze maachen.

D'Uni huet e ganz speziellen Integratiounsprojet gehat. Deen Integratiounsprojet, deen nennt sech „UJOIN". Si hunn dee ganz prezis och fir dat heiten entwéckelt. Do gëtt et eng prezis Methodologie an eng ganz kloer Zäitschinn, wéi déi Integratioun kéint lafen. Do goufen déi verschidde spezifesch Aspekter vun der Integratioun behandelt: d'Ressources humaines, Finanz- a Kontabilitéitsfroen, legal Aspekter, logistesch Froen, an dann natierlech och d'Integratioun vun den Dokumentatiounsressourcen a Rechercheninfrastrukture vum CVCE. An deene war all Kéiers e Vertrieder souwuel aus der Uni wéi awer och aus dem CVCE.

Dat heescht, d'Fro war de Mëtteg gefall, ob de CVCE do integréiert wär, wéi déi Leit dovunner kéinte Bescheed wëssen. Do gouf et e ganz prezisen Outil, mat deem dat natierlech och gemaach ginn ass.

De ganze Prozess gouf da vun deem Comité de pilotage begleet. Fir eben och d'Fro vun dem Deputéierten Adam ze beäntwerten: Den 1. Juli ass natierlech deen, deen zielt, dann ass en opgeléist an da sinn déi Leit natierlech bei der Uni. An ech kommen herno nach eng Kéier e bëssen op d'Suite vun deem Prozess ze schwätzen.

De Projet de loi, dee gestëmmt ginn ass, dee gesäit vir, dass d'Uni alleguerten d'Aktivitéiten an d'Ressourcë vum CVCE géif iwwerhuelen; budgetstechnesch ass dat d'Dotatioun vum CVCE, déi eben eriwwergeet an d'Uni. D'Personal, wat op dem Stéchdag vum 30. Juni vun dësem Joer am CVCE ugestallt ass, dat gëtt vun der Uni mat alle Rechter a mat alle Flichten iwwerholl. Dat gëllt natierlech och fir déi Employéen, déi dee Moment am Congé sans traitement oder am Congé parental sinn. Ech mengen, dat war och eng vun deene Froen, déi eis beschäftegt haten an der Kommissioun.

Et kann een och soen, dass déi Leit an der Rechercheninfrastruktur, déi am CVCE natierlech och präsent sinn, dass déi, déi do schaffen, dat och wäerten, zumindest an enger éischter Phas, weiderhi maachen, wärend déi Persounen, déi éischter administrativ Fonctiounen um Niveau vum Sekretariat, vun der Kontabilitéit a vun de Ressources humaines am CVCE haten, natierlech och an déi zentral Servicer vun der Uni integréiert ginn.

D'Plënneraktioun aus dem Suessemer Schlass op Belval - d'Suessemer Schlass ass do, wou de CVCE war -, déi soll an der Zäitfënster tëschent uganks Juli a Mëtt August iwwert d'Bün goen an da sëtzen déi Leit dann och alleguerten um Belval.

Dann ass och virgesinn, dass d'Haaptaktivitéite vum CVCE an der Iwwergangszäit am Kader vun enger Unitéit, déi direkt dem Rektorat ënnerstallt wäert sinn, wäerte weiderlafen. Dës Unitéit, déi sëtzt um véierte Stack vun der Maison des Sciences humaines um Belval. An da kënnen näämlech den zukünftegen Direkter vum IHTP an de Recteur an aller Rou doriwwer befannen, wéi eng Aktivitéite vum CVCE no der Transitiounsphas op wéi enger Plaz an der Uni weidergefouert ginn a wéi een d'Potenzial an d'Ressourcë vun dem Zenter natierlech optimal kann notzen.

Ee Wuert dann och iwwert de Centre d'études et de recherches européennes Robert Schuman, deen eben zanter dem Dezember 2013 ënnert der Tutelle vun dem Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche fonctionnéiert. Déi gouf, an Dir hutt et gesot, den 1. Mäerz '91 duerch e Reglement vum Regierungsrot getraff an en vue vun der Integratioun vun dësem Zenter an d'Uni brauch also net méi légiféréiert ze ginn. Allerdéngs wäert ech awer och dem Regierungsrot proposéieren, dee genannte Reglement op den 1. Juli 2016 ze abrogéieren an da formell d'Integratioun vum Zenter an d'Uni, mat alle Rechter a Flichten natierlech, ze maachen. A fir déi Integratioun och do virzebereeden, gouf de Recteur vun der Uni schonn am September vum leschte Joer mat der Direktioun beoptraagt, an dat no der Demissioun vun dem Direkter vun deem doten Zenter.

Ee Wuert och iwwert de Site, wat den Institut ugeet. Dat ass jo d'Gebuertshaus vum Robert Schuman a Clausen. Dat wäert ech natierlech och an d'Regierung mathuelen an der Regierung proposéieren, dass d'Uni och doriwwer kann esou verfügen, wéi dat bis elo de Fall war. Dat heescht, d'Aktivitéite mat dem Themefeld vun der europäescher Integratioun sollen do organiséiert ginn. An esou kann natierlech och weiderhin den Accès zu der Bibliothéik vun deem Zenter weider garantéiert ginn an och all déi Aktivitéiten, déi an deem Kontext lafen, wäerten och do kënne weiderlafen. Dorunner wäert sech och näischt änneren. D'Dotatioun, déi geet och iwwer an d'Uni, dat sinn 2016 26.500 Euro.

Wat de Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance an de Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé ugeet, do wësst Der, dass de Statsminister als Ministre de tutelle den 2. Mäerz hei de Projet de loi 6960 deponéiert huet. An ech mengen, dat gouf och schonn d'éinescht hei thematiséiert, wat domadder wäert geschéien.

Dat doten e bëssen, fir de Kontext ze maachen, wat déi verschidden Zentren ugeet a wéi se och elo physesch amgaang sinn, gläich transferéiert ze ginn.

Dann awer och e Wuert oder e puer Wierder méi iwwert d'Mise en place vun dem neien IHTP. Well ech mengen, et ass och haut de Mëtteg e bëssen esou duergestallt gi vum Här Wilmes, wéi wann en do nach ni Informatioune kritt hätt. De 7. November huet de Conseil de gouvernance vun der Uni déi grouss Fuerschungsschwéierpunkte presentéiert. Déi hutt Dir als Member vun der Kommissioun och mat den Ajoutte kritt, déi ausgemaach goufen, fir de Profill vun dem Direkter ze presentéieren. Déi Fuerschungsschwéierpunkte vun dem neien Zenter sinn d'zäitgenëssesch Geschicht vu Lëtzebuerg, d'europäesch Integratioun an d'„digital history".

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Minister, erlaabt Der, dass den Här Wilmes lech eng Fro stellt?

M. Marc Hansen, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Kee Problem!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Wilmes, wann ech gelift.

M. Serge Wilmes *(CSV), interpellateur.*- Här Minister, dat hunn ech jo a menger Ried och gesot, hunn ech net contestéiert. Ech hunn och ni contestéiert, datt mer dat an der Kommissioun erkläert kritt hunn. Och wann ech bei enger Kommissioun net derbäi war, hoffen ech jo, datt dat mech net disqualifizéiert huet, fir haut hei kënne Froen am Plenarsall ze stellen. Et war jo och de But dovunner. Dat hunn ech ni gemaach. Also, dat muss een dann awer och kënne fairerweis soen, datt ech dat net gesot hunn.

Ech hu just gesot, datt mir als CSV d'Fro stellen: Wat ass d'Plus-value dovunner? Ech hu selwer a menger Ried gesot gehat, wat d'Schwéierpunkte sinn. Ech hunn och selwer gesot gehat, datt zënter dem Koalitiounsprogramm Informatioune komm sinn. Just dat awer zur Rektifikatioun.

M. Marc Hansen, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Gutt. Ech kommen nach eng Kéier op déi véier Themefelder eben ze schwätzen. Et handelt sech natierlech ëm d'Konstruktioun an d'Integratiounsgeschicht an dem Domän vun der „digital history" an dann natierlech och an deenen, déi och an deenen aneren Zentre behandelt gi sinn. Ech mengen, duerch d'Zesummeféieren op der Uni vun deene besteeënde Ressourcen a Kompetenzen aus de genannte Beräicher an de genannten Zentren, déi bis elo e bëssen a verschiddenen Instituter verspreet waren, wäert den IHTP kënnen op vill Erfahrung a wëssenschaftleche Know-how zréckgräifen an domadder natierlech d'Geschichtsfuerschung iwwer eis rezent Vergaangenheet e grousst Stéck weiderbréngen.

Ech géif awer och ee Wuert wëlle soen - well ech hunn dat de Moien héieren, an de Mëtteg och nach eng Kéier hei bei lech an Ärer Interpellatioun - iwwert dat, dass mer dat einfach esou zesummegeluecht hätten, ouni Bilanen ze maachen. An dat hat ech och schonn am Januar hei op dëser Plaz gesot, dass dat falsch ass! Et goufen zwou Evaluatioune vun dem CVCE. Et gouf eng Kéier eng am Joer 2010, an du gouf et... Vun deene Recommandatiounen, déi jo do erauskoumen, sinn der net vill zréckbehale ginn. Mä dunn huet d'Commission parlementaire selwer deemools eng vun de Recommandatiounen iwwerholl: fir eng richteg, seriö extern Evaluatioun vun dem CVCE ze maachen.

Dee Bilan, an ech ginn dovunner aus, dass Der dee konnt liesen, dee mécht eben déi Evaluatioun vun dem CVCE. An déi ass och an deem heite Kontext gelies ginn, fir ze kucken, wat do méiglech ass. A wann Der de Rapport da kucke gitt - déi si jo klassesch opgestallt mat den „weaknesses" a mat den „threats", déi eben do driwwer sinn -, da gesitt Der och genee, wéi de Bilan war a wat do fir Problemer waren.

An aus deem Bilan, wou ech jo awer de Mëtteg an de Moien héieren hunn, dass deen ni gemaach gi wär, dorauser si jo Konklusioune gezu ginn. Dofir, fir dann esou ze maachen, dass kee Bilan gemaach gi wär an dass mir einfach emol esou aus dem Gefill eraus Zentre géifen zesummeleeën, dat kann een awer och net - wa mer jo schonn derbäi sinn; nodeem Dir Är Richtegstellung gemaach hutt -, da kann een dat awer och net esou am Raum stoe loossen!

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An dat doten ass eben: 2013 louch déi Evaluatioun um Dësch an déi ass du bei den CVCE natierlech komm. Dat heescht, déi gouf et, an dee Bilan! Dat just awer och, fir dorunner eng Kéier unzeknäppen.

De CVCE...

(Interruptions diverses)

Déi dräi aner, déi hunn natierlech e Volet vun der Dokumentatioun, déi een natierlech net mat der Fuerschung ka vergläichen. An ech kommen och nach zu deenen, fir e puer Wierder doriwwer ze verléieren.

Et kann een dann och nach e Wuert soen zu där Evaluatioun - fir awer och d'Kolleegen, déi vläicht dann net esou de Rapport gelies hunn-, dass eben och am Joer 2015, wann dee CVCE bei déi international Programmer Sue siche gaangen ass, da louch den Taux de réussite do bei 33%. Bei deenen, wat den Domän vun de Sciences sociales et humaines ugeet, do läit den Taux de réussite bei manner wéi 10%, wat natierlech e Punkt ass, deen een och an deenen Evaluatioune ka liesen.

Elo kann een natierlech, an do ginn ech lech recht, sech d'Fro stellen, firwat een dann de CVCE iwwerhaapt opléist, wann en natierlech awer eng gewëssen Zomm vu Suen och schonn als Dotatioune kritt huet a wou en awer vill Aarbecht gemaach huet iwwert déi lescht Joren, wat och keen... An dat wëll ech och eng Kéier soen, wat e bëssen duerchblécke gelooss ginn ass de Mëtteg: Alleguerten déi Leit an déi aner Zentren hunn och gutt Aarbecht geleescht an do gouf natierlech och vill Aarbecht gemaach! An dat ass jo net dat, wat een ausdréckt, andeem een Zentren an Unitéiten zesummeleet. Dat ass et jo net. Et ass just, fir och eng Effizienz dran ze kréien. An ech fueren och do nach weider an der Suite vu mengen Explikatiounen.

De But ass eben, fir duerch d'Integratioun an d'Uni déi 42 Milliounen Euro, déi zanter der Kreatioun eben och an de CVCE gefloss sinn, kënnen effizient ze notzen a fir eben och wichteg Synergien am Fuerschungsberäich vun der zäitgenëssescher Geschicht ze schafen a fir grad och op de Bilan an d'Evaluatioun vun dem CVCE anzegoen.

Den IHTP gëtt dann elo e Centre interdisciplinaire op der Uni. E kritt domadder, éischtens, eng grouss Visibilitéit, andeem en en IHTP gëtt. E kritt och substanziell finanziell Moyenen. Mir hunn elo den 11. Mäerz d'„midterm" Revisioun vun dem Contrat d'établissement vun der Uni festgehale fir eben déi nächst Joren. An an deem Kontext gouf explizitt festgehalen - an déi goufen och esou ganz kloer ugestrach, déi Suen -, dass den IHTP 1,6 Milliounen Euro fir d'zweet Semester 2016 wäert kréien an 3,8 Milliounen Euro fir 2017. Och dat, wat d'Dotatiounen ugeet, gouf et an der Vergaangenheet nach net, dass esou eppes Substanzielles zur Verfügung gestallt gouf, fir eben d'Zäitgeschicht ze erfuerschen.

Dann e puer Wierder awer och nach iwwert den neien Direkter. Och an der Séance vum 7. November, do huet de Conseil de gouvernance d'Beschreiwung vum Profill vum Direkter approuvéiert an och de Recteur chargéiert, fir d'Rekrutementsprozedur an d'Weeër ze leeden, fir deen ebe sichen ze goen. Dee Posten, deen ass mat Hëllef vun engem Headhunter national an international ausgeschriwwe ginn. E Comité de recrutement, dee sech aus de Vertrieder vun der Uni an aus auslänneschen Experte wäert zesummesetzen, dee wäert da kucken, wat fir e Mann oder wat fir eng Fra dann herno deen dote Poste vun der Direktioun vun dem IHTP wäert kréien.

Déi definitiv Décisioun gëtt vun dem Conseil de gouvernance nach virum Summer geholl. D'Uni geet also och hei no internationale Standarde vir bei deem Rekrutement, fir en anständegen an héichkarätegen Direkter ze engagéieren. Sou ass dat näämlech och bei deenen zwee anere Centres interdisciplinaires vun der Uni gemaach ginn, wat den LCSB ass an op där anerer Säit den SnT.

Et kann een och vläicht hei e Wuert eben iwwert déi Rekrutementsprozedur soen, fir lech ze weisen, wéi seriö mer dat huelen - well ech hat dat awer an der Chamberskommissioun héieren. Et ass kee Vertrieder vum Ministère an deem Comité de recrutement. Dat ass och eppes, wat een eng Kéier muss op dëser Plaz ernimmen. Well ech hat héieren: „Ma deen Direkter, deen hutt Der jo wahrscheinlech schonn." Et ass emol kee Vertrieder vun dem Ministère dran, fir deen doten ze sichen. Dat ass och e Changement, mengen ech, an der Approche a fir d'Autonomie vun der Universitéit ze stäerken, fir déi dote Persoun sichen ze goen.

Et kann een awer och soen, dass deen Direkter Spezialist an zwee vun den dräi Fuerschungsschwéierpunkte vum IHTP muss sinn. An e muss, an dat steet och dran, bereet sinn, esou séier wéi méiglech sech mat deem drëtte Beräich ze familiariséieren. Wat d'Sproochen ubelaangt, do muss en zwou vun den dräi Sprooche vun der Uni, Franséisch, Däitsch an Englesch beherrschen. An et geet kloer och aus der Annonce ervir, dass d'Maîtrise vun der drëtter Sprooch, éischtens, als Virdeel ugesi gëtt, an dass en dat natierlech am beschte Fall och duerno soll maachen.

Da wëll ech och soen, wann déi grouss Fuerschungsschwéierpunkte vum IHTP wuel feststinn, déi och an deem Dokument ersichtlech sinn, esou soll den zukünftegen Direkter natierlech och e groussen Handlungsspillraum behalen. Well soss ass et natierlech och net interessant, fir esou e Mënsch op Lëtzebuerg ze kréien, wann et dann en Auslänner wär, oder och fir een, deen aus dem Lëtzebuerger Kontext kéim, fir deen och nach ze motivéieren an ze begeeschteren, wann do schonn alles virgefertegt wär, wann deen net kéint e Fuerschungsberäich oder an engem Beräich natierlech nach e bëssen nei Impulser setzen.

Dat heescht, den Direkter, dee wäert dann och an Ofsproch mam Recteur préiwen, wéi eng Fuerscher am beschten zum Konzept vum IHTP passen. An dobäi kann et sech natierlech ëm Fuerscher aus den integréierten Zentre wéi awer och aus dem Geschichtsinstitut vun der Uni handelen, oder och nach ëm Fuerscher aus aneren Unitéite vun der Faculté des lettres et des sciences humaines, des arts et des sciences de l'éducation oder aus deenen zwou anere Fakultéiten, fir op dës Aart a Weis och den interdisziplinäre Charakter kënnen ze garantéieren.

Ee Wuert awer och nach, wa mer schonn derbäi sinn, iwwert de Comité d'accompagnement. Do ass hei gemaach ginn, wéi wann dat eppes Ausserirdesches wär, wat mer elo just fir deen doten Zenter géife maachen. Déi zwee aner Centres interdisciplinaires hunn och esou e Comité d'accompagnement. Do sëtzen och Vertrieder aus deene respektive Secteuren, déi dat dote kënne begleeden. Dat ass näischt, wat mer elo hei gemaach hu just fir den IHTP. Dat gëtt et bei dem SnT, wou se dann aus deene verschiddenen industrielle Secteure sinn. Dat gëtt et och beim LCSB, an déi si genee do dofir.

Wann hei een dann d'Fro stellt, wien dann elo d'Fuerschungsprioritéiten oder d'Fuerschungsrichtung festleet, ob dat dann elo de Comité d'accompagnement oder ob dat den IHTP selwer wär oder den Direkter, dann ass dat déi falsch Fro. Well dat gëtt et scho laang bei deenen aneren an dat dréit ebe grad dozou bäi, dass déi international an och national esou gutt dostinn, wéi se dostinn, déi Centres interdisciplinaires. An ech mengen, déi Leit, déi do aus der Industrie beim SnT sinn oder aus dem Secteur beim LCSB, déi do aus de spezifeschen Domäne kommen, dass déi grad d'Saach weiderbréngen, an dofir och de Comité d'accompagnement.

De Recteur huet dat och nach eng Kéier bekräftegt. Dat hutt Der an dem Interview och nach eng Kéier gelies, dass hien dat och eng gutt Iddi fënnt. An ech mengen, domadder gëtt och deene Punkten hei Rechnung gedroen, déi ech och komplett verstinn an déi och legitimm sinn, déi Dir ervirbruecht hutt, wéi awer och d'Kolleegen aus der LSAP, der DP a vun deene Gréngen, fir eben ze soen, dass mer natierlech och deen Ancrage brauchen an de Lëtzebuerger Beräich. A genee iwwert deen dote Wee, mengen ech, kann een dat natierlech och op eng ganz gutt Aart a Weis hikréien.

Dann awer och nach e puer Wierder iwwert d'Relatioun vun dem IHTP mat dem besteeënde Geschichtsinstitut op der Uni. Déi Fro ass dacks hei gestallt ginn an ech géif awer natierlech och do e puer Wierder Explikatioune wëlle ginn.

D'Uni verfüügt effektiv iwwer e ganz dynamescht Geschichtsinstitut, dat natierlech - an dat widderhuelen ech och nach eng Kéier -, vill wäertvoll Kontributiounen zur Geschichtsfuerschung an och zu dem Débat public iwwert déi verschidden Aspekter vun eiser Vergaangenheet gemaach huet. An deem Institut schaffe ronn 40 Fuerscher, vum Doktorand bis zum Professer, déi sech mat ganz breet gefächerten Themefelder beschäftegen, déi vun der Antiquitéit an dem Mëttelalter bis zur zäitgenëssescher Geschicht reechen. An dës Fuerscher kënnen och iwwert den Enseignement iwwer all dës Epochen an Themefelder um Niveau vum Bachelor a Master dee Volet assuréieren.

Den IHTP par contre, deen huet ganz spezifesch Missiounen, fir sech mat enger limitéierter Zuel vu Fuerschungsschwéierpunkten intensiv ausenanerzesetzen. A fir dëse spezifesche Charakter ze garantéieren an em gläichzäiteg eng grouss Visibilitéit ze ginn, konnt den IHTP net einfach an d'Geschichtsinstitut integréiert ginn. Aus deemselwechte Grond konnt och net d'office dat ganzt Geschichtsinstitut an den IHTP integréiert ginn, well dat hätt deeselwechte Wee och kee Sënn gemaach.

Et wäert drëm goen, dass tëschent deenen zwou Unitéiten eng intensiv Zesummenaarbecht an eng géigesäiteg Beräicherung favoriséiert gëtt. A ganz sécher wäerten och eng Rei Chercheuren aus dem Geschichtsinstitut an den IHTP beruff ginn. Mä dat ass net u mir, fir dat ze décidéieren. Dat ass net un der Politik, fir dat ze décidéieren. Hei soll den neien Direkter a Concertatioun mam Recteur den néidegen Handlungsspillraum hunn, fir seng Équipë passend zu dem Konzept vun dem IHTP opzestellen.

Ee Wuert awer och nach, well dat de Mëtteg hei och thematiséiert ginn ass, zum FNR an de Moyenen, déi vum FNR der Uni zur Verfügung gestallt ginn, fir Projeten ze maachen. D'Geschicht ass och en integralen Deel vun der Prioritéit „societal challenges". A wann een do kuckt, do gouf et och dëst Joer e gréissere Projet vu 770.000 Euro, deen do finanzéiert gouf. An et gouf en zweete Projet am Kontext vum Appell CORE vun 2015, an deem Beräich vun den „societal challenges" eben, dass déi zréckbehale goufen. An där goufen et der och aus dem Beräich vun der Geschicht an dat wäert natierlech och an Zukunft esou de Fall sinn.

Wat mer hei amgaange sinn ze maachen, dat ass eben, déi verschidde Puzzlestécker zesummenzefügen, déi et do gëtt, fir dat, wat dorëmmer geschafe ginn ass, ze respektéieren, fir déi Aarbechten och ze integréieren. An ech wëll soen: Mir stinn eben elo, well mer jo och elo iwwert den Institut vun der Zäitgeschicht schwätzen, mir stinn um Ufank vun enger neier Zäit hei. Mir sinn amgaangen eppes ze maachen. Mir wäerten eis méi intensiv an och méi strukturéiert mat der Zäitgeschicht beschäftegen, wat eng ganz wichteg Missioun ass.

An ech géif soen, do ginn et natierlech... D'Aarbecht soll net bewäert ginn op den 1. Juli oder den 1. September 2016 oder den 1. Dezember 2016, déi Aarbecht vun deem Institut iwwert d'Zäitgeschicht. Déi éischt Resultater kënne mer natierlech eréischt no deenen éischten zwee, dräi Joer ufänken ze bewäerten, wou éischt Projeten do wäerten op en Enn goen, wou éischt Aarbechte wäerten um Dësch leien.

Soudass mer elo net sollen, an dat wäert natierlech och nach kommen, kucken, ob dat elo

den 1. Juli alles direkt ufänkt do, wou deen een Institut opgeléist ass an an d'Uni eriwwergeet. Dat wäert eng Zäitchen daueren, bis den Direkter do ass, bis déi Équipen en place sinn. An do wäert et natierlech och nach e bësse Gefréckels a Gekniwwels ginn, vun deem engen oder deem aneren, dee vläicht net esou zefridden ass. Dovunner sinn ech bal iwwerzeegt. Mä esou ee Projet wéi dat heiten, deen zitt sech iwwer vill méi eng laang Zäit, mat engem Engagement och vu finanzieller Natur iwwert den Horizont vun der Kreatioun elo vun dem IHTP ewech.

Et gouf vill de Mëtteg diskutéiert och, ob dat déi richteg Plaz wär op der Universitéit oder net. Ech si fest dovunner iwwerzeegt, dass dat déi richteg Plaz ass. D'Uni huet dee Background an déi Stäerkt, fir och déi Debatten, déi domadder verbonne sinn, fir déi auszehalen. Dat wäerten Diskussioune ginn, déi net einfach sinn. Do wäerten et kontrovers Debatte ginn, an hoffentlech och am Public dobaussen. Dat gehéiert, mengen ech, dozou. An dann ass, mengen ech, d'Uni hei zu Lëtzebuerg ganz gutt dofir placéiert.

Mir sollen e bësse méi, mengen ech, do der Uni vertrauen. D'Uni gëtt et elo zanter 2003, an a villen anere Beräicher vun onser Aarbecht, sief dat hei an der Chamber, sief dat an der Regierungsaarbecht, baséiere mer ons jo och Gott sei Dank ewell op Etüde vun der Uni, déi eis och do nëtzlech a wichteg Informatioune kënne liwweren. Do vertraue mer schonn op eis Lëtzebuerger Uni a mir mussen net méi nëmmen ëmmer op Resultater vun anere Fuerschungsinstituter aus dem Ausland zréckgräifen, mä mir kënnen dat op eiser eegener Uni maachen.

Dofir solle mer och, well mer et jo do och maachen, an deem heite Kontext der Uni dat Vertrauen entgéintbréngen, wat mer op anere Plaze schonn hunn, dass se et fäerdegbréngt, fir deen Institut fir Zäitgeschicht hei bei sech héichzezéien a fir dat och mat der néideger Rou ze maachen, déi fir dat dote gebraucht gëtt.

Eng lescht Remarque nach, dat ass déi iwwert d'Optragsaarbechten, ob dat nach méiglech ass. Natierlech ass dat nach méiglech. Och déi aner Centres interdisciplinaires kréien Optragsaarbechte vun externe Partner, sief et aus der Industrie, sief et vun deem engen oder anere Ministère. A wann do Optragsaarbechten ufalen - ech mengen, dat war och eng Fro, déi Dir gestallt hutt -, dann ass dat natierlech kee Problem, fir dass dee Centre interdisciplinaire dat natierlech kann ugoen.

Mir wäerten natierlech nom 1. Juli nach e puermol wahrscheinlech op där enger oder anerer Plaz heiriwwer kënne schwätzen. Mir brauchen Zäit, fir dat heiten ze maachen. Dat geet net an den éischte sechs Méint, dat geet net an dem éischte Joer. Mä an e puer Joer wäerte mer kënne kucken, ob et déi richteg Décisioun war oder ob et eng Décisioun war, déi een dann och nach eng Kéier soll hannerfroen.

Well esou, wéi elo eng Kéier hannerfrot ginn ass, ob déi véier verschidden Instituter, iwwert déi mer de Mëtteg vill geschwat hunn, déi richteg Plaze sinn, musse mer - dat gehéiert och zum kritesche Geescht - an e puer Joer eng Kéier hannerfroen, ob dat heiten déi richteg Plaz an déi richteg Décisioun war.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Minister. Domat ass den Débat iwwert d'Interpellatioun ofgeschloss a mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dat ass de Projet de loi 6845, eng Transpositioun vun Direktiven am Beräich vun den OPCVMen. An do wäert eis de Rapporteur méi genee erklären, wat sech dohanner verstoppt. An den Här Rapporteur ass schonn hei. Den André Bauler huet d'Wuert.

Suivez la Chambre des Députés sur FACEBOOK et TWITTER

3. 6845 - Projet de loi du [date]

- portant transposition de la directive 2014/91/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 modifiant la directive 2009/65/CE portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), pour ce qui est des fonctions de dépositaire, des politiques de rémunération et des sanctions

- portant modification de:

- la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

- la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir wëssen alleguerten heibannen, datt d'Fongenindustrie e wichtege Pilier vun eiser Wirtschaft ass. Et war am Joer 1985, wéi déi éischt Direktiv zu de sougenannten UCITS oder Undertakings for Collective Investment in Transferable Securities - bal en Zongebriecher - adoptéiert gouf, eng Direktiv, déi et vereinfacht huet, fir Fonge grenziwwergräifend an Europa unzebidden. Lëtzebuerg war dat éischt Land, dat dës Direktiv ëmgesat huet - de Startschoss fir eng spektakulär Entwécklung an dësem Beräich! Et war also d'Reaktiounsfäegkeet vun eisem Parlament, déi d'Basis geschafen huet, op där sech d'Fongenindustrie an deene Joren drop entwéckele konnt.

Wéi mäi Kolleeg, de Guy Arendt, am Dezember op dëser Plaz schonn ernimmt hat, huet Lëtzebuerg sech iwwert d'Joren duerch säi stabillt Ëmfeld a säin enormen Know-how zu engem „big player" bei de Fongen entwéckelt. Jo, mir spille mat deenen Allerbeschten an der Welt mat, an der éischter Liga souzesoen. Am institutionelle Marché si mer souguer d'Nummer 1 weltwäit a kommen insgesamt direkt no den Amerikaner.

Wa mer bei de klasseschen UCITS ganz vir bäi waren a sinn, sou hu mer eis Innovatiounskraaft och bei den alternative Fongen ënner Beweis gestallt. Dat och, well eis Politik ëmmer mat der Zäit gaangen ass an déi Weiderentwécklung am Secteur am A behalen huet.

De Gesetzestext, deen eis haut virläit, ass déi nächst Etapp an der Erfollegsgeschicht. Ier ech awer zum Text u sech kommen, wollt ech nach just drop hiweisen, datt den Term UCITS am Franséische mat OPCVM iwwersat gëtt, wat fir „Organismes de placement collectif en valeurs mobilières" steet.

Här President, de Gesetzesprojet 6845 huet als Zil, d'Direktiv 2014/91, déi och nach „Direktiv UCITS V" genannt gëtt, a Lëtzebuerger Recht ëmzesetzen. Gläichzäiteg ginn d'Gesetz vum 17. Dezember 2010 iwwert d'Organismes de placement collectif, och nach „Loi OPC" genannt, souwéi dat modifizéiert Gesetz vum 12. Juli 2013 iwwert d'Gestionnairë vun den alternativen Investmentfongen, och nach „Loi AIFM" genannt, geännert. Den Délai vun der Ëmsetzung vun déser Direktiv war op den 18. Mäerz 2016 festgeluecht ginn.

Firwat also dës nei Direktiv Nummer 5, déi déi vun 2009, also d'Nummer 4, ofännert? Ech erkläre mech. An deene leschte Joren ass d'Welt vun de Fongen net stoe bliwwen. D'Finanzakteure selwer, awer och d'Iwwerwaachungsautoritéiten hunn elo e bessert Gespier fir déi neist Produkter kritt, soudatt hei an do ugepasst muss ginn. Et geet also och drëms, datt d'Politik mat der Finanzwelt Schrëtt hält, weider e stabille Kader schaaft, an deem d'Akteuren hiren Know-how, hiert Wëssen ausspille kënnen.

Et ginn dräi Beräicher, wou am Moment nach net alles optimal leeft. Éischtens, ee konkrete Problem ass, datt et nach ëmmer Divergenzen tëscht deene verschiddenen nationale Kadere gëtt, soudatt de Marché net ëmmer richteg fonctionnéiere kann.

Esou sinn d'Missiounen an d'Responsabilitéite vun den Depositären net ëmmer déiselwecht. Andeems elo allgemenggëlteg Regelen agefouert ginn, ginn d'Ënnerscheeder, déi tëscht den nationalen Dispositiounen observéiert ginn, aus der Welt geschaaft, soudatt et wierklech zu engem eenzegen europäesche Marché komme kann. Et geet also op dëser Plaz och ëm de sougenannten „Marché unique" an der Europäescher Unioun.

Sou ass ze bemierken, datt ënnert de wichtegen Innovatioune vun dësem Gesetzesprojet d'Verstäerkung vum Responsabilitéitsregimm vun den Depositäre virkënnt, dee virun allem virgesäit, datt, wa Finanzinstrumenter, déi konservéiert goufen, verluer ginn, dann den Depositär Finanzinstrumenter vum selwechten Typus oder vum selwechte Wäert erëmgi muss.

Just kuerz zum Verständnis: De Fundmanager, deen de Fong opleet a seng Spillregele festleet, schafft mat engem Depositär zesummen, iwwert deen hien d'Investissementer bucht. Dëst ass am Regelfall eng Bank. Den Depositär huet och seng Flichten, fir dem Fundmanager iwwert d'Schëller ze kucken an ze kontrolléieren, ob alles richteg leeft. Et kann zum Beispill net sinn, datt d'Bezuelung vum Fundmanager nëmmen op d'Transaktioune gerechent gëtt, egal ob d'Valeur vum Fong erop- oder erofgeet. An esou engem Fall géif de Fundmanager jo nëmmen a seng Täsch schaffen, ouni datt d'Investisseuren eppes zréckkréie géifen. D'Faillite vu Lehman Brothers 2008 an de Fall Madoff am Joer 2009 hunn déi Europäesch Kommissioun drop higewisen, datt et hei nach Schwaachstellen am System ginn.

Zweetens, am Moment si Regimmer, déi festleeën, wéi héich d'Bezuelungen - wuelgemierkt vun de Fundmanager - ausfalen, net ëmmer esou, datt se d'Akteuren dozou bréngen, fir laangfristeg ze denken. Ech hunn et ugeschwat: D'Zil vum Fundmanager muss et sinn, eppes fir seng Investisseuren erauszehuelen, andeems de Fong sech laangfristeg entwéckelt. Et kann net sinn, datt hie mat de Sue vun dëse Leit spillt an iwwerdriwwe Risiken op sech hält. Elo gi Regelen agefouert, déi eng ze grouss Risikoopnam vermeiden, andeems se d'Rémunératioun vun de Manager vun esou kollektive Placementsorganismen op eng Performance, wéi dat genannt gëtt „à long terme" rechnen.

Déi nei Regelen, déi d'Bezuelung vun de Gestionnairë vun den OPCVMen uginn, schreiwe sech an de Kontext vun den Engagementer vum G20 an, déi als Zil hunn, fir d'Risiken am Secteur vun de Finanzservicen erofzesetzen. Dës sinn och konform mam Regimm, deen elo schonn applikabel fir d'Gestionnairë vun den alternativen Investmentfongen ass, an dat getrei der Direktiv AIFM, déi d'Fonds d'investissement alternatifs betrëfft.

Drëttens, och wat d'Bestrofungen ugeet, am Fall wou d'gesetzlech Regelen oder Regelungen net respektéiert ginn, bestinn am Moment nach Differenzen. Och hei gëtt fir méi Uniformitéit gesuergt.

Bei der Harmoniséierung vun den administrative Sanktiounen, am Fall wou d'Verflichtungen, déi mat den OPCVMen an hirer Gestioun verbonne sinn, net respektéiert ginn, ass nach Folgendes ze soen: Den neie Regimm vun den administrative Strofen, deen d'UCITS-V-Direktiv aféiert, gesäit ënner anerem eng Lëscht vun den Infraktiounen an de minimale Sanktiounen oder Strofe vir, déi vun elo un um europäesche Plang harmoniséiert ginn, souwéi och d'Regelen iwwert d'Veröffentlechung vun dëse Sanktiounen.

Iwwregens, wat bei dësem Gesetzesprojet ganz interessant ass, dat ass, datt d'Direktiv och virgesäit, datt d'Memberstate wierksam Mechanisme festhalen, déi d'Signaléiere vun Infraktiounen encouragéieren, wann déi gesetzlech Verflichtungen, deenen d'OPCVMen an hir Verwalter ënnerleien, net agehale ginn. Hei geet et ëm de Prinzip vum Whistleblowing.

Här President, dëse Gesetzesprojet, deen den Text an d'Formulatioune vun der Richtlinn 2014/91 fir d'Majoritéit vun den Dispositioune fidèlement iwwerhält, huet als Zil, och verschidden Änderungen am Gesetz vum 17. Dezember 2010 a vum modifizéierte Gesetz vum 12. Juli 2013 virzehuelen, déi net direkt un d'Ëmsetzung vun der Direktiv gebonne sinn.

D'Auteure vun dësem Gesetzesprojet hunn ënner anerem virgesinn, fir de Régime dépositaire, dee fir d'Organismes de placement collectif an der zweeter Partie vum Gesetz vum 17. Dezember 2010 applikabel ass, dem Regimm, dee fir d'OPCVMen an der éischter Partie uwendbar ass, unzepassen.

Zum Schluss huet dëse Projet och nach als Zil, fir d'Verflichtung vun de Gestionnairë vun alternativen Investmentfongen anzeféieren, op en unerkannte Réviseur d'entreprises zréckzegräifen, dëst, fir d'Konten ze kontrolléieren, souwéi hinnen ze erlaben, bestëmmt Servicer mat grenziwwerschreidendem Charakter unzebidden. Dëst soll geschéien, andeems déi betreffend Dispositioune vun der Direktiv 2014/65 iwwert d'Mäert vun de Finanzinstrumenter an nationaalt Recht ëmgesat ginn an andeems d'Direktiv 2002/92 an d'Direktiv 2011/61 geännert ginn.

Ech kommen dann elo zu den Avisen. De 6. November 2015 huet d'Handelskummer hir Analys zum virleienden Text ugeholl. Si begréisst déi getrei Transpositioun vum Text vun der Direktiv. Si weist och drop hin, datt den Text Regelen aus der Loi OPC vun 2010 op all Fongen iwwerdréit, och déi, déi net ënnert d'Loi AIFM vun 2013 falen.

De Statsrot huet säin Avis den 19. Januar 2016 guttgeheescht, an deem e puer Oppositiounen notéiert goufen. Nom Unhuele vu parlamentareschen Amendementer den 23. Februar huet de Statsrot dës Bemierkungen a sengem Avis complémentaire vum 25. Mäerz fale gelooss.

Här President, de virleienden Text passt eis Gesetzgebung den neisten Entwécklunge vum Fongesecteur un, soudatt mir och weiderhi mat deenen Allerbeschten an der Welt mathale kënnen. Mir hunn hei am Land eng, géif ech soen, bemierkenswäert Kompetenz an dësem dach komplexen Domän, en Know-how also, deen eis och nach an de kommende Joren zeguttkomme soll. UCITS V ass den neiste Standard, wat d'Fongen ugeet, also muss eist Land sech och dësem Regimm upassen, fir weider kompetitiv ze bleiwen.

Jo, mir hu ganz vill Savoir-faire an dësem Domän an duerfir ass et och nëmme richteg, datt mer dëst Potenzial weider ausspille kënnen. D'Politik huet hiert dozou bäigedroen, datt eis Fongeplaz sech esou entwéckelt huet. De Vott vun haut de Mëtten ass e weidere Schrëtt an déi richteg Richtung.

An deem Sënn soen ech dem Finanzminister fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht mam Parlament Merci, bedanke mech bei de Beamten aus dem Finanzministère fir hir kompetent Berodung, awer och bei de Kolleegen aus der Cofibu souwéi bei der Madamm Guezennec an dem Här Jacoby a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet elo direkt den Här Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, Merci. Merci fir d'Alleréischt dem Rapporteur, dem Här Bauler, dee wierklech amgaangen ass, sech zu engem grousse Fongespezialist ze entwéckelen. En huet dat op eng ganz kompetent an detailléiert Manéier hei exposéiert, soudatt ech net méi vill brauch ze soen. Ech mengen, en huet nach eng Kéier drop higewisen, datt et hei ëm d'Ëmsetzung vun der UCITS-V-Direktiv geet, eng ganz wichteg, wou et virun allem iwwert d'Missioune vun dem Depositär an dem Gestionnaire vu Fonge geet, wou d'Regelen nach eng Kéier preziséiert ginn a wou haaptsächlech och d'Sanktioune fir Verfeelunge vun deene Gestionnairen an Depositäre festgeluecht ginn.

Ech mengen, datt dat heiten eng Direktiv ass, déi mer dann elo ëmsetzen, déi nach a Richtung vu méi Transparenz geet, wat also positiv och fir de Standuert Lëtzebuerg ass. Mir wäerten och an e puer Minutten nach iwwer eng äänlech gelagert Direktiv diskutéieren.

Ech géif op jidde Fall am Numm vun der CSV-Fraktioun mäin Accord fir dëse Projet de loi ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Mosar. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Merci, Här President. Jo, och vun eis e grousse Merci un den André Bauler fir säi gudden an ausféierleche Rapport. Och mir begréissen dëse Projet de loi, deen effektiv d'Direktiv UCITS V an eis Fongelegislatioun ëmsetzt. Et ass, obwuel mer erëm eng Kéier hei am Modèle de base sinn, e ganz wichtege Projet och fir d'Finanzplaz, well en engersäits, wéi gesot, d'Lektiounen haaptsächlech aus der Madoffs-Fraude ëmsetzt, déi jo Enn 2009 révéléiert gouf, andeem och d'Verflichtunge vun den Depositäre méi streng hei ginn.

Wann ee sech e bësse mat der Matière beschäftegt, da gesäit een, dass haaptsächlech an der juristescher Literatur ganz vill Tënt gefloss ass deemools iwwert d'Natur vun den Obligatioune vum Depositär, an an der Haaptsaach dann, wann d'Avoiren net direkt beim Depositär leien, mä bei engem Ënnerdepositär, wat jo an der Affär Madoff de Fall war, oder bei engem „prime broker".

An hei entsteet dann elo am Kader vun dëser Direktiv an dësem Gesetz, dat dat ëmsetzt, eng Obligation de conservation. Dat heescht, dat bréngt Méikäschte mat sech, mä et bréngt awer och, an dat ass wichteg fir eis, eng besser Protektioun fir d'Investisseuren.

Et ass och gutt, an dat begréisse mer och, dass dëse Regimm och op déi Fongen ausgebreet gëtt, déi net ënnert der Direktiv sinn; iwwregens mam Accord vum Secteur. Dat hu mer och an der Cofibu diskutéiert, dass dat explizitt mam Accord vum Secteur geschitt an dass och

hei de Secteur prett ass a schonn eng Partie Joren och hat, fir sech heirop virzebereeden.

Och déi aner zwee Voleten, harmoniséiert Regelen, wat d'Rémunératioun vun de Gestionnairë vu Fongen ugeet, fir géint de Court-termisme ze kämpfen, an och deen anere Volet, d'Harmoniséierung vun administrative Sanktiounen, ginn an déi richteg Richtung, gradesou wéi déi Whistleblowing-Regel, déi de Rapporteur ganz gutt beschriwwen huet.

Ech géif duerfir gären hei den Accord vun der LSAP zu dësem Projet de loi abréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Fayot. An d'Wuert huet d'Madamm Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här President. Och mir géife gären dem Här Bauler scho bal gratuléiere fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Mir fannen, datt e sech ganz séier an déi awer dach schwiereg Matière ageschafft huet a sech och haut mat där komplizéierter Ëmsetzung vun där Direktiv, där ganz technescher Ëmsetzung vun der Direktiv och gutt geschloen huet.

Dëst gesot, si mir natierlech och immens frou, datt mer alt erëm e Schrack méi wäit ginn an onser Hausaufgab, déi mer ons ginn hunn: en Deel vun der Léisung ze sinn hei zu Lëtzebuerg an duerfir och fir e bësse méi Transparenz ze suergen.

Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci gesot. Den Här Reding huet d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Wéi gesot ginn ass, ass dat heiten en Text, deen de Secteur ënnerstëtzt an dee gläichzäiteg den Investisseur, de Konsument besser schützt. An duerfir gi mir als ADR eisen Accord zu dësem Text.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann hunn ech keng weider Wuertmeldungen. An d'Wuert huet den Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, vu dass de Sujet d'Fonge sinn, wollt ech awer e puer Wierder als Aleitung ginn, wéi wichteg d'Fongenindustrie zu Lëtzebuerg ass. Ier ech dat maachen, géif ech dem André Bauler net nëmmen „bal" gratuléieren, mä richteg gratuléiere fir dee ganz gudde Rapport, deen e schréftlech a mëndlech hei gemaach huet. D'Matière ass effektiv komplizéiert, mä vu dass et, ech géif soen, d'Brout an d'Waasser ass vun eiser Wirtschaft, ass et scho wichteg, dass mer eis druginn, fir dee Secteur gutt ze verstoen.

Fir op eng humoristesch Aart a Weis e bëssen unzefänken, géif ech soen, dass, wann Der an Asien d'Geleeënheet hutt, Financieren ze begéinen, an Dir sot deenen d'Wuert „UCITS", da soe se lech direkt hannendrun: „Luxembourg", well de Gros vun de Fongen, déi an Asien verdriwwe ginn, verkaaft ginn, déi international sinn, zwee Drëttel dovu si Lëtzebuerger UCITS. An dat obskuert Wuert huet sech esou agebiergert a mat eisem Land associéiert, äänlech wéi d'Wuert „Schengen".

Wann een elo ganz e bëssen zréckkuckt, guer net wäit, hunn ech mer d'Ziffere gi gelooss, wéi d'Fongenindustrie sech vun Dezember 2011 bis Dezember 2015 entwéckelt huet. An do gesi mer, dass d'UCITS eng Progressioun gehat hu vun 78%, d'Fongen, Partie II, ëm 15% erofgaange sinn, mä dat ass haut wierklech e mineuren Deel, an d'Fonds d'investissement spéciaux 62% an d'Luucht gaange sinn.

An absolutten Zifferen heescht dat, dass mer vun Dezember 2011 vun 2.096 Milliarden op haut, oder op Dezember 2015 méi prezis, op 3.506 Milliarde geklomme sinn. Dat ass also eng Augmentatioun vun den Avoire vu 70% a véier Joer. An do, wann een dat duerch véier dividéiert, dat si 17%, 18% Croissance a véier Joer, also scho remarkabel.

A vläicht, wat een och muss ënnersträichen, dat ass, dass dat eng Croissance ass, déi net nëmme bedéngt ass, well d'Bourssen an d'Luucht ginn. Dat ass e Phénomène marché, deen och eng wichteg Roll spillt, mä mir hunn och vill Part-de-marchéen derbäigewonnen. Dat ass en Zeechen, wéi den André Bauler dat richteg ënnerstrach huet, dass mer e stabele juristesche Kader hunn - ganz wichteg -, dass mer en Triple-A-Land sinn, wat den Investisseure Confiance gëtt, an haaptsächlech, dass mer prompt agéieren, wa muss agéiert ginn, an och de Marché ni iwwerraschen a grouss Previsibilitéit ginn.

Wat elo de Projet de loi ubelaangt, ass et richteg, dass hei eng Rëtsch Direktiven ëmgesat ginn. Ech ginn net méi op den Detail an, géif awer gären och mat engem Wuert zum Ursprong vun dësen Direktiven zréckgoen.

Et ass richtegerweis drop higewise ginn, dass d'Lehman-Brothers-Faillite oder d'Affär Madoff hei Suerge gemaach hunn. Wat een awer ganz gutt muss verstoen, haaptsächlech wat d'Affär Madoff ubelaangt: Dat war u sech eng ganz banal Fraude. Den Här Madoff huet ganz vill Capitallen, ganz vill Suen agesammelt, an déi nei Suen, déi en agesammelt huet, huet en direkt erëm u seng al Clientë verdeelt. Dat ass eng ganz almoudesch Fraude, déi et säit Jorhonnerte gëtt, wat een op Englesch „Ponzi scheme" nennt. A wat erschreckend ass: dass am Fong geholl esou eng banal Method vun der Fraude huet misse kommen, fir d'Faiblessë vu verschiddene vun deene Regelen opzedecken, wat also dann och hei geschitt.

A wann een dann elo opzielt, wat alles geännert ginn ass, ass een e bëssen erstaunt, wéi ee mat enger relativ banaler Aart a Weis Regelen, déi awer sophistiquéiert waren, konnt ëmgoen. Ech ziele se just op: Et geet drëm, d'Delegatioun an d'Sous-Delegatioun vun de Fonge besser ze kontrolléieren. Dat war och e ganz wichtegen Deel, wou déi, déi wollte fraudéieren, konnten agéieren. Zweetens, dass d'Saachen, déi an d'Fongen abezuelt ginn, segregéiert si vum Depositär, soudass een also weess, wie wat ginn huet, soudass een och weess, wiem ee wat zréckgëtt, wa Problemer sinn oder wa vill Restitutions d'avoirs sinn. An an där Hisiicht ass d'Responsabilitéit vun dem Depositär méi grouss ginn.

Richtegerweis ass och ënnerstrach ginn - an dat ass eppes, dat ass net nëmme wichteg fir d'UCITS, mä mir gesinn et och an den alternativen Investmentfongen -, dat ass d'Rémunératioun vun de Gestionnairen, wou Regelen agefouert ginn, déi et scho bei den AIFe gëtt, bei den Alternativfongen, an zwar, dass d'Rémunératioun net däerf un de court Terme gebonne ginn. Am Fong geholl eng ganz einfach Regelung, déi et awer virdrun net ginn ass. An ech fäerten, wann et net esou Problemer ginn hätt a Skandaler, hätte sech der vill gewiert, dass een esou Limitten agefouert hätt. Mä ech mengen, dass et eng gutt Saach ass, dass mer dat elo hunn.

D'Sanktioune si verstäerkt ginn an d'CSSF däerf där elo méi maachen a vu méi héijer Natur. Mir hunn décidéiert, d'Fongen aus der Partie II..., vun deenen ech virdru gesot hunn, dass se am Wäert tëschent 2011 an 2015 manner wichteg gi sinn, well mer eis och eng Boîte à outils ginn hu mat villen Zorte vu Fongen, soudass déi Partie-II-Fongen zum Deel ersat gi sinn duerch méi moderner. Mä et ass och wichteg, dass mer och an där Sektioun vun der Partie II méi Garantien elo hunn.

A leschtens géif ech nach gären ënnersträichen, dass mer eng Dispositioun vun der MiFID-II-Direktiv iwwerholl hunn, fir d'Gestionnaires de fonds alternatifs an do de Caractère transfrontalier méi ze vereinfachen.

Als Konklusioun dräi Punkten: Déi heite Gesetzgebung augmentéiert d'Qualitéit vun eise Fongen. Zweetens mécht se d'Confiance an eis Fonge méi grouss a protegéiert d'Investisseuren. An drëttens ass dat heite gutt fir eis Reputatioun. An d'Reputatioun vun eiser Finanzplaz ass wahrscheinlech dat Allerwäertvollst, wat mer hunn.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Finanzminister. A mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6845 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6845 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi 6845 ass eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Marcel Oberweis), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Octavie Modert), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dat ass de Projet de loi 6860, erëm eng Transpositioun vun enger Rei vun Direktiven, déi fir méi Transparenz a fir Harmoniséierung am Finanzberäich solle suergen. An d'Wuert huet deeselwechte Rapporteur, deen „bal" félicitéiert kritt huet, den Här Bauler.

4. 6860 - Projet de loi du [...] portant:

1. transposition de la directive 2013/50/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 modifiant la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé, la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et la directive 2007/14/CE de la Commission portant modalités d'exécution de certaines dispositions de la directive 2004/109/CE;

2. transposition de l'article premier de la directive 2014/51/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant les directives 2003/71/CE et 2009/138/CE et les règlements (CE) n°1060/2009, (UE) n°1094/2010 et (UE) n°1095/2010 en ce qui concerne les compétences de l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles) et de l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers);

3. modification de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières;

4. modification de la loi modifiée du 10 juillet 2005 relative aux prospectus pour valeurs mobilières

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass mer eng grouss Éier, nach eng Kéier dierfen e Rapport de Mëtteg ze maachen.

Wann e Betrib, ob grouss oder kleng, eng gutt Iddi huet, déi e verwierkleche wëllt, da brauch e Kapital, ënner anerem Kapital. Duerch d'Geschicht sinn et ganz vill gutt Iddie ginn, wéi een eist Liewe méi einfach maache kéint. Mä eréischt, wa se op Kapital gestouss sinn, konnte se och ëmgesat ginn. De Finanzement vun den Iddie war an ass kruzial an der Weiderentwécklung vun eiser Gesellschaft an eiser Wirtschaft. Wann een un déi bedeitend italienesch Banquiersfamilljen denkt, déi vum 16. Jorhonnert, da versteet een, wéi enk e wierksame Finanzement vu visionären Iddie mat der Gesamtentwécklung vun eiser Sociétéit zesummenhänkt.

Fir Kapital ze beschafen, geet een entweder bei eng Bank oder et fiert een iwwert de Marché vun de Wäertpabeieren. De klore Virdeel vum Maart ass seng Gréisst, dat besonnesch an Zäiten, wou esou Transaktiounen elektronesch ofgewéckelt kënne ginn. Wann een emol bis cotéiert ass, kann all Investisseur op der Welt Kapital an d'Firma stiechen. Wann de Betrib dat mat senger Bank mécht, ass d'Potenzial vun den Investissementer natierlech vill méi begrenzt.

Leider ass et awer dacks esou, datt méi kleng Firme sech et net erlabe kënnen, op de Marché ze goen, well dëst mat enger ganzer Rëtsch vun Obligatioune verbonnen ass, besonnesch fir de potenziellen Investisseuren ze beweisen, datt hiert Konzept stëmmt an datt de Betrib längerfristeg iwwerliewe kann. Dës Firme mussen also eng Rei Informatiounen iwwer sech selwer virleeën, soudatt de Marché an aller Transparenz entscheede kann, ob et derwäert ass, ze investéieren oder net.

Dëst ass net anescht fir gréisser Firmen, just representéiert dëse Coût fir esou Gesellschafte vill méi e klengen Deel vun hiren Ausgaben. An anere Wierder, dës Fixkäschte maachen et fir kleng Betriber vill méi schwéier, u Kapital ze kommen. Mä et sinn awer besonnesch si, déi dacks am innovatiivste sinn.

Am Gesetzesprojet, deen eis de Mëtteg virläit, geet et drëms, verschidden Obligatioune fir Betriber ze reduzéieren, soudatt et besonnesch fir déi mëttelgrouss a kleng Gesellschafte méi einfach gëtt, Kapital iwwer Wäertpabeieren ze beschafen. D'Haaptinformatioune mussen awer nach ëmmer publizéiert ginn, soudatt d'Investisseure weiderhi genausou gutt geschützt sinn.

Här President, d'Europäesch Kommissioun hat scho virun eppes méi wéi dräi Joer, den 13. Abrëll 2013, bemierkt, datt se nawell gär geséich, wann d'Prospectus-Direktiv vun 2004, also deen Text, dee virschreift oder festleet, wéi eng Informatioune virgeluecht gi mussen, ugepasst géif, fir d'Obligatiounen, déi fir déi kleng a fir déi mëttelgrouss Betriber gëllen, déi op der Bourse cotéiert sinn, méi proportionéiert ze gestalten, ouni awer de Schutz vun den Investisseuren a Fro ze stellen. Besonnesch d'Verflichtung, fir Zwëschendeklaratioune vun der Direktioun oder fir trimestriell Finanzberichter ze veröffentlechen, stellt eng grouss Charge fir kleng oder mëttelgrouss Émetteuren duer, deenen hir Wäertpabeieren um reglementéierte Maart gehandelt ginn.

Dës Verflichtunge géifen éischter ureegen, fir kuerzfristeg ze denken, also kuerzfristeg Leeschtungen ze verwierklechen, a si découragéieren den Investissement op laang Siicht. Fir dëst elo ëmzesetzen, kommen ech zum virleienden Text.

De Gesetzesprojet 6860 gouf vum Finanzminister de 17. August d'lescht Joer hei an der Chamber déposéiert. D'Finanz- a Budgetskommissioun huet den Text eng éischte Kéier de 26. Januar analyséiert. De Statsrot gouf säin Avis den 8. März an en Avis complémentaire de 25. März dëses Joers. D'Kommissioun huet hire Rapport den 12. Abrëll ugeholl.

Mat dësem Projet de loi gëtt d'Direktiv 2013/50 vum EU-Parlament a vum Conseil vum 22. Oktober 2013 ëmgesat, déi dräi aner Direktiven ëmännert, dat am Beräich vun den Transparenzverflichtungen. Dës Direktiv gëtt och nach „Transparence bis" genannt. Et geet méi spezifesch ëm d'Verflichtungen, déi d'Émetteure vu Valeurs mobilières hunn, wann dës op engem reglementéierte Maart gehandelt ginn.

Mat dësem Projet ginn dann och d'Modifikatioune vun der Direktiv 2003/71 iwwert de Prospekt ëmgesat. Hei gëtt festgeluecht, wéi eng Dokumenter ze veröffentleche sinn, am Fall wou Wäertpabeieren op der Bourse gehandelt solle ginn.

Sënn an Zweck vun der Direktiv 2013/50 ass et, fir déi administrativ Belaaschtung vu verschiddenen Émetteure vu Wäertpabeieren erofzesetzen, fir domat d'Unzéiungskraaft vun den europäesche reglementéierte Mäert fir déi kleng a mëttelgrouss Émetteuren ze verstäerken a fir esou iwwert dëse Wee Kapital an der Europäescher Unioun ze mobiliséieren.

Mat dësem Gesetzesprojet gëtt awer och nach den Artikel 1 vun der Direktiv 2014/51 ëmgesat, der sougenannter Direktiv „Omnibus II". Dësen Artikel leet d'Kompetenz vun der Europäescher Iwwerwaachungsautoritéit am Finanzberäich fest, der sougenannter „Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles", a vun der Europäescher Autoritéit iwwert d'Surveillance vun de Finanzmäert AMF. Si sinn zwee Haaptpilieren am europäesche System vun der Finanzopsiicht.

Dës Ëmsetzungen an eist nationaalt Recht zéien eng wichteg Änderung mat sech, näämlech d'Änderung vum modifizéierte Gesetz vum 11. Januar 2008 iwwert d'Transparenzverflichtunge vun den Émetteure vu Valeurs mobilières, an anerersäits eng Änderung vum modifizéierte

Gesetz vum 10. Juli 2005 iwwert de Prospekt - den „Prospectus", wéi en och nach genannt gëtt -, deen Informatiounen iwwert d'Wäertpabeieren enthält.

Déi wichtegst Ännerungen am Gesetzesprojet si folgend: Éischtens, d'Definitioun vum État membre d'origine ass geännert ginn, fir esou d'Bestëmmung vun engem Memberstat ze klarifizéieren an ze vereinfachen, wann et sech ëm en Émetteur aus engem Drëttstat handelt.

Zweetens, déi administrativ Belaaschtunge ronderëm d'Veröffentlechung ginn erofgesat. D'Veröffentlechung vun trimestriellen Informatiounen ass net méi erfuerdert. An den Délai, fir de semestrielle Finanzbericht um Enn vun engem Semester ze veröffentlechen, gëtt op e Maximum vun dräi amplaz bis ewell zwee Méint festgesat.

Drëttens, fir d'Transparenz ze verstäerken, wat d'Bezuelungen ugeet, déi u Regierunge ginn, esou mussen d'Émetteuren, déi Aktivitéiten an den extraktiven Industrien hunn oder déi an der Exploitatioun vun Urbëscher - wéi d'Madamm Loschetter dat treffend genannt huet, net Urwälder, wéi ech sot, mä Urbëscher -, täteg sinn, all Bezuelungen an engem Joresbericht deklaréieren, an dat no deenen detailléierten Dispositiounen, déi am Kapitel 10 vun der Richtlinn 2013/34 verfaasst sinn. Dat soll spéitstens an de sechs Méint nom Ofschloss vun dem Exercice geschéien. De Bericht soll der Éffentlechkeet wéinstens zéng Joer duerno zur Verfügung stoen.

Véiertens, fir de Respekt vun den Exigenze vum modifizéierte Gesetz vum 11. Januar 2008 ze verbesseren, ginn d'Sanktiounspouvoire vun de kompetenten Autoritéite verstäerkt.

Komme mer dann elo zu de verschiddenen Avisen. An hirem Avis vum 19. November 2015 begréisst d'Handelskummer déi prezis Transpositioun vun der Direktiv „Transparence bis" a vum Artikel 1 vun der Direktiv „Omnibus II".

De Statsrot hat a sengem Avis vum 8. März 2016 just eng Rei legistesch Bemierkungen. Nodeems d'Finanz- a Budgetskommissioun awer nach parlamentaresch Amendementer ugeholl hat - dat war de 15. März dëses Joers -, huet de Statsrot dës a sengem complémentairen Avis vum 25. März ouni weider Observatioune guttgeheescht.

Här President, et bleift mir nach just iwwreg, souwuel de Beamten aus dem Finanzministère, déi och haut präsent sinn, wéi och de Kolleegen aus der Finanz- a Budgetskommissioun, awer och der Madamm Guezennec aus dem Greffe vun der Chamber op en Neits Merci ze soe fir déi effikass Zesummenaarbecht. Ech hu selwer nees vill bäigeléiert a vernäipe mech virum Fachwësse vun de Spezialisten a vu menge Kolleegen.

Da géif ech awer och zum Schluss nach d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun ginn a soen lech Merci fir Ar Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bauler. An d'Wuert huet direkt den éischte Riedner, den Här Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Och hei deeselwechte grousse Merci a Respekt fir dem Rapporteur seng zwee Rapporten, déi exzellent waren. Ech mengen, hien huet et hei ënnerstrach: Et geet wesentlech dodrëm, datt hei d'Obligatioune vun den Émetteure wesentlech verstäerkt (veuillez lire: vereinfacht) ginn. Et geet awer och op där anerer Säit drëm, fir den Investisseure méi Garantien ze ginn. Et geet also virun allem hei - an dat war och scho bei där Direktiv, déi mer virdrun ëmgesat hunn - ëm méi Transparenz a mir sinn also do op engem gudde Wee.

De Rapporteur huet awer och virdrun ënnerstrach, datt mer hei net nëmmen eng Direktiv „Transparence bis" ëmsetzen, mä och eng Direktiv „Omnibus bis". An dat huet mech e bësselche schmunzele gedoen, Dir Dammen an Dir Hären, well ech muss soen - an ech félicitéieren dem Finanzminister: Hie bréngt et fäerdeg, innerhalb vun zwee Joer schonn déi zweet Omnibus-Direktiv ëmzesetzen! Ech géif mer wënschen, datt seng Kolleegen an der Regierung déi éischt Direktiv „Omnibus" endlech géifen ëmsetzen.

Dat gesot, ginn ech awer den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wäert och kuerz sinn. Ech wëll dem André Bauler Merci soe fir säi gudde Rapport zu dësem Text. Och mir als LSAP-Fraktioun begréissen dëse Projet de loi.

Ech wëll just zwee Grënn heifir nennen. Deen éischten ass - an de Rapporteur huet et explizéiert - d'Ofschafe vum Rapport trimestriel fir d'Émetteuren. Dat ass eng Erliichterung vum Opwand fir den Accès zu de Kapitalmäert, haaptsächlech fir kleng a mëttel Entreprisen. Mir sinn hei schonn e bëssen am Esprit vun der Union des marchés de capitaux. Dat, mengen ech, ass eng éischter gutt Saach. An et war en plus eng Formalitéit, déi am Fong éischter zu „court Termismus" och gefouert huet wéi zu soss eppes. Dat heescht, datt d'Entreprisen am Fong an engem Esprit waren, fir kuerzfristeg Benefisser ze maachen an net à long terme ze denken.

Déi zweet Mesure, déi ech kuerz wollt erausgräifen, dat ass déi vun der Klarifikatioun vun der Definitioun vum État membre d'origine. Dat ass eng, déi fir Lëtzebuerg insbesonnesch ganz wichteg ass, wéinst eiser Bourse. Mir sinn e Land, wou eng Rei Émetteuren aus Drëttlänner do sinn a wou eben elo dee Choix, deen do agefouert gëtt, an eng Klarifikatioun vun de Kritären och eng gutt Saach si fir eis.

Voilà, dat gesot, géif ech dem Rapporteur Merci soen, dem Minister och, an och de Kolleegen aus der Cofibu, natierlech de Beamten aus dem Finanzministère, an den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet dann d'Madamm Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här President. déi gréng soen dem Rapporteur Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann hunn ech keng weider Wuertmeldungen. An den Här Finanzminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech freeë mech iwwert dee Konsensus, dee mer hei kënne feststellen, wat dës Direktivëmsetzung ubelaangt a Saachen Transparenz. Dem André Bauler och hei e grousse Merci fir eng ganz exhaustiv Erklärung, wou en och op d'Detailer agaangen ass vun deene verschiddenen Instrumenter, déi hei ëmgesat ginn. Dat ass net ëmmer einfach, fir sech do erëmzefannen.

Ech halen och zwee Haaptpunkten hei fest - de François Fayot huet dat ganz richteg resüméiert, mengen ech -, déi zwou Haaptsaache sinn, dass keng Rapports trimestriels méi musse gemaach ginn, wat grad de PMEen entgéintkënnt, an zweetens: Fir Lëtzebuerg ass et natierlech wichteg, dass d'Definitioun vum État membre d'origine esou gestréckt ass, dass dat ons keng Problemer mécht. An dat ass hei de Fall. A mir mussen och an Zukunft do ganz vigilant bleiwen, well wann dat changéiert gëtt, riskéiert dat eiser Bourse Schwieregkeeten ze maachen.

Dir wësst, dass an eiser Présidence-Zäit d'lescht Joer d'Direktiv „Prospectus" vun der Kommissioun déposéiert ginn ass. Déi ass de Moment an der Diskussioun. Den Objektiv vun där neier Direktiv ass et, fir den Entreprisen den Accès op d'Kapitalmäert méi einfach ze maachen, fir och derfir ze suergen, dass d'Entreprisë méi iwwert dee Wee versichen, sech ze finanzéieren.

An Europa ass et esou, dass d'Kapitalmäert nëmmen zu engem Drëttel d'Entreprisë finanzéieren an déi zwee aner Drëttel vun de Banke gemaach ginn, wärend et an Amerika ëmgekéiert ass. An ech mengen, wa mer et géife fäerdegbréngen, dass den Accès op d'Finanzmäert méi einfach kéint gi fir d'PMEen, dass mer eis do all géifen e gudden Déngscht leeschten an Europa. Dat Ganzt wëssend, dass mer eng Stäerkt hunn: dass den Accès op d'Banken esou gutt ass an Europa. Also, déi zwou Saache si scho matenee kompatibel.

An ech freeë mech, dass mer haut dann deen heiten Text kënnen unhuelen. Ech géif gären nach eng Kéier dem Här Bauler Merci soen an och der Cofibu an all deenen, déi heidrop geschafft hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da kënne mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6860 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6860 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Och dee Projet ass unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Marcel Oberweis), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Serge Wilmes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir sinn um Enn vun eisen Aarbechte vun de Mëtten ukomm. Rendez-vous d'nächst Woch fir de Marathon zur Lag vun der Natioun. Merci gesot an d'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 16.45 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

SÉANCE 27

MARDI,
26 AVRIL 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
2. Communications
   - *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
3. Ordre du jour
   - *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
4. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
   - *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Asselborn, Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen, Carole Dieschbourg et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* E schéine gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sitzung op. An ech begréisse ganz häerzlech eis Gäscht op der Tribün, a froen d'Regierung direkt, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

(Négation)

Merci. Dann ass dat kloer.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen ass um Büro deponéiert, grad wéi d'Äntwerten, déi an der Zwëschenzäit erakomm sinn.

2) An zënter der leschter Sëtzung ass de Projet de loi 6981 iwwert d'Équipements marins an der Administration parlementaire deponéiert ginn.

Communications du Président - séance publique du 26 avril 2016

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi suivant a été déposé à l'Administration parlementaire:

6981 *- Projet de loi relatif aux équipements marins*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 21.04.2016

3. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz vum 21. Abrëll huet deen Ordre du jour fir haut de Mëtte proposéiert, deen Der kennt.

An ech wollt d'Chamber froen, ob se mat deene Propositiounen d'accord ass, déi drop erauslafen, dass d'ganz Woch dem Débat iwwert d'Lag vun der Natioun gewidmet ass.

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir héieren haut de Mëtten d'Deklaratioun vun eisem Premier- a Statsminister Xavier Bettel iwwert d'Lag vun der Natioun. An, Här Premierminister, Dir hutt elo direkt d'Wuert. Dir wësst, dass muer zwou weider Presentatioune wäerten ab hallwer néng hei an d'Parlament kommen. An duerno wäerte sech d'Debatten iwwer zwee voll Deeg histrecken. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

4. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, eisem Land geet et haut besser wéi virun zwee Joer. D'Croissance économique louch zejoert bei plus 4,8%; dat ass e Wuesstum, wéi mer en zanter fënnef Joer net méi kannt hunn.

De Solde budgétaire läit bei 672 Milliounen Euro. Mir hunn also zejoert 672 Milliounen Euro méi erakritt, wéi mer ausginn hunn.

Déi gutt Situatioun bei de Statsfinanzen erkläert sech zum Deel duerch eng allgemeng Reprise vun der Ekonomie. Däitlech erkennbar sinn awer och d'Effekter vun enger neier Approche bei der Budgetsopstellung an den Efforten, déi mer um Niveau vun den Depensë geholl hunn.

De Chômagetaux geet kontinuéierlech erof a gehéiert mat 6,5% elo zu deenen niddregsten an der Europäescher Unioun. D'Beschäftegung ass zejoert op en Taux vun 72,1 geklommen a läit domadder och däitlech iwwert der Moyenne vun der EU.

D'Haaptpiliere vun eiser Ekonomie entwéckele sech gutt. A mir stelle fest, dass a ville Beräicher d'Aktivitéiten och zouhuelen. D'Vertraue vum Consommateur ass am leschten Trimester esou héich gewiescht, wéi et zanter Joren net méi de Fall war. De Finanzsecteur huet fundamental Changementer duerchlaf, huet sech erneiert an d'Resultater vun der Finanzplaz si gréisstendeels positiv. Mir sinn d'Nummer eent an der Eurozon, no London och deen zweetwichtegste Finanzzenter an der EU, an d'Nummer 14 op der Welt. Zu Lëtzebuerg schaffen haut ronn 45.000 Leit am Finanzsecteur; dat sinn der esou vill wéi nach ni.

D'Efforten a Saachen Transparenz gi belount duerch méi Vertraue vun den Investisseuren. Lëtzebuerg ass vun allen internationale groen a schwaarze Lëschten erofkomm. International Ratingagencë confirméieren eis regelméisseg och den Triple-A. Dat huet extrem vill Bedeitung fir de Finanzstanduert Lëtzebuerg.

Déi grouss Banken, déi an de leschten zwee Joer de Choix gemaach hunn, fir sech och hei ze installéieren, hunn dat och opgrond vun objektive Bewäertunge gemaach. Dozou gehéieren, entre autres, d'Analyse vun de Ratingagencen, mä och d'Rapporte vun der Europäescher Kommissioun, vun der OECD oder vum FMI, déi alleguerte gréisstendeels och positiv sinn.

Duerch déi aktuell Politik vun der Regierung fir méi Transparenz an duerch eng responsabel Finanzpolitik sti mer haut international besser do wéi nach virun zwee Joer.

Nodeems Lëtzebuerg huet misse seng Gesetzgebung am Commerce électronique adaptéieren, hat de Stat enorm finanziell Abousse bei de Steierrecetten. Dat huet riskéiert, de Budget an en extreemt Ongläichgewiicht ze stierzen, well dësen zäitlech limitéierte Recetten Dépensen entgéintgesat goufen, déi permanent waren.

Duerch déi nei europäesch Legislatioun bei der Besteierung vum elektroneschen Handel hu mer och riskéiert, eng Rei Betriber ze verléieren an eenzel, méi kleng Betriber sinn tatsächlech och an aner Länner gaangen. Haut hu mer awer nees eng positiv Entwécklung, zemools am Beräich vun den neien Technologien.

Et ass eis net nëmme gelongen, grouss international Konzerner ze halen, an déi souguer hei ze iwwerzeegen, weider ze investéieren, mir hunn och nei Betriber op Lëtzebuerg bruecht. Mir entwéckelen eis zu engem Kompetenzzenter am FinTech-Beräich a mir behalen och eng staark Positioun am Commerce électronique.

Et geet also no vir, a mir sinn amgaangen, d'Land nei opzestellen. Dat ass den aktuelle Stand: den objektiven, de wirtschaftlechen, ekonomeschen, puren État de la nation.

Et gëtt awer och dee sozialen. Et gëtt den État personnel vu villen, vu ganz ville Leit, déi an eisem Land liewen! Mir schwätzen an der Regel net iwwer Eenzelschicksaler, iwwer Situatiounen, wéi et se awer iwwerall an all Dag an eisem Land gëtt. Mir hunn déi net ëmmer am Bléck, well d'Politik sech dacks op eng Moyenne muss baséieren. D'Geschichten hannert där Geschicht gi meeschtens vergiess.

Et sinn awer, Här President, déi Eenzelschicksaler, déi mech och bewegen an déi mech net kalloossen. Et sinn d'Suerge vun de Leit, et sinn hir Ängscht an Hoffnungen, déi mech motivéieren, all Dag undreiwen, fir Politik ze maachen. Et si Leit, déi mer schreiwen. Et si Leit, déi ech begéinen, déi no Léisunge sichen a keng fannen. Et si Leit, déi net wëssen, wéi se béid Enner solle beieneekréien. Et si Leit, déi d'Post net méi opmaachen, well se Angscht hunn, dass nees eng schlecht Noriicht heem ukënnt.

Wa mir also d'Lutte géint de Chômage als Prioritéit ugesinn, dann ass et net eleng, well d'Regierung no fënnef Joer Legislaturperiod gären eng bonne Note hätt, mä mir wëllen all eis Méiglechkeeten notzen, fir ville Leit zu Lëtzebuerg nees eng Hoffnung ze ginn, an d'Konditioune schafen, dass déi méi batter Geschichten och d'Geschicht an net d'Zukunft vun eisem Land sinn.

De Chômage ass an deene leschten zweeaneenhalleft Joer ëm 0,6 Prozentpunkten erofgaangen. Am Dezember 2013 waren hei nach 19.287 Leit ouni eng Aarbecht. Haut sinn et der 17.405. Et sinn also 1.882 Leit manner, déi op hire Rendez-vous op d'ADEM ginn, déi Kandidature schreiwen an ongedëlleg samschdes d'Zeitunge kucken, ob net iergendeng Annonce ass, déi op hire Profill kéint passen.

Déi puer Prozentpunkten an der Statistik heeschen, dass 1.882 Mënschen hei zu Lëtzebuerg manner am Chômage sinn. Et sinn 1.882 Leit a Familljen, déi nees d'Luucht um Enn vun deem Tunnel gesinn, Männer a Fraen, déi moies kënne mat Houfert anzwousch higoen, wou se gebraucht ginn.

Fir de Stat heescht et awer och, dass manner Chômagegeld ausbezuelt gëtt. Esou sinn am Joer 2013 nach insgesamt ronn 263,7 Milliounen Euro ausbezuelt ginn. Zejoert waren et der ronn 242,7 Milliounen Euro. Dat sinn 21 Milliounen Euro manner. An déi Sue gi gebraucht. Déi Sue gi gebraucht op där anerer Säit, fir an d'Zukunft ze investéieren, fir Bildung, fir Fuerschung, fir Logementer, fir d'Betreiung vu jonken a vu manner jonke Leit.

Et si manner Käschte fir de Stat, mä et ass virun allem e Gewënn fir 1.882 Mënschen an hir Familljen, déi hei am Land wunnen, liewen an elo och schaffen.

Allerdéngs hu mer och nach ëmmer iwwer 17.000 Mënschen hei am Land, déi keng Aarbecht hunn. Dofir ginn eis Efforte weider. D'ADEM huet an de leschte Méint vill changéiert. D'Effektiver goufen an d'Luucht gesat an d'Leit, déi sech ëm d'Demandeurs d'emploi këmmeren, hu manner Dossieren an dofir och méi Zäit, fir sech mat deenen eenzelne Fäll ausernee kënnen ze setzen. Ech sinn och frou, dass déi Partnerschaft, déi mer am Kader vum Accord mam Patronat festgehalen hunn, gutt fonctionnéiert an och seng Friichten dréit.

Et ass ënner anerem en neie Portail online gaangen, deen et erlaabt, Employeur an Demandeur d'emploi méi geziilt an effikass matteneen ze verbannen. D'Offer u Formatioun gouf substanziell an d'Luucht gesat. An dat huet och e groussen Erfolleg. Haut si 50% méi Leit an enger Weiderbildung ageschriwwen, wéi dat nach virun engem Joer de Fall war.

Dernieft reforméiere mer och de System vum RMG. De Virentworf zur Reform vum RMG ass geschwënn finaliséiert. D'Familljeministesch mécht dat net eleng, mä zesumme mam Aarbechtsminister a mat der ADEM. Et gëtt zesumme gekuckt, wéi een d'Leit, déi den RMG kréien, optimal encadréiere kann, woubäi och hir Kompetenze sollte mat considéréiert ginn.

Fir Leit, déi duerch verschidden Ëmstänn op den RMG ugewise sinn, soll dëst keng Fatalitéit mat wéineg Auswee sinn, mä mir mussen all Effort ënnerhuelen, fir dass si nees de Wee an eng geregelt Aarbecht fannen. Dofir ginn och d'Systemer vum Familljen- an Aarbechtsministère, déi bis elo nieftenee fonctionnéiert hunn, an Zukunft matenee verbonnen. Den Avantprojet wäert elo mat de Partner am soziale Beräich breet diskutéiert ginn.

D'Lutte géint Aarbechtslosegkeet ass eng Lutte mat villen Hiewelen. Een zentralen ass, derfir ze suergen, dass et de Betriber gutt geet, dass de Wirtschaftsmotor leeft an dass och Leit kënnen agestallt ginn.

An de Betriber geet et haut besser wéi virun e puer Joer. Eis Ekonomie steet op festem Buedem an d'Aussiichte si positiv. D'Vertraue vun den Entreprisen an d'Wirtschaft, an dat vun de Patrone par rapport zu der Entwécklung vun hirem eegene Betrib sinn och esou héich, wéi et scho laang net méi de Fall war.

Ech si regelméisseg a Kontakt mat Leit aus de Betriber, mat Patronen, déi fir hire Betrib liewen; sief dat en Elektriker, en Usträicher, Entreprisen aus dem Beräich vun den neien Technologien, aus der Restauratioun, oder eng Firma, déi zu Lëtzebuerg mat Succès Brëller fir déi ganz Welt produzéiert. Si droen zum Räichtum vun eisem Land bäi. Si schafen an erhalen Aarbechtsplazen.

D'Betriber, zemools déi kleng- a mëttelstänneg, hunn et awer och ëmmer nach mat villen Hürden ze dinn, déi hir Aktivitéit dacks ganz komplizéiert maachen a wou d'Politik gefuerdert ass, fir hinnen ze hëllefen. D'Regierung ass sech däers och bewosst an huet éischt Mesurë geholl, fir de Kader, an deem d'Entreprisë sech bewegen, méi favorabel ze maachen.

Wat d'PMEe betrëfft, sinn zum Beispill Dispositioune geholl ginn, fir den Dérapage beim Bail commercial ze évitéieren. Dat Wichtegst fir all Betrib ass Prévisibilitéit. An déi gëtt duerch en neit Gesetz iwwert de Bail commercial assuréiert.

D'Kreatioun vun engem Betrib soll zu Lëtzebuerg och nach méi einfach ginn an déi administrativ Hürde sollen ofgebaut ginn. An deem Sënn geet mam Projet de loi 5730 och an den nächste Wochen eng global Reform vum Gesellschaftsrecht hei duerch d'Chamber. Dernieft maache mer mam Projet de loi iwwert d'Sàrl simplifiée de Wee fräi fir déi sougenannten „Een-Euro-Gesellschaft".

D'Regierung schafft intensiv un der Diversification économique. Mir développéieren nei Secteuren a suergen och derfir, dass mer net nëmmen de Sprint gewannen, mä och op der laanger Distanz d'Nues vir behalen. Déi Diversifikatioun gelénget eis och; an dat weist sech jo och ëmmer méi.

De Beräich vun der Logistik zum Beispill ass haut schonn e feste Bestanddeel vun eiser Ekonomie. Déi rezent Nouvellë vu leschter Woch, dass Kühne und Nagel zu Lëtzebuerg wëllt ausbauen an iwwer 22 Milliounen Euro an hir Präsenz hei am Land investéiert, weist, dass eis Beméiungen an dësem Secteur richteg sinn an och zu konkrete Resultater féieren. Hei gi massiv Aarbechtsplaze geschaaft. Eis Ekonomie an de Standuert Lëtzebuerg ginn och doduerjer gestäerkt.

Nieft der sektorieller Diversifikatioun plange mer awer och déi regional Diversifikatioun. Am Sënn vun engem nationale Konzept vu Landesplanung, Mobilitéit an nohalteger Entwécklung huet de Wirtschaftsminister e Projet déposéiert iwwer en neie System vun Aidë fir regional Investissementer. Et geet dobäi drëms, dass Betriber spezifesch Hëllefe kënnen an Usproch huelen, wann hir Aktivitéiten a Regioune sinn, déi

manner favoriséiert sinn. D'Kritären, fir dës Zonen ze bestëmmen, baséiere sech op objektive sozioekonomeschen Informatiounen; also zum Beispill dem Ënnerscheed zum regionale Chômagetaux par rapport zum nationale Chômagetaux.

D'Regierung ass och beméit, alles ze ënnerhuelen, fir den Entrepreneuriat zu Lëtzebuerg weiderzeentwéckelen. Mir gehéieren nach zu der europäescher Lanterne rouge, jo, wann et ëm d'Zuel vun de Leit geet, déi de Wee an d'Selbstännegkeet sichen. An dat wëlle mer änneren. Esou ginn déi staatlech Hëllefen an d'Begleedung verstäerkt.

An de Wirtschaftsministère huet viru Kuerzem mam „Digital Tech Fund" eng zentral Initiativ vun eiser Strategie vun Digital Lëtzebuerg presentéiert. Iwwert dëse Fong gëtt de Stat Partner vu Start-up-Entreprisen aus dem digitale Beräich, a virun allem wat FinTech, Cybersécuritéit, Big Data an den digitale Gesondheetssecteur betrëfft. Zesumme mat aneren ëffentleche Partner, wéi der Uni Lëtzebuerg an der SNCI, mä och zesumme mat der Privatwirtschaft ginn hei iwwer 20 Millioune bereetgestallt, fir jonk Entreprisen ze stäerken.

Mir plangen eng Maison de l'entrepreneuriat, wou och de Stat zesumme mam Privatsecteur eng Plaz wëllt schafen, wou Leit, déi sech wëlle selbstänneg maachen, Ënnerstëtzung kréien, berode ginn, wou administrativ Barrièren direkt am Ufank kënnen aus dem Wee geraumt ginn.

Mir entwéckelen eis zu Lëtzebuerg och ëmmer méi zu engem regelrechte Kompetenzzenter fir energieeffizient Bauen a Sanéieren. Duerch eng geziilt Ënnerstëtzung vum Wirtschaftsministère fir Entreprisen, déi an dëse Beräicher schaffen a fuerschen, duerch staatlech Hëllefe fir Entreprisen a Privatleit, déi energieeffizient bauen oder renovéieren, hu mer de Secteur nei belieft.

Derbäi kënnt och eng professionell Berodung vun der Agence „myenergy". An och de Privatsecteur selwer huet Initiative geholl, fir Betriber ze begleeden an och Formatiounen unzebidden. Dat Zesummespill vun de verschiddenen Akteuren huet derzou gefouert, dass eist Land sech haut an der Groussregioun an doriwwer eraus en Numm an dësem Beräich gemaach huet.

Méi Hëllef an Ënnerstëtzung, manner administrativ Hürden: Dat sinn d'Prinzipien, op deene mer opbauen. Et feelt eis awer och zum Deel u Plaze fir jonk Entreprisen, u Lokalitéiten, déi et engem Betrib an de Kannerschong erlaben, net schonn direkt bei den éischte Schrëtt seng Bloderen ze kréien.

Mir schaffen dofir och konkret u Projeten, wou Start-up-Entreprisë sech kënnen développéieren. Éischt Gespréicher gouf et notamment mat der Stad Lëtzebuerg, fir zum Beispill um Site vum ale Schluechthaus zu Hollerech esou e Projet mat Start-uppe kënnen ze lancéieren. Hei soll eng Plaz entstoen, wou mer eis prioritär op jonk Betriber aus dem digitale Beräich konzentréieren an och virun allem op Entreprisen, déi Synergien hierstellen tëscht dem Finanz- an dem ICT-Secteur. Esou kënnen op enger Plaz Start-uppe vu gemeinsamen Infrastrukture profitéieren.

Et entsteet eng modern Schmëtt, wou Iddien entstinn an d'Zukunft vun eiser Ekonomie geformt gëtt. Dass esou e Modell vun enger Plaz fir jonk Entreprisen duerchaus gutt ka fonctionnéieren, wësse mer net zulescht duerch d'Experienz vum Projet 1535 zu Déifferdeng, wou Konscht, Kreativitéit an Entrepreneuriat op eng gutt Aart a Weis matenee verbonne goufen.

Lëtzebuerg soll an Zukunft eng wichteg Roll spillen an der Lëscht vun de Länner mat deene beschte Konditioune fir Start-uppen. Wa couragéiert an innovativ Leit iergendwou eng Iddi entwéckelen, fir sech mat enger eegener Firma ze lancéieren, a se wëssen net, wou déi beschte Plaz ass, fir sech ze implantéieren, da solle si an Zukunft direkt u Lëtzebuerg denken.

Mir hunn et an der Vergaangenheet ëmmer nees fäerdegbruecht, eis en Numm ze maachen a verschiddene Beräicher, sief et an der Stolindustrie, an der Satellittenindustrie, am Finanzberäich, oder an der Tëscht och an der Logistik. Déi Traditioun solle mer weiderféieren. A mir kënnen eis zu engem Referenzland fir Innovatioun a Kreatioun entwéckelen, zu enger Plaz, wou d'Produite fir dat 21. Jorhonnert entstinn.

Mir gesinn e grousst Potenzial vu Synergië mat besteeënde Secteuren, mat der Recherche, mat staatleche Servicer an och mam Privatsecteur. D'Spezifissitéite vun eisem Land, d'Méisproochegkeet, dat internationaalt Ëmfeld an déi gutt Vernetzunge vun ëffentleche mat privaten Akteure sinn déi ideal Viraussetzungen. Mir hunn en héijen Niveau vun Infrastrukturen an eng exzellent Konnektivitéit.

An de leschten zwee Joer sinn iwwer LuxConnect an d'Post iwwer 420 Milliounen Euro an ICT-Infrastrukture respektiv an d'Konnektivitéit investéiert ginn. Doduerch hu mer haut ee vun de beschte Réseauen op der Welt mat enger Couverture am très haut Débit vun iwwer 94%. Déi 23 Datenzentren, déi mer och hei am Land hunn, déi eng Surface vu ronn 47.000 Meter carré représentéieren (veuillez lire: déi stockéieren Donnéeën op enger Surface vu ronn 47.000 Meter carré).

Schonn haut mécht de Secteur vun den neien Technologien iwwer 7% vun eisem PIB aus an assuréiert iwwer 15.000 Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg. D'Ausganksbasis ass also exzellent, an et sollt eis eigentlech gelengen, eist Land ganz däitlech erkennbar och op d'Weltkaart vu Kreatioun an Innovatioun ze setzen.

Fir dass dat eis geléngt, schaffe mer weider un engem idealen Environnement fir d'Betriber. Mir bauen och elo schonn Hürden of a mir vereinfachen och Prozeduren. Dat sougenannt Omnibusgesetz gouf ganz fréi vun der Regierung ausgeschafft, an déi entspriechend Changementer an 13 verschiddene Gesetzer sinn op de legislative Wee bruecht ginn. Mir rechnen dermat, dass se an den nächste Méint kënnen a Kraaft trieden. Domadder gëtt ënner anerem an der Kommodo-Gesetzgebung, am Naturschutzgesetz a bei der Landesplanung villes manner komplizéiert, an de Secteur vun der Konstruktioun an dem Handwierk wäert nohalteg dovunner profitéieren, an d'Aarbechtsplazen an dëse Beräicher wäerten dann och geséchert bleiwen.

Wann dat Gesetz elo a Kraaft ass, mussen och mat den Akteuren um Terrain Analyse gemaach ginn iwwert d'Effikassitéit dovunner. A mir sinn och bereet, weider Mesuren ze huelen. Déi administrativ Vereinfachung virubréngen, ass e permanenten Effort, a mir schaffen och permanent drun. Fréier war et Chefsaach, haut ass et Tatsaach!

De Minister vun der Fonction publique huet och eng éischt Démarche an deem Sënn gemaach. An déi ass Ufank des Mounts och vum Regierungsrot adoptéiert ginn. Ënnert dem Titel „Einfach Lëtzebuerg" gouf en Aktiounsplang lancéiert, dee virgesäit, dass an de Ministèren, de Servicer an den Administratiounen elo en allgemenge Screening gemaach gëtt, fir erauszefannen, wou een eventuell Hürde kann ofbauen, wou een Double-emploie kann évitéieren an d'Aarbecht vun de Verwaltungen och ka verbesseren.

Esou soll festgestallt ginn, wou och eventuell legislativ Adaptatiounen néideg sinn, wou Prozedure sinn, déi net méi zäitgeméiss sinn, a wou een awer och gläichzäiteg eng méi oppen an transparent Approche kann aféieren. Esou wäert ënner anerem och e Lien entstoe mat enger anerer transversaler Initiativ vun der Regierung, där vun Digital Lëtzebuerg.

An den nächste Méint féiere mer en Tracking-System a fir d'administrativ Prozeduren. Deemno sollen d'Entreprisen an d'Bierger och kënnen d'Méiglechkeet kréien, fir e Suivi vun hirem Dossier ze maachen. Wann een eng Demande bei enger Administratioun mécht, oder zum Beispill op eng Geneemegung waart, da kann een an Zukunft iwwer eng Referenznummer, wou ee sech dann iwwer Internet ageloggt huet, informéiert ginn, wou en Dossier drun ass, wat grad domat geschitt, a wou een och Informatioune ka kréien. Ganz vill Bierger hunn d'Gefill, hiren Dossier wier iergendwou; elo wësse se, wou den Dossier ass a wat mat deem Dossier geschitt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir liewen an enger Welt, déi an de leschte Jorzéngten ëmmer méi no uneneegeréckelt ass. Dat huet an der Haaptsaach positiv Auswierkungen op eist Zesummeliewen, fir eis Liewensqualitéit a fir eise Wuelstand. Duerch déi Globaliséierung sti mer awer ëmmer méi ënner Konkurrenzdrock a mir si gefuerdert, eis permanent ze entwéckelen, Konditiounen ze schafen, déi et eis erlaben, mat anere Länner matzehalen.

Wat eis Kompetitivitéit betrëfft, musse mer eis net verstoppen. Am Contraire. An all wichtegem Ranking, wou de Facteur vun der Kompetitivitéit gemooss gëtt, ass Lëtzebuerg éischter vir bäi. Am „World Competitiveness Yearbook" sti mer zum Beispill op der Plaz 5, an op Nummer 1 an der EU. Mir kënnen eis awer net dorobber ausrouen, a mir musse weider dru schaffen, dass Betriber zu Lëtzebuerg sinn a bleiwen, dass nei Entreprisen entstinn oder bei eis kommen, fir och nei Aarbechtsplazen ze schafen.

Zu engem gudden Ëmfeld fir d'Lëtzebuerger Betriber an zu engem kompetitive Wirtschaftsmodell gehéiert och, dass dat steierlecht Ëmfeld kompetitiv ass. Mir setzen den Taux vum Impôt sur le revenu des collectivités op 18% erof, a souguer fir d'Betriber mat engem Benefiss bis zu 25.000 Euro pro Joer op 15%. Dat ass e grousse Sprong op ee Coup an et wäert déi Lëtzebuerger Betriber entlaaschten, méi kompetitiv maachen an och stäerken.

Och aner Länner an Europa a soss op der Welt hunn hir respektiv Tauxe fir d'Entreprisen an de leschte Joeren erofgesat oder annoncéiert, dat ze maachen. Mir kënnen domadder averstane sinn oder net, d'Realitéit um Enn ass déi, dass mer eng räsonabel Steierpolitik fir d'Betriber mussen assuréieren.

Dat internationaalt Ëmfeld ass och amgaangen, sech ze veränneren, wat d'Konditioune betrëfft, zu deenen d'Entreprisen - a woubäi virun allem déi grouss multinational Entreprisen - besteiert ginn. Op OECD-Niveau gëtt den Ament iwwert d'BEPS-Regelen diskutéiert. An d'Zil ass et, fir de Spillraum vun den Ofschreiwungen ze limitéieren.

Dat bedeit, dass d'Steierlaascht fir d'Betriber, also och d'Steierrecettë fir déi eenzel Länner an d'Luucht wäerte goen. Mir wëssen awer haut net am Detail, wéi déi Diskussiounen ausginn a wéi déi sougenannte BEPS-Regelen um Enn genee ausgesinn. Eppes ass awer kloer - an dat soen ech haut och an aller Däitlechkeet -: Lëtzebuerg muss kompetitiv bleiwen! An esou kann ech haut och net ausschléissen, dass, deemno wéi d'Assiette fiscale fir d'Entreprisen an Zukunft ausgesäit, den Taux d'affichage weider ugepasst muss ginn.

Déi Diskussioun stellt sech zu dësem Zäitpunkt awer net. Dofir si mir haut och iwwerzeegt, dass den Taux um IRC vun 18% respektiv 15% en ideaalt Gläichgewiicht duerstellt tëscht Kompetitivitéit an op där anerer Säit Steiergerechtegkeet.

Mir wëllen d'Betriber duerch dës Steierreform awer net nëmmen derduerch entlaaschten, dass den IRC erofgesat gëtt. D'Regierung huet weider Mesurë geholl, déi eng wesentlech Verbesserung fir vill Entreprisë wäerte bedeiten. Dat gëllt virun allem fir Familljebetriber, wann d'Besteierung vun der Plus-value op de Biens immobiliers ewechfält, wann de Betrib un déi nächst Generatioun weiderverierft gëtt.

Mir wëllen awer och verstäerkt d'Patronen encouragéieren, an hire Betrib ze investéieren an d'Innovatioun och ze férderen. Dofir gëtt d'Bonification d'impôt pour investissement ëm ee Prozentpunkt an d'Luucht gesat. A mir hunn eng speziell Mesure fir d'Bauerebetriber virgesinn. Esou wäerten 30% vun der éischter Tranche vun de Käschte vun engem neien Invest kënnen ofgesat gi mat engem Plafong vun 250.000 Euro, och nach emol 20% vun enger zweeter Tranche, déi iwwert dës Limitt ginn.

D'Kompetitivitéit vun eisem Land erhalen a stäerken, ass en Zil vun der Steierreform, wéi d'Regierung se presentéiert huet a wéi se um 1. Januar d'nächst Joer a Kraaft trëtt.

D'Kafkraaft stäerken a méi Gerechtegkeet schafen, ass en zweete Pilier vun dëser Reform. Mir hunn eis op e Pak vu Mesuren op fiskalem Niveau géeenegt, déi de Barème komplett nei staffelen, déi Entlaaschtunge virgesi fir déi, déi se am néidegsten hunn, an déi och kloer Akzenter setzen, wou de Besoin grouss ass, sief et an der Familljepolitik, am Logement oder beim nohaltegen Transport.

Et ass eng politesch Steierreform mat politesche Prioritéiten. Et ass eng Steierrefrom, déi gerecht a selektiv ass. Et geet eis drëm, deenen ekonomeschen a gesellschaftlechen Evolutioune Rechnung ze droen an do Akzenter ze setzen, wou et Sënn mécht, wou et néideg an noutwendeg ass. Gesellschaftspolitesch, mä eben och steierpolitesch riichte mer de Bléck no vir amplaz no hannen. Esou ass et eng Realitéit, dass et vill verschidde Forme vu Famill gëtt. An dëser Realitéit muss och an der Steierpolitik Rechnung gedroe ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee sech de Sozialalmanach vun der Caritas duerchliest, deen dëse Mount erauskomm ass - an deen ech jiddwerengem als Lektür recommandéieren -, da gëtt een ënner anerem vill gewuer iwwert d'Realitéiten zu Lëtzebuerg, zum Beispill iwwert den Aarmutsrisiko. Et kann een noliesen, wat d'Ursaache sinn, déi an d'Aarmut féieren, oder och wéi eng Bevëlkerungsgruppen haut besonnesch vulnerabel sinn.

Ee Grupp stécht do leider ëmmer nees eraus, an dat sinn d'Familles monoparentales, an do virun allem déi elengerzéiend Fraen, well et sinn zu 90% Fraen, déi eleng mat de Kanner sinn, wann eng Famill auserneefält.

D'Entwécklung bei deem Aarmutsrisiko vun de Familles monoparentales ass enorm. Esou louch den Taux nach am Joer 2003 bei 15,1%, 2014 bei 44,6%. Dat heescht, 2003 also all siwenten, haut praktesch all zweete Ménage monoparental, deen an der Aarmut ass oder riskéiert, an d'Aarmut ze falen. Dat ass eng Entwécklung an de leschte Joren, déi net genuch thematiséiert gouf, déi eis awer alleguerte soll beschäftegen.

D'Mesuren, fir dës Entwécklung ze stoppen, si villfälteg, an d'Regierung schafft dofir och op verschiddenen Niveauen. Ee Moyen, fir där Evolutioun entgéintzewierken, ass och d'Steierpolitik, an dofir hu mer deem och bei der Reform Rechnung gedroen. Et sinn näämlech grad déi elengerzéiend Ménagen, déi konkret gehollef kréien duerch déi nei Staffelung vum Barème an duerch zousätzlech geziilte Mesuren. Dat ass zum engen déi sozial gestaffelt Hausse vum Crédit d'impôt salarié an duerch d'Verdueblung vum Crédit d'impôt monoparental.

Dernieft huet d'Regierung, no de Consultatioune mat de Sozialpartner, och festgehalen, dass de Fräibetrag, par rapport zu deem de Crédit d'impôt monoparental kéint reduzéiert ginn, elo an d'Luucht geet vun 160 op 184 Euro pro Mount. Gläichzäiteg geet den Abattement an d'Luucht fir d'Chargë fir den Ënnerhalt vu Kanner, déi net am Ménage wunnen. Bis elo konnt een 3.480 Euro d'Joer pro Kand ofsetzen, an Zukunft sollen dat 4.020 Euro ginn. Mir hunn also Mesuren an dës Steierreform integréiert, déi eng direkt Ënnerstëtzung fir elengerzéiend Elterendeeler bedeiten.

Eng weider Mesure, déi d'Regierung décidéiert huet, fir de Familljen entgéintzekommen an och den Elengerzéienden, déi dacks op Hëllef ugewise sinn, fir selwer kënne schaffen ze goen, ass d'Eropsetze vun den entspriechenden Abattementen. An Zukunft kann e Ménage 5.400 Euro amplaz vun 3.600 Euro ofsetze fir Fraisen, déi mat der Garde vun de Kanner ze dinn hunn, der Hëllef am Haushalt oder bei der Betreiung vun enger Persoun, déi am Ménage wunnt. Dat eleng entsprécht enger Hausse vu 50%. Déi ass substanziell.

Dat si konkret a praktesch Instrumenter an der Steierpolitik, déi de Familljen entgéintkommen an déi de gréissten Effekt do wäerten hunn, wou et och ubruecht ass a wou et och bei deene Leit op all Euro ukënnt! Well d'Familljemodeller haut méi verschidde sinn - a ganz einfach, well mer och 2016 schreiwen -, gouf et Zäit, och endlech de bestuete Leit d'Méiglechkeet vun der Individualiséierung ze offréieren. Hei geet et drëm, dass bestuete Leit an Zukunft net méi automatesch zesumme besteiert ginn, mä wiele kënnen, wéi ee Regimm fir si sech applizéiere soll.

D'Individualiséierung ass optional. Et geet also net drëm, e Modell vis-à-vis vun deem aneren ze bevirdeelegen, mä de Leit de Choix ze loossen. Wat d'Leit domadder also kréien, ass méi Flexibilitéit a méi Fräiheet, fir déi Léisung ze wielen, déi hinnen am beschten och passt. Dat ass e wichtege Bausteen, net nëmme vun enger gerechter Steierpolitik, mä och vun enger zäitgeméisser Familljepolitik.

An Zukunft wäerten och d'Frontalieren, déi bestuet oder gepacst sinn, vun dëser Regelung kënne profitéieren. Mir schafen also eng Gläichbehandlung tëschent Frontalieren a Résidenten, souwuel fir d'Steierklasse wéi och fir d'Abattementen.

Am Laf vum nächste Joer wäert d'Steierverwaltung déi betraffe Koppele kontaktéieren a wäert iwwerpréiwen, wéi hir finanziell Situatioun och ass, an zwar déi komplett Situatioun, an net nëmmen d'Revenuen, déi hei zu Lëtzebuerg deklaréiert ginn. Vum Joer 2018 u ginn dës Koppelen a Familljen dann d'selwecht besteiert wéi d'Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen. Dat bréngt och mat sech, dass Frontalieren, déi keng entspriechend Informatiounen iwwer hire Revenu als Ménage liwweren, automatesch an der Steierklass 1 besteiert ginn.

Aus gudde Grënn ass eng vun de Prioritéite vun dëser Regierung, de Bierger vun dësem Land ze hëllefen, sech zu Lëtzebuerg eng Wunneng kënnen ze leeschten. D'Käschte vum Logement hu sech fir d'Haushalter zu Lëtzebuerg zu deem Facteur entwéckelt, no deem sech muss geriicht ginn. Et ass net méi eleng de Revenu, deen determinéiert, wéi vill Suen een um Enn vum Mount nach iwwreg huet, wéi vill e Ménage kann ausgi fir Kleeder, fir Liewensmëttel, en Auto oder fir d'Fräizäitaktivitéiten. D'Fro, déi ganz vill Leit sech all Mount musse stellen, ass: Wat bleift eis iwwreg, nodeems mer de Loyer bezuelt hunn, nodeems mer de Prêt zréck un d'Bank bezuelt hunn?

Och hei schwätzt de Sozialalmanach iwwregens eng kloer Sprooch: De Point fixe, ronderëm deen de sozialen Tri gemaach gëtt, ass de Logement!

Fir deem entgéintzewierken, huet d'Regierung Konzepter presentéiert, déi eng komplett nei Approche duerstellen. Mir wëlle virun allem méi Wunnraum a mir wëlle bezuelbare Wunnraum schafen. D'Konditioune mussen esou adaptéiert ginn, dass méiglechst vill ka gebaut ginn.

D'Steierreform enchaînéiert un dat Konzept vun enger verstäerkter Offer. Mir hunn d'Reform um Niveau vun de Steieren also mam Ëmdenken an der Logementspolitik verbonnen a schafen zousätzlech Instrumenter an Atouten, déi d'Offer u Wunnengen an d'Luucht setzen an déi d'Leit ënnerstëtzen, déi bauen oder investéieren.

De Montant vum Épargne-logement, deen ee ka steierlech geltend maache fir d'Leit bis 40 Joer, gëtt vu 672 op 1.344 Euro eropgesat. Dëst ass eng konkret a cibléiert Hëllef och fir all déi Jonk, déi op eng eege Wunneng spueren. De Montant vun de Scholdzënsen, déi ee ka vun der Steier ofsetzen, gëtt fir jiddwereen eropgesat. D'Valeur locative gëtt ofgeschaaft, wann een a sengem eegenen Haus oder a sengem eegenen Appartement och wunnt.

Fir de Marché weider ze dynamiséieren an d'Offer an d'Luucht ze setzen, incitéiere mir och d'Leit, déi hire Bien wëlle verkafen, dat och ze maachen, ouni nach weider op eng Hausse vun de Präisser ze spekuléieren. Dofir gëtt op der Plus-value op d'Vente, déi tëschent dem 1. Juli 2016 an dem 31. Dezember 2017 gemaach gëtt, just de véirels Taux applizéiert. Dat ass awer keng Mesure, fir de Spekulanten an d'Kaart ze spillen, well si gëllt nëmme fir Privatleit an nëmme fir déi, déi scho méi laang wéi zwee Joer och Propriétaire vum Bien sinn. Dat entspriechend Gesetz ass virun zwou Wochen duerch de Regierungsrot gaangen an ass elo um Instanzewee.

Här President, et muss een och agesinn, dass net jiddweree wëllt oder ka Propriétaire ginn. Et ass eng Utopie, ze mengen, dass jiddwereen eppes kafe kann. Dofir ass et wichteg, och an der Locatioun d'Offer eropzesetzen, grad och am soziale Beräich. Dofir wäerten an Zukunft d'Loyeren, wann een eng Wunneng un d'Agence immobilière sociale oder een aneren agreéierte Partner verlount, ëm 50% exonéréiert ginn.

Déi Steierreform, wéi mer se presentéiert hunn, ass no laangem Prozess an no ville Gespréicher finaliséiert ginn. Dat ass zu Lëtzebuerg bis elo net üüblech gewiescht, dass esou déif gräifend Mesuren am Steierberäich mat de Sozialpartner diskutéiert gi sinn an dass och d'Vuë vu Gewerkschaften a vum Patronat berücksichtegt gi sinn. Mir hunn eis och no der Presentatioun vum Projet nach eemol mat de Sozialpartner zesummegesat, fir iwwert déi eenzel Mesuren ze diskutéieren an ze kucken, wou nach Adaptatioune méiglech wieren, an et sinn och verschidden Adaptatiounen, déi vun de Partenaires sociaux proposéiert gi sinn, gemaach ginn, sief dat bei de Privathaushalter mat deem neien Niveau, fir d'Käschten, déi besonnesch bei de Familljen ufalen, kënnen ofzesetzen, sief et bei den Investissementer fir d'Entreprisen oder wat d'Chèque-repase betrëfft, wou mer eng Adaptatioun décidéiert hunn, déi fir 60.000 Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, och eng Verbesserung duerstelle wäert.

Déi Reform, wéi se elo virläit, ass eng Reform, déi kohärent ass a sech bei deene Leit am meeschte bemierkbar mécht, wou de Besoin, Här President, och am gréissten ass. Esou bezilt zum Beispill eng Famill mat engem Kand, wou béid Eltere schaffen an e Prêt ofbezuelen, mat engem Revenu vu ronn 60.000 Euro d'Joer an Zukunft iwwer ronn 1.500 Euro d'Joer manner Steieren. Dat ass eng Ekonomie vun iwwer 50% par rapport zu haut! Et ass deemno och eng Reform, déi manner Recettë fir de Stat mat sech bréngt. Dat ass awer nëmme méiglech, well mer et fäerdegbruecht hunn, d'Statsfinanzen au départ ze sanéieren.

D'Regierung huet direkt am Ufank vun dëser Legislaturperiod Décisioune geholl, déi eis net einfach gefall sinn, déi awer néideg an noutwendeg waren, néideg an noutwendeg, fir d'Land laangfristeg op en zolidd Fundament ze stellen an dobäi den Équiliber tëschent Recetten an Dépensen nees hierzestellen.

Nodeems den Defizit beim Zentralstat zanter 2002 praktesch all Joer an d'Luucht gaangen ass, hu missen Décisioune geholl ginn, fir d'Entwécklung däitlech ze bremsen. Mir hunn duerch d'Ewechfale vum Commerce électronique enorm Abousse missen opfänken a gläichzäiteg verhënneren, dass d'Statsschold eis iwwert de Kapp wiisst. Dat ass eis och eendeiteg gelongen. Mir hunn den Defizit beim Zentralstat däitlech reduzéiert. E responsabelen Ëmgang heescht dobäi virun allem, dass mer och un déi denken, déi no eis kommen.

Aus där Ursaach ass, trotz Budgetssanéierung, den Niveau vun den Investitiounen héich gehale ginn. Vun 2014 op 2015 ass den Taux vum Invest ëm 17,3% eropgaangen. Dëst Joer leien d'Investitioune bei 2.269.000.000 Euro an domat nach eemol bal 18% méi héich wéi zejoert. Dat entsprécht engem Plus vun 342 Milliounen Euro, déi mer investéieren an eis Infrastruktur, an d'Zukunft vun eisem Land.

Mam Fonds souverain intergénérationnel hu mer och en direkt Instrument geschaaft, fir besser kënnen op zukünfteg Erausfuerderunge virbereet ze sinn. De Fong ass elo scho mat 100 Millioune gespeist an et kommen nach 34 Milliounen Euro derbäi, déi mer duerch de Verkaf vun den Droits de souscription am Kontext vun der Kapitalerhéijung vun ArcelorMittal erakruten. D'Regierung hält sech also un hiert Engagement, lafend Käschten net kuerzsiichteg mat extraordinäre Recetten ze decken, mä déi fir zukünfteg Generatiounen unzeleeën.

Dat ass natierlech eng Politik vun der intergenerationeller Chancëgläichheet. De fréiere Statsminister hat ganz recht, Här President, wéi e virun zéng Joer gesot huet: „Entweder verbrutsche mer alles, wat mer hunn elo, oder mir halen et fir d'Kanner. Dat eent oder dat anert. Et ass méi einfach, et elo ze verbrutschen; et ass méi schwéier, et fir d'Kanner ze halen, well d'Kanner gi jo nach net wielen", sot de Statsminister Juncker. Nëmme just, Här President, dass ee sech deemools net dorunner gehalen huet a vill ze vill verbrutscht huet, amplaz eppes op d'Säit ze leeën.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn eis en ambitiéise Regierungsprogramm ginn a mir setzen deen den Ament konsequent ëm. Et ass e Regierungsprogramm, deen als iewescht Zil huet, eist Land virzebereeden op d'Erausfuerderungen, déi virun eis leien. Dat sinn Erausfuerderunge fir eis Ekonomie a fir eis Finanzen. Et si grouss Défien am Enseignement, am Logement, an der Landwirtschaft, der Gesondheet, der Gesellschaftspolitik, dem Zesummeliewen, dem Wuelbefanne vun de Leit. Et sinn enorm Aufgaben an der Mobilitéit, bei der banneschter Sécherheet, der Landesplanung a beim Naturschutz. D'Land entwéckelt sech weider. Et muss sech weiderentwéckelen, a mir mussen dofir och déi richteg Äntwerten op déi Froe ginn, déi sech imposéieren.

Mir brauche keen Zukunftsdësch, mir brauche keng Orientéierungsdebatt, keng Workshoppen an och keng Kristallkugel, fir ze wëssen, dass eise Sozialsystem, eise Pensiounssystem, eis Ekonomie drop opgebaut sinn, dass de Motor dréit, dass d'Beschäftegung an d'Luucht geet, an dass mer et fäerdegbréngen, nei Secteuren ze développéieren, well et liichtfankeg wier, sech op een eenzege Pilier ze verloossen. Mir wëssen och, dass et u Wunnenge feelt, dass eis Autobunnen dacks iwwerlaascht sinn. Mir wëssen, dass eis Populatioun ëmmer méi al gëtt an dass grouss Ufuerderungen am Gesondheetssecteur sech ëmmer méi stellen un d'Sozialversécherung an och un d'Pensiounskeess.

Dofir sinn och Décisioune geholl ginn. An dofir ginn och weider Décisioune geholl. Dat si ganz bestëmmt net ëmmer Entscheedungen, déi kuerzfristeg zu Applaus féieren, mä laangfristeg si se néideg an noutwendeg.

Ee vun de gréisste Chantieren an eisem Alldag ass d'Mobilitéit an do stinn effektiv ganz konkret Aarbechten un. Mir kënnen all Dag alleguerten nokucken, wéi Lëtzebuerg an engem nationale Stau stécht. Den nationale Stau erkläert sech duerch de Reformstau aus de leschte Joren. An dee Stau gëtt lues a lues, awer sécher opgeléist.

Den zoustännege Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen huet an de leschte Méint zukunftsweisend Projeten op de Wee bruecht an ass och beméit, Retarden ze évitéieren, fir dass d'Auswierkunge vun engem neien nationale Verkéierskonzept sech séier kënne bemierkbar maachen. Um Enn vun dësem Joer wäert en Deel vun der Plate-forme ferroviaire multimodale zu Beetebuerg/Diddeleng a Betrib goen. Duerch dëst Instrument geet en Deel vum Camionsverkéier vun der Strooss op d'Schinn. Dat ass e Gewënn u Liewensqualitéit a gläichzäiteg gëtt Lëtzebuerg zu engem Dréikräiz am Cargoberäich op der Schinn.

Och déi aner Chantieren am Schinneberäich kommen den Ament immens gutt virun, souwuel den Ausbau vun der Beetebuerger Streck wéi och den Arrêt Pafendall-Kierchbierg an de Bau vun der Gare Houwald. Ëmmer méi Leit klammen iwwer op den Zuch. An déi Entwécklung wäert an den nächste Jore sécherlech weidergoen, well et zu wesentleche Verbesserungen och wäert kommen. An Zukunft mussen Honnerte Leit net méi bis op d'Gare fueren, fir da vun do aus op de Kierchbierg ze kommen, mä si kënnen do direkt erausklammen, wou se och no bei hirer Aarbechtsplaz sinn.

Déi nei Gare ënnert der Rouder Bréck bedeit, dass ee par rapport zu haut 20 bis 25 Minutte gewënnt, wann ee mam Zuch vun Ettelbréck fort an d'Stad kënnt an op seng Aarbecht um Kierchbierg oder am Stadzentrum muss fueren. Fir d'Leit, déi aus dem Weste respektiv aus dem Süde vum Land kommen, ass et en Zäitgewënn vu 15 bis 20 Minutte par rapport zu haut. Dat si 40 Minutte pro Dag. Dat sinn zwou Stonnen d'Woch. En fait gewënnt een e ganzen Aarbechtsdag pro Mount duerch déi nei Gare Pafendall-Kierchbierg fir déi Leit, déi do an der Ëmgéigend schaffen.

Am Stroossebau kommen eng Rei wichteg Entlaaschtunge mam Zil, en Zesummespill tëschent Strooss a Schinnen ze garantéieren. Et ginn nei Buslinnen agefouert, haaptsächlech am Zesummenhang mat deenen neie Pôles d'échange, awer och mat der Reorganisatioun vum ganze Busréseau bis Enn 2019.

An der Mobilitéit douce si mer op Volltouren amgaangen ze schaffen: An den nächste Jore ginn nei Chantieren op, fir iwwerall am Land och nei Vëlospisten ze schafen. Mir wäerten och dovunner profitéieren, fir am Ballungsgebitt vun a ronderëm d'Stad laanscht den Tramstracé e ganze Vëlosréseau opzebauen. Eist Zil, wat sech am MoDu festgesat gouf, fir bis 2020 en Undeel vu 25% Mobilité douce opzeweisen, kann esou erreecht ginn.

D'Regierung gëtt dem ëffentlechen Transport an der Mobilité douce Prioritéit. Mir wëssen awer och, dass fir vill Leit an dësem Ament den Auto den éischte Choix ass oder muss sinn, well se keng Alternativ hunn. An dofir hu mer och all Intérêt, derfir ze suergen, dass déi Autoen op eise Stroossen dann esou propper wéi méiglech fueren. Dat ass en Element, wat mer och am Kader vun der Steierreform kloer berücksichtegt hunn. Den Avantage en nature forfaitaire bei de Leasingsautoe gëtt nei gerechent, fir d'Leit ze motivéieren, op méi propper Autoen ëmzeklammen. Leit, déi en Auto kafen, dee guer keng Emissioune produzéiert, wäerten an Zukunft vun engem Abattement vu 5.000 Euro profitéiere kënnen.

Eist Zil muss et awer sinn, net nëmmen e méi propperen Autostrafic, mä generell manner Trafic ze hunn, laangfristeg a kuerzfristeg virun allem do, wou et haut am meeschte Problemer gëtt, dat heescht op den Haaptachsen.

D'Zuel vun de Park & Ride-Parkplaze gëtt dofir an den nächste Jore massiv an d'Luucht gesat. Geplangt ass, dass mer vun haut ronn 11.800 Parkplaze bis 2020 op iwwer 24.000 Emplacementer an d'Luucht ginn. Et lafen och entspriechend Etüden, fir d'Offer op de Grenzen eropzesetzen, mam Zil, de Leit esou fréi wéi méiglech den ëffentlechen Transport als Alternativ zum Auto unzebidden.

En zentrale Projet an der Mobilitéit ass dernieft och dee vum Tram, wou d'Aarbechte gutt viruginn a wou aller Viraussiicht no och d'nächst Joer den éischten Deel wäert kënnen a Betrib goen.

All dës Chantiere leien am Timing an am Budget, soudass d'Regierung och gudder Déng ass, dass mer bis Enn vun der Legislaturperiod e wesentleche Qualitéitssprong gemaach hunn am Beräich vum Fonctionnement vum ëffentlechen Transport hei am Land.

Mir brauchen Äntwerten op d'Froen an der Mobilitéit, virun allem, well all Dag ronn 175.000 Leit iwwert d'Grenz bei eis schaffe kommen. Mir brauchen awer och ganz urgent Léisunge fir déi Leit, déi net nëmme wëllen hei schaffen, mä och wunnen. De Logement ass a bleift ee vun de wichtegste Chantieren. An ech kann lech garantéieren, dass hei méi Fundamenter gegoss an Zillen openeegesat ginn, wéi jee virdrun.

E Paradigmewiessel ass de Fait, dass d'Regierung massiv an d'Offer investéiert. Mir léisen de Problem net, wéi et an der Vergaangenheet dacks geduecht gouf, andeems mer de Leit Suen an de Grapp ginn. Dat huet méi zur Präisexplosioun bäigedroen, wéi dass et d'Präisexplosioun gestoppt hätt. Wien déi Entwécklung wëllt stoppen, muss bauen. A mir bauen!

Et si bis elo konkret dräi Opstockungen décidéiert gi vu besteeënde Wunnprojete fir subventionéiert Logementer. Et sinn 227 Projete mat 3.509 Wunnengen derbäikomm. Duerch déi Approche vun der Regierung ginn also Wunnenge fir 3.509 Leit, Koppelen a Familljen, gebaut, déi et soss ni gi wieren. Dovunner ginn der 1.448 an d'Vente an 2.061 Wunnenge gi verlount, esou wéi ech virdrun och erkläert hunn. Och dat ass e Paradigmewiessel. Mir investéiere verstäerkt an de Locatif, well dat deene Leit hëlleft, déi net kuerzfristeg kënne sech en Eegenheem uschafen.

Mir hunn en État des lieux vun de Baulücke gemaach a festgestallt, dass iwwer 90% vun dëse Bauplazen, déi net genotzt ginn, a privaten Hänn sinn. Mir brauchen elo e Programm, deen dëse Blockage och am Logement opléist. De Logementsminister ass amgaangen, genee esou e Programm auszeschaffen. Dernieft wäerte mer awer och Initiativen huelen, fir déi Baulücken, déi an ëffentlecher Hand sinn, séier an onkomplizéiert fir d'Konstruktioun virzebereeden.

Leschte Mount ass et och der Regierung gelongen, grouss Surfacen ze kréien, wou Projete fir de Wunnengsbau séier wäerte fräi ginn. Duerch e positivt Resultat vun de Verhandlunge mat ArcelorMittal hu mer net nëmmen erreecht, dass dee gréisste Stolkonzern op der Welt säi Sëtz zu Lëtzebuerg konsolidéiert an ausbaut, mä och, dass mer Terraine kréien, wou an deenen nächste Jore ka gebaut ginn.

Zu Péiteng sinn dat ronn 5,5 Hektar, wou e Quartier résidentiel soll entstoen. Zu Wolz sinn et 7,7 Hektar, zu Suessem gëtt et e Potenzial vu 5 Hektar, zu Diddeleng sinn et iwwer 39 Hektar, wou direkt e puer Honnert Wunnenge kënne gebaut ginn. Dernieft kënnen zu Esch/Uelzecht, op engem Site, wou aktuell e Parking ass, Infrastrukture fir d'Police a fir d'Rettungsdéngschter entstoen.

Dat sinn alles enorm Surfacen, wou an Zukunft kënne Wunnenge gebaut ginn a bis elo déi Terraine quasi broochlouchen oder op jidde Fall net genotzt gi waren.

Duerch eis Verhandlunge mat ArcelorMittal an duerch den Accord, dee mer um Enn fonnt hunn, kënnen an deenen nächste Joren nei Quartieren op verschiddene Plazen am Land entstoen. Et kënne bis zu 1.500 Wunnenge supplémentaire gebaut ginn. Onofhängeg vun dësem Accord, deen d'Regierung elo mat ArcelorMittal selwer fonnt huet, gëtt awer och e Projet op de Wee bruecht, wou zu Esch an zu Schëffleng Industriefrichë fräi gi fir Wunnengen, Geschäfter, kleng Betriber an ëffentlech Strukturen. Eng Étude de faisabilité fir Terraine vun iwwer 62 Hektar ass och an Aarbecht.

Dat ass konkret Logementspolitik, fir d'Offer an d'Luucht ze setzen, Här President, a fir eng Äntwert op déi héich Nofro ze ginn, déi d'Ursaach zu Lëtzebuerg vun der Präisexplosioun ass.

De Stat muss eng Hand matupaken, fir déi Leit ze ënnerstëtzen, déi grad am Ufank vun hirem Liewen, vun hirem professionelle Liewe stinn, déi eng Famill wëlle grënnen an eben eng eege Wunneng brauchen. Déi Ënnerstëtzung vun ëffentlecher Hand assuréiere mer zum Deel duerch Entlaaschtungen op steierlechem Niveau. Mir assuréieren et awer nach méi duerch eng Politik, déi d'Suerge vun dëse Leit a verschiddene Beräicher eescht hëlt. Dat ass de Logement, dat ass awer och d'Kannerbetreiung an eng Familljepolitik, déi der Zäit ugepasst ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeems d'Unicef d'lescht Woch hire Rapport presentéiert huet, ass vill zu Lëtzebuerg iwwer Kanneraarmut geschwat ginn. Verschiddener vun lech hunn och parlamentaresch Froen dozou gestallt, a mat Recht! D'Kanner stinn am Mëttelpunkt vun deem, wat eis alleguerten am meeschte beschäftegt.

D'Kanneraarmut gëtt fir d'Alleréischt iwwert d'Suen, iwwert déi finanziell Situatioun vun engem Stot definéiert. Mä net nëmmen! An dat weist och dee Rapport. D'Kanneraarmut huet och mat der Schoul ze dinn, et huet domat ze dinn, ob een d'Schoul packt oder net. A justement déi Fro huet och dacks eppes mat der Sprooch ze dinn. E Kand ass awer och aarm, wann et keen Zougang zu Kultur, zu Sport oder zu Fräizäitaktivitéiten huet.

D'Unicef huet och drop higewisen, dass Kanner, déi aus manner favorable Verhältnisser kommen, och méi dacks krank sinn. Wa mir als Regierung also soen, dass d'Zukunft an d'Zukunftschancë vun de Kanner - vun all de Kanner hei am Land - eis wichteg sinn, da schaffe mer och konkret dorunner, d'Kanneraarmut ze reduzéieren. Kanner, déi un oder ënnert der Aarmutsgrenz liewen, liewen dacks an dësen „ménages monoparentaux". Mä och Kanner vu bestueten, vu gepacsten oder vu Patchworkfamillje si betraff, well hir Eltere concernéiert sinn.

Wann Elteren décidéieren, sech ze trennen - an dat kënnt a quasi am Moment zwee Drëttel vun de Stéit vir! -, da leide virun allem d'Kanner. Emotional natierlech, mä och finanziell, well d'Mammen dacks manner oder souguer näischt verdéngen. De Sprong zréck op den Aarbechtsmaart ass schwiereg, wann een eng länger Zäit fort war.

Dobäi ass d'Zuel vun de Fraen, déi schaffen, awer extrem an d'Luucht gaangen. An de 70er Jore war just e Véirels vun de Salariéë Fraen. Haut sinn iwwer 40% vun der aktiver Populatioun Fraen.

Fir Fraen, grad eréi fir Männer, fir Mammen, grad eréi fir Pappe gëllt, dass ee muss kënne Beruffs- a Privatliewe matenee verbannen. Dat ass dat, wat déi jonk Eltere vun haut wëllen: ouni schlecht Gewësse kënne schaffe goen, andeem se wëssen, dass hir Kanner déi Zäit gutt encadréiert sinn, sief et vum Partner oder an enger Crèche. Jonk Eltere wëllen awer och genuch Zäit hunn, fir mat hire Kanner ze verbréngen. Si brauchen also d'Moyenen, fir béides ze maachen! A mir mussen hinnen d'Moyene

ginn, fir de Beruff an d'Privatliewen ënner een Hutt ze bréngen.

D'Reform vum Congé parental, déi dës Regierung déposéiert huet, ass genee dat. D'Eltere solle méi Zäit kënne mat hire Kanner verbréngen, ouni hir Aarbecht mussen opzeginn. De Congé parental gëtt méi flexibel a virun allem kréien d'Elteren e Revenu de remplacement, dee bis elo dann op, also deen elo an Zukunft bis op 3.200 Euro eropgeet.

Ech gi quasi all Dag gefrot, wéini dee Congé parental endlech a Kraaft trëtt. Ganz vill Eltere waarden drop. De Gesetzesprojet gëtt den Ament vum Statsrot aviséiert. D'Regierung huet iwwregens och d'Urgence hei ugefrot.

An deene leschten zweeanhalleft Joren ass vill an der Familljen- an och an der Éducationspolitik geschitt. Et sinn eng ganz Rëtsch vun déif gräifende Reformen op de Wee bruecht ginn. An alles huet als Zil, d'Zukunftschancë vun all de Kanner ze verbesseren. D'Gläichberechtegung ass eis wichteg, och a virun allem bei de Kanner.

Dofir wäerten déi Kanner, déi op d'Welt kommen, nodeems dat neit Kannergeldgesetz gestëmmt ass, all deeselwechte Montant och kréien. Dofir wäerte genee déi Kanner, an och schonn déi kleng Kanner vun haut, endlech vu Qualitéitskritäre kënne profitéieren, déi mer an de Crèchen a Foyers scolaires agefouert hunn. Dofir wäerte genau déi Kanner dann och vun der multilingualer Offer fir Kanner vun 1 bis 4 Joer profitéieren.

D'gratis Sproocheférderung ass fir d'Rentrée 2017 prett. D'Pilotphas leeft elo un. Konzepter an „bonnes pratiques" ginn zesumme mat de Partner a mat den Akteuren um Terrain weiderentwéckelt. Esou gi Facteure fir d'Réussite an der Sproocheférderung am Klengkandberäich identifizéiert a kommen duerno all eise Kanner zegutt. Dat ass am Interessi vum spéidere Schoulerfolleg an och am Interessi vun enger geliefter Méisproochegkeet. Eis Situatioun vun der Méisproochegkeet zu Lëtzebuerg soll fir déi nächst Generatiounen eng Chance sinn a bleiwen.

Parallell zu all dëse Reformen huet d'Regierung och en Accord mat de Gewerkschaften ausgehandelt, wou mir e Mechanismus en place gesat hunn, deen der Regierung et erlaabt, d'Sue ganz geziilt fir d'Kanner ze investéieren, sief dat a Form vu Saach- oder vu Geldleeschtungen. All zwee Joer wäert d'Regierung d'Gewerkschafte consultéieren an décidéiert dann, wouranner déi Sue sollen investéiert ginn. Dat ka sozial selektiv sinn oder selektiv, andeems d'Regierung an e bestëmmte Beräich am Interessi vum Kand dann och investéiert. Déi sozial Selektivitéit gëtt dacks gefuerdert. Hei hu mer e Moyen fonnt, fir se kënnen och spillen ze loossen.

Et ass mäin an et ass eise Wonsch, dass et de Kanner gutt geet, dass et all de Kanner gutt geet. Mä wa mer vun Aarmut schwätzen a vun der Bekämpfung vun der Aarmut, da wëll ech nach eemol op d'Subventioun de loyer hiweisen, déi den 1. Januar 2016 a Kraaft getrueden ass. Déi Subventioun ass elo net méi just fir déi Leit, déi den RMG kréien, mä och d'Leit, déi wéineg verdéngen, kënnen elo vun dëser Subventioun au loyer profitéieren.

Mir considéréieren elo och d'Unzuel vun de Kanner. Wann ee méi Kanner huet, da brauch een och méi eng grouss Wunneng oder méi e grousst Haus. Ech erënneren drun, dass bis d'lescht Joer nëmmen déi Leit de Complément Loyer kruten, déi am RMG waren. Soubal een eng Aarbechtsplaz fonnt huet, sinn déi Suen dann och ewechgefall.

Am Intérêt vun de Familljen, a virun allem am Intérêt vun de Kanner iwwerschaffe mer dernieft och d'Modalitéite fir déi speziell Congéen. D'Eltere sollen an Zukunft fir kleng Kanner, déi krank sinn, méi Deeg kréien, wéi fir grousser. Kleng Kanner brauche méi Assistenz a sinn och méi dacks krank. Och hei gi mer eng konkret Äntwert op konkret Besoine vun den Elteren a vun de Kanner.

Ech erënneren un déi Petitioun viru Kuerzem, wou Elteren eis gefrot hunn, hinnen an hire Suergen, déi se am Alldag hunn, entgéintzekommen. Genee dat maache mer! Mir reforméieren dofir och de Congé, wann ee bestuet oder gepacst gëtt. A mir ginn de Pappen, wann hire Bëbee op d'Welt kënnt, e puer Deeg bäi. Och dat ass op hir Demande, op d'Demande vun de jonke Pappen, déi den Ament hiren normale Congé opbrauchen, fir méi laang beim neigebuerene Kand kënnen ze bleiwen.

Ech wëll hei virun allem de Sozialpartner Merci soen, de Gewerkschafte grad wéi och dem Patronat. An dësem Fall huet sech gewisen, dass een zesummen, am Intérêt vun de Leit a vun de Betriber, e richtege soziale Fortschrëtt fir d'Familljen an d'Kanner ka fäerdegbréngen. Ech si frou, dass mer eis an de gesellschaftspolitesche Froen eens sinn. A mir sinn eis all eens, well mer wëssen, wéi d'Betriber fonctionnéieren, wéi d'Leit liewen a wat d'Kanner brauchen.

D'Kombinatioun tëschent Familljen- a Beruffsliewen ass eis wichteg. Dat kann ee ganz modern „work life balance" nennen oder einfach soen, dass ee souwuel e qualitativ héichwäertegt Fräizäit- a Familljeliewe wëllt hu grad wéi och eng gutt Aarbecht. Déi zwee sinn net inkompatibel!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Et ass eis awer och extrem wichteg, dass d'Betriber gutt kënne fonctionnéieren, dass et en Équiliber ka gi souwuel am wéi och baussent dem Betrib.

Et goung eis dofir an deem Kontext net duer, am PAN-Gesetz bei engem Status quo ze bleiwen. D'Betriber hu gefrot, fir hir Referenzperiod verlängert ze kréien. An den Aarbechtsminister huet méintelaang probéiert, tëschent de Sozialpartner e Kompromëss ze fannen. Hien huet all Méigleches proposéiert, fir souwuel dem Patronat wéi och de Gewerkschafte gerecht ze ginn a mat hinnen also all Bierger hei am Land. Viru Kuerzem souze se all nach zwielef Stonnen zu Senneng beieneen. An Dir wësst, dass et do net zu engem Accord komm ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung huet hir Responsabilitéit geholl an huet, wéi ugekënnegt, elo decidéiert, wéi d'PAN-Gesetz an Zukunft soll ausgesinn. Dat nodeems d'Dispositiounen aus deem Gesetz schonn 2012, jo, 2012 ausgelaf waren!

D'Période de référence gëtt an Zukunft vun engem Mount op véier Méint eropgesat. Dat ass dat, wat d'Patronat gefrot huet a wat d'Betriber och brauchen. Dat erlaabt deenen Entreprisen, déi dat wënschen - an ech insistéieren hei emol: deenen Entreprisen, déi dat wënschen, a just deenen! -, hir Aarbechtszäit vill méi flexibel kënnen ze organiséieren. En Contrepartie wäerten d'Salariéë vun de concernéierte Betriber méi Congé kréien. Well wann de Betrib Interessi huet, méi flexibel kënnen ze fonctionnéieren, da muss och de Salarié eppes dovunner kréien, dass hie méi flexibel muss sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Wat heescht dat? Fir d'Éischt nach emol: Fir déi Betriber, an dat sinn déi meescht hei am Land, déi mat enger Referenzperiod vun engem Mount fonctionnéieren, fir si a fir d'Leit, déi do schaffen, ännert näischt.

Bei deene Betriber, déi méi eng laang Referenzperiod ufroen, kréien déi concernéiert Salariéen, no Längt vun där Referenzperiod, tëschent annerhallwen an dräi an en hallwen Deeg Congé bäi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Et wäert een och kënnen, doduerch, dass d'Referenzperiod méi laang gëtt am Betrib, d'Stonne vun engem Mount mat eriwwerhuelen an deen nächste Mount, dat mat engem Plaffong. Dodriwwer gëllen déi normal Iwwerstonne wéi bis elo. D'Iwwerstonne sollen exceptionnel bleiwen.

Den Horaire mobile bleift bestoe wéi en ass. D'Personaldelegatioune sollen awer matagebonne ginn.

Dëst alles gëllt just fir déi Entreprisen, déi kee Kollektivvertrag hunn! Am Kader vu Kollektivvertragsverhandlunge behalen d'Sozialpartner hir voll Tariffautonomie a sinn also vun dësen neien Dispositiounen am PAN-Gesetz net betraff.

Dëst, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sinn eenzel Mesuren am Dossier, déi op de Leescht geholl gi sinn, fir eis Gesellschaft op d'Défie vun der Géigewaart a vun der Zukunft virzebereeden.

Parallell zu de Reformen am Beräich vun der Famill preparéiere mer de System och do, wou de Stat net eng indirekt, mä eng ganz konkret an direkt Aufgab huet, fir de Kanner a Jonken déi beschte Chancen ze offréieren. Dat ass besonnesch an der Kannerbetreiung an och an der Schoul de Fall. Dofir goufen d'Qualitéitsusprëch fir d'Crèchen, fir d'Maisons relais, fir d'Jugendhaiser gesetzlech verankert. Et geet hei ëm vill méi wéi d'Gréisst vun de Raim an d'Qualifikatioun vum Personal. Et geet ëm déi sozial Kompetenze vun de Kanner. Et soll hinne Loscht gemaach ginn op Bewegung, hire Virwëtz an hir Kreativitéit sollen ugestëppelt ginn, hiren Interessi, fir aner Sproochen ze entdecken, soll waakreg gehale ginn.

An et geet dernieft awer och dorëms, de Kanner hir kommunikativ Kompetenzen ze stäerken a si op eng multilingual Schoul a Gesellschaft ze preparéieren. D'Kanner sollen dobäi awer Kanner däerfe bleiwen.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Am Fondamental ass en Accord mat de Gewerkschaften ënnerschriwwe ginn, deen eng ganz Rei vu Mesurë virgesäit, déi d'Grondschoul wesentlech verbesseren. D'Formatioun vum Schoulpersonal gëtt reforméiert an de Realitéiten ugepasst, d'Schoulautonomie garantéiert, et wäert méi regional geschafft an décidéiert ginn, a mir stäerken och de Partenariat mat den Elteren.

Den Dialog iwwert d'Schoul an den Dialog an der Schoul ass eng Noutwendegkeet. Dofir sinn ech frou, dass och de Sozialdialog an der Éducatioun an der Tëscht gutt fonctionnéiert, an dass mer no der Mediatioun vum leschte Summer, nieft den Accorden am Fondamental, och weider Accorden iwwert d'Opwäertung vun de Chargé-de-cours fonnt hunn.

Am Secondaire sinn déi grouss Linne vun der Reform ufanks des Joers presentéiert ginn, an den Éducationsminister wëllt den entsprechende Projet nach am Summer op de Wee ginn.

An der Beruffsausbildung hu mer elo endlech eng déif gräifend Analys virleien. A virun dräi Wochen ass e Projet duerch de Regierungsrot gaangen, dee wierklech urgent a batter néideg Modifikatioune virgesäit, déi notamment d'Organisatioun vun an tëschent de Lycéeë vereinfacht.

D'nächst Joer wäert d'Regierung hir Ustrengungen am Beräich vum digitale Klassenzëmmer weider intensivéieren. Dat computerbaséiert Léiere vun der Mathé gëtt fir déi nächst Rentrée am Cycle 4.2 generaliséiert. D'Aarbechten un de Programmer fir de Cycle inférieur vun de Lycéeë lafen d'nächst Joer un. Mat dësem Projet ass Lëtzebuerg international e Virreider. D'Virdeeler vun dëse Programmer hu sech an de leschte Méint bewäert an erméiglechen et, d'Schüler individuell beim Léiere vun der Mathé ze ënnerstëtzen

Mir brauchen dann och eng sachlech Diskussioun iwwert d'Zukunft vun eisem Schoulsystem. Aner Länner, wéi d'Schwäiz, maachen dat mat Succès vir.

Fir an Zukunft kënne sachlech iwwert d'Stäerkten an d'Schwächte vun eisem Bildungswiesen ze diskutéieren, gëtt en Observatoire de la qualité scolaire geschafen, deen der Chamber an der Éffentlechkeet eemol d'Joer en objektive Rapport virleet iwwer wichteg Aspekter vun eisem Schoulsystem. Fir an der Diskussioun och den Elteren eng Stëmm kënnen ze ginn, gëtt eng gesetzlech Basis fir eng national Elterevertriedung agefouert, wou och e bezuelte Congé fir den Engagement vun den Elterevertrieder virgesi gëtt.

E weidert Uleies, dat mir perséinlech ganz um Häerz läit, ass den Ëmgang mat deene Schülerinnen a Schüler, déi Léierschwieregkeeten hunn. Hei wäert de Stat an de kommende Joren 150 spezialiséiert Enseignanten asetzen, déi sech ëm Schüler mat Dys-Problematike solle këmmeren. Doriwwer eraus gi spezialiséiert Instituter gegrënnt, mat deene mir als Land deen néidege Know-how ginn, fir op déi ëmmer méi spezifesch Problematike kënnen ze reagéieren, déi mir och an eiser Schoulpopulatioun hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn eng speziell Verantwortung vis-à-vis vun eise Kanner. Mir hunn awer och eng speziell Verantwortung vis-à-vis vun deene méi Schwaachen, vun deenen, déi Hëllef brauchen an déi all Dag op Ënnerstëtzung ugewise sinn.

Eise Sozialsystem gesäit dat vir. Mir hunn déi néideg Moyenen, fir dass kee mat enger Krankheet eleng dosteet, dass Mënschen, déi an hirem Alldag op anerer ugewise sinn, déi Hëllef och kréien. Fir dass de Sozialsystem ka fonctionnéieren, muss en de Gegebenheeten ugepasst sinn an, wann néideg, och ugepasst ginn. Dat gëllt fir de Beräich vun der Sécurité sociale, wou Embaumoossnamen amgaange sinn, déi den neien Ufuerderunge kënne gerecht ginn. Qualitéit, Transparenz a Prévisibilitéit sinn d'Piliere vun dëser Reform.

Datselwecht gëllt zum Deel och fir d'Fleegeversécherung, wou och den aktuellen Evaluatiounssystem duerch e System ersat gëtt, wou eng Persoun an hir Situatioun ëmmer nach individuell bewäert gëtt. Derbäi kommen awer Méiglechkeeten, fir op eng méi flexibel Betreiung kënnen zréckzegräifen.

Dëst Joer maache mer dernieft och eng Analys vun der Pensiounsreform aus dem Joer 2012, wou mer préiwen, ob d'Mesuren an d'Hypotheesen aus dem Joer 2012 nach ëmmer adequat sinn, fir de Regimm laangfristeg ofzesécheren.

Och am Gesondheetssecteur gëtt dëst Joer villes op de Leescht geholl.

D'Consultatioune fir en neit Spidolsgesetz sinn ugelaf. Dëst schaaft eng Grondlag fir eng besser Zesummenaarbecht tëschent de Spideeler, méi Kompetenz, eng besser Prise en charge fir d'Patienten an eng méi effizient Notzung vun de staatleche Mëttelen.

Fir de Patienten e besseren Zougang zu den Urgencen an eise Spideeler unzebidden, gouf zesumme mam Secteur intensiv consultéiert a geschafft. Mir wëllen d'Waardezäite reduzéieren an duerch e verbesserten Tri d'Patiente méi effikass orientéieren an domat sécherstellen, dass déi wierklech Urgencë schnellstméiglech behandelt kënne ginn.

Ech begréissen, dass déi zwee zoustänneg Ministere mat all de Partner ronderëm en Dësch sëtzen an doraus en Haaptsujet vun der Quadripartite, déi muer stattfënnt, maachen.

Den elektronesche Patientendossier kënnt Enn des Joers aus der lafender Testphas eraus a gëtt och da generaliséiert.

D'Virgoe géint den Tubak a géint d'Iwwerconsommatioun vun Alkohol, virun allem bei de Jugendlechen, ass eng weider Erausfuerderung, där sech d'Regierung gestallt huet. Nach dëst Joer ginn en adaptéiert Antitubaksgesetz an en nationalen Alkoholsplang vun der Gesondheetsministesch presentéiert.

D'Gesondheet vun der Populatioun, vun deene jonke genausou wéi vun deenen eelere Bierger, muss eng Prioritéit fir all Regierung sinn. De Schutz viru Substanzen, déi schueden, gëtt dofir besonnesch eescht geholl, d'selwecht wéi och d'Preventioun. Zwee Facteure stieche bei der Preventioun besonnesch eraus: gesond iessen a méi bewegen. Dës Maximm, déi op eng Initiativ zréckgeet, déi schonn e puer Joer zréckläit, ass haut nach ëmmer richteg a leider och nach ganz aktuell. Mir wëssen, dass souwuel Obesitéit wéi och Bewegungsmangel dee gréisste Problem duerstellen, wann et ëm d'Gesondheet vun de Populatiounen an den industrialiséierte Länner geet.

En zentrale Schalthiewel ass hei de Sport a virun allem de Breedesport. Mir sinn eis bewosst, dass vill Veräiner haut méi Schwieregkeeten hunn, fir Bénévoller ze fannen a fir Aufgaben ze iwwerhuelen, déi d'Iwwerliewe vun engem Sportsveräin garantéieren. Hei muss geholl e a kompenséiert ginn. An de Sportminister ass och prett, fir mat de Federatiounen a mat de Veräiner Léisungen auszeschaffen.

An deem Kontext sinn zesumme mam Comité Olympique och éischt Gespréicher gefouert ginn, fir de Modell vun de Chèques-services am Sportberäich, deen och am Hierscht jo ausleeft, duerch en neie System kënnen ze ersetzen. Hei ass et d'Iwwerleeung, fir net nëmmen eng weider Finanzéierung ze garantéieren, mä déi och ze verbesseren. Deen neie System am Sport wäert all Revenu-Klausel ofschafen an de Champ d'application erweidere vu maximal zwielef Joer bis elo op 15 Joer, wat den Alter vun de Kanner ugeet.

An Zukunft gëtt des finanziell Hëllef fir de Bénévolat an d'Jugendaarbecht als en Zousaz zum ordinäre Subsid un d'Veräiner accordéiert; souwäit de Veräin d'Qualitéitskritäre vum Encadrement och all erfëllt.

Eng Populatioun ze hunn, déi méi gesond a méi fit ass, ass am Intérêt vun der Allgemengheet a vum Eenzelnen. Um Enn entscheet jiddweree fir sech, wéi e säi Liewe wëllt gestalten. De Stat huet awer d'Aufgab, fir Konditiounen ze schafen, dass dat méiglech ass, an de Stat huet d'Aufgab, eng héich Liewensqualitéit ze erhalen oder ze schafen. Mir dierfen dobäi net op kuerzfristeg Léisunge setzen an eis just op dat konzentréieren, wat zu engem gewëssene Moment richteg ass, mä mir musse wäit an d'Zukunft denken.

Well mir wäit denken, musse mer och kritesch mat der Atomenergie ëmgoen. Et gëtt keng nohalteg Léisung, fir Energie-Enkpäss ze léisen. Et ass eng Energiesource, déi, iwwer eng länger Zäit gekuckt, méi Problemer schaaft, wéi dass se der géif léisen.

Bei der Stroumversuergung si mer ofhängeg vum Ausland. Mä mir hëllefen aktiv, déi alternativ Technologien ze férderen, a mir si kritesch vis-à-vis vum Nucléaire. Mir soen dat och däitlech. Wat d'Zentral zu Cattenom betrëfft, wat jo d'lescht Deeg eng Diskussioun war, hunn ech dem franséische President, am Kader vu senger Visitt zu Lëtzebuerg, schonn zejoert gesot, dass mir eis Suerge maachen ëm déi Zentral un der Grenz, déi vill ze dacks negativ an der Press opfält. Ech hunn dem François Hollande och gesot, dass ee kéint e gemeinsame Projet ausschaffe fir alternativ Energienotzung an esou Aarbechtsplazen an der Grenzregioun ze erhalen.

Déi Volontéit huet och dës Regierung an engem gemeinsame Bréif bekräftegt. An ech

hunn och de Premier Manuel Valls un eis Suergen an un eist Engagement erënnert.

Firwat elo dëse Message? Et ass de Moment, fir et ze maachen, well eis franséisch Noperen amgaange sinn, Choixen ze treffe vu Fermeturë vun Zentralen! An ech muss lech ganz éierlech soen, Här President, ech hu léiwer, si maache Cattenom zou, wéi Montélimar!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An déiselwecht Skepsis wéi vis-à-vis vun den Zentrale vu Cattenom hunn ech och bei de belschen Zentralen Tihange 3 an Doel 2. Nach d'lescht Woch hu mer eis dofir un der Initiativ vun der däitscher Regierung ralliéiert, déi verlaangt, dass déi Zentrale vum Réseau geholl ginn, bis wichteg Sécherheetsfroen endlech gekläert sinn.

Eng nohalteg Energiepolitik ass néideg, net nëmme fir méi Sécherheet, mä eben och fir méi Liewensqualitéit. Dozou gehéiert och, dass mer eisen natierleche Patrimoine erhalen, eis Ressourcë schützen.

2013 si mer vun der Kommissioun condamnéiert ginn a mir hu missen héich Strofe bezuelen: zwou Milliounen Euro Strof direkt, plus 2.800 Euro pro Dag, well d'Ofwaasser an de groussen Uertschaften net gekläert gëtt, wéi virgesinn. Dat war d'Politik bis 2013! Zanterhier ass den Ofwaasserberäich bannent zwee Joer nei dynamiséiert ginn. Déi eenzel interkommunal Syndikater hunn dobäi och séier an effikass geschafft.

Et geet awer net duer, Kläranlagen ze bauen, fir erëm gesond a propper Baachen ze kréien. Dëst Joer gëtt den Akzent op Renaturéierung an Héichwaasserschutz geluecht. D'Bäihëllefe ginn an engem neie Waassergesetz redefinéiert. An Zukunft kënnen och Privatleit a Betriber Subsiden ufroe fir Ënnerhaltsaarbechten a Renaturéierung. D'Férderung fir den Héichwaasserschutz an de Gemenge gëtt bis op 90% an d'Luucht gesat.

D'Waassergesetz vun 2008 gëtt ugepasst, fir administrativ Vereinfachungen an eng besser gesetzlech Grondlag fir de Waasserschutz ze schafen. Nodeems mir d'lescht Joer sechs nei Natura 2000-Gebidder ausgewisen hunn, ass dëst e weidere wichtege Schrëtt fir den Ënnerhalt vun eiser Ëmwelt.

Am neien Naturschutzgesetz schafe mir awer och e staatlechen Ökokonto, wou Betriber, Bauhären, Gemengen a Verwaltungen hire Bedarf u Kompensatiounspunkte kënnen decken. Am Fall wou duerch Baumoossnamen Natur a wäertvoll Biotopen zerstéiert ginn, brauch de Bauhär dann net méi selwer fir Kompensatioun ze suergen, mä e ka sech am Fong déi Leeschtung souzesoe beim Stat kafen. Doduerch kënnen eng Rei vu Projete méi séier virukommen. Et handelt sech also ëm eng Mesure am Sënn vum Naturschutz, mä et ass awer och eng wesentlech Vereinfachung, déi et erlaabt, Investissementer méi onkomplizéiert an onbürokratesch ze geneemegen.

Mir sinn et eise Kanner schëlleg, dass mer eis këmmeren ëm déi natierlech Ressourcen, ëm d'Ëmwelt an och ëm d'Déieren. En neit Déiereschutzgesetz ass dofir och an Ausaarbechtung. An de Landwirtschaftsminister wäert mat dësem Projet eng ganz nei Approche am Déiereschutz och ëmsetzen.

Mir hunn eng Verantwortung, an dofir wäert och dat neit Agrargesetz déi noutwendeg landwirtschaftlech Aktivitéit hei am Land mat der gradesou noutwendeger nohalteger Entwécklung verbannen. Nëmmen esou kënne mer de Landwirtschaftssecteur fit maache fir d'Zukunft an assuréieren, dass och déi nächst Generatioun qualitativ gutt a quantitativ genuch Liewensmëttelen huet.

Dëst Joer gesäit den zoustännege Minister och déi verschidde Verbänn, Federatiounen an d'Landwirtschaftskammer zesumme fir d'Assisë vun der Agrikultur, déi Enn Mee wäerte stattfannen. Hei ginn déi aktuell Schwieregkeeten an d'Erausfuerderunge fir d'Bauerebetriber breet diskutéiert. An d'Zil ass et, no gemeinsame Léisungen ze sichen. D'Bauere mussen hir Aarbecht kënnen optimal maachen, fir dass mir alleguerten dovunner profitéiere kënnen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung schafft konsequent un de Verbesserunge fir d'Land a fir d'Leit, déi bei eis wunnen, liewen a schaffen. D'Leit hunn an dësen Zäiten awer och Suergen, wat d'Sécherheet betrëfft. Allgemeng muss ee festhalen, dass d'Kriminalitéit am Land erofgaangen ass am leschte Joer, an zwar signifikativ. Esou gouf et 2015 iwwer 2.700 manner Infraktioune respektiv Faiten, ewéi nach am Joer 2014. Dat ass eng Baisse an den Zuele vu 6,35%. Den Taux de criminalité, deen an de vergaangene Joren ëmmer an d'Luucht gaangen ass, goung 2015 ëm iwwer 8,5% erof.

Dat subjektiivt Sécherheetsgefill bei de Leit ass awer net deementspriechend besser ginn. An dofir ass et a bleift et och wichteg, dass déi zoustänneg Autoritéite besser a méi effizient kënne sinn, dass mer méi Präsenz kënne garantéieren, wou déi och gebraucht gëtt. D'Regierung huet dofir och den Effectif vun der Police an d'Luucht gesat an de Minister fir d'bannescht Sécherheet wäert d'Police an den nächste Méint och esou reforméieren, dass méi uniforméiert Beamte kënnen dobausse si bei de Leit, amplaz dass se mussen d'Aarbecht iwwerhuelen, déi och vun Ziviliste ka gemaach ginn.

Eist Sécherheetsgefill huet an deene leschte Méint och nach aus anere Grënn gelidden. D'Nouvellen iwwer terroristesch Attacken zu Paräis an zu Bréissel hunn eis erféiert an d'Televisiounsbiller gi jiddwerengem duerch Muerch a Schank. Dat Gefill, wat mer alleguerten deen Ament mat esou grujelechen Attacke verbannen, ass e Gefill vu Fassungslosegkeet. Mir hunn deen Ament kee Repère a keen Halt méi.

Dee Moment gëllt et awer ze iwwerwannen. Et ass wichteg, dass mer eis Repèrë behalen an eis net duerch barbaresch Akte géint d'Mënschlechkeet aus der Bunn geheie loossen! Eis Liewensmodeller, d'Errungenschaften aus de leschte Joren a Jorhonnerten, dierfe mer net op e Coup négligéieren oder an den Hannergrond réckele loossen. Fräiheet, Gläichheet a Gerechtegkeet, Toleranz a Respekt, dat mussen d'Prämisse bleiwen, op déi mer eise Gesellschaftsmodell baséieren a weider ausbauen.

Mir mussen awer och mat alle Mëttele vum Rechtsstat géint d'Terroriste virgoen a virun allem mussen d'Regierungen hiert Beschtméiglecht maachen, d'Sécherheetsautoritéiten all hir Moyenen notzen, fir déi Attacke kënnen ze verhënneren. D'Regierung huet scho virun den Attentater vu Paräis Pläng opgestallt, fir am Fall vun enger terroristescher Menace déi néideg Mesurë kënnen ze huelen. De Plan VIGILNAT an awer och zum Beispill d'Mesuren, fir géint d'Combattants étrangers virzegoen, sinn zentral Elementer an dëser Politik.

Duerno huet d'Regierung e Screening gemaach vun de besteeënde Legislatiounen an och Adaptatioune presentéiert, dat no Consultatiounen an am breede Konsens. Et geet drëms, d'Terrorismusbekämpfung méi effizient ze maachen, am Fall wou konkret Menacë géife bestoen, an zwar nëmmen dann!

Et gëtt awer ee Volet, dee leider dacks aus dem Fokus geréit an dat ass dee vun der Preventioun. Et muss ee sech froen, wou den Haass hierkënnt, deen um Ursprong ass vun deem blanne Fanatismus. D'Äntwerten op déi Froe si komplizéiert a se si villfälteg.

Déi geopolitesch Interventiounen an de leschte Joren an déi allgemeng schwiereg, well verfueren, Situatiounen am Noen Osten, sinn een Deel vun der Erklärung. Perspektiv- an Hoffnungslosegkeet vun enger ganzer Generatioun a ville Länner sinn och en anere Grond. Mir mussen dofir och eisen Deel dozou bäidroen, fir a Regiounen Hoffnungen ze ginn a Perspektiven ze schafen, wou et en akute Besoin gëtt. Den héijen Niveau vun eiser Kooperatiounshëllef ënnersträicht och dës Volontéit.

Dernieft musse mer och awer bei eis selwer kucken, dass Perspektiv- an Hoffnungslosegkeet sech net breetmaachen. Mir musse verhënneren, dass parallell Réseauen entstinn, wou Fundamentalisten e liicht Spill hätten. D'Regierung huet dee Volet ganz genee am Bléck an och Mesurë geholl, fir fréizäiteg kënnen ze agéieren.

Mir wäerten dernieft weider an d'Betreiung vu Jonken investéieren. An de Schoulen, an de Jugendhaiser uechtert d'Land, an de lokale Veräiner gëtt haut enorm vill geleescht, fir dass jonk Leit Réseaue kënnen opbauen, déi hiert Liewe méi räich maachen, amplaz dass se sech verléieren an Netzwierker, déi hiert Liewen an dat vun aneren op d'Spill setzen.

D'Regierung ass décidéiert, dës gutt Aarbecht weider ze ënnerstëtzen an zesumme mat de Gemengen a mat de Jugendorganisatiounen och u Projeten ze schaffen, déi Extremismus bekämpfen, ier en entsteet.

Wat d'Schoule betrëfft, esou plange mer fir d'nächst Joer e Programm op d'Been ze stelle vun ausserschouleschen Aktivitéiten, mat engem spezielle Fokus op déi Klassen, wou et och am meeschte Besoin gëtt. Hei sollen also och, nieft de Schoulhorairen, Aktivitéite kënnen offréiert gi mat enger professioneller Betreiung, Aktivitéiten, déi Jonker motivéieren, hinne Selbstvertraue ginn an hir sozial Kompetenzen och stäerken.

Wa mer, Här President, iwwert d'Zesummeliewen an iwwert d'Entwécklung vun eiser Populatioun schwätzen, wa mer iwwert d'Zukunftschancë fir déi Jonk an iwwer Integratioun diskutéieren, dann däerfe mer net nëmme riicht op déi Erausfuerderungen drop kucken, fir Weeër ze fannen, déi Aufgaben unzegoen. D'Couvertë leien net um Teller, mä lénks a riets dovunner. Esou ass d'Veräinsliewen, de Sport, d'Musek oder en Engagement an enger ONG dacks de besseren Outil, fir den Zesummenhalt ze stäerken, fir d'Integratioun ze férderen a fir nei Perspektiven ze schafen.

Als Regierung beméie mir eis dofir, dës Initiativen ze ënnerstëtzen. An als Kulturminister ass et mir och e speziellt Uleies, dass d'Kultur als dat ugesi gëtt, wat se virun allem ass: Eng Beräicherung fir eis Gesellschaft, eng Plus-value fir d'Land an e Spigel, dee mer virun d'Nues gehale kréien. D'Kulturpolitik soll sech an der Kultur just amëschen, wann néideg, a sech soss esou vill eraushale wéi méiglech. Mir wäerten awer verstäerkt d'Konditioune verbesseren, fir dass Konscht a Kultur sech kënnen optimal développéieren.

Nodeems mer dëse Rendez-vous mat Leit aus dem Secteur scho preparéiert hunn, ass elo alles prett, fir Ufank Juli d'Assises culturelles ze organiséieren. Opgrond vun de Konklusiounen, déi eis duerno virleien, gëtt e Kulturentwécklungsplang ausgeschafft. A mir plangen awer och Plattformen, fir méi e regelméissegen Échange mam Kultursecteur kënnen ze hunn an esou méi direkt och op konkret Besoine kënnen ze reagéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Joer war fir d'Regierung och markéiert vun der Présidence vum Conseil vun der Europäescher Unioun. Déi Présidence war alles anescht eréi einfach, mat Krisen a ganz schwierege Situatiounen op zentrale Froen, déi d'Zukunft och vun der Europäescher Unioun betreffen. Déi Présidence ass awer och, an net vun eis selwer, mä vu villen anere bewäert ginn, an zwar positiv! Lëtzebuerg huet un der Traditioun festgehalen an eng gutt Impressioun hannerlooss.

Wichteg Dossieren, ewéi d'Reform vun der Cour de justice européenne, den europäesche System vum PNR, den Dateschutz sinn ofgeschloss ginn. 34 legislativ Dossieren am Ganzen. Et ass ënner eiser Présidence, wou konnte Progrèse gemaach gi beim Échange iwwer Rulingen. Et ass eng Vereinfachung vun de Prozeduren décidéiert gi fir den Échange vun offiziellen Dokumenter. Et gouf zum Beispill och en Accord am Schinneverkéier, deen d'Gouvernance vun de Réseaue verstäerkt an zu méi Sécherheet och féiert.

Am Kader vun der Klimakonferenz COP21 zu Paräis huet Lëtzebuerg och eng Leaderpositioun ageholl, fir en Accord ze fannen iwwer nei contraignant Ziler an der Lutte géint de Klimawiessel.

Et goufen 1.503 informell Reuniounen zu Bréissel, 262 Rendez-vousen zu Lëtzebuerg, wou 22.644 Delegéiert empfaange goufen. De Conseil war 49-mol zesummen, dovunner néngmol fir extraordinär Reuniounen. A justement d'Zuel vun deenen extraordinäre Reuniounen ass och extraordinär.

Déi sechs Méint Présidence waren näämlech dominéiert vun der Flüchtlingskris. Eng Kris, déi bis haut unhält an nach soubal net iwwerwonnen ass! Och wann de Moment manner Demandeurs d'asile hei am Land ukommen, däerfe mer d'Ausmooss vun dëser Kris an den Impakt dovunner op eist Land an op ganz Europa net ënnerschätzen.

D'Gestioun vun der Migratiounssituatioun wäert och an deenen nächste Méint a Joren eng wichteg Plaz an der Regierungsaarbecht anhuelen. Den Défi vun der Kris op nationalem Niveau ass enorm! D'Regierung huet hir Responsabilitéit geholl, andeems si Plaze fir den Accueil vun de Leit geschafen huet an och den zoustännege Ministèren an Administratiounen déi néideg personell a budgetär Moyene ginn huet.

Mir hunn eis awer och fir eng europäesch Approche staarkgemaach a mir maachen dat och nach weider, dëst an engem Geescht vu Solidaritéit an am Respekt vun de Flichten, déi am internationale Recht och virgesi sinn.

Den Accord mat der Türkei, dee beim leschte Conseil européen ugeholl gouf, ass net d'Léisung, ganz bestëmmt net! Et ass een Element. Vill Detailer bleiwen ze klären an all déi concernéiert Akteure mussen och elo déi néideg Efforte maachen, fir d'Ëmsetzung vun dësem Accord sécherzestellen. Mir hunn eis zu Bréissel staarkgemaach, dass och d'Flüchtlingsagence vun der UNO mat an d'Ëmsetze vun deem Accord agebonne gëtt. A mir hu verlaangt, dass nieft der Türkei och déi zum Deel dramatesch Situatiounen a Jordanien an am Libanon considéréiert ginn.

Lëtzebuerg huet sech och engagéiert, weider Leit zur Verfügung ze stellen, fir déi griichesch an europäesch Autoritéiten ze ënnerstëtzen.

Den Accord mat der Türkei kann net driwwer ewechtäuschen, dass mer eng wierklech europäesch gemeinsam Politik am Asyl- an Immigratiounsberäich brauchen, déi iwwert déi Mesuren erausgeet, déi bis elo geholl gi sinn. Mir brauchen e richtege Solidaritéitsmechanismus tëscht de Memberstaten, fir d'Chargë gerecht tëschent de Länner ze deelen a mir brauchen eng gemeinsam Gestioun vun de Baussegrenzen.

Wann d'Migratiounskris noutgedrongen eng wichteg Plaz an der Aarbecht vun der Regierung am Immigratiouns- an Asylberäich ageholl huet, esou gouf awer an deene leschte Méint weider un der Ëmsetzung vum Regierungsprogramm geschafft. En neit Asylgesetz ass adoptéiert ginn. An den nächste Méint kënnt et och zu Upassunge vum Immigratiounsgesetz, fir eis Legislatioun un nei europäesch Exigenzen unzepassen an awer och fir verschidde Mesuren ëmzesetzen, déi een direkte Lien mat der Kompetitivitéit vum Land hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi ekonomesch a sozial Situatioun vum Land ass haut besser wéi virun zwee Joer a mir entwéckelen eis gutt. D'Aussiichte si positiv an d'Regierung mécht weider all Effort, fir dass déi Aussiichten och positiv bleiwen.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Duerch eng méi nohalteg a cibléiert Approche um Niveau vun de Statsfinanzen huet d'Regierung sech d'Moyene gi fir eng zäitgemëiss Politik an deene verschiddene Beräicher. Mir kënne massiv an d'Zukunftschancë vun de Kanner investéieren. Mir kënnen de reelle Besoine vun den Eltere gerecht ginn. Mir këmmeren eis ëm den Erhalt vun enger propperer Ëmwelt, mir stäerken de Sozialstat a suergen dofir, dass Lëtzebuerg en attraktiivt Land bleift an nach méi attraktiv gëtt fir d'Betriber, déi Aarbechtsplaze schafen.

Jo, Här President, dat ass d'Politik vun der Prévisibilitéit an dat ass d'Politik fir d'Leit!

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun, soen him Merci a ginn eis alleguer Rendez-vous fir muer de Moien ab hallwer néng, wou mer ufänke mat de Presentatioune vum Finanzminister a vum Ekonomiesminister vun dem Stabilitéitsprogramm PNR an dem Reformprogramm PSC. Duerno kommen d'Interventioune vun de Fraktiounscheffen am allgemengen Débat.

An Dir wësst, dass mer dëst Joer innovéiert hu mat sektoriellen Diskussiounen, déi sech suivéieren, fir d'Éischt de Volet Ekonomie a Kompetitivitéit, d'Cohésion sociale a Wuelbefannen, Développement durable an Institutiounen an d'Reform vum Stat.

Merci. An domat ass eis Sëtzung eriwwer.

(Fin de la séance publique à 16.06 heures)

SÉANCE 28

MERCREDI,
27 AVRIL 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
2. Présentation par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, du Programme de stabilité et de croissance (PSC) et du Programme national de réforme (PNR)
   - *Déclarations: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*
3. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR)
   - *Débat général: M. Claude Wiseler (interventions de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; interjections de M. Eugène Berger, Mme Octavie Modert et M. Gast Gibéryen; interventions de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances), M. Alex Bodry (interjections de Mme Octavie Modert, M. Gast Gibéryen et M. Claude Wiseler), M. Eugène Berger (interventions de M. Claude Wiseler et Mme Martine Hansen)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Asselborn, Félix Braz, Romain Schneider, Fernand Etgen, Pierre Gramegna, Mmes Lydia Mutsch, Corinne Cahen et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 8.34 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleeginnen, Kolleegen, ech maachen heimat d'Sëtzung op a stellen déi traditionell Fro a kréien déi traditionell Äntwert. Also kënne mer direkt zum Ordre du jour iwwergoen.

Ech wollt awer fir d'Éischt d'Kolleegen nach ëm Versteesdemech bieden, wann, ënner anerem, de Mëtteg wärend der Sëtzung, wou mer de Sozialvolet diskutéieren, déi zoustänneg Ministere vläicht net zäitgenee do kënne sinn, well parallell d'Quadripartite leeft. An déi Quadripartite war ugesot, ier d'Verdeelung vun de Voleten an der Presidentekonferenz geschitt war, a si konnt net méi verluecht ginn. Also, wann ech gelift, Versteesdemech, wann d'Ministeren, déi zoustänneg Ministeren, d'Gesondheetsministesch an de Sozialminister, vläicht e bësse méi spéit hei sinn, wéi de Volet zur Diskussioun gestallt gëtt!

Voilà, dat gesot, ginn ech dovun aus, dass ech oppen Dieren arennen, mä et ass awer besser, et ass gesot, wéi dass mer eis Froe stellen, wou gegebenenfalls d'Ministere sinn. Si sinn an hirem Rôle, do, wou se sinn.

Ech géif dann, Dir Dammen an Dir Hären, d'Wuert direkt weiderginn un de Finanzminister, dee schonn um Wee ass. Hien an de Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider, stellen de Moien de Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm PSC an den nationale Reformprogramm PNR vir. Här Finanzminister, Dir hutt direkt d'Wuert.

Jo, direkt.

(Hilarité)

2. Présentation par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, du Programme de stabilité et de croissance (PSC) et du Programme national de réforme (PNR)

Déclaration de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, léif Kolleegen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären, gëschter sot de Premierminister op dëser Tribün bei der Geleeënheet vum État de la nation, dass et eisem Land haut besser geet wéi virun zwee Joer.

Ben, ech sinn och frou, dass ech lech kann haut bestätegen, dass eis ëffentlech Finanzen haut och vill besser dostinn, wéi am Ufank vun der Legislaturperiod. Par rapport zum Pacte de stabilité et de croissance vum Abrëll 2015, also virun engem Joer, hu mir et fäerdegbruecht, fir d'Joren 2014, 2015 an 2016 1,3 Milliarde besser Zifferen ze schreiwen. Dat korrespondéiert mat 2,4% vum PIB. Ech mengen, déi Ziffer eleng sprécht Bänn!

Wéi si mer dozou komm? Wéi si mer am Detail dozou komm? Dat wäert ech an dëser Interventioun beschreiwen. Fir d'Éischt wéilt ech emol iwwert de Kader, an deem mer eis haut befannen, e puer Wuert soen.

D'lescht Joer am Oktober, bei der Presentatioun vum Budget fir dëst Joer, hat ech eng Propositioun gemaach, fir dass soll d'Diskussioun vum Plan pluriannuel net méi am Oktober stattfannen, an engems mat dem Budget, mä dass dat soll virgezu ginn an den Abrëll bei Geleeënheet vum État de la nation. Dës Iddi gouf vum Rapporteur Henri Kox als ganz positiv ugeholl an en fait vun der ganzer Chamber als ganz positiv gewäert an dofir hu mer dat och elo dëst Joer fir d'Éischt gemaach.

Ech erënneren drun, dass an der Vergaangenheet en fait de Plan de stabilité et de croissance an de Plan national de réforme der Cofibu virgestallt gi sinn, also der zoustänneger Chamberskommissioun, an och der ekonomescher Kommissioun. Ech mengen, andeem mer dat elo haut fir d'Éischt an ëffentlecher Sitzung maachen, stäerke mer d'Visibilitéit natierlech vum Pacte de stabilité et de croissance, mä mir stäerken och d'Roll vun der Chambre des Députés. An ech mengen, dat ass begréissenswäert.

Mir suivéieren och do eng Recommandatioun aus dem Rapport vun de fënnef Presidenten an Europa, dee recommandéiert huet, dass d'national Parlamenter an d'Ëffentlechkeet an d'Sozialpartner méi sollen associéiert gi bei de Prozeduren zum Trimestre européen. An dat maache mir heimadder.

Wourëmmer geet et näämlech hei? Et geet drëms, den européische Kader vun der Union économique et monétaire ze beschreiwe fir dëst Joer a fir eng Trajectoire ze molen, wou eis Statsfinanzen higinn. D'Trajectoire gëtt gemooss par rapport zu Kritären. Déi Kritäre sinn an der Tëschenzäit relativ gutt bekannt. Se ginn och emol Maastricht-Kritäre genannt a se ginn op déi nächst véier Joer gemooss.

Bis haut war de Budget pluriannuel eng Zort Projektioun vum annuelle Budget. Dat war et. An haut an elo soll de Budget annuel eng Déclinaisoun gi vun der Diskussioun, déi mer an den nächsten Deeg hei sollen hunn, an zwar dat Ganzt mat konkreten Zifferen, déi d'Regierung e Méindeg och de verschiddene Chamberskommissiounen zur Verfügung gestallt huet. Dat sinn net nëmmen d'Ziffere vum Plan de stabilité et de croissance op där enger Säit, mä et sinn awer och d'Ziffere vum Plan pluriannuel, déi fir d'Éischt esou am Detail ausgerechent gi sinn, an zwar op véier Niveauen: fir d'Administration publique en général an da fir d'Sous-secteuren, wéi se genannt ginn, d'Administration centrale, d'Gemengen an d'Sécurité sociale.

Domadder setze mir haut e ganz konkret a wichtegt Puzzlesteck vun der Réforme budgétaire, déi ech jo annoncéiert hat, en place.

Ech presentéieren lech elo de Pacte de stabilité et de croissance an och de Plan pluriannuel an dräi Deeler:

Den éischten Deel ass den Ziffere consacréiert, déi d'Basis duerstellen, op där mer de Plan de stabilité et de croissance an och de Plan pluriannuel rechnen.

Den zweeten Deel, dat sinn d'grouss Linne vun deem Plang a vum pluriannuelle Plang.

An drëttens, den drëtten Deel wäert deenen neie Regele vum Objectif à moyen terme fir Lëtzebuerg fir déi nächst Jore consacréiert sinn.

Den éischten Deel ass also: Wourobber baséiere sech d'Zuele vum Plan de stabilité et de croissance an och dem pluriannuelle Plang?

De Plan de stabilité et de croissance ass opgestallt no de Regele SEC vun der Europäescher Unioun, an net no de Kontabilitéitsregele vu Lëtzebuerg. Dat ass emol dat Éischt. D'Period, déi couvréiert ass, geet vun 2017 bis 2020, also véier Joer. D'Projektioune vun deem Pakt a vum Pluriannuel si baséiert op objektiven Zuelen, déi vum Statec geliwwert ginn, wat eng onofhängeg Institutioun ass, an un deenen Ziffere réckelt a bougéiert d'Regierung guer näischt.

Wat d'Recetten ubelaangt, hu mer déi lescht Estimatioune vun de Steierverwaltunge geholl. An elo kommen ech zu de Wuesstumszifferen, déi op der Base si vun de Calcullen, déi mer gemaach hunn. De Statec huet ausgerechent, dass zu Lëtzebuerg d'reell Croissance 2015 4,8% war, dass se dëst Joer 2,9% soll sinn, d'nächst Joer 4,5% erëm an 2018 4,9%. Dat si relativ héich Zifferen.

De Wirtschaftsminister wäert am Plan national de réforme och méi am Detail op déi Zifferen agoen. Ech wëll, well dat och a menger ministerieller Responsabilitéit läit, just ee Wuert hei zur Finanzplaz soen. Well, wann déi Zifferen esou positiv sinn, ass dat och, well eis Finanzplaz sech weider gutt entwéckelt, an dat trotz oder och dank der Transparenzpolitik, déi dës Regierung gefouert huet, an och dank engem groussen Effort, fir den Domän vun der FinTech zu Lëtzebuerg ze förderen, wat ech iwwregens zesumme mam Premierminister a mam Wirtschaftsminister maachen.

Leschte Méindeg hunn ech do och eng Paiementslizenz ënnerschriwwe fir ee vun de gréisste Bedreiwer vu virtuellen Devisen. Dat ass e wichtege Schratt fir d'Diversifikatioun vun eiser Finanzplaz gewiescht. An domat positionéiere mir eis, wat virtuell Monnaien ubelaangt, och un der Spëtzt an Europa.

Zréck zu de reelle Wuesstumstauxe vu Lëtzebuerg. Wann een déi vergläicht mam Ausland, an haaptsächlech mat Europa, da gesäit een, dass et an Europa zwar wuel besser geet wéi an de vergaangene Joren, mä mir leie wäit driwwer.

Fir dëst Joer rechent d'Kommissioun fir d'EU just nach mat engem Wuesstum vun 1,4%, amplaz 1,7%, an am Joer 2020 mat engem Wuesstum vun 1,3%. Dir gesitt, dass Lëtzebuerg ronn zwee- bis dräimol méi séier wiisst wéi de Rescht vun Europa.

Dat ass awer keen Naturgesetz, dass Lëtzebuerg méi séier wiisst, an dat ass och net nëmme bedéngt, well d'Ausland besser wiisst, mä dat ass och, well mir eis déi richteg Politicke ginn, déi richteg Prioritéite setzen an e gudde Kader setzen, fir Investissementer unzezéien a fir dass d'Entreprisen hei glécklech ginn.

Mir leien, trotzdeem dass déi Ziffere relativ héich sinn, nach liicht ënnert der historescher Moyenne vu virun der Kris vun 2008.

Mir hunn, wat d'Berechnung ubelaangt vum Pacte de stabilité et de croissance vun 2016, enger Remarque vum Conseil national des finances publiques Rechnung gedroen, deen deen Avis virun e puer Deeg erausginn huet, deen näämlech fonnt huet, dass mer missten den Effet de base vun 2015 besser an d'Rechnunge vun 2016 mat eriwwerhuelen. Anescht ausgedréckt, an dat gesi mer méi spéit an der Ried, sinn d'Resultater fir 2015 vill besser wéi virgesinn. An de Conseil national des finances publiques recommandéiert, dass een dann dat gutt Element, dat positivt Element soll mat eriwwerhuelen. Dat sinn zwee positiv Elementer. Dat eent ass, dass d'Croissance zu Lëtzebuerg 2015 méi héich war wéi virgesinn, an zweetens, dass mer d'Dépensen am Grëff hu par rapport zu deem, wat virgesi war, an och doduerch eise Sold besser gëtt.

Dofir an dann op Recommandatioun och vum Conseil national des finances publiques hu mer eng Verbesserung vu plus 0,4% vum PIB virgesi fir de Budget 2016, deen da wäert mat engem Surplus vu 409 Milliounen ofschneiden.

Wat de Chômage ubelaangt, esou geet deen, dem Statec no, regelméisseg an der Period 2015 bis 2019 erof, an zwar vu 6,8% op 6%.

Wat d'Inflatioun ubelaangt, se bleift nach ëmmer niddreg, mä huet eng steigend Tendenz a wäert bis 2020 den Taux vun 2% erreechen, deen och d'Europäesch Zentralbank als Zil huet.

Mä all déi Zifferen, déi ech lech gesot hunn, déi sech an der Zukunft befannen, sinn natierlech ëmmer nëmmen Estimatiounen, a mir wëssen, dass sech do hannendrun ëmmer Hypotheese verstoppen an dass et och ëmmer Risike ginn. A verschidde vun deene Risiken, wann déi géifen antrieden, hätten natierlech eng Implikatioun op déi Zifferen.

Ech zitéieren e puer vun deenen Elementer, déi lech och wahrscheinlech bekannt sinn. Ee vun de Risken ass, dass d'chineesesch Wirtschaft vill méi lues trëppelt a vläicht ganz offlaacht. En zweete grousse Risk ass de Referendum am UK mam Risk, dass England géif aus der EU erausgoen. Eng drëtt Risikosituatioun ass de Präis vun de Matière-premièren, déi kéinten erëm staark an d'Luucht zéien, geopolitesch Risiken am Golf, am Noen Osten, a Syrien, an Irak, dat si lauter Elementer, déi natierlech en Impakt kënnen hunn.

Ech wëll och ganz spezifesch soen, dass mer ganz no eng Evolutioun suivéieren am Domän vun de Steieren. Dat ass déi international Initiativ vum G20 a vun der OCDE genannt BEPS, déi virgesäit, wéi d'international Fiskalitéit soll an Zukunft ausgesinn. Do sinn Honnerte Recommandatioune gemaach ginn. A mir suivéieren, wéi dat an Zukunft soll ëmgesat ginn och vun der Europäescher Unioun. Mä mir hunn de Moment keen Impakt, keen negativen Impakt op eis Wirtschaft, fir de Finanzsecteur en particulier, virgesinn, och well et verfréit ass, fir esou Calcullen ze maachen, well et onméiglech ass, déi Calcullen elo ze maachen, fir en eventuellen, potenziellen Impakt erauszerechnen.

Am Pacte de stabilité et de croissance vun dësem Joer ass natierlech déi Steierreform, déi d'lescht Woch annoncéiert ginn ass, matabe-rechent ginn. Déi Ziffere sinn d'lescht Woch och public gemaach ginn. Den Impakt vun der Steierreform ass folgenden: 373 Milliounen Euro oder 0,6% vum PIB am Joer 2017, 503 Milliounen oder 0,8% vum PIB 2018, an da fir d'Joren 2019 an 2020 ass den Impakt 524 Milliounen Euro, 0,8% vum PIB.

Ech wëll och ervirsträichen, dass eng ganz Rëtsch Käschten, déi rezent décidéiert gi sinn, sech an de Projektiounen erëmfannen. Ech denken do un d'Reform vum Kannergeld, och de Käschtepunkt vum Aménagement a vun der Modernisatioun vum Congé parental.

Och ass et wichteg ervirzesträichen, dass d'Pertë vum Commerce électronique natierlech e groussen Impakt haten, souwuel um Budget vun 2015 wéi och an Zukunft. Och déi Hypotheese sinn natierlech an de Projektiounen dran. Am Joer 2015 wäerten d'Pertë vum Commerce électronique ronn eng Hallef Milliard ausmaachen, also 500 Milliounen. An an dësem Joer wäert déi Ziffer nach an d'Luucht goen. D'lescht Joer an dëst Joer kënne mer nach 30% vum Total vun de Recettë vum Commerce électronique halen, an am Joer 2017 an am Joer 2018 nach just 15%. A vum Joer 2019 un hu mer iwwerhaapt keen Impakt, kee positiven Impakt méi vum Commerce électronique, well mer do näischt méi kënne behale vum Commerce électronique, wat net just zu Lëtzebuerg consommëiert ginn ass.

Ech wëll och drun erënneren, dass déi ganz Problematik vum Commerce électronique, vun där haut elo net méi esou vill geschwat gëtt, dass dat, zesumme mat der Scholdespiral, den Haaptgrond war, firwat mer den Zukunftspak hu misse maachen, fir eis Statsfinanzen erëm an den Équiliber ze kréien.

D'Zuele vum Pacte de stabilité et de croissance plangen natierlech och d'Evolutioun vum Zukunftspak mat an. Den Zukunftspak gëtt ganz ëmgesat. En huet am Fong geholl par rapport zu senger Adoptioun 2015 net changéiert, mat Ausnam vun engem Punkt natierlech, deen an der Steierreform annoncéiert ginn ass. Dat ass, dass den Impôt d'équilibrage budgétaire provisoire vum nächste Joer un jo net méi opgehuewe gëtt.

Den Zukunftspak an all déi gutt Gestioun, déi mer gemaach hunn, hunn et mat sech bruecht, dass mer den néidege Spillraum fir d'Steierreform fonnt hunn. An dat brëngt mech dann dozou, op den zweeten Deel ze komme vun dëser Presentatioun, déi dann déi grouss Linne vum Pacte de stabilité et de croissance a vum pluriannuelle Plang presentéiert.

Déi nei Estimatioune bestätegen eng ganz kloer Tendenz. Eise Statsfinanze geet et gutt a se sinn ënner Kontroll. Um Niveau vun der Administration publique ginn d'Recettë weider erop. Duerch d'Steierreform an déi Entlaaschtungen, déi doduerch fir d'Leit an d'Entreprisen entstinn, kritt de Stat an enger éischter Phas natierlech manner an d'Keess. D'Recettë wuessen 2017 nëmmen 2,5%. Mir leien da schonn 2018 erëm bei 4%, 2019 bei 4,4% an 2020 bei 5,1%, wat iwwert dem Niveau läit vun 2015 an 2016, wou déi Croissance ronn bei 3,3% louch.

Wat d'Dépensen ubelaangt, an ech widderhuelen hei, dass ech bei der Administration publique sinn, ginn d'Dépensen 2017 4,2% an d'Luucht, 2018 3,8%, 2019 4,2% an 2020 och 4,4%. D'Regierung spuert net op deene falsche Plazen. Wann een zum Beispill d'Dépenses de consommation kuckt, en gros d'Fonctionnementskäschte beim Stat, da gesäit een, dass déi esou gutt wéi stabel bleiwen op der ganzer Period.

Souguer, wann een alles zesummerechent, also och d'Dépensë vun de Fonds spéciaux a besonnesch dem Fonds du rail, dann dréit d'Progressioun just ëm ronn 2% an d'Luucht. Mir hunn also d'Fonctionnementskäschte vum Stat ënner Kontroll.

Zweete Punkt. Vun 2014 op 2015 ass den Investissement ëm 18% an d'Luucht gaangen. Dëst Joer leien d'Investitiounen, wéi och scho vum Premierminister gëschter am État de la nation ënnerstrach, bei 2,2 Milliarden Euro, an domat considérabel méi héich nach wéi 2015. Mir sinn also, wat d'Investissementer ubelaangt, 342 Millioune méi héich wéi d'lescht Joer a sinn domat op Rekordniveau.

Och op der Period 2016 bis 2020 bleiwen d'Investissementer weider op engem ganz héijen Niveau vun 3,8% vun eisem Räichtum. Am Duerchschnëtt wuessen déi indirekt Investissementer iwwert d'Period mat 7,1% d'Joer bis 2020 an déi direkt Investissementer ëm 4,1%.

Fir lech déi dräi gréisste Kategorië vun Investissementer unzeginn op der Period 2016 bis 2020, kéint een dräi folgend Elementer uginn: 900 Millioune fir de Fonds des routes, 1,6 Milliarde fir de Fonds du rail, 570 Millioune fir den Tram.

D'Regierung huet sech ambitiéis Ziler gesat am Transport, am Logement, an der Familljepolitik, an der Schoulpolitik. De Premierminister hat gëschter d'Geleeënheet, dat am Ensembel duerzestellen, soudass ech haut elo net wëll an den Detail zréckkommen. Ech erënnere ganz kuerz un déi spektakulär Efforten an och Resultater, déi mer am Domän vum Logement hunn an déi de Premierminister gëschter a senger Ried ënnerstrach huet.

Ech wëll och zu de Ressource-humainë beim Stat e puer Wuert soen. Mir hunn an der Projektioun hei den Accord salarial vun der Fonction publique natierlech mat agerechent. Mä domat geet et net duer. Mir mussen d'Effektiver beim Stat an der Period vun 2016 bis 2020 all Joers ëm 1,5% op d'mannst wuesse loossen. Dat si 600 Leit d'Joer, zu deenen nach ongeféier 100 Leit an der Sécurité sociale derbäikommen. Dat sinn héich Zifferen, mä dat si realistesch Zifferen.

Ech hu mech als Finanzminister derfir agesat, dass mer an deem Domän hei, wéi och an allen aneren, realistesch Zifferen hischreiwen. An do kann ee fannen, dass dat vill ass. Mä ech soen lech, an engem Land, wou de Wuesstum ronderëm 4% ass, wou d'Investissemente ronderëm 4% vum PIB sinn, wou all Joers 15.000 nei Aarbechtsplaze gegrënnt ginn, wou all Joers d'Bevëlkerung zouhëlt, jo, do muss ee sech och d'Elementer an d'Stäerkten an d'Ressource-humainë ginn, fir deem entgéintzewierken a fir e Service ze leeschten, deen engem moderne Land wéi Lëtzebuerg entspréicht.

Domadder ginn awer d'Personalkäschten an d'Pensiounskäschten an absolutten Zuelen natierlech an d'Luucht. Mä relativ gesinn, par rapport zu eisem Räichtum, ass do awer keen Dérapage. Wann een d'relativ Zuele kuckt, dann ass et esou, dass d'Dépensë vum Personal beim Stat 2015 op 8,6% sinn an dat geet 2020 op 8,1% erof. Also am Résumé: An absolutten Zuele geet d'Zuel bei de Fonctionnairë staark an d'Luucht, mä a relativen Zuele par rapport zum Räichtum geet et souguer liicht erof.

De Sozialstat gëtt weider ausgebaut. An dat ass och de ganzen Intérêt, dass mer op laang Siicht kucken, wéi sech d'Dépensen entwéckelen. Dofir ass et jo gutt, dass mer de Pluriannuel dëst Joer derbäi hunn. De Sozialstat gëtt weider ausgebaut. D'Prestations sociales en espèces gi vu 7,8 Milliarden 2015 op 9,8 Milliarden erop 2020. D'Prestations sociales en nature gi vun 2,4 Milliarden erop op bal 3 Milliarden am Joer 2020. D'Entwécklungshëllef bleift weider op engem ganz héijen Niveau vun 1% vum Revenu national brut, esou wéi dat jo och am Regierungsprogramm gesot gi war.

Wann een elo d'Recetten an d'Dépensë vun der Administration publique zesumme kuckt, da gesäit een, dass an der Moyenne tëschent 2018 an 2020 d'Dépensen erëm méi lues wuesse wéi d'Recetten, an zwar an der Moyenne ëm 3,8% géintiwwer 4%.

Ënnert dem Strëch bleift de Sold vun der Administration publique déi ganz Period tëschent 2016 bis 2020 positiv a lant 2020 bei 0,4% vun eisem Räichtum, ronn 290 Milliounen Euro.

Déi Tendenzen, déi ech lech hei fir d'Administration publique presentéiert hunn, fanne sech och natierlech um Niveau vun der Administration centrale erëm. D'Dépensë wuessen tëschent 2015 an 2020 weider mat 4%, 5,6%, 3,2%, 3%, 3,6% a 4% iwwert déi sechs Joer.

D'Recettë wuessen 2015 an 2016 3,2% a 4%, mä 2017 bleiwe se duerch den Effet vun der Steierreform konstant a ginn dann 2018 erëm erop op 3,5%, an dann duerno 4% a 5,1%, wat also dann erëm iwwert dem Niveau vun den Dépensë läit.

D'Entwécklung fënnt sech och um Niveau vum Defizit erëm vun der Administration centrale, dee fir d'Eischt bis op minus 1,5% vum PIB erofgeet a vun 2018 un dann erëm an déi positiv Richtung dréit. 2020 läit en dann nach just bei minus 1,1% vum PIB, ongeféier 750 Milliounen Euro.

Well mir den Impakt vun der Steierreform nëmme brutto gerechent hunn oder statesch gerechent hunn, mengen ech, dass déi Zifferen, déi ech lech elo presentéiert hunn, ganz konservativ sinn, ganz virsiichteg sinn. Ech wollt déi Zifferen net schéirieden, andeem ech den dynameschen Effet, deen d'Steierreform mat sech brëngt, géif mat erabrëngen. Dofir sinn déi Zifferen, déi ech lech haut presentéieren, och objektiv.

All Joer huet d'Oppositioun behaapt, dass d'Zuelen, déi hei géife presentéiert ginn, zu engem gewëssenen Deel falsch wären an dass net alles agerechent gi wär an dass dofir hanneno d'Resultat hannen net géif stëmmen. An all Joer huet sech erausgestallt, dass d'Zuele vun der Regierung net nëmme richteg waren, mä dass d'Resultater souguer besser waren, wéi dat am Budget ageplangt war, ebe grad, well d'Regierung mat objektiven a realisteschen Zifferen schafft.

Ech géif gären dofir déi zwee Joren 2014 an 2015 ganz kuerz ënnert d'Lupp huelen. Fir d'Joer 2014 hate mir mat engem Defizit vu 502 Millioune gerechent an hunn zum Schluss vum Joer nach just mat engem Defizit vun 78 Milliounen ofgeschloss. Fir d'Joer 2015 hate mir mat engem Defizit vu 710 Millioune gerechent a leien haut bei engem Defizit vu ronn 200 Milliounen. Dat ass also eng Verbesserung vu ronn 500 Millioune par rapport zu deem, wat virgesi war.

Dat hu mer erreecht, well mer natierlech den Zukunftspak ëmgesat hunn a well mer natierlech och d'Käschten ënner Kontroll hunn. An dofir sinn ech zouversiichtlech, dass mer och 2016 wäerte gutt ofschneiden an dass mer och 2017 wäerte méi positiv ofschneide wéi déi Zifferen, déi ech elo op den Dësch geluecht hunn, an domadder och den tatsächlechen Impakt vun der Steierreform wäerte kënnen offiederen.

Am Sënn vun der Transparenz wëll ech dofir och drop hiweisen, dass d'Steierreform um Niveau vun de Recetten net nëmmen natierlech beim Stat Effekten huet, mä natierlech och bei de Gemengen. Ausserdeem ass am Plan de stabilité et de croissance schonn och de méiglechen Impakt vun der Reform vun de Gemengefinanze mat agerechent, iwwert den Detail vun deem ech lech nach net vill ka soen, well den Innenminister amgaangen ass, do d'Detailer driwwer auszeschaffen.

Wat een elo awer scho kann zréckbehale vun de Gemengefinanzen, ass, dass se zolidd bleiwen. De Sold vun der Administration locale bleift iwwert déi ganz Period positiv, an zwar tëschent 0,2 bis 0,3% vum PIB respektiv an absolutten Zifferen tëschent 100 an 180 Milliounen Euro.

Och d'Konte vun der Sécurité sociale bleiwen op der ganzer Period positiv. An der Moyenne läit d'Progressioun vun den Dépensë mat 4,3% ongeféier um selwechten Niveau wéi d'Progressioun vun de Recettë bei 4,2%.

Ënnert dem Strëch geet den Iwwerschoss vun der Sécurité sociale domadder vu 755 Milliounen am Joer 2015 op 778 Milliounen erop 2016. An déi Tendenz confirméiert sech dann an deene Joren duerno.

D'Statsschold bleift net nëmmen ënner 30% vum Räichtum, esou wéi dat am Regierungsprogramm festgehale gouf, mä wäert ënnert de Maastricht-Kritäre vu 60% natierlech ganz kloer leien. Mä eis Statsschold stabiliséiert sech ronderëm 23% op der ganzer Period. Si läit haut bei 22,4% fir 2016 a wäert 2020 ronderëm 23,5% leien.

A relativen Ziffere par rapport zu eisem Räichtum ass d'Statsschold déi zwee éischt Jore vun dëser Legislaturperiod erofgaangen a se wäert elo ganz liicht eropgoen, mä op der ganzer Period gekuckt kann ee soen, dass d'Scholdespiral komplett gestoppt ginn ass an dass mer ronderëm 23% Endettement wäerten hunn.

An absolutten Zifferen, wéi gesäit do d'Bild aus? D'Statsschold geet an absolutten Zuele wuel erop, bis 2018 op 14 Milliarden, mä dat ëmmer nëmmen u sech proportionell mat der Verbesserung vun eisem Räichtum.

Ech sinn nach emol nokucke gaangen, wat am Plan de stabilité et de croissance vun de Joren 2013 bis 2016 zréckbehale gi war. Dat war de 24. Abrëll 2013. Dee Moment ass een nach dovunner ausgaangen, dass dëst Joer schonn den Defizit, d'Statsschold, bei 14,4 Milliarde géif leien. Dat entspréicht 27,9% vum PIB.

D'Realitéit haut sinn 12 Milliarden an dat korrespondéiert 22,4% vum PIB. Also an absolutten Zuelen eng Verbesserung vun zwou Milliarde manner Schold an a Prozentsaz par rapport zu eisem Räichtum eng Verbesserung vu 5%. Dat si konkret Zuelen, an dat ass de konkreten a positiven Impakt vun eiser Politik.

Iwwert déi leschte Jorzéngte gouf verpasst, op ville Plazen ze investéieren an eis Infrastrukturen ze verbesseren. Mir hunn also ganz vill Retarden, ob ech elo op d'Kläranlagen ze schwätze kommen, op d'Schoulen, op d'Wunnengen oder op den Transport. An Dir hutt jo déi Ziffere virdrun héiere vun deene risegen Investissementer, déi mer mussen am ëffentlechen Transport maachen. An esou eng ambitiéis Investitiounspolitik wéi déi, déi dës Regierung mécht, verlaangt natierlech massiv Finanzementer. An et ass beim Stat net anescht wéi bei de Privatpersounen, dass den Investissement net ka vun haut op muer total mat de Reserve finanzéiert ginn. An dofir ass et och normal, dass dat deelweis iwwert d'Zäit gemaach gëtt.

Déi Leit, déi mer soen, an et gëtt där - et ass awer net d'Majoritéit, mä et gëtt där -, déi soen, dass mer besser gehat hätten, den Defizit nach méi séier erofzefueren a guer keng Kreditter méi an Zukunft opzehuelen, déi Leit hu mer awer net gesot, wéi se dat wéilte maachen, an déi Leit hu mer och net un d'Häerz geluecht, ech misst d'Investissementer sträichen oder kierzen oder souguer d'Sozialleeschtunge kierzen. Et kann een net alles matenee wëllen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- D'Spuerpolitik ass kee Selbstzweck. Mir wëllen eng équilibréiert Budgetspolitik. Dës équilibréiert Budgetspolitik verbonne mat dëser ganz gerechter Steierreform, déi mer maachen, dréit zur sozialer Kohäsioun an zum soziale Fridde vu Lëtzebuerg bäi. An dee soziale Fridden zu Lëtzebuerg ass ons ganz wichteg. A mir brauchen nëmmen haut, haut mat der Foto iwwer eis Grenzen an déi dräi Nopeschlänner ze kucken, do ass bal iwwerall Streik! Mir hunn dat zu Lëtzebuerg net!

Mir schreiwen also de Sozialfridde ganz grouss. An an deem Sënn huet och d'Regierung festgehalen, esou wéi de Premierminister dat gëschter am État de la nation gesot huet, dass mer Solutioune fannen iwwer verschidde Sujeten, déi laang net geléist goufen, dass mer Solutioune fannen, déi gerecht an équilibréiert sinn.

Dat gëllt fir déi Solutioun, déi proposéiert ass fir d'Referenzperioden am Droit du travail. Dat ass eng Léisung, déi proposéiert gëtt, déi optionnel ass fir d'Entreprisen. Déi Entreprisen, déi mussen oder wëlle méi laang Referenzperioden hunn a kee Kollektivvertrag hunn, eh bien, déi hunn elo eng Méiglechkeet, fir dat ze maachen. Mä wa se natierlech méi vun hiren Aarbechter fuerderen, da musse se deenen och op eng gewëssen Aart a Weis entgéintkommen. Wa se méi Flexibilitéit kréien, da kréie se jo natierlech méi Rentréeën, an en Deel vun deene Rentréeë musse se mat de Salariéen deelen, dat schéngt mer eng Evidenz ze sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- An ech verstinn net déi, déi fannen, dass dat misst geschéien op eng unilateral Aart a Weis. Och dofir ass eis Politik am Domän vum Droit du travail a vun de Referenzperioden, esou wéi eis Budgetspolitik, eng équilibréiert, déi derfir suergt, dass een d'Leit méi zesummebréngt an net méi auserneendreift.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Ech wëll elo och schonn drop hiweisen, dass Lëtzebuerg an deenen nächste Joren en Deel vu senger Statsschold muss refinanzéieren. Am Joer 2016 sinn dat 400 Milliounen, am Joer 2017 132 Milliounen, 2018 sinn dat 700 Milliounen, 2019 200 Milliounen an 2020 zwou Milliarden.

Dat ass keng nei Schold, déi dës Regierung ophuele géif, dat ass Schold, déi et elo scho gëtt, déi ënnert de viregte Regierungen opgeholl gouf an déi natierlech à échéance kënnt a refinanzéiert muss ginn.

Wat dës Regierung ubelaangt, huet si bis haut keen eenzegen neien Emprunt obligataire gemaach. Dat Eenzegt, wat opgeholl ginn ass un Emprunt, sinn 200 Milliounen, fir e Sukuk ze finanzéieren, am Sënn vun der Diversifikatioun vun eiser Finanzplaz.

Ech hat lech bei der Virstellung vum Budget 2016 schonn ugekënnegt, dass mir dëst Joer awer géifen en Emprunt vun 1,5 Milliarden ophuelen. Dat ass also net nei an dat huet och kee Lien mat der Steierreform. Au contraire, e groussen Deel vun deem Montant gëtt gebraucht, fir déi existéierend Schold, vun där ech geschwat hunn, déi elo op eis duerkënnt, ze refinanzéieren, an natierlech, fir den héijen Niveau vun Investissementer ze finanzéieren.

Ier ech op den drëtten a leschten Deel ze schwätze kommen, nach dräi Punkten zum Ofschloss vun de grousse Linne vum Plan de stabilité et de croissance an zum Pluriannuel.

All déi Zuelen, déi ech genannt hunn, beschreiwen e ganz virsiichtegen Zeenario. Wa mir et fäerdegbréngen, esou wéi mer et an de Joren 2014 an 2015 scho gemaach hunn, dëst Joer besser ofzeschneide wéi virgesinn, wäerten déi Montanten, déi mer léine mussen, natierlech entspriechend erofgoen.

Am PSC vun 2015 ware mir op der Basis vun den du verfügbaren Zuelen dovunner ausgaangen, dass mer 2015 mat enger Dette vun 11,7 Milliarde géifen ofschléissen. En fait hu mer mat enger Dette vun 11,2 ofgeschloss, also eng hallef Milliard manner.

Zweete Punkt: D'Käschten, déi mam Finanzéiere vun der Statsschold verbonne sinn, bleiwe mat 0,3% konstant niddreg.

An drëtte Punkt: Mir denke weider un déi nächst Generatiounen a mir hunn de Fonds souverain op haut mat 134 Milliounen Euro dotéiert, dat sinn déi normal Dotatioune vu 50 Milliounen d'Joer fir d'lescht Joer an dëst Joer, an och 34 Milliounen, déi mer vun den Droits de souscription bei der Kapitalerhéijung vun Arcelor kréien. Déi 34 Milliounen, amplaz dass mer déi a lafend Käschten ausginn, setze mer se fir déi nächst Generatiounen an de Fonds souverain. Domat beweise mer, dass mer Ressourcen, déi exceptionnel sinn, déi eben net rekurrent sinn, dass mer déi eben net mat lafende Käschten erëm ausginn, mä fir déi nächst Generatiounen op d'Säit setzen.

Zum Schluss: Mäin drëtten Deel ass consacréiert den europäesche Regele ronderëm den Objectif à moyen terme fir déi nächst dräi Joer.

Et ass elo scho bal normal oder, anescht gesot, eng Selbstverständlechkeet, dass Lëtzebuerg seng Regelen um Niveau vun Europa anhält. Mä ech muss lech soen, do kënne mer all zesummen houfreg drop sinn, dass Lëtzebuerg dat eenzegt Land an der EU ass, wat an der ganzer Period säit der Existenz vum Euro de Pacte de stabilité et de croissance ëmmer agehalen huet!

Dat ass awer an deene leschte Jore guer net méi esou einfach gewiescht, mä dat huet exigéiert, dass mer eng verstänneg Budgetspolitik sollten aschloen. An et war e Risk do am Ufank vun dëser Legislaturperiod, dass mir aus der Bunn géife geroden, an d'Regierung huet missen handelen, fir d'Situatioun erëm riichtzebéien.

Zweete Punkt: D'Kommissioun huet an hirem Reglement 1466/97 virgesinn, dass d'Länner all dräi Joer hiren Objectif à moyen terme mussen nei fixéieren. A fir dat ze erreechen, mécht d'Kommissioun eng Propositioun vun engem Minimum vun Objectif à moyen terme, an zwar fir alleguerten d'Länner vun der Eurozon.

Fir dat ze kucken, deen Objectif à moyen terme, kuckt d'Kommissioun eng ganz Rëtsch Facteuren, ënner anerem d'Entwécklung vun der Bevëlkerung, d'Entwécklung vun de Pensiounen a vun de Fleegekäschten. An opgrond vun der leschter Analys vun der Kommissioun, déi 2015 gemaach ginn ass am Ageing Report 2015, huet d'Kommissioun fonnt, dass de Risiko vun de Pensiounen zu Lëtzebuerg méi kleng ginn ass, wéi dat virun e puer Joer ausgerechent ginn ass,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- …an zwar aus enger Rëtsch Grënn, déi och de President vun der Chamber freeën, well jo och eng Reform gemaach ginn ass an deem Domän a well och eis Populatioun weider wiisst a well déi nei Aarbechten, déi zu Lëtzebuerg geschafe ginn, erëm eng Kéier op en héijen Niveau geklomm sinn, esou wéi et virun der Kris de Fall war.

Op där Basis huet d'Kommissioun fir Lëtzebuerg en neien Objectif à moyen terme ausgerechent, an zwar en Objectif vu minus 0,5% vum PIB. Ech erënneren drun, dass eise fréieren Objectif à moyen terme plus 0,5% war.

D'Kommissioun setzt e Minimum fest an et ass d'Responsabilitéit vun den État-membren, sech den OMT selwer dann ze ginn, deen dee Minimum natierlech muss anhalen. Anescht ausgedréckt: E Land kann och iwwert dee Minimum goen. Mä d'Regierung huet décidéiert, sech der Propositioun vum Minimum vun der Kommissioun ze alignéieren a sech deen zu eegen ze maachen. Dat huet d'Regierung d'lescht Woch décidéiert.

Wat ass dann elo als Resultat d'Situatioun zu Lëtzebuerg, wat européesch Kritären ubelaangt an och national Kritären?

Mir hunn zu Lëtzebuerg en fait eis zwee Kritäre ginn. Deen éischte Kritär, dat ass deen, deen ech elo grad gesot hunn, deen eben elo nei ausgerechent ginn ass. Mir wäerten als Minimum-Objectif à moyen terme als Lëtzebuerger Regierung minus 0,5% vum PIB huelen. Dat ass den éischte Kritär, an dat ass den européesche Kritär.

Mä mir ginn eis och en zweete Kritär. Deen ass Iech och net nei, well e steet am Regierungsprogramm. Dat ass, wat ech géif nennen en nationale Kritär. Dat ass, dass eis Statsschold muss an der ganzer Period ënner 30% vum PIB leien. A fir déi, déi fannen, dass dat nach net streng genuch ass, obwuel et d'Halschent ass vum Niveau, deen an Europa erlaabt ass - dee läit näämlech bei 60% -, fir déi, déi fannen, dass et net duergeet, rappeléieren ech, dass mir op der ganzer Period, wéi ech et virdru gesot hunn, en Endettement wäerten hunn, wat ronderëm 23% vum PIB ass, also eng Stabiliséierung vun eiser Statsschold.

Wa mer dann elo kucken, wéi mer elo an deenen nächste véier Joer sti mam Solde structurel - de Solde structurel ass deen, dee miesst, ob een den Objectif à moyen terme agehalen huet -, gesi mer, dass mer am Joer 2017 e Solde structurel vu plus 0,6% hunn, 2018 an 2019 e Sold vun null an 2020 e Solde structurel vu plus 0,6%. Mir sinn also op där ganzer Period op deenen nächste véier Joer nach ëmmer am positive Beräich. Déi Ziffer muss elo gemooss gi par rapport zu minus 0,5%, wat eist neit Zil ass. Mir leien also do ganz gutt.

Och hei wëll ech awer ënnersträichen, dass dat alles net selbstverständlech ass. Fir déi, déi de Regierungsprogramm am Detail kennen an en e puermol gelies hunn, do hate mer eis als Zil ginn, als nei Regierung, dass mer spéitstens 2018, spéitstens 2018 zum Schluss vun eiser Legislaturperiod erëm op der gudder Bunn sinn, anescht ausgedréckt, erëm géifen den Objectif à moyen terme anhalen, wat jo présupposéiert, dass mer vun der Bunn erofkomm wären. Déi Hypothees war ënnerschwelleg an dësen Deklaratiounen dran.

Eh bien, haut kann ech Iech soen, dass mat all de Mesuren, déi mer iwwert déi lescht Jore geholl hunn, a mat dem Ausbléck, deen ech Iech haut ginn, dass Lëtzebuerg wäert an der ganzer Period 2013 bis 2018 iwwerhaapt net aus der Bunn kommen!

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Wat eng immens gutt Noriicht ass, net nëmme fir d'Regierung, mä fir d'Land, well doduerjer hu mir vill méi Fräiheet, fir eise Budget an eis Politicken ze gestalten. An dowéinst séchere mir och, dass d'Investisseuren nach ëmmer gären op Lëtzebuerg kommen. An domat séchere mer, dass d'Agences de notation eis den Triple-A weider an Zukunft garantéieren. Dat si gutt Noriichten, net nëmme fir d'Regierung, dat si gutt Noriichte fir d'Land!

En conclusion, Här President, et gesäit een, dass déi Zuelen, déi ech Iech geliwwert hunn an déi d'Steierreform mat arechnen, weisen, dass Lëtzebuerg finanziell gutt dosteet a sech déi Steierreform ka leeschten. Mir hunn eng verantwortlech Budgetspolitik gemaach a bréngen et domat fäerdeg, dräi Verspriechen ze halen: éischtens, d'Leit an d'Entreprisë steierlech ze entlaaschten; zweetens, d'Investissementer héich ze halen am Intérêt vun de Leit, vun den Entreprisen a vun eisem Land an, drëttens, d'Statsfinanze laangfristeg erëm op zolidd Féiss ze stellen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Finanzminister. Ech ginn him Akt vu senger Deklaratioun a ginn direkt d'Wuert weider un de Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider.

Déclaration de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann op de Volet PNR, Plan national de réforme, a géif ufänke mat enger Rei Zuelen. Den Här Finanzminister ass schonn op e puer Zuelen agaangen, mä fir d'Bild nach eng Kéier komplett ze zeechnen, ier ech op déi verschidde Mesuren aginn, erlaabt mer, dass ech nach eng Kéier e puer Chiffere rappeléieren.

Éischtens déi vun eiser Croissance, déi laut Kommissioun fir dëst Joer, fir dat lafend Joer, op 2,9% geschat gëtt, fir d'Joer 2017 awer erëm op 4,5% a fir 2018 op 4,9%. An der Moyenne wäerte mer laut der Kommissioun een Taux de croissance hu vun 3,5% an de Jore ´16 bis ´20. Et ass awer och regelméisseg esou, dass mer feststellen, dass déi Viraussoe vun der Kommissioun, wat eis Croissance ugeet, meeschtens am Land selwer, also bei eis selwer, dann nach eng Kéier iwwertraff ginn.

Am Emploi gesäit et och extrem gutt aus. Mir sinn am Taux d'emploi eropgaangen, respektiv mir si beim Chômage erofgaangen. A wann ech eleng kucken, wivill nei Aarbechtsplaze mer schafe wäerten, da sinn dat fir d'Joer 2016 2,9%, fir 2017 3,3% a fir 2018 3,2%, Tauxen, déi mer, mengen ech, scho laang net méi erreecht hunn.

Eis Produktivitéit geet an där Zäitperiod vu ´16 bis ´20 ëm 0,74% erop, an de Chômage geet weider erof, wéi ech Iech et virdru gesot hunn. Eise Chômage läit laut de Berechnungsmethode vun der Kommissioun 2016 bei 5,3%, fir da bis 2019 op 5% erofzefalen. Wat aner Zuele sinn, wéi déi, déi mir hei applizéieren, mä am européesche Vergläich sinn dat doten Zuelen, déi ze berücksichtege sinn. D'Inflatioun ass dëst Joer nach op engem extrem niddregen Niveau mat 0,2%. 2017 soll d'Inflatioun awer unzéien op 1,6% an 2018 op 1,9%.

Wann ech am Résumé d'Konklusioune vun der Kommissioun iwwert d'wirtschaftlech Situatioun zu Lëtzebuerg Iech dierf matdeelen, da seet d'Kommissioun, se géif constatéieren, dass mer eng Amélioration progressive de l'environnement économique hei zu Lëtzebuerg hätte mat Risque-réduiten. Dat heescht, dass mer eis permanent ekonomesch verbesseren an dass eis Risiken, eis Laangzäitrisiken permanent och gläichzäiteg erofginn, wat, mengen ech, en extrem positivt Resultat ass, well meeschtens huet d'Kommissioun just constatéiert, dass eis Ekonomie géif gutt dréien, mä se huet eis ëmmer gewarnt virun deene Laangzäiteffeten, Laangzäitrisiken, déi doduerch op eis duerkommen, sief dat duerch d'Sozialkeesen, duerch d'Krankekeesen, duerch d'Pensiounskeesen oder aner Risiken. Dës Kéier seet se fir d'Éischt, dass och eis Risiken à long terme erofginn, dass mer also op deem richtege Wee sinn, dass mer déi richteg Jalonen an deene leschte Jore gestallt hunn.

An ech mengen, de Minister vun der Sécurité sociale an och zoustänneg fir d'Pensiounen, de Romain Schneider, deen huet jo eng Rei Aussoen dozou gemaach an deen huet jo och seng Quadripartite, déi haut ufänkt. An do wäerte mer da gesinn, wéi mer mat deem Succès op deem Niveau ëmgoe wäerten.

D'Kommissioun seet och, dass hir Lektür vun der globaler wirtschaftlecher Situatioun vu Lëtzebuerg eng Lecture résolument optimiste ass, zumindest à court an à moyen terme. À long terme, soe se eis, misste mer natierlech oppassen, dass eis Finances publiques soutenabel bleiwen, an ech mengen, de Finanzminister Pierre Gramegna huet Iech grad opgewisen, dass eis Finances publiques éischtens emol gesond sinn an zweetens och soutenabel sinn an dass de Wee, dee mer ageschloen hunn, an deem Sënn dee richtegen ass an och d'Kommissioun wäert iwwerzeegen.

Mir kréien awer och gesot, dass mer mussen eis Efforten am Changement climatique verbesseren. Do wäert ech herno nach eng Kéier drop agoen. Bei der Kompetitivitéit respektiv der Produktivitéit, wat eis Käschtestrukturen ugeet, musse mer oppassen, an dann natierlech och op d'Cohésion sociale, op déi ech och am Verlaf vu menger Ried nach eng Kéier wäert agoen.

D'Kommissioun huet eis soss nach fënnef Recommandatioune ginn, fir et besser ze maachen an Zukunft. Dëst Joer, muss ee soen, huet d'Kommissioun sech nach just beschränkt op dräi Recommandatiounen, déi mer sollen ëmsetzen. Dovun ass eigentlech de Gros gemaach entre-temps respektiv ass zumindest lancéiert.

Wann ech vun där éischter Recommandatioun dierf schwätzen, dat ass näämlech déi, fir eis Assiette fiscale ze verbreederen, dat heescht, dass mer do, wou mer Steieren ophiewen, dass mer dat musse méi breet streeën an dass mer och op der Consommatioun misste méi Steieren ophiewen. Dat hu mer gemaach duerch d'Décisioun vun enger Augmentatioun vun der TVA ëm 2%. Mir hunn dat awer speziell och gemaach, andeem mer d'TVA fir Boissons alcoolisées, fir Immobilien, déi kaaft ginn, net fir selwer dran ze wunnen, mä fir ze verlounen oder ze spekuléieren, respektiv fir energetesch Produiten, déi am Transportberäich gebraucht ginn, wou mer iwwerall d'TVA an d'Luucht gesat hu respektiv op 17% eropgesat hunn. An da wësst Der jo och, dass dann och nach déi Réforme fiscale kënnt ab dem 1.1.2017, déi de Pierre Gramegna jo scho virgestallt huet.

Déi zweet Recommandatioun ass déi vum Âge de départ à la retraite, dass mer dee mussen eropsetzen. An och do hu mer eng Rei Reforme gemaach, d'Reform vun de Pensiounen, déi 2013 gemaach ginn ass, a wou de Minister Romain Schneider eng éischt Evaluatioun elo wäert dëst Joer am Oktober maachen. Ech kann Iech elo scho soen, dass déi Evaluatioun wäert positiv ausgoen. Dat heescht, dass déi Reform mat Sécherheet méi positiv Resultater wäert bréngen, wéi dat deemools ugeholl ginn ass. Mä dat iwwerloossen ech dem Romain Schneider a senger Analys, fir eis dat dann am Detail am Hierscht virzestellen.

Dann ass et esou, dass mer e Projet de loi um Instanzewee hunn, fir d'Préretraite-solidarité ofzeschafen an och fir eng Rei Adaptatiounen un anere Régimes de préretraite virzehuelen, alles mam Zil, fir d'Leit méi laang an Aarbecht kënnen ze halen. An da gëtt et natierlech och de Paquet de mesures en matière de politique d'âge an den Entreprisen, wou et ënner anerem ëm d'Reform vum Reclassement professionnel geet, ëm de Contrôle médical, et cetera, et cetera. Also eng ganz Rei Mesuren, déi mer op de Wee bruecht hunn, fir d'Leit kënne méi laang an Aarbecht ze halen, dass se also net ze jonk an d'Pensioun musse goen.

Dann déi drëtt Recommandatioun, déi mer kruten, war déi vun der Formation des salaires. Do wësst Der, mä - gutt! -, dat ass eng Décisioun, déi dës Regierung ganz am Ufank geholl huet, dass mer gesot hunn: „Okay, mir wëllen derfir suergen, dass et keen Dérapage gëtt bei der Augmentatioun vun de Salairen iwwer eng Indexation excessive." Dofir hu mer am Ufank vun dëser Legislatur gesot gehat, mir géifen, wann et sech géif erweisen, dass méi wéi eng Indextranche d'Joer géif erfalen, dass mer dat géifen op eng Indextranche d'Joer da wëlle limitéieren.

Dir kennt awer d'Situatioun: D'Inflatioun ass esou niddreg, dass, zënter dës Regierung am Amt ass, keng Indextranche erfall ass. Vun dohier eriwwregt sech dee Mechanismus.

Mir hunn awer och op der Uni Lëtzebuerg e Projet an Optrag ginn, fir d'Interaction sectorielle an der Évolution salariale kënnen ze analyséieren. A mir hunn eng Saisine gemaach beim Conseil économique et social, fir iwwert d'Produktivitéit eng Etüd ze maachen, ze kucken, wéi dat sech hei zu Lëtzebuerg verhält, sachant bien, dass et immens schwéier ass, dat an enger oppener a klenger Ekonomie wéi Lëtzebuerg kënne wëssenschaftlech an och am Detail ze analyséieren.

Voilà, dat zu deenen dräi Recommandatiounen, wou Der gesitt, dass - ech sinn elo wierklech schnell driwwer gaangen, well Dir hutt d'Dokument am Detail jo kritt -, mä et weist awer, dass mer op all deenen dote Punkten eng ganz Rei Mesurë geholl hunn, an ech si wierklech gespaant, wat dann déi nächst Recommandatioune sinn, déi mer wäerte kréie fir d'nächst Joer, well et bleiwe finalement net méi ganz vill Hausaufgaben iwwreg, zumindest aus mengem Bléckwénkel.

Dann ass et jo och esou, dass mer eis alleguerte fir 2020 fënnef Objektiven, national Objektive ginn hunn, mat e puer Schwéierpunkter, déi fir eis - ech géif elo emol ufänken -, éischtens, déi si vun enger Croissance intelligente, dass mer eis also eng Prioritéit ginn, fir intelligent ze wuessen, an net à tout prix an egal wou an egal wéi ze wuessen.

Mir wëllen dat erreechen ënner anerem, andeem mer vill méi investéieren nach an de Beräich Recherche et développement. Dir wësst, dass mer en Zil eis ginn haten, fir 2020 insgesamt, also déi ëffentlech an déi privat Fuerschung op en Niveau vun 2,3 bis 2,6% vun eisem PIB ze bréngen. Mir stellen awer fest, dass mer de Moment bei ronn 1,24% just leien. Dat huet näischt domat ze dinn, dass de Stat hei seng Verantwortung net hëlt, well eis Investitiounen an d'Recherche si vum Joer 2000 vun 23 Milliounen op 382 Milliounen am Joer 2015 eropgaangen. A mir eleng als Stat assuréieren 0,73% vun deenen 1,24%, déi mer de Moment als Recherche opzeweisen hunn.

Et ass definitiv e Problem am private Secteur, wou duerch déi Krisejoren eng ganz Rei Projeten net gemaach gi sinn oder verschiibt respektiv an enger manner grousser Envergure gemaach gi sinn. Mir mussen also et fäerdegbréngen, d'Recherche privée erëm unzekuerbelen. An ech mengen, d'Ekonomie dréit jo erëm, dofir si mer och gudder Déng, dass dat elo erëm wäert an déi richteg Richtung goen. Mir hunn op alle Fall vun eiser Säit eng ganz Rei Mesurë geholl, fir d'Recherche ze ënnerstëtzen, d'Recherche privée ze ënnerstëtzen.

Ënner anerem wëll ech Iech erënneren, dass mer komplett nei Recherchestrukturen op Belval opgeriicht hunn, dass mer en neit Gesetz hunn iwwert d'Centres de recherche, dass mer de Fonds national de la recherche modifizéiert hunn, dass mer den National Composite Centre en vigueur gesat hunn, dass mer elo e Projet HPC, High Performance Computing, mat der Européescher Kommissioun a mat dräi anere Länner wäerten zesumme starten, fir e Supercomputer op Lëtzebuerg ze kréien, deen natierlech dann och dem Privatsecteur, virun allem dem Privatsecteur, wäert zur Verfügung gestallt ginn. Dat ass insgesamt e 50-Milliarden-Euro-Programm vun der Européescher Kommissioun, an deem mer d'Chance hunn, mat opgeholl ze ginn an och e wichtege Rôle ze spillen.

Dann hu mer awer och eise Projet de loi, deen ënnerwee ass iwwert d'Promotioun vun der Recherche an dem Developpement. A mir hu viru Kuerzem och den Automotive Campus ageweit zu Biissen, wou mer ebe just och wëllen nach eng Kéier en Incentive ginn am Automobillberäich, fir d'Recherche ze férderen, andeem mer gemeinsam Recherchezentren opbauen, fir doduerjer den Entreprisen ee weideren Incentive an deem dote Beräich ze ginn.

Voilà! Nächste Punkt, op deem mer schaffen an dee fir eis wichteg ass, dat ass den Décrochage scolaire. Dir wësst, dass mer en européescht Zil hu fir den Décrochage scolaire, also dass d'Kanner wärend de Studien oder wärend hire Schoulen ophalen ouni Diplom, dass deen Taux ënner 10% muss bleiwen. Mir hunn en Taux laut Eurostat vu 6,1%. Dat heescht, mir musse bei deem Taux bleiwe respektiv en nach weider erofsetzen, eis Efforte konsolidéieren. Den zoustännege Minister huet eng Strategie, eng national Strategie an deem Kontext. Mir hunn e Projet de maison d'orientation, mir hunn e Projet d'orientation scolaire et professionnelle, fir ebe just déi jonk Leit besser ze ënnerstëtzen, fir dass et net zu engem Décrochage scolaire kënnt.

Drëtte Punkt ass den Enseignement supérieur. Do ass et esou, dass mir en Taux hu vu 50,5% am Joer 2015 vu Leit, déi en Diplôme supérieur hunn. Dat ass am Verglach mat der européescher Moyenne e ganz héijen Taux. Mä mir wëllen net do stoe bleiwen a mir wëllen dat weider an d'Luucht drécken. Mir wëlle weider alles maachen, dass jonk Leit studéiere ginn. Ënner anerem maache mer dat doduerjer, dass mer eng Rei, oder zumindest net eng Rei, mä op enger Rei Punkten d'Aides d'État fir d'Studente modifizéiert hunn an an d'Luucht setzen.

Och de Renforcement vun de Moyens financiers, déi mer der Uni ginn - just fir Iech ze soen, dass mer fir den Enseignement supérieur am Joer 2009 72 Milliounen Euro am Budget haten -, elo ass et 2016 genee dat Duebelt, näämlech 154,1 Milliounen Euro. Ech mengen, alles dat si Mesuren, fir ebe just den Enseignement supérieur ze férderen an och fir deene jonke Leit d'Méiglechkeet ze ginn, dass en och accessibel fir si ass.

Et gëtt eng nei Bibliothèque nationale opgebaut. Och dat kann een am Kader vun deenen heiten Efforte gesinn.

Voilà! Déi zweet grouss Prioritéit fir Lëtzebuerg ass d'Croissance durable. D'Croissance durable, wou mer e puer Ënnerkategorien och hunn, fir déi ze erreechen. Déi éischt ass déi, dass mer natierlech eist Zil vun 11% erneierbaren Energië bis d'Joer 2020, dass mer déi wëllen erreechen. An ech kann Iech soen, dass Lëtzebuerg hei op senger Trajectoire läit.

Mir wäerten och, pardon, mir hunn d'Exigenzen, wat d'Performance énergétique vun de Gebaier betrëfft, an d'Luucht gesat. Se si bei eis extrem héich a se trieden och éischter a Kraaft, wéi dat vun den Direktive virgesi war, well mer wollten eisem Secteur vum Bau en Incentive ginn, fir éischter sech konform ze setze mat deenen doten Ufuerderungen, fir doduerjer och en Avantage compétitif ze hu vis-à-vis

vun hire Partner oder vun hire Konkurrenten an der Groussregioun a fir also scho mindestens ee Joer éischter prett ze sinn, fir déi dote Kritären alleguerten ze erfëllen, wat hinne bestëmmt muer och wäert hëllefen, iwwert d'Grenz eraus Opträg ze kréien.

Mir hunn eng Rei Initiative geholl, wat de Biocarburant vun der neister Generatioun ugeet. Mir hunn e Projet gemaach, wat d'Elektromobilitéit ugeet. Ech ginn net am Detail drop an. 800 Bornen, déi de Moment amgaange sinn, opgeriicht ze ginn. An der Steierreform hu mer e Volet virgesinn, fir Elektroautoe kënne vun de Steieren ofzesetzen, et cetera, et cetera.

Efficacité énergétique, do kann een och soen, dass mer op der gudder Trajectoire sinn. Mir hunn e Règlement oder Projet de règlement, wat d'Bâtiments d'habitation ugeet, also wat d'Efficacité énergétique an de Bâtiments d'habitation ugeet, deen ënnerwee ass. Mir hunn den „smart metering" agefouert, deen eleng an de Ménagë wäert am Schnëtt bis zu ëm déi 2% Energieeffizienz generéieren. Dat kléngt net no vill, ass awer vill am Endeffekt.

Mir hunn och an deem dote Kader, mä net nëmmen an deem, mä am Kader generell vum Developpement vun eiser Ekonomie a fir eng Croissance durable respektiv eng Croissance intelligente ze hunn, hu mer jo och de Projet Rifkin lancéiert, wou mer probéieren, mat de Sozialpartner, mat allen Akteuren zesummen en neie Modell fir d'Lëtzebuerger Ekonomie opzestellen, wou mer wäerten eng durabel, eng nohalteg Ekonomie opstellen, eng revolutionéiert Aart a Weis, wéi mer Ekonomie hei zu Lëtzebuerg bedreiwen. An och do kann ech lech elo scho soen, dass ech iwwerzeegt sinn, dass Lëtzebuerg Virreider wäert sinn an der Europäescher Unioun, wa mer bis mat deem dote Projet Rifkin duerch sinn.

A fir all déi, déi en Zukunftsdësch fuerderen, nach eng Kéier de Rappel, dass se do wierklech häerzlech invitéiert sinn, fir hir Iddien dann och do mat an deem Kader anzebréngen.

CO_2 ass e Punkt, wou mer nach ëmmer Schwieregkeeten hunn, well mer nach ëmmer staark Efforte musse maachen, fir eis CO_2-Ziler ze erreechen. Mä och do hu mer den zweete Plan d'action national sur les réductions de CO_2. Mir hunn e Projet Tram, deen natierlech och wäert dozou féieren, dass CO_2 agefouert (veuillez lire: agespuert) gëtt. Ech hu virun dräi Wochen dräi Projete lancéiert, déi aus dem private Beräich kommen, iwwert déi mer eleng 140.000 Tonnen CO_2 wäerten aspueren. Mir hunn déi Banque climatique ënnerwee an de Pacte Climat mat de Gemenge wäert och au fur et à mesure weider positiv Incidencen an deem dote Punkt hunn.

Generell wëll ech awer dozou soen, dass et fir e Land wéi Lëtzebuerg natierlech duebel schwéier ass, fir seng Ziler ze erreechen, déi fir 2020 virgesi sinn, aus zwee Grënn. Éischtens, well mir, contrairement zu allen anere Länner an der Europäescher Unioun, en héije Wirtschaftswuesstum nach hunn. En héije Wirtschaftswuesstum heescht natierlech och méi Energieverbrauch. Méi Energieverbrauch heescht meeschtens leider nach ëmmer méi CO_2-Emissiounen, obwuel mer doru schaffen, fir dat an de Contraire ze dréien. Mä dat ass natierlech ee Facteur, deen eis dat, wat mer op där enger Säit réusséieren, op där anerer Säit e bësse futti mécht.

Op där anerer Säit ass et natierlech déi staark Croissance vun eiser Populatioun. Ech mengen, och do ass Lëtzebuerg Spëtzereider an der Europäescher Unioun mat méi wéi 10.000 neien Awunner, zousätzlechen Awunner all Joer, déi natierlech och Energiebesoinen hunn an déi natierlech och Emissiounen hunn. Déi maachen natierlech all eis Ustrengungen, déi mer maachen, zu engem Deel, natierlech e klengen Deel, mä maache se natierlech erëm zunichte. Mä mir mussen dat géréieren. An ech sinn och hei iwwerzeegt, dass mer dat an de Grëff kréien.

Dann déi drëtt grouss Prioritéit ass d'Croissance inclusive. D'Croissance inclusive, wat esou vill heescht, dass mer eigentlech wëlle jiddwereen un där Croissance deelhuele loossen. Zum engen ass dat iwwert den Taux d'emploi zu Lëtzebuerg, deen de Moment bei 70,9% läit fir Leit tëschent 20 a 64 Joer, a wou mir eis als Zil gesat hunn, fir deen op 73% ze hiewe bis 2020. Ech sinn och iwwerzeegt, dass mer dat wäerte fäerdegbréngen.

Gradesou wéi mer et fäerdegbruecht hunn, fir méi Fraen op den Aarbechtsmarché ze kréien. An dat mat enger ganz klorer Politik, déi ëmmer erëm an d'Richtung geet, fir d'Vie professionnelle mat der Vie familiale besser ze conciliéieren, sief dat duerch méi Angeboter u Crèchen, sief dat duerch e reforméierten - oder een, deen elo reforméiert gëtt - Congé parental, wat vill méi Leit d'Méiglechkeet gëtt, deen och wäerte kënnen ze huelen, sief dat duerch d'Congés spéciaux, wann d'Kanner krank sinn, et cetera, wou d'Ministesch, d'Madamm Cahen och amgaangen ass, dat alles ze finaliséieren.

Ech mengen, dass do eng ganz Rei Avancéeën nach wäerte kommen, fir ebe just de Leit et ze erméiglechen, schaffen ze goen an och sech ëm hir Familljen ze këmmeren. Just fir lech en Taux mat op de Wee ze ginn: 2005 war den Emploi féminin zu Lëtzebuerg bei 58,4%. Elo ass e bei 65%. Dat heescht, mir sinn an déi richteg Richtung ënnerwee. An all déi Mesuren, déi d'Madamm Cahen amgaangen ass, op den Instanzewee ze bréngen, respektiv déi um Instanzewee sinn, wäerten do hëllefen, nach e gudde Krack no vir ze kommen.

Dann, fir natierlech och derfir ze suergen, dass generell d'Leit an Aarbecht kommen, hu mer eng ganz Rei Mesurë geholl. De Stage de professionnalisation fir Chômeuren iwwer 45 Joer oder déi, déi am Reclassement externe sinn. Dann duerch d'Reform vun der ADEM, de Parcours personnalisé, dee mer den Aarbechtslosen, deenen, déi eng Aarbecht sichen, offréieren, fir se wierklech mat der Hand ze huelen an hinnen néidegerweis och nach déi Formatioun ze ginn, déi se brauchen, fir déi Jobbe kënnen ze besetzen, déi fräi sinn.

De Lancement vum JobBoard, dee mer dëse Mäerz lancéiert hunn, an dann natierlech och de Programm mat den Entreprisen, e Programme „Entreprises, partenaires pour l'emploi", wou jo d'Entreprisë sech engagéiert hunn, fir 5.000 Leit aus dem Chômage erauszehuelen an deenen nächste Joren. Och do gesi mer, dass et an déi richteg Richtung geet.

En zweete Punkt, fir d'Croissance inclusive ze garantéieren, dat ass dee vum Risque de pauvreté, also deen erofzesetzen an d'Exclusion sociale erofzesetzen. Mir hunn de Moment e Risque de pauvreté zu Lëtzebuerg vun 19% am Joer 2014. Dat ass zwar nach ëmmer gutt par rapport zu engem europäeschen Duerchschnëtt, stellt eis awer definitiv net zefridden. Et kann een elo laang diskutéieren, wéi déi 19% gerechent ginn an dass dat mat Sécherheet och alles diskutabel ass. Mä Fait ass awer, dass de Risque de pauvreté am Land an deene leschte Joren an d'Luucht gaangen ass, an dass dat eng Situatioun ass, déi där heiter Regierung net gefält.

De Statsminister ass gëschter ganz am Ufank vu senger Ried drop agaangen, dass mer dat dote wëllen ugoen. En huet och eng ganz Rei Mesuren opgezielt, wou mer dat do wäerten ugoen. Et fänkt u beim Crédit d'impôt. Et geet iwwert d'Monoparentauxen, alles wat mer fir d'Monoparentauxe maachen, mä j'en passe, well ech net nach eng Kéier alles wëll widderhuelen, wat de Statsminister gesot huet. Mä Dir wäert gesinn oder Dir gesitt, dass mer dee Problem wëlle massiv ugoen. An et komme jo och nach eng Rei aner Mesuren an deene Joren a Méint, déi nach an dëser Legislatur iwwreg bleiwen, fir ebe just dat dote kënnen ze assuréieren.

Da wäerte mer eng Rei oder hu mer eng Rei aner Moyenen, fir deem dote bäizekommen. D'Augmentatioun vum Taux d'activation am Kader vun dem Dispositif RMG, d'Gesetz iwwert d'Aide sociale, dann de Fonds européen d'aide aux plus démunis, wou ee kann iwwert dee Fong Aides alimentaires ginn, Assistance matérielle, et cetera. An dann, wéi ech virdru gesot hunn, natierlech d'Réforme fiscale, speziell déi Voleten „monoparentaux" an „crédit d'impôt".

Voilà! Dat gesot, mengen ech kënnen e positive Bilan ze zéien, oder ech ginn lech eigentlech just dat erëm, wat d'Kommissioun seet. Dat mécht et zumindest da méi glaubwürdeg fir d'Oppositioun, dass d'Kommissioun seet, dass eis Resultater gutt sinn, dass mer um gudde Wee sinn, dass eis Risike fir d'Zukunft erofgaange sinn. An dat mécht mech als Wirtschaftsminister frou, mä dat mécht och d'ganz Regierung frou, well se domadder gesot kritt vun der Kommissioun aus, dass se um richtege Wee ass.

Ech soen lech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Wirtschaftsminister. A mer géifen dann elo zum allgemengen Débat iwwert d'Lag vun der Natioun iwwergoen, verbonne mat de Finanzen an dem Budget. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Wiseler fir d'CSV.

3. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR)

Débat général

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Et ass klassescherweis esou, datt den État de la nation jo als Deklaratioun fir d'Situation économique, sociale et financière du pays oft benotzt gëtt, fir haaptsächlech op déi finanziell an ekonomesch Saachen, Dossieren anzegoen, nach méi, well haut och de Plan national de réforme respektiv de Plan de stabilité et de croissance vun deenen zwee Virriedner ugeschwat ginn ass.

Ech wéilt awer och am Ufank e puer Saachen am État de la nation soen, d'Geleeënheet net verpassen, fir iwwer eng Rei gesellschaftlech Themen ze schwätzen. Dat, wat de Leit um Mo läit, dat, wat se heiansdo um Häerz hunn a wat een, wann een den Tour dobausse mécht, wann een nolauschtert de Leit, wa se mat engem schwätzen, ëmmer an den Diskussiounen, an de Gespréicher erëm héiert.

Wat ech feststellen, an dat ass méi de Fall, wéi dat an deene leschte Joren de Fall war, dat ass, datt vill, vill Leit sech Froe stellen, oft Angscht hu virun der Situatioun, oft Angscht hu virun der Zukunft. Eng gefillten Onsécherheet, net onbedéngt eng physesch, mä awer vill Froen a vill Gefiller, déi sech mëschen an enger Onsécherheet, wou Froe sech stelle wéi déi, wéi et virugeet a wéi ee sech soll erëmfannen an där Gesellschaft haut.

Wéi et virugeet mam Islam, wéi et virugeet mat schnelle Changementer, wéi et virugeet mat der Kriminalitéit. Déi Angscht hu virum Terrorismus, virun der Zukunft, hirer eegener, där vun hire Kanner, där vum Land. Sech Froe stellen iwwert d'Plaz vun eisem Land, eis Identitéit, eis Changementer. Ech mengen, datt mer déi Froe mussen uschwätzen.

Traditionell Parteien, an ech zielen eis emol alleguer do mat eran, traditionell Parteien hunn oft eng gewëssen „political correctness", fir Froen net ze thematiséieren oder fir se anescht unzeschwätzen. An dat ass natierlech, wann ee kuckt, wat an deene leschte Méint oder de leschte Sonndeg nach an Éisträich, mä an deene leschte Méint och an anere Länner, Frankräich, Däitschland, Belsch geschitt ass, dat léisst e risegen Terrain op fir Leit, déi sech Sujeten emparéieren, déi klassesch Parteien net wëllen uschwätzen, déi se besetzen als Sujeten, ouni op déi Froen Äntwerten ze ginn - ouni op déi Froen Äntwerten ze ginn! -, mä wou d'Leit scho mengen, well se d'Sujeten uschwätzen, et wären Äntwerte gi ginn. An da kommen déi Wahlresultater vir, wéi dat an deene Länner ronderëm eis de Fall war.

Ech wëll just soen, datt ech mengen, datt mer déi Sujeten och heibannen, och an engem État de la nation musse kënnen uschwätzen, musse kënnen thematiséieren an och eis Retenue an deene Sujete vläicht e wéineg op d'Säit setzen, fir se an d'Aen ze kucken an unzeschwätzen. Well et ass un eis als Parteien, un eis als Parlament, och do e Wee ze weisen.

Virun e puer Méint war e Referendum iwwert d'Auslännerwahlrecht. D'CSV huet kloer hir Meenung gesot. Mir waren net der Meenung, datt d'Nationalitéit an d'nationaalt Wahlrecht kéinte getrennt ginn. Mir hunn eis Meenung kloer gesot. Mir hunn e Projet de loi déposéiert. Mir stinn och nach hannert deem Projet de loi. Mir wollten net, datt sengerzäit e Referendum sollt stattfannen, well mer et net gutt fir d'Gesellschaft fonnt hunn. Mir fannen och haut, datt déi Theme méi schwiereg gi sinn.

Mä mir fannen haut awer och, datt et wichteg ass, datt mer op deene sensibelen Theme kloer an däitlech Messagen no bausse ginn. Dofir hu mer virun e puer Méint hei op dëser Plaz der Regierung ugebueden, fir op deem Sujet gemeinsam ze schwätzen, fir op deem Sujet gemeinsam e Wee ze goen, zesummen eng Solutioun ze fannen.

D'Regierung, den Här Braz, huet dat ugeholl op deem do Sujet. An ech sinn am Fong och dankbar derfir, datt en et ugeholl huet. Mir haten net ëmmer einfach Diskussiounen. Et war heiansdo méi komplizéiert. Mä zum Schluss ass e Resultat erauskomm, wou mer d'Sprooch op engem Niveau behalen, mä de Leit awer eng Chance ginn, fir kënne Lëtzebuerger ze ginn, wou mer een Droit du sol ageféiert hunn, nodeem dass de fënnef Joer hei zu Lëtzebuerg waars, wann s de zu Lëtzebuerg op d'Welt komm bass. Dat ass eng Solutioun, déi mir als Partei gär gehat hätten, déi mer elo och zesumme mat der Regierung kréien.

Mä dat, wat fir eis wichteg war, dat ass, datt mer eis op engem essenzielle Projet eens gi sinn. Firwat? Mä u sech wéinst der sozialer Kohäsioun vun dësem Land! Well mer och als Partei gemengt hunn, datt een net soll higoen op dësem Sujet an nach eng gréisser politesch Diskussioun déclenchéieren. Well mer gemengt hunn, et wär wichteg, op deenen do Froen d'Cohésion sociale probéieren, bäizebehalen an net de Contraire iwwer e politesche Sträit ze provozéieren.

E puer Wuert zum Sujet Flüchtlingen. Et ass gesot ginn, et ass ee vun deene gréisste Problemer, mat deenen Europa an deene leschte Méint konfrontéiert ass. E Sujet, deen och Angscht mécht. Obwuel mir zu Lëtzebuerg nach net - wann ech kucken, wat an Däitschland, Griichenland, Italien an an Éisträich geschitt - direkt esou konfrontéiert domadder si wéi aner Länner. Mä trotzdeem, déi Biller komme bei eis eran an trotzdeem spiere mer och zu engem Deel - an ech mengen, d'Madamm Cahen kann dovunner schwätzen -, zu engem Deel och d'Aarbecht, déi muss hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn.

Mä ech mengen, et geet net duer als Politik, wann ee just einfach déi Angscht beschreift. Et muss een och feststellen, et muss ee kucken. A wann ee feststellt, datt Europa Problemer huet an net méi richteg do fonctionnéiert, an och Problemer huet, fir Léisungen ze fannen - dee Constat ass jo gutt -, mä d'Fro ass als Politiker: Wéi komme mer weider?

Och do e puer kloer Aussoe vun eiser Säit. Éischtens, et gëtt just eng europäesch Léisung. A Solidaritéit an Europa ass eng Noutwendegkeet, fir et emol kloer ze soen!

Zweetens, och wann Europa haut schlecht fonctionnéiert, wierklech schlecht fonctionnéiert, dann ass et kee Grond opzeginn, well mer mengen, datt et historesch deen eenzege Wee ass, fir deen an der Gemeinsamkeet an an der Solidaritéit ze goen. An ech soen och hannendrun, et ass schonn oft an de leschte Jorzéngte Geschicht vun Europa gewiescht, wou Problemer waren, wou Blocagë waren. A mer si se nach ëmmer Meeschter ginn! An ech denken an ech hoffen, datt mer se och an den nächste Jore Meeschter ginn.

Europa huet e Prinzip gehat, an dat ass dee vun der Solidaritéit mat de Leit. An ech wëll do och nach eng Kéier kloer soen: Wa mer eis als Europäer seriö huelen an deem, wat mer ëmmer soen, da kann een net d'Leit am Bulli stierwe loossen op där anerer Säit vum Drot! Dat geet net,...

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- ...wa mer eis selwer seriö huelen. Mir sinn och net, a mir kënnen et och net sinn, op der Säit vun deenen, déi soen, da muss geschoss ginn, wann d'Leit erakomme vun där anerer Säit vun der Grenz. Dat sinn net eis Prinzipien, do wëlle mer net hin!

Op där anerer Säit wëll ech awer och soen, wa mer dee Problem, well et e seriöe Problem ass, sollen ugoen, wëllen ugoen, da kann dat nëmmen op eng ganz organiséiert Aart a Weis sinn.

Mir hunn eng Solutioun mat der Türkei fonnt. A mengen Aen, an eisen Ae war déi eng Noutwendegkeet, well et drëm gaangen ass, déi illegal Awanderer u sech net ze huelen. Déi Schlepperbanden, déi existéieren, dat ass inakzeptabel fir eis! Well et drëm gaangen ass, dat organiséiert a kontrolléiert ze kréien, déi Solutioun eent zu eent, déi zréckbehale ginn ass a Kontingenter, war wahrscheinlech déi eenzeg richteg, och wann an obwuel d'Türkei mat Pressefräiheet a Mënscherechter nach wäit dovunner ewech ass, Member vun der Union européenne ze ginn, an obwuel mer der Meenung sinn, datt, éier eng Visa-Fräiheet iwwerhaapt kann entstoen, all d'Konditiounen - all d'Konditiounen! - mussen erfëllt ginn.

Mir sinn der Meenung, datt op den Aussegrenze muss gehollef ginn, datt och gehollef gi muss matfinanzéieren, datt déi Hotspotte musse kënne finanzéiert ginn. A mir sinn och der Meenung, datt all déi Accorde vun Zréckféiere vu Leit, déi net aus deene Regioune kommen - déi aus Regioune kommen, wou et sécher ass -, datt dat och muss organiséiert ginn, konsequent organiséiert ginn an och duerchgezu ginn.

Zu Lëtzebuerg gëllt genau datselwecht. D'Regierung huet eng Rei Efforten an der leschter Zäit gemaach. Mir ënnerstëtzen och déi Efforten, déi d'Regierung an deem Sënn mécht. Mä och do muss et organiséiert sinn, och do mussen d'Responsabilitéiten tëschent de Gemengen, déi och eng Responsabilitéit hunn, op där enger Säit, an dem Stat kloer etabléiert sinn.

Déi Phasen, wéi d'Refugiéen hei an d'Land kommen, wéi d'Organisatioun dovunner geet, wéi d'Verdeelung dovunner geet, dat muss alles fir jiddweree kloer sinn! Wie responsabel ass fir d'Schoul, wie responsabel ass fir de Suivi social, wie responsabel ass fir de Suivi médical, wie responsabel ass fir d'Sécherheet: Alles dat si Responsabilitéiten, déi an eisen Aen de Stat muss iwwerhuelen.

An dee sensibelste Punkt, dat ass jo deen, fir déi Leit, wa se da bis eng Kéier hei sinn zu Lëtzebuerg, hir Pabeiere kritt hunn, fir se dann

etabléiert ze kréien, aus den Haiser eraus ze kréien. An do soen ech och ganz kloer, datt d'Solidaritéit muss spillen. An et kann net sinn, datt mer just Solidaritéit tëschent den europäesche Länner froen. Och eis Gemengen, eng mat där anerer, musse Solidaritéit ënnerenaner weisen. An och do ass d'Regierung gefuerdert, wann dat net fräiwëlleg geet - an ech mengen, datt d'Gemenge räsonabel sinn an dat maachen -, mä da muss awer och d'Responsabilitéit vun der Gemeng (veuillez lire: Regierung) geholl ginn, fir entweder regional oder kommunal Quoten dohinner ze setzen, fir datt mer dee Problem do an de Grëff kréien.

Angscht kréie mer nëmme geholl, wann et kloer ass, wéi mer agéieren, wann et kloer ass, wat mer och um Terrain maachen, wa mer Äntwerten hunn op déi Froen, déi sech stellen.

D'Leit hunn Angscht och virum Islam, well se net wëssen, wéi se domat sollen ëmgoen, well se Angscht hu virun anere Wäerter, virun anere Gepflogenheeten. An och do, mengen ech, muss d'Politik kloer sinn! Mir soe jo zur Solidaritéit. Mä et muss gradesou kloer sinn, datt hei zu Lëtzebuerg déi Aart a Weis, wéi mer liewen, wéi mer zesummeliewen, wéi eis Relatioune sinn, datt dat déi ass, déi mer kennen, an datt mer déi och gär bäibehalen hei zu Lëtzebuerg.

Hei zu Lëtzebuerg kuckt ee sech an d'Gesiicht, wann ee matenee schwätzt. Hei zu Lëtzebuerg si Schoulprogrammer, déi jiddwereen hält. Hei geet een an d'Klass, ob de Proff oder den Enseignant e Mann oder eng Fra ass, respektiv wann den Dokter e Mann oder eng Fra ass, dann ass dat an den Urgencen an am Déngscht esou. Déi Aart a Weis, wéi mer zesummeliewen, géife mer och gär zu Lëtzebuerg bäibehalen. A mer wëllen, datt dat och kloer ass no baussen.

Et ass iwwer eis gelaacht gi vun der Majoritéit, wéi d'ADR a mir en Text iwwert d'Burka hei déposéiert hunn. Ech soen nach eng Kéier, fir eis war dat e Symbol, ënner anerem e Symbol, vun deem mer wëllen, datt et kloer ass, datt op deem do Fall an op ganz villen anere Fäll déi Rechtsprinzipien, déi Aart a Weis, wéi mer liewen, datt déi och hei zu Lëtzebuerg bleift an och weider bleift an där nächster Zäit.

Solidaritéit brauch Akzeptanz. Et ass kloer, datt eis Rechtsprinzipien eis Rechtsprinzipie bleiwen, datt eis Regelen eis Regele bleiwen, datt eis Wäerter eis Wäerter bleiwen, wou och d'ailleurs d'Reliounsfräiheet dozougehéiert. A wann dat kloer ass, dann ass scho vill Angscht virum Islam geholl.

Angscht virum Radikalislamismus. Déi Terrorismusbiller, déi mer op der Tëlee gesinn, déi sinn heiansdo schrecklech. An da geet et drëm, d'Sécherheet och ze assuréieren an alles ze maachen, datt d'Sécherheet hei am Land assuréiert ass. D'CSV hat eng Rei Propositioune gemaach. D'Regierung huet en aneren Text proposéiert. Mir ënnerstëtzen deen Text, deen d'Regierung hei proposéiert huet.

Mir haten och proposéiert, eng Verfassungsänderung ze maachen, fir den État d'urgence an d'Verfassung anzeschreiwen. Dat war fir d'Éischt vun der Regierung, vum Vizepremier refuséiert ginn, ass awer duerno Gott sei Dank akzeptéiert ginn. Mir hunn elo eng gemeinsam Propositioun op de Wee ginn.

Mir hate proposéiert, datt mer de SREL géifen opstocken. Och dat ass am Ufank vun der Regierung refuséiert ginn. Och dat hu mer elo an der SREL-Kommissioun ëmgesat, well et einfach noutwendeg ass mat deem, wat momentan amgaangen ass ze geschéien.

Den Terrorismus gëtt ëmmer all Dag méi effikass. Eis Sécherheetsservicer mussen drop reagéieren, selbstverständlech am Kader vum Rechtsstat, mä mat Kloerheet a mat Determinatioun! Och eng Demokratie muss staark sinn! An dat musse mer de Leit dobausse weisen. Och dat hëlt en Deel vun der Angscht ewech.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech kommen, well et net anescht geet hei, selbstverständlech an där Diskussioun awer zur Steierreform, déi d'Regierung proposéiert huet. Ech fannen, datt d'Regierung eng vun där besonnescher Aart ass, wann ech mech esou däerf ausdrécken.

(Brouhaha)

Si trieden un, fir de Budget ze sanéieren, a si wollten eis am Ufank weisen, wéi dann elo déi richteg Finanzpolitik geet. E Spuerpak ass gemaach ginn. E Spuerpak mat zwee Drëttel Steieraugmentatiounen: 0,5%, 100 Milliounen huet se erabruecht, eng TVA-Augmentatioun, iwwer 300 Milliounen erabruecht. En Total vu Steiereinnamen, zousätzleche Steiereinnamen tëschent 400 a 500 Milliounen Euro.

Duerno si Wahle komm, Europawahlen, e Referendum, Sondagen. An ech muss soen, a mengen Aen ass dunn eng gewësse Panik ausgebrach. Et ass ugekënnegt ginn am Ufank, datt déi Steierreform sollt käschtenneutral sinn. Elo leie mer bei enger Steierreform, déi iwwer 500 Milliounen Euro kascht. Argument: „Mä mir hunn eis jo mam Spuerpak Spillraum geschaf!"

Do muss ech awer soen, dee Spillraum, deen hunn d'Leit bezuelt, dee sech do geschaf ginn ass! An et ass trotzdeem ganz lëschteg, wann eng Regierung higeet a fir d'Éischt emol d'Steieren ëm 400, 500 Milliounen eropsetzt, fir se dann duerno an enger Steierreform erëm erofzesetzen, fir d'Éischt erop, dann erof: Wat ass dat da fir eng Politik, wann een esou erugeet? Op jidde Fall ass dat eng Aart a Weis, wéi mir eis net virstellen, datt Politik sollt gemaach ginn!

Den zweete Punkt, dat ass: De Finanzminister, dee kënnt dann an d'Finanzkommissioun, presentéiert eis déi Steierreform, seet eis de globale Käschtepunkt, mä weess awer net - bis elo nach net, well mer hunn en dat och virun e puer Deeg gefrot -, wat dann déi eenzel Moossname kaschten. Da kréie mer aacht grouss Artikelen uginn, mä mir hunn awer keng Anung, wat déi eenzel Moossname kaschten. Mir wëssen awer, wat den Total kascht.

Ech froe mech: Wéi kann ee wëssen, wat den Total ausmécht, wann een net weess, wat déi eenzel Moossnamen ausmaachen? Also ech muss soen, entweder de Finanzministère kritt et net ausgerechent - an da stellen ech mer awer Froen iwwert d'Kompetenz am Finanzministère, wa mer emol net kënne gewuer gi säit Méint, wat déi eenzel Moossnamen, déi proposéiert ginn, kaschten -, oder si wëllen eis et net soen, aus welleche Grënn och ëmmer! An da froen ech mech, wat fir eng Aart a Weis dat dann ass, fir mam Parlament ëmzegoen.

An ech verstinn och net d'Kolleegen aus der LSAP, DP an déi gréng Fraktioun, datt si einfach esou mat sech ëmgoe loossen an emol guer net no dem Detail vun deenen Ziffere froen, déi mer awer brauchen, wa mer wëllen eng uerdentlech Analys vun dëser Steierreform maachen.

(Brouhaha)

Une voix.- Mir hunn dat Ganzt mat ausgeschafft, Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Voilà! Da fannen ech, wann Dir dat Ganzt mat ausgeschafft hutt, da wësst Der jo d'Zuelen als Fraktiounen. Da wär et awer normal, wann Der eis se géift ginn, datt mer och kéinten eng normal Analys dovunner maachen.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Sou, elo huet just den Här Wiseler d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Also ech stelle fest, datt d'Majoritéitsfraktiounen d'Zuelen hunn an d'Oppositioun se net kritt, well de Finanzminister seet, e wéisst se nach net.

(Brouhaha)

M. Eugène Berger *(DP)*.- Wéi huet den Här Roth se gerechent?

Une voix.- Si stinn um Site vum Finanzministère.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Also, wann een esou vill Stëmmen héiert, da versteet ee guer näischt méi. An elo huet just den Här Wiseler d'Wuert. Wann ech gelift!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Zu de Prinzipie vun der Steierreform seet d'CSV, datt mer evidenterweis, et steet och esou an eisem Wahlprogramm, mat engem Erofsetze vum Mëttelstandsbockel d'accord sinn, mat enger optionaler Individualbesteierung d'accord sinn, mat Crédits d'impôt, déi an d'Luucht gesat ginn, d'accord sinn. Et steet an eisem Wahlprogramm. Mir stinn hannert deem, wat mer gesot hunn. Mir sinn och domat d'accord.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Wann den Här Gramegna dann awer déi Steierreform als gerecht, selektiv, kompetitiv an nohalteg beschreift, da muss ech awer soen, datt, wann een als gerecht considéréiert, datt d'Leit dat erëmkréien, wat se virun e puer Woche geholl kritt hunn, da fannen ech dat effektiv gerecht.

Mä wann ech dann awer de Videoclip kucken, deen zum Beispill bei der DP um Site ass, wat e ganz lëschtegt Beispill ass: De Marco an d'Carole ginn do gewisen, 9.500 Euro verdénge se, si hunn zwee Kanner, si hunn en Haus. Si sinn amgaangen ze spueren, fir niewent deem Haus, wat se hunn, iwwer e Bauspuervertrag nach en zweet Haus ze kafen. Si hunn och eng zolidd Zousazpensioun, selbstverständlech! An da gëtt gesot: Jo, déi gewanne vill an der Steierreform. Jo, déi gewannen och vill an der Steierreform: 5.000 Euro.

Wann ech awer de Marco an d'Carole huelen, déi 3.900 Euro verdéngen, déi keng eege Wunneng hunn, well se loune ginn, déi och keng Suen hunn, fir e Bauspuervertrag - weder fir en éischt nach fir en zweet Haus - ze maachen, déi sech och keng deier Zousazpensioun kënne leeschten, déi, duerch welleche Fall och ëmmer, keng Subvention de loyer kréien, an da kucken ech, wat déi, wann déi dann zwee oder dräi Kanner hunn, duerch d'Kannergeldëmännerungen am Kannergeld verléieren, 278 Euro de Mount, iwwer 3.300 Euro d'Joer verléieren an näischt iwwert d'Steierreform gewannen, da froen ech mech awer: Wou ass dann do d'Gerechtegkeet, déi hei ugekënnegt gëtt? Wou ass dann do d'Gerechtegkeet?

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Wann ech gelift, loosst den Här Wiseler schwätzen!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- „Selektiv", gëtt gesot, datt d'Steierreform wär. An der Steierklass 1 gewënnt ee bis zu engem Gehalt vu 24.000 Euro de Mount, engem Joresgehalt vun 292.000 Euro d'Joer, bis dohinner ass a sech déi Steierreform positiv fir jiddwereen. Ass dat selektiv?

Ass dat selektiv, wann och Leit bis zu 24.000 Euro nach un dëser Steierreform gewannen? D'Definitioun vu breet...

(Interruption)

...24.280 Euro de Mount gewannen, ass dat selektiv?

An da froen ech mech, wat ass de Sënn, wann een dann zousätzlech Steierklasse vun 41%, à partir vun 150.000 Euro, an 42%, à partir vun 200.000 Euro, aféiert, wann déi ganz Reform mécht, datt ee bis zu 300.000 Euro manner Steiere bezilt. Firwat dann déi Tauxen 41, 42% do asetzen? Well si brénge jo u Selektivitéit nun awer guer näischt! Oder war et just, fir ze soen, datt mer Tranchen uewe bäigesat hunn, well mer dat politesch brauchen, fir dat ze soen?

Dozou kënnt, datt zum Beispill d'Compléments de salaire, wéi haut bei de Stock-options, déi haut bestinn, déi vun enger reduzéierter Taxatioun vu 17% benefisséieren, net ugeschwat ginn. D'Fro ass: Hätte mer do awer net missen driwwer diskutéieren? Fanne mer et gerecht, datt d'Stock-options - wat e Complément de salaire ass fir Leit, déi normalerweis scho ganz déck Gehälter hunn, déi also op deenen décken Tranchë 40% oder méi géife bezuelen -, datt mer dat net uschwätzen, wa mer wëlle selektiv mat de Leit sinn?

Une voix.- Wien huet déi dann agefouert?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Wien huet déi agefouert?

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Entschëllegt!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Also ech wëll lech just soen, Dir kënnt bei alles froen, Här Bettel: Wien huet et agefouert?

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Also, ee Moment, ee Moment!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech froe just, vu wiem et kënnt. Méi wëll ech net. D'Honnêteté intellectuelle gëtt jo hei invoquéiert...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Här Wiseler!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Méi ass et net!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Här Bettel, Här Premierminister, wann Der wëllt eng Fro stellen...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Madamm Presidentin, den Här Wiseler huet virdrun en Amalgamm gemaach, wou ech net reagéiert hunn, wou e vu Flüchtlingen, vun Terrorismus, vum Islam a vum SREL en Amalgamm gemaach huet.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Et ass gutt, datt Der et sot.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech hunn net reagéiert! Ech wëll awer elo soen, dass hei d'Honnêteté intellectuelle awer mat sech brëngt, Madamm Presidentin, dass just, wa Saache gesot ginn, ech him d'Fro stellen: Wien huet et initiéiert? Punkt.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Also, Här Bettel, ech komme gären op deen éischten an och op deen zweete Punkt zréck.

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Här Bettel, dat musst Der lech awer bei ganz ville Saache froen, déi Der gëschter gesot hutt.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Sou, elo ass et erëm um Här Wiseler. Wann ech gelift e bësse Rou am Sall, soss héiere mer näischt!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Et ass typesch fir déi Aart a Weis, wéi Der hei schafft, fir elo ze soen, ech hätt an deene Sujete virdrun en Amalgamm gemaach. Ech autoriséieren lech net, dat ze soen, well dat hunn ech net gemaach! Ech hunn hei verschidde Sujeten...

(Brouhaha)

Ech hunn hei verschidde Sujeten een nom aneren ugeschwat, well dat déi Sujete sinn, déi dobausse vun de Leit ugeschwat ginn, wou een ëmmer erëm drop ugeschwat gëtt. Dir hutt se gëschter net ugeschwat! An Dir hätt sollen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- An ech verbidde mer, datt Der hei en Amalgamm maacht dorauser! Dir maacht dat dauernd an ech akzeptéieren et net vun lech!

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Stock-options, an nach de SREL dran!

(Brouhaha général persistant et coups de cloche de la présidence)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Här Bettel, wëllt Der reagéieren?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Neen, Madamm Presidentin, ech wëll hei net reagéieren. Ech wëll just soen, dass am selwechten Otemzuch vum Islam, vu Flüchtlingen, vum Terrorismus a vum SREL geschwat ginn ass. Dat kann een hei liesen. Ech soe just, dass et net opportun ass, alles wëllen an een Dëppen ze geheien. Et gi selbstverständlech Situatiounen, wou mer Problemer hunn, a mir mussen zesummen no Léisunge sichen. Mä alles an engem Otemzuch zesummenzesetzen, ass fir mech en Amalgamm, dee geféierlech ass!

Ech verstinn, dass verschidde Leit mengen, dat géif gutt bei de Leit ukommen. Ech fannen déi Wäerter vun Toleranz, vu Fräiheet a vun Zesummeliewen nach ëmmer Grondprinzipien, déi mer an onsem Stat solle verteidegen.

(Brouhaha général persistant)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Här Bettel, dat do ass genau d'Aart a Weis, wéi Dir Politik maacht!

(Coups de cloche de la présidence)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Sou!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- De Leit d'Wierder am Mond ëmdréien, mat vill Plëséier, fir just recht ze behalen. Genau dat maacht Der déi ganzen Zäit!

(Brouhaha général persistant et coups de cloche de la présidence)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Ee Moment! Här Wiseler, waart ee Moment!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech akzeptéieren et net, déi doten Aart vun Ënnerstellungen!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Här Wiseler, ee Moment!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech akzeptéieren et net, an haaptsächlech net vun lech!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha général persistant et coups de cloche de la présidence)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Sou. Wann ech gelift alleguerten. Mir sinn hei an der Chamber an ech géif lech alleguerte bieden, Ären Toun ze mässegen!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Duerfir ass d'Chamber do, fir datt d'Wourecht erauskënnt.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Okay. Wann ech gelift, ech hätt elo gär Rou am Sall an den Här Wiseler huet eleng d'Wuert!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Et war d'Regierung, déi provozéiert huet!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Här Gibéryen, et ass och fir lech.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech wëll just soen, datt meng Zäit fortleeft an ech gär déi Minutten duerno bäi hätt, well...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Dat ass kee Problem.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- ...ech hunn nach vill ze soen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Här Wiseler, fuert Dir virun!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Kompetitivitéitsförderndn...

(Interruption par M. Alex Bodry)

D'CSV huet vill Riedezäit, och ganz vill Riedner, well mer, jiddwereen...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Bodry!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...op déi eenzel Sujete wëllen agoen, well vill heizou ze soen ass.

(Interruption)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Kompetitivitéitsförderndd. Dat, wat de Finanzminister...

Une voix.- Stock-options!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Stock-options, jo, Dir erënnert mech gutt drun. D'Stock-options sinn agefouert gi selbstverständlech vun der viregter Regierung, wéi alleguer d'ailleurs déi Punkten, vun deene mer hei schwätzen, well d'Finanzministere ware jorelaang, jorzéngtelaang quasiment ëmmer bei der CSV.

D'Stock-options sinn agefouert gi mat enger anerer Finalitéit wéi dat initialement geplangt war. Mir soen haut, datt mer kloer an däitlech gesinn, datt déi Finalitéit, déi initialement gemengt war, haut détournéiert gëtt an datt et haut dorunner ass, fir déi Stock-options ze iwwerkucken. Wann Der gär eng kloer Äntwert hätt, da kritt Der se esou kloer, wéi Der se gär hätt. A mir hate gehofft, datt dat sollt geschéien.

Kompetitivitéitsförderndd. Mir stelle fest, datt dat, wat vum Finanzminister virun e puer Méint versprach gi war, fir wesentlech méi déif ze goen am Taux d'affichage - wou Dir och ugeschwat hat, datt ee sollt, kéint a Richtung 15% goen -, datt mer haut wäit ewech si vun deem, wat sengerzäit versprach ginn ass. An haaptsächlech och wäit ewech vun deem, wat aner Länner hunn: Irland 12,5%, Groussbritannien 20%, wëllen op 18% erofgoen, Finnland op 20%. Dat heescht, mir si wäit ewech vun eise Konkurrenten.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Iwwert d'SOPARFIen, d'Taxe spéciale, déi vun 3.000 op 4.500 Euro eropgefouert gëtt, wëll ech just eng Citatioun vum Här Gramegna maachen. Wéi dat 2013 gemaach ginn ass vum Här Juncker, waart Dir Direkter vun der Chambre de Commerce an Dir hutt do ganz haart gesot, datt dat e Minéiere wär vun der Kredibilitéit vun den Autoritéiten - wéi den Här Juncker et déizäit gemaach huet - an datt et eng grouss Menace wär, déi directement den Déploiement vun der Strategie vum Headquartering hei zu Lëtzebuerg géif menacéieren. Dat sinn Är Aussoen, déi Der déizäit gemaach hutt. Entweder Dir hutt haut recht oder Dir hat gëschter recht, mä Dir kënnt net dat eent an dat anert soen. Déi Explikatiounen, déi Der gëschter ginn hutt, sinn och nach deelweis sécherlech richteg.

„Nohalteg" ass dee leschte Punkt vun der Steierreform. Dat, muss ech awer soen, fannen ech just e Witz, wann Der dat behaapt, just e Witz! Also déi gréng hunn eis jorelaang, jorzéngtelaang hei esou en décke Kapp gemaach, all Kéiers, wa Steierreforme gemaach gi sinn, fir ze soen, datt elo endlech misst déi gréng Steierreform kommen. Elo si se an der Regierung, an da kënnt dat do derbäi eraus!

Just ee Punkt...

(Brouhaha)

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

Dir erkläert mir dat. Dir hutt et schonn um Radio erkläert, Madamm Loschetter, ech hunn lech gutt nogelauschtert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, wann Der alleguer matenee schwätzt, versteet kee méi eppes. Wann ech gelift! Wann ee schwätzt, d'Wuert froen!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir hutt schonn um Radio erkläert, Madamm Loschetter, ganz léif, datt déi hei Reform net nëmmen ekologesch wär. Ma wou Der recht hutt, hutt Der recht: Se ass wierklech net nëmmen ekologesch, déi hei Reform,...

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

...se ass iwwerhaapt net ekologesch! Abattementer féiert Der a fir Autoen a fir Vëloen, 5.000 Euro, 300 Euro fir d'Vëloen. Ech fannen et just inkohärent, datt Der dat elo aféiert, nodeem Der virun zwee Joer déi Primm vu 5.000 Euro fir genau déiselwecht Autoen einfach ofgeschaaft hutt.

(Brouhaha)

Déizäit ass den Här Gira an d'„Lëtzebuerger Wort" gaangen an huet gesot, datt een dat a Krisenzäiten net méi brauch, datt een d'Sue misst fir eppes anescht ausginn, haaptsächlech well déi elektresch Autoe sech um Marché installéiert hätten a guer kee Coup de pouce méi bräichten. Virun zwee Joer war dat esou. Elo ass et erëm anescht!

An dee Coup de pouce, deen Der gitt, well Der en Abattement gitt a keng Subventioun, ass vill méi kleng wéi dat virdru war an en ass haaptsächlech och nach asozial, well a sech déi Leit, déi keng Steiere bezuelen, kënnen iwwerhaapt net dovunner benefisséieren! Dat ass eng ganz staark gréng Politik, déi Der hei maacht!

An da soen natierlech gréng Politiker hannendrun...

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

Da soe gréng Politiker: Et gëtt jo nach eppes anescht, mir féiere jo och op den Déngschtween eng Steier um CO_2 an, déi da vun der Verknaschtungsquot, vun der CO_2-Quot vun deene Ween ofhänkt.

D'Realitéit ass, datt den Här Bausch an den Här Gira virun enger Rei Joren eng Proposition de loi agereecht haten, en Text déposéiert hunn. Deen hutt Der awer zréckgezunn, wéi Der an d'Regierung komm sidd!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Nun haalt awer op!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An elo haut...

(Hilarité)

Deen hutt Der zréckgezunn, wéi Der an d'Regierung komm sidd.

(Brouhaha)

An elo haut gëtt dann an der Steierreform eng Reform proposéiert, wou déi Quoten, déi do drastinn, deen CO_2-Ausstouss, deen elo drakënnt, wou een dann ufänkt, méi Steieren ze bezuelen, natierlech wesentlech méi kleng ass - wesentlech méi kleng! - wéi dat, wat sengerzäit vun deenen Häre Bausch a Gira proposéiert gi war. 150 Gramm pro CO_2 (veuillez lire: 150 Gramm CO_2 pro Kilometer), do fänkt een un, méi Steieren ze bezuelen.

Ech hunn emol nogekuckt, fir 150 Gramm CO_2-Ausstouss kritt een och e 7er BMW a souguer an der Laangversioun, wann Der e wëllt. Och da braucht Der net méi Steieren ze bezuelen. Dofir froen ech mech, wou bei deene Grëngen dann deen décken Auto ufänkt, deen ufänkt, méi auszestoussen, a bei deem een ufänkt, méi Steieren do mussen ze bezuelen.

(Brouhaha)

Wann dat eng gréng Politik ass, esou wéi Der eis dat zéng Joer gesot hutt, da soen ech: Ma, dat ass derwäert, fir dat do ze maachen!

Mä ech mengen, datt déi richteg Ëmännerung, an dat hu mer virun enger Rei Jore gesinn, wann Der se da maacht, Onzefriddenheet bréngt, an datt Der lech dofir net getraut hutt, dat ze maachen, well hei just eng Kaddospolitik un d'Leit sollt gemaach ginn an haaptsächlech kee sollt rose gemaach ginn.

Ech mengen, datt déi ganz Steierreform och esou ze beschreiwen ass. All eenzel Moossnam kann een u sech als eenzel Moossnam als positiv empfannen, entsprécht och iergendzwousch enger Clientèle, wann ee se als eenzel Moossnam kuckt. Mä wann ee kuckt, wat dann am Gesamten hannendrun erauskënnt, da gesäit een, datt et e Sammelsurium vun eenzelne Moossnamen ass, déi als Ensembel an eisen Ae kee Sënn maachen.

Op jidde Fall ass et keng kopernikanesch Revolutioun. Mir fannen, datt et iwwerhaapt keng Revolutioun ass. Mir mengen, datt et emol keng Reform ass, well kee Prinzip ugepaakt gëtt, mä ledeglech just un de Stellschrauwe gedréit gëtt. Dat eent gëtt eropgedréit, dat anert gëtt liicht erofgedréit, e puer Steieradaptatiounen, déi den eenzelne Clienten da solle gefalen. Jiddweree kritt eppes a jiddweree soll zefriddegestallt ginn.

Une voix.- Ganz richteg!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Am PSC, dee mer gëschter kruten, do ass den Defizit vun 2015 op 200, 207 Milliounen uginn, an ech zitéieren elo Är Zuele selwer: Den Defizit vun 2015 op 207 Milliounen an den Defizit vun 2017 geet op 988 Milliounen Euro erop. Bis 2019 hu mer en Defizit vun iwwer 900 Milliounen Euro d'Joer.

Da kënnt den Här Gramegna heihinner an e seet eis: „D'Defizitspiral, déi hu mer am Grëff!" Dir loosst bei engem Wirtschaftswuesstum vu méi wéi 4% den Defizit vun 200 Milliounen Euro op bal eng Milliard Euro wuessen. An da kommt Der heihinner an da sot Der: „Mir hunn d'Defizitspiral am Grëff." Dir sot, Dir hätt d'Statsschold erofgesat. D'Realitéit, wann een et an den Zuele kuckt, dat ass, datt Der vum Ufank vun der Legislaturperiod - an ech kucke just Är Zuelen! -, vum Ufank vun der Legislaturperiod, wou mer 9,8 Milliarden Euro Defizit haten, um Enn vun der Legislaturperiod op 14,1 Milliarden Euro Scholden eropgitt. Vun 9,8 Milliarden op 14,1 Milliarden! 45% méi Scholden, wéi dat haut de Fall ass!

An da sot Der: „Den Defizit hu mer am Grëff, d'Scholdespiral hu mer am Grëff." An dat Ganzt, déi doten Zuelen, bei 4% Wuesstum d'Joer!

(Interruption)

Am PSC sot Der selwer, sot Der selwer - an ech huelen do och Är Zuelen -, Dir hutt gesot: „Mir hu bis elo nach keen Emprunt obligataire gemaach." Ech liesen am PSC, et ass Aren Text, gëschter krute mer en, datt Der bis 2020 8,05 Milliarden Euro als Emprunt obligataire wëllt maachen, bis 2020 vun 2016 un 8,05 Milliarden Euro. Elo sot Der mer: „Jo, dat ass jo och, fir déi aner Emprunten zréckzebezuelen." Fir aner Emprunte bezuelt Der fir 3,4 Milliarden zréck. Dat heescht, Dir hutt nach eng Differenz vu 4,62 Milliarden Euro, déi Der prévisiblement bis 2020 als Neiverscholdung wëllt maachen.

An ech soen: Dat kann ee kuerzzäiteg maachen, Neiverschëldungen, dat kann een haaptsächlech maachen, wa Kris ass, wann d'Wirtschaft net dréit, fir Konjunkturprogrammen ze maachen, dat ass och dofir tëschent 2007 an 2012 gemaach ginn, awer net konstant bei enger Croissance vu 4%! Dat, soen ech, dat ass a mengen Aen eng Politik, déi momentan irresponsabel ass.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Neen, ech muss awer elo wierklech, fir d'Éischt säitdeem ech am Parlament sinn, hei intervenéieren, well dat ass esou irreführend, wat hei gemaach gëtt, dass ech dat…

Une voix.- Ass dat do…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, just eng Sekonn, Här Finanzminister!

Wonnert lech net, wann de Finanzminister elo reagéiert! Den Här Wiseler adresséiert sech déi ganzen Zäit net un d'Chamber, mä un d'Regierung. Dann ass et normal, dass, wa se selwer ugeschwat ass, se och ka reagéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hätt just gär meng Zäit herno erëm.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech kritt Dir déi erëm, Här Wiseler. An den Här Wiseler brauch och keen Echo.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Also, dass d'Oppositioun Kriticke mécht, dat ass jo ganz an hirem Recht.

Ech wëll just soen, dass eis Dette zu Lëtzebuerg an de fënnef leschte Joren tëschent 2003 an 2008 vu 7% vum PIB op 23% vum PIB geklommen ass. Si ass also verdräifacht ginn! 23% vum PIB!

An der Legislaturperiod, wou mir elo sinn, déi geet vun 2013 bis 2018, do bleift den Taux vun der Verscholdung op 23% stabel fënnef Joer! Stabel fënnef Joer!

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- An ech hunn ni versprach, dass mer nei Scholden net géifen ophuelen. Dat huet kee Mënch jee gesot, kee Mënsch! Mir hu gesot, mir géifen, am Regierungsprogramm steet dat, ënner 30% bleiwen. Mir sinn op 23. Mir stabiliséieren also d'Schold. An da Lektioune gemaach ze kréie vun deenen, déi virdrun d'Dette vum Land verdräifacht hunn, dat ass e staarkt Stéck!

Plusieurs voix.- Très bien! Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, Här Gramegna, Dir braucht mech net ze erënneren, wat an der leschter Legislatur geschitt war. Ech war an der Regierung. Ech wëll lech just erënneren, datt Der…

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, wann ech gelift! Wann ech gelift! Ech hätt gär, dass de Riedner hei respektéiert gëtt an dass mer d'Méiglechkeet hunn, fir him nozelauschteren. Merci!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wëll lech just erënneren, datt mer an der leschter Legislaturperiod eng vun deene gréisste Krisen aus deene leschte Jorzéngten haten an datt mer mam Accord vu jiddwerengem heibannen - vu jiddwerengem heibannen! - Konjunkturprogrammer gemaach hunn, fir d'Wirtschaft um Lafen ze halen, datt mer mam Accord vu jiddwerengem heibannen déi Emprunte gemaach hunn, ganz genau aus ekonomesche Grënn.

An déi Zuelen, déi ech elo zitéiert hunn, Här Gramegna, déi sinn net falsch, déi sinn net irreführend, well se einfach richteg sinn. Et sinn Är Zuelen. Dir gitt an deenen nächste Jore prévisiblement 45% méi Sue léinen. Dir gitt vun 9,8 Milliarden Euro op 14,1 erop. Dat ass richteg! Dir kënnt awer net soen, dat wär net esou!

Elo kënnt Dir natierlech soen: „Mir huelen alleguer déi Vergläich just am Pourcentage vun dem PIB." Ech huele se hei an Nettozuelen, an do ass et evident, datt an Nettozuelen eis Schold an d'Luucht geet. An um Enn vun der Legislaturperiod, dat kënnt Der och net verleegnen, ass den Defizit vun iwwer 900 Milliounen Euro do, no fënnef Joer mat 4% Wuesstum. Dat sinn Är Zuelen! Dat sinn awer Är Zuelen!

An ech wär elo frou, wann ech kéint weiderschwätzen, ausser Dir hätt eppes Dréngendes ze soen. Ech wëll lech soen, ech hunn lech och net ënnerbrach an där ganzer Zäit. An ech hätt och ganz vill ze soe gehat zu deenen Zuelen, déi Dir hei avancéiert - ganz vill!

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Wiseler, Dir gitt och net ënnerbrach, ausser Dir sidd d'accord, dass de Finanzminister elo d'Wuert kritt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hätt gär, datt...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir kritt dat och ugerechent.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hätt gär, datt d'Regierung hir Froen duerno géif stellen. Ech hunn och schéi gewaart, bis dat hannendrun de Fall war.

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da fuert weider, Här Wiseler!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir finanzéiert Är Steierreform an Är Steierkaddoe mat Defizit a mat Scholden, ouni eng ekonomesch Perspektiv. Ech schwätzen hei net iwwert déi eenzel Moossname vun der Steierreform, mä iwwert d'Fro, ob dës Reform an dëser Envergure sënnvoll ass.

Wann ech d'Avise liese vun der Banque centrale, déi mécht e laangen Exposé doriwwer a seet kloer an däitlech, datt 300 Milliounen Euro Steierreform dat ass, wat als absolutte Maximum als räsonabel ka considéréiert ginn. D'Cour des Comptes seet genau datselwecht.

Wann ech de Coût vun dëser Reform kucken, seet d'Regierung, se géif 525 Milliounen Euro kaschten. Et ass awer fir eis absolutt net novollzéibar, well mer déi eenzel Moossnamen net kennen. Eis Rechnungen hausintern, an ech soe kloer, dat mag falsch sinn, mä eis Rechnungen hausintern, déi ginn dovun aus, datt et e gutt Stéck méi wäert kaschten.

Wann ech elo op Är Zuelen awer zréckkommen, da gesinn ech, datt schonn direkt déi Versprechen, déi de Gemenge gemaach gi sinn op e Plus vun 100 Milliounen, wäerten dat Ganzt chiffréieren.

An ech gesinn och een Artikel, well deen hutt Der eis da ginn, wou Der sot, et géife 50 Milliioune méi erakommen, ganz einfach, well d'Lutte géint d'Fraude fiscale géif accentuéiert ginn.

Wou kënnt Der dat da feststellen, wéi vill d'Lutte géint d'Fraude fiscale elo lech als Zousazrecetten abréngt? Dir sot emol einfach 50 Milliounen, dat wësst Der, mä wat déi aner Moossname kaschten, dat wësst Der net. Mindestens also 675 Milliounen Euro, no der Regierung hiren Zuelen!

Dës Politik ass, wéi een et och ëmmer rechent, vill méi, wéi all dat, wat déi Institutiounen, déi d'ailleurs mat lech zesummeschaffen, als räsonabel a seriö betruechten.

Mä d'Regierung respektéiert mat dëser Reform och net méi, zumindest fir déi nächst Joren, den Objektiv vu plus 0,5%, deen Der als Resultat vum Budget lech gesat hat. Dat ass awer kee Problem: „Dann ännere mer dat Objektiv ganz einfach." Vun elo un, an dat hutt Der virdru gesot, gëllt also net méi den Objektiv plus 0,5%, mä et gëtt de minus 0,5%, deen Der elo asetzt. An dat erlaabt natierlech evidenterweis finanziell Ziler, déi ganz anescht gesat ginn, erlaabt natierlech wesentlech méi Dépensen. Dir setzt einfach dat Zil, wat Der lech autoriséiert, ëm 1% erof a schaaft lech domat eng fiktiv Marge de manœuvre budgétaire.

(Interruption)

Ech kommen dorobber zréck.

Well déi Ausso vun der Kommissioun, déi ass, et misst een nach eng Kéier analyséieren.

Dir justifiéiert et, datt d'Method geännert huet, notamment haaptsächlech d'Method vun der demografescher Rechnung geännert huet. Den

„Ageing Working Group“ 2012 huet Perspektive ginn, fir tëschent 700.000 an 800.000 Leit hei am Land wunnen ze hunn. 2015, aner Rechnung: 2060 wäit iwwer eng Millioun, tëschent 1,1 Millioun an 1,2 Millioune Leit hu mer dann heibanne wunnen, hei am Lëtzebuerger Land zesummen. Dat ass d'Perspektiv, vun där Der momentan ausgitt. Dat ass d'Perspektiv, déi Der asetzt. Se ass néierens explizéiert. Se ass och zumindest hei am Land net diskutéiert ginn.

D'Banque centrale mécht och ganz kloer drop opmierksam a mécht e laangen Exposé an hirem Avis, notamment genau iwwert déi dote Problematik - genau iwwert déi dote Problematik - a warnt d'Regierung a seet: „Huelt deen do Zeenario net, huelt éischter deen éischten Zeenario, dee vun 2012!“ A souguer deen ass kee pessimisteschen Zeenario, mä se warnt d'Regierung kloer an däitlech dervir, op deen doten Zeenario iwwerzeswitchen. Et steet e ganzt Kapital zum Schluss vum Avis vun der Banque centrale.

Ech fannen et regrettabel, datt hei einfach iwwert déi Zifferen ëmgeswitcht gëtt, well dat Ëmswitche vun de Chifferen, wann déi Perspektiven net méi 700.000 bis 800.000 sinn, mä an e puer Joer 1,2 Milliounen, déi erlaben natierlech, déi ganz Rentemauer no hannen ze drécken, déi erlaben, d'Diskussiounen iwwert d'Pensiounssystemer, iwwert d'Fleegeversécherung, iwwert d'Budgets- a Steierreforme ganz anescht ze stellen oder och guer net ze stellen, wann Der einfach Är Perspektiven ännert. Dat ass sech a mengen Aen d'Liewen extrem einfach gemaach, fir eng seriö Finanzpolitik ze maachen. Fir mech ass dat do eng Politik awer just iwwert dem Bëton vun der Strooss, wou een d'Zilgrad vun 2018 just nach wëllt erreechen.

An net ech soen et, mä et soen et déi Organismen, déi Avise fir lech maachen. Ech hunn och ganz gutt dat gelies, wat de CNFP, dat heescht de Conseil national des finances publiques, virun dräi Deeg eraginn huet, viru véier Deeg eraginn huet, wou se soen: „Dat, wat Der do maacht, ass am Fong just en techneschen Trick, fir Zuelen ze verbesseren.“

Et ass net ech, deen et seet als Oppositioun. Dir hutt mer virdru gesot: „Da gleeft d'Oppositioun et, wann ech elo mat Avisen aus dem Ausland kommen.“ Ech kommen hei mat Ären eegenen Institutiounen, mat Ären eegene Conseilen, déi Iech Avise virdru ginn hunn, wou se Iech warne virun deem, wat Der elo maacht: just en Trick, fir d'Zuelen ze verbesseren!

Ech liesen och vir, viru véier Deeg, de CNFP seet: «Le CNFP met cependant en garde contre une réduction mécanique de l'OMT» - vu plus 0,5 op minus 0,5 - «et ce à un niveau inférieur à celui de plus 0,5%, du simple fait de la révision à la hausse des projections démographiques.»

A si rechent och nach eng Rei Hypotheesen aus, Är Hypotheesen, net ech maachen et, mä de CNFP mécht et. D'Hypothees ass déi, déi Dir ugeholl hutt. Dir stabiliséiert d'Dette gär op 30%, sot Der jo hei grouss an haart. Wann Der d'Dette op 30% stabiliséiert an Dir rechent, datt an e puer Jorzéngte 700.000 bis 800.000 Leit hei zu Lëtzebuerg sinn, dann däerft Der net op minus 0,5% goen, mä Dir misst theoretesch op plus 1,75% goen. Net ech rechnen et aus, mä Är eege Kontrollorganer, Är eege Conseile rechnen et aus. A wann Der och nach déi Thees unhuelt an Dir stabiliséiert Är Dette op 30%, esou wéi Der et sot, an Dir gitt an den Zeenario vun 1,1 Millioune Leit hei zu Lëtzebuerg 2060, da misst Der e Minimum, e Minimum vun 0,25% als Zilsetzung unhuelen. A mir huelen dat och als de Minimum vun Zilsetzung un, deen een hätt missen asetzen.

Net nëmmen de CNFP seet et. Och d'Banque centrale hëlt ganz, ganz kloer Positioun hei. Ech liesen Iech och déi vir, well mir gleeft Der et jo net. D'Banque centrale seet: «…il convient de noter que le Gouvernement n'est pas tenu de baser son évaluation sur les projections démographiques les plus récentes du Ageing Working Group 2015. Il peut tout à fait baser son examen sur des projections alternatives, en l'occurrence plus prudentes et probablement aussi plus réalistes. Il nous semble en effet que le scénario Ageing Working Group 2015 pose questions et que la soutenabilité à long terme des finances publiques pourrait être davantage compromise qu'attendu par le Gouvernement. Ces considérations sont particulièrement pertinentes lorsqu'elles sont mises en relation avec la prochaine révision de l'OMT» - dat, wat Der elo virun dräi Deeg gemaach hutt - «qui devrait avoir lieu au cours du premier semestre de l'année 2016.»

Dat schreift d'Banque centrale am Dezember 2015. Net ech soen et, de CNFP seet et, d'Banque centrale seet et. Mä all déi Warnungen, déi Der hei kritt, déi ginn an de Wand geschloen, do gëtt net drop gekuckt an et gëtt einfach décidéiert, sech eng aner Zilsetzung ze setzen.

Elo seet d'Regierung - an de Vizepremier huet dat jo schonn ausgedréckt - : „Net mir soen et, mä d'Kommissioun seet et.“

D'Kommissioun seet dat doten net. D'Kommissioun seet dat, wat den Här Gramegna richteg gesot huet: „E Minimum.“ A seet awer och hannendrun: „Dir sidd fräi, eppes aneres ze maachen.“ Dir huelt awer de Minimum un, mat allen Zeenarioen a Konsequenzen, déi déi Zeenarioen hunn.

An ech soen dem Här Finanzminister: wann d'Kommissioun proposéiert… Pardon, ech soen dem Här President, e soll dem Här Finanzminister soen,…

(Hilarité)

…wann d'Kommissioun proposéiert, op Basis vun esou engem demografesche Modell eis Zukunftspolitik, eis Zukunftsfinanzpolitik opzebauen, da musst Dir Är Responsabilitéit huelen an eppes aneres soen. Et ass un Iech ze kucken, et ass um Finanzminister ze kucken, datt d'Finanzsituatioun gesond bleift an eis Finanzen nohalteg bleiwen, an Är Kolleegen ze stoppen, dann, wa se méi wëllen, am Intérêt vun enger gesonder Finanzpolitik.

Ech mengen, Här Finanzminister, dat ass Är Missioun an Dir hätt kënnen en aneren Zeenario virschloen, Dir hätt sollen en aneren Zeenario virschloen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Erlaabt Der eng Zwëschefro, eng Bemierkung? Dir kritt se selbstverständlech ugerechent.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Kritt d'Regierung se och ugerechent, déi Zäit?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech wëll ënnersträichen, dass an der Vergaangenheet d'Regierung sech ëmmer un dee Minimum gehalen huet, deen d'Kommissioun uginn huet. Déi viregt Regierung huet also genau datselwecht gemaach wéi dat, wat dës Regierung elo mécht. Mir huelen dee Minimum, deen d'Kommissioun eis gëtt.

Ech menge verstanen ze hunn, an ech wär frou, wann den Här Wiseler dat géif confirméieren, dass hie géif recommandéieren a seng Partei géif recommandéieren, dass mer solle méi en héije Seuil huele vu plus 0,25%, wann ech richteg verstanen hunn. Ech si gespaant op d'Äntwert.

Ech wëll Iech just soen, de Grond, firwat mer dat net gemaach hunn, wéi déi viregt Regierungen dat iwwregens jo och net gemaach hunn: Wa mir eis méi en héije Seuil ginn, da musse mir par rapport zu deem méi héije Seuil par rapport zu all deenen anere Länner déi Obligatiounen erfëllen. An dann, wa mer géifen dann drënner leien, kréie mir vun der Kommissioun verschidde Recommandatioune gemaach, un déi mer eis mussen halen. Dat heescht, wa mir de Seuil méi héich setzen, da limitéiere mir eis Souveränitéit.

Wëlle mir dat wierklech maachen?

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wëll Iech just soen, Här Gramegna, datt déi viregt Regierungen déi Seuilen ugeholl hunn, déi op Zeenarioe waren, déi fir eis och akzeptabel waren. Déi Zeenarioe sinn ugeholl ginn op 700.000, 800.000 Leit. Elo komme mer mat engem Zeenario, deen Dir unhuelt, vun 1,1, 1,2 Millioune Leit, déi hei am Land wunnen, an Dir baut Är Finanzpoliticken dorobber op. Mir woussten, wat mer géife maachen a firwat mer déi Seuile géifen unhuelen. An dat waren och ni negativ Zilsetzungen, mä ëmmer positiv Zilsetzungen, déi doranner bestanen hunn, datt mer hu misse positiv ofschléissen, fir eis Sécurité-sociales-Verspriechen och an Zukunft ze halen.

A mir schwätzen och gär driwwer, wat déi Zeenarioen do bedeiten, well a 40 Joer, wann Der deen Zeenario do unhuelt, an Dir hutt e mat där Finanzpolitik a mat deene Seuilen, déi Der do gesat hutt, hutt Der deen Zeenario do einfach als Regierung mat ugeholl, Awunner, déi op 1,1 Milliounen eropginn, plus 600.000 Leit. Liest och d'Avise vun Ären eegene Gremien, wou Der virdrun dra waart, wou déi driwwer schreiwen! Déi rechnen Iech och nach aus, datt mer do mat Grenzgänger och nach déiselwecht Zuel eng Kéier mussen ophuelen, plus 600.000 Résidenten an deenen nächsten 30, 40 Joer.

Wat heescht dat dann, wat Der do unhuelt? Wat heescht dat dann, wat Der do unhuelt?!

Dat heescht, datt mer a 40 Joer musse sechsmol nach eng Stad Lëtzebuerg derbäibauen! Dat heescht, datt mer an deenen nächste 40 Joer alles dat, wat zu Lëtzebuerg gebaut ginn ass - alles dat, wat zu Lëtzebuerg gebaut ginn ass! - nach eng Kéier tel quel derbäibauen! Dat heescht, datt mer am ëffentlechen Transport massiv mussen alles verduebelen! Dat heescht, datt mer d'Stroosse musse massiv verbreederen. Dat heescht, da soen ech Iech direkt…

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech kommen och gär dorobber zréck, Här Bettel, well esou einfach ass et jo och erëm net, wéi Dir et dauernd maacht,…

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Da sot et! Da sot et!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- …dauernd maacht!

Une voix.- Sot eis dat, Här Wiseler!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir sinn all gespaant!

(Brouhaha général)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An ech soen Iech direkt, da kann den Här Kaes seng N7 op zweemol dräi Spuren ausbauen, wann Der deen do Zeenario gär hätt. D'Stad Lëtzebuerg geet vun 100.000 op 200.000 erop, Esch vun 30.000 op 66.000 erop an esou weider. A kuckt och, wat dat sozial heescht,…

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat heescht, d'N7 ass d'Léisung!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- …wat dat sozial heescht.

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, Kolleegen, ech géif den Här Wiseler nach eng Kéier bieden, sech net dauernd un d'Regierung ze adresséieren,…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et fält mer schwéier.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- …mä un d'Chamber. An der Regierung géif ech un d'Häerz leeën, fir ze äntwerten dann, wann et un hir ass. A si huet ganz vill Zäit, fir dat ze maachen. Merci!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat heescht och fir eis sozial Kohärenz eng enorm Entwécklung. Och wa mer en extrem generéist Nationalitéitegesetz hunn, heescht dat awer eng Inversioun, wou d'Lëtzebuerger nach zu 35% an d'Netlëtzebuerger zu 65% wäerten heibanne sinn.

Ech wëll just soen, dat ass u sech déi Politik, déi Dir an Ärer Finanzpolitik hei als Zukunftsbild moolt, an datt dat dann heiansdo Onsécherheeten dobaussen ausléist, dat ass a mengen Aen duerchaus verständlech.

An da sot Der: „Sidd Dir da géint d'Wirtschaft a géint de Wirtschaftswuesstum a géint d'Croissance?“ Et ass jo dat, wat Der elo gesot hutt. Au contraire! Just datt dës Regierung heimat en extrem extensive Wuesstum virschreift, e Wuesstum, dee sech just op de Wuesstum vu Leit baséiert a wesentlech manner op de Wuesstum vun der Produktivitéit baséiert. A mir hätte gär, datt ebe genau déi dote Kritären an déi dote Facteuren an der nächster Zäit anescht géife gekuckt ginn. Liest eng ganz Rei Avisen, déi Der an deene leschte 14 Deeg krut!

Ech hunn och mat Plëséier nach eng Kéier den Här Kox gelies, säi Rapport, deen e geschriwwen huet. Ech liese just ee Passage dorauser vir: «Pour pérenniser le système actuel, nous sommes condamnés à devoir créer annuellement des milliers d'emplois et d'attirer, de loger, de nourrir, de transporter, et cetera des dizaines de milliers de travailleurs résidents ou frontaliers supplémentaires et ceci jusqu'à l'infini, afin de pouvoir garantir le payement des pensions venant à échéance dans quelques années et la promesse de pension donnée aujourd'hui aux jeunes qui viennent de commencer leur carrière.»

Ech maachen dat net ironesch. Ech maachen dat, well ech dem Här Kox säin Avis (veuillez lire: Rapport) vu virun e puer Méint am Detail nach eng Kéier gelies hunn an ech festgestallt hunn, datt hie sech och net an déi dote Politik kann aschreiwen, déi hei prônéiert gëtt.

Et erënnert mech am Fong un eng Experienz, déi een heiansdo als Kand gemaach huet, wann ee schnell de Bierg erofgelaf ass an dann ëmmer méi schnell gelaf ass, sou schnell ee konnt, sou schnell d'Been ee gepackt hunn an ëmmer méi an ëmmer méi schnell. An op eemol huet ee gemierkt, datt d'Been een net méi géife packen an et krut een awer net méi gebremst. An ech soen Iech aus eegener Experienz, dat deet ganz wéi, wann een duerno donidden ukënnt. Mir wëllen eis net an déi dote Politik aschreiwen.

Une voix.- Mä Dir hutt se awer 33 Joer laang gemaach.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech weess elo net, ech hunn elo net gesinn, Här President, wien dat do gesot huet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et huet och kee sech d'Wuert gefrot. An ech géif och mengen, dass dee sech soll packen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wëll Iech just soen, mir hunn eis ni an déi Zeenarioe vun 1,2 Milliounen Awunner ageschriwwen. Déi Zeenarioen, déi do waren, waren ëmmer anerer. An ech erënneren och just un déi Diskussioun, déi mer haten, wéi sengerzäit den Här Juncker vum 700.000-Awunnerstat geschwat huet, wat den Zeenario war, deen hie virgemoolt huet, wat dunn déi eenzel Bänken, wéi se deelweis nach hei sëtzen, wat déi gejaut hunn, wéi dat gesot ginn ass! Wéi déi gejaut hunn, wéi dat gesot ginn ass! An elo sinn 1,2 Milliounen, well Dir an der Regierung sidd, eng Normalitéit, wou ee muss higoen, ouni datt ee sech doriwwer soll an däerf eng Fro stellen.

Mä wann een dat mécht, da muss een et och konsequent maachen! Da muss een och d'Simplification administrative konsequent ugoen, an da muss een och kucken, datt all Fliedermaus, all Feldmaus, all Wëldkaz an den Exil geschéckt gëtt, well dann däerfen déi awer kee Projet méi an Zukunft stoppen. Da muss een awer och ganz konsequent drugoen!

An de Statsminister, deen huet gëschter grouss ugekënnegt d'Simplification administrative, Här President. E sot: „Soss war et Chefsaach, elo ass et Tatsaach.“ Genau iwwert dee Sujet! Tatsaach ass, datt d'Omnibusgesetz nach net gestëmmt ginn ass, datt en TGV-Gesetz versprach gi war, awer och nach ëmmer net do ass.

Tatsaach ass, datt an deem Gesetz d'administrativ Simplificatioun am Ëmweltberäich net dran ass. An Tatsaach ass, datt deen Text aus dem Ëmweltministère, deen eis säit zwee Joer versprach gëtt, och nach net do ass.

An ech soen Iech éierlech: Ech mengen, datt och deen net kënnt.

A wann Der esou Sprëch wëllt do maachen, Här Statsminister, da soen ech: Wielt Iech vläicht d'Beispill liicht besser eraus wéi dat, wat Der Iech do erausgewielt hutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wann ech mer erlaben dierf, ech fanne virun allem vun engem Minister, deen déi Kompetenzen hat, déi en hat, wou e wierklech bal alles an der Hand gehat hätt, fir eleng eng Simplification administrative ze maache mat all senge Ministèren, deen et do net ugepaakt huet - mä dat ass elo Politique politicienne, dofir wëll ech net drop agoen -, mä ech mengen, en ass schlecht platzéiert, fir hei Lektiounen ze ginn.

(Brouhaha général)

Ech wëll just hei soen, Här President, an den Här Wiseler weess dat ganz genau, dass et och bei der Procédure législative e Statsrot gëtt. An de Statsrot, mir waarden op d'Avise vum Statsrot. An Dir wësst ganz genau, dass bei engem vun deenen Avisen et laang gedauert huet, fir en Avis ze kréien.

(Interruptions)

Mir waarde léiwer op den Avis vum Statsrot, wéi iergendeppes hei ze presentéieren, ouni op en Avis vum Statsrot ze waarden. Wann et net rapid genuch ass, da muss een nach eng Kéier iwwert d'Aarbecht am Statsrot kënnen eng Kéier diskutéieren. Mä ech si frou, datt een e Statsrot huet, dee komplett Avise schreift an deen et och erlaabt, dass déi Procédure législative hei zu Lëtzebuerg esou fonctionnéiert, wéi se geet.

Mä, wéi gesot, an deem doten Dossier vun der Simplification administrative, wou een dee super Minister Wiseler deemools hat, ass dee schlecht platzéiert, fir hei ze soen, dass et net séier genuch geet. E wor laang genuch selwer un der Muecht.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, Här Bettel, fir een, deen den TGV versprach hat, fannen ech et ganz lues, wéi deen TGV do fiert. Ech wëll Iech just soen: Dat, wat a mengem Ministère sengerzäit gemaach ginn ass, virbereet ginn ass an och mat de Leit dobaussen duerchgeschwat gi war, dat ass awer op der Ëmweltproblematik wesentlech méi wäit gaangen - wesentlech méi wäit gaangen! -, wéi dat, wat haut um Dësch läit, well haut läit visiblement an deem doten Departement nach strictement guer näischt um Dësch.

A souguer den Här Schneider huet sengerzäit als Vizepremier Bréiwer geschriwwen, wou en dran opgezielt huet, wat da misst gemaach ginn am Ëmweltberäich, fir eng Simplification administrative ze kréien. Och dovunner läit nach guer näischt um Dësch.

Ech wëll just soen: Wann Dir déi klug Sprëch do maacht iwwert déi Regierung virdrun, dann hätt Der Iech vläicht besser de Sujet anescht auszewielen, wéi deen do.

(Interruptions)

Ech wëll soen, wann dann hei vum Här Spautz gesot gëtt, e soll keen Zukunftsdësch froen an et géif elo duergoen, mir bräichte jo keng Kristallkugel, an dat géif jo alles souwisou vun der Regierung laang diskutéiert ginn: Dat, wat d'CSV-Fraktioun mat dem Här Spautz hei gefrot huet, dat ass, datt mer eng Diskussioun zumindest am Land iwwert déi dote Froe kréien.

Dir kënnt dach net einfach higoen an einfach dee Sujet, déi nei Perspektiven esou als gegeben dohinnerstellen an dann Ar ganz Finanzpolitik dorobber ausriichten! Da seet den Här Schneider: „Mä, mir hunn den Här Rifkin erageholl a mat deem beschwätze mer dat."

Wann ech den Här Rifkin richteg verstanen hunn, an ech hunn an deene leschte Woche gelies, wat en alles esou geschriwwen huet, da soen ech, datt dee Mann sech op eng technologesch Evolutioun baséiert, op e Wirtschaftswuesstum, wat net extensiv ass, wéi dat, wat hei prônéiert gëtt, mä wat intensiv ass a wat effikass ass, ebe just net extensiv.

An ech soen Iech, wann Der wëllt Rifkin maachen, da kënnt Der déi Politik, déi Der elo maacht, net esou féieren, wéi Der elo amgaange sidd, se ze féieren.

(Interruption)

Ech soen, datt Dir mat Äre politeschen Décisiounen e grousst Risiko fir d'Land agitt. Dir décidéiert, de Problemer esou schnell wéi méiglech fortzelafen, ouni iergendeng Ofsécherung. Wann et dann emol anescht géif kommen, an d'Gefore ronderëm eis, déi sinn awer opgezeechent, méi wéi jee opgezeechent, ob dat elo de Brexit ass, ob dat de Grexit ass, ob dat déi Problemer mat Schengen sinn, ob dat de Moyen-Orient ass, ob dat d'Pëtrolspräisser sinn, ob dat Russland an d'Ukrain oder d'Energieversuerung ass, ob dat d'Kris a China ass, ob dat déi extrem niddreg Zënse sinn, déi kënne changéieren, ob dat d'Wahlen an de Vereenegte State sinn. Et kann een net just heihinnerkommen an dann „happy days" opmolen an all déi Problemer, déi ronderëm eis geschéien, net kucken an net an enger virsiichteger Politik mat considéréieren.

Dir sidd ugetrueden als Regierung, déi wollt „mat manner méi" maachen. Kaum zwee Joer duerno sidd Der a politesche Blocagen an hutt Iech verfaangen. Dir refuséiert, déi Reformen ze maachen, déi noutwendeg sinn an déi ee misst maachen, haaptsächlech wann een eng héich an eng positiv Konjunktur huet.

Dir verfänkt Iech an Ären eegene Kontradiktiounen an aus „mat manner méi" gëtt „mat vill méi vill manner". Dat ass eng falsch Politik an dat si verluere Joren.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Wiseler.

Allgemeng wëll ech nach eng Kéier drun erënneren, dass de Riedner sech soll un d'Chamber oder un de President adresséieren an net direkt un d'Regierung, well da Géigereaktioune provozéiert ginn, wat dann - bon! - d'Diskussioun e bësse méi spannend mécht, mä ech muss awer jiddwereen dorop hiweisen. An d'Wuert huet elo direkt den nächste Riedner, den Här Bodry fir d'LSAP.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hätt net geduecht, dass mir géif hei d'Roll eng Kéier zoufalen, nom Här Wiseler ze probéieren, hei Rou an d'Debatt eranzebréngen,…

(Hilarité)

…well déi Metamorphos, déi de Fraktiounspresident vun der CSV elo gemaach huet, ass scho ganz remarkabel, muss ech soen.

Wat ass aus deem rouegen, beduechte Politiker ginn? Wann ech en elo hei héieren hunn, e Staf briechen iwwert dës Regierung an awer an eng relativ komplett politesch Amnesie ze verfalen, wat d'Vergaangenheet vun him selwer a vu senger Partei a jorzéngtelaanger Regierungsbedeelegung ugeet.

Ech soen Iech, ech wëll net an deen doten Travers falen. D'LSAP ass net nei erfonnt gi viru knapp dräi Joer, wéi dës Regierung ugetratt ass. Mir hu laang a vill mat der CSV-Regierung Verantwortung gedroen. Mir bereien dat net, wëll ech soen.

Mir sinn och net der Meenung, dass alles falsch a schlecht war, wat déi viregt Regierunge gemaach hunn. Mir sinn awer der Meenung, dass een dës Regierung net däerft méi schaarf beuerteelen an no ganz anere Kritäre beuerteelen, wéi een déi eege Regierungspolitik opgestallt a beuerteelt huet an deene leschte Jorzéngten. Dat ass genau dat, wat den Här Wiseler elo grad am Numm vun der CSV gemaach huet.

Ech ginn herno am Detail op eenzel Punkten an, fir ze vergläichen, wéi dann esou Steierreformen ënner viregte Regierungen ausgesinn hunn, wéini se gemaach si ginn a wéi do de finanzielle Sputt zum Beispill war, an da vergläiche mer dat inhaltlech an och finanziell mat deem, wat dann dës Steierreform ënner anerem soll mat sech bréngen.

Ech si mer bewosst, an ech ka mech och deem Ritual net ganz entzéien, dass esou Deklaratiounen an Debatten no engem gewëssene Ritual oflafen, wou traditionell d'Oppositioun alles schlecht fënnt, wat d'Regierung do seet; seet, et wär kee Konzept do; seet, et wäre keng Visiounen do, selwer awer meeschtens och, dat huet den Här Wiseler elo gewisen, keng Géigenalternativ dohinnerleet, einfach nëmme kritiséiert a Froen opwerft, ouni Äntwerten ze ginn, an op där anerer Säit eng Majoritéit am Regelfall zimlech alles gutt fënnt, wat d'Regierung mécht, a mengt, u sech d'Zukunft wär roseg.

Ech géif probéieren, dass mer eis hei emol un d'Fakte géifen halen, un d'Fakten halen, déi hu mer jo geliwwert kritt, an duerfir begréisse mir als LSAP-Fraktioun ausdrécklech, dass d'Regierung hei dohinnergaangen ass an eigentlech och awer engem Wonsch, deen d'Parlament geäussert huet, scho méi laang, Rechnung gedroen huet an eis elo à même setzt, fir eng global Debatt ze féieren iwwert d'Lag vun der Natioun, wéi mer haut hei zu Lëtzebuerg stinn, wat déi Perspektive sinn, déi sech eis haut, no deem Wëssensstand vun haut, erginn, dat awer gebonnen un eng ganz Rëtsch vun Zuelematerial, d'Aktualiséierung vum Pacte de stabilité et de croissance respektiv vum Plan national de réforme, wou et jo och Indicateure ginn, déi objektiv moossen, wéi wäit déi eenzel Länner mat der Ëmsetzung vun hiren Zilsetzunge sinn, fir 2020 e Stéck vun dem Objektiv méi no ze kommen, Wuesstum a Beschäftegung ze förderen an aus Europa insgesamt eng Wëssensgesellschaft ze maachen. Dat sinn déi Erausfuerderungen, déi sech eis hei stellen. Ech wëll probéieren, dann och op déi eenzel Punkten do anzegoen.

Ech mengen, d'Realpolitik hëlt déi dach ganz schnell an, déi vläicht ze schnell geschoss hunn an der Vergaangenheet aus der Oppositioun eraus. Dat soen ech vläicht och un d'Adress vun der Oppositioun vun haut: Och si ka ganz schnell erëm ageholl gi vun all deene Wierder, déi se haut gebraucht oder an aneren Debatte gebraucht huet. Duerfir soll een, mengen ech, virsiichteg sinn. Et soll ee Fouss bei Mol halen a probéieren, esou no wéi méiglech un de Fakten, un der Realitéit ze bleiwen.

Fait ass, dass dës Koalitioun, wéi se ugetratt ass, vun engem immensen Elan gedroe war a probéiert huet, am Ufank all méiglech Saachen a Bewegung ze setzen. Si huet och selwer gemierkt, dass munches net esou schnell geet, wéi se sech dat selwer virgestallt hat, well et musse Concertatioune ginn, an och technesch oft sech méi Problemer gewisen hunn, wéi een dat am Viraus virausgesot huet.

An de Referendum huet, mengen ech, och bewisen, dass, nieft deene Froen, déi do beäntwert gi sinn, wou kloer Äntwerte komm sinn, de Lëtzebuerger konservativ ass. De Lëtzebuerger ass net gäre mat brüske Changementer konfrontéiert. An ech mengen, deem huet d'Regierung, dës Koalitioun, och Rechnung gedroen, andeem se de richtege Rhythmus fonnt huet, fir un d'Dossieren erunzegoen, déi richteg Prioritéite setzt, kee kriddeleche Punkt ausgespuert huet, mä sech awer och, notamment wat d'Steierreform ugeet, wat jo awer e Kärstéck ass vun der Regierungspolitik an dëser Period, déi néideg Zäit gelooss huet, fir déi dote Reform ze preparéieren.

An et war keen anere wéi de Chefredakter vum „Lëtzebuerger Wort", dee jo net bekannt derfir ass, zemools wann ech d'„Wort" an deene leschten Deeg gelies hunn, dass e besonnesch zäertlech par rapport zur Regierung wéilt virgoen, deen awer dës Reform spontan bezeechent huet als „gutt duerchduecht a grousszügeg".

„Gutt duerchduecht a grousszügeg", dat ass se sécherlech an deem heite Kontext, wéi se elo vun der Regierung ab 1. Januar 2017 geplangt ass, ëmgesat gëtt a wou d'Chamber da muss bis Enn vun dësem Joer och hei iwwer Gesetz den Accord zu deene Virschléi ginn.

Et ass wouer, dass och d'Oppositioun deelweis op engem falsche Fouss erwëscht ginn ass. Dat gesäit een un de Reaktiounen, well hannert der Virulenz an dem héijen Tounfall vum Haaptspriecher vun der gréisster Oppositiounspartei verstoppt sech natierlech eng gewësse Ratlosegkeet, wéi se sech solle positionéiere par rapport zu eenzelnen Initiativen, déi d'Regierung geholl huet, notamment par rapport zur Steierreform.

Si hate sech et méi einfach virgestallt. Si hate geduecht, si kéinten d'Regierung hei wärend fënnef Joer laang dreiwen, dreiwen, fir ëmmer méi ze spueren, ëmmer méi Aschnëtter ze maachen, a Kreditter dreiwen, fir u sech à la rigueur och nach weider Steiere missen an d'Luucht ze setzen, dat, wat déi viregt Regierung jo gemaach huet wärend deene véier Joer, wéi se am Amt war. An déi Rechnung geet net op!

Wann ech awer dann do kucken… Ech weess och net, wien herno nach vläicht zur Steierpolitik vun der CSV schwätzt, wann nach een et mécht, ausser deem, wat den Här Wiseler gesot huet.

Et ass vläicht besser, et léisst een et beim Här Wiseler stoen, well da weess een näämlech net, ob et dann dem Här Roth seng Theese sinn, déi fir d'CSV gëllen, ob et dem Här Mosar seng Theese sinn oder ob et dem Här Spautz seng Theese sinn. Ass dat Ganzt eng sozial Mogelpackung? Ass dat Ganzt den CSV-Wahlprogramm, deen ëmgesat gëtt? Oder ass dat Ganzt net genuch fir d'Betriber? Soll de Spëtzesteiersaz eropgesat ginn? Soll en erofgesat ginn? Wat wëllen, stelle se sech vir an deenen eenzelne Momenter? Dat ass alles anescht wéi kloer!

A wann een dohinnergeet an et werft een der Regierung als Haaptkritikpunkt vir, dass d'Regierung onkohärent wär, dass hei géifen iergendwelch Marchandagë gemaach ginn, dat wär e Sammelsurium, e Bric-à-brac vu Moossnamen, déi d'Regierung hei géif zesummestellen, da froen ech mech, wann ech déi Positioune kucken, déi eng CSV aus der Oppositioun eraus hëlt, wou praktesch véier verschidde Meenunge sinn zu wesentleche Punkte vun där Steierreform hei: Wéi konfus wär dann eng Regierungspolitik, wann déi Leit erëm d'Soen an enger nächster Regierung géife kréien?

Dat ass déi Fro, déi ee sech, mengen ech, mat Recht muss haut stellen, wou mer haut zumindest keng Äntwert kritt hunn. An ech weess net, wéi gesot, wien iwwerhaapt nach däerf am Numm vun der CSV zur Steierpolitik schwätzen, esou konfus, esou drënner an driwwer geet et bei hinnen.

Elo hu mer nach d'Chance, dass den Här Frieden an d'Madamm Reding net matschwätzen, soss géif et wahrscheinlech nach méi Duerjernee ginn.

(Hilarité)

Ech mengen, dass et och effektiv net soll d'Roll si vun deene Spriecher vun deenen eenzelne Fraktiounen, an den Här Wiseler huet dat net gemaach, fir hei d'Regierungserklärung u sech nëmmen ze kommentéieren, nëmmen déi Themen unzeschwätzen, déi d'Regierung wollt an de Vierdergrond stellen. Do muss all Statsminister - an, wéi gesot, ech hunn der eng ganz Partie erlieft a menger laanger Carrière - Prioritéite setzen an deem, wat e wëllt ervirsträichen. Et kann een duerchaus och aner Punkten hei uschwätzen, wéi déi, déi direkt an der Erklärung ugeschwat si ginn, zemools well mer och iwwert de PSC an iwwert de Plan national de réforme hei gläichzäiteg diskutéieren.

Ech mengen, dass mer effektiv sollen eis eens setzen iwwer eng Rei vu méi laangfristegen Défien, déi sech och stellen, déi sech schonn elo stellen an déi sech nach méi staark stellen an deenen nächste Joren a fir déi ee Léisungsusätz an der Erklärung vun der Regierung erëmfënnt, besonnesch och am Regierungsprogramm erëmfënnt, dee jo net ëmmer erëm nei erfonnt gëtt, dee selbstverständlech muss ugepasst ginn opgrond vun neien Donnéeën, déi erakommen am Laf vun de Joren. Mä mir sinn ugetratt mat engem komplette Regierungsprogramm fir déi ganz Legislaturperiod, an dee soll een net ëmmer erëm nei erfannen.

Ech fannen et berouegend, dass d'Regierung do eigentlech sech un dat hält, wat ofgemaach ass, an déi néideg Flexibilitéit awer bei der Ëmsetzung dann och mécht.

Aus sozialistescher Siicht, aus Siicht vun der LSAP-Fraktioun sinn et eigentlech fënnef grouss Défien, déi op eis duerkommen. Deen éischten Défi ass fir eis, de sozialen Zesummenhalt ze stäerken. Dat bleift déi grouss Erausfuerderung fir d'LSAP, dass mer eigentlech zu engem Mateenee kommen, anstatt zu engem Niewenteneen tëschent eenzelne soziale Gruppen, tëschent eenzelne Kulturen an eenzelne Clanen och hei zu Lëtzebuerg.

Dat heescht also, dass mer vun enger Multikultigesellschaft, déi e bëssen niewenteneen a cloisonnéiert fonctionnéiert, och effektiv zu engem interkulturellen Dialog hei zu Lëtzebuerg an enger echter Partnerschaft, engem Zesummen hei kommen. Dat kann awer nëmme geschéien, andeem mer weider als eent vun den Haaptziler hunn, fir d'sozial Ongläichheeten hei zu Lëtzebuerg ze verhënneren, ob jidde Fall déi Schéier tëschent Aarm a Räich an dësem dach insgesamt relativ räiche Land net méi grouss ginn ze loossen, derfir ze suergen, dass déi héich Croissance, déi mer hunn, déi mer sécherlech och brauchen, dass mer déi gerecht verdeelen, dass déi net dozou féiert, dass déi Ënnerscheeder tëschent deenen uewen an ënne méi grouss ginn, dass mer déi notzen, fir se méi kleng ze maachen.

Lëtzebuerg, mengen ech, muss eng inklusiv Gesellschaft bleiwen. An dat heescht also och, wat déi wichteg Fro vun der Integratioun, vun der Immigratioun ugeet, net nëmmen d'Flüchtlingen, och déi Leit, déi zu Dausenden all Joers hei op Lëtzebuerg wunne kommen, haaptsächlech aus Europa, mä net nëmmen aus Europa, fir hei ze schaffen, déi mer och brauchen, fir déi Wirtschaft um Lafen ze halen, déi mer iwwert déi lescht Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg opgebaut hunn, dass mer déi kënnen zesummeféieren, an dat bedeit eng Bewegung vu béide Säiten, dat bedeit eng Oppenheet vun deenen, déi hei sinn, fir déi Nei, an dat muss och eng Bereetschaft si vun deenen, déi heihinnerkommen, fir sech hei och an engem gewëssene Mooss ze integréieren an dësem Land.

Dat geschitt zum Deel iwwert d'Lëtzebuergescht. Mä dat kann awer net nëmmen iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch geschéien. Duerfir ass et wichteg, dass mer, no deem éischten Accueil, an dat muss een eigentlech dëser Regierung, objektiv gesinn, gutthalen, no deem éischten Accueil vun deem dach awer massiven Zouwuesse vu Flüchtlingen hei zu Lëtzebuerg iwwer eng Rei vu Méint… An deen Afflux geet nach weider. Dee geet zwar net méi am Rhythmus weider wéi déi lescht Méint vum leschte Joer, mä am Abrëll, hunn ech elo gelies, sinn awer erëm eng 200 nei Demandeurs d'asile hei zu Lëtzebuerg ukomm, dovunner nëmmen d'Halschent eigentlech aus deene Länner méi wäit ewech. Ganz vill Leit sinn nach aus dem Balkan, déi hei op Lëtzebuerg kommen.

Dat bleift also, mengen ech, eng bestänneg Fro, déi mer eis musse stellen. Dat ass also keng Kris. Dat ass also e Phenomeen, op dee mer eis och hei zu Lëtzebuerg mussen astellen. Mir mussen also net nëmme Suerg droen, dass mer den éischten Accueil gutt maachen - dat geschitt -, mä dass mer haaptsächlech och elo gemeinsam, do sinn ech voll mat d'accord, gemeinsam och déi zweet Phas, déi méi kriddelech Phas uginn: Wéi geschitt herno dat dauerhaft Verankere vun deene Leit? Well de Gros vun deene Leit wäert hei zu Lëtzebuerg wëlle bleiwen, zemools déi aus de Krichsgebidder kommen, wou keng Perspektive bestinn, dass dat kuerzfristeg sech wäert änneren. Wéi kënne mer déi hei integréieren? Wéi ass et mat de Wunnengen? Wou kënne se eng Aarbecht fannen? A wéi kréie mer dat eigentlech och an der Gesamtgesellschaft nach verkraaft? Dat ass, mengen ech, déi grouss éischt Erausfuerderung, déi sech stellt.

Dann, den zweete Punkt ass, eise Wirtschaftsmodell weiderzëentwéckelen. An do huet dës Regierung vill gemaach. Ech hu souguer den Androck, dass se un Tempo zougeluecht huet par rapport zu deem, wat soss gemaach gëtt. Virun allem awer erkennen ech hei eng Kontinuitéit vu sozialistescher Wirtschaftspolitik. Et waren d'sozialistesch Wirtschaftsministeren, e Robert Goebbels iwwer e Jeannot Krecké bis haut zum Etienne Schneider, déi déi dote Politik vun der Diversifizéierung vun eiser Wirtschaft weidergedriwwen hunn.

An et gesäit een elo d'Resultater vun där Politik vun deene leschte Joren. Déi méchs de jo net op een, zwee Joer! Déi Resultater gesäit een eréischt mëttelfristeg, wéi déi Beräicher, wéi de Logistikberäich, wéi den ICT-Beräich, wéi an anere Beräicher, an den Ëmwelttechnologien, an der Gesondheet, wéi déi sech awer entwéckelt hunn an deene leschte Joren an och lues a lues awer e gewëssene Pendant schafen zu där Wichtegkeet an zu där Dynamik, déi nach ëmmer de Finanzsecteur hei zu Lëtzebuerg huet, deen nach zu engem gudden Deel och de Wuesstum dréit bei eis hei am Land. An och d'Finanzplaz, déi fonctionnéiert haut schonn anescht wéi virun e puer Joer.

Ech hu matgemaach, wéi schwéier sech déi successiv Regierunge gedoen hunn, anzegesinn, dass deen ale Geschäftsmodell, deen ëmmer méi ënner Beschoss ass a vun deem mer haut nach ëmmer de Spigel virgehale kréien, mat all neiem Skandal, deen erauskënnt, a wou mer vläicht legal net ganz schlecht dostinn, mä wou mer awer moralesch net gutt dostinn, dass dat e falsche Modell war.

A mir warnen als LSAP dervir, dass mer u sech, besonnesch wat d'Finanzen, d'Finanzplaz ugeet, nei Entwécklungsmodeller sichen, déi eis an eng äänlech Sakgaass an e puer Joer géifen erafëieren, an déi mer elo drakomm sinn iwwert dat, wat iwwer Jorzéngten hei och awer an der Finanzplaz geschitt ass. Duerfir musse mer also ganz virsiichteg sinn. An duerfir musse mer op Kompetenznische bauen an net op Souveränitéitsnische bauen. D'Zäit vun de Souveränitéitsnischen ass bemooss. Si ass praktesch eriwwer.

Duerfir muss een also ganz anescht un déi dote Wirtschaftsmodeller erugoen, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. A mir wëssen do, dass mer mat villen a Konkurrenz stinn, mat ville méi Décken, an duerfir musse mer deen eenzegen Atout, dee mer hunn, notzen: Dat ass eis Klengheet. Dat ass d'Méiglechkeet, wa mer eis gutt uleeën, kleng, onbürokratesch kënnen ze reagéieren. Dat bleift en Atout, dee mer hunn, par rapport zu allen aneren, dass ee schnell ka politesch Décisioune kréien. Nach musse mer se administrativ och deementspriechend ëmgesat kréien. Duerfir ass et richteg, mengen ech, dass d'Regierung setzt op d'Recherche, op Innovatioun, op d'digital Ekonomie.

An da musse mer eis awer och natierlech all déi Froe ganz schnell stellen, déi sech ronderëm d'Digitaliséierung vun eiser ganzer Wirtschaft wäerte maachen, d'Erausfuerderungen an d'Neiformuléieren, wat d'Aarbechtsrecht ugeet, wat d'Steierrecht ugeet. Alles wäert net méi esou fonctionnéieren an zéng, fofzéng Joer, wéi mer dat eigentlech haut kennen. A mir hunn nach ëmmer d'Outile vu fréier, fir eigentlech déi doten Aktivitéiten ze encadréieren.

Dat heescht, de legalen Encadrement muss ee ganz anere ginn, an do musse mir wierklech un der Spëtzt si vun deenen, déi do nei Dieren opmaachen a prett si fir déi doten nei Ekonomie an och fir déi drëtt industriell Revolutioun, fir déi kënne richteg ze leeden an ze encadréieren.

Duerfir, mengen ech, brauche mer keen Zukunftsdësch. Et ass jo e bëssen elo echt, dass grad d'CSV mam Zukunftsdësch kënnt. Si huet näischt aneres gemaach, wéi iwwer Jorzéngten eng traditionell Fuerderung vun de grénge Frënn ofzeleenen, fir en Zukunftsdësch ze maachen.

Also, de Copyright fir dee Begrëff,...

(Interruption)

…muss ech soen, hunn eis gréng Kolleegen, deen huet net den Här Spautz. An ech mengen, dass et all dat dote gëtt, alles gëtt et. Et gi Rapporten…

(Interruptions)

Jo, wësst Der, d'CSV ka sech och net nëmmen dorobber beschränken, ëmmer Iddie vun aneren ze soen an: „Aha, Dir setzt et net ëm", wa se selwer keng Iddien huet.

(Brouhaha)

Et wier méi wichteg, méi wichteg, mir hätte selwer Iddie vun der CSV!

Mme Octavie Modert *(CSV).-* D'Regierung kuckt nëmmen no hannen.

M. Alex Bodry *(LSAP).-* Mä déi kënne jo nach kommen am Laf vun der Diskussioun. An dann, mengen ech, kéint een doriwwer diskutéieren, wéi scho gesot ginn ass: Alternativ géint Alternativ, Projet géint Projet. Ech mengen, dat géif eis weiderféieren. Well, wann dee sougenannten Zukunftsdësch nëmmen doranner besteet, fir sech ze treffen, fir sech unzekucken an aneren nozelauschteren, fir selwer awer keen Impuls a keen Apport ze ginn, ech mengen, da brauche mer esou en Zukunftsdësch effektiv net, well all déi Aarbecht schonn amgaangen ass. Et muss ee just wëlle sech abréngen an déi doten Aarbechten, da kann een dat ganz gäre maachen.

Drëtt Erausfuerderung: Mir mussen eist Land rationell vernetzt organiséieren. Vernetzt Denke schéngt mer wichteg ze sinn an ass nach net ëmmer eng Selbstverständlechkeet. Dat gesäit een heiansdo bei klenge Projeten, do gesäit een, dass een also méi Landesplanung brauch an net manner Landesplanung. Dat schéngt fir mech ganz kloer ze sinn.

An dat muss och eng Landesplanung sinn, soen ech, déi sech och am Endeffekt kann duerchsetzen um Terrain. Dat ka keng sinn, déi just fakultativ wär an déi misst schlussendlech da just d'Additioun si vun de Wënsch, déi alleguerten déi eenzel Akteuren, och notamment déi eenzel Gemengen, hunn. Hei schwätzt de fréiere Landesplanungsminister vläicht, mä ech mengen, dass dat awer eng Wichtegkeet ass, wa mer wëllen dee Wuesstum, dee mer brauchen, och géréieren a gutt iwwert d'Bün kréien an deenen nächste Joren.

Ech si frou festzestellen, mat all deene Virbereedungsaarbechten, déi anerer och geleescht hunn op deem dote Punkt, dass mer an der Mobilitéitsfro awer elo an d'Ëmsetzungsphas kommen,…

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).-* …dass wierklech Milliounen, Honnerte Milliounen investéiert ginn an en Tram, investéiert ginn an den Ausbau vun anere Mobilitéitsformen, och an d'Strooss selbstverständlech, an dass dat immens wichteg ass, well dat, mengen ech, och fir den Alldag vun de Lëtzebuerger, vun all de Leit, déi hei wunnen, ufänkt, e ganz seriöe Problem ze ginn, verbonnen natierlech och mam Versuch, fir erëm eng Kéier d'Wunnen an d'Schaffe méi no beieneen, raimlech méi no beieneen ze bréngen.

Dat kann natierlech net fonctionnéieren, wa mer alles konzentréiert hunn nëmmen op enger Plaz - aus dem ganze Land mussen d'Leit dohinnerkommen - oder wann eng diffus Verdeelung vu wirtschaftlechen Aktivitéite kënnt. Dat muss also geuerdnet geschéien, no Schwéierpunkten. Dat ass net einfach, mä et gëtt keng Alternativ zu esou enger Politik, déi jo eigentlech och iwwert d'Plan-sectorielle geschéie soll, déi anerer virbereet hunn, déi dës Regierung och probéiert huet ëmzesetzen, mä déi awer wéinst enger, dat muss ech soen, Gesetzgebung, déi mer zu engem groussen Deel alleguerten hei matgestëmmt hunn, eigentlech juristesch net ëmzesetze war.

Et ass also, mengen ech, relativ cocasse, wéi ech elo eenzel Texter vun CSV-Säit gelies hunn, elo dëser Regierung d'Schold ze ginn, well déi Plan-sectoriellen net ëmgesat sinn. Dat ass, mengen ech awer, liicht eng Onwourecht, fir déi Saach esou duerzestellen. Ech mengen, et soll een ëmmer fair a sachlech bleiwen, wann een op déi dote Problematik ageet, an och net maachen, wéi wann een eng Léisung fir alles hätt. Keen heibannen huet eng Léisung fir all déi grouss Défien, déi ech probéieren hei opzezielen!

Dann, Wunnengsbau, selbstverständlech. Wunnengen, och do ass d'Ampleur vum Défi bekannt, an engem Land, wat déi lescht Joren am Schnëtt eng 12.000, wann net méi, Awunner pro Joer bäikritt! Eleng fir déi Leit opzefänken, wa mer dovunner ausginn, dass een eng Wunneng mat zwee an en hallef Leit ka berechnen am Schnëtt, dann heescht dat, dass mer 4.500 bis 5.000 Wunnenge misste schafen, fir eleng nëmmen déi Leit, de Wohnbedarf vun deene Leit kënnen ofzedecken, déi nei an d'Land kommen, ouni dann iergendwéi e Retard opzeschaffen, dee sécherlech am Wunnengsbau, besonnesch och am soziale Wunnengsbau hei zu Lëtzebuerg besteet. Dat ass also en enormen Défi!

An och do soll kee maachen, keen hei optrieden, hien hätt elo all d'Léisunge fir deen dote Problem an dat wier an Zäit vun zwee, dräi Joer ze léisen! Dat ass net dran! Esou éierlech musse mir selwer ënner eis sinn an och dobausse mat de Leit sinn.

Duerfir maachen ech nach eng Kéier den Appell, et soll een all gutt Iddie bündelen, soufern se net kontradiktoresch sinn, a probéieren, se ëmzesetzen. D'Regierung geet hire Wee. Ech hunn den Androck, dass de Wëllen do ass, hei eppes ze bewegen, dass do en neien Elan an dat Ganzt erakënnt. Mä et ass selbstverständlech esou, dass och do Grenze gesat sinn. An och wann den Här Gibéryen Wunnengsbauminister wär, soen ech lech, géif dat näischt un der Situatioun hei änneren, well och do, wéi esou oft, och vu senger Partei, vun him, keng Léisungen an där doter Fro presentéiert ginn.

Eng Sueg, déi ee sech muss maachen, dat ass déi: Wéi bréngen mer et fäerdeg, och wat eleng eis Fonction publique ugeet, och eleng wat all déi ëffentlech Servicer ugeet, déi mer brauchen, fir all déi Aktivitéiten ze encadréieren, genügend qualifizéiert Leit ze hunn, fir all déi Posten ze besetzen, déi mer brauchen, fir notamment eng wirtschaftlech Aktivitéit, déi ausgeriicht ass op e Land, wat bevëlkerungsméisseg duebel, wann net dräimol esou grouss ass wéi Lëtzebuerg, kënnen ze assuréieren?

Et gesäit een et un allen Enner. Et gesäit een et an den technesche Servicer beim Stat, et gesäit een et an der Justiz, et gesäit een et an anere Beräicher, et gesäit een, dass spezialiséiert Leit eis hei zu Lëtzebuerg feelen, well mer déi Main-d'œuvre hei zu Lëtzebuerg net hunn.

Och dat ass eng Problematik, wou mer mussen driwwer diskutéieren. Elo kënne mer natierlech weider den Deckel op allem halen, d'Aen zoumaache fir deen dote Problem. Dat ass e seriöe Problem! Mir kommen net derlaanscht, do iwwert déi Regelen nach eng Kéier ze diskutéieren, wéi mer u sech eis Fonction publique hei zu Lëtzebuerg wëllen opbauen, wa mer all déi Problemer wëlle léisen, déi mer regelméisseg hei och uginn.

Drëtte Punkt, Ënnerpunkt an deem dote Beräich, dat ass déi steigend Zuel awer vun ale Leit, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Prozentual mierkt een dat net, well mer eng jonk Immigratioun hei zu Lëtzebuerg hunn, soudass prozentual d'Zuel vun deenen, déi iwwer 80 sinn, zu Lëtzebuerg stagnéiert praktesch. Mä déi absolutt Zuel vun deene Leit, déi an där doter Situatioun sinn, déi hëlt zou. Wéi gi mer mat där Situatioun ëm? An Däitschland gëtt zënter Joren en Demografiegipfel organiséiert, well si eng aner Problematik hunn, well si eng réckleefeg Bevëlkerungszuel haten.

Mä et bleift awer, dass mer wëssen, dass mer net kënnen Heimcapacitéite bauen, fir alleguerten déi Leit opzefänken, dass d'Politik jo och dorop ausgeriicht ass, d'Leit esou laang wéi méiglech an hirem Heem ze loossen. Mir wëssen awer och, dass mer mussen interdisziplinär un déi Saach erugoen. An net nëmmen d'Fro vun den ale Leit, wéi mer se an der Gesellschaft integréiert behalen, wéi mer eng Vereinsamung vun den ale Leit verhënneren, déi Fro, déi musse mer interdisziplinär regelen.

Déi ass net nëmmen ze regele mat gudde Renten, wat mer glécklecherweis hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer hunn, am Géigesaz zu ganz villen européäesche Länner, och an der Noperschaft, der direkter Noperschaft vu Lëtzebuerg. Mä et muss een awer och kucken: Wéi baue mer eis Stied anescht, wéi baue mer d'Zentren notamment vun eise Stied anescht, fir kënnen déi dote Leit och wierklech nach an den Uertschaften ze halen an net doheem isoléiert ze hunn? Wéi kënne mer eigentlech och wirtschaftlech Servicer opbauen do ronderëm, déi am Déngscht vun den eelere Leit stinn?

An ech ginn net midd, erëm eng Kéier ze soen: Mir däerfen dat Potenzial, wat d'Silver Economy eis gëtt, hei zu Lëtzebuerg net ignoréieren. Et wier falsch, fir dat ze maachen. Dat ass u sech eng Zukunftsindustrie, Zukunftsservicer, déi sech do opmaachen. Et geet jo och ëm d'Formatioun vun de Leit: Wie këmmert sech ëm déi Leit herno? Alles dat, mengen ech, muss een an engem zesummenhängende Konzept zesummefëieren.

Véierte Punkt: Sécherheet. Recht op Sécherheet ass e Mënscherecht. D'Sécherheet ass am Grondsazprogramm vun der LSAP eent vun eise véier Grondziler, déi mer ustriewen. Selbstverständlech déi existenziell Sécherheet vum Eenzelnen, mä awer och d'Sécherheet vu senger Persoun a vu senge Gidder. Duerfir ass dat eng weider Erausfuerderung, déi sech wäert hei stellen.

An déi hëlt zou. Déi hëlt net nëmmen zou duerch déi Menace vum Terrorismus, déi sech elo méi konkretiséiert, zumindest ronderëm Lëtzebuerg, mä déi hëlt zou effektiv och duerch d'Zuel, wou ee gesäit, dass... Och wann dat lescht Joer den Taux de criminalité, den Taux de délinquance erofgaangen ass hei statistesch zu Lëtzebuerg, wësse mer awer, dass besonnesch eng ganz Rëtsch vun Incivilitéiten, besonnesch och eng méi grouss Gewaltbereetschaft och vu ganz ville Leit dozou féiert, dass d'Leit sech méi onsécher fillen.

D'Reform vu Gendarmerie a Police ass '99 gemaach ginn. Ech hu mer nach eng Kéier d'Zuelen ugekuckt. Déi Reform vu Gendarmerie a Police, wou ech eppes Klenges domat ze dinn hat, déi ass ausgaange sengerzäit vun Effektive vu gutt 1.200 Leit. Haut si mer bei iwwer 2.000! Also et kann een net soen, dass keng Efforte gemaach gi si vun de successive Regierungen, fir do déi néideg Opstockung vu Leit ze maachen. Mir hunn haut eigentlech zu Lëtzebuerg e bessert Verhältnis tëschent Polizisten an Awunnerzuel, wéi dat nach dee Moment war, wéi mer nach zwou getrennte Gendarmerie- a Policestrukturen haten.

Ee Gléck, dass mer déi Fusioun gemaach hunn! Wéi géife mer haut all déi Servicer organiséieren, wann nach alles getrennt misst organiséiert ginn, wann s de zwou Strukture praktesch häss, déi parallell eng zu där anerer géife lafen? Dat war eng gutt Reform, déi mer sengerzäit gemaach hunn. An et gëtt Zäit natierlech, wéi all Reform, dass een no 15, 20 Joer dat Ganzt op de Leescht hëlt a probéiert, et un déi nei Gegebenheeten unzepassen.

Déi Diskussioun solle mer an aller Rou, ouni a priori'en hei féieren. Hei geet et ëm d'Sécherheet vun de Leit. Hei geet et net, fir een deem aneren, ech weess net, Steng an de Kapp ze werfen. Et ass, fir ze kucken: Wéi kréie mer déi bescht Organisatioun vun eise Polizeiservicer hei zu Lëtzebuerg, fir dass am meeschten hannen erauskënnt an dass d'Leit sech am meeschte sécher fillen? An dat ass dat, wat gëllt.

Terrorismus - dat ass ugeschwat ginn -, mir hunn éischt Schrëtt gemaach. Ech soen awer och, ech si frou, dass mer iwwer all déi Texter net schonn de Mount drop ofgestëmmt hunn. Ech soen et ganz éierlech. Ech deelen do net déi Begeeschterung e bëssen an engem „law and order"-Elan, déi den Här Wiseler, e bëssen a Konkurrenz mat der ADR, hei presentéiert huet.

Ech mengen, dass ee sech sollt Zäit loossen, iwwert déi Texter nach eng Kéier an aller Rou ze kucken. Se gi sécherlech an déi richteg Richtung. Gi se awer net vläicht ze wäit? Wéi oft ginn Texter ze wäit, wa se am éischten Äifer formuléiert ginn, ënnert dem Androck vun engem ganz graven Evenement, wat hei déi terroristesch Attacke bei eisen Nopere waren!

Duerfir soll een, souwuel wat d'Verfassung ugeet wéi och wat déi Ausféierungsgesetzer ugeet, nach eng Kéier déi néideg Rou, déi néideg Distanz kréien zu deenen doten Texter a kucken, ob mer deen Équiliber kritt hunn, dee mer brauchen. Den Équiliber vun engem Recht op Sécherheet, dat deen eenzelne Bierger huet - mä eng absolutt Sécherheet kënne mer souwisou kengem garantéieren, a kengem Land! -, an op där anerer Säit awer och Rechter, Fräiheeten, déi eis héichleien. D'Recht an d'Fräiheet, sech fräi ze bewegen, d'Recht an d'Fräiheet op seng eegen Daten, alles dat, mengen ech, si wichteg Gidder, déi mer net däerfen einfach iwwert de Koup werfen.

Duerfir soen ech nach eng Kéier, déi Délaien, déi eis d'Aarbecht vum Conseil d'État ginn, si vläicht net schlecht, fir elo och an der Chamber nach eng Kéier an aller Rou iwwert déi Texter ze kucken an déi vläicht néideg Ajustementer ze maachen, déi sech no Reflexioun vläicht erginn.

Fënneften a leschten Défi, deen ech gesinn, dat ass Lëtzebuerg an Europa. Den Zoustand vun Europa mécht mer Suergen. Virun allem mécht mer Suergen déi Vertrauenskris eigentlech, an där Europa stécht an déi e groussen Deel vun de Bierger par rapport zu Europa hunn. Or, eis Geschicht, mengen ech, misst eis méi wéi allen anere Länner weisen, dass, wann et Europa schlecht geet a wann eis Nopere sech net gutt verstinn, da geet et eis schlecht.

Duerfir hu mer all Intérêt, och eise kommende Generatiounen ze vermëttelen, wat et heescht - wat fir si eng Selbstverständlechkeet ass -, a Fridden tëschent staarken Noperen ze liewen, an och kloerzemaachen, dass Europa och fir d'Bierger do ass, dass Europa méi ass nëmme wéi e Bannemaart, méi ass wéi eng reng Wirtschaftsgemeinschaft, dass Europa eng Solidargemeinschaft ass an dass Europa de Leit och am Konkrete villes bréngt.

Dat heescht awer och, dass vläicht an Europa muss eng Kurskorrektur komme vun eenzelne Politicken. Europa leit ënnert deem Bild, dass Europa gläichgesat ginn ass iwwert déi lescht Joren an der Kris mat Austeritéit, gläichgesat ginn ass mat Sozialofbau, dee vun uewen, vu Bréissel géif diktéiert ginn, obwoul et natierlech ëmmer Décisioune vun de Ministerréit si schlussendlech, respektiv vum Europaparlament, déi dat dote méiglech maachen.

An duerfir si mir als LSAP der Meenung, dass se also wichteg ass, och déi sozial Dimensioun. Do leeft jo elo e Consultatiounsprozess un, fir déi sozial Dimensioun an Europa ze stäerken an déi néideg Korrekturen ze maachen, wat d'Budgetspolitik ugeet. A mir sinn der Iwwerzeegung, dass grad och déi Choixen, déi d'Lëtzebuerger Regierung an deem ganze Kontext do gemaach huet, an deene Margen, déi se huet, fir national kënnen hir eege Budgetspolitik festzeleeën, dass dat déi richteg sinn.

Ee Wuert och vläicht zu TTIP. TTIP, wat ville Leit, ville Bierger Suerge mécht, wou zum Deel, och ënnert dem Drock vun der Zivillgesellschaft, munches, mengen ech, amgaangen ass, sech an déi richteg Richtung ze bewegen. Mä och do solle mer ganz kloer sinn. Fir eis als LSAP sti mer net ënner Zäitdrock, fir elo wärend iergendenger Presidentschaft vum amerikanesche President mordicus missten ofzeschléissen.

Gutt gekuckt, dat soll een a Rou maachen. Et ass wichteg genuch, dass een net Hals iwwer Kapp sech an eppes stierzt, wou et awer ëm de Weiderbestand vun enger Rei vun européäeschen Norme geet. Wou et drëm geet, zwar op där enger Säit d'Douanestariffer ewechzekréien, op där anerer Säit awer wëlle mer héich Standarden halen am Sozialen an am Ëmweltberäich. Mir wëllen, dass och do, wou eis Produkter hierkommen, e gewëssene Schutz fir déi Produkter besteet. Mir wëllen och, dass Staten net virun iergendwellechen Arbitrage gezwonge ginn, wou net d'Garantie ass, dass déi Arbitteren onofhängeg sinn an déi Fachkenntnis hunn, déi se mussen hunn, fir kënnen iwwerhaapt ze tranchéieren.

Also mir bleiwe ganz kritesch eigentlech zu deem ganzen Text. Mir wëllen awer eréischt jugéieren, wann een definitiv Texter huet. Op jidde Fall soll keng Regierung, keng Kommissioun zousoen an ënnerschreiwen, ouni dass virdrun och dobaussen eng breet Diskussioun nach iwwert d'Endresultat stattfonnt huet. A mir hu fir eis décidéiert, dass mer déi dote Fro och géife bei eis iwwer e Parteikongress tranchéiere loossen.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- E Wuert zur Schold, eng Schold, déi hei och ugeschwat ginn ass. D'ëffentlech Schold, dat ass also d'Gesamtschold vum Stat an all de Gemengen an der Sécurité sociale, wou mer et jo net mat Schold ze dinn hunn, mä wou mer et mat Aktiva bei der Sécurité sociale ze dinn hunn. Dat ass och vläicht awer wichteg, ervirzehiewen.

An notamment an eise Pensiounskeesse stieche ronn 15 Milliarden Euro Reserven. Dat geet duer, fir 4,3-mol déi jäerlech Ausgaben am Pensiounswiesen ze finanzéieren. No de Berechnunge vun de Spezialiste vun der Europäescher Kommissioun heescht dat, dass fir déi nächst 30 Joer - mat engem Rendement nëmme vun 3% vun deenen Avoiren an der Reserv -, fir déi nächst 30 Joer eigentlech garantéiert ass, dass d'Pensioune kënnen ausbezuelt ginn, ouni dass et misst zu iergendenger Cotisatiounserhéijung kommen.

Elo kann ee soen: Dat doten ass farfelu, et ass hei, et ass do! Dat do sinn Tatsaachen. An déi Reserve gëtt et. Déi Reserve gëtt et an déi Berechnunge si seriö gemaach! An ech mengen, wann ee sech dat dote scho virun Ae féiert, da sollt een net dramatiséieren an et sollt een dann och de Fait, dass mer eigentlech méi Aktiva hunn, méi Reserven hunn an der Sécurité sociale, wéi iwwerhaapt am ëffentleche Secteur hei zu Lëtzebuerg Gesamtschold besteet, vläicht emol eng Kéier berücksichtegen, wann een op d'Situatioun vu Lëtzebuerg kuckt. Quitte dass mer wëssen, dass eng Kéier e Fällegkeetsdatum vun deenen Dettë par rapport zu de Rentner kënnt.

Dës Regierung bréngt et fäerdeg - dat war net esou evident, wéi se ugetratt ass -, duerch eng méi favorabel wirtschaftlech Entwécklung, duerch eng Rei vun Décisiounen, déi si geholl huet, déi vum Parlament och guttgeheescht gi sinn, déi Schold - déi jo muss par rapport zum Räichtum vum Land gemooss ginn; ech mengen, et bréngt net vill, mat absolutten Zuelen hei ze schaffen, duerfir huet jo och Europa net absolutt Zuele pro Land festgeluecht, wat d'Schold däerf ausmaachen, mä et huet se selbstverständlech a Relatioun gesat zu dem Räichtum, zum PIB vun den eenzelne Länner -, mir leien däitlech ënner 30% um Enn vun dëser Mandatsperiod.

Mir stabiliséieren d'Schold par rapport zum PIB. Dat ass, mengen ech, e gutt Resultat. A mir maachen dat, dat ass mir awer besonnesch wichteg, andeem mer virun allem d'Investissementer net nëmmen op deem Niveau hale wéi se waren. Dat ass dat, wat d'CSV an hirem Wahlprogramm stoen hat vun 2009: Mir wëlle se jo op héijem Niveau halen.

Neen, dës Regierung, dës Koalitioun ass dohinnergaangen a se huet do e gewësse Broch gemaach mat där Politik, déi déi viregt Regierung an der Zäit vun der Kris gemaach huet, a si huet d'Investissementer eropgefuer. Mir leien elo viraussiichtlech bei 2,3 Milliarden 2018. Dat ass also d'Enn vun dëser Period.

An 2013, wéi dës Regierung ugetratt ass, waren et just 1,5 Milliarden Investissementer, direkter an indirekter. Dat sinn also 800 Millioune méi pro Joer. Pro Joer! Dat si 55%, wou d'ëffentlech Investitiounsquot hei zu Lëtzebuerg eropgeet.

Gläichzäiteg geet d'Aarbechtslosegkeet erof. Se geet erof an der Tendenz. Se geet souguer erof an absolutten Zuelen. An dat ass, mengen ech, en Erfolleg sécherlech vun där Wirtschaftspolitik, déi iwwert déi lescht Jore gemaach ginn ass. Do sinn eng Rei vun och begleedende Moossnamen, déi am Beräich vum Arbeitsamt an de Sozialgesetzer geschitt sinn, déi et elo wäerte méiglech maachen, dass, wann déi Prognose sollte stëmmen - et ass ëmmer nëmmen eng Foto, eng Projektioun -, mer vun iwwer 7% Taux de chômage géifen op ronn 6% erofgoen. Dat ass e Succès!

Dat ass e politesche Succès, iwwert dee mer eis all hei sollte freeën, well, mengen ech, e soziale Fléau, dee reell ass, lues a lues ufänkt, erëm op méi akzeptabel Dimensiounen ze kommen, wou mer wäit ewech si vun engem Taux, deen ee kéint mat Vollbeschäftegung bezeechnen.

D'Kafkraaft stäerken, d'Nofro an de Konsum férderen, dat ass déi Politik, déi dës Regierung mécht. Si mécht se virun allem och hei iwwert déi Steierreform, déi se geplangt huet. D'Steierreform, och dozou wëll ech eppes soen, well amgaangen ass och mer d'Zäit e bësse fortzelafen.

Och Steierpolitik ass fir eis als LSAP natierlech kee Selbstzweck. Steierpolitik huet dräi Fonctiounen. Éischtens geet et drëm, déi néideg Mëttelen ze schafe fir de Stat an d'ëffentlech Fonctioun, fir iwwerhaapt eng ëffentlech Déngschtleeschtung vu Qualitéit dem Bierger kënnen unzebidden.

Zweetens geet et fir eis als LSAP ëm eng Ëmverdeelung vum Akommes och vun uewen no ënnen. Duerfir d'Progressivitéit vum Steiersaz an der Akommessteier. Duerfir hu mer eis ëmmer géint eng „flat tax" gewiert, déi déi Progressivitéit net méi hätt. An duerfir bleift et och no der Steierreform bei deem dote System. D'Progressivitéit gëtt liicht eropgefouert. Iwwert de Crédit d'impôt kënne mer haaptsächlech deenen ënneschten an zum Deel och deene mëttleren Akommesse steierlech entgéintkommen. An et kënnt zu enger Steierbefreiung vun deene ganz klengen Akommessen: Leit, déi um Niveau leie vum RMG, brauchen an Zukunft keng Steiere méi ze bezuelen.

E Wuert zur Steierreform, zemools well déi och hei kritiséiert gëtt. Ech wëll haaptsächlech op d'Kriticken agoen, déi hei geäussert gi sinn. Hei gëtt et jo eigentlech esou duergestallt: Déi Steierreform do, eigentlech brauche mer se net.

Mä da kommen natierlech hardi nach Fuerderungen, fir nach dropzeleeën. Mä eigentlech brauche mer se net! Se geet ze wäit, well jo eigentlech elo awer d'Finanzsituatioun net déi ass, notamment beim Stat, dass mer eis dat do kéinte leeschten. Dat kann ech als Argument och nach novollzéien.

Wann déi awer vu Leit hei virbruecht gëtt, déi a viregte Regierungen derbäisouzen, bei anere Steierreformen, dann hunn ech awer meng Bedenken, déi Argumentatioun esou ze akzeptéieren. Da kënnt erëm de Phenomeen vun der politescher Amnesie hei zudag. An ech hu mer d'Méi gemaach, emol eng Kéier op déi lescht Steierreformen ze kucken. Dat waren déi, déi mer gestëmmt hunn 2007 an 2008, déi also 2008 an 2009 a Kraaft getratt sinn. 2009 war zoufälleg e Wahljoer.

Une voix.- War dat zoufälleg?

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Zoufälleg. Selbstverständlech! Soss hätt ni een dru geduecht, fir dat do ze maachen.

Wat war de Käschtepunkt vun deene Steierreformen? Déi zwee Deeler vun der Steierreform, déi huet déi deemoleg Regierung chiffréiert mat enger Milliard. Enger Milliard Steiererliichterung.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Frangen?

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Enger Milliard Euro, dat Duebelt vun dëser!

2009, wou den zweeten Deel a Kraaft getratt ass - iwwer 600 Millioune Steiererliichterungen -, hat de Stat en Defizit vun 900 Milliounen Euro. Et kann een also d'Theorie opstellen, dass - wann déi Berechnung vun der deemoleger Regierung richteg war -, wann een déi dote Steiererliichterungen, well et waren haaptsächlech Steiererliichterungen, net gemaach hätt, vläicht souguer de Stat keen Defizit gehat hätt, wann een esou rechent, wéi elo hei gerechent gëtt.

Et si Grënn ginn deemools, déi Steierreformen ze maachen. Mä déi sinn an der Kris gemaach ginn. Se si gemaach ginn an engem Moment, wou ee wousst, mir haten Defizit am Stat. An déi Steierreformen hunn och den Defizit vum Stat eropgesat. An déi Steierreforme sinn duerch Empruntë cofinanzéiert ginn. Dat war deemools net anescht wéi haut.

Wéisou war et deemools gutt an elo ass et falsch, komplett falsch? Wéisou kann den Här Wiseler hei higoen a sech hei opregen, d'Regierung géif total niewent dem Dill leien, wann eng viregt Regierung, ënnert der Federführung vun der CSV, datselwecht gemaach huet?

Wann ech gelift, bemoosst dach d'Aktivitéiten, d'Aktioune vun enger Regierung d'selwecht, ob een elo an der Oppositioun ass oder ob een an der Regierung ass! Et kann een dach net zweeërlee Mooss hei uwenne fir eigentlech dach awer deeselwechte Prinzip, de Prinzip, fir ze soen: Kann een eigentlech Steiererliichterunge maachen, wann de Stat en fait en Defizit ausweist an e muss eigentlech e gudden Deel léine goen?

Mir hunn zweemol Jo geäntwert. Mir ware fir déi Steierreform vun deemools a mir sinn och an eiser Logik, wa mer soen, mir wiere fir dës Steierreform hei. Firwat? Well fir eis déi Empruntë gemaach ginn, fir Investissementer deelweis ze finanzéieren,...

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- ...wat dat Normaalst vun der Welt ass. Wann een, wéi dës Regierung, Investitioune plangt, direkter oder indirekter vum Stat, déi 2,3 bis 2,5 Milliarden ausmaache pro Joer, ass et da falsch, fir een Drëttel, 40% vun deenen Ausgaben do, iwwer en Emprunt ze finanzéieren? Oder ass et méi richteg, dass dat iwwer dräi, véier Budgeten ofgewéckelt gëtt, soulaang eigentlech déi Aarbechten, Infrastrukturaarbechten daueren?

Soll een dann net, wann et e produktiivt Investissement ass, wou och nach eng ganz Generatioun dovunner profitéiert, ass et dann net méi richteg souguer, déi Charge net ze konzentréieren op dräi, véier Budgetsjoren, mä eigentlech op zéng, zwanzeg Joer, op eng ganz Generatioun hin?

Et ass awer eng virsiichteg Finanzpolitik! Dat ass keng falsch Finanzpolitik! Dat ass eng richteg Finanzpolitik, déi dës Regierung hei mécht, déi och dohinnergeet, fir eben... Mir mierke jo och am Handel, dass et net méi esou richteg leeft. Den Handel huet nëmmen..., mä grad menge mer, dass, wa mer d'Kafkraaft stäerken, dass dat zu engem gudden Deel dem Konsum wäert zeguttkommen, dass mer also iwwert deen dote Wee och déi richteg Politik maachen, d'Kafkraaft stäerken, haaptsächlech vun den Haushälter, an da gläichzäiteg awer och eng héich ëffentlech Investitiounsquot halen.

Et féiert keng Alternativ laanscht esou eng Politik. Et ass déi richteg Politik, déi dës Regierung gemaach huet, an dat stellt e gewëssene Broch duer mat eenzelnen Akzenter, déi ënnert der viregter Regierung do gesat si ginn.

Ech ginn iwwer e puer Punkten erof, déi ech nach wollt nennen. Ech wollt ee Wuert soen nach awer, well dat och en Haaptkritikpunkt ass, iwwert déi Affär mam mëttelfristegen Objektiv an eiser Finanzpolitik. Ech mengen, de Finanzminister huet dat schonn an engem Tëscheruff gesot. Och dës Regierung mécht näischt aneres wéi dat, wat déi viregt Regierung do gemaach huet. Déi viregt Regierung ass och net iwwert dee Minimum erausgaangen, deen deemools d'Berechnunge vun de Kommissiounsservicer erginn hunn. Si hätt souguer missen op plus 0,75% goen.

Do huet se alles gemaach, fir ze erreechen, dass d'Kommissioun géif akzeptéieren, dass mer géifen hei zu Lëtzebuerg plus 0,5 festleeën, also e bësse manner ambitiéis sinn an eisem Zil, andeems se gesot hunn: „Mir hunn elo eng Pensiounsreform gemaach, an déi huet och en Impakt op déi ganz Berechnungen, notamment wat d'Pensiounswiesen ugeet an d'Renteschold eigentlech betrëfft."

An duerfir verstinn ech och hei d'Haltung vun der CSV net. Hei mécht eng Regierung eigentlech..., déiselwecht Haltung hëlt se an, wéi déi viregt Regierung ageholl hat op där doter Fro. Si iwwerhëlt déi Berechnunge vun der Kommissioun. Dat ass juristesch bindend. Dat kann also och op europäeschem Plang eng Rei vu Korrektiouns- a Sanktiounsprozesser eigentlech ausléisen, wann een dat net mécht. Mä si presentéiert awer och gläichzäiteg eng Projektioun op déi nächst véier Joer, wou awer d'ëffentlech Budgeten am Équiliber sinn.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Just, dass d'demografesch Perspektiven anerer waren.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Wann Der d'Chiffere kuckt, si notzt, dës Regierung notzt de Spillraum net aus.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Just, dass d'demografesch Perspektiven awer anerer waren an déi, déi Der elo aschreift, sinn awer richteg problematesch.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Si seet: „Nationalpolitesch wëlle mer dee Spillraum net ausnotzen." Mir si gebonnen un déi Regel, déi mer eis selwer ginn hunn, fir ënnert 30% Gesamtverscholdung vum ëffentleche Secteur ze bleiwen, a mir presentéieren hei eigentlech eng Progressioun, déi eis eis Konten am Équiliber weist iwwert déi nächst Joren.

Mä si wëllt awer gläichzäiteg net an europäesch zwéngend Prozesser erakommen. Se wëllt sech national Margë behalen, fir politesch kënnen och op d'Sozialentwécklung ënner anerem hei zu Lëtzebuerg ze reagéieren. An dat ass a mengen Aen eng virsiichteg Politik. Sech an d'Hänn ze gi vun de Bréisseler Institutiounen, wat d'Marge de manœuvre budgétaire ugeet, dat wier eng falsch Politik, dat wier eng onvirsiichteg Politik an déi wëllt d'CSV anscheinend maachen. Mir wëllen dat net. Mir stinn als LSAP hannert deene politesche Choixen, déi dës Regierung getraff huet.

Här President, ech kommen zum Schluss vu mengen Ausféierungen. Dës Koalitioun, dës Regierung huet sech net nëmmen als handlungswëlleg, mä se huet sech och als handlungsfäeg gewisen. Se huet dat a ville Beräicher gemaach. Si huet dat am Beräich gemaach vun de Gesellschaftsreformen, déi de Premier net ugeschwat huet a sengem État de la nation, déi mer net däerfe vergiessen, wat d'Reformen am Zivillrecht ugeet, d'Bestietnis, Ofdreiwung, wat d'Relatioun tëschent Stat a Glawensgemeinschaften ugeet, wat de Réckgrëff op de Referendum ugeet, Forme vun direkter Participatioun, wat d'Neiausriichtung vun der Familljepolitik ugeet.

Si huet sech awer virun allem, an dat war net einfach, handlungsfäeg gewisen, wat d'Steierreform ugeet, eng Steierreform, déi an der Qualitéit gläichzesetzen ass mat all deene Reformen, déi mer an deene leschte Jore gesinn hu vun anere Koalitiounen. Et ass falsch, se an de Buedem wëllen ze rieden. Et ass eng Reform, déi souwuel konjunkturell wéi och strukturell Elementer beinhalt, déi versicht, méi sozial Gerechtegkeet ze kréien, déi et sech net einfach gemaach huet an zum Beispill, wéi den Här Roth dat an engem Artikel virun e puer Méint ugekënnegt huet, einfach nëmmen d'Steiertabell linear ugepasst hätt un d'Inflatioun.

Zu wat hätt dat gefouert, wann den Här Roth sech duerchgesat hätt an enger CSV-gefouerter Regierung? Dat hätt dozou gefouert, dass déi Kleng verluer hätte par rapport zu deem, wat d'Regierung elo als Konzept dohinnergeworf huet, an déi, déi vill Verdéngschter hunn, wäre besser ewechkomm an deem dote System, wéi e vum CSV-Deputéierte préconiséiert ginn ass.

Mir mengen also, dass mer hei effektiv Elementer vu Selektivitéit mat agebaut hunn, wéi zum Beispill beim Crédit d'impôt. Wéi de Crédit d'impôt ënner CSV/LSAP agefouert ginn ass, eng gutt Initiativ, déi mer staark ënnerstëtzen, well mer och net onschëlleg un där Initiativ sinn, wann ech mech un d'Diskussioune richteg erënneren, ass de Crédit d'impôt awer duerchgezu ginn op alle Gehälter.

Ass dat déi Selektivitéit, déi den Här Wiseler vermësst hei bei dësem Regierungsprojet? Neen! Déi Selektivitéit, déi war net dran an deem, wat mer haut hunn. Mä déi kënnt dran duerch déi Reform, déi mer hei maachen, déi also, mengen ech, effektiv ausgeglach ass, déi an déi richteg Richtung geet.

Ma selbstverständlech, mir mussen als LSAP rechnen, dass an dëser Chamber keng politesch Majoritéit besteet, fir zum Beispill en Impôt sur la fortune anzeféiere fir Privatpersounen. Et besteet hei an dëser Chamber keng Majoritéit, fir d'Kapitalbesteierung eropzesetzen, wat eis Iwwerzeegunge sinn a bleiwen. Mir mussen Akt dovunner huelen a mir mussen derfir suergen, dass mer politesch Majoritéiten dann hei schafen, dass mer eis Iddien hei kënnen duerchsetzen.

Et ass keng Majoritéit do, well ënner anerem och d'CSV déi dote Méiglechkeet total ausgeschloss huet an hirem Wahlprogramm.

(Interruption)

En fait awer eng ganz Partie aner...

(Interruption)

Jo.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Kuckt emol an der Koalitioun! Dir braucht eis jo net. Dat kënnt Der jo an Ärer Majoritéit maachen, dat do!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Och d'Demokratesch Partei ass géint esou Reforme gewiescht. Dat ass jo hiert gutt Recht. Si hu jo eng aner Positioun zur Steierpolitik, wéi vläicht eng sozialistesch Partei et huet. Dat géif ech souguer ganz normal fannen. Mä ech wëll einfach soen: Momentan ass esou eng Iddi, zu där mir weider stinn, net majoritéitsfäeg an dëser Chamber, och wa mer géife fräi ofstëmmen. Mir huelen Akt dovunner.

Mä ech soen Iech: Et si scho vill Steierreforme komm. Dëst ass eng. Déi ass wichteg. Si ass richteg. Si geet an déi richteg Richtung. An et wäerten nach zukünfteg Steierreforme selbstverständlech hei zu Lëtzebuerg kommen. Déi maache sech da mat deene Konstellatiounen, mat deenen Inhalter, déi dee Moment majoritéitsfäeg sinn.

Wichteg ass awer fir eis, dass dës Koalitioun et fäerdegbruecht huet, effektiv déi Budgetsfro an de Grëff ze kréien. Et ka kee soen, dass mer an enger Situatioun wären, wou mer u sech den ëffentlechen Haushalt hei net méi am Grëff hätten. Si féiert eng offensiv Wirtschaftspolitik weider. D'Sozialsystemer sinn ofgeséchert, a mir kommen an déi Diskussioun, dass mer nieft der Aféierung vun der Loyerssubventioun och kënnen haut diskutéieren iwwert déi Iwwerschëss, déi an der Gesondheetskeess dra sinn, fir och punktuell Verbesserungen ze maachen, wat d'Leeschtungen ugeet.

Mir stellen eis als LSAP-Fraktioun selbstverständlech vir, dass do bougéiert gëtt op deem Punkt, dass Leeschtungsverbesserunge kommen, besonnesch wat den Zännberäich ugeet,

dass et zu Leeschtungsverbesserunge kënnt, wat och d'Brëller ugeet, wat jo, dat weess jo jiddwereen, déi Punkte sinn, wou mer effektiv schlecht dotéiert sinn hei zu Lëtzebuerg, wou mussen zousätzlech Efforte gemaach ginn.

Abee, och déi Sanéierungsefforten, déi gemeinsam décidéiert gi sinn, och mat de Sozialpartner, heiansdo géint se, déi hu Friichte bruecht an déi erméiglechen elo, fir do punktuell Verbesserungen ze maache respektiv och nach selektiv dat eent oder dat anert kënnen an dem Gesondheetswiesen ze verbesseren.

Dat ass déi Politik, wéi mir eis se virstellen. Si ass an dëser Koalitioun eréischt richteg méiglech ginn. Dat begréisse mer. An duerfir mengen ech, dass mer hei um richtege Wee sinn, um richtege Wee, fir dat ze realiséieren, wat mer eis gemeinsam virgeholl hunn, a selbstverständlech eis als Koalitioun net däerfen zoumaache fir méi breet Kooperatiounen a wichtege Felder, déi d'gemeinsam Zukunft vum Land uginn, mä ech mengen, dass dës Koalitioun déi Gréisst och huet, fir dat ze maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Bodry. A leschten ageschriwwene Riedner fir de Moien ass den Här Eugène Berger fir d'DP.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. De Premier huet gëschter zu Recht a senger Ried ënnerstrach, datt et Lëtzebuerg besser geet wéi virun zweeanenhallwem Joer. Et muss ee wäit siche goen, fir esou positiv Wirtschaftszuelen ze fannen, wéi mir se der am leschte Joer haten a wéi mer och wäerten dëst Joer der kréien. Mir kënnen optimistesch an d'Zukunft kucken, well d'Regierung eng Politik mécht, déi net d'Aen zoumécht virun de gesellschaftlechen a wirtschaftlechen Défien a Veränerungen. Villméi schaaft d'Regierung den ekonomeschen a politesche Kader, fir dëse Veränerunge Rechnung ze droen a fir dozou bäizedroen, datt d'Lëtzebuerg sech zum Bessere verännert.

Här President, dat ass och richteg esou, well eng Regierung, déi muss den Usproch hunn, ze gestalten. Eng Regierung, déi muss den Usproch hunn, d'Zukunft am Land an d'Hänn ze huelen, fir op muer an iwwermuer ze preparéieren. Dës Regierung huet Lëtzebuerg erëm finanziell op d'Schinne bruecht. All d'Zuelen, all d'Wirtschaftsdaten an och déi ganz rezent bonne Notte vu Bréissel ënnersträichen dat. Et ass awer net alles vum selwe komm. Dat ass eis net einfach esou an de Schouss gefall. An et soll een net vergiessen, vu wou mer hierkommen.

Honnert Milliarden Euro Schold waren a manner wéi zéng Joer ugeheeft ginn. D'Dépensë waren aus dem Rudder gelaf. Et si Budgeten opgestallt ginn, wou de Finanzminister, wann ech mech richteg erënneren, dat war 2012, mat senger Kopie, mat senger Budgetskopie erëm heemgeschéckt ginn ass. D'Scholdespiral, déi huet gedréit, well eben deemools net déi néideg Efforte gemaach goufen, obwuel d'Erausfuerderunge grouss waren. Ech denken do nëmmen drun, datt een deemools, virun 2013, virun dem Ewechfale vun enorme Recetten aus dem Commerce électronique stoung. Hei am Land ass jorelaang de Stëllstand géréiert ginn, amplaz déi reell Problemer vum Land unzegoen.

A wann ech virdrun dem Haaptspriecher vun der CSV, dem Claude Wiseler, nogelauschtert hunn, da gëtt een d'Gefill net lass, datt do nach ëmmer déiselwecht Reflexer bei der gréisster Oppositiounspartei spillen. Hien huet vill Froe gestallt. Hien huet Feststellunge gemaach. En huet virun allem ganz vill vun Angscht geschwat. Ech hu versicht nozezielen, mindestens eng Dose Mol huet de Claude Wiseler vun Angscht geschwat. En huet Angscht gemaach mat engem onméiglechen Amalgamm vu Refugiéen, Terrorismus, Islam, SREL.

Här President, ech wëll kloer soen,...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dir sidd äusserst peinlech, Här Berger. Lauschtert genau, wat ech gesot hunn, a gitt eng Kéier mat de Leit schwätzen!

(Brouhaha)

M. Eugène Berger *(DP)*.- ...wann den Här Wiseler, wann Dir wëllt Politik... Här President, wann den Här Wiseler, wann d'CSV wëllt...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech loossen dat do net zou, weder vun lech nach vun iergendengem aneren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift, Dir frot awer d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Wann Dir wëllt Politik vun der Angscht, mat der Angscht maachen, do maache mir net mat!

(Interruptions)

Den Här Wiseler huet vill vun Angscht geschwat, mä en huet net gesot, wéi seng Partei da géif d'Problemer hei am Land ugoen. Mir ware wierklech all gespaant a mir wieren och all frou gewiescht, fir endlech ze héieren, wat dann d'Alternative vun der CSV sinn, fir op déi grouss Erausfuerderungen am Land ze äntwerten. Mir wieren zum Beispill frou gewiescht, wann de Claude Wiseler eis gesot hätt, wou seng Partei an der Schoulpolitik wëllt histeieren.

Mir schwätzen hei zu Lëtzebuerg vu groussen Défien...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Et kommen nach méi Riedner vun der CSV, da lauschtert deenen no!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Mir schwätzen hei zu Lëtzebuerg vu groussen Défien an eise Schoulen. Mir hunn eng extrem heterogen Schoulpopulatioun, déi et bal néierens aneschters op der Welt gëtt.

Oder wou wëllt déi gréisst Oppositiounspartei histeieren an der Logementspolitik? Wat sinn do hir Proposen? Well zu Lëtzebuerg hu mer eng Situatioun,...

(Interruptions)

...well mir hunn eng Situatoun, wou mer musse kreativ an innovativ sinn, fir ebe genuch bezuelbare Wunnraum ze schafen.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir hunn 13 Propose proposéiert a Pressekonferenzen.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Mir mussen eis der Noutwendegkeet stellen, fir datt d'Famillje kënne Beruff a Kanner mateneen ënner een Hutt kréien.

Mir hunn eng Finanzplaz, déi sech nei muss opstellen, déi sech op nei Geschäftsmodeller muss ëmstellen. Mir hunn d'Noutwendegkeet, fir eis Wirtschaft ze diversifizéieren. D'Regierung hei, d'Koalitioun, déi huet heirobber konkret Äntwerten. Mir sinn amgaangen, déi ëmzesetzen. Mä vun der Oppositioun, vum Claude Wiseler, vun hirem Haaptspriecher, hunn ech hei wierklech näischt, näischt Konkretes héieren zu all deene Problematiken.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dir hätt vläicht besser, e wéineg nozelauschteren, Här Berger.

Une voix.- Dat hu mer gemaach!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, mir hu wierklech ganz gutt nogelauschtert. Ech hu keng eenzeg Propositioun zu zum Beispill deene Sujeten, déi ech elo grad hei opgezielt hunn, a villen aneren héieren.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir hunn nach néng Riedner hannendrun, déi sech ëm déi eenzel Sujete bekëmmeren.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Da si mer da gespaant, wat do da wäert kommen.

Här President, déi ekonomesch Situatioun hei am Land ass erëm gutt, fir net ze soen exzellent. De wirtschaftleche Wuesstum louch d'lescht Joer bei 4,8%. An et ass laang hier, datt mer esou Wuesstumszuelen haten. Dat ass sécherlech kee Grond, fir an Euphorie ze verfalen, mä awer trotzdeem Grond genuch, fir optimistesch ze sinn.

De wirtschaftlechen Opschwong ass awer net wéi e puer schéin Deeg Sonn. Dat sinn net zoufälleg „sunny days" oder „happy days". Dat ass et net. Wirtschaftlechen Opschwong, dat muss ee sech erschaffen. An d'Regierung huet fir dësen Opschwong déi lescht zwee Joer haart geschafft.

D'Finanzplaz bleift weiderhin e wichtege Pilier vun eiser Ekonomie. An do muss ech wierklech ënnersträichen: Déi konsequent Beméiunge vum Pierre Gramegna, dem Finanzminister, fir eis Finanzplaz, ech géif bal soen, zum Champion vun der Transparenz ze maachen, hu sech jo och als déi richteg Strategie erwisen.

Mir hunn och hei zu Lëtzebuerg eng ganz Rei Mesurë geholl an der Chamber, fir dat ze ënnerstëtzen. Mir hu mindestens eng hallef Dose Gesetzer hei gestëmmt, déi a Richtung Transparenz ginn, Échange d'informations. All d'Memberen aus der Cofibu kennen déi Gesetzer.

Wärend der Présidence ass ënnert der Regie vum Finanzminister e politeschen Accord fonnt gi fir den automateschen Austausch am Kader vun de sougenannte Rulingen. Wann et drëms geet, bei der OECD, fir do virunzekommen, si mir déi éischt „early adopters", wann et drëms geet, fir nei Regelen am Informatiounsaustausch ze adoptéieren. Ech mengen, all dës Beméiungen, déi goufen honoréiert, well mir sinn elo erof vu groen a schwaarze Lëschten. Dat deet och eiser Finanzplaz, dat deet Lëtzebuerg gutt.

A mir kruten och honnertprozenteg Recht an där Démarche. Well wa mer gesinn, wa mer d'Chiffere kucken, da geet et der Bankeplaz, der Finanzplaz erëm gutt. Et kommen nei Clienten, a jiddwereen, dee behaapt huet, wa mer d'Bankgeheimnis géifen opginn, da géif Lëtzebuerg ënnergoen, deen huet missen enges Bessere beléiert ginn.

De Wirtschaftswuesstum ass awer net nëmmen op d'Finanzplaz zréckzeféieren. Och aner Wirtschaftsbranchen dréie gutt an d'Vertraue vum Consommateur ass zréck, wat jo och wichteg ass fir déi lokal Ekonomie.

Wat nach méi wichteg ass wéi elo déi plakeg Wirtschaftszuelen, dat ass eigentlech och den Impakt op de Chômage. An do si mer och erofkomm, am Chômagetaux, op 6,4%. Dat sinn Zuelen, ëm déi eis vill Noperen an Europa nëmmen beneiden. Dat ass nach ëmmer, kann ee soen, ze vill. Mä trotzdeem ass d'Tendenz, datt mer an zwee Joer vu 7% erofkomm sinn, an d'Tendenz geet weider an déi richteg Richtung.

Wat heescht dat am Endeffekt? Am Endeffekt heescht dat: Iwwer 10.000 zousätzlech Aarbechtsplaze sinn an deene leschten zwee Joer geschafe ginn. Dat sinn 10.000 Mënschen, déi hir Zukunft elo selwer an d'Hand kënnen huelen a sech kënnen eng Existenz opbauen. Dat ass och en Deel Aarmutsbekämpfung.

Et sinn eng Rei Facteuren, déi dozou bäidroen, datt de Chômage erofgeet. Dat ass sécher, datt mer elo eng ADEM hunn, déi gutt fonctionnéiert. D'Regierung, den Aarbechtsminister hunn déi nei opgestallt, gutt opgestallt. Si krute Moyenen zur Verfügung gestallt, fir kënnen effikass ze schaffen. Och d'Initiativen, déi d'Regierung mat de Sozialpartner an de Betriber geholl huet - ech denken do un d'Stéchwuert Job-Pakt -, déi droen och hir Friichten.

An trotz der Ännerung vun der Besteierung am Commerce électronique konnte mer eng Rei international Entreprisen heibehale respektiv awer och anerer mat enger grousser Valeur ajoutée hei derbäigewannen. An ech mengen, grad am Beräich vun den neien Technologien an am FinTech, do droen och déi verschidde Wirtschaftsmissioune vum Finanzminister, vum Wirtschaftsminister Etienne Schneider, déi droen do och hir Friichten. Och de Premier ass do déi eng oder aner Kéier matgaangen, fir eng Hand mat unzepaken.

Nei Betriber zu Lëtzebuerg, kompetitiv Betriber zu Lëtzebuerg heescht am Endeffekt also och nei Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg, heescht och am Endeffekt erëm Aarmutsbekämpfung. An d'Regierung schafft och weider drun, fir den Environnement vun den Entreprisen nach besser ze maachen. Dat duerch d'Omnibusgesetz. Dat ass jo awer elo an der leschter Ligne droite, an da kënne mer dat ëmsetzen, fir datt déi administrativ Prozedure vereinfacht ginn.

Vläicht hei kuerz och eng Remarque zu deem, wat gëschter och op där enger oder anerer Plaz méi hefteg diskutéiert ginn ass, dat sinn déi Décisiounen, déi d'Regierung geholl huet am Kader vum PAN-Gesetz. Ech mengen, et ass kloer, wann d'Sozialpartner keen Accord fannen, da muss d'Regierung hir Verantwortung iwwerhuelen. Dat ass dat, wat dës Regierung mécht, datt se hir Verantwortung och heiansdo a méi schwieregen Dossieren iwwerhëlt, datt de Premier eben och da gëschter annoncéiert huet, wat mer dann elo do wäerte maachen.

An eisen Aen ass et eng équilibréiert Propos. Ech mengen, et kënnt een hei souwuel de Betriber entgéint, well déi hunn ëmmer gefrot no méi Flexibilitéit. Mir vergiessen awer och net, wien och dozou bäidréit, datt d'Betriber kënne fonctionnéieren. Dat heescht, och de Salarié, op där anerer Säit, muss sech awer och do kënnen dann dobäi erëmfannen.

Här President, de Wirtschaftsopschwong hëlleft eis, fir de Statsbudget an den Équiliber ze kréien. Mä och den Zukunftspak, déi grouss Rigueur bei der Exekutioun vum Budget - ech verweisen do op den Ofschloss vun deene verschiddene Budgeten 2014 an 2015, wou mer souguer Iwwerschëss haten! -, ech mengen, och déi verschidde Moossnamen, déi d'Regierung bei sech selwer, bei hiren eegene Servicer geholl huet, fir méi effizient mat de Suen ëmzegoen, déi droen alleguerten hir Friichten. An an Zuelen ausgedréckt mécht dat ronn 3,5 Milliarden, déi mer wäerte mat deene verschiddene Mesurë bis 2018 kréien.

Jo, dat ass manner wéi et urspréngglech geplangt war. Mä och do, wann ech esou kucken, wann ech liesen, wat do vu successive Bewäertungen haaptsächlech och vun der gréisster Oppositiounspartei komm ass, da kann ech do keng kloer Linn dra fannen. Ech hat dat nogesicht. Ech zitéieren lech elo net alleguerten déi Saachen, déi ech nogesicht hunn, wat op där enger Säit den Här Wiseler, op där anerer Säit den Här Spautz gesot huet.

Ech mengen, 2014 - wéi gesot, ech zitéieren elo net alles, ech hunn et awer derbäi, dat dauert ze laang -, mä 2014 an och 2015 deelweis, do gouf sech dann opgereegt, datt een iwwerhaapt géif esou e Pak maachen. Do sollt een eigentlech alles vun deem fale loossen. Et sinn net Amendementer, mä et sinn Interventiounen hei an der Chamber gemaach ginn, fir eng ganz Rei Saachen erëm ze sträichen.

An dann 2015, wéi gesot, ech kéint dat elo och mat Zitater beleeën, dunn ass gesot ginn: Et kënnt net genuch bei deem Pak eran, et misst een eigentlech méi maachen. Et wier eigentlech awer och eng Kéier gutt, wann een da wéisst, wat da schlussendlech d'Meenung vun der CSV dozou ass. Ass et elo ze vill? Ass et net genuch? A wann net genuch, wou géife si dann hei nach eng Kéier usetzen?

Ech mengen, d'Regierung, déi huet sech et mat dësem Pak wierklech net einfach gemaach, mä den Zukunftspak, an dat niewent der Croissance, den Zukunftspak, dat ass d'Fundament gewiescht fir eben elo déi zolidd Budgets- a Finanzpolitik. Gesond Statsfinanzen erlaben eis elo, cibléiert Mesuren am Intérêt vun den eenzelne Bierger ze maachen, wéi e verbesserte Congé parental, wéi eng gratis Kannerbetreiung, wéi eng selektiv Steierpolitik, fir d'Kafkraaft vun de Mëttelschichten an de Monoparentauxen ze stäerken, eben och fir eng Politik géint den Aarmutsrisiko an d'Wee ze leeden.

Här President, Lëtzebuerg huet déi lescht zwee Joer gutt geschafft. Och Bréissel confirméiert dat. Ech ginn elo net op all d'Detailer an d'Chifferen an, déi haut de Moie vum Wirtschafts- a vum Finanzminister presentéiert gi sinn. Si hunn dat am Detail illustréiert. Mä mir kréien eng gutt Zensur ausgestallt, am Kader vum Semestre européen, fir déi Aart a Weis, wéi mer eise Statsbudget am Grëff hunn.

Lëtzebuerg ass eigentlech eent vun deene wéinegen, wann net vläicht - do musse mer kucken, wéi et dëst Joer ausgeet - eent vun deenen eenzege Länner an Europa, wou mer de Budget esou gutt am Grëff hunn. A Lëtzebuerg ass och eent vun deene wéinege Länner, wou mer am Pluriannuel op de Schinne bleiwen. A mir sinn eigentlech doduerch och total konform zu deem, wat mer als Solde structurel virgedroe kréien.

Vläicht hei eng, bon, net eng Klammer, eigentlech eng wichteg Remarque, géif ech soen, wëll ech hei opmaachen, well wa mer hei vum Semestre européen schwätzen, wëll ech och d'Geleeënheet ervirsträichen oder notzen, datt mer hei an der Chamber elo op eng gewëss Aart a Weis och d'Virreiderroll spillen. Mir haten eis d'lescht Joer virgeholl, an der Chamber nei Weeër ze goen, fir mam Semestre européen a fir mam Pluriannuel ëmzegoen. Dat war virun allem och geduecht am Sënn vu méi Participatioun a méi Transparenz an der Chamber. Gesot, gemaach, kann een eigentlech nëmme soen.

Bon, sécher, mir mussen elo nach eis Repërë fannen. Mä et ass awer trotzdeem déi éischte Kéier, muss een ënnersträichen, datt mer am Virfeld Dokumenter vu Bréissel kréien, datt déi zoustänneg Ministeren hei an d'ëffentlech Sitzung kommen, fir se ze presentéieren, datt mer kënnen an der ëffentlecher Sitzung driwwer debattéieren, ier dann d'Regierung hir, oder ech géif soen éischter dann d'Regierung eis, eis alleguerten hir Positioun festleet a se dann zréck op Bréissel schéckt. Ech mengen, am Endeffekt stäerke mer domadder och d'Roll vum Parlament. An als Deputéierte kënne mer also alleguerten oder misste mer alleguerten dëser Prozedur zoustëmmen.

Bon, zréck, Här President, zum Inhalt vum Stabilitéitspakt, wou Bréissel elo Lëtzebuerg en Objektiv vu minus 0,5% beim Solde structurel fir 2018 virgëtt. De Pierre Gramegna huet haut de Moie genau erkläert, firwat eis Bréissel méi Spillraum zougesteet. An en huet och virun allem ënnerstrach, an ech mengen, dat ass och fir mech wichteg, datt mer, och wann elo Bréissel dat nei fixéiert huet, awer op där Trajectoire bleiwen, datt mer dat wierklech millimetergenau respektéieren a souguer besser si wéi dat, wat mer virgeschriwwe kréien.

Ech mengen, 2017 0,6% Solde structurel, 2018/2019 komme mer op 0%, an dann 2020 si mer erëm bei 0,6%. Also, egal wéi si mer all Joer op der Trajectoire, iwwert deem, wat Bréissel eis virschreift. Och bei engem anere Kritär, bei deem vun der Schold, bleiwe mer wäit ënnert deem, wat Bréissel freet. Mir wäerten och bis 2018 an doriwwer eraus bei eiser Schold ënnert den 30% vum PIB bleiwen.

Bei der Presentatioun vun der Steierreform, do ass vun deem engen oder aneren a Fro gestallt ginn, dat ass och nach eng Kéier haut de Moie

gemaach ginn, ob een da géif duerch déi Steierreform de Budget am Equiliber behale respektiv d'Statsfinanzen am Grëff behalen. Ech mengen, et war och interessant ze héieren, wéi dat deemools gehandhabt ginn ass. Den Alex Bodry huet dat illustréiert. Ech wëll elo net méi weider drop agoen. Fir mech ass et einfach wichteg, och mat där Steierreform, déi mer elo maachen, wäerte mer déi Kritäre vu Bréissel kloer an däitlech anhalen. Mir wäerten also kloer an däitlech stabill bleiwen, well mer de Stabilitéitspakt wäerte respektéieren.

Här President, mir hunn d'Statsfinanzen am Grëff, d'Wirtschaft dréit. Domadder hu mer d'Konditioune geschaaft, fir datt d'Land erëm de Bléck op d'Zukunft fräi huet. An ech mengen, duerfir ass et elo, ënnert deene Konditiounen, genau de richtege Moment, fir eng selektiv Steierreform ze maachen: eng Reform, déi d'Mëttelschichten entlaascht, déi d'Kafkraaft vun de Bierger stäerkt.

An et ass och an esou enger Situatioun de richtege Moment, fir eng Steierreform fir d'Betriber ze maachen, déi et hinnen erlabe wäert, méi ze investéieren, an déi et hinnen erlaabt, sech ze développéieren, an déi et hinnen erlaabt, och dann am Endeffekt nei Aarbechtsplazen ze schafen.

Wat ech och wëll ervirsträichen, dat ass, datt mer hei eng Steierreform maache wäerten, déi am Dialog mat de Sozialpartner ausgeschafft ginn ass an datt eigentlech jiddweree sech méi oder wéineger, mat klengen Nuancen, kann an där Steierreform erëmfannen. Ech mengen, dat ass och fir eis ganz wichteg, datt mer dat wierklech am Dialogue social an an der Rou kënnen ëmsetzen.

An ech mengen, och dat, deen Ëmstand, datt do net d'Leit op d'Stroosse ginn, d'Gewerkschaften éischter déi ganz Reform luewen, dat ass e Bewäis, datt eis hei wierklech e grousse Worf gelongen ass, datt mer hei och wierklech, souwuel am Interessi vun den eenzelne Bierger, mä awer och am Interessi vun de Betriber, eng Reform wäerte maachen.

Ech mengen, dat ass eppes, wat vill Regierunge virdrun annoncéiert haten, wat da vill Regierungen och probéiert hunn. Mä dës Regierung huet wierklech e grousse Worf fäerdegbruecht. An ech muss wierklech soen, meng Fraktioun, déi ass ganz houfreg dorobber, wat mer hei op den Dësch geluecht hunn, a mir stinn och honnertprozenteg hannert där Steierreform vun der Koalitioun.

Bei der gréisster Oppositiounspartei, do weess een eigentlech - dat huet och scho mäi Virriedner gesot - net esou richteg, wat se dann elo wëllen oder wéi si géifen d'Steierreform schreiwen, wa si et kéinten.

Bon, ech kann do och e puer Beispiller zitéieren. Zum Beispill schreift de Parteipresident, de Marc Spautz, am Mäerz vun dësem Joer, datt et net déi kleng a mëttel Akommesse wieren, déi hei géife profitéieren.

Da schreiwen awer duerno am „Paperjam", den 21. Abrëll, den Här Wiseler, den Här Mosar an den Här Roth am Triumvirat, datt de Prinzip vun der Erliichterung fir kleng a mëttel Revenuen hei gi wier an datt se deem eigentlech och nëmme kéinten zoustëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP)*.- An den Här Wiseler, wann ech e richteg verstanen hunn, huet virdru gesot, déi 300 an dann anschließend 500 Milliounen, dat wier eigentlech ze vill. Ech ka mech erënneren, den Här Roth hat eng Kéier - dat war géint de 15. August - am „Lëtzebuerger Wort" gesot, et misst ee mindestens 700 Milliounen an eng Steierreform stiechen.

(Interruption)

Ech mengen, wann elo... Gi mer elo emol dervun aus... Ech ginn dervun aus, datt ech emol hei zielen, op dat, wat haut de Moien de Spriecher vun der Fraktioun vun der CSV gesot huet, datt e sech eigentlech éischter, esou hunn ech e verstanen, op 300 Millioune festgeluecht hätt. Da froen ech mech: Wat fir eng Elementer wéilt en dann zréckhuelen aus eiser Reform? Eppes bei de Privatstéit oder eppes bei den Entreprisen, eppes bei der Mëttelschicht?

Da wier ech eigentlech frou, wa se eis géife genau soen, wou si da géife wat ewechhuelen, fir da vun deene 500 Milliounen, déi mir op den Dësch leeën, op déi 300 Milliounen ze kommen. Oder, Dir hutt och vu Stock-options geschwat, Här Wiseler. Wëllt Der se dann elo ofschafen oder net? Ech hunn dat net esou richteg erausséieren. Duerfir wier ech eigentlech frou, wann Der do méi kloer gewiescht wiert.

Bon, den Här Spautz, dee seet dann och an engem Interview...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Also, ech hat zwar gemengt, ech wär do ganz kloer gewiescht, datt déi Propositioun misst ugaange ginn, datt een déi Ongerechtegkeet do zu engem groussen Deel misst aus der Welt schafen an datt dat vill méi Recettë géife ginn.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Ah, Här President, ech si frou: déi éischt kloer Ausso haut de Moien hei an der Chamber vum Här Wiseler!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Wann Der emol eng Kéier alles géift liesen, anstatt Är Citatiounen esou partiell ze maachen an da just dat ze soen, wat Der Loscht hutt hei ze soen an d'Komplettheet vun den Iddien net erëmzeginn, da wär dat och e ganz anert Bild.

(Interruptions)

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mä dat gehéiert wahrscheinlech dozou, Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Elo froe mer eis erëm schéin d'Wuert, wa mer dat gär hätten.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, nëmmen...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- An den Här Berger huet ganz eleng d'Wuert an en adresséiert sech och un d'Chamber.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wollt just soen, Här President, datt den Här Spautz dann erëm an engem Interview gesot huet, datt hien de Prinzip vun de Steierabattementer net gutt fonnt huet. Den Här Wiseler sot um Radio, Här President, datt beispillsweis d'Erhéije vum Abattement fir d'Frais de domesticité eng gutt Saach wier. Ech weess elo net: Wiem soll ech gleewen?

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech hu gemengt, et soll een déi Abattementer eng Kéier ganz duerchkucken, esou wéi se hei stinn. Et sinn eng Rei Abattementer, déi sécherlech net méi „up to date" sinn, anerer si sënnvoll. Dir kënnt net alles an ee Kuerf geheien, wann Der hei pauschal schwätzt.

Une voix.- Jo, jo.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, ech gesinn net esou richteg, wiem ech soll gleewen: dem Parteipresident, dem Spëtzekandidat oder anere Spëtzekandidate vläicht nach. Egal wéi, et gesäit een op alle Fall: Déi gréissten Oppositiounspartei huet awer Schwieregkeeten, fir do eng Linn dran ze fannen a fir wierklech déi eenzel Moossnamen... Wéi soll ech soen? Se hätt awer eigentlech Loscht, deenen... Ech gesinn dat heiansdo och bei verschiddene Lektüren, datt se eigentlech awer Loscht hätt, enger ganzer Rei, wann net souguer am beschten alleguerten de Propose vun eis zouzestëmmen. A se hätt och recht, wa se dat géif maachen,...

(Interruptions)

...well d'Steierreform vun der Regierung setzt näämlech genau do un, wou am Moment Ongerechtegkeete sinn!

Et ass net gerecht, datt een an deem ale Steiersystem ganz schnell um héchste Spëtzesteiersaz ass. Mir änneren dat elo! Et ass net gerecht, datt d'Monoparentauxe vill méi schlecht ewechkomme wéi gepacsten oder bestuete Koppelen. Mir änneren dat elo! Et ass net gerecht, datt et an dem aktuelle System, wann ee bestuet ass, nëmmen d'Méiglechkeet gëtt, sech zesummen ze besteieren. Mir bidden elo nei Méiglechkeeten.

Gläichzäiteg setzt d'Steierreform och do am Liewen un, wou d'Leit et am néidegsten hunn. Haut gëtt oft mat englesche Wierder gesot: Mir setzen do un an der Rush Hour vum Liewe bei deene Jonken, wa se musse kucken, all d'Enner zesummen ze kréien, fir ze kucken, hiert Liewen ze organiséieren. A wat ass do eppes, wou se ëmmer erëm Schwieregkeeten hunn? Dat ass zum Beispill, fir sech eng Wunneng, en Eegenheem ze leeschten. An duerfir ginn dann an Zukunft verschidde Mesuren agefouert, zum Beispill den Abattement fir Bauspuere fir jonk Leit bis 40 Joer, zum Beispill den Abattement, fir d'Scholdzënsen um Eegenheem däitlech an d'Luucht ze setzen.

Här President, déi Steierreform ass sozial selektiv, well déi kleng Revenuen, déi kréien hire Steierkredit, den CIS - dat kenne mer jo op der Steierkaart -, verduebelt. Déi déck Revenuen, déi kréien dat net. Déi kréien en au contraire ewechgeholl. Duerfir ass déi Steierreform och sozial selektiv.

Och de Steierkredit fir Monoparentauxe geet däitlech erop. A mir wäerten och do méi sozial selektiv staffelen.

A virdru war vun deem flotte Beispill oder vun deem flotte Video vun der DP geschwat ginn. An och do gesäit een, datt mer besonnesch Akzenter setze fir d'Monoparentauxen. Well wann een all déi Mesuren zesummenhëlt - d'Steiertabell, déi mer änneren, déi verschidde Kreditter, Abattementer, d'Subvention de loyer -, wann een déi all zesummerechent, da sinn et och hei wierklech d'Monoparentauxen, déi dovunner profitéieren. Mir wollten eppes fir déi maachen. Mir maachen elo konkret eppes fir d'Monoparentauxen. Déi Steierreform, déi setzt ebe grad do u bei deene Leit, déi et am néidegsten hunn.

Dës Regierung geet och nei Weeër, ënner anerem wa mer vun Individualbesteierung schwätzen, wa mer déi aféieren. Jo sécher, si ass fakultativ, mä mir ginn deene Koppelen, déi dat wëllen - déi dat wëllen! -, d'Méiglechkeet hir individuell Steiercarrière opzebauen. Ech mengen, dat ass eppes Neies. Et ass sécher en Ufank vun enger Entwécklung, mä dat ass eng Iddi, déi a ville Wahlprogrammer ëmmer erëm ugeduecht ginn ass, mä déi eigentlech ni gemaach ginn ass. Dës Koalitioun, déi mécht dat elo

Här President, dës Regierung huet net nëmmen eng Steierreform fir Privatstéit presentéiert, mä och eng fir Betriber. An d'Betribsbesteierung, dat ass jo och e wichtege Kompetitivitéitsfaktor hei am Land. An an engems musse mer och alles dat am Bléck behalen, wat am Ausland an deem Beräich geschitt. Mir wëssen, datt den internationalen Trend dohinner geet, datt d'Assiette fir d'Besteierung fir d'Betriber méi breet wäert ginn. Ech erënneren do nëmmen un déi Diskussiounen, déi am Kader oder ronderëm de BEPS lafen.

Wa mir net géife mam Taux vum IRC erofgoen, hätt dat zur Konsequenz, datt eis Betriber eigentlech da missten duerch déi international Mouvementer oder duerch déi international Tendenze méi Steiere bezuelen. An duerfir komme mer och net derlaanscht, datt mer musse mat dem IRC progressiv op 18% erofgoen. Ech mengen, dat ass e wichtegt Signal, net nëmmen no bannen hei bei eise Betriber, mä awer och e wichtegt Signal no baussen, well mer dann och kënne weiderhin attraktiv bleiwen an och Betriber hei zu Lëtzebuerg unzéien.

An hei schwätzen ech vun deene gréisseren Entreprisen. Wann een elo kuckt, bei deene klengen Entreprisë mat engem versteierbare Revenu vu bis zu 25.000 Euro läit den Taux an Zukunft souguer nëmme bei 15%. An ech mengen, dat ass jo och besonnesch am Intérêt vun deene klengen awer ganz innovativen Entreprisen. Ech ginn elo net weider dorobber an. Meng Kolleegin, d'Joëlle Elvinger, wäert haut de Mëtten nach eng Kéier dorobber zréckkommen.

Här President, meng Konklusioun ass déi, datt d'Regierung bei der Betribsbesteierung de richtegen Équiliber fonnt huet, mat Mesuren, déi derfir suergen, datt d'Betriber weider e groussen Deel... Dat muss een awer och soen: D'Betriber bezuele weiderhin zum groussen Deel... oder se droen zum Statsbudget bäi. Op där anerer Säit hu mer awer derfir gesuergt, datt se kënne kompetitiv bleiwen, datt se sech kënne weider entwéckelen an datt se eigentlech am Endeffekt och kënnen dann Aarbechtsplaze kreéieren. Och d'Betriber sinn een Element vun enger ganzer Rei vu Mesuren, wann een am Endeffekt vun Aarmutsbekämpfung schwätzt.

Här President, d'Famill, déi steet am Mëttelpunkt vun der Regierungspolitik, well grad an der Familljepolitik eng Upassung u gesellschaftlech Realitéite batter néideg ass. A wann ech déi eng oder aner Positioune vun der CSV héieren oder liesen, da muss ech leider feststellen - ech bedaueren dat wierklech -, datt se probéiert, elo aus der Familljepolitik en ideologeschen Débat ze maachen.

Do gëtt zum Beispill d'Fro gestallt, ob et besser - „besser", ënner Gänseféisschen - ass, d'Kanner doheem ze erzéien oder se an d'Crèche ze ginn. Dat ass souguer esou wäit gaangen, datt d'Madamm Hetto hei op der Tribün, et ass nach net esou laang hier, vun de Kanner, déi an d'Crèchë ginn, gesot huet, an ech zitéieren hei. D'Kanner, déi an d'Crèchë ginn, huet d'Madamm Hetto gemengt, dat sinn „frustréiert Kanner, déi hir Primärbedierfnesser nach net erfëllt kréien, déi, well hir Bindungsbedierfnesser net erfëllt sinn, keng Sécherheet a kee Wuelbefannen erliewen, och net ufänken, hir Ëmwelt ze erfuerschen an hir Intelligenz ze entwéckelen". Zitatenn.

(Interruption)

Ech mengen, Här President, déi vill Elteren, déi hir Kanner an d'Crèche ginn, ech soen lech, déi soen der Madamm Hetto net Merci derfir, wéi si iwwer hir Kanner uerteelt.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Berger, erlaabt Der…

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech strecken elo de Fanger aus. Mä hei muss ech awer soen, datt et elo ufänkt awer richteg duerzegoen! Wann Der dat dote liest, wat d'Madamm Hetto gesot huet, da gesitt Der, datt d'Madamm Hetto...

(Interruptions diverses)

...plädéiert huet fir eng besser Versuergung an de Crèchen...

Une voix.- Här Wiseler, Dir kënnt dat noliesen!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- ...a fir méi Qualitéit vum Personal, fir dat ze augmentéieren. Dat ass dat, wat se gesot huet. An Dir ënnerstellt hei Saachen, déi fir mech total inakzeptabel sinn!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Déi Ausso huet se gemaach!

(Interruption)

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, ech hunn hei nëmmen zitéiert, wat se gesot huet. Op alle Fall, Här President, d'DP wäert sech op alle Fall net op esou en ideologeschen Débat aloossen, deen ass an der Familljepolitik feel un der Plaz. Ech erlabe mer net, ze soen,…

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir sinn enger anerer Meenung un der Familljepolitik wéi Dir, dat ass richteg!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Ech erlabe mer net, ze soen, wat besser ass fir e Kand, ob et soll an d'Crèche goen oder net. Ech fannen, dat ass e Choix, deen d'Elteren...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dir forcéiert awer d'Choixen, a mir net!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Dat ass ee Choix, deen d'Eltere solle maachen. Mir maache kengem e schlecht Gewëssen, ob en deen ee Choix hëlt oder deen anere Choix.

Ech soen awer eppes...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Et gëtt just keng Suen!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Et bleift kee Choix méi!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Wiseler, Dir hutt et selwer gesot: D'CSV huet nach néng ageschriwwe Riedner. Ech mengen net, dass se en zéngte brauch, dee sech net un d'Reglement hält.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Et ass alt gutt, datt Dir räsonabel sidd, Här President.

(Hilarité et interruptions)

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, ech soen awer, datt et eng Realitéit ass, datt vill jonk Fraen einfach wëlle schaffe goen. Firwat? Well se studéiert hunn, a mir gesinn an de Statistiken, oft sinn et déi, déi besser Ofschlëss hunn, an d'Frae wëllen och Carrière am Beruff maachen. Mir wëllen hinnen dee Choix loossen.

Vill jonk Frae wëllen net finanziell ofhängeg si vun hirem Partner, wann zum Beispill e Scheedungsfall kënnt. An et ass einfach d'Realitéit - ech wëll dat net beuerteelen: Mir hunn haut en Taux vu 60% vu Scheedungen zu Lëtzebuerg. A mir wëllen also net, datt déi Fraen am Scheedungsfall mam Fanger am Mond dostinn an da musse struewelen an am Risiko sinn, fir an d'Aarmut ofzerëtschen.

Jo, mir si fir d'Selbstbestëmmung vun der Fra a mir kënnen net domadder d'accord si mat deenen, déi am 21. Jorhonnert och nach mengen, d'Aueren erëm zréckzedréien an d'Fraen eben dohinner ze setzen, wou se virun 20, 30 oder 40 oder 50 Joer hu misse sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Amplaz datt d'Politik falsch Ureizer setzt, huet d'Regierung sech zur Aufgab gemaach, fir grad jonken Elte-

Suivez la Chambre des Députés sur FACEBOOK et TWITTER

ren et ze erméiglechen, Beruff a Famill besser ënner en Hutt ze kréien. Dann ass et jo dat, wat deene jonke Leit hëlleft, dann och sech fir den Nowuess ze entscheeden. Dat kënnt jo och dann eisem Taux de natalité zegutt. An et ass och dat, wat Frae mat Kanner eng finanziell Ofsécherung am Endeffekt da gëtt.

An ech mengen, duerfir mécht hei d'Regierung och Neel mat Käpp. Duerfir mécht d'Regierung de Congé parental däitlech méi attraktiv. D'Indemnitéit fir de Congé parental wäert an Zukunft praktesch eng Aart Ersatzpai sinn. An déi nei Flexibilitéit, dat ass och e grousse Plus am Congé parental, wann een zum Beispill een Dag an der Woch ka Congé huelen. A mir erwaarden eis jo och doduerjer, datt och méi Pappen dee Schrëtt maachen, fir vun deem Congé ze profitéieren.

Ech mengen, Här President, och an der Famillepolitik, do ass natierlech den Intérêt vun den Elteren, mä awer och den Intérêt vun de Kanner bei eis am Vierdergrond. Duerfir gëtt och d'Kannerbetreiung a -férderung wärend de Schoulstonne gratis. Duerfir si Qualitéitskritären an de Crèchen agefouert ginn. Esou eng Politik heescht am Endeffekt och, datt mer de Kanner, datt mer deene Jéngste besser Chancen, besser Zukunftsperspektive gi fir jiddwereen.

Wann ech vu Perspektive schwätzen, Här President, ëm Perspektive geet et och an der Éducatiounspolitik, well nëmmen eng gutt Ausbildung, eng gutt Schouloffer erlaabt et eise Kanner, hir Chancen ze notzen an dann och hir Dreem ze verwierklechen.

Duerfir musse mer ganz fréi bei eise Kanner usetzen an hir individuell Stäerkten och ënnerstëtzen an op déi agoen. An an deem Sënn, mengen ech, ass déi bilingual Fréiférderung an de Crèchen e wichtege Schrëtt an eiser villsproocheger Gesellschaft.

Mir wëssen alleguerten, ech hat och d'lescht Kéier hei dorop insistéiert, datt besonnesch d'Kanner a jonkem Alter vun null bis dräi, véier Joer extrem op sinn, fir Sproochen ze léieren. Wann ech gelift, kommt, mir notzen dat, souwuel an déi eng Richtung wéi an déi aner Richtung!

Dat ass souwuel eppes fir déi Kanner, déi doheem vläicht net esou Lëtzebuergesch léieren, datt déi do wierklech déi Chance kréien, Lëtzebuergesch ze léieren, well dat ass weiderhi fir eis extrem wichteg, datt déi dat kënne maachen, an op där anerer Säit awer och déi Kanner, déi Lëtzebuergesch kënnen, mä déi dann éischter an d'Ambiance vun anere Sproochen, zum Beispill Franséisch, kommen, datt se déi dann och an deem Alter, wou se wierklech vill Fakultéiten, Liichtegkeeten hunn, fir datt se déi dann och léieren, datt se dat praktesch spilleresch léieren. An dat ass an eisen Aen och eppes vu Chancëgläichheet an déi zwou Richtunge fir all d'Kanner, fir all déi Jéngst.

Och an de Schoulen deet sech op anere Plazen eppes. Am Fondamental ass en Accord fonnt gi mat der gréisster Gewerkschaft, deen ass ënnerschriwwe ginn, fir zum Beispill eng méi individuell Betreiung vun de Kanner, déi méi speziell Bedierfnesser hunn. Mir mussen dorobber agoen. Mir mussen also kucken, datt mer domadder…, oder am Endeffekt investéiere mer domadder an d'Kanner, well mer d'personell Ressourcë fir e besseren Encadrement verstäerken. An dat ass jo och eppes, dat ass eng Schoulpolitik fir eis, wou d'Kanner am Mëttelpunkt stinn.

D'Lycéesreform wäert nach virum Summer an der Chamber déposéiert ginn. An hei war et wierklech och wichteg, jo, de Minister huet sech Zäit gelooss, mä ech mengen, hei war et wierklech wichteg, fir déi Reform nach eng Kéier um Terrain mat all den Akteuren ze diskutéieren. Ech fannen dat gutt, datt den zoustännege Minister sech déi Zäit geholl huet, fir dat ze maachen.

A wat dann och ass, d'Lycéesreform wäert dann och sécherstellen, datt eigentlech all déi gutt eenzel Initiativen, déi eigentlech schonn eng Zäitchen, heiansdo ganz laang, an deenen eenzelne Schoulen, an deenen eenzelne Lycéeë gelaf sinn, datt déi och kënnen opgegraff ginn, datt déi kënne geférdert ginn. Et fänkt een also net bei null un. Et baut een op dat op, wat sech um Terrain entwéckelt huet. An do si ganz vill flott pädagogesch Modeller entstanen iwwert d'Land. An do huet sech jo dann och erauskristalliséiert, wat fir eng flott Villfalt mer eigentlech hunn. An et muss een awer och soen, dat ass nëmme méiglech, fir dat nach weider ze développéieren, andeems mer méi Autonomie an eise Schoule méiglech maachen.

Här President, d'Wunnen ass eng Préoccupatioun vu ville Regierunge virdrun, kéint ech soen, och vun dëser, mä virun allem vu ville Jonken a manner Jonken hei am Land. An et bleift wierklech eng vun deene grousse politeschen Erausfuerderungen. A mir sinn eis all eens, datt, do brauch een och kee Spezialist méi ze froen, een einfach d'Offer vum Wunnraum muss an d'Luucht setzen.

Mir hunn eng Rei Mesuren an Ugrëff geholl. Och hei kéint ee soen: Et ass elo net méi „Chefsache", et ass „Tatsache". De Fonds du Logement wäert an Zukunft duerch eng Restrukturatioun méi produktiv schaffen. D'SNHBM ass amgaangen, d'Wunnengsoffer ze erhéijen, erhéijen ass eigentlech e klengt Wuert, ze verdräifachen. Et ass kloer, et gëtt keen exklusiivt allgemengt Allheelmëttel, fir méi Wunnraum ze schafen. Mä ech mengen, et sinn déi vill verschidde Mesuren, déi herno am Zesummespill wäerte maachen, datt mer méi Logementer hei am Land kréien.

D'Regierung setzt och op méi soziale Wunnengsbau, heescht méi Locatiounswunnengen. Dat ass och am Hannerkapp natierlech erëm Bekämpfung, Preventioun vum Aarmutsrisiko. An de Stat selwer, deen ass och amgaangen, mat engem gudde Beispill oder mat ville gudde Beispiller virzegoen, andeems en eege Baulücke sicht, fir Wunnengen zur Verfügung ze stellen. D'Regierung huet jo an de leschte Méint och zesumme mat engem grousse Stolkacher vu fréier intensiv dru geschafft, fir grouss Fläche fir Projete fir d'Wunnen, d'Schaffen an d'Fräizäit ze récupéréieren. An ech mengen, grad an de Frichen, an do hu mer jo Beispiller aus der Vergaangenheet, wéi zu Belval, ech mengen, grad an de Frichë vun ArcelorMittal, do kann ee ganz flott Projete maachen, well een do vun Ufank u kann alles plangen.

Ech wëll net méi all d'Zuelen nennen, déi gëschter scho vum Premier genannt gi sinn, mä grosso modo op Plaze wéi Péiteng, Wolz, Suessem, Beetebuerg, Diddeleng an esou weider wäerte mer eng Gesamtfläch vu 70 Hektar hunn, déi mer kënne fir Projeten notzen. An dat ass net näischt!

An eleng nëmme fir ee Beispill ze huelen: Zu Déifferdeng wäerte mer an deenen nächste Méint a Jore 700 bis 800 nei Wunnenge bauen.

Ech erwaarde mer och, wann ech kucken, an der Steierreform hu mer jo eng ganz Rei Elementer och gemaach an der Logik vu méi bezuelbarem Wunnraum, wou ee sech och eppes erwaart, fir d'Offer ze vergréisseren. Dat ass de Quart taux vun der Besteierung vun der Plusvalue, eng begrenzt Mesure, fir datt se och wierklech soll wierken, woumat eben d'Leit incitéiert ginn, fir hiren Terrain, iwwert dee se soss vläicht geduecht hätten: „Looss en emol nach leien, vläicht a fënnef, sechs, siwen, aacht, zéng Joer kriss de méi derfir", neen, fir déi Leit ze incitéieren, och hir Terrainen oder eventuell hir Wunneng op de Marché ze ginn, fir datt mer kënnen d'Offer vergréisseren.

Ech mengen, dat, wat ass op alle Fall: Dës Regierung, déi ass d'Logementssituatioun (veuillez lire: d'Logementsproblematik) am Land konsequent ugaangen, ebe well mer wëllen d'Offer verstäerke mat konkrete Projeten, well mer d'Äerm héichgestrëppt hunn, fir do virunzekommen.

Mir hunn och aner Mesurë geholl - Subvention de loyer -, déi mer ëmgesat hunn an déi ee virun allem och an der Richtung vun der Aarmutsbekämpfung muss gesinn. Dës Mesure hëlleft virun allem deene Leit, déi éischter do op där Grenz kämpfen.

Här President, wann ech beim Logement sinn, vläicht e kuerzt Wuert och iwwer nohaltegt an effizient Wunnen. Ech mengen, et ass net déi éischte Kéier, wou ech dat soen. Oft hunn ech et agefuerdert an ech kann elo eigentlech berouegt sinn, datt et wäert an den nächste Wochen a Méint dann och definitiv dozou kommen. Déi ganz Effizienz, déi een an der Albausanéierung kann ausschëpfen, konsequent nëtzen, ech mengen, dat ass eppes, wat mer musse virundreiwen.

An duerfir wäert och elo an den nächste Méint dann de Modell vun der Klimabank ëmgesat ginn. D'Aarbechte sinn do an de leschten Zich. Ech mengen, ech hunn et oft gesot, ech widderhuelen et awer trotzdeem nach eng Kéier: Eng Klimabank, dat ass och eppes, mat deem ee géint Energieaarmut kämpft.

Well, wat heescht dat am Endeffekt, wa mer deene Leit, déi et sech eigentlech net kéinte leeschten, well se d'Suen net hunn, hëllefen, hiren Albau ze sanéieren? Dat heescht, datt se am Endeffekt manner Käschten hunn, well se manner Masutt oder Gas musse bezuelen. Eigentlech gewënnt jiddwereen dobäi: Déi Leit an deenen Haiser, mir kréien nei Aarbechtsplaze fir d'Handwierk, well déi do da méi Aarbecht hunn, de Stat, an d'CO_2-Bilanz vu Lëtzebuerg gëtt verbessert, d'Klima gëtt verbessert.

A wann ech beim Stéchwuert Klima an CO_2 sinn, wëll ech och hei ganz kuerz op d'Entwécklung an deem Beräich hiweisen. Ech mengen, an deene vergaangene Jore war ech jo och e ganz aktive Verfechter vun all deem, wat a Richtung vu méi Klimaschutz geet. An ech si wierklech och frou, datt ech elo an enger Koalitioun sinn, wou mer do virukommen. Virun zwee Deeg ass do e klenge Bilan gezu ginn. Fir Lëtzebuerg fält deen éischter positiv aus.

Mir hunn et an de leschte Jore fäerdegbruecht, fir d'Kurv vun CO_2 no ënnen ze drécken. Dëst, well mer resolutt op d'Férderung vun erneierbaren Energië setzen, an awer och, dat muss een awer och ënnersträichen, well hei och déi horizontal Approche ass, well all Departement, all Ministère och eng Hand mat upeekt am Klimaschutz. Dat ass nëmme richteg esou.

(Interruption)

Här President, wann ee pluriannuel a mëttelfristeg Iwwerleeunge féiert, da kënnt een och net derlaanscht, ganz kuerz e Wuert iwwert d'Fleegeversécherung ze verléieren. Mir sinn eis eens, datt mer dëse System erhale mussen, well et jo och deene Schwaachen an eiser Gesellschaft hëlleft, déi op déi Hëllefen ugewise sinn. Wa mer de Solidaritéitsmechanismus erhale wëllen, brauche mer eng strukturell Reform vun der Fleegeversécherung, déi am Endeffekt op d'Qualitéit vun de Leeschtunge Wäert leet. A fir eben deen effikasse System op de Been ze halen, brauche mer an eisen Aen ënner anerem e Stufesystem an och eng wesentlech Simplification administrative. Dat ass op alle Fall déi Richtung, an déi et an eisen Ae misst goen.

Här President, den Thema Flüchtlingen ass déi lescht Zäit manner präsent an de Medien, mä en ass awer duerfir net vergiess. De Claude Wiseler huet eigentlech haut de Moien, och gëschter schonn an de Medien, a senger éischter Reaktioun haaptsächlech dovunner geschwat an e mengt, et misst eng Prioritéit sinn an datt de Premier eigentlech net genuch dovunner geschwat hätt.

Här President, ech kann dem Här Wiseler just soen: Mir hunn net drop gewaart, datt d'Deklaratioun an en État de la nation gemaach ginn, fir eis deem Dossier von der Flüchtlingsproblematik unzehuelen! Mir hu vun der éischter Sekonn un effikass a konkret an deem Dossier geschafft. Lëtzebuerg, d'Regierung huet am leschte Joer an och nach an deene leschte Méint Verantwortung iwwerholl a vill Flüchtlingen ouni grousst Gedeessems opgeholl. D'Regierung huet, dat muss ech soen, mat vill Pragmatismus deene ville Flüchtlingen, déi virun eiser Dier stoungen an déi keen Daach iwwert dem Kapp haten, een Daach iwwert dem Kapp organiséiert.

Lëtzebuerg, an do muss ech och soen, do zielen ech och ganz vill engagéiert Bierger, Lëtzebuerger Bierger oder Bierger, déi hei wunnen, dozou. Alleguerten hu se ganz vill Mënschlechkeet an dëser Situatioun gewisen, am Géigesaz zu enger Rei européesche Länner. Mir hunn also do méi wéi eise Soll erfëllt. Mir hunn do wierklech eis Hausaufgabe gemaach. An do ass jiddwerengem, souwuel der Regierung wéi och all deenen engagéierte Bierger, Merci ze soen.

Ech mengen, d'Regierung ass sech awer och bewosst, datt et elo net duergeet, dee Primo-accueil ze organiséieren. Dat ass ganz kloer! Déi eigentlech Aarbecht, déi fänkt eigentlech elo eréischt richteg un.

A wat ass dann elo d'Suite? Dat ass d'Integratioun vun deene Leit an eis Gesellschaft. Dat ass d'Léiere von eiser Sprooch - ganz wichteg! Dat ass d'Plaz an der Schoul, an der Ausbildung. Firwat? Fir och dann deene Flüchtlingen, déi am Endeffekt da wäerten zum Schluss heibleiwen, eng Perspektiv kënnen ze bidden. A wann dat klappe wäert, ech mengen, da kann nëmme jiddwereen dobäi gewannen.

Här President, net nëmme well ech Rapporteur si vun deem Gesetz, wëll ech awer ganz kuerz op e Gesetz agoen, wat a mengen Aen eent vun deene wichtegste Gesetzer ass, déi mer an dëser Legislatur wäerte stëmmen. Ganz kuerz e Wuert zu der Reform vum SREL, vum Geheimdéngscht. Et ass fir mech, et ass fir eis eent vun deene wichtegste Gesetzer, well et inakzeptabel war an ass, datt Lëtzebuerg duerch Dysfonctionnementer vun engem Geheimdéngscht an eng Statskris gestierzt ginn ass, well d'Grondprinzipie vun engem Rechtsstat ausgehiewelt gi waren.

Duerfir ass d'SREL-Gesetz wichteg, well et dann elo eisem Geheimdéngscht en transparenten, e klore juristesche Kader gëtt. D'Missioune vum Service gi ganz kloer doranner preziséiert, a virun allem wäerte mer och d'Kontroll vum Geheimdéngscht nei regléiere mat enger ganzer Serie vun Etage vu Kontroll - ech gebrauchen eigentlech ëmmer déi Formule: Et ass selwer en „Service sous haute surveillance" -, fir datt mer also an Zukunft net méi déi Dysfonctionnementer kréien, wéi mer se an der Vergaangenheet haten.

Ech wëll och drun erënneren, datt dat Gesetz vun der Reform vum Geheimdéngscht praktesch dat éischt war, wat de Premier hei op der Chamberstribün déposéiert huet. Et huet eng Zäit gedauert, jo, well mer d'Avise vum Statsrot gebraucht hunn, mä well mer eis och wierklech Méi gemaach hunn, fir all de Konklusioune vun der Enquêtëkommissioun Rechnung ze droen, fir datt mer wierklech e gutt Gesetz kënnen op den Dësch leeën.

Här President, ech hu meng Ried mat der wirtschaftlecher Situatioun ugefaangen an ech wëll mat der Wirtschaftspolitik ofschléissen. Lëtzebuerg huet eng staark Ekonomie, vill Kleng- a Mëttelbetriber, ech mengen, déi säit Joren hei gutt fonctionnéieren, déi Aarbechtsplaze schafen, déi eng grouss Plus-value fir d'Land schafen. An ech mengen, et ass eben och d'Aufgab vun der Politik, hinnen déi beschtméiglech Konditiounen ze ginn, fir datt se ebe sech kënnen entfalen, fir datt se sech kënnen den neien Erausfuerderungen upassen.

Mir haten dat och an der Vergaangenheet. Ech erënneren - et ass scho Geschicht – un d'Changementer an de 70er Joren no der Stolkris, d'Finanzplaz, déi sech entwéckelt huet. An haut si mer och erëm an esou enger Transitiounsphas vun eiser Wirtschaft. Et gëtt vum „Modell Rifkin" geschwat.

Virun allem gëtt eis Gesellschaft, mä och eis Ekonomie duerch déi nei Technologien, ITC, verännert, scho wann een nëmme kuckt, wéi d'Kommunikatioun an d'Informatioun an deene leschten zéng Joer, 15 Joer sech geännert huet!

Wien hätt zum Beispill virun e puer Joer geduecht, datt d'Autoen eng Kéier kéinten ouni Chauffeur fueren? Ech kéint aner Beispiller nennen. Do sinn also och Crénauen, déi mer mussen notzen. Déi nei Technologien hu ganz vill Potenzial, sief et am Beräich vun eHealth, FinTech an esou weider. An ech mengen, besonnesch fir d'FinTech, do ass jo Lëtzebuerg ideal situéiert. Mir hunn eng exzellent Finanzplaz. Mir hunn hei Betriber, mir hunn Datazentren, soudatt een also och do Lëtzebuerg op d'Landkaart ka setzen. Lëtzebuerg huet do wierklech gutt Viraussetzungen an dat ass och gutt, datt Lëtzebuerg dorobber setzt.

De Premier an och de Wirtschaftsminister hu jo scho méi wéi eng Kéier erkläert, wat fir eng konkret Beispiller dat sinn. Ech mengen, domadder, wa mer och op déi Crénaue setzen, domadder leeë mer de Grondsteen, fir datt och Lëtzebuerg an Zukunft ka wirtschaftlech weider fonctionnéieren.

Här President, ech kommen zum Schluss. Wéi ass den Zoustand vun der Natioun? Wéi ass den Zoustand vu Lëtzebuerg?

Mir hunn et an deene leschten zweeanenhalleft Joer fäerdegbruecht, datt mer zu Lëtzebuerg erëm gesond Statsfinanzen hunn, datt mer eng Wirtschaft hunn, déi gutt dréit, déi resolutt op d'Zukunft baut. An dovunner huet jiddwer Eenzelnen eppes!

Et gëtt jo vill vun abstrakten Zuele geschwat am Budget, am État de la nation. Mä hannert deenen Zuelen, do steet Politik! An hannert der Politik sti Mënschen! Also, wann een op den éischte Bléck mengt, déi Zuelen, dat wär eppes Abstraktes, da muss ee wëssen, datt am Endeffekt déi abstrakt Zuelen am Déngscht vun deem Eenzelnen, vun all de Bierger stinn.

An et ass dëse gudde finanziellen, gudde wirtschaftlechen État de la nation, dee mer hunn, dee mer eis erschafft hunn, deen et méiglech mécht, fir Politik ze maachen am Intérêt vun de Bierger, am Intérêt vun de Betriber, fir eng sozial gerecht Steierreform ëmzesetzen, déi d'Kafkraaft vun der Mëttelschicht stäerkt, deene Schwächsten ënnert d'Äerm gräift, fir Ressourcë fräizesetzen, fir deene Jonken a Jéngsten déi bescht Startchancen an d'Liewen ze ginn, fir konsequent d'Erausfuerderungen am Wunnengsbau unzegoen, fir d'Aarbechtswelt an d'Famillje besser kënnen zesumme fonctionnéieren ze doen - ech kéint esou weiderfueren -, fir datt d'Solidaritéit weider garantéiert ass, fir datt mer kënnen d'Aarmut bekämpfen.

Fir et an engem Saz ze soen: Mir hunn d'Konditioune geschaaft, fir datt mer kënne Politik maachen, fir datt mer de Mënschen hei zu Lëtzebuerg kënnen Zukunftsperspektive bidden.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Berger.

Domat si mer um Enn vun eiser Moiessëtzung ukomm. Mir ënnerbriechen elo fir eng Stonn a gesinn eis erëm ëm hallwer zwou. Merci!

D'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 12.25 heures)

SÉANCE 29

MERCREDI,
27 AVRIL 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR)
   - Suite du débat général et début des débats sectoriels
   - *Débat général (suite): Mme Viviane Loschetter (interjections de Mme Octavie Modert et M. Gast Gibéryen), M. Gast Gibéryen (interjection de M. le Ministre Nicolas Schmit et question de M. le Premier Ministre Xavier Bettel), M. Marc Baum (interjections de M. le Ministre Etienne Schneider et question de M. le Ministre Félix Braz)*
   - *Débats sectoriels - Volet «Économie et Compétitivité»: M. Laurent Mosar (interjections de M. le Ministre Félix Braz et de Mme Nancy Arendt, dépôt d'une demande d'interpellation, interventions de M. le Ministre Etienne Schneider), M. Franz Fayot, Mme Joëlle Elvinger, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding (intervention de M. le Ministre Etienne Schneider), M. Félix Eischen (questions de M. le Ministre Etienne Schneider et M. Fernand Kartheiser), Mme Tess Burton, M. Claude Adam, Mme Octavie Modert (dépôt d'une demande d'organiser un débat d'orientation, interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel)*
   - *Débats sectoriels - Volet «Cohésion sociale et Bien-être»: Mme Françoise Hetto-Gaasch (interventions de M. Eugène Berger, interjections de Mme Martine Hansen, Mme Nancy Arendt et Mme Octavie Modert, interventions de M. Eugène Berger et M. Claude Wiseler), Mme Taina Bofferding, M. Gilles Baum (interjections de Mme Nancy Arendt et M. Roy Reding, question de M. Marc Spautz, interjections de Mme Nancy Arendt, M. Claude Wiseler et Mme Martine Hansen, intervention de M. Yves Cruchten, interjection de M. Gast Gibéryen), M. Fernand Kartheiser (interventions de M. le Ministre Félix Braz et Mme Viviane Loschetter), M. Marc Spautz (interjections de M. Alex Bodry, questions de Mme la Ministre Corinne Cahen, interventions de M. le Ministre Nicolas Schmit et de M. le Premier Ministre Xavier Bettel, interjections de Mme Octavie Modert et Mme Nancy Arendt, interventions de M. le Ministre Nicolas Schmit, M. Claude Wiseler et M. Alex Bodry), M. Georges Engel (interjection de M. Claude Wiseler et intervention de M. Marc Spautz), Mme Martine Hansen, Mme Cécile Hemmen*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Nicolas Schmit, Fernand Etgen, Pierre Gramegna, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 13.33 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Eis Sëtzung ass op, no der kuerzer Paus. An ech brauch déi traditionell Fro net ze stellen, well mer dauernd zesumme sinn an ech mengen, zënter de Moien huet sech näischt geännert.

Ech géif duerfir direkt weiderfuere mat dem allgemengen Débat iwwert d'Lag vun der Natioun an d'Wuert ginn un d'Madamm Viviane Loschetter, Fraktiounspresidentin vun déi gréng. Madamm Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR)

- Suite du débat général et début des débats sectoriels

Débat général (suite)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).-* Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi gréng gehéieren, oder gehéieren och zu deenen, déi sech wärend Jore staarkgemaach hunn, fir déi europäesch Komponent, dat heescht fir déi mëttel- voire längerfristeg Aspekter vun der Politik zu enger eegener, enger globaler Diskussioun hei an der Chamber ze promouvéieren a se esou vum klassesche Budget annuel lasszekoppelen. Fir ons ass et wichteg, fir kënnen iwwert den Tellerrand vun engem eenzege Kalennerjoer an iwwert den Tellerrand vun enger Budgetsdebatt, déi forcément oft och op d'Kalennerjoer begrenzt ass, eraus ze kucken.

Dës Debatt ronderëm de Programme de stabilité et de croissance an de PNR, de Programme national de réforme, wou mer zu engem groussen Deel déi wichtegst Orientéierunge vun onser mëttelfristeger Politik erëmfannen, ginn ons eben dës Méiglechkeet, dës Opportunitéit, fir iwwert déi wesentlech Politicken ze diskutéieren, déi sech aus den Zuelen, aus den Zilsetzungen erginn, déi an dëse Strategiepabeiere stinn.

An dofir begréisse mir och dësen éischte Versuch, datt schonn am Fréijoer, ier mer dee Programme de stabilité et de croissance an de Plan national de réforme op Bréissel schécken, hei am Plenum eng Debatt, eng Diskussioun doriwwer gefouert gëtt.

Wat de Statsminister ons gëschter ugekënnegt huet, krute mer haut vum Finanzminister a vum Wirtschaftsminister mat hire Programmer prezis deklinéiert. An dat erëm erlaabt ons, eng méi prezis Stellungnam ze erschaffen a méi kloer op déi verschidde Politicke vun der blorout-grénger Regierung anzegoen.

Mä virun allem, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sollt et de Bierger an de Biergerinne vun dësem Land erlaben, besser kënnen nozevollzéien, wat mat den ëffentleche Gelder geschitt, wéi d'Regierung iwwert déi nächst Jore wëllt hir Investissementer andeelen, wéi se hire Regierungsprogramm wëllt ëmsetzen a wou mir hei zu Lëtzebuerg am europäesche Kontext stinn.

Deemno en unerkennende Merci un all Regierungsmember, mä virun allem un de Statsminister, un de Finanzminister, de Wirtschaftsminister, fir mat der Chamber op dës nei Organisatioun matzegoen. Awer e grousse Merci och un all déi Beamten an de verschiddene Ministèren, Servicer a Verwaltungen, déi d'Politik, ons heibannen, mat ganz vill Asaz op dësem Wee ënnerstëtzt hunn.

Mir wënschen ons, datt dësen éischte Schratt och en éischte Schratt ass an datt mer hei an der Chamber dës nei Prozedur kënnen dat nächst Joer ausbauen, wéi et a verschiddenen aneren EU-Länner, wéi zum Beispill Schweden oder Holland, schonn deelweis de Fall ass, an datt mer d'Diskussioune kënnen ausweiten an och Avise vu baussen an dëser Plenumsdiskussioun mat erunzéien.

Mir hate gëschter an der Commission des Finances an och an der Wirtschaftskommissioun eng ganz interessant Diskussioun mat engem héije Représentant vun der Europäescher Kommissioun a mat senger Équipe, fir déi aktuell ekonomesch, sozial an ekologesch Situatioun vu Lëtzebuerg am Kader vum Semestre européen zesummen ze analyséieren.

Ech ginn elo net prezis op den Inhalt vun der Diskussioun an, déi sech op déi verschidde Recommandatioune baséiert huet, wéi zum Beispill d'Fiskalitéit oder d'Situatioun vum Logement zu Lëtzebuerg oder iwwert déi finanziell Nohaltegkeet vun onsem Pensiounssystem. Ech géif gären elo virun allem bemierken, datt de liewegen, e Live-Austausch eng absolutt Plus-value ass, an datt mer dat och sollte widderhuelen.

Finalement muss ech ënnersträichen, datt dës Prozedur et och erméiglecht, op déi verschidde Politicke méi sektoriell anzegoen, an et huet schlussendlech onser Fraktioun et och erlaabt, datt mer ons konnte besser andeelen a besser opdeelen.

Här President, de Statsminister huet gëschter op eng dach awer imposant Manéier opgelëscht a beschriwwen, wat dës Regierung, jo dës Majoritéit bis elo ëmgesat huet, wat an der Finaliséierung ass, a besonnesch, wat nach alles geplangt ass. Et ass de Prinzip vum Pluriannuel. Grad elo, an der Halschent vun dëser Legislaturperiod, gesi mer, wat d'Politik vun dëser Regierung duerstellt, wat d'Ëmsetzung vum Koalitiounsaccord bedeit a wat et de Bierger a Biergerinnen am Alldag och brëngt, an Zuelen, a Projeten, a Programmer. An dat ass och déi Diskussioun, déi mer haut hei féieren a féiere sollen zu deene verschiddene Punkten!

An dofir versti mir als Gréng och net, éierlech gesot, firwat de Moien, am Ufank vun dëser dach awer Diskussioun, déi soll kontrovers, mä konstruktiv sinn, firwat datt de Spriecher vun der CSV esou nervös, esou opgereegt huet missen hei reagéieren.

Dat ass net de Sënn vun dëser Diskussioun vun haut! De Sënn vun der Diskussioun ass produktiv a vläicht kontrovers, jo, kontrovers zu deem Bléck, dee mer hunn unhand vun deene Strategiepabeieren, déi dës Regierung presentéiert, wéi et an deenen nächste Joren zu Lëtzebuerg soll ausgesinn. A mir sollten alleguerten déi Diskussioun konstruktiv féieren an net een op deen anere schloen.

Plusieurs voix.- Ooh!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).-* Grad elo...

Mme Octavie Modert *(CSV).-* Haalt Iech selwer drun!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).-* Grad elo...

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* Ganz brav sinn!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).-* Ech si meeschtens brav, Här Gibéryen!

Grad elo, wou mer et fäerdegbruecht hunn, eng ganz Rei vun Altlasten ze entsuergen a konkret Problemer aus dem Wee ze raumen, wéi zum Beispill, ech zielen der e puer op: d'TVA vum E-Commerce, de Stëllstand vun der Tripartite, d'Immobilitéit vun der Logementspolitik, de Stëllstand vu verschiddene staatlechen Akteuren, déi onduerchsiichteg a problematesch Finanzpolitik oder déi an onsen Aen iwwerliefte Familljepolitik, kann dës Regierung sech och mat konkrete Resultater vun hirem Programm hei an der Chamber presentéieren.

An déi Resultater kënne sech weise loossen, menge mir. Fir der nëmmen e puer opzezielen, ganz duerjerneen: eng effektiv Reform vun der ADEM, déi elo gläift; eng systematesch Iwwerschaffung a Finaliséierung vun de Plans sectoriels; eng seriö Upak vun iwwerfällegen Dossieren an der Ëmweltpolitik, wéi zum Beispill Quelleschutzzonen, eng transversal Klimaschutzpolitik, déi hiren Numm verdéngt, an e couragéiert Naturschutzgesetz, dat elo kënnt; eng couragéiert an déif gläifend Reform vun der Police; eng nei Juridictioun mat engem Juge aux affaires familiales oder nei zäitgemëiss Moossnamen, fir eng gerecht Familljepolitik ze férderen; en neit Nationalitéitegesetz, en accord mat praktesch alle Partien heibannen an dobaussen; eng Tripartite, déi endlech ufänkt, erëm ze fonctionnéieren, wou endlech erëm ugefaange gëtt, mateneen an net géinteneen ze diskutéieren; d'Kannergeldreform an de Bilan, deen zesumme mat de Partenaires sociaux all zwee Joer soll gemaach ginn, an déi wichteg Adaptatioun vun der Aarbechtszäitorganisatioun, ganz frësch, vu virgëschter. Oder, net ze vergiessen, eng Steierreform, déi d'Sozialpartner am Dialog mat der Regierung matdroe kënnen. Déi impressionnant Kurskorrektur an der Mobilitéit an, an, an.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës puer an dach awer vill Beispiller weisen, an onsen Aen, datt dës Regierung eng Regierung vun de wichtege Reformen ass. Eng Regierung, déi d'Land fir dat 21. Jorhonnert opstellt, ergo och fir déi nächst Generatioun Politik mécht.

D'Zuele vun de Moien aus dem Programme de stabilité et de croissance weisen ons, datt mer - entre guillemets - „gesond" liewen zu Lëtzebuerg. Gesond am Sënn vun der finanzieller Ofsécherung, op alle Fall à moyen terme - op alle Fall à moyen terme! An de Plan national de réforme weist ons och, wou mer kënnen an och wou mer sollen ons Efforte konzentréieren oder souguer verstäerken.

Mir hunn zu Lëtzebuerg eng onwahrscheinlech Chance, contrairement zu villen anere Länner an der Europäescher Unioun, datt mir ons kënnen op héich Investissementer, op Innovatioun, op Recherche fokusséieren, well et ons grondsätzlech dach awer gutt geet hei an dësem Land, mat engem Wuesstum zejoert vu bal 5%. A contrairement zu villen anere Länner aus der Europäescher Unioun kënne mir a Politicke méi staark investéieren; notamment fir dem Aarmutsrisiko oder der Wunnengsproblematik entgéintzewierken.

Et ass och dofir richteg a wichteg, an dat wëlle mer och hei als Gréng ënnersträichen, datt mer weiderhin de Budgetséquiliber am A behalen, net nëmmen, well Bréissel dat freet, mä fir datt mer och laangfristeg ons kënnen dee Sputt halen, Reserven halen, fir datt wichteg Politicke kënnen ëmgesat ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Steierreform, déi vun der Regierung annoncéiert wor, notamment an hirem Regierungsprogramm, soll den 1.1.2017 a Kraaft trieden. Et ass eng Steierreform, déi sech orientéiert un enger Rei vu wichtegen, jo noutwendege Facteuren an déi sech un der aktueller Situatioun orientéiert. An dozou direkt e puer Remarquen.

Éischtens, eng Steierreform ass net am Stee geschloen. D'Fiskalitéit ass e flexibelt Instrument. Zweetens, et kann een net an et soll een och net alles iwwert d'Steieren oder iwwer eng Steierreform regelen. Mir brauchen derniewent nach aner an zousätzlech Moossnamen, virun allem am sozialen an am ekologesche Beräich.

Dës Steierreform ass fir ons éischtens en Instrument, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken, an zweetens, gradesou wichteg, en Instrument, fir d'Betriber ze ënnerstëtzen, virop déi Kleng- a Mëttelbetriber, d'Handwierksbetriber. Mä virun allem brëngt fir ons Gréng dës Steierreform fënnef wichteg an an onsen Aen trotzdeem och nei Komponenten an der Geschicht vun de Steierreformen hei zu Lëtzebuerg mat sech.

Éischtens: Et ass eng Steierreform, déi sech déi néideg Zäit geholl huet, déi néideg Zäit, fir nozelauschteren, fir ze analyséieren a fir ze dialogéieren.

Zweetens: Et ass eng Reform, déi sozial a gerecht ass, déi d'Liewen zu Lëtzebuerg e Stéck méi sozial an e Stéck méi gerecht gestalt. Sozial, well se mat klore Moossnamen, klore Mesuren dem Aarmutsrisiko entgéintwierkt, a gerecht, well se selektiv ass, no soziale Kritären definéiert. Dat heescht ebe grad de Konträr vum Géisskaneprinzip!

A mir stäerken d'Kafkraaft vu bal jiddwerengem. Jo, vu bal jiddwerengem! Mä mir stäerke se proportionell méi do, wou et am meeschten noutwendeg ass. A mir stäerke se selektiv bei de Leit oder Gruppe vu Leit, déi se am meeschte brauchen. Dës Steierreform, an dat soll och nach eng Kéier ënnerstrach ginn, entlaascht allgemeng d'Aarbecht, dat heescht, déi Leit, déi schaffen.

Drëtte Punkt: Et ass eng Reform, déi fir d'éischte Kéier iwwerhaapt déi ekologesch Komponent an enger Steierreform berücksichtegt an eng Rei wichteg Lenkungsmoossnamen um ekologeschen Niveau asetzt. Dat ass fir ons en Duerchbroch an en Ufank. Ech kommen herno nach drop zréck.

Véiertens: Et ass eng Reform, déi et fir d'Éischt erlaabt, emol nei, aner a méi zäitgerecht Forme vu Compositions de ménages ze berücksichtegen.

A schlussendlech, fënnefte Punkt: Fir d'Éischt gëtt am Kader vun enger Steierreform eng Offensiv parallell presentéiert, fir der Steierhannerzéiung, der Fraude fiscale décisiv entgéintzewierken.

Et ass eng Reform, déi net op grousse Widderstand gestouss ass. Natierlech geet se deem engen ze wäit an deem aneren um selwechte Punkt vläicht net wäit genuch. Mä et ass eng Steierreform, déi vun alle Stëmmen, ech géif souguer elo, säit de Moie soen, net méi nëmmen dobaussen, mä och heibanne vun alle Stëmme beschriwwe ginn ass als „e Schratt an déi richteg Richtung".

(Interruption)

Bis elo!

An Zäiten, wou een an der Europäescher Unioun, an der Eurozon, jo, och an onsen Nopeschlänner kaum vun nohalteger Reprise économique ka schwätzen, wou nach eng richteg, zum Deel eng richteg Austeritéitspolitik

dagdeeglech gelieft gëtt, sollte mir, an onsen Aen, fënnef Saachen am Kontext vun dëser Steierreform net vergiessen. An dat si fënnef Punkten, déi fir ons ganz wichteg sinn: éischtens, déi héich Investissementer, zweetens, den Aarmutsrisiko, drëttens, déi ekologesch Lenkungsmoossnamen, véiertens, déi pragmatesch Ëmsetzung fir ons Betriber zu Lëtzebuerg, virun allem d'Start-ups, d'Kleng- a Mëttelbetriber, a fënneftens den deklaréierte Kampf géint d'Steierhannerzéiung. An ech kommen elo am Detail op déi fënnef Punkten zréck.

Investissementer, an et ass scho gesot ginn, ech widderhuelen et net nach am Detail, well d'Josée Lorsché wäert muer méi prezis drop agoen: Nach ni hu mer eng Steierreform esou organiséiert, wou mer parallell dozou esou héich Investissementer hei an dësem Land weider gefërdert hunn. Dat heescht, d'Investissementer bleiwen op engem ganz héijen Niveau.

Zweete Punkt, d'Ënnerstëtzung vun onse Betriber. Do geet de Gérard Anzia duerno nach drop an.

Drëtte Punkt, wou ech wëll drop zréckkommen: den Aarmutsrisiko. Den Aarmutsrisiko ass schläichend, och bei ons zu Lëtzebuerg. Mir si keng Insel. Den Aarmutsrisiko muss mat parallelle Mesuren zur Steierreform a Schach gehale ginn. Et wier falsch ze behaapten, datt net genuch ënnerholl gëtt, fir dem Aarmutsrisiko, notamment deem vun de Familles monoparentales mat Kanner, de Kanner am Allgemengen, entgéintzewierken.

D'Regierung huet, meeschtens duerch eng transversal Zesummenaarbecht tëschent de verschiddene Ministeren a Ministèren, eng Rei vu Mesuren an eng Rei vu Gesetzesprojeten op den Instanzewee bruecht, déi en Impakt wäerten hunn op den Alldag vun deene Leit, déi et schwéier hunn, d'Enner um Enn vum Mount beieneen ze bréngen.

Wichteg ass et, an onsen Aen, d'Evolutioun vum Aarmutsrisiko am A ze behalen, fir gegebenenfalls kënne weiderhi selektiv anzewierken.

E Land wéi Lëtzebuerg, Här President, dierf sech et net méi erlaben, eng nächst Generatioun a Gefor ze setzen. Eng Reform vum RMG versti mir och genau an deem Sënn: All Kand zu Lëtzebuerg, ob Lëtzebuerger oder net, muss déiselwecht Zukunftschancen haut kréien.

Mir mussen och ons ëm eng gelongen Integratioun vun de Flüchtlinge këmmeren, där hir Zukunft zu Lëtzebuerg wäert stattfannen, an dëst ouni Angscht, mä mat Argumenter a mat de Leit!

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Mä et kann een net an et sollt een och net alles iwwert de Biais vun der Fiskalitéit regelen, ech hunn et scho gesot, dat wier d'Komplexitéit souwuel vun der sozialer Problematik wéi och vun der ekologescher Problematik banaliséieren.

An da kéim ech op de véierte Punkt, dee vun der ekologescher Nott an der Steierreform. Mir dierfen, denke mir, déi ekologesch Lenkungsmoossnamen aus der Steierreform net ënnerschätzen. Et geet hei ëm net manner wéi ëm e Mentalitéitswiessel. Den Impakt wäert sech sécherlech an e puer Joer bemierkbar maachen, well dësen Ufank vu Mesuren en direkten Effekt op d'Verhale vun de Leit wäert hunn.

An et war och nëmme richteg an och wichteg, datt dësen Duerchbroch am Mobilitéitsberäich duerchgezu ginn ass. Et ass grad an deem Beräich, wou mer a) dee gréissten Nachholbedarf hunn a b) an deen de meeschten Impakt op aner ekologesch Prioritéite wäert hunn, wéi d'Klimapolitik, d'Loftqualitéit an d'Gesondheet. Ech ginn lech just e Bild, wat Der gesitt op der Tëlee, wéi et a China ausgesäit, wann een do op d'Strooss geet.

An et ass gradesou evident, datt, wa mer wëllen d'Attraktivitéit vum Wirtschaftsstanduert zu Lëtzebuerg verbesseren, d'Verbesserung vun der Mobilitéit hei am Land en absolutten, absolutte Must ass!

Lëtzebuerg wäert an der Steierpolitik e Bonus-Malus-System aféieren an domadder den Diesel penaliséieren. Dat wäert mat Sécherheet en Impakt hunn op d'Feinpartikel- an d'NOx-Problematik. Lëtzebuerg wäert an der Steierpolitik eng progressiv Besteierung aféieren, déi sech op den CO_2-Ausstouss orientéiert. Lëtzebuerg wäert dës zwou nei Besteierungen op den Déngschtween aféieren.

Firwat grad, oder firwat just op d'Déngschtween? Majo, well praktesch d'Halschent vun den Neiumeldunge Leasingsautoe sinn, notamment Déngschtween, déi de Salariéen zur Verfügung stinn. De Fuerpark vun den Déngschtautoen erneiert sech quasi all dräi bis fënnef Joer. Dat sinn, bis elo emol, oft bis ëmmer Autoen, déi éischter e gréissere Verbrauch hunn, domadder och e gréisseren CO_2-Ausstouss, voire NOx-Ausstouss hunn. Et sinn iwwregens och meeschtens Diesel-Autoen.

Mir wëllen hei nach eemol ënnerscheeden... Pardon, ech hu mech elo geiert, ech hu mech geiert, well ech d'Blieder recto verso geprint hunn. Also,...

Plusieurs voix.- Aah!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- ... gesitt Der!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dann ass et eng ekologesch Ried.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Genau!

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Also ech war bei dem gréisseren CO_2-Ausstouss a bei den NOx-Wäerter. An, wéi ech gesot hunn, haaptsächlech handelt et sech do ëm Diesel-Autoen. A mir sinn iwwerzeegt, datt den Impakt vun dëser Mesure a spéitstens dräi bis véier Joer substanziell wäert sinn.

An, Här Wiseler, ech wënsche mer, mir kéinten zesummen hei an dräi bis véier Joer e Bilan ons ukucken iwwert den Impakt vun dëser Mesure op déi ëmweltpolitesch Wäerter, déi haut wierklech verbesserungsfäeg sinn.

De Lenkungsmechanissem besteet ganz einfach doranner, datt bis elo d'Déngschtween am Mount ëm 1,5% vum Neiwäert besteiert gi sinn, an dat zwar ondifferenzéiert. An domadder ass elo Schluss! Domadder ass elo Schluss.

An da wëll ech och nach soen, wa mer jo schonn iwwer Wäerter schwätze vun 150 Gramm pro Kilometer, datt den Impakt beim Diesel och scho besteiert gëtt ënner 150 Gramm pro Kilometer, näämlech och scho bei 110 Gramm pro Kilometer. An dat mécht genau deen Ënnerscheed aus, well mer wëssen, datt mer bei de Leasingsautoe meeschtens Diesel-Autoen hunn.

D'Elektroautoen an d'Hydrogenautoe ginn an Zukunft steierlech favoriséiert. An dat ass och gutt esou.

Ech muss awer och soen, datt och de Wee bis dohinner soll ervirgestrach ginn. Wat ass näämlech geschitt? Och do ass erëm eng Kéier am Dialog - am Dialog! - mam concernéierte Secteur an am Accord mat deemselwechte Secteur déi dote Steier, ekologesch Steier, Lenkungsmoossnam zesummen ausgeschafft ginn.

De Präis vun engem Pedelec, awer och vun engem normale Vëlo gëtt an Zukunft steierlech ofsetzbar. Dat kann ee belächelen. Dat ass awer net fir ze belächelen! De Montant ass sécherlech en aneren, wéi wann een e Prêt mécht fir eng déck Rennmaschinn, mä mat dëser steierlecher Aktioun gëtt d'Mobilité douce, de Vëlo, nieft dem Auto an nieft dem ëffentlechen Transport zu engem Mobilitéitsinstrument. Dat heescht, de Vëlo ass net méi nëmmen e Fräizäitinstrument, mä e Mobilitéitsinstrument.

Mir wëllen hei och nach eemol ënnersträichen, datt mir ons erhoffen, datt d'Regierung Neel mat Käpp wäert maachen a Saache Reform vun der Grondsteier, déi hei, zu Recht, bewosst à part traitéiert gëtt. Si ass net Bestand vun dëser Steierreform, mä ass nach ëmmer um Agenda vun der Regierung. An dofir wollt ech ee Wuert dozou soen.

Un d'Grondsteier gekoppelt ass dat Thema vun der Flächennotzung, déi iwwregens och am Kader vun der Ëmsetzung vun de Plan-sectorielle wäert beaarbecht ginn. D'Plan-sectorielle kommen dëst Joer an hir Ëmsetzungsphas an et wier gutt, wa mer bis dohinner och eng zousätzlech Lenkungsmoossnam mat der Reform vun der Grondsteier hätten. Mir denken, datt mer am Kader vun der Ëmsetzung vun de Plans sectoriels och eng gerechtfertegt Diskussioun iwwert de Wuesstum, iwwert d'Qualitéit vum Wuesstum zu Lëtzebuerg wäerten animéiere kënnen. Dat ass iwwregens eng Fro, déi vill Leit beweegt. A mir konnten als Gréng op eise Bierger- a Biergerinnenowenter ëmmer erëm mierken, datt d'Leit vun där Fro getraff sinn.

Fënneften a leschte Punkt: Dofir, an onsen Aen ass de Kampf géint Steierhannerzéiung a seng Zwillingsschwëster, d'Steierreform, déi gehéieren am Fong geholl zesummen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an Zäite vu LuxLeaks a Panama Papers a fir dem Finanzminister säi léifste Sproch ze benotzen, „ee vun de beschte Schüler wëllen ze sinn", dat heescht, an Europa en Deel vun der Léisung ze sinn an net méi en Deel vum Problem, konnt et net anescht sinn, wéi datt am Kader vun der Steierreform och e wichtegt Kapitel iwwert d'Fraude fiscale presentéiert gëtt.

D'Fraude fiscale soll an Zukunft depenaliséiert ginn. Domadder gëtt erméiglecht, datt pragmatesch besser a méi séier bei engem Verdacht vu Steierhannerzéiung ka reagéiert ginn, iwwert de Biais, zum Schluss, wann dat sech ergëtt, vun enger Amende administrative.

Dofir gëtt dann awer eng nei Form vu Steierhannerzéiung deklinéiert, d'Fraude fiscale aggravée, déi sech am Code pénal erëmfënnt. Mir begréissen ausdrécklech - ausdrécklech - den deklaréierte Wëlle vun der Regierung, fir sech dës zousätzlech Moyenen ze ginn. D'Gerechtegkeet vun enger Steierpolitik moosst sech och un de Moyenen, déi ee sech gëtt, fir ze verhënneren a fir ze bestrofen, wann ee Steieren hannerzitt.

An dozou dräi Bemierkungen: Fir ons ass et wichteg, datt eng Transparenz assuréiert bleift bei der Depenaliséierung vun der Fraude.

Zweet Bemierkung: Am Kader vun den Efforten, déi an Europa am Moment diskutéiert gi fir méi Équitéit, méi Transparenz bei de groussen a bei de ganz grousse Sünder vun der Steierhannerzéiung, ass et fir ons wichteg, datt Lëtzebuerg seng Efforte weiderentwéckelt a weider zu den „first adopters" gehéiert. Mä och hei zu Lëtzebuerg gëllt et, déiselwecht Prinzipien unzewende wéi op internationalem Plang a sécherlech och fir déi néideg Transparenz national ze suergen.

Den Échange d'informations tëschent de kompetente Verwaltungen, Servicer an Instanze muss dofir och, denke mir, verbessert ginn, fir kënne méi resolutt géint d'Fraude fiscale, och hei am Land, unzegoen.

An drëtt Bemierkung: All dës Mesurë kënnen nëmme gräifen an eescht geholl ginn, wann d'Regierung substanziell hir Ressources humaines erhéicht an dran investéiert, souwuel an der Steierverwaltung wéi och um Parquet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Land brauch Politicken, wéi se gëschter an de Moie presentéiert gi sinn. Si kommen aus dem Regierungsprogramm, deen dëst Joer manifestement a senger Ëmsetzungsphas ukomm ass. Dëst Land brauch Reforme fir d'Zukunft. Dofir ass och dës Majoritéit geschlossen ugetrueden. An dofir steet och dës Majoritéit, no knapp dräi Joer, nach geschlossen engagéiert zesummen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Loschetter. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gast Gibéryen fir d'ADR.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. D'Riedezäit ass kuerz an d'Problemer si grouss. Duerfir loosse mer net laang ronderëm de Bräi schwätzen an direkt zu de Fakte kommen!

Bei der Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun ass et ëmmer interessant ze héieren, wat den Här Statsminister, an dëst Joer och nach den Här Finanzminister an den Här Wirtschaftsminister gesot hunn. Mä genausou wichteg ass awer och, wat se net gesot hunn oder wéi se et gesot hunn.

Zum Beispill war den Här Statsminister nach keng 30 Sekonnen amgaangen, dunn huet en a senger Ried gesot: „De Solde budgétaire läit bei 672 Milliounen Euro. Mir hunn also zejoert 672 Milliounen Euro méi erakritt, wéi mer ausginn hunn." Dat ass net falsch, mä et gëtt dobausse falsch verstanen, well et ass hei net geschwat gi vum Statsbudget an et ass och net dervu geschwat ginn, datt dat d'gesamt Statsfinanze sinn, mat der Sécurité sociale an de Gemengen zesummen.

De Statsbudget u sech hat awer en Defizit d'lescht Joer! An d'Leit dobaussen hunn no der Ried vu gëschter gemengt, mir hätten en Iwwerschoss am Statsbudget! De Statsbudget hat een Defizit vun 207 Milliounen! D'Gemengen haten e Plus zesumme vun 124 Milliounen an d'Sécurité sociale - d'Pensiounskeess, d'Krankekeess, d'Fleegeversécherung - hat en Iwwerschoss vu 755 Milliounen. An déi dräi zesummen haten e Plus vu 672 Milliounen, an de Statsbudget, wéi gesot, hat awer en Defizit.

Zur Steierreform. De Käschtepunkt vun der Steierreform ass eis zënter aacht, 14 Deeg bekannt: 2017 373 Milliounen, 2018 503 Milliounen, 2019 524 Milliounen, 2020 524 Milliounen. De Käschtepunkt war eis bekannt. Wéi d'Finanzéierung stattfënnt, war eis net bekannt.

An nodeems datt d'Majoritéitsparteien, d'Regierung an deene leschte Wochen a Méint net midd gi sinn, fir ze soen, si hätten d'Statsfinanzen am Grëff, si hätten d'Statsfinanze saniéiert, war jiddwereen der Meenung, datt déi Steierreform do kéint am Kader vum Budget finanzéiert ginn, ouni datt de Stat misst weider op Emprunten zréckgräifen.

Wéi mer awer elo virgëschter déi Ziffere kritt hu vum Här Finanzminister, déi och de Moien hei gesot gi sinn a wou mer d'Dokumenter kritt hunn, wann een dann awer doranner kucke geet, da stellt ee fest, wat d'Konsequenze vun der Steierreform op de Statsbudget sinn. 2016, dëst Joer, geet d'Regierung dervun aus, datt de Statsbudget mat engem Defizit vu 409 Milliounen ofschléisst. 2017 geet deen Defizit op 993 Milliounen erop, an dovunner sinn 373 Milliounen, déi d'Steierreform kascht. 2018 ass den Defizit 924 Milliounen, an dovunner si 500 Milliounen, déi d'Steierreform kascht. 2019 geet den Defizit op 896 erop, an dovunner si 524 Milliounen, déi d'Steierreform kascht. An 2020 ass den Defizit 747 Milliounen, an dovunner si 524 Milliounen, déi d'Steierreform kascht.

(Brouhaha)

A fir eben déi Steierreform an den Defizit am Statsbudget ze finanzéieren, ginn d'Scholden, och laut dem Dokument vum Här Finanzminister, vun 2015 vun 11,1 Milliarden 2016 op 12,2, 2017 op 13,3, 2018 op 14,3, 2019 op 15,3 an 2020 op 16,1 Milliarden erop. Mir ginn also hin a mir léine quasi an deenen nächste Joren erëm all Joers eng Milliard, fir de Statsbudget an den Équiliber ze bréngen.

(Interruption)

Da kann een net higoen a soen, et hätt een d'Statsfinanze saniéiert, well da si mer erëm genau do, wou mer virun dräi Joer waren, wéi de Statsbudget all Joers eng Milliard Defizit hat, a wou dës Regierung, wéi se ugetratt ass, an ech mengen, jiddwereen heibanne gesot hunn: „Mir kënnen eis dat net leeschten, op Joren ëmmer eng Milliard Defizit ze maachen, mir mussen deen ofbauen!" Deen ass ofgebaut ginn. Mä elo gëtt e virun den nächste Wahle erëm op eng Milliard eropgesat.

Den Här Gramegna huet gesot, d'Scholde wiere stabill. Si si stabill, wann een dat prozentual kuckt, mä an der Realitéit gi se an deenen nächste fënnef Joer awer fënnef Milliarden an d'Luucht.

Den Här Bettel sot gëschter hei a senger Ried, wéi mer vun de Steiere geschwat hunn: „Et ass deemno och eng Reform, déi manner Recettë fir de Stat mat sech bréngt. Dat ass awer nëmme méiglech, well mer et fäerdegbruecht hunn, d'Statsfinanzen (...) ze saniéieren."

An den Här Gramegna huet de Moie gesot: „Eng gutt Finanzpolitik hu mer gemaach, soudass mir eis déi Steierreform kënne leeschten."

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Mir stellen awer fest, datt déi Steierreform integral vum éischte bis de leschten Euro iwwer Emprunte finanzéiert gëtt.

(Interruption)

Nieft dem Käschtepunkt vun der Steierreform nach zousätzlech...

(Interruptions diverses)

Une voix.- Da loosst en emol schwätzen!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- ...net berücksichtegt sinn hei d'Konsequenzen, déi BEPS eventuell mat sech bréngt, an net ass berücksichtegt den Accueil vun de Refugiéen.

D'Scholden, déi bezuele mer net zréck, an och dat steet am Dokument vum Här Gramegna, datt sämtlech Scholden, déi an deenen nächste Joren ufalen, refinanzéiert ginn. Et gëtt net een eenzegen Emprunt zréckbezuelt!

2016 sinn dat 400 Milliounen, 2017 132, 2018 700, 2019 200 an 2020 souguer 2 Milliarden. Kee vun deenen Empruntë gëtt rembourséiert! Déi ginn alleguer erëm weider duerch en neien Emprunt refinanzéiert an erëm weider zéng Joer lafe gelooss.

Zur Steierreform sot den Här Bettel gëschter: „Dat si konkret a praktesch Instrumenter an der Steierpolitik, déi de Familljen entgéintkommen...

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- ...an déi de gréissten Effekt do wäerten hunn, wou et och ubruecht ass a wou et (...) op all Sou ukënnt."

Mä loosse mer emol kucken, wou et op all Sou ukënnt! Ech mengen, et ass kloer, datt mer eis heibannen eens waren, datt déi niddreg Léin, déi niddreg Gehälter, d'Famillje mat Kanner, déi Elengerzéiend, de Mëttelstandsbockel, datt do eppes muss gemaach ginn. Do gëtt et guer keng Diskussioun. Mir sinn eis parteiiwwergräifend eens.

Mä wa mer awer an der Tabell kucken,...

(Brouhaha)

...Här President, déi een um Site vun der Regierung ënner Steierreform.lu ka kucke goen, da stelle mer awer fest, datt e Jonggesell, an

der Steierklass 1A, Steiererliichterunge kritt bis 25.000 Euro de Mount! Net d'Joer, de Mount ginn do Steiererliichterunge gemaach!

Eng Koppel, eng Famill,...

(Brouhaha)

...eng Famill,...

(Coups de cloche de la présidence)

...Steierklass 2, wou ee schafft, wou ee schafft an enger Famill, kritt Steiererliichterunge bis 35.000 Euro de Mount!

(Brouhaha)

An eng Famill, wou déi zwee schaffen, kritt Steiererliichterungen,...

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, wann ech gelift!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...wou der zwee schaffen,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Gibéryen, wann d'Regierung lech wëllt eng Fro stellen, da soll se sech wann ech gelift...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Regierung ass hei, fir nozelauschteren! An duerno ka se esou vill schwätzen, wéi se wëllt.

(Brouhaha, protestations et approbations)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah dann!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- A se soll nolauschteren, se gëtt net méi domm dervun!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ass dat och e Prinzip, dee fir lech gëllt?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo, et ass selbstverständlech!

An der Steierklass 2, Här President, zwou Persounen, déi zu zwee schaffe ginn, kréie Steiererliichterungen, wa se bis zu 50.000 Euro verdéngen. Net d'Joer, de Mount!

Et ass ëmmer gesot ginn, datt am Mëttelstandsbockel eppes muss gemaach ginn. Mä d'Fro muss ee sech awer stellen:...

(Brouhaha)

Musse mir Sue léine goen hei am Land, fir Steiererliichterungen op deem doten Niveau ze finanzéieren?!

Wéi sot den Här Bettel: „Déi Steierreform brëngt d'Geld dohinner, wou et op all Sou ukënnt." Ech froe mech, ob et do op all Sou ukënnt!

Huele mer den Abattement fir d'Stéit. D'Kannerbetreiung,...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

...d'Fleegehëllef, d'Haushaltshëllef, déi geet vun 3.600 op 5.400 erop.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleegen, eleng den Här Gibéryen huet d'Wuert! Wann Der em Froen ze stellen hutt, kënnt Der dat herno och bei den Äntwerte vun der Regierung maachen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, den Abattement, dee geet vun 3.600 op 5.400 erop. Mir hätten do och proposéiert, datt mer e Crédit d'impôt gemaach hätten, dee jiddweree kritt hätt, deen degressiv gewiescht wier.

Well mir stellen eis d'Fro: Ass et um Stat, enger Persoun, déi zum Beispill 200.000 Euro d'Joer verdéngt, en Abattement ze ginn? An datt se doduerch, well se 42% Steiere bezilt, 2.268 Euro derbäikritt, fir d'Kannererzéiung a souguer fir hir Botzfra ze bezuelen?

Dat heescht, ëmgerechent bezilt de Stat esou enger Persoun véier Stonnen d'Woch d'Botzfra, mat Suen, déi mer léine ginn! Mat Suen, déi mer léine ginn, bezilt de Stat hei mat geschëlltem, mat geléintem Geld engem d'Botzfra!

An déi Leit, déi dat bräichten, déi kleng, eng elengerzéiend Fra, déi ënnert den Aarmutsrisiko fält, déi fält drënner, well se e klenge Revenu huet, a well se e klenge Revenu huet, bezilt se keng Steieren. Déi bezilt keng Steieren. Déi ka sech och keng Botzfra leeschten! Mä souguer wa se hir Kanner géif a Betreiung ginn, kritt se keen Euro Hëllef iwwer een Abattement, well se keng Steiere bezilt.

Mä dës Regierung, déi mécht Steiererliichterungen, fir datt de Stat, mat geléintem Geld, deene Leit, déi iwwer 200.000 Euro verdéngen, véier Stonnen d'Woch d'Botzfra bezilt!

Wéi sot den Här Bettel? „D'Geld muss dohinner goen, wou all Sou zielt."

Ëmweltpolitesch sollen d'Autoen iwwer en Abattement, d'Madamm Lorsché, entschëllegt, d'Madamm Loschetter huet et elo grad nach ernimmt, do gëtt en Abattement agefouert vu 5.000 Euro.

Mä och do hunn nëmmen déi Verméigend en Intérêt dodrun, fir ze bezuelen! Een, deen do 42% Steiere bezilt, ma dee kritt 2.050 Euro bei säin Auto iwwert déi dote Subventioun vum Stat bäi. E klengen Aarbechter oder e Beamten, dee bal keng Steiere bezilt oder guer keng Steieren, kritt näischt bäi!

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An och do huet de Sou missen dohinner goen, wou e gebraucht gëtt! Mä déi kleng a mëttel Leit kréien näischt dervunner, just déi, déi vill verdéngen, profitéieren do zu 100%.

An da muss ech froen: Wat ass dat fir eng gréng Politik? Ass dat esou, wéi d'Leit soen, déi gréng wieren nëmme fir déi Besserverdéngend do? Well wann ech déi Subventioun hei kucken, dann ass dat, besser kann een dat net dokumentéieren!

Eriwwer zu de Chômagezuelen. Den Här Bettel huet gëschter hei gesot, datt de Chômage kontinuéierlech géif erofgoen op 6,5%. Am Dezember 2013 hate mer 19.287 Leit am Chômage; haut, sot e gëschter, 17.405. Dat sinn der 1.882 manner. D'Chifferen awer, déi d'ADEM gëschter, oder virgëschter besser gesot, public gemaach huet, a wann een der ADEM hir Chifferen ëmmer kuckt, déi kritt ee jo all Mount: Am Mäerz 2013 hate mer 17.031 Chômeuren; am Mäerz 2016 elo hate mer 17.405 Chômeuren.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Dir sot ëmmer d'A-Zuelen; da sot och d'B-Zuelen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo! Dat sinn 374 Chômeuren an dräi Joer weider.

Wa mer d'Beschäftegungsmoossname kucken, déi gëschter vum Här Statsminister iwwerhaapt net hei ernimmt si ginn: d'Beschäftegungsmoossname waren am Mäerz 2013 4.454, am Mäerz 2016 5.503. Also 1.049 Leit weider a Beschäftegungsmoossnamen.

An op där anerer Säit seet den Här Statsminister, de Chômage wier zréckgaangen. Dat heescht, de Chômage am Ganzen ass net zréckgaangen, well wann een de Chômage an d'Beschäftegungsinitiative kuckt, hate mer am Mäerz 2013 21.488 Leit, am Mäerz 2016 - Chômage an d'Beschäftegungsinitiativen zesummen - 22.908. Dat ass op dräi Joer e Plus vu 1.420.

An duerfir hunn ech lech jo gesot, Här President, et muss een...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Däerf ech just eng Fro stellen, Här President?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, ech erlaben elo keng Fro...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ass an deenen dräi Joer d'Populatioun zu Lëtzebuerg dann net gewuess? Vläicht kann den Här Gibéryen mer eng Äntwert ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma, Här Bettel, ech kommen elo direkt dodrop. Dir verléiert also näischt mat waarden.

(Interruption)

Ech wollt also soen, datt, wéi ech am Ufank gesot hunn, een och muss kucken, wat e gesot huet a wéi en et gesot huet a wat e vergiess huet ze soen, duerfir hunn ech dat heiten als Complément dozou hei erabruecht, well en hat Verschiddenes vergiess an en hat och Verschiddenes net ganz gesot.

Wann ech elo kucken, wéi d'Entwécklung vun de Beschäftegungszuelen hei zu Lëtzebuerg war, dat hat den Här Statsminister elo gefrot. 2013 hate mer 382.779 Beschäftegter hei zu Lëtzebuerg, am Mäerz 2016 414.188. Dat sinn 31.409 Leit méi beschäftegt an engem Zäitraum vun dräi Joer.

Gesitt Der, Här Statsminister, ech si ganz komplett!

Obwuel mer iwwer 30.000 nei Aarbechtsplaze geschaaft hunn, ass de Chômage awer an där gläicher Zäit net erofgaangen! An et ass jo awer déi Fro, déi eng Regierung sech muss stellen: Wéi ass et méiglech, datt mer 30.000 Aarbechtsplaze schafen, datt mer vun deenen 30.000 17.235 zousätzlech Frontalieren an d'Land kritt hunn an datt de Chômage net erofgaangen ass?!

Da geet d'Regierung hin an da mécht se et genau wéi den Här Gramegna mat der Schold, da schwenkt se op Prozenter ëm. A vu datt mer méi Beschäftegter hunn an de Chômage bliwwen ass, geet logescherweis d'Gesamtzuel vun de Beschäftegten (veuillez lire: vun de Chômeuren) prozentual erof. Also gëtt hei gesot, de Chômage ass erofgaangen. Neen, en ass net erofgaangen! Mir hunn nach genau déiselwecht Leit am Chômage, wéi dat virdrun de Fall war.

Här President, déi Regierung hei, déi setzt op e maximale Wuesstum. An déi kruzial Fro, déi mer eis musse stellen: Wou steiert dat Land hei hin?

Mir haten als ADR virun e puer Méint eng Interpellatioun heibanne gemaach iwwert d'Zukunft vu Lëtzebuerg, wou mer och en Zukunftsdësch gefrot hunn. D'Kolleeginnen an d'Kolleege vun der CSV froen och en Zukunftsdësch. Eis gréng Kolleegen hunn an der Zäit, wéi se an der Oppositioun waren, och ëmmer en Zukunftsdësch gefrot a si hu souguer heibanne Motiounen an der Chamber abruecht, fir en Zukunftsdësch anzeféieren.

A gëschter seet den Här Bettel: „Mir brauche keen Zukunftsdësch." An dunn hat ech gemengt, elo géifen hei op menger lénker Säit bei deene Gréngen déi alleguer schwaachfalen, mä déi hunn dragekuckt, wéi wann dat dat Normaalst vun der Welt wier. Si hunn also...

(Brouhaha)

...jorelaang en Zukunftsdësch, jorelaang en Zukunftsdësch gefrot! Elo si se an der Regierung, elo brauche mir keen Zukunftsdësch méi!

Dës Regierung, déi setzt op e maximale Wuesstum. 30.000 Aarbechtsplazen an dräi Joer!

Den Här Bettel sot gëschter: „D'Land steet am Stau." Besser hätt en et net kënne formuléieren! De Stau gëtt just nach all Dag méi grouss, well déi Leit, déi all Dag op d'Aarbecht musse fueren an owes erëm heem, déi mierken, datt d'Stauen hei am Land vun Dag zu Dag méi grouss ginn. Mir sinn an engem regelrechte Verkéierschaos.

A wa mir nach e puer Joer mengen, mir missten all Joers 10.000 Aarbechtsplazen hei schafen, da kënnt Der sécher sinn, da leeft guer näischt méi hei am Land. Da kënnt Der souguer zwee Tramme bauen, da leeft näischt méi hei am Land! A wann der d'Parkplazen, d'Park & Ridë wëllt op 20.000 an op 30.000 Autoen eropsetzen! A wann ech déi gréng fréier héieren hunn, déi gesot hunn: „Autobunnen, Parkplazen, dat zitt Autoen un!" A wat maache se haut? Si bauen Autobunnen, Turborondpointen, Parkplazen, alles gëtt gemaach haut. Et ass alles aneschters, wéi virun e puer Joer.

Mä wa mer esou virufueren, da féiert dat Ganzt an de Chaos. Ëmweltpolitesch Problemer, déi dat mat sech bréngt. A wéi gesot, mir kommen net méi no, wat d'Infrastrukturen ubelaangt. An trotzdeem mer e Rekordwuesstum hunn, vun deem elo hei de ganze Moie vun de Majoritéitsparteien a vun der Regierung geschwat gouf, stelle mer fest, datt den Defizit am Statsbudget erëm wiisst! Dat heescht, dee stramme Wuesstum, an dat huet de fréiere Premier Jean-Claude Juncker eng Kéier gesot: „Dee stramme Wuesstum géréiert net genuch Recetten, fir seng eegen Nofolgekäschten ze decken." Dat ass scho virun 20 Joer hei an der Chamber vum Statsminister gesot ginn. An awer fuere mer einfach an déi Richtung do weider!

Mir rutschen hei ëmmer méi déif an den Defizit. Mir schwätzen haut vun enger Populatioun vun iwwer enger Millioun Leit. An d'Land... Mir hunn neierdéngs e grénge Minister, fréier hunn déi gréng eng Kéier gesot, wéi de Robert Goebbels Bauteminister war, do huet en esou e klenge gëllene Bagger geschenkt kritt. An ech mengen, et haten nach Ministeren dee geschenkt kritt. An do ass ëmmer gesot ginn, den Här Goebbels, dat wier de Bëtonsminister.

Mä, Här President, mir haten nach ni ee Minister an deem Ressort, wéi elo dee grénge richtege Bëtonsminister! Dee leet Luuchten a Beem ëm a bëtonéiert d'Land gläichzäiteg zou. Dat ass d'Realitéit, wéi haut dës Regierung fiert. Mir brauchen onbedéngt hei an dësem Land en Zukunftsdësch!

D'kommend Generatiounen, fir déi ticken dräi Zäitbommen: éischtens d'Scholden, déi mir maachen an déi mer net zréckbezuelen, dat ass eng Zäitbomm fir déi kommend Generatiounen. Mir maache permanent Scholden a mir bezuele keen Euro vun eise Scholden zréck. Si ginn ëmmer an ëmmer erëm weider verlängert.

Mir maachen haut also eng Politik, vun där d'Konsequenzen déi kommend Generatiounen ze droen hunn. D'Konsequenze vun deem stramme Wuesstum, vun deem stramme Wuesstum, vun deem jiddweree weess, datt et an d'Sakgaass geet, mä mir fuere blann drop virun. An déi kommend Generatioune mussen domadder eens ginn.

Mir hunn och e Problem mat de Renten; wou mer doudsécher, och wa mer momentan vill Reserven hunn an d'Rentemauer no hanne gesat hunn, wësse mer, datt dat eng Zäitbomm ass, déi iergendwann eng Kéier explodéiert. Dat sinn alles Problemer, déi gëschter hei an der Ried vum Här Statsminister mat kengem Wuert ernimmt si ginn.

D'Politik vun dëser Regierung féiert d'Land an de Chaos a stellt dës an déi nächst zukünfteg Generatioune virun onléisbar Problemer. Dat ass déi richteg Lag vum Land.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Gibéryen. A leschte Riedner zu der allgemenger Lag ass den Här Marc Baum fir déi Lénk.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, gëschter bei der Ried zur Lag vun der Natioun an haut de Moie bei den Deklaratioune vum Finanz- a vum Wirtschaftsminister hunn ech mech virun allem an éischter Linn gewonnert. Ech hu mech engersäits gewonnert, datt d'Regierung kaum nei Initiativen a Projete fir d'Land virgestallt huet, wéi dat an État-de-la-nationen déi Jore virdrun awer üüblech war. Et huet mech gewonnert, datt ganz wéineg iwwer Visiounen a Virstellunge fir d'Entwécklung vum Land ze héiere war an och knapps eppes iwwert d'Perspektive fir d'Leit, déi an dësem Land wunnen.

An zweetens hunn ech mech gewonnert iwwert dat Bild, wat vun eisem Land an deene geblimmeltsten a fantasteschste Faarwen hei gemoolt ginn ass. E Land mat engem wonnerbare wirtschaftleche Wuesstum, wonnerbare Wirtschaftszuelen, stabille Statsfinanzen an e Land, wou et duerch eng Steierreform elo och nach anscheinend eng Tournée fir jiddweree soll ginn. E Land, deem et anscheinend ëmmer besser geet.

Eenzege Bémol, wéi de Premier dat genannt huet: Den Aarmutsrisiko an deem anscheinend esou wonnerbare Lëtzebuerg ass esou héich wéi ni virdrun. Fir dee Bémol och richteg ze ënnersträichen, huet de Premier de Caritas-Sozialalmanach jiddwerengem zur Lektür recommandéiert an och dee leschten Unicef-Rapport iwwer iwwerduerchschnëttlech Ongläichheet bei de Kanner zu Lëtzebuerg zitéiert.

Här President, ech fäerten allerdéngs, datt de Premier dee Rapport just ganz iwwerflächlech gelies huet. Op jidde Fall kommen déi Analysen zu anere Konklusioune wéi de Premier a se zeechnen och en anert Bild vun eisem Land an och en anert Bild iwwert d'Lag vum Land, well deene 16,4% vun der Bevëlkerung, déi dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn, deene geet et net besser. All véiert Kand lieft an engem Stot, deen dem Aarmutsrisiko ausgesat ass. Dat läit wäit iwwert der europäescher Moyenne an och wäit iwwer eisen Nopeschlänner. D'Kanner, an dat ass dramatesch, sinn zur Haaptquell gi fir deen Aarmutsrisiko.

Läit den Taux bei 6% bei de Leit, bei Stéit ouni Kanner, esou ass e bei 22,4% bei Stéit mat Kanner. Besonnesch krass, an de Premier huet dat och ernimmt, ass et bei den Elengerzéienden, wou bal all zweet dem Aarmutsrisiko ausgesat ginn ass. 2003, de Premier huet d'Zuel genannt, louch deen nach bei 15%. Eng aner Zuel huet de Premier net genannt, näämlech déi, datt all drëtte Locataire dem Aarmutsrisiko ausgesat ass.

De Chômage, gëtt gesot, geet zwar liicht zréck, wann een d'Beschäftegungsmesuren net mat arechent, mä en ass weiderhi ganz héich zu Lëtzebuerg. An zu enger wierklecher nennenswäerter Verbesserung wäert et och an deenen nächste Joren net kommen. De Jugendchômage ass nach eng Kéier duebel esou héich. Duerfir versti mer och net, datt de Premier hei bal jiddwereen Eenzelnen opzielt vun deenen 1.882 Leit, déi mer manner am Chômage hu wéi virun zwee Joer um Héichpunkt vun deenen doten Zuelen.

D'Estimatioun fir 2017, déi de Muere presentéiert gouf am Kader vum Programme de stabilité et de croissance, deen Der op Bréissel schéckt, gesäit net e Réckgang vum Chômage vir, mä eng Augmentatioun vu 6,4 aktuell op 6,6% fir 2017! Dat huet näischt domadder ze dinn, déi Prozentzuel, datt méi Leit hei am Land wunnen. An 2020 soll dee Chômage, no Ären Zuelen, souguer bei 6,7% leien, also nach méi héich wéi elo.

Wann e Land wéi Lëtzebuerg esou Chômagezuelen huet, da geet et deem Land net besser! An och net besser geet et deene 17.400 Leit, déi haut nach ëmmer am Chômage sinn. Och d'Zuel vun deene Leit, déi op den RMG ugewise sinn, ass konstant héich bliwwen a se ass haut nach ëmmer bal duebel esou héich wéi virun der Kris. An et ass net d'Liddregkeet vu Mënschen, déi se zwéngt, den RMG ze froen!

Duerfir hunn ech déi Ausso vum Premier och falsch un der Plaz fonnt, wou e sot, datt all Efforte mussen ënnerholl ginn, fir datt d'Leit, déi Leit, déi den RMG kréien, nees de Wee an eng geregelt Aarbecht fannen, well dat entsprécht net der sozialer Realitéit, well den iwwergroussen Deel vun deene Leit, déi den RMG kréien,

déi ginn enger geregelter Aarbecht no, just datt déi Aarbecht esou niddreg rémunéréiert ass oder datt se ebe keng Volltâche ass, datt déi Leit ugewise sinn op de Complément RMG. Dat ass déi ganz grouss Majoritéit vun deene Leit.

En anere bedeitenden Deel vun deene Leit, déi e Complément kréien oder déi den RMG kréien, déi kënne ganz einfach net schaffe goen, well se an der Pensioun sinn an do nach eng Zousazleeschtung musse kréien, well se krank sinn, oder aus anere Grënn, wéi Schwangerschaft zum Beispill. Et ass just eng Minoritéit, déi eigentlech, esou wéi och de Wirtschaftsminister et de Moie beschriwwen huet, misst mat der Hand geholl ginn, fir se erëm an den Aarbechtsmaart anzeglidderen. Dat ass eng Minoritéit vun deene Leit, déi op den RMG ugewise sinn.

A souguer, jo, méi wéi 11% vun deene Leit, déi eng regulär Schaff hunn, riskéieren, an d'Aarmut ze falen. Den Taux vun de sougennanten „working poor" geet konstant an d'Luucht, wéi d'Salariatskummer an hirem Sozialpanorama beleet. An och do läit Lëtzebuerg wäit iwwert der europäescher Moyenne an och iwwert der Moyenne vun eisen Nopeschlänner. Eng Aarbecht ze hunn ass elo scho laang keng Garantie méi, fir dezent liewen ze kënnen.

An et klëmmt och ëmmer weider deen Undeel vun de Leit, déi just um Mindestloun leien. Entre-temps sinn dat 16,5%; och deen Taux geet andauernd an d'Luucht.

Dës Zuele sinn eigentlech scho schlëmm u sech. Erschreckend ass et awer, wann ee sech virun Ae féiert, datt den Trend no uewe geet. All Aarmutsindicateure ginn ongebrach no uewen. An do missten dach d'Alarmklacke méi haart lauden, wéi mer dat gëschter héieren hunn, well dat ass d'sozial Realitéit vun der Natioun!

An der Agenda 2020 vun der EU gouf d'Zil deklaréiert, d'Aarmut bis 2020 ëm 25% erofzesetze par rapport zu 2010. Lëtzebuerg huet sech deemools engagéiert zu engem wesentlech manner ambitiéisen Zil, näämlech 6.000 Leit aus der Aarmut ze huelen, also fir dee Moment ronn 7 bis 8%. Zanterdeems ass d'Aarmut awer net zréckgaangen, mä weider geklommen.

A wat mécht d'Regierung elo? Wat gesi mer am PNR, deen elo op Bréissel geschéckt gëtt? Net vill! Dee PNR, wat deen dote Volet betrëfft, ass e Copy-paste vun deem vun 2015 an e Copy-paste vun deem vun 2014! Et ass also net eng proaktiv Politik, fir d'Leit aus der Aarmut erauszehuelen. Mir mengen, datt dat och en Aarmut vun der Regierung ass.

De Premier huet awer och net ganz onrecht, wann e seet, datt et dem Land besser geet. Jo, engem Deel vum Land geet et besser, deem ieweschten Deel, näämlech deem Deel mat deem gréissten Akommes. Engem ëmmer méi groussen aneren Deel awer net, wéi mer un den Aarmutsindicateure gesinn hunn. D'Schéier tëschent Aarm a Räich ass an deene leschte Joren ongebremst ëmmer méi wäit auserneegaangen. An och dorunner huet dës Regierung näischt geännert.

D'Ongläichheeten hunn an deene leschten zéng Joer ëmmer weider zougeholl. Virun zéng Joer hunn déi iewescht 10% sechsmol méi verdéngt wéi déi ënnescht. Entre-temps, zéng Joer drop, ass dat Verhältnis net méi 1:6, mä 1:7, wéi de Statec opweist. Och deen Trend vun Ongläichheet geet ongebremst weider.

De Kompendium vun der Steierverwaltung, deen Enn d'lescht Joer public gemaach ginn ass iwwert d'Akommessteierrecettë vun de Stéit, huet gewisen, wéi een enorme Räichtum sech uewen ugesammelt huet hei am Land. An deen am Abrëll publizéierten Unicef-Rapport schwätzt och eng ganz däitlech Sprooch. D'Ongläichheet bei de Kanner wier zu Lëtzebuerg wesentlech méi héich wéi am OECD-Duerchschnëtt, besonnesch staark ausgepräägt an de Beräicher Gesondheet an Éducatioun.

De Lien zur sozioekonomescher Situatioun vun den Elteren ass kloer beluecht. Dat heescht, gëtt et Kand an eng Famill gebuer, déi finanziell net esou gutt gestallt ass, huet dat Kand, am Verglach mat anere Länner, iwwerduerchschnëttlech wéineg Chancen zu Lëtzebuerg. Dat ass och nach ëmmer esou, well eisen Éducationssystem déi sozial Ennerscheeder tendenziell verstäerkt, wéi dat am europäeschen Ausland net esou de Fall ass. Do schneit Lëtzebuerg am internationale Vergläich ganz schlecht of.

An d'Situatioun um Wunnengsmaart zu Lëtzebuerg ass e weidere Motor vun deenen Ongläichheeten. An hei mécht de Caritas-Almanach Analysen a Proposen, déi wäit iwwert dat erausginn, wat d'Regierung hei virschléit. Muer wäert den David Wagner nach méi explizitt op deen dote Volet agoen.

Mir gesinn also, datt déi ongläich Entwécklung vun eiser Gesellschaft monter weidergeet. Awer Ongläichheet huet e Präis! Den amerikaneschen Nobelpräis an der Ekonomie, de Joseph Stiglitz, huet e beschriwwen, dee Präis, a sengem Buch mat deemselwechten Titel. An hie seet, datt Ongläichheet d'Ekonomie behënnert. An et behënnert en nohaltegt Wuessen! Ongläichheet féiert zu manner Chancëgerechtegkeet a korrumpéiert strukturell d'Politik an d'Justiz op laang Zäit.

Ongläichheet fält awer net vum Himmel, mä ass d'Resultat vu politeschen Décisiounen!

Déi sozial Indicateure verschlechtere sech a gläichzäiteg gëtt et zu Lëtzebuerg en enorme Wirtschaftswuesstum. Dat heescht näischt anescht, wéi datt deen erwirtschaftete Wuesstum ëmmer méi ongerecht verdeelt gëtt. Wann duerch de Wuesstum de Chômage op héijem Niveau stagnéiert respektiv souguer nach tendenziell liicht an d'Luucht geet, wann d'Ongläichheeten an den Aarmutsrisiko an d'Luucht ginn, obwuel mer 3, 4, voire 5% Wuesstum hunn an eis Entreprisen esou super kompetitiv sinn, jo dann, dann ass awer eppes faul an der Lag vun der Natioun, well da stëmmt eppes net!

Dëse Paradox vun op där enger Säit schlechte sozialen Indicateuren, op där anerer Säit grousse Wirtschaftswuesstum heescht och, datt de soziale Lift net méi funktionéiert, jo souguer, datt ëmmer méi Leit der reeller Angscht ausgesat sinn, ofzerutschen. An et heescht, datt an der Verdeelung vum Räichtum eppes massiv schifleeft.

Den Undeel vum Lounakommes um geschafene Räichtum hei am Land ass näämlech zanter Jore réckleefeg. An och deen Trend geet virun! An och innerhalb vun de Léin ass d'Entwécklung ongläich. Déi ganz héich Léin wuesse vill méi séier wéi déi niddreg, proportional. Och heiriwwer huet de Premier näischt gesot; obwuel d'Regierung d'Méiglechkeeten hätt, op déi Tendenz anzewierken. Déi lescht substanziell Mindestlounerhéijung läit Joren zréck. An de leschten Index ass 2013 fälleg ginn.

Grad fir dem Phenomeen vun den „working poor" entgéintzewierken, wier et endlech un der Zäit, de Mindestloun substanziell ze erhéijen, soudatt den Netto-Mindestloun och iwwert der Aarmutsgrenz léich. Soudatt een, deen eng voll Tâche huet, och dezent liewe kéint.

Mir hätten eis vum Premier an och vum LSAP-Wirtschaftsminister och ee kloert Bekenntnis zum integralen Indexmechanismus gewënscht an net e Schéin-Wieder-Index, wéi mer an am Moment hunn, deen näämlech esou laang gutt ass, wéi en net erfält. Mir géifen eis och wënschen, datt de Premier an de Wirtschaftsminister am PNR op Bréissel géife schreiwen, datt den Index net erëm moduléiert gëtt, wann d'Inflatioun méi grouss ass wéi 2,5% d'Joer.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.-* Mir hunn dat alles décidéiert. Mir hunn et och scho gemaach.

M. Marc Baum *(déi Lénk).-* Dat stëmmt! Ech bedauere just, datt Der net de Retour zum integralen Indexmechanismus, wéi e virdru bestanen huet,...

(Interruption par M. Etienne Schneider)

Neen, dat hutt Der net gesot! Dir hutt och an där Nott iwwert de Plan national de réforme gesot,...

(Interruption par M. Etienne Schneider)

...datt, wa méi wéi eng Indextranche sollt fälleg ginn, da misst een iwwerleeën, ob een net awer erëm zu engem moduléierte System sollt zréckkommen. Dat hutt Der geschriwwen!

(Interruption par M. Etienne Schneider)

Här President, déi eenzeg wierklech nei Ausso huet de Premier a Bezuch op d'Aarbechtszäit gemaach am Kader vun der Diskussioun iwwert d'PAN-Gesetzgebung. Hei soll elo vun de Salariéen d'Flexibilitéit an d'Luucht gesat ginn, dat heescht, de Referenzkader vun der Aarbechtszäit an d'Luucht gesat ginn, an duerfir kriten d'Leit tëschent annerhallwem an dräianhallwen Deeg Congé bäi.

Mir hätten eis gewënscht, amplaz iwwert de Flexi-Congé - well dorëms geet et jo e bëssen, eng Flexicurity, déi vum Patron ofhänkt, well de Congé hänkt vum Patron of an och, wéini een en hëlt, hänkt vum Patron of -, hätte mer eis eng Diskussioun gewënscht oder couragéis Initiativen iwwer eng allgemeng Aarbechtszäitreduzéierung. D'Flexibilitéit vun der Aarbechtszäit ass näämlech am Intérêt vum Patron elo schonn esou grouss, datt zu Lëtzebuerg an der Moyenne 41 Stonne geschafft ginn. Net 40, 41, an der Moyenne! Just a Rumänien läit déi duerchschnëttlech Aarbechtszäit nach méi héich wéi hei zu Lëtzebuerg. Eng richteg Reduzéierung vun der Wochenaarbechtszäit wier eng wesentlech méi sënnvoll Pist gewiescht, an eisen Aen, wéi déi dote Propositioun.

Här President, wann d'Ongläichheet am Land méi grouss gëtt an net ophält mat wuessen, dann heescht dat näischt anescht, wéi datt mer e Stéck vum sozialen Zesummenhalt verléieren. E Land, wat u sozialem Zesummenhalt verléiert, deem Land geet et net besser!

D'Regierung huet an deene leschte Wochen elo eng Steierreform presentéiert, déi, an och dat ass ugeklongen, esou klengt wéi wann et eng Äntwert op all Froe sollt sinn. Ech denken awer, datt een déi Reform, déi hei presentéiert gouf, an de Kontext vun der gesamter Politik vun dëser Regierung zanter 2013 stelle muss.

Dës Regierung huet näämlech effektiv d'Steieran d'Sozialpolitk vun der Virgängerregierung am Wesentleche weidergefouert! Duerfir hunn d'CSV an den Här Wiseler jo esou grouss Problemer, fir se fundamental a Fro ze stellen. D'Regierung huet sech an hirer Budgetspolitik, an och dat ass ëmmer nees erëmkomm, um Triple-A vun de Ratingagencen orientéiert. A fir dee kënnen anzehalen, huet missen eng Austeritéitspolitik gefouert ginn.

Als Alleréischt huet d'Regierung, an dat kann ee soen, well mer jo an der Halschent vun der Mandatsperiod sinn, als Alleréischt huet se de sougenannten Zukunftspak presentéiert, deen a Wierklechkeet e Spuerpak war! Op där enger Säit sinn ongerecht, sozial ongerecht Steieren, wéi d'TVA, erhéicht ginn, déi Leit mat niddregem Akommes méi staark belaascht hunn, wéi Leit mat héijem Akommes, an op där anerer Säit Kierzungen an der Sozialpolitik. D'Familljenzoulage si gestrach ginn, Studentebourse gekierzt ginn an elo gëtt um Kannergeld gekniwwelt, och mat engem But, näämlech fir de Montant iwwert d'Zäit erofzesetzen. Um Kannergeld! Wou mer gesinn hunn, datt d'Kanner eng vun deene Quelle sinn, wou den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg hierkënnt. Eng Politik zulaaschten also vun deene klengen Akommessen.

Mä elo, elo soll dann déi nei Steierreform kommen, déi méi sozial Gerechtegkeet versprécht. An effektiv, et gëtt zwee Elementer vu sozialer Gerechtegkeet an där Steierreform: De Crédit d'impôt salariés an e Crédit d'impôt monoparental si wierklech Elementer, déi e sozial ausgläichende Charakter hunn. Se sinn awer am Gesamtkontext vun all deene Mesurë just eng Drëps op de waarme Steen.

Fir de Rescht hu mer et mat Elementer ze dinn, mat deene mir ganz grouss Problemer hunn. Éischtens, d'Inegalitéiten an der Besteierung bleiwen. D'Aarbecht gëtt weiderhi wesentlech méi héich besteiert wéi d'Kapitalerträg. Hei huet sech näischt geännert. Ech si frou ze héieren, datt d'LSAP an den Här Bodry mengen, datt dat och an Zukunft misst anescht sinn. An deem heite Projet ass op jidde Fall dovunner nach näischt ze gesinn.

Zweetens sollen d'Betribssteiere successiv vun 21 op 18, et ass souguer ugeklongen nach méi déif an deenen nächste Joren erofgesat ginn, ouni datt duerfir d'Assiette, also d'Bemiessungsgrondlag soll an d'Luucht goen, wéi am Ufank versprach ginn ass.

Mä schonn haut wësse mer, datt Lëtzebuerg eent vun deene Länner ass mat der duerchschnëttlech niddregster Besteierung vu Gewënn an Europa. Et ass PricewaterhouseCoopers, déi an hirem Rapport „Paying Taxes" noweisen, datt, wann een nach aner Ausgabe wéi d'Sozialversécherung bäirechent, déi jo zu engem Drëttel bei eis vum Stat iwwerholl ginn, da gëtt et an Europa just nach Kroatien, wat eng méi niddreg Taxéierung fir Betriber opweist.

An esou enger Situatioun d'Kierperschaftssteier, déi jo eng Gewënnsteier ass an och just erhuewe gëtt, wa Benefisser erziilt ginn, an esou enger Situatioun d'Kierperschaftssteier nach weider erofzesetzen, ass an eisen Aen net verantwortlech! D'Regierung feiert domadder de Steierdumping an der Europäescher Unioun nach weider un, also genau déi neoliberal Politik, déi dozou gefouert huet, datt d'ëffentlech Hand an allen europäesche Länner ëmmer manner Moyenen huet, fir Sozialleeschtungen an Zukunftsinvestitiounen ze finanzéieren. An de Premier huet jo gëschter an Aussiicht gestallt, datt och den Taux vun där Steier nach weider kéint erofgoen, wann een emol eng Kéier wéisst, wéi dann eventuell eng Erweiderung vun der Assiette géif ausgesinn.

Drëttens, do kënnt Der mech dann herno och froen, wéi mir zur Steierreform stinn: d'Entlaaschtung vun de Stéit. Bei de Stéit gëtt sech domadder gebretzt, datt déi niddreg Akommessen an d'Mëttelschichten entlaascht ginn. An et stëmmt och, datt, prozentual gesinn, déi ënnescht Akommesschichten am meeschten dervun hunn. Wann ee sech awer déi absolutt Zuelen ukuckt, wat déi eenzel Stéit manner u Steieren ze bezuelen hunn, da gesäit et scho ganz anescht aus an dann ass vun der sozialer Selektivitéit oder vun der Ëmverdeelung näischt méi oder relativ wéineg ze spieren.

Ech sinn dem Premier senger Recommandatioun natierlech nogaangen an ech hunn de Sozialalmanach vun der Caritas gelies a sinn do op eng ganz erstaunlech Zuel gestouss, déi ech net gleewe konnt. An du sinn ech effektiv, wéi den Här Gibéryen, op de Site vun der Regierung gaangen, wou d'Steierreform presentéiert ginn ass, an ech hunn emol gekuckt, wat dat dann esou géif ausmaache pro Stot, fir Elengerzéiender wéi mech zum Beispill.

An ech hu gekuckt an der Steierklass 1: Een, deen 2.500 Euro brutto verdéngt, deen huet eng Erspuernes vun 61 Euro. Een, dee 4.500 Euro verdéngt, huet eng Erspuernes vun 120 Euro. Ee vu 7.000 nach 100 Euro. An dann denkt een, elo geet et zréck, dat, wat déi eenzel Erspuernesser sinn. An dann ass een erstaunt, wann ee gesäit, datt, wann een e Bruttoakommes pro Mount vun 13.500 huet, een do nach ëmmer 132 Euro spuert, an datt de Kipppunkt an der éischter Steierklass, also do, wou een elo, no där doter Reform, méi Steiere misst bezuelen als Célibataire, bei 24.250 Euro de Mount läit.

An do hunn ech geduecht: Dat ass Wahnsinn. Dat ass absolutte Wahnsinn! Well dat bedeit näämlech näischt anescht, wéi datt finalement alleguer d'Stéit entlaascht ginn. An datt déi sozial Selektivitéit, déi puer Effekter, déi dra sinn, doduerjer erofgesat gëtt, datt eigentlech jiddwereen - jiddwereen! - manner Steiere bezuele soll. Well ech mengen net, datt et och heibannen iergendee gëtt, dee 24.250 Euro de Mount verdéngt. Dat heescht, och heibannen...

(Interruptions)

...gëtt et keen, dee muss Sue bäileeën. Jiddweree kritt souguer, no där doter Reform, nach Suen eraus.

(Brouhaha)

Wéi den Här Bodry gesot huet, datt d'LSAP d'Progressivitéit vun der Steierreform begréisst, da muss ee soen, datt 24.250 Euro de Mount, datt déi do ufänkt, datt dat eng Reform ass, déi kaum een trëfft, also déi objektiv och ganz wéineg progressiv ass.

Den Ëmverdeelungscharakter vu Steieren an de soziale Charakter beschreift sech awer grad duerch eng staark Progressivitéit. Déi breet Schëllere solle méi droe wéi déi kleng. Wat bei dëser Reform déi staark Schëlleren nach droe sollen, ass mir awer onkloer, wa souwuel déi héich Benefisser manner besteiert gi wéi och déi héich Revenuen!

Véiertens, Här President, si mer ganz enttäuscht doriwwer, datt d'Verméigenssteier net erëm agefouert ginn ass. Den Thomas Piketty huet nogewisen, datt et an deene leschte Jorzéngte weltwäit zu enger onwahrscheinlecher Konzentratioun vu Kapital a vu Räichtum komm ass. E Kapital an e Räichtum, dee guer net méi kann an d'Realekonomie investéiert ginn, mä mat deem just nach kann op de Finanzmäert spekuléiert ginn an da just nei Blosen a Krise produzéiert ginn. Et ass och den Haaptgrond vun der wuessender Ongläichheet. Duerfir misst eng seriö a sozial gerecht Steierreform, déi deen Usproch erhieft, onbedéngt d'Besteierung vum ganz héije Verméigen als Kärelement hunn. Mä och dëst mécht d'Regierung net.

Wann een da kuckt, wat iwwreg bleift vun der Steierreform, dann erënnert se awer ganz staark un eng Steierreform, déi mer schonn hate viru 15 Joer, wou décidéiert gouf, datt de Stat op wichteg Recettë verzichte soll duerch Kaddoen a Milliardenhéicht op d'Benefisser. An d'Resultat vun där éischter Steirreform vu viru 15 Joer kenne mer!

Zanter der Tripartite vun 2006, bei där d'Gewerkschafte vun der Regierung, ënnert dem deemolege Premier Juncker, iwwert den Dësch gezu gi sinn, heescht de Mot d'ordre beim Budget: spueren an Austeritéit. A wou spuert een? Ma natierlech bei de Sozialleeschtungen, bei de sozialen Transferten. Dat heescht, dat, wat een als sozial Selektivitéit wëllt ginn, hëlt een op där anerer Säit erëm ewech.

Dës Reform leeft Gefor, eng nei a weider Spiral vun Austeritéit fir d'Zukunft virzebereeden. Well d'Steierreform vun 2001 hat näämlech och nach eng aner Ongerechtegkeet geschafen, näämlech déi, datt d'Stéit entre-temps zwee Drëttel vun de Steierrecetten ausmaachen an d'Betriber just een Drëttel. Dat Verhältnis war emol eng Kéier ëmgekéiert. Et ben, dës ongerecht an onsozial Tendenz geet weider!

An d'Previsiounen, déi de Finanzminister eis de Moie virgestallt huet, gesi vir, datt d'Recettë vun der Lounsteier vum Referenzjoer 2015 3,2 Milliarden op 2020 4,6 Milliarde klamme sollen. Also bal 50%! An datt ëmgekéiert d'Recettë vum IRC, also de Betriber, vun 1,6 Milliarden op 1,7 Milliarden an därselwechter Referenzperiod an deemselwechten Zäitraum klamme sollen. Dat heescht, datt d'Verhältnis vun 2020 vu Stéit zu Betriber, wat zwee Drëttel/een Drëttel war, nach méi verschlechtert gëtt, zu dräi Véirel d'Stéit an ee Véirel d'Betriber. Dat steet an deem Dokument, wat Dir op Bréissel schéckt.

Duerfir mengen ech, datt dës Steierreform an hirem Kär eng fundamental liberal Steierreform ass, déi d'Iddi vum gourege Stat weiderdreift mat vereenzelte...

(Interruption)

...sozialdemokrateschen Elementer dran. Eng Steierreform, déi mir also ofleenen, well mer mengen, datt et dem Land, duerch déi Reform, net besser geet.

Här President, war an deene leschten zwee Joer an ass och nach haut duerch d'Praktiken op a vun engem Deel vun der Finanzplaz Lëtzebuerg am Mëttelpunkt vun der internationaler Opmierksamkeet, wéi duerch Stéchwierder wéi LuxLeaks oder Panama Papers, déi jiddwerengem jo e Begrëff sinn, sou huet d'Regierung ëmmer erëm eng Transparenzoffensiv ugekënnegt, wat d'Praktike ronderëm Steieroptiméierung, Steierdumping a Steierhannerzéiung ugeet. Mir wëssen awer alleguer, datt dat, wat bis elo eréischt festgestallt ginn ass, déi allerieweschet Spëtzt vum Äisbierg ass. An dëst och just, well et Whistleblower wéi den Antoine Deltour gëtt, déi illegitimm a grenzlegal Praktiken un d'Dagesliicht bréngen.

Ech denken, datt et dëser Regierung ganz gutt zu Gesiicht géif stoen, endlech e Gesetz zum effektive Schutz vu Whistleblower ze presentéieren. Dat géif dem Image vun eisem Land wesentlech besser zu Gesiicht stoen, wéi den andauernde Verweis, datt d'Lëtzebuerger Finanzplaz net déi eenzeg wier, déi Steiertrickserei géif bedreiwen. Do hätte mer méi fir den Nation Branding gemaach,...

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.-* Här Baum, erlaabt Der eng kleng Fro?

M. Marc Baum *(déi Lénk).-* Jo.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.-* Dir wësst jo, Här Baum, dass d'Regierung scho virun engem Joer an der Chamber war, also onofhängeg vun deem Prozess, deen elo stattfënnt, mä deen - wéi Der verstitt - vu mir net ka kommentéiert ginn. Mir schaffen un enger Reform vum Whistleblower-Gesetz, well mer mengen, dass dat, wat mer hunn, verbesserungswierdeg ass.

Ech wëll allerdéngs och hei nach eng Kéier rappeléieren: Et gëtt an Europa haut nëmme fënnef bis sechs Länner, déi iwwerhaapt e Whistleblower-Gesetz hunn. Dozou geheiert Lëtzebuerg. A mir sinn och amgaangen, onofhängeg vun där Diskussioun an deem dote Prozess, un enger Reform ze schaffen. An ech hunn d'Piste scho virun engem Joer hei an der Chamber presentéiert an déi waren och vun Ärem Virgänger deemools als Pisten ënnerstëtzt ginn.

M. Marc Baum *(déi Lénk).-* Här Minister, Dir schéngt mech falsch verstanen ze hunn. Et war ee Beräich, wou ech d'Regierung emol net kritiséiert hunn, mä wou ech hinnen eng Recommandatioun mat op de Wee ginn hunn. A wann Dir dat als Justizminister bestätegt, datt dat eng vun deene Pisten ass, déi Dir och wierklech proaktiv weiderféiert, da kënne mir dat natierlech nëmmen ënnerstëtzen! Well ech mengen, datt dat ebe justement en aneren a méi wäertvollen Nation Branding ass wéi déi, déi mer duerch Pub-Agencen akafen.

Här President, ech denken och, datt et doweinst wichteg wier, esou eppes a Gesetzesform ze hunn, well déi biergerrechtlech, gesellschaftlech Fortschrëtter, déi dës Regierung bis elo Opweises hat an déi originell si par rapport zu deem, wat eng CSV-Regierung gemaach hätt, awer relativ moer sinn. Jo, et ass souguer an deene leschte Wochen a Méint och vu Regierungskreesser oder vu Majoritéitsparteien en tendenziell sécuritairen a liberticiden Discours gefouert ginn.

Den État d'urgence soll an d'Verfassung kommen, mat enger ganz komescher Notioun ronderëm den Ordre public, wat eng politesch Notioun ass. De Code d'instruction criminelle soll verännert ginn, et cetera. Ech si frou, vum Här Bodry ze héieren, datt d'Koalitiounsparteien awer elo schéngen, deen dote Wee ze iwwerdenken a mat rouegem Kapp vläicht nach eng Kéier déi dote Mesuren ze iwwerkucken. Et wier näämlech eng ganz traureg an eng ganz batter Ironie vun der Geschicht, wann ausgerechent eng sozial-liberal-gréng Koalitioun fundamental Biergerrechter géif aschränken.

Här President, 2015 beim État de la nation huet de Premier gesot, datt Lëtzebuerg um richtege Wee wier. 2016 seet en, datt et dem Land elo besser geet wéi virun zwee Joer. Här President, ech mengen, datt ech ausgefouert hunn, firwat mir als Lénk mengen, datt d'Regierung weder um richtege Wee ass nach datt et dem Land objektiv haut besser geet.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci och dem Här Baum. Domat ass den allgemengen Deel vun eiser Diskussioun ofgeschloss a mir géifen nahtlos zu deem éischte Volet vun der méi sektorieller Diskussioun iwwergoen. Dat ass de Volet Ekonomie a Kompetitivitéit. An den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Laurent Mosar, steet scho prett hei. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Débats sectoriels - Volet «Économie et Compétitivité»

M. Laurent Mosar *(CSV).-* Merci, Här President. Wann een esou heiansdo d'Artikele vun der Press a vun den Observateure lauschtert iwwert déi Debatten zur Lag vun der Natioun, da gëtt oft behaapt, déi wäre langweileg, dat wär all Joers datselwecht. D'Majoritéit hätt hir Positioun, d'Oppositioun hätt eng aner, an et géif eigentlech net vill dobäi erauskommen. Abee, ech muss lech soen, datt ech eigentlech de Moie fonnt hunn, datt mer hei eng ganz flott, animéiert Diskussioun haten, an dat ass zu engem ganz groussen Deel de Mérite vu mengem Fraktiounschef, dem Claude Wiseler.

(Hilarité générale et interruptions)

Dem Claude Wiseler, deen eigentlech op eng exzellent Manéier beschriwwen huet,...

(Interruptions diverses)

Une voix.- E schummt sech selwer.

Une autre voix.- E gëtt rout!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.-* Ech mengen, Dir wëllt net, dass den Här Wiseler Spëtzekandidat an der Stad gëtt.

Mme Nancy Arendt *(CSV).-* Tjo, wann s de gutt bass, gell, Här Wiseler?

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Här Mosar, ech stelle mech elo schützend hannerun lech!

M. Laurent Mosar *(CSV).-* Da ka mir näischt méi passéieren, Här President.

(Hilarité et interruption)

Et waren also de Moie ganz flott Diskussiounen an et ass haaptsächlech eppes vum Här Bodry gesot ginn, an dat kënnt net oft vir, wat ech eigentlech géif honnertprozenteg ënnerschreiwen. En huet näämlech gesot, datt en nach ni de Claude Wiseler an esou enger exzellenter Form gesinn hätt, datt en dat...

(Brouhaha)

Seet den Här Bodry! ...datt en...

(Interruption)

Da lauschtert emol no, Här Haagen! ...datt e selte gesinn hätt, well en, an ech mengen, mir alleguerte kennen den Här Wiseler als rouegen, ausgeglachene Mënsch, an et ass ganz schwéier, fir den Här Wiseler aus der Rou ze bréngen. An ech kann lech soen,...

Mme Nancy Arendt *(CSV).-* Wierklech, awer wierklech!

(Brouhaha et interruption)

M. Laurent Mosar *(CSV).-* ...an zweeanenhallwe Joer Fraktioun ass dat eis emol souguer net gelongen,...

(Hilarité)

...mä dat ass awer gelongen, an dat ass, wat den Här Bodry net gesot huet, et ass gelongen, well den Här Wiseler sech zu Recht hei immens opgereegt huet iwwer...

(Interruption)

...eng onkohärent an onsozial Steierpolitik. An en huet richteg mat der Fauscht op den Dësch geschloen. An ech muss soen, den Här Wiseler ass ëmmer gutt, mä de Moie war en extra gutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha général et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Also!

M. Laurent Mosar *(CSV).-* Den Här Wiseler...

(Brouhaha général et hilarité)

Mme Nancy Arendt *(CSV).-* Si sinn all jalous, datt si keen esou een an hire Reien hunn.

M. Laurent Mosar *(CSV).-* Den Här Wiseler huet u sech hei eng exzellent Beschreiwung vun der Situatioun vun eisem Land gemaach. An en huet do op eng Rei Sujeten opmierksam gemaach, déi dobaussen de Bierger ënnert de Fangere brennen. An ech ziele se nach eng Kéier alleguerten hei op.

En huet sech mat der Flüchtlingsthematik auserneegesat, en huet sech mat der Integratioun auserneegesat, en huet sech mat de perversen Tendenze vum radikalen Islamismus auserneegesat, en huet sech mat der Bekämpfung vum Terrorismus auserneegesat, en huet sech mat der Reform vum Geheimdéngscht auserneegesat, en huet sech mat der Steierpolitik, der Familljepolitik auserneegesat an en huet dat, Dir Dammen an Dir Hären, op eng äusserst nuancéiert Aart a Weis gemaach an en huet iwwerhaapt näischt do matenee vermëscht.

Ech kann duerfir och, Här President, déi Reaktioun vun der Regierung vun de Moien absolutt net novollzéien. An ech muss lech soen, datt ech se hei total déplacéiert fonnt hunn.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Laurent Mosar *(CSV).-* Ech soen och an ech ka mer virstellen, Här President, firwat datt dat esou war, an dat ass oft esou: Et si jo déi, déi am haartste jäizen, déi normalerweis am haartste getraff sinn. An ech mengen, hei ass et einfach...

(Brouhaha général)

Ech mengen, datt hei einfach den Här Wiseler de Fanger op eng Rei vu Wonne geluecht huet, vun deenen d'Regierung net wollt schwätzen a wat awer, Dir Dammen an Dir Hären, déi Sujete sinn, mat deenen d'Leit dobausse sech immens beschäftegen, a Sujeten, déi wierklech och fir d'Leit d'absolutt Prioritéit sinn.

An ech kann lech och dat heite soen, Här President a Vertrieder och vun der Regierung: Wann een hei vun Amalgamm schwätzt, da sinn et net déi Leit, déi d'Sujeten thematiséieren an déi op déi berechtegt Suerge vun de Leit dobaussen aginn, mä et sinn déi, déi net wëlle vun de Sujete schwätzen, déi se tabuiséieren, déi iwwerloossen de Ratefänger d'Sujeten. An déi Ratefänger, déi maachen dann deen Amalgamm, dee mir alleguerten net wëllen.

Duerfir, mengen ech, ass et richteg,...

(Interruption)

...Dir Dammen an Dir Hären, datt déi Sujeten do thematiséiert gi sinn. An ech hunn et zu engem Deel onverantwortlech fonnt, datt an där gesamter Deklaratioun vum Här Statsminister, an ech hu se zweemol duerchgelies, nodeem ech se och gelauschtert hunn, datt just um Rand vun der Flüchtlingsthematik geschwat gëtt an datt net an engem Saz iwwer e fundamentale Problem an eng fundamental Erausfuerderung vun dësem Land, näämlech d'Integratioun vun deene Flüchtlingen hei am Land, datt iwwerhaapt net doriwwer geschwat ginn ass!

A wann ech bei Sujete sinn, déi net traitéiert gi sinn, Dir Dammen an Dir Hären: Mir hunn am Moment e Prozess, deen doiwwer, e puer Honnert Meter vun eis ewech, leeft iwwer Whistleblower. Och do hätt ech et gutt fonnt, wann zumindest de Sujet, wann dann net vum Här Premier, awer vläicht vum Här Finanzminister thematiséiert gi wär. An dat ganz besonnesch, nodeem gëschter, an dat ass fir mech awer relativ schockant, de franséische Finanzminister anscheinend de lëtzebuergeschen Ambassadeur respektiv Konsul erabestallt huet, fir ze protestéieren iwwert déi Aart a Weis, wéi hei verschidde franséisch Ressortissantë géife vun der lëtzebuergescher Justiz behandelt ginn.

(Interruption)

Den Här Roth an ech selwer hunn dozou eng parlamentaresch Ufro un den Ausseminister...

Une voix.- Dir an den Här Roth?

M. Laurent Mosar *(CSV).-* Den Här Roth an ech hunn eng parlamentaresch Ufro un den Ausseminister...

Une autre voix.- Wéi dann?!

(Brouhaha et hilarité)

M. Laurent Mosar *(CSV).-* ...un den Ausseminister gestallt...

(Interruptions diverses et hilarité)

...a mir waarden...

(Brouhaha)

Den Här Roth ass eng Kéier ontrei ginn.

(Hilarité générale et interruptions)

Une voix.- Dir gitt mer méi sympathesch, Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).-* Ech wollt awer, Dir Dammen an Dir Hären,...

Mme Nancy Arendt *(CSV).-* Et ass gutt, datt den Här Roth och laacht.

M. Laurent Mosar *(CSV).-* ...nach eng Kéier dorop zréckkommen, datt ech eigentlech hei kritiséieren,...

(Interruption)

...datt ech eigentlech hei kritiséieren déi Aart a Weis, wéi verschidde Sujete vun dëser Regierung net thematiséiert gi sinn. An ech muss lech soen: Dat Resultat vun enger falscher Politik gesäit een a verschiddene vun eisen Nopeschlänner, a Frankräich, och de leschte Sonnden an Éisträich, wou rietsextrem Parteien en extrem grousse Succès hunn. An ech mengen, eis all, deenen traditionell demokratesche Parteien, misst et eigentlech wichteg sinn, datt déi dote Sujete bei eis thematiséiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann elo zum Haaptsujet vu menger Interventioun.

Plusieurs voix.- Aah!

(Interruption)

M. Laurent Mosar *(CSV).-* Alles ass gutt, souguer besser, seet d'Fondatioun IDEA an hirem Avis zur lëtzebuergescher Wirtschaft. „Happy days", nennt de Wirtschaftsminister d'aktuell Situatioun, an och d'Europäesch Kommissioun stellt eisem Land eng relativ gutt Zensur aus.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).-* Der lëtzebuergescher Wirtschaft geet et objektiv gutt, wann een d'Wuesstumszuele vun deene leschte Joren an och déi vun deenen zukünftege Jore kuckt.

Stinn also, Här President, d'Luuchten all op Gréng a steet näischt den „happy days", esou wéi se vum Här Schneider beschriwwe sinn, an deenen nächste Méint a Joren am Wee?

Op dës Fro wäert ech versichen, an deenen nächste Minutten ze äntwerten. Well meng Zäit awer begrenzt ass, kann ech dat net am Detail maachen. An duerfir, Här President, ginn ech lech hei eng Demande d'interpellation, wou ech proposéieren am Numm vu menger Fraktioun, eng Debatt iwwert d'Kompetitivitéit, iwwert d'Diversification économique, iwwert d'Digitalisatioun vun der lëtzebuergescher Ekonomie unzefroen. An ech wär frou, wa mer déi an deene beschtméiglechen Délaien evakuéiert kriten.

(M. Laurent Mosar dépose une demande d'interpellation sur le bureau de la présidence.)

Ganz besonnesch, Dir Häre Ministeren, Här Wirtschaftsminister, an Zäiten, wou eng Wirtschaft boomt an d'ëffentlech Finanzen duerch dës exzellent wirtschaftlech Situatioun...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence.)

...eigentlech an enger ganz gudder Situatioun sinn, sollt eigentlech eng Regierung virauskuckend sinn a sech mat deene Risike befaassen, déi eventuell riskéieren - déi eventuell riskéieren! -, dës Entwécklung ze bremsen, an och versichen, dës Risiken esou wäit wéi méiglech ze anticipéieren.

Ganz besonnesch, an ech mengen, mir sinn do alleguerten eens, an engem klenge Land mat enger offener Wirtschaft sinn dës Risike wesentlech méi grouss wéi a Länner mat oppenen Ekonomien.

Wann ech allerdéngs hei d'Politik vun dëser Regierung kucken, ginn ech d'Gefill net lass, datt sech iergendwéi hei fundamental net mat dëse Risike befaasst gëtt. Au contraire! Hei ass eng Navigation à vue, wou just gehofft gëtt, datt déi wirtschaftlech Entwécklung weider esou favorabel an deenen nächste Jore wäert sinn, wéi bis elo.

A wann ech da vu Risike schwätzen, Här President, gesinn ech der haaptsächlech dräi: fir d'Éischt déi geopolitesch, dann déi technologesch a schlussendlech déi reglementaresch Risiken.

Fir bei de geopolitesche Risiken unzefänken, sinn et natierlech fir d'Éischt déi terroristesch Menacen, déi weider eng Rei vu Konsequenzen op d'wirtschaftlecht Liewen an der Europäescher Unioun, awer och op eis Wirtschaft am Land hunn! A ganz besonnesch d'Fro iwwert d'Zukunft vum Schengen-Raum ass keng onschëlleg Fro, well hei riskéieren an Zukunft, d'Déplacementer vun de Grenzgänger erschwéiert ze ginn an domadder verschidde Secteure vun eiser Wirtschaft nohalteg beschiedegt ze ginn!

(Interruption par M. Etienne Schneider)

Derniewent, Här Wirtschaftsminister, derniewent de Risiko vun engem Brexit, deen ass

schonn ugeschwat ginn, deen am Géigesaz zu deem, wat eng Rei vun Akteuren ëmmer behaapten, och kéint mëttel- a laangfristeg negativ Konsequenzen op eis lëtzebuergesch Finanzplaz hunn. Schlussendlech, an dat ass och schonn ugeschnidde ginn, déi relativ onsécher ekonomesch Situatioun a China, déi net nëmmen international, mä och hei am Land riskéiert, en Impakt op eis Wirtschaft ze hunn.

Leschte geopolitesche Risk, an ech mengen, datt do de Wirtschaftsminister wahrscheinlech mat mer eens ass, dat sinn d'Wirtschaftssanktioune géintiwwer Russland, déi net nëmmen der europäescher Wirtschaft, awer och der lëtzebuergescher Wirtschaft ufänke wéizedoen an déi riskéieren, a Russland déi antieuropäesch Gefiller ze verstäerken an domadder och en Afloss op eis wirtschaftlech Bezéiungen ze werfen.

(Interruption)

Wat elo déi technologesch Risiken ubelaangt, ass et natierlech virun allem déi digital Revolutioun, déi riskéiert, vill vun eise wirtschaftleche Strukturen am Land komplett ze veränneren.

Dëst kann, Dir Dammen an Dir Hären, natierlech eng ganz grouss Chance fir eist Land sinn, notamment wat d'Entwécklung vu FinTechen ubelaangt, riskéiert awer och op där anerer Säit, eng Rei Aarbechtsplazen am Finanz- a Bankesecteur a Fro ze stellen.

A wann ech da bei der Digitalisatioun sinn, kommen ech net derlaanscht, trotzdeem, Dir Dammen an Dir Hären, e puer Wuert iwwert d'Zesummenaarbecht tëschent der lëtzebuergescher Regierung an dem Här Jeremy Rifkin ze soen. De Jeremy Rifkin, deen d'drëtt industriell Revolutioun ausgeruff huet, beschreift a senge Bicher en Zeenario vun enger digitaliséierter an enger enk vernetzter Welt, déi eng Rei vun neie Chancen opmécht. Dem Här Rifkin seng Iddie sinn zu engem Deel sécherlech net komplett vun der Hand ze weisen, nach si se awer äusserst schwéier, wann net souguer ze soen onméiglech, an enger Wirtschaft wéi Lëtzebuerg, déi aus engem groussen Deel aus Serviceleeschtunge besteet, opzebauen.

Do, Här President, wou ech awer reell Problemer hunn, a mäi Fraktiounskolleeg Claude Wiseler hat et de Moie schonn hei ënnerstrach, dat ass, fir d'Démarche vun der Regierung ze verstoen, datt elo op där enger Säit soll op eng mëttel- a laangfristeg Verdueblung vun der Bevëlkerung, op e staarkt Uwuesse vun neien Aarbechtsplaze gesat ginn. Wann een awer dem Här Rifkin seng Bicher - an ech weess, den Här Minister huet dat gemaach - liest, da stellt ee justement fest, datt den Här Rifkin op eng méi eng grouss Kompetitivitéit, Produktivitéit an Effektivitéit setzt, déi, an dat soen all Observateuren, forcément zu enger substanzieller Reduktioun vun Aarbechtsplaze féiert.

An hei stellt sech also d'Fro, wat fir eng Ziler d'Regierung dann elo hei virgëtt, an ob déi Ziler eigentlech kompatibel si mat der Philosophie vum Här Rifkin.

Ech muss lech souwisou soen, Här Minister, ech fannen et e bësse verwonnerlech, datt elo gesot gëtt, dës Regierung géif keen Zukunftsdësch wëlle maachen, well, an dat hutt Dir, mengen ech, selwer gesot, mer jo elo déi Groupe-de-travaile vum Här Rifkin hätten, an déi géifen u sech deen Zukunftsdësch ersetzen.

Abee, ech fannen et ëmmer e bëssen traureg, muss ech soen, datt mir elo op auslännesch Starexperten zréckgräifen. Och mir hunn hei exzellent Leit, Kompetenzen an deem Land, déi dat Land besser kenne wéi vill anerer, a mir hätten och do kënnen eng vill besser Analys maachen, ouni op d'Servicer, déi deier Servicer, Här Minister, vun...

(Interruption par M. Etienne Schneider)

...esou engem Starexpert zréckzegräifen. An erlaabt mer duerfir, ganz kuerz och de Skeptizismus vum nei gewieltene President vun der Fedil ze deelen, deen de Samschdeg an engem Artikel am „Lëtzebuerger Wort" och de Skeptizismus iwwert déi Démarche vun der Regierung ausgedréckt huet.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här Mosar, däerf ech lech eng Fro stellen?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, ech kréien dat jo alles guttgerechent?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech. Wann Dir domat d'accord sidd, huet den Här Minister d'Wuert.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här Mosar, ech géif lech just eng Fro stellen. Dir maacht eis Virwërf, Dir maacht der Regierung Virwërf an Dir nennt da geopolitesch Risiken. Wou ass de Virworf un d'Lëtzebuerger Regierung? Sot mir, wat d'Lëtzebuerger Regierung mam Brexit ze dinn huet? Sot mir, wat d'Lëtzebuerger Regierung domat ze dinn huet, dass d'Krim annexéiert ginn ass vu Russland? Sot mir, wou mer soss international derfir gesuergt hunn, dass dat doten, dass déi Ëmstänn sollen agetratt sinn? Dat géif mech dann emol interesséieren, wann Der eis kritiséiert.

An dann technologesch maacht Der elo eigentlech eng konservativ Analys an Dir sot, mir kéinten, mir sinn zwar ënnerwee an dem Beräich vun engem Hightech-Land, mä vläicht verléiere mer d'Course. Heescht dat dann am Umkehrschluss, mir sollen et si loossen?

An dann déi lescht Saach ass déi mam Jeremy Rifkin. Vun Ären Iddien hunn ech leider kee Buch, wat ech kéint liesen, wéi mer eis Ekonomie kënnen nohalteg opstellen. Mä de Prozess Rifkin ass e breede Prozess, wou all d'Akteure vun der Wirtschaftsplaz Lëtzebuerg bedeelegt sinn. A mir wäre ganz, ganz frou, wa mer Är Iddie kéinten emol héieren, déi Der wëllt op deem Zukunftsdësch proposéieren an diskutéieren! Well et misst ee jo emol héieren, wat Der proposéiert!

A wann den Här Spautz op där enger Säit freet, dass mer mussen de Wuesstum a geuerdnet Bunne leeden, dann heescht dat jo wahrscheinlech, dass e gär hätt, dass mer de Wuesstum ofbremsen.

Och wann ech déi Argumenter héiere vum Verkéier a vum Uwuesse vun eiser Populatioun, wann dat d'Positioun vun dem Här Spautz a vun der CSV ass, dann hunn ech kee Problem, domat ze liewen. Ech kann awer net domadder liewen, wann dann dräi aner Leit vun der CSV am „Paperjam" eng Analys maachen iwwert d'Steierpolitik an dann do soen, mir géifen net genuch fir d'Kompetitivitéit vum Lëtzebuerger Land maachen! Kompetitivitéit heescht Wuesstum!

Also wär ech frou, wann Der mir eng Kéier géift erklären, firwat d'CSV dann elo steet, ob se derfir steet, dass mer de Wuesstum bremsen, oder ob se derfir steet, dass mer iwwert d'Steiere méi kompetitiv solle ginn a méi Wuesstum sollen hunn.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här Minister!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här Minister, Dir hutt mer net richteg nogelauschtert. Ech sinn awer dorunner gewinnt, datt d'Regierung oder dës Regierung net richteg nolauschtert. Soss hätt Der...

(Protestations)

...draus eraushéieren, datt ech lech jo iwwerhaapt net kritiséieren...

Plusieurs voix.- Aah!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ...wéinst deene Risiken do. An Dir kënnt mer gär elo do, wou...

Plusieurs voix.- Aah!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech hu just gesot, et gëtt eng Rei objektiv Risiken, fir déi Dir a mir an iwwerhaapt kee kann. Et muss een déi awer am Hannerkapp behalen, wann ee wëllt eng virsiichteg Finanz- a Wirtschaftspolitik maachen! Well wann dat antrëfft, wat mir alleguer net hoffen, dann huet dat Konsequenzen op eis lëtzebuergesch Wirtschaft. An da wäerte vläicht déi formidabel Aussiichten, déi Dir ëmmer an Ären „happy days" beschreift, da wäerten déi vläicht net esou antreffen, wéi Dir lech dat virstellt. An dat ass dat, wat mir hei u sech incriminéieren, net datt et déi Risike gëtt, mä datt déi Regierung net versicht, déi Risiken ze anticipéieren.

Wat elo...

(Interruption par M. Etienne Schneider)

Jo, Här President, mir kënnen awer net esou virufueren!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Jo, mä da sot eis et!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Mir kënnen awer elo net en Dialog hei féieren! Ech hunn op eng Fro geäntwert, Här President,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Majo, Här Mosar, et ass just dat, wat ech wollt soen. D'Regierung huet herno jidderzäit...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...d'Méiglechkeet, fir ze äntwerten. Si huet all méiglech Zäit. Wa se optéiert, fir zum Schluss ze äntwerten, dann ass dat hir Saach. Mä si kéint och no all Block äntwerten.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Duerfir, kommt, mir loossen elo de Riedner weiderschwätzen! A wann Dir herno d'Wuert wëllt, kritt Der et selbstverständlech, Här Wirtschaftsminister.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Gutt. Här President, en anere grousse Risiko - och deen ass net an der Responsabilitéit vun der Regierung, fir dat nach eng Kéier ze ënnersträichen - ass dee vun deenen internationale Reglementatiounen, déi an deenen nächste Jore wäerten op eis zoukommen. An do denken ech haaptsächlech u BEPS, AXIS, den Informatiounsaustausch, dee mer elo schonn hunn, an d'Accords préalables bei den Transfertspräisser.

Ech hu schonn e puermol op dëser Plaz op deen extrem héije Käschtepunkt vun all dëse Mesuren, och fir d'Finanz- an d'Bankeplaz an iwwerhaapt d'Betriber, higewisen, an et wäerten och net nëmme fir d'Banken- an d'Finanzetablissementer héich Käschten ufalen, mä och, Dir Häre Ministeren, fir d'ëffentlech Finanzen.

Déi nei Besteierung, déi nei Transparenz bei der Besteierung, déi mir an ech, par ailleurs, begréissen, wäert awer e signifikativen Impakt op eis gesamt Wirtschaft hunn! An dat ganz besonnesch, well jo de Gros vun den Entreprisen, an dat wësst Dir, hei am Land vum auslännesche Kapital gehale gëtt. An ech kommen duerfir net derlaanscht, an Dir kennt do meng Angscht, erëm eng Kéier op d'Wichtegkeet vum „level playing field" ze insistéieren, dëst souwuel innerhalb wéi ausserhalb vun der Europäescher Unioun, well ouni esou en „level playing field", Här President, riskéiert näämlech eis Finanzplaz, mëttel- a laangfristeg op d'Ofstellgleis gestallt ze ginn.

Wann ech da kucken, an ech muss dat leider nach eng Kéier widderhuelen, wat d'Regierung um Niveau vun der Betribsbesteierung am Moment virgesäit! Et muss een einfach kucken, datt dat de loin net duergeet, wa mer kucken, datt an eisen direkte Konkurrenzlänner Irland en Taux vun 12,5% huet, Holland geet elo mëttelfristeg op 21% erof, England bis 2020 op 17%, Zypern ass am Moment bei 12,5% an zu Genève am Valais si se elo schonn op 13%. Dat heescht, et stellt een einfach fest, datt mir emol hei net méi an engem gesonde Mëttelfeld vun deene grousse Finanzplazen eis befannen.

Ech wëll duerfir nach eng Kéier un d'Propositioun vun der CSV erënneren, déi doranner besteet, esou schnell wéi méiglech d'Erofsetze vum Taux d'affichage, an ech betounen elo nach eng Kéier, mat der gläichzäiteger Verbreederung vun der Besteierungsgrondlag anzeféieren, mat awer elo, zumindest wärend enger Iwwergangszäit, dem gläichzäitege Bestoeloosse vum aktuelle System.

Ech mengen, et läit der Regierung no, an ech ënnerstëtzen och do d'Regierung, datt mir ëmmer an deem doten Domän zu den „first mover" solle gehéieren, Här Wirtschaftsminister. Duerfir verstinn ech net, datt mer grad op esou engem wesentleche Punkt hei net versichen, am Spëtzepeloton derbäi ze sinn an hei elo vun den „first" op d'„late mover" eriwwerginn.

(Interjections de M. Etienne Schneider et Mme Octavie Modert)

Ech hunn och gëschter andächteg dem Här Premier nogelauschtert, wat vun neien Initiative virgesinn ass fir déi Kleng- a Mëttelbetriber. Ech kann, leider Gottes, well meng Zäit ofleeft, net méi am Detail dorobber agoen. Ech wollt just ee Punkt hei awer soulevéieren, deen, mengen ech, wichteg ass. An de Premier huet ganz vill dervu geschwat. Dat ass vun de Startuppen a vun der Wichtegkeet vun de Start-uppen och fir eis Diversification économique.

Do ass just vun enger Mesure geschwat ginn, Här Wirtschaftsminister, datt do géifen 20 Milliounen zur Verfügung gestallt gi fir déi doten Entreprisen. De grousse Problem ass allerdéngs, an dat wësst Dir, datt den Accès vun deenen Entreprisen op Risikokapital extrêmement schwéier ass an déi doten Entrepreneure sech net kënnen iwwert deen traditionelle Bankewee finanzéieren.

An do gëtt et eng, fannen ech, ganz flott Iddi vun enger Associatioun Business Angels, déi Dir selwer kennt, déi proposéieren zum Beispill, nozedenken iwwer eng Bonification d'impôt, fir a Risikokapital ze investéieren. Dat kéint déi dote Mesuren och steierlech encouragéieren an dat hätt e ganz positiven Impakt op eisen nationale wirtschaftlechen Tissu. Ech fannen, dat ass eng ganz flott Propositioun. Ech wär frou, wann Der eis herno an Ären Äntwerte vläicht géift soen, wéi Der och dozou stitt.

Ech kommen zum Schluss. Wann een elo alleguerte souwuel déi steierlech wéi déi aner Mesurë kuckt, och déi, déi gëschter virgestallt ginn ass vum Här Premier iwwert d'PAN-Gesetz, da stellt ee fest, datt et fir déi ganz vill Kleng- a Mëttelbetriber an dësem Land an deenen nächste Joren net wäert méi einfach ginn an datt déi dote Steierreform, souwéi all déi aner ugekënnegt Mesuren, net dozou wäerte féieren, substanziell d'Situatioun vun dëse Betriber ze verbesseren. An ech hunn d'Gefill, ech muss lech dat leider soen, datt, wann een all déi Moossname kuckt, fir dës Regierung wierklech de Mëttelstand, déi Mëttel- a Klengbetriber keng Prioritéit sinn!

An ech stellen och fest, datt et der Regierung u Konzepter an un Iddie feelt,...

(Interruption)

...datt mer riskéieren, den Zuch vun der noutwendeger Moderniséierung vun eiser Wirtschaft ze verpassen.

Dir, Här Wirtschaftsminister, hutt de Samschdeg vun den „happy days" geschwat. Ech stellen op jidde Fall fest, datt et keng „happy days" fir d'lëtzebuergesch Wirtschaft an déi lëtzebuergesch Kleng- a Mëttelbetriber sinn. A wann ech dës Regierung kucken, hunn ech heiansdo éischter d'Gefill, an dann denken ech un e bekannten Hit vu virun e puer Joer: „Don't worry, be happy."

Mat esou enger Astellung, wéi Dir se hutt, riskéiert dëst Land, d'wirtschaftlech Entwécklung an domadder d'Zukunft vun eise Kanner a Kandskanner ze verschlofen. An ech hoffen, datt ech onrecht behalen, datt net eng Kéier, wann d'Historiker dës Zäit wäerte beschreiwen, se zur Konklusioun kommen, datt et net d'„happy days" vum Här Schneider waren, mä datt et just eng „happy hour" war.

Ech soen lech Merci.

(Interruption par M. Etienne Schneider)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir schwätzt mech elo emol un! Dir wëllt d'Wuert, Här Minister?

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här President, jo, ech géif ganz gären dem Här Mosar äntwerten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann hutt Dir d'Wuert.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech géif dem Här Mosar just soen, wann en hei sech échaufféiert, mir géifen näischt fir de Mëttelstand maachen, da wëll ech e just drun erënneren, dass grad am Kader vun der Steierreform fir déi kleng Betriber, fir déi, déi manner wéi 25.000 Euro Benefisser d'Joer maachen, dass do de Steiersaz net op 17, mä op 15% erofgeet!

Ech wëll lech och drun erënneren, dass de Mëttelstand ee grousse Problem huet, näämlech dee bei der Transmission d'entreprise, wann d'Plus-valuë musse berechent ginn, wat dozou féiert, dass ganz vill Entreprisen einfach zougemaach ginn, well keen d'Steieren op déi Plus-valuë ka bezuelen. Och do hu mer gesot, dass mer dat wäerten änneren an, soulaang wéi de Betrib an Aktivitéit ass, déi Plusvaluen net wäerte besteiert ginn, fir ebe just dem Mëttelstand ze hëllefen.

Dofir verwieren ech mech awer géint déi doten Ausso. Ech kéint elo nach op honnert aner Detailer agoen, mä ech géif awer ganz gären lech, Här Mosar, motivéieren, dann Amendementer ze maachen am Kader vun der Steierreform, och wann Der vun de Business Angels schwätzt.

Vläicht fir lech direkt drop ze äntwerten: Och do hu mer gesot, dass mer mat deene concernéierte Leit zesumme kucken, wéi mer dat allgemengt Ëmfeld kënne verbesseren, dass mer dat awer net am Kader vun där heiter Steierreform maachen, mä parallell dozou.

Dofir, wann ech gelift, wann Der schonn hei sot, alles, wat mir maachen, wär falsch, da sot eis, wéi Dir et géift maachen.

D'autant plus, wann ech dann héiere vun anere Kolleegen aus Ärer Fraktioun, déi soen, déi Steierreform géif ze deier ginn a mir géife se op Kreditt maachen. Wann ech lech elo richteg nolauschteren, misst se nach vill méi deier ginn.

Merci.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Här Schneider, Här Minister, ech hunn elo leider d'Zäit net, fir am Detail drop anzegoen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dach!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech hunn lech just elo ugekënnegt, datt ech eng Interpellatioun wëll maachen, wou ech eng ganz Rei och vu Propositioune maachen. Ech wëll lech iwwregens soen, datt, wéi mer 2014, am Dezember, déi Kompetitivitéitsdebatt hei haten, ech eng ganz Rei vu konkrete Propositioune gemaach hat.

Ech hunn elo virun zwou, dräi Woche mer déi eng Kéier ugekuckt an ech muss lech leider soen, bis op eng, dat ass de Regëster vun den Débiteuren, wat eng gutt Saach ass, wou ech elo gesinn hunn, datt dee soll ëmgesat ginn,

mä all déi aner Propositiounen, déi ech gemaach hunn, wat notamment d'Simplificatioun och vun der Constitutioun vu Gesellschaften ubelaangt, an Dir wësst, mir fänken net nach eng Kéier mat där ganzer Diskussioun un, ass guer näischt geschitt. Dat heescht, ech akzeptéieren awer net, datt hei permanent, éischtens, d'Oppositioun gesot kritt, si hätte keng Propositiounen. Wann d'Oppositioun...

(Brouhaha)

...Propositioune mécht, gi se net...

Une voix.- Dann ännert et!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- ...gi se net zur Kenntnis...

Une autre voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- ...gi se net zur Kenntnis geholl.

Esou, Dir Dammen an Dir Hären, kann et net sinn! Ech si keen, deen onbedéngt mir selwer wëllt en Zack an d'Kroun setzen. Wann eng Regierung eng gutt Mesure hëlt, da begréissen ech dat an ech ënnerstëtzen dat. Ech hunn lech dat elo gesot. Zum Beispill och Äre Projet iwwert d'Asteroide fannen ech perséinlech en interessante Projet an ënnerstëtzen dofir d'Regierung.

Mä et muss awer nach d'Recht si vun enger Oppositioun, fir ze soen, datt se mat enger ganzer Rei vu Mesuren - aus Grënn, déi ech awer elo ausgefouert hunn - net averstanen ass.

A mir hunn, Här Minister, Propositioune gemaach. Déi iwwert d'Betribsbesteierung, déi hu mer schonn zéngmol hei widderholl! Bis elo hunn ech vun lech awer nach kee gutt Argument héieren, firwat datt Der dat net maacht, wat d'CSV virschléit.

Merci.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Well et ze deier gëtt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Mosar. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, ech géif gären a menger Interventioun op dräi Punkten agoen an dësem Themeberäich vun der Wirtschaft. Deen éischte betrëfft d'Finanzplaz, deen zweeten déi zukünfteg Ausriichtung vum Lëtzebuerger Modell an deen drëtte betrëfft d'Recherche.

Här President, Ufank Abrëll dëst Joer ass eng nei Enquête vum ICIJ veröffentlecht gi mat Dausenden Dokumenter vum Affekotebüro Mossack Fonseca, deen de Gebrauch vu Panama-Gesellschafte fir Zwecker vu verstoppe vu knaschtegem Geld aus Steierhannerzéiung, Korruptioun a Waffenhandel révéléiert huet, Praxissen, déi vum Prinzip hier net erstaunen, mä déi an hirer Envergure dach iwwerraschen.

Här President, och wann d'Panama-Gesellschafte bei eis zu Lëtzebuerg éischter réckleefeg sinn, ass fir d'LSAP d'Positioun an dëser Fro ganz kloer: Servicer, déi doranner bestinn, Leit oder Gesellschaften ze beroden, fir Steieren illegal ze vermeiden oder soss Gelder fir illegal Zwecker ze verstoppen, gehéiere verbueden!

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Mir wëllen hei och näischt vun „level playing field" héieren. Et ass net, well dat op anere Plazen toleréiert gëtt oder vläicht nach op aneren européische Plaze praktizéiert gëtt, dass mir dat dann och hei weider solle maachen.

Et gëtt fir esou eng Positioun eng ganz Rei gutt Grënn. Et gëtt en fait nëmme gutt Grënn dofir! Deen éischten ass dee vun der Reputatioun. D'Reputatioun ass mëttlerweil e wichtegen Atout vun der Lëtzebuerger Finanzplaz. Se ass ze vill wichteg, fir dass mer se weider op d'Spill setze mat aggressiver Steierstrukturéierung fir illicite Zwecker.

Et ass hei ganz vill geschitt, och an dësem Beräich, souwuel wat d'Rulingpraxissen ugeet wéi och d'Transparenz. Mir hate schonn dacks d'Geleeënheet, fir iwwert déi verschidden Améliorationen ze schwätzen, déi dës Regierung an deene leschten zwee Joer op de Wee bruecht huet.

Och den internationalen Trend geet an déiselwecht Richtung. Ab nächstem Joer trëtt déi véiert Direktiv antiblanchiment a Kraaft, déi d'Fraude fiscale als Délit primaire fir d'Geldwäsch ugesäit. A schlussendlech freet och d'Kohärenz par rapport zu eiser Steierreform no esou enger radikaler Positioun. Mir kënnen net, wa mer wëllen eescht geholl ginn, op där enger Säit nokucken, wéi verschidde Finanzdéngschtleeschter hire Clientë weider hëllefen, hir Suen ze verstoppen, an dann op där anerer Säit seriö geholl gi bei der Lutte géint d'Fraude fiscale. Dee Spagat, Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, dee Spagat fonctionnéiert net!

Här President, mir dinn eis mat dëse Froe ronderëm d'Steierstrukturéierung schwéier zu Lëtzebuerg. Obwuel mer vill Efforte gemaach hunn an deenen zwee leschte Joer, si mer an der internationaler Perceptioun oft nach e Steierparadies. An eis Finanzplaz, déi an hirer ganz grousser Majoritéit héichwäerteg Servicer leescht, leit dorënner.

Mir sollten dofir offensiv a proaktiv iwwert d'zukünfteg Ausriichtung vun eiser Finanzplaz nodenken. Mir sollten eis dobäi bewosst sinn, dass mer d'Kaarten net méi all an der Hand hunn. BEPS a seng Ëmsetzung an der EU, den „country by country reporting", d'Initiative vu verschiddene groussen EU-Länner no der Panama-Affär, fir e System fir den automateschen Échange vun Informatiounen iwwert d'Bénéficiairë vu Gesellschaften, Trusten, Fondatiounen, et cetera anzeféieren, alles dat sinn Initiativen, déi mer begleeden, mä déi mer net maîtriséieren.

Et kann och haut kee mat Sécherheet soen, wéi dat européescht an internationaalt Steierëmfeld kuerz- a mëttelfristeg ausgesi wäert. An et kann och kee soen, wat aus eisem SOPARFI-Secteur gëtt, un deem jo bekanntlech munches hänkt.

Woubäi een hei muss soen, dass et hei och duerchaus Chancë gëtt. BEPS kann och eng Chance ginn, well den Trend op méi Konzentratioun a méi Substanz higeet. An ech wëll hei erënneren, dass mer zu Lëtzebuerg e wichtegen Private-Equity-Secteur hunn, dee scho säit Jore mat groussen Akteuren aktiv ass an deen och schonn eng gewësse Substanz hei zu Lëtzebuerg huet, soudass dat eis vläicht souguer hei kann an d'Kaarte spillen.

De Wirtschaftsminister Etienne Schneider huet a senger Ried op der Fréijoersfoire de Samschdeg ganz richteg gesot, dass mer eis sollten op Kompetenznische besënnen, éischter wéi Souveränitéitsnischen. A Souveränitéitsnische sinn am Finanzberäich bal ëmmer Steiernischen.

Wat sinn déi Kompetenznischen am Finanzsecteur? Ech denken hei u besteeënd Secteuren, wou mer en ausgewisene Savoir-faire hunn, wéi den „asset management" am wäite Sënn, zu deem och d'Fongenindustrie an d'Gestion de fortunes gehéieren, ech denken un eisen Private-Equity-Secteur, ech denken un d'Bourse, d'Assurancen, mä och nei Sparten, wéi de FinTech a wéi d'Services de paiement.

Mir sollten an Zukunft och gutt driwwer nodenken, ier mer nei Instrumenter schafen, déi an der Haaptsaach der Steierstrukturéierung déngen. A mir sollten och beim Ersatz vun der „IP-Box", dem Artikel 50bis, dee jo ofgeschaaft gëtt, gutt oppassen, dass en neie Regimm fir d'Propriété intellectuelle kompatibel ass mat den OCDE-Normen a mam Standard vun der „nexus approach".

Mir sollten natierlech och eis asetzen op européeschem an op internationalem Plang fir e richtegt „level playing field", fir ze kucken, dass dës Transparenzregelen an déi verschidden Initiativen iwwerall an der Welt befollegt ginn. Well et ass nëmmen esou, wéi mer eng reell Steiergerechtegkeet weltwäit erreechen.

Här President, mat Wuesstumstauxe vum PIB vun iwwer 5% a mat zéngdausend Aarbechtsplazen, déi mer all Joer zu Lëtzebuerg schafen, kann ee sech entweder félicitéieren a soen: „Weider esou", oder et kann ee sech froen, a wéi eng Direktioun mir de weidere Wuesstum zu Lëtzebuerg an den nächste Joren a Jorzéngten orientéiere wëllen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Op wéi eng grouss Tendenze muss Lëtzebuerg als Land setzen an opbauen, fir säi Wuelstand an Zukunft ze pérenniséieren, deen d'Betriber zesumme mat hire Mataarbechter erwirtschaften?

Si ass schonn ugeschwat ginn: Déi strategesch Etüd ronderëm déi drëtt industriell Revolutioun vum Jeremy Rifkin soll eis hei Piste virginn. Déi Revolutioun ass keng Science-Fiction, déi kënnt net eréischt, mä si ass scho voll amgaang!

D'Ekonomie grad wéi eist Privatliewe si schonn a ginn ëmmer méi digitaliséiert a vernetzt. Mir gesinn d'Sharing Economy sech entwéckelen. De Partage spillt ëmmer méi eng grouss Roll: de Partage vu Saachen, vun Informatiounen, vun Terrainen. Och hei zeechent sech eng spannend, eng nei Gesellschaft of, eng déi anescht mat de Ressourcen ëmgeet an déi och en anere Rapport zur Consommatioun an zur Propriétéit huet.

Eis zentral Energieversuergung vu gëschter gëtt zu enger dezentraler Energieversuergung vu muer. Mir setze vermehrt op erneierbar Energien. De Consommateur gëtt zum Producteur. Vun enger fossiller Mobilitéit gi mer op eng elektresch Mobilitéit iwwer.

Madamm Presidentin, dat si Changementer, déi mer gesi kommen an op déi mer musse preparéiert sinn. Et ass elo nach Zäit, fir dorobber ze reagéieren an déi richteg Jalone fir d'Zukunft ze setzen.

De Wirtschaftsminister huet de Jeremy Rifkin gefrot, eis bei där Reflexioun ze hëllefen. An ech muss soen, dass mir als LSAP dat begréissen. Seng Theorien incitéieren a motivéieren, fir datt mer iwwerhaapt iwwert d'Zukunft nodenken an debattéieren. An ouni iergendengem wëllen ze no ze trieden, wësse mer alleguer, dass an engem klenge Land et wichteg ass, sech Denker, Leit vu baussen eranzehuelen, fir esou Débaten unzestoussen an ze stimuléieren.

Dem Jeremy Rifkin seng Visioune si provokativ Denkustéiss. Si si mat Sécherheet net a Stee gemeesselt a si sinn och net eent zu eent ëmzesetzen. An dat behaapt och keen! De Projet Rifkin, dat ass och scho gesot gi vum Wirtschaftsminister a vun anere Leit, ass den Zukunftsdësch, dee Verschiddener sech heibanne wënschen. Dat ass eng Démarche, déi baséiert op deem, wat mer schonn hunn.

Mir hunn effektiv als Lëtzebuerg eng quasi ideal Ausgangspositioun par rapport zu aneren, äänleche Projeten, déi soss anzwousch amgaange sinn. Engersäits hu mer duerch déi national Diversifikatiounspolitik an deene leschten zéng Joer Secteure wéi d'ICT, d'Logistik- an Ekotechnologië scho wäit entwéckelt. Mir hunn och exzellent Infrastrukturen. Ech erënneren do just un eis exzellent Konnektivitéit a séieren Internet. Och den „high performance computing", dee mer elo als Projet weiderdreiwen, geet an déi Richtung.

Och si schonn éischt Schrëtt gemaach ginn, fir intelligent Energieréseaue bei Gas a Stroum opzebauen. A mir sinn amgaang, op Elektromobilitéit ze setzen, mat enger nationaler Infrastruktur mat iwwer 800 Bornen.

Bref, mir sinn amgaang, dee Projet elo schonn ëmzesetzen an déi drëtt industriell Revolutioun kéint déi nei Erneierung sinn, no der Transitioun op eng Industrienatioun vun engem Agrarstat, an deem Wandel, dee mer gemaach hunn, an eng Finanzplaz. Dat si grouss Iddien, an deenen, mengen ech a mengt och meng Partei, e grousse Potenzial läit. An, wéi gesot, sti mir voll do derhannert.

Mir géifen eis just wënschen, Madamm Presidentin, wann dëse Projet, dësen Zukunftsdësch och géif an d'Chamber eragedroe ginn, wa mer kéinten hei an der Chamber - an ech mengen, ech schwätzen do am Numm och vun anere Kolleegen -, kéinten en Débat doriwwer hunn. Vläicht ass d'Zäit an d'Plaz, fir dat ze maachen, de Kompetitivitéitsdébat, dee mer all Hiersch hei hunn. An ech géif de Wirtschaftsminister do invitéieren, sech dat ze iwwerleeën, dass mer och d'Chamber hei kënnen an dëse Prozess abannen, well et geet effektiv hei ëm d'Zukunft vum Land.

Madamm Presidentin, ech wollt nach eppes soen iwwert d'Recherche an d'Innovatioun, mä leider leeft d'Zäit mer fort, soudatt ech dat net wäert maachen an net menge Fraktiounskolleegen hir wäertvoll Zäit hei huelen.

Ech soen lech awer Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Fayot. Als nächst Riednerin hunn ech ageschriwwen: d'Madamm Joëlle Elvinger. Madamm Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Elvinger *(DP)*.- Merci, Madamm Presidentin. Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, d'Aussiichte fir Lëtzebuerg sinn esou gutt wéi scho laang net méi. Dëst gëllt net nëmme fir eis Ekonomie, mä spigelt sech och an de Chômagezuelen an am Statsbudget erëm. Dass et Lëtzebuerg esou gutt geet, ass keen Zoufall. Mir hunn eis dat erschafft. Dëst ass elo déi ideal Ausgangspositioun, fir eng gerecht, nohalteg a kompetitiv Steierpolitik anzeféieren.

Ech wëll op dëser Plaz guer net an den Detail vun der Steierreform fir d'Privatstéit goen, ma éischter déi Elementer beliichten, déi fir eis Ekonomie wichteg sinn. Ma natierlech huet d'Steierreform fir d'Privatstéit och en Impakt op eis lokal Ekonomie. D'Kafkraaft vun deene klengen a mëttlere Stéit gëtt gestäerkt an déi Moyenen, déi fräigesat ginn, fléissen zu engem gudden Deel an eis lokal Wirtschaft.

Madamm Presidentin, e gutt Ëmfeld fir d'Betriber setzt gesond Statsfinanze viraus. D'DP ass ugetrueden, fir de Statsbudget nees op déi richteg Schinnen ze bréngen an d'Statsschold ze stabiliséieren, fir déi zukünfteg Generatiounen net ze belaaschten an hinnen Zukunftsperspektiven ze bidden. No zwee an engem hallwe Joer kann ee scho bal soen: Mission accomplie!

2015 huet de Stat seng Dépensen ëm 141,2 Millioune gesenkt. D'Statsschold ass vun 2013 bis 2015 vun 23,4 op 21,5% vum BIP erofgaangen. Dass Lëtzebuerg säi Budget nohalteg géréiert, dat huet eis de Finanzminister de Moie jo nach eng Kéier ausdrécklech erkläert, wéi hien de Lëtzebuerger PSC virgestallt huet.

Net fir näischt gi mir jo dowéinst regelméisseg vun der Européescher Kommissioun, dem FMI an der OECD gelueft. D'Resultat ass, dass mir, nieft Däitschland, dat eenzegt Land an der Eurozon sinn, dat nach en Triple-A huet. Mir maachen eis Hausaufgaben a mussen dofir net, wéi vill aner Länner, an Nohëllefstonnen. Hautzudaags ass et scho bal e Luxus, wann ee säin nationale Budget ka selwer bestëmmen, ouni vu Bréissel Spuermesuren opgezwongen ze kréien.

Madamm Presidentin, d'Demokratesch Partei ass sech bewosst, dass d'Entreprisen hei am Land de Motor vun der Croissance, an domadder och vum Wuelstand vun eisem Land sinn. Dofir brauche si eng Steierpolitik, déi se incitéiert, ze wuessen an ze investéieren an net de Géigendeel. Dës Steierreform suergt also dofir, dass eis Wirtschaft kompetitiv bleift. Dofir sinn ech frou, dass d'Kierperschaftssteier an enger éischter Etapp op 19% an duerno op 18% a souguer op 15% fir kleng Entreprisen, déi e Revenu imposable hu bis zu 25.000 Euro, erofgeet. Dëst ass néideg, fir eist Land op déi nei international Contraintë virzebereeden.

Vill Betriber hate sech erhofft, den Taux géif nach méi erofgoen. Dofir sinn ech zefridden, dass de Finanzminister Pierre Gramegna d'lescht Woch gesot huet, dass, wann déi nei international Regelen, Stéchwuert BEPS, bis bekannt sinn, d'Regierung bereet ass, nach eemol ze agéieren an déi néideg Ajustementer virzehuelen.

Et huet mech och gefreet ze héieren, dass weiderhin an Aarbechtsgruppen u spezifesche Mesurë geschafft gëtt, fir Start-uppen ze ënnerstëtzen, dass de Regimm vun der Réserve immunisée, fir Investissementer ze férderen, an och de Sujet vun de Stock-Options nach diskutéiert ginn.

Een, dee mech kennt, dee weess, dass déi kleng a mëttelstännesch Betriber mir besonnesch um Häerz leien. Et sinn näämlech grad dës Betriber, déi oft schonn iwwer Generatiounen zum Wuelstand vun eisem Land bäidroen a vill Aarbechtsplaze schafen. Dofir sinn ech ëmsou méi frou, dass d'Regierung och den Akzent op déi kleng a mëttelstännesch Betriber leet.

Ech stelle fest, dass zu Lëtzebuerg vill Betriber, dacks Familljebetriber, kee Repreneur fannen. Dofir fannen ech et gutt, dass an der Steierreform virgesinn ass, dass bei der Transmissioun vun enger Entreprise d'Besteierung op der Plusvalue vun den Immobilien ewechfält, wann déi nächst Generatioun iwwerhëlt. Dat ass dee richtege Wee, wa mir wëlle verhënneren, dass Traditiounsbetriber op eemol verschwannen, well kee Repreneur fonnt gëtt.

Dass d'Mesuren, déi an der Steierreform geholl ginn, net blann, mä ganz geziilt geholl ginn, spigelt sech och a folgender Mesure erëm: Et ass gewosst, dass eis Entreprisen net genuch an d'Innovatioun investéieren, dofir gëtt d'Bonification d'impôt pour investissement ëm ee Prozentpunkt an d'Luucht gesat.

Och eis landwirtschaftlech Betriber kréie mat dëser Steierreform ënnert d'Äerm gegraff, andeem zum Beispill de System vun der „carry back, carry forward"-Besteierung agefouert gëtt, wou de Bauer da schlecht Jore mat gudde Jore kompenséiere kann.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Joëlle Elvinger *(DP)*.- D'Erhéijung vum Wäert vun de Chèques-repas war scho laang fälleg. Zu Lëtzebuerg profitéiere ronn 60.000 Leit vun de Chèques-repas, déi si vun hirem Patron kréien. Ech si frou, dass eis Regierung och beschloss huet, dëse Leit d'Kafkraaft ze erhéijen. En plus wäerten déi Suen zu Lëtzebuerg am Horeca-Secteur ausgi ginn, engem Secteur, deen déi lescht Jore jo besonnesch gelidden huet. An dat Ganzt wäert de Patron näischt kaschten. Et ass also eng Win-win-win-Situatioun.

Madamm Presidentin, dës Mesurë vun der Steierreform sinn nëmme méiglech ginn, well d'Zesummespill vu gesonde Statsfinanzen a Wuesstum esou gutt fonctionnéiert huet. Mir hunn et souguer fäerdegbruecht, de Chômagetaux erëm an déi richteg Richtung ze kréien, a bannent zwee Joer ass dëse vu 7 op 6,5% erofgaangen. Dëse positiven Trend ass zum Deel op d'Partenariat mam Patronat zréckzeféieren a well mir et fäerdegbréngen, all Joer ëm déi zéngdausend nei Aarbechtsplazen ze schafen, an zwar an allen Domänen.

Madamm Presidentin, mir si kompetitiv, well mer eis selwer ëmmer erëm a Fro stellen. Well sech selwer a Fro stellen, wéi mir dat mat eisem Statsbudget, mat der Steierreform a mat eiser Finanzplaz gemaach hunn, dat ass d'Stäerkt vun eisem Land. Do passt et och gutt an d'Bild, dass den Ekonomist Jeremy Rifkin zesumme mat den Akteuren aus der Lëtzebuerger Ekonomie eise Modell op seng Nohaltegkeet iwwerpréift an nei Pisten exploréiert.

Mir hunn et och a kierzester Zäit fäerdegbruecht, eis Finanzplaz, déi jo esou wichteg ass fir eis Ekonomie an eise Wuesstum, nohalteg ëmzeorientéieren. D'Zäiten, wou d'Clienten op Lëtzebuerg komm sinn, fir hiert Erspuertes virum Fisc ze verstoppen, sinn eriwwer. Haut kënne mir houfreg behaapten, dass d'Clienten op Lëtzebuerg komme wéinst dem Know-how, deen eis Finanzplaz iwwer Joren opgebaut huet. Mir hunn et fäerdegbruecht, eis Offer ze diversifiéieren, sief dat mam Renminbi, der Finance islamique, der FinTech oder mat eiser Fongenindustrie.

Mir hunn et awer net nëmme fäerdegbruecht, eis Offer ze diversifiéieren, mä mir hunn eiser Finanzplaz en neien Image ginn; dee vun Transparenz a Vertrauen, op deenen opgebaut gëtt. Doduerjer si mer méi attraktiv a méi kompetitiv ginn.

Ech wëll op dëser Plaz awer och eemol ënnersträichen, dass an deene leschten zwee Joer scho vill ëmgesat ginn ass, fir d'Ekonomie hei am Land weider no vir ze bréngen. Besonnesch an den zukunftsorientéierte Secteuren wéi der ICT huet Lëtzebuerg sech eng Strategie ginn, déi ufänkt, hir éischt Friichten ze droen: Digital Lëtzebuerg. Ech war frou an deem Kontext ze héieren, dass de Statsminister annoncéiert huet, jonken Entreprisen aus dem digitale Beräich 20 Milliounen Euro zur Verfügung ze stellen.

Ma net nëmmen am Secteur vun den ICTen, mä allgemeng muss den Entrepreneuriat zu Lëtzebuerg méi gefërdert ginn. Ech begréissen dofir, dass, no laangem Waarden, den neie Plan d'action PME do ass, dee vill Pisten opweist; net nëmme wéi mer d'Création d'entreprise ënnerstëtzen, mä och wéi mer allgemeng eise klengen a mëttelgrousse Betriber weiderhëllefe kënnen. E wichtege Schratt an deem Kontext wäert do dat neit House of Entrepreneurship ginn.

Ech begréissen och, dass viru Kuerzem eng Initiativ, déi sech Microlux nennt, an d'Liewe geruff ginn ass, déi zu Lëtzebuerg Leit, déi sech selbstänneg maache wëllen, mat Mikrokreditter a personaliséiertem Conseil ënnert d'Äerm gräife wëllt, well och zu Lëtzebuerg gëtt et kleng Businessmodeller, déi eng Chance verdéngt hätten, mä wéinst hirem héije Risiko fir d'Banken net interessant sinn.

Wien net genuch Fongen huet, awer eng Iddi wëllt ëmsetzen, déi eigentlech net vill Startkapital brauch, dee kann an Zukunft vun enger Sàrl simplifiée profitéieren. Mat engem symbolesche Startkapital vu just engem Euro an ouni déi üüblech laang an deier Formalitéite kann een da seng Firma grënnen.

Et sinn och vill Leit, déi sech net trauen, sech an d'Selbstännegkeet ze lancéieren, well se Angscht hunn, ze versoen an eng Faillite ze provozéieren. Duerch fale léiert ee jo bekanntlech goen. Dofir sinn ech frou, dass d'Gesetz iwwert d'Faillite endlech op de Leescht geholl gëtt, well Kompetitivitéit heescht, e kreativen an innovative Milieu unzebidden, an deem sech nei Iddien entwéckele kënnen an ee Geschäftsiddie schnell an onbürokratesch ëmsetze kann.

Schnell an onbürokratesch, dat hat déi viregt Regierung sech grouss op de Fändel geschriwwen, ma dee stoung leider awer jorelaang op Hallefmast. An dofir sinn ech frou, dass dës Regierung elo Neel mat Käpp a Saache Simplification administrative mécht.

„Einfach Lëtzebuerg", esou heescht dee gëschter vun der Regierung ugekënnegten Aktiounsplang, dee virgesäit, d'Ministèren an d'Verwaltungen ënnert d'Lupp ze huelen, fir Hürden an double Emploien ofzebauen an esou hir Aarbecht méi effikass ze maachen. D'Prozeduren, déi net méi zäitgeméiss sinn, sollen ofgeschaaft ginn. Besonnesch begréissen ech, dass duerch dës oppen an transparent Approche och en Tracking-System fir administrativ Prozeduren agefouert wäert ginn. Och dëst ass e wichtege Schratt a Richtung méi Kompetitivitéit.

Wéi dës Koalitioun virun zwee an engem hallwe Joer hir Aarbecht ugefaangen huet, waren d'Aussiichten net immens roseg, weder fir eis Statsfinanzen nach fir eis Ekonomie. Haut gesi mer, dass d'Efforten, déi an deene leschte Méint gemaach goufen, positiv Resultater weisen. D'Entwécklung vun de Statsfinanzen ass um richtege Wee. Eng gerecht, nohalteg a kompetitiv Steierreform konnt op de Wee bruecht ginn, de Chômage ass um Falen, eis Ekonomie wiisst nees; an dëst alles an zwee an engem hallwe Joer. Mat sënnvolle Reformen a gezielten Investitiounen ass et eis gelongen, d'Kéier ze kréien, soudass mer nees zouversiichtlech an d'Zukunft kënne kucken.

Gutt Aussiichte falen awer net vum Himmel a si entstinn och net vum selwen, mä si sinn d'Resultat vu konzentréiertem an zilorientéiertem Schaffen. A genee dat ass et, wat dës Regierung an deene leschten zwee an engem hallewe Joer gemaach huet an an deenen nächsten zwee an engem hallewe Joer och wäert weidermaachen.

Une voix.- Très bien!

Mme Joëlle Elvinger *(DP)*.- Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.-* Merci, Madamm Elvinger. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gérard Anzia. Här Anzia, Dir hutt d'Wuert.

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, a menger Interventioun vun de Mëtteg wëll ech e bëssen d'Politik vu Lëtzebuerg am Kader vun der Strategie „Europa 2020" beliichten, wou mir als Land a verschiddene Beräicher eis Objektiver fir eben dësen Datum gesat hunn.

Ouni ze vill op d'Zuelen anzegoen, wäert ech awer folgend Beräicher op de Leescht huelen an dorop agoen: Dat sinn natierlech d'erneierbar Energien an d'Energieeffizienz, d'Aarmut, de Chômage an d'Aarbechsplazen, nei Wirtschaftsmodeller an zum Schluss och d'Solidarwirtschaft.

Energieproduktioun méi nohalteg opstellen, ewech vu fossillen Energieträger, ewech vun Atomenergie zu méi erneierbaren, ass dat zu Lëtzebuerg méiglech? Hu mir zu Lëtzebuerg genuch Potenzial? Hu mir genuch Sonn? Hu mir genuch Wand? Ech sinn der Meenung: Jo!

Den Här Minister Schneider huet op enger Pressekonferenz den 13. Mäerz gesot, dass mir zu Lëtzebuerg net ze vill Sonn hätten an net ze vill Wand, an domat dat Zil vun 11% erneierbaren Energien bis 2020 ee ganz ambitiéist Zil wier. An och de Moien huet en nach eng Kéier ausgefouert, u wat fir engen zousätzleche Punkten dat festzemaache wier: un eisem kontinuelle Wuesstum, an esou weider.

Op där Pressekonferenz sinn awer och dräi Projete fir Erneierbar-Energie-Produktioune virgestallt ginn, mat engem Gesamtinvest aus privater Hand vun 131 Milliounen Euro: zwee Projeten, déi mat Holz wäerte Wäermt a Stroum produzéieren, an ee Projet och am Wandberäich, mat Wandkraaftanlage vu 37 Megawatt. Wann ee weess, dass de Bestand ongefëier 58 Megawatt ass, dann ass dat e risegen Zoubau.

Ech sinn awer staark dervun iwwerzeegt, dass déi Firma, d'Firma Soler, déi ebe 74 Milliounen Euro an dës Wandprojeten investéiert huet, der Meenung ass, dass si genuch Wand zu Lëtzebuerg fannen, fir dës Anlage wirtschaftlech ze bedreiwen.

Eisen Éiergäiz zu Lëtzebuerg muss a wäert et och ganz sécher sinn, fir déi Ziler och vun 11% méiglechst hei zu Lëtzebuerg ze erreechen. Geet dat? Ass dat net eng komplett Illusioun? Bon, ech perséinlech mengen natierlech, dass et dat net ass.

Am Januar vun dësem Joer, do hate mir op Ufro vum Ekonomiesministère zesummen u sech ee sektoriellen Zukunftsdësch am Beräich vun den erneierbaren Energien. Natierlech war vergiess ginn, deen Zukunftsdësch och „Zukunftsdësch" ze nennen.

Do waren d'Akteuren, awer all d'Akteuren aus dem Secteur, déi concernéiert waren, zesummen an hunn iwwer eng Potenzialetüd diskutéiert, déi do virgestallt ginn ass. An do wëll ech just ee Beräich eraushuelen, dat ass d'Solarenergie, wou mer en technescht Potenzial hunn zu Lëtzebuerg an der Fotovoltaik, wat méi héich ass wéi den aktuelle Stroumverbrauch vum ganze Land: Dat technescht Potenzial! An duerfir si mir der Meenung, dass mer zu Lëtzebuerg genuch Sonn hunn, fir e wesentleche Bäitrag zu eisen erneierbaren Energieziler ze leeschten.

(Interruption)

Jo. Mir hu gutt Aspeisetariffer, mir hunn och Daachflächen. Mir hunn awer heiansdo nach administrativ Hemmnisser - fir Insider an der Fotovoltaik, déi kennen dat -, Stéchwuert Definitioun vum Point d'injection. Kommt, mer maachen och do een Deel vun der Handbrems lass an da geet dat virun!

Erneierbar Energië ginn awer ëmmer nëmmen zesumme mat Energieeffizienz an Energieaspuerung. Dat ass - Clin d'œil - wéi bei menge Kolleegen an der Belsch wéi den Dupond et Dupont. Dat gëtt et just am Doppelpack. An nëmme wa mer Haiser bauen, Apparater asetzen, déi manner Energie verbrauchen, da kënne mir och eis Versuergung op 100% erneierbar Energien an Zukunft opbauen. Dee Modell, dee gëtt diskutéiert, siehe och COP21 vu Paräis, wou mer aus de fossillen an atomaren Energieträger wëlle bis um Enn vun dësem Jorhonnert eraustrieden.

An ee gutt Beispill zu Lëtzebuerg, dat ass deen héijen Energiestandard, dee mer fir d'Haiser festgeluecht hunn, bei de Privathaiser, wou mer ab 2017 just nach Passivhaiser bauen. Dat qualifizéiert eist Handwierk, dat hält den Know-how hei bei den Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg. Mir si Virreider an der Europäescher Unioun. An dat ass gutt esou!

An de Stat? De Stat geet mat guddem Beispill vir. An ech wär jo net aus där Regioun, aus där ech sinn, wann ech net géif dat Beispill nenne vum Atert-Lycée vu Réiden, enger Schoul, déi am Niddregenergiestandard gebaut ginn ass an 2008 fäerdeggestallt ginn ass, mat iwwer 1.100 Schüler. Zu deem Moment scho war d'Wäermt komplett op erneierbar Energie ëmgestallt, an zwar ass se iwwert d'Bauere vun enger Biogaskooperativ geliwwert ginn. 2014, just ier ech mäin Départ geholl hunn, ass do och nach eng Eng-Megawatt-Fotovoltaiksanlag dropgesat ginn, soudass dee ganze Stroumverbrauch vun dem Lycée mat Schwämm a mat Internat iwwert dee Wee gedeckt gëtt.

En anert Beispill ass den Neibau vun dem administrative Gebai vun der ANF zu Dikrech. Dat ass souguer e Plus-Energie-Gebai, e funktionaalt Gebai.

Also, och zu Lëtzebuerg, 100% erneierbar Energien: Dat geet!

Vun der Effizienz an de Wunnengsgebaier kommen ech elo zu engem aneren Thema, wat domat ze dinn huet, an dat ass d'Energieaarmut an och déi ugepassten Offeren um Locatiounswunnengsmaart, déi mer fir déi sozial méi Schwaach an eiser Gesellschaft brauchen.

Wann d'Renovatioun vun eisem Albaubestand kloer eng Chance fir eis Handwierksbetriber ass, dann ass et och ënner anerem eng Obligatioun am Beräich vun der Energieeffizienz, wou mer Energie mussen aspueren, mä da spillt dat och deene sozial Schwaachen zou. An zwar alles, wat mer am Netrenovéiere maachen, wou mer dee schlechte sanitären Zoustand vu Gebaier net opschaffen, bréngt e risege Problem grad fir déi Leit. Well dat sinn déi, déi an dëse Wunnenge ganz dacks eben natierlech och a Locatioun wunnen.

Mir brauchen also eng nei Approche, fir abordabele Wunnraum ze schafen an engem qualitativ gudden Zoustand. An dofir begréisse mir als déi gréng ausdrécklech d'Beméiungen am soziale Wunnengsbau vum Logementsministère, deen zesumme mat de Gemenge Sozialwunnenge schaaft an och probéiert, der um private Maart ze fannen iwwert d'Agence Immobilière Sociale.

Net méi spéit wéi elo de 14. vun dësem Mount ass d'Antenne Nord vun der AIS ageweit ginn. D'AIS Kordall funktionéiert säit 2015, an och am Kanton Réiden ass esou eng Initiativ op der Schinn, an zwar, fir zesumme mam Ministère, mat de Gemengesyndikater, mam Office social, mat der Energieberodung aktiv ze ginn, Hand an Hand ze schaffen, fir der Energieaarmut, der Wunnengsnout vun de Schwächste vun eiser Gesellschaft ënnert d'Äerm ze gräifen an do entgéintzeschaffen.

Une voix.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- E Land wéi Lëtzebuerg mat dem stäerkste Wuesstum an Europa ass do gefuerdert, fir aktiv ze ginn. Wa mir also Sozialwunnengen zu Lëtzebuerg schafen, dann, mengen ech, dass déi Sanéierungen den effikasste Moyen sinn, fir enger sozialer Exklusioun entgéintzewierken, well de Facteur Wunnen/Hëtzen ass een, deen am Portmonni extrem ze spieren ass.

Sozial Exklusioun huet natierlech och eppes mat Chômage, mat RMG a mat Aarbechtsplazen ze dinn. A wat wier dat da fir eng Iwwerleeung zu deem Thema, déi ënner anerem och an der Strategie „Europa 2020" erëmzefannen ass, wann een net doriwwer géif schwätzen?

De Chômagetaux, deen ass an der Baisse. An dat ass gutt esou! Den Taux d'emploi, dee geet erop. Dat freet eis, mä et bleift awer nach ëmmer fir verschidde Gruppe schwéier, fir eng Aarbecht ze fannen. Vun deene 17.405 Leit ouni Aarbecht, do fanne mer der vill erëm an zwou prezise Gruppen. Op deene schafft och de Ministère ganz intensiv. Dat sinn déi Jonk ënner 30 Joer. An dat ass de Grupp vun deene Leit iwwer 45 Joer, vun deenen der eng ganz Partie...

(Interruption)

...am Reklassement erëmzefanne sinn, respektiv zousätzlech oder och à part de Statut vum Salarié handicapé hunn.

An duerfir ass et esou wichteg an duerfir ass et och richteg, dass u sech d'ADEM higeet an op dem Dossier personnalisé schafft, fir dass deen eenzelne Chômeur keng Nummer méi ass, fir dass u sech probéiert gëtt, eng Aarbecht ze fannen, déi senger Demande, senge Capacitéiten entsprécht. Fir dëse Geste, fir dës Iwwerleeung begléckwënsche mer de Minister an och seng Verwaltung, déi doru schafft.

Net méi spéit wéi de Moien huet de Minister och eng Pressekonferenz gemaach, déi an déi Richtung geet, fir u sech d'Lëtzebuerger Handwierk an d'PMEen och ze stäerken. Et geet hei ëm d'PAN-Gesetz, an zwar ëm d'Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäit, vun der Referenzperiod, déi eropgesat gëtt op véier Méint.

Elo ass et natierlech esou, dass d'Gewerkschafte soen: „Wann d'Flexibiliséierung eropgesat gëtt, da muss och eng Konterpart sinn." Déi Konterpart ass och hei genannt ginn. Dat sinn déi 3,5 Deeg Chômage... Entschëllegt, dat war de Moien op der Antenn schonn esou komm. Natierlech ass et net de Chômage, mä dräi an en hallwen Dag Congé, deen déi Leit méi kréien als Contrepartie, fir méi flexibel u sech do ze schaffen. Entschëllegt dee Lapsus, mä nach eng Kéier: Dat do hunn ech tel quel esou op der Antenn vun RTL héieren, also dierf et mir och hei virkommen.

(Hilarité)

Déi Flexibiliséierung an de Betriber an déi Géigepart, déi eben dann op de Salarié zoukënnt, ech mengen, déi wäerten eis Betriber och stäerken. Si sinn also net vergiess vun dëser Regierung. Zousätzlech musse mer an dësem Beräich, also Handwierk a PMEen, awer d'Investitiounen héichhalen an och un der Formatioun schaffen, fir dass eis Betriber och déi Leit fannen, déi si händeréngend, awer händeréngend, um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart sichen.

An der Formatioun hu mer elo schonn eng staark Partnerschaft mam Handwierk a mir si gutt beroden, op si ze lauschteren, wa mer d'Reform vun der Formation professionnelle op de Leescht huelen, an dat och am Sënn, fir den Décrochage scolaire ze verhënneren.

Mir begréissen och ausdrécklech d'Initiative vun der Fédération des Artisans, fir zousätzlech Centres de compétence ze schafen, fir u sech d'Qualifikatioun an d'Weiderbildung vun hire Salariéen ze garantéieren. Dës Initiative solle mer zu Lëtzebuerg ënnerstëtzen. Domat schafe mer e Méiwäert. Eis Betriber gi méi kompetitiv. Si si gutt fir d'Zukunft opgestallt a si kënne weider hire Rôle als Jobmotor zu Lëtzebuerg iwwerhuelen.

An domat kommen ech och zu neien Initiativen, déi zu Lëtzebuerg niewent Handwierk, Industrie a Banken nei Méiglechkeete solle schafen, fir aner Aarbechtsplazen ze kreéieren. Dës Initiativen hunn och mat Infrastrukturaarbechten ze dinn, awer och mat neie Wirtschaftsmodeller.

Als Éischt zu den Infrastrukturaarbechten. Den Internet très haut débit, deen ass zu Lëtzebuerg ganz kloer eng Investitioun an d'Zukunft, wou LuxConnect eist Land mat Glasfaser verkabelt. 95% vun eisem Land hu schonn den Internet très haut débit. Domat wäert dat och eng grouss Roll spillen, fir enger Diversifizéierung an enger Dezentraliséierung vun den Aarbechtsplazen d'Hand ze ginn. Domat wäert et och éischter méiglech ginn, schaffen, wunnen a liewen op ee Leescht ze bréngen, well d'Aarbechtsplaz net dovun ofhänkt, wou ech schaffen. Déi Verbindung iwwer Glasfaser mécht déi Konnektivitéit an Echtzäit méiglech.

Duerch dës Viraarbechten ass et och méiglech, dass am ICT-Beräich nei Déngschtleeschtungsbetriber zu Lëtzebuerg wäerte méiglech sinn. Well mir hei an der Groussregioun och erëm eng Kéier Virreider sinn, an Europa souwisou, wäerten Aarbechtsplaze sécherlech hei zu Lëtzebuerg entstoen, déi an der Groussregioun esou net méiglech sinn.

An dës Richtung geet och déi Initiativ, fir Raimlechkeete fir Start-uppen ze schafen. De Moie respektiv gëschter ass et och vun eisem Statsminister ernimmt ginn: zu Hollerech am Schluechthaus.

Et muss een awer wëssen, esou Infrastrukture gëtt et schonn um Belval an natierlech och an der Gemeng Déifferdeng, déi e Pilotprojet, de 1535, ouni staatlech Bäihëllef 2014 an d'Wee geleet huet an elo, a Kooperatioun mat dem Ekonomiesministère, wäert weiderdreiwen.

Mindestens esou wichteg ass et awer, net nëmmen déi Plazen ze schafe fir déi Start-uppen, mä, fir dass se och kënne Fouss faassen, musse se begleet ginn. An dofir wëll ech hei och nach eng Kéier déi gutt Aarbecht vum Technoport ervirsträichen, déi u sech déi Start-up-Firme begleeden, fir dass dee Wirtschaftsmodell, dee se wëllen opbauen, och gutt geleet gëtt.

Doniewent solle mer awer och net vergiessen, dass mer eng ganz Partie etabléiert Entreprisen hunn, déi Hëllef brauchen. Déi brauchen Hëllef, wa sollten d'Entreprisen iwwerholl ginn. Déi brauchen Hëllef, fir nei Plazen ze fannen, wou se kënnen hir Betriber weiderentwéckelen. Mä do kommen ech nach eng Kéier méi spéit dozou.

An dat ass och en Deel, dee kann afléissen an en neien Domän, dat ass d'Économie circulaire an och d'Solidarwirtschaft an och d'Initiativ Rifkin. De Moien huet den Här Wiseler elo d'Initiativ Rifkin e bëssen an e schlecht Liicht gesat. Och mir als déi gréng - an och den Här Mosar hat do och schonn intervenéiert an der entspriechender Kommissioun - deelen net all d'Iwwerleeunge vum Här Rifkin. Wat de Big Data ugeet a wat den transparente Konsument ugeet: Dat ass net noutwendeg. Mir sinn hei an Europa an net an Amerika. An do gëllen aner Spillregelen! An dat mierke mer jo och ganz gutt, wa mer déi Diskussioun iwwert den TTIP hei féieren.

Mir begréissen awer de Gedanke vum Jeremy Rifkin, fir sech Gedanken iwwert d'Zukunft vu Lëtzebuerg ze maachen, dat heescht, op Initiativ natierlech vun eisem Wirtschaftsministère, fir d'Produktioun an Consommatioun, net nëmme vun Energie, mä och vu Produkter, méi no beieneen ze bréngen. Wéi kënne mir eis do nohalteg opstellen? Wat sinn do d'Modeller fir d'Zukunft?

A verschiddenen Aarbechtsgruppen, do sinn all d'Akteuren aus der Lëtzebuerger Gesellschaft, an net nëmmen aus der Zivillgesellschaft, do sinn natierlech och d'Entreprisen all vertrueden, fir sech Gedanken ze maachen iwwert d'Zukunft vu Lëtzebuerg. Et ass also en aktive Bedeelegungsprozess, wou vill Leit engagéiert sinn.

An dëse Prozess hätt natierlech och kënnen „Zukunftsdësch" heeschen, wat vläicht zu enger méi grousser Zefriddenheet hei rechts op menger Säit an de Reie vun der CSV a vum ADR gefouert hätt.

(Interruption)

Des Weideren ass et awer esou, dass dee Begrëff vum „Zukunftsdësch"... Da wëll ech deen einfach nach eng Kéier auserneenhuelen: Dat ass jo, sech Gedanke maachen iwwert d'Entwécklung vun engem Secteur mat den Akteuren aus der Zivillgesellschaft an de concernéierte Partien.

Deen huet d'Regierung gemaach, andeem se mat de Plans sectoriels duerch d'Gemenge gepilgert ass, wou d'Gemengen d'Méiglechkeet haten, natierlech zu all deene verschiddene Plans sectoriels hir Awänn, hir Uregungen, hir Iwwerleeunge matzedeelen, wat se och gemaach hunn, wat elo ageschafft gëtt - dat ass e Bedeelegungsprozess -, wat ageschafft gëtt, wat duerno an déi Plans sectoriels afléisst a wou déi Plans sectoriels elo natierlech erëm eng Kéier mat de Gemengen zesummen diskutéiert ginn. Och dat hätt ee missen „Zukunftsdësch" nennen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Ee klengen Zukunftsdësch, dat ass deen, dee mer viru ganz kuerzer Zäit hei an der Chamber och diskutéiert hunn am Kader vum Débat iwwert de Code forestier. Dat hätte mer kënnen „Zukunftsdësch Bësch" nennen. Och do waren erëm eng Kéier all déi Parties concernées, all déi Akteuren aus der Zivillgesellschaft an och eis Bewirtschafter mat um Dësch, fir u sech d'Zukunft vum Lëtzebuerger Bësch ze beschwätzen. Also, och do hate mer en Zukunftsdësch! Ech halen awer elo op, aner Beispiller ze nennen, et gëtt der nach eng Partie, déi den Numm verdéngt hunn a wou mir gréng ganz gär deen Numm hätte wëllen héieren hunn.

An nach eng Kéier zur Économie circulaire. Do gëtt et och en... Bon, entschëllegt. Et gëtt och en Aarbechtsgrupp bei dem Här Rifkin, dee sech mat der Économie circulaire beschäftegt. Dat huet deen Débat zu Lëtzebuerg nach eng Kéier nei lancéiert. Mä et ass awer net op den Här Rifkin gewaart ginn an och net op déi doten Initiativ, fir d'Économie circulaire, d'Kreesslafwirtschaft hei zu Lëtzebuerg ze starten.

Ënnert dem Lead vum Ekonomiesministère, zesumme mam Nohaltegkeetsministère, ass eng Plattform an d'Liewe geruff ginn, dat ass de Luxembourg EcoInnovation Cluster, dat ass en Netzwierk, fir innovativ Mesuren hei zu Lëtzebuerg ze starten.

Wat ass dat fir eng Iddi, déi Économie circulaire? Wat bréngt dat? Ma ganz einfach: Dat ass fort vun deem, am Moment klasseschen, Wirtschaftsmodell vun: Huelen, notzen, ewechwerfen. En einfacht Beispill, dat kennt all Mënsch: Ech huelen e Blat Pabeier, ech schreiwen eppes drop, wann ech dann dat bis net méi wëll notzen, ginn ech et erëm eng Kéier zréck an eng stofflech Verwäertung an dat nennt ee Recycling. Dat ass, wat all Mënsch drënner versteet.

Et gëtt awer och aner, vill méi flott Beispiller vun der Économie circulaire, déi awer och prägnant weisen, wat fir Virdeeler doranner erëmzefanne sinn. Ech nennen d'Beispill vun de Pneuen. Wann en Hiersteller mat op de Wee geet, seng Pneuen net méi verkeeft, mä eng Kilometerleeschtung vum Pneu, dann huet en all Virdeeler dovun, ee konkurrenzlos gutt Produkt hierzestellen, dat laang hält, dat méiglechst vill Kilometere mécht. An d'Innovatioun, déi en an de gudde Pneu stécht, déi kritt en direkt erëmbezuelt.

Wat huet elo de Konsument fir e Virdeel an där Iddi vun deem Pneu-Leasing? Ma ganz einfach: E wäert ganz sécher kee Stock vu Pneue méi mussen halen, e wäert souguer d'Maintenance, de Loftdrock gepréift kréie vum Pneuenhiersteller, well deen huet all Intérêt drun, dass dat Gefier optimal opgepompelt ass, well dann ass natierlech d'Ofnotzung esou kleng wéi méiglech. An dee weess, wat e verschafft huet a sengem Pneu a kann dee Pneu erëm a säi Produktiounsprozess eranhuelen. Dat ass e Beispill, wat prägnant weist, wat fir Chancen an der Économie circulaire dra sinn, an dass et net just einfach d'SuperDrecksKëscht ass a Recycling vu Pabeier.

An dofir lafen och op aneren Niveauen eng ganz Partie Initiativen, an zwar um Niveau vun de Gemengesyndikater. Ech nennen der do e puer: An zwar de SICLER, am Norden, nach am Norden - et schéngt, wéi wann awer den Nordbezierk do e bëssen deelweis de Lead hätt -, de Syndikat Wolz/Wanseler, an och de Réidener Kanton ass amgaang ze kucken, op deem Niveau Aktivitéitszonen auszeweisen, déi do nom Prinzip vum „Cradle to Cradle" oder Économie circulaire fonctionnéieren.

Dat huet vill Virdeeler, net nëmme fir déi Betriber, déi dann do wäerte sech nidderloossen, mat manner Energieverbrauch, mat Gebaier, déi och erëm eng Kéier démontable sinn, mä och fir déi Gemengesyndikater, well all déi Leit, déi an engem Gemengesyndikat sinn, kennen dat, dass, wann de Betrib ophält mat schaffen op engem Site, dann hu mer ëmmer erëm deen äänleche (veuillez lire: nämlechte) Problem: Wie sanéiert dee Site, wie bréngt deen erëm an ee gudden Zoustand zréck? A mat esou Iwwerleeungen, déi an der Économie circulaire gefouert ginn - dès le départ ginn déi Iwwerleeunge gemaach -, dann huet een déi Nowierkunge vu Sanéierung vu Buedem a Frichen a Müll net méi.

Ee leschte Punkt a menger Interventioun, dee geet elo an déi Richtung vun der Solidarwirtschaft. Hei geet et ëm eng nei Bewegung: Transition-Bewegung. Eng gesellschaftlech Bewegung, eng gemeinschaftlech Initiativ, eng, déi vun ënne kënnt an dorop ziilt, fir an der Gemeinschaft zesummenzeschaffen, mat manner Ressourcëverbrauch. Beispiller, et sinn einfacher, déi kënnen awer och vill méi wäit goen: Gemeinschaftsgäert, Repair-Café, Sharing vu Material, vun Autoen an esou weider an esou fort. Et ass eng solidaresch Bewegung, wou een deem anere kann och hëllefen a wou en Ënnerstëtzung fënnt a wou jidderee sech kann erabrénge mat senge Kompetenzen.

Ech wëll elo net hei en ideale Modell vun enger Gesellschaftsform opweisen, mä et ass awer e Modell, wou een ee Bäitrag ka liwweren, fir der sozialer Inklusioun virzeschaffen a géint sozial Exklusioun ze schaffen. Och dat ass een Zil an der Strategie „Europa 2020", wat Lëtzebuerg ënnerschriwwen huet, fir manner Aarmut, manner sozial Exklusioun. An duerfir stinn och déi gréng zu dësen Initiativen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Anzia. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. D'Regierungspolitik, wéi se eis hei duergeluecht ginn ass, baséiert op engem onbedéngten a stramme Wuesstum. Eise Fraktiounschef, Gast Gibéryen, huet scho klipp a kloer gesot, wat mir als ADR vun dëser Grondausriichtung halen. Mä wann ee Wuesstum wëllt, oder och nëmmen deen heitegen Niveau wëllt halen, ass d'Wirtschaft, d'Ekonomie den „nerf de la guerre". An do hunn ech am Här Statsminister senger Ried vill schéi Wierder fonnt, mä leider Gottes rose wéineg Konkretes!

Neen, dës Regierung mécht ganz bestëmmt net alles falsch. Ganz sécher net! Besonnech d'Diversifikatioun a FinTech, Services de paiement, allgemeng déi digital Déngschtleeschtungen, alles dat ass ze begréissen. De Projet Aalt Schluechthaus zu Hollerech fir Startups am ICT-Secteur ass ganz genau dat, wat mer hei am Land brauchen.

Bei aneren Theme wéi der Logistik si mir als ADR méi skeptesch, ob dat e wierklech rentabelt an nohaltegt Betätegungsfeld ass, oder awer ob d'Käschten an Terme vu Landverbrauch, Kaméidi, Ofgasen, CO_2-Ausstouss an aneren Nuisancen net iwwerweien. Gëschter am „Tageblatt" huet den Här Marc Schonckert geschriwwen: „Luxemburg setzt auf Logistik und wir stehen im Stau." Dat resuméiert eisen Dilemma relativ gutt.

Den Här Statsminister huet mat Recht op déi ervirragend Roll vun eiser Finanzplaz higewisen. A genau vun do kommen déi éischt Kritiken, aus dësem vitale Secteur. Ech hunn elo net d'Zäit, fir op all d'Detailer anzegoen, mä d'ABBL weist mat Recht op eng ëmmer méi zouhuelend Reglementéierungswut hin. Si invitéiert d'Regierung, fir zukünfteg Reglementatiounen ze limitéieren an opzepassen, datt Regelen a Reglementatiounen, ech zitéieren: «aussi claires, harmonisées et prévisibles que possible» ginn. Dat ass haut net de Fall. Hei ass e klore Message un de Finanzminister an éischter Linn, un d'Regierung am Allgemengen an ech hoffen, si hunn dee Message vun der ABBL héieren.

An da kënnt d'Nouvelle, datt d'Cellule de renseignement financier dorénavant fuerdert, datt bei all Gesellschaftsakt, och bei Investmentfongen, de Propriétaire oder de Promoteur vum Fong muss uginn, wat fir eng Motifs économiques sous-jacents à l'acte sinn. Konkret heescht dat näischt aneschters, wéi datt ee muss soen, firwat datt een e gewëssenen Akt mécht a firwat grënnt een dës Gesellschaft, oder firwat änneren ech och nëmmen den Numm vun där Gesellschaft. Dat nennen ech perséinlech Bürokratiséierung pur!

Firwat wëllt eng international Bank X eng nei SICAV opleeën zu Lëtzebuerg? Ma vläicht well mer hei gutt Ramebedéngungen hunn. Vläicht well Luxembourg for Finance duerch d'Welt reest mam Här Finanzminister an d'Leit oprifft, sech hei néierzeloossen. Vläicht well mer hei duebel esou vill Gelder an eise SICAVe verwalte wéi an Däitschland, Frankräich, England oder Irland. Vläicht well 10% vum weltwäite Verméigen, wat a SICAVen ugeluecht ass, hei zu Lëtzebuerg ugeluecht ass. Wat fir een Argument soll also déi Bank uginn an där Déclaration de bénéficiaire économique, firwat se elo ausgerechent op Lëtzebuerg kënnt?

An de Coiffeur - den Här Bettel huet gëschter vum Coiffeur geschwat -, firwat grënnt deen eng Sàrl? Wat muss en uginn? Well e wëllt eng Firma grënnen, well e wëllt seng Responsabilitéit limitéieren? A firwat nennt e seng Firma elo net méi Coiffure Jang, mä Coiffure Jang a Pit? Ma vläicht, well de Pit elo säin Associé ginn ass.

Alles dat sinn total onnéideg Hürden, bürokratesch Hürden, genau déi Hürden, vun deenen de Statsminister gesot huet, e wëllt se hei ofbauen, an déi hei opgebaut ginn.

A wa mer da bei den Hürde sinn, deenen administrativen Hürden: Dräimol huet de Statsminister gesot, si missten ofgebaut ginn. Hie sot, fréier wier dat Chefsaach gewiescht, haut wier et Tatsaach. Ech soen lech: Tatsächlech ass nach keng eenzeg Hürd bis elo ofgebaut ginn! Deen Ofbau erreecht een och net duerch mantra-äänlecht Widderhuele vun: „Mir musse se ofbauen, mir musse se ofbauen." Do it, Hewitt! Mir musse se ofbauen, ganz konkret.

Firwat zum Beispill brauch ech eng Autorisatioun hei am Land, eng gro Kaart, fir e Commerce däerfen ze maachen? An Däitschland ginn ech op eng Gemeng a froen a kréien e Gewerbeschäin a ka lassfueren.

De Xavier Bettel seet, e stellt fest, mir wieren d'Lanterne rouge, wann et ëm d'Zuel geet vu jonke Leit, déi eng Entreprise wëlle grënnen. Här Statsminister, léif Kolleegen, ech stellen dem Här Statsminister d'Fro: Wann Der dat wëllt änneren, da frot lech, firwat esou vill Leit, ob Jonker oder och manner Jonker, découragéiert a ganz oft dégoûtéiert sinn, fir sech selbstänneg ze maachen oder fir e Betrib ze féieren.

Wéi vill Démarchë muss ee maachen, fir eng Firma ze grënnen? Wéi vill Chargë kommen op een duer? Firwat fuerderen Associatiounen, wéi d'Fédération des Artisans oder d'Fedil, datt d'Administratioune sollen eng Obligatioun kréien, fir een Accusé de réception erauszeginn? Ma wahrscheinlech, well se soss kee kréien!

Firwat seet ee Mënsch mer: Ech ruffen dee ganzen Dag op deem Amt un, op de Steieren, et hieft keen den Tëlefon op. Firwat fuerderen Associatiounen, wéi d'Fédération des Artisans oder d'Fedil, datt eng Netäntwert vun der Administratioun no engem gewëssenen Zäitpunkt soll als Accord an net als Refus gewäert ginn? Ma wahrscheinlech, well se keng Äntwerte kréien!

Firwat muss d'Confédération du commerce eng Pressekonferenz maachen zum Regierungsprojet iwwert de Bail commercial an da qualifizéiere se dee Projet als e Projet - ech zitéieren - „qui veut régler demain les problèmes d'hier". Firwat zitt eng Regierung, déi et eescht hëlt mat der Férderung vum Commerce, esou ee Projet de loi, deen esou kritiséiert gëtt vun allen interesséierte Kreesser, net einfach zréck?

Firwat kritt en Assujetti, deen eng TVA-Erklärung ofgëtt op Pabeier anstatt per Internet, eng Strof vun 250 Euro pour non-dépôt de déclaration? Ass dat, fir den Entrepreneursgeescht ze férderen? Firwat huet en Indépendant, obwuel hien esou vill Part patronale, souwuel Part patronale wéi Part salariale bezilt, hei am Land keng nennenswäert sozial Ofsécherung, wann en aus personnellen oder gesondheetleche Grënn a Schwieregkeete kënnt?

Ech zitéieren aus der Regierungserklärung - et war ee vun deene Passagen, déi mer gutt gefall hunn -, deemools sot den Här Bettel, 2013: „Well mir wëssen, wéi wichteg d'PME fir stabill Aarbechtsplaze sinn, wëlle mir e Plan d'action PME ëmsetzen an och hei den Image vum Entrepreneur verbesseren a fir jonk Leit méi interessant maachen. A fir den Entrepreneuriat zousätzlech ze promouvéieren, hu mir eis iwwerluecht, fir e Statut vum Indépendant anzeféieren an dem Indépendant iwwert dee Wee gläichwäerteg sozial Rechter ze ginn."

Dat ass bis elo Lettre morte bliwwen, wann ee wëllt net méi Lanterne rouge sinn, da sollt een dat doten...

(Interruption)

...da sollt een dat doten ëmsetzen.

Am Fall vun engem Échec gëtt een hei am Land äiskal hänke gelooss. E Mënsch, dee viru laange Joren emol eng Kéier Gérant war vun iergendenger Sàrl, kritt haut keng Autorisation de commerce, wann hien net aus där eegener Täsch d'Scholde bezilt vun där Gesellschaft, zum Beispill bei der Sécurité sociale.

Dat ass keng Ermuddegung, fir eng nei Firma unzefänken. An dat ass souguer eng Form vun Erpressung, well hei gëtt gesot: „Du muss déi Schold net bezuelen, du kéins och net ugesicht ginn, fir déi Schold ze bezuelen, mä wann s de elo net bezils, da gi mir dir keng nei Autorisatioun méi." Esou ermuddegt een net d'Leit, fir Entrepreneur ze ginn.

Mir hunn eng Kultur am Land, duerfir kann d'Regierung net, wou all Faillite als Échec ugesi gëtt. Dat musse mer änneren. Mir mussen do zu enger anerer Mentalitéit kommen. An duerfir wier d'Ofschafung vun där groer Kaart fir mech en éischte Schratt an déi Richtung.

Kann eng Gesellschaft, déi sech muer hei néierléisst, genuch Net-EU-Fachkräften engagéieren? Ech soen: Dat ass schwiereg! A jiddwereen, dee schonn eng Kéier esou eng Demande gemaach huet, weess, op wat fir eng Hürden en do stéisst a wéi onendlech schwiereg a laangwiereg esou eng Prozedur ass.

Eng Firma, déi zum Beispill am Botze vu Cuvë spezialiséiert ass, an der Logistik, Transportcuven, einfach fir lech e Beispill ze nennen, déi wollt op Lëtzebuerg kommen a seet: „Mir hunn den Know-how. Mir hunn och déi richteg Protection de l'environnement. Mir botze verseuchte Cuven, mir wëssen, wéi dat geet. Mir hu just zwou Froen: Kënne mer genuch Elektresch kréien? A kënne mer Fachkräften aus der Net-EU astellen?" An op béid Froe kréie se keng Äntwert, well dee Mënsch, mat deem se schwätzen, seet: „Duerfir sinn ech net zoustänneg. D'Elektresch, dat muss ech emol froen. An d'Immigratioun, dat ass en anere Ministère. Da kucke mer emol, wat dee seet."

Gréisser Betriber, déi sech wëllen hei usidelen, bräichten en „one stop shop", ee Guichet unique, dee sech géif ëm se këmmeren. Mä mat deem ass et, wéi mam Monster vu Loch Ness oder mat der Simplification administrative: Jiddweree schwätzt dervun, mä keen huet se gesinn.

Ech kéint elo nach ganz laang déi Lëscht hei vu praktesche Beispiller viruféieren, déi beweisen, datt dem Statsminister seng Ausso: „Et geet de Betriber besser wéi virun e puer Joer." net wouer ass oder, wann ech mech politesch méi korrekt ausdrécken, ganz einfach eng Ligen.

Ech soen lech Merci.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Et wonnert ee sech, datt mer trotzdeem 5% Wuesstum hunn.

Une voix.- Vu wou kënnt deen?

Une autre voix.- Net duerch d'Regierung!

Une troisième voix.- Duerch d'ADR!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Félix Eischen.

(Brouhaha)

A just den Här Eischen huet d'Wuert.

M. Félix Eischen *(CSV).-* Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir gi mat 100 à l'heure a Richtung vun enger neier Zäit. Wa fir d'Generatioun virun eis villes laang richteg war, ass haut munches vun deem, wou mir dervun iwwerzeegt sinn, muer schonn erëm net méi wouer. Ob mir dat elo wëllen oder net, sief dohinner gestallt. Et ass elo keng qualitativ Bewäertung. Mä Tatsaach ass, dass et esou ass, an dass mir eis der Schnelllliewegkeet, mat alle Vir- a mat allen Nodeeler, net kënnen entzéien.

Fakt ass awer och, an dat mécht mir Suergen, dass ëmmer méi grouss Deeler vun der Gesellschaft dat wuel erkennen an och matkréien, mä sech awer och ëmmer méi aus deem proaktive Matgestalten, wëllt och soen, Matdécidéieren, eraushält. Et geschitt villes am Kapp oder um Écran, a menger Meenung no ze wéineg an der Realitéit, um Terrain.

An déi Realitéit hëlt eis all Dag an a mir mussen eis hir nei stellen. Och wann eis Zuelen op den éischte Bléck besser sinn, och wa verschidde Leit mengen, mir wieren an de glécklechen Deeg a mir kéinten eis Zelter ënnert dem Reebou opschloen, muss een als klenge Lëtzebuerger just seng Nieschen iwwert d'Grenzen eraushalen, da fänkt ee schonn u mat schnoffelen. A wa mer da gesinn, wéi et dobaussen an der Welt rabbelt a kraacht a wéi séier dass mer dann duerch eis héich Ufällegkeet, well mir sinn duerch eis Ofhängegkeet ufälleg, kënnen an d'Schleidere geroden, solle mer eis bewosst sinn, wéi séier dass dat da ka goen.

A wa mir da just déi Schönfärberei aus de leschten Deeg e wéineg ënnert d'Lupp huelen, da misst am Fong jiddwerengem am Land, deen zwee an zwee zesummenzielt, d'Späicherliichtchen ugoen, andeems en da weess, dass déi Rechnung mëttelfristeg net méi kann opgoen.

(Interruption)

Et ass de Moie genuch dervu geschwat ginn, Här Schneider. Et ass vill dervu geschwat ginn. Ech erënnere just: De Premier zum Beispill hat virun zwee Joer keng 200.000 Euro rescht, fir eng Expo ze maachen iwwert den Éischte Weltkrich. An elo deele mer Kamellen aus. Elo deele mer Kamellen aus! An ech ginn d'Gefill net lass, dass hei vermëttelt gëtt, et wier alles an der Rei, fir dass de Bierger dobausse ka soen: „Ma et leeft jo! Déi maachen e gudde Match!"

(Interruption)

Mä wann een d'Reaktiounen op de sozialen Netzwierker gesäit, sinn ech awer frou ze gesinn, dass de Lëtzebuerger sech net einfach esou Hunneg ronderëm de Mond schmiere léisst.

An deene puer Minutten, déi ech hei hunn, just e puer Saachen erausgepickt.

Zum Deel kann ee sech do baséieren op de Rapport vun der Kommissioun, deen ouni Ëmweeër e puer Saachen opdeckt, déi einfach net ginn; nach ëmmer net ginn. Mir soen, mir hätten u Kompetitivitéit gewonnen. Fein! Eis Produktivitéit ass awer zanter der Kris vun 2008 net méi an d'Luucht gaangen. D'Salaireskäschten deem géintiwwer awer schonn. D'Käschte vun enger héijer Main-d'œuvre ginn dacks ugesinn als Obstakel vun der ekonomescher Diversifikatioun. Ech hunn net héieren, dass dat dote vill undiskutéiert ginn ass an de leschten Deeg!

Mir brauchen...

(Interruptions)

Här Schneider, ech mengen net, dass de Premier vill doriwwer geschwat huet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Sou! Wann ech gelift! Wann ech gelift, just eng Sekonn: Ech hu virdru schonn der Regierung gesot, dass, wa se wëllt äntwerten, se dat jiddwerzäit ka maachen, an dass, wa se eppes ze soen huet, dass se sech d'Wuert bei mir soll froen. Am Accord mam Riedner kritt se et da selbstverständlech. Mä wann ech gelift, kommt, mer behalen déi Disziplin, déi mer bis elo haten!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.-* Här President, däerf ech de Riedner eppes froen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Sidd Dir dermat d'accord, Här Eischen?

M. Félix Eischen *(CSV).-* Selbstverständlech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Dann hutt Dir selbstverständlech d'Wuert.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.-* Här Eischen, Dir behaapt elo grad, dass eis Lounkäschte e Frein wieren, fir Kompetitivitéit a fir Betriber unzezéien. Also, ech sinn elo zéng Joer am Wirtschaftsministère. Zënter zéng Joer maachen ech Wirtschaftsmissiounen an deenen diverste Funktiounen, ech kann lech soen, dass a kenger vun all deene Wirtschaftsmissiounen dat jee e Sujet war. Dofir wär ech immens interesséiert, vun lech ze héieren, wourop Dir lech baséiert, wat dann Är Sourcë sinn, dass eis Lounkäschten ze héich sinn.

An déi zweet Fro un lech wär: Heescht dat dann am Umkehrschluss, dass Der der Meenung sidd, dass mer d'Léin missten erofsetzen?

M. Félix Eischen *(CSV).-* Neen, Här Schneider, dat hunn ech net gesot. Ech verweise just op de Rapport vun der Kommissioun. A wann ech dee gelies hunn... A wéi et schéngt, hutt Dir dee Punkt dann net gesinn. Da kënne mer eis herno zesummesetzen, da kënne mer eng Kéier do zesumme kucken. Sou!

(Interjection de M. Etienne Schneider)

Eis Produktivitéit, wéi gesot, ass zanter der Kris vun 2008 net méi an d'Luucht gaangen. Wéi gesot, mir brauchen awer déi Diversifikatioun. Mir brauchen déi. Eise Modell war laang - an dat ass haut schonn dacks gesot ginn, och vu Säite vun de Majoritéitsparteien - een extensive mat héijem Verbrauch vu Raum an Terrain, enger grousser Kreatioun vun Aarbechtsplazen, déi duerch d'Frontalieren ofgedeckt goufen - ënner anerem duerch d'Frontalieren - an och nach ëmmer ginn, awer, wéi gesot, ouni substanzielle Gewënn vu Produktivitéit.

A wann ech lech de Muere richteg verstanen hunn, Här Schneider, seet d'Regierung selwer, dass mer an de Joren 2017 bis 2020 eng Augmentatioun vun der Produktivitéit vun 0,74% virausgesinn, wat jo och elo net der Doud an der Däiwel ass. Et ass awer déi, déi mer brauchen. A mir bekloen eis sécher och net, dass et der Finanzplaz esou gutt geet, mä et geet awer net mat dëser a mat der Ofhängegkeet vun därselwechter duer.

Dofir e Wuert iwwert de Mëttelstand. 99,5% vun eisen Entreprisë si Kleng- a Mëttelbetriber. Bei hinne fanne mer 67% vum Emploi an 68% vum PIB. Déi Zuele soe genuch aus, misste genuch aussoen, fir ze wëssen, dass hei an dëse Fort muss investéiert ginn.

Mä am „Small Business Act" fir Europa leien d'Resultater fir Lëtzebuerg ënnert deenen aus dem leschte Rapport. «Le Luxembourg manque toujours d'une culture de l'entrepreneuriat», steet hei geschriwwen.

Lëtzebuerg ass ënnert de fënnef State vun der EU, wou den Esprit d'entreprise am mannsten développéiert ass. Och hu mir hei net genuch Fraen, déi sech zu Lëtzebuerg an d'Kreatioun vun engem Betrib woen. Och dat soll undiskutéiert ginn.

D'Chambrë maachen eenzel Projeten, mä dat geet sécher net duer. Mir paken d'Saach nach ëmmer net esou un, dass mer endlech vermëttelt kréien, dass méi Leeschtung, e supplémentairen Effort, well Selbständegkeet verlaangt no engem supplementaren Effort, sech méi soll lounen.

De Problem ass: Mir kréien d'Approche zur Selbstännegkeet, wann iwwerhaapt, ganz spéit an déi jonk Käpp eran. An ech mengen, Här Schneider, do gitt Der mer net schrecklech onrecht. Frot eng Kéier d'Leit aus de Beruffskummeren, déi soen lech, dass d'Synergien tëscht der Schoul an deem, wat reell um Terrain gefrot gëtt, net optimal ass. An ech gesinn och net richteg, wou do den Hiewel ugesat gëtt.

Bei de Lycéeë gëtt eppes gemaach, dat ass an der Rei, mä et gëtt nach ze wéineg mat de Betriber geschafft. Et gëtt nach wéineg zesumme mat de Betriber higesteiert an och gekuckt, wéi déi do kënne mat agebonne ginn.

D'Entreprisen, d'Handwierk, d'Industrie - do, wou Plus-valuë geschafe ginn - hunn dacks net genuch Leit. A wann, da si se och net vun hei. Mir brénge selwer ze wéineg Ingenieuren op eise Marché an da gi mer se an d'Ausland sichen. An dat ass schued.

Bref, mir brauchen exzellent Leit beim Stat, bei de Gemengen, déi mer och do sécher hunn, mä mir brauchen déi awer och am Privatsecteur. Dofir wier eng Harmonisatioun vum Statut vun der Fonction publique mat deem aus dem Privatsecteur net vu Muttwëll. Och dovunner hunn ech net schrecklech vill héieren.

Et geet och net duer - mir begréissen dat zwar! -, fir eppes ze maache fir d'Start-uppen, déi op Lëtzebuerg kommen. Ech hätt och nach gären eppes am État de la nation vum Premier héieren, wéi et mat den traditionellen Aktivitéiten, mat deenen aus dem Handwierk an esou weider, wéi mat deenen zesummegeschafft gëtt, och wann et drëms geet, wou si sech kënne frësch installéieren, zum Beispill aus den Uertschaften eraus. Gewosst ass, dass et Honnerte vu Betriber gëtt, déi eng nei Plaz sichen. A vu Landesplanung ass op jidde Fall op deem dote Punkt net ganz vill gesot ginn.

Ee Wuert dann iwwert d'Recherche. Aus der Fuerschung an aus dem Virwëtz eraus ass nach ëmmer alles entstanen. Den Honger an d'Onzefriddenheet hunn de Mënsch denke gelooss: Wéi kann ech dat elo méi einfach maachen? Wéi kann ech et besser maachen? An dat ass och gutt esou. Mir mussen deen Honger stëllen. Mir mussen awer och nach weider hongreg sinn an och hongreg ginn. D'Süffisanz, do si mer eis, mengen ech, alleguerten heibannen eens, ass den Doud vun all Énergie, fir virunzekommen.

Den Taux actuel vun 1,24% vum PIB fir d'Recherche ass net grad héich. D'Halschent kënnt vum Stat: 0,73%. Dat ass och an der Rei, mä, ech mengen, an den absolutten Zuelen ass och do nach e bësse Loft no uewen.

Am Secteur public, sou ass haut gesot ginn, ass d'Recherche an d'Luucht gaangen. Bien! Am Privatsecteur geet d'Recherche zréck. An dat ass net gutt! D'Synergie tëscht Public a Privé ass, wéi gesot, extrem wichteg.

Och sollt, mengen ech - an dat sollt ënnerstrach ginn -, geziilt recherchéiert ginn, wat direkt applikabel ass, fir dass dat, wat an eise Breetegrade recherchéiert gëtt, och an eise Breetegrade ka genotzt ginn.

An aus der Recherche oder dem gudde Wëllen eraus muss sech dann eppes erginn. An da geet et lass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Här Eischen, erlaabt Der, dass den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

M. Félix Eischen *(CSV).-* Ma selbstverständlech.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Villmools Merci, Här President, an och Merci, Här Eischen. Ech wollt just froen, ech hunn an Ären Ausféierungen notéiert, datt d'CSV wéilt de Statut vun der Fonction publique un de Privatsecteur upassen.

Ech wier just frou, wann Der eis kéint erklären, wéi wäit Der do gitt oder wéi Der dat wëllt ëmsetzen, a wat déi Dispositiounen an de Statute vun der Fonction publique sinn, déi Der ebe wéilt ofschafe respektiv änneren, fir datt do eng Equivalenz mam private Secteur géif kommen.

Merci.

M. Félix Eischen *(CSV).-* Dat wäert ech lech herno erklären. Ech hunn net esou laang Zäit, mä ech ginn herno gären am Detail mat lech dorobber an.

Sou! Ech kéim dann op d'Simplification administrative.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Wier et net méiglech…

M. Félix Eischen *(CSV).-* Manner Prozeduren, méi kuerz Délaien. Omnibus 1, Omnibus 2, mä dee Bus ass nach net laanscht. An et wär gutt, wann een en da geséich kommen.

Déi viregt Regierung hat Viraarbechten an Optrag ginn, an dobäi sinn eng Rei konkret Moossnamen erauskomm, déi dës Regierung och da wollt, laut hirem Koalitiounsprogramm, ëmsetzen. Dat sougenannt Omnibusgesetz datéiert also net grad vun haut a gëscht.

Et ass du schliisslech virun der Summervakanz 2014 vum Minister an der Chamber deponéiert ginn. Bal zwee Joer méi spéit weess een awer nach ëmmer net esou richteg, wéini dass dës Reform dann elo schlussendlech a Kraaft wäert trieden. Mir waarden zwar nach op den Avis complémentaire vum Statsrot. Et kann een trotzdeem net grad soen, dass déi Reform hei mam TGV-Tempo virugeet. Dat ass elo d'Geschicht vum Tempo. Wéi gesot, dat ass haut och schonn dacks genuch ugeschwat ginn.

Et kënnt awer nach derbäi, dass nieft verschiddenen Usätz, déi ee kann diskutéieren an déi et och derwäert sinn undiskutéiert ze ginn, dat Gesetz awer nëmme stéckelchersweis dat zréckspigelt, wat ursprénglech ugeduecht war. Am ominéise Bréif Schneider steet och net méi schrecklech vill do dran. E gudden Deel aus dem Environnement ass näämlech am Text vum Projet de loi 6704 guer net méi dran. Ech zitéiere just ënner anerem: d'Reduktioun vun de Biotopen an de Zone-verten ënner verschiddene Konditiounen; keng Amëschung méi vum Ëmweltminister, wann et net ëm d'Gréngzone geet; d'ëffentlech Enquêtëprozedur zum Beispill fir d'Definitioun vun den Natura 2000-Gebidder an esou weider.

Dësen Deel soll, deemno wéi, am neien Naturschutzgebitt dra sinn, op dat mir dann och nach waarden. Mir waarden also. Mir waarden dann drop, dass dat, wat do ze kommen huet, endlech kënnt. Enttäuscht si mer awer, ech wëll dat nach eng Kéier ënnersträichen, well de Minister nach virun zwee Joer gesot hat, dës Regierung géif am Kader vum Omnibusgesetz vill méi wäit goe wéi déi viregt.

Mä ech ginn elo net méi op dee leidege Verglach a vun der Chefsaach an der Tatsaach, mä Fakt ass, dass wann s de eppes wëlls maachen, zum Beispill och bei der Extensioun vun engem PAG, bass de no zwou Suppen, engem Villchen, enger Fliedermaus an eventuell enger réimescher Schierbel dräi Joer ënnerwee.

(Interruption)

Mä ganz am Eescht: E Land, wat sech als groussen oder wichtegen IT-Hub eng international Renommee gëtt oder wëllt ginn an och vun Dubai bis op Teheran dermat Reklamm mécht als Deel vum Nation Branding, misst dat nach anescht hikréien. Ech denken och zum Beispill un eng méi accéléréiert Informatisatioun an den administrative Prozeduren. Dat steet iwwregens och am Rapport.

D'Kommissioun schreift dann och nach, dass zu Lëtzebuerg d'Restriktiounen, fir sech am Eenzelhandel ze etabléieren, mat am héchsten aus ganz Europa sinn. E schwieregen a komplexe Kader ginn hei als Ursaach genannt.

Ech mengen awer och, dass zu enger Simplification administrative och gehéiert, en Effort, fir méi a Richtung vun de Gemengefusiounen ze schaffen. Och do hunn ech séier wéineg héieren. Ech wier frou, wann hei géif eng Relance gemaach ginn. Et hëlleft sécher näischt - dat hate mer hei op dëser Tribün schonn eng Kéier geschwat -, dass am Intérieur déi Cellule ofgeschaaft gouf, déi intensiv dorunner geschafft huet, déi och d'Gemenge bei der Hand geholl huet a se duerch déi Fusioun geleet huet. D'ailleurs ass iwwert d'Gemengen an dësem État de la nation och séier wéineg geschwat ginn.

Nach e Wuert zum Wuesstum. Mir hu schonn haut vill iwwert de Wuesstum geschwat: 3 bis 4%. De Finanzminister sot virgëschter, mir kéinten d'Rentemauer ëm 15 Joer no hanne verréckelen, op 2060. Obschonn der en etlech dobausse soen, dat wär Kabes, an d'Reform vun 2012 misst séier nogebessert ginn. Ech verweisen do op e Pabeier vun der UEL. Mä bon, mir réckelen et elo emol no hannen. Dat ass tipptopp a mir freeën eis drop.

Sou! Déi gréng Kolleegen hale sech och do zréck. An 30 Joer hu mer - dat ass jo dann och schonn e puermol ugeschwat ginn - duebel esou vill Leit hei wunnen. Wann mer dann 2016 mat der Halschent vun deem, wat mer 2045 wäerte sinn, schonn net méi genuch Wunnengen hunn, ze vill Stau hunn... Mir sinn iwwregens am europäesche Spëtzepeloton vun de Stonnen am Stau. Rechent emol eng Kéier aus, wat dat kascht! Mä wat gëtt dat dann an 30 Joer? A wa mer, wéi ugekënnegt, amplaz engem Futtballsterrain, den Dag nach just en hallwe wëlle verbrauchen, da musse mer eis eng afale loossen. Ech gesinn awer net wat.

Wivill Land geet eis verluer? Ech denken do och un eis Baueren. Ass et an 20 Joer ënnert dëse Konditiounen nach méiglech, genuch nohalteg Liewensmëttel fir de regionale Marché ze produzéieren, e regionale Marché, dee mer jo wierklech opbauen, wëssend och, dass wahrscheinlech eis Landwirtschaft an 20 bis 30 Joer spéitstens keng Produite fir de Weltmaart méi ka maachen?

Jorelaang sinn déi gréng an der Oppositioun...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.-* Firwat net?

M. Félix Eischen *(CSV).-* Gelift?

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.-* Firwat net?

M. Félix Eischen *(CSV).-* Här Schneider, mengt Der wierklech, dass e Lëtzebuerger Bauer, wann en e puer Hektar beienee leien huet, dass deen eng Ball Weess zum selwechte Prix de revient kéint hierstellen, wéi zum Beispill a Polen oder an Amerika, wou se 1.000 oder 500 Hektar unenee leien hunn? Mengt Der dat wierklech?

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.-* Ech schwätze jo net just vun enger…

M. Félix Eischen *(CSV).-* Ech schwätzen elo emol vun enger Ball Weess.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.-* Vun enger?

M. Félix Eischen *(CSV).-* Ball Weess. Dat sinn honnert Kilo. Dat sinn zwee Zenner, wësst Der.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.-* Jo, mä et wieren nach aner Produiten, déi…

M. Félix Eischen *(CSV).-* Jo! Et ass an der Rei.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Jo, kommt, mer féieren net…

M. Félix Eischen *(CSV).-* Mir kënnen awer och nach iwwer alles…

Mme Octavie Modert *(CSV).-* Et ass alles deeselwechte Stil.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* D'Ugebuet gëllt, Här Minister.

M. Félix Eischen *(CSV).-* Jorelaang hunn déi gréng an der Oppositioun gefuerdert, dass d'Regierung en nohaltege Wuesstum duerchféiere soll, deen op den dräi Piliere berout: Ëmwelt, Wirtschaft a Soziales. Wann elo dëse Wuesstum eng Guideline vun der Regierung ass, da muss awer och erkläert ginn, wéi et mat dem Landverbrauch a mat dem Verloscht vun der Biodiversitéit ass.

E Wuert zur Energie nach zum Schluss. De Bréisseler Rapport mécht sech Gedanken, ob mir eis Ziler vun den 11% erneierbar Energie fir 2020 erreechen. Och a Saachen Dreifhausgase gëtt gesot, dass eist Land an dësem Dossier „on track" läit. Dat heescht, déi Emissioune géifen duerch eng gutt Politik vu Gambia zréckgoen. Wann een awer d'Nott zum Semestre européen 2016 kuckt, do steet am Punkt 2.6, Säit 7, dass d'Emissiounen net erofginn, mä ëm 1% wäerten eropgoen. An domadder wäert Lëtzebuerg largement seng Ziler, näämlech minus 20% an der Zäitspan bis 2020, verfeelen.

Ech wollt kuerz op dat agoen, Här President, wann Der erlaabt, wat den Här Anzia virdrun... Däerf ech dat maachen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Selbstverständlech.

M. Félix Eischen *(CSV).-* Selbstverständlech. En huet do vun de Projete Kronospan a Soler geschwat. Ech beruffe mech do op en Artikel, deen am „Land" vum leschte Freideg steet. Soler mat den 13 neie Wandrieder, dat si ganz grouss Projeten, déi wichteg sinn, déi mer och absolutt ënnerstëtzen. Mä d'Etüde soen och, dass eis Bëscher eventuell guer net genuch Pellets hierginn, fir dee Projet esou duerchzezéien. A wa Soler déi 13 Rieder baut, an och e Wandpark zu Harel an zu Garnech derbäi a Betruecht zitt, komme mer beim Wand nach ëmmer nëmmen op 200 Gigawattstonnen; d'Halschent u sech vun deem, wat mer bräichten.

Ech loosse mech awer do gär beléieren. Ech sinn och der Meenung, dass een dat dote soll a muss ënnerstëtzen. Ech mengen awer och, dass mer bei de Wandrieder virun allem den NIMBY-Effekt misste bekämpfen an au plus grand maximum d'Populatioun dobausse missten do méi mat abannen.

Mir sinn nach ganz wäit ewech vun de 40.000 E-Autoe fir 2020. Och wa mer déi geplangten 800 Bornen do bauen, dat ass gutt. Ech géif mer och perséinlech wënschen, wann déi géifen ugezaapt ginn.

Jo, an den Avantage, deen et an der Steierreform gëtt, fir sech en Elektroauto ze kafen, ech mengen, do hu mir eis Meenung derzou. Op jidde Fall, de Modus vum Marco Schank, dee virdru bestanen huet, dee war op jidde Fall vill besser. Ech wëll just drop verweisen, dass déi däitsch Regierung haut ugekënnegt huet, dass déi déi Primm, eng richteg Primm, erëm aféieren, wou et 4.000 Euro gëtt fir den E-Auto an 3.000 Euro fir de Plug-in-Hybrid.

Nach ëmmer importéiere mer ze vill Energie. Den Defizit vun der Balance commerciale ass 3,3% vum PIB. Dat ass wäit iwwert där vun der EU. Nach ëmmer hu mer niddreg Akzisen um Bensinn.

A vun der Klimabank, Dir Dammen an Dir Hären, engem Projet phare vun der Demokratescher Partei, hunn ech, ausser dass se e puermol hei zitéiert ginn ass, net schrecklech vill héieren. Op jidde Fall weess ech nach ëmmer net richteg, wéi se fonctionnéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, souwuel an der Energie wéi och an deenen anere Beräicher, déi ech haut de Mëtteg hei hunn dierfen opzielen, ass an dësem Istzoustand vill ze vill wéineg ze gesi gewiescht vun der grousser Ukënnegung, mat manner méi ze maachen. An dat ass schued.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Entschëllegt, hat ech lech verstanen, dass Der zum Schluss nach wéilt mam Här...?

M. Félix Eischen *(CSV).-* Ech gi selwer bei en.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Ah, well Dir hätt näämlech nach Zäit kritt.

(Interruption)

Ah, okay. Jo, da komme mer zu der nächster Riednerin, der Madamm Tess Burton.

Mme Tess Burton *(LSAP).-* Gutt. Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, gëscht an der Ried iwwert den État de la nation huet de Statsminister zum Schluss ënnerstrach, dass de Sozialstat weider gestäerkt muss ginn an dass Lëtzebuerg weider attraktiv fir Betriber muss bleiwen, well et si sinn, déi an eisem Land Aarbechtsplaze schafen.

Dofir wëll ech kuerz op d'Erausfuerderunge vun eisem gréissten Employeur hei am Land agoen an och op déi Mesuren, déi an deem Kontext vun eiser Regierung geholl gi sinn an déi mir als LSAP begréissen an un deenen elo weidergeschafft muss ginn.

Et sinn näämlech eis PMEen hei am Land, déi 200.000 Leit am Handwierk, am Commerce an am Horeca-Beräich beschäftegen.

Une voix.- Très bien!

Mme Tess Burton *(LSAP).-* 200.000 Aarbechtsplazen, dat sinn 32.000 Patronen a klengen an a mëttelstännege Betriber hei zu Lëtzebuerg, déi sech all Dag ëm d'Wuel vun hire Clientë këmmeren an awer och verantwortlech si fir 200.000 Salariéen.

Si sinn et, déi den Hiewel an der Hand hunn, fir d'Aarbechtslosegkeet hei an eisem Land ze stoppen. Eis Betriber musse sech all Dag neien Erausfuerderunge stellen. Si mussen innovativ bleiwen a sech weiderentwéckelen, fir esou Aarbechtsplazen ze erhalen an neier ze schafen. Mä, fir dëst Zil ze erreechen, ass et grad fir déi kleng a mëttelstänneg Betriber net ëmmer einfach, sech duerch den Alldag ze schloen. An hei ass d'Politik gefuerdert, fir eis PMEen op dësem Wee ze ënnerstëtzen.

Här President, net méi spéit wéi de leschte Mount huet d'Statssekretärin aus dem Wirtschaftsministère, d'Francine Closener, de véierten Aktiounsplang fir d'PMEe virgestallt. Eng ganz Rei Fuerderungen aus eisem Wahlprogramm gi mat dësem Plang ëmgesat. Ganzer 99 Mesurë sinn am Aktiounsplang festgehalen, déi an deenen nächste Joren no an no ëmgesat wäerte ginn an déi de Betriber sollen hëllefen, sech weiderzëentwéckelen. 99 Mesurë sinn ambitiéis, awer realistesch, well si sinn zesumme mat den Akteure vum Terrain ausgeschafft ginn an och mat de betraffene Ministèren ofgeschwat ginn.

Am Aktiounsplang sinn ënner anerem Mesurë virgesinn, déi d'Liewe vum Entrepreneur vereinfache sollen. Et soll méi einfach ginn, fir e Betrib ze grënnen oder ze iwwerhuelen, den Accès zum Finanzement soll besser ginn an och soll verhënnert ginn, dass e Betrib ze schnell an eng Faillite fält. D'Betriber sollen och finanziell méi ënnerstëtzt ginn, wa si investéieren a sech moderniséieren. Den Droit d'établissement soll un d'Realitéite vum Terrain ugepasst ginn. Dës Mesuren, fir der just e puer vun deenen 99 ze nennen, wäerten elo no an no ëmgesat ginn.

Iwwert dësen Aktiounsplang fir d'PMEen eraus huet d'Statssekretärin aus dem Wirtschaftsministère och e Plang presentéiert, fir geziilt den Eenzelhandel hei zu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen. Den „Pakt PRO Commerce" ass och zesumme mat den Akteure vum Terrain ausgeschafft ginn. Den Handel zu Lëtzebuerg huet näämlech vill Potenzial, mä e muss sech un déi zukünfteg Erausfuerderungen upassen. Dat ass virun allem d'Digitaliséierung. De Moment hunn hei zu Lëtzebuerg 93% vun de Leit Zougang zum Internet an domat och d'Méiglechkeet, online anzekafen, an dat an der ganzer Welt.

An deem „Pakt PRO Commerce" ginn ënner anerem eng Rei Pisten opgewisen, wéi den Handel a besonnesch déi kleng Butteker mat der Konkurrenz am Internet sollen ëmgoen. Den Internethandel dierf näämlech net als Konkurrent gesi ginn, mä muss als eng Chance akzeptéiert ginn, och wann et fir munch Geschäftsleit nach e wäite Wee bis dohinner wäert sinn.

Mä an dësem Kontext wëll ech erwänen, dass déi rezent gratis organiséiert Formatiounen iwwert den E-Commerce vum House of Training an der Chambre de Commerce ganz gutt besicht si vu ville Leit, déi mat hirem Betrib an der digitaler Welt Fouss faasse wëllen. Dës Initiative reie sech och an d'Strategie vun Digital Lëtzebuerg an, déi vun der Regierung 2014 an d'Liewe geruff ginn ass.

Här President, zu eise PMEe gehéieren awer och eis Akteuren aus dem Tourismusberäich. Den Tourismus ass e wichtege Pilier vun eiser Ekonomie an dréit vill zum wirtschaftleche Wuesstum bäi an och zur Diversifikatioun vun der Wirtschaft. Den touristesche Bilan vum leschte Joer huet fir d'drëtte Kéier hannerenee mat engem Rekordjoer ofgeschloss. Fir dass dësen Trend weider unhält, mussen och an deem Beräich Reformen ëmgesat ginn, fir dass de Secteur sech weiderentwéckelt a sech un d'Erausfuerderung vun haut upasst.

Fir dass Touristen op Lëtzebuerg kommen, muss eist Land fir si attraktiv sinn. Mir wëssen, dass eist Land ganz vill ze bidden huet. Dofir ass et wichteg, dass mir eist Land dobausse gutt vermaarten, an dat och iwwert de Wee vum Nation Branding, fir dass eist Land an der Welt net nëmmen als Steierparadies bekannt ass, mä sech och duerch seng aner Wäerter am Ausland positionéiert an esou méi visibel fir d'Touristen op der Weltkaart gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss vu menger Interventioun wëll ech nach gär kuerz op eis Landwirtschaft agoen. Eis Landwirtschaft kritt oft net dat Gehéier an déi Opmierksamkeet, déi se bräicht, well se no deenen üübleche Kritären, un deenen d'Betriber gemooss ginn, net duerch héich Zuelen opfält. Um Niveau vum Emploi stellt d'Landwirtschaft net vill méi wéi 1% duer an och hire Bäitrag zum PIB ass net beandrockend. Dat soll awer net heeschen, dass d'Landwirtschaft keng wichteg Roll an eiser Ekonomie spillt. Am Géigendeel! Eis Landwirtschaft produzéiert all Dag eis Grondnahrungsmëttelen, ouni déi mir net liewe kéinten.

D'Landwirtschaft ass e Secteur, deen et ganz schwéier huet. Dës Betriber mussen engersäits kompetitiv sinn op engem internationale Marché, wou en immense Konkurrenzdrock besteet, an anerersäits de Fuerderunge vu ganz ënnerschiddlechen Akteure gerecht ginn. D'Bauere sinn an engem héije Mooss ofhängeg vun där gemeinsamer Agrarpolitik vun der EU a riichten hir Betriber och deementspriechend aus.

Doriwwer eraus gëtt et spezifesch Problemer zu Lëtzebuerg, deenen d'EU-Bäihëllefen nëmmen zum Deel Rechnung droen. A schlussendlech hu mer eng Zivillgesellschaft, déi ganz eege Virstellungen dovunner huet, wéi d'Landwirtschaft misst ausgesinn a wat se misst leeschten.

Tëscht all deene Contrainten, engersäits, an Erwaardungen, anerersäits, riskéiert d'Landwirtschaft erdréckt ze ginn. De Sujet ass ze vill komplex, fir am Kader vun engem Débat iwwert den État de la nation kënne seriö diskutéiert ze ginn, mä mir wäerte jo deemnächst hei an der Chamber en ausféierlechen Débat iwwert d'Agrargesetz hunn, dee sech ausschliisslech mat der Zukunft vun der Landwirtschaft beschäftegt. A mir sinn als LSAP frou, fir zu deem Zäitpunkt am Detail kënnen dozou Stellung ze bezéien.

An domat wëll ech och ofschléissen a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci der Madamm Burton. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).-* Merci fir d'Wuert, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mindestens véier Leit hu bis elo gesot, datt d'Zäit vun de Souveränitéitsnischen eriwwer ass, datt mer Kompetenznische brauchen. An duerfir ass et fir déi gréng och wichteg, am Kader vun enger Diskussioun iwwer Kompetitivitéit an Ekonomie och de wichtege Pilier fir eng positiv Zukunft, an zwar d'Fuerschung an d'Uni Lëtzebuerg, hei zur Sprooch ze bréngen.

Ech fueren also do weider, wou dem Kolleeg Franz Fayot d'Zäit ausgaangen ass. Mir hunn eis net ofgeschwat. Ech weess net, ob mer datselwecht hei gesot hätten. Op alle Fall hunn ech nach déi Zäit, fir drop anzegoen.

Mir hate bis 2012 all Joers en zweestellege Budgetswuesstum fir d'Uni. Dat war néideg, fir der Uni aus de Startlächer ze hëllefen. Dat ass jo och gutt gegléckt. Déi jonk Uni.lu steet gutt am internationale Ranking. Den Ëmzuch op de Site Belval schéngt jo och gutt ze lafen. Et sinn zurzäit 6.300 Studenten op der Uni. De Site géif der awer 8.000 verdroen. Et ass also nach Entwécklungspotenzial do.

Datt den Unisbudget net éiweg géif zweestelleg wuessen, dat war vun Ufank u kloer. De Rektor hat sech och nach d'lescht Woch an engem Radiosinterview zefridde geäussert, well e jo awer nach fir 2016 an 2017 25 Millioune méi an der Dotatioun kritt huet, wéi virgesinn. Domat sinn och déi finanziell Konditioune fir d'Uni.lu am internationale Verglach relativ gutt.

De Rektor hat och e puer Iddie lancéiert, wou d'Uni nach soll zimlech vill Potenzial hunn, fir ze wuessen. Den éischte Punkt ass de Finanzberäich, an dat schéngt eis och logesch a konsequent. Mir wësse jo alleguer, wéi wichteg datt de Finanzsecteur fir Lëtzebuerg ass. Mir sinn d'Nummer 1 an der Eurozon an d'Nummer 14 op der Welt. D'Efforten a Saachen Transparenz gi belount duerch d'Vertraue vun den Investisseuren.

An ech war duerfir och éischter erstaunt, datt den Här Klump gesot hat, et géif eigentlech guer net esou vill Experten an dem Beräich vun de Finanze ginn. Mir sinn der Meenung, datt ee performante Finanzberäich op der Uni eng Noutwendegkeet fir Lëtzebuerg ass.

En zweete Punkt, deen de Rektor lancéiert huet an deen ech och hei wëll zur Sprooch bréngen: Et ass gewosst, datt eng Studieplaz fir e Schoulmeeschter vill manner kascht wéi eng Studieplaz fir e Medezinner. D'Wichtegkeet, fir vill gutt Schoulmeeschteren a Léierinnen auszebilden, stelle mir an ech bestëmmt net a Fro. An d'Wichtegkeet, fir hei am Land eng Rei gutt Medezinner auszebilden, verdéngt eng intensiv Diskussioun an Iwwerleeung.

D'Suerg, datt d'Lëtzebuerger Medezinnstudente keng Studéierplaz méi am Ausland géife kréien, ass zwar duerchaus verständlech, ech mengen allerdéngs, datt dat net déi gréissten, op alle Fall net déi eenzeg Suerg muss sinn.

Interessant ass d'Fro, ob mer net mussen déi medezinnesch Qualitéit am Land weiderentwéckelen. Do schéngt et eis wichteg, mat de Spideeler ze schwätzen an d'Noutwendegkeet an d'Ausriichtung vun esou enger Weiderentwécklung ze definéieren. Wichteg schéngt eis awer och ze sinn, ze analyséieren, wéi wäit den LCSB, de Luxembourg Centre for Systems Biomedicine, kéint vun engem Ausbau vun der medezinnescher Fakultéit profitéieren.

Déi Succèsen, wou mer och schonn eng gewësse Reputatioun erreecht hunn, zum Beispill der Parkinsonfuerschung, der Kriibsfuerschung an der personaliséierter Medezinn, solle weidergoen a gefestegt ginn. Mir sinn der Meenung, datt hei schonn de Kader ass, fir un d'Wichtegkeet vun dëser Diskussioun ze erënneren; och wann elo net den Zäitpunkt ass, fir an d'Detailer ze goen.

Et ginn zurzäit dräi méiglech Varianten diskutéiert.

Mir maachen näischt weider an dësem Beräich.

Déi zweet Méiglechkeet: Mir bidden e Bachelor an der Medezinn un a maachen e Master an Zesummenaarbecht mat enger auslännescher Uni. Stroossbuerg ass am Gespréich. Hei stellt sech ganz kloer d'Fro vun der Ofhängegkeet, an déi mer eis do beginn, ob dat wierklech wënschenswäert ass.

An eng drëtt Méiglechkeet, dat ass déi, déi am Moment um Dësch läit, eng Propos vun der Uni, fir eng „medical school" ze maachen, wou all Joers 50 Studenten am Joergang wieren.

D'Medezinnstudente ginn déi deierst Studenten. Jo, dat ass richteg. Am Interessi vum Land a senge Leit. Am Interessi vun der wirtschaftlecher Entwécklung ass dat awer eng Fro, wou mer mengen, déi misst breet diskutéiert ginn. Den Direkter vun der Uni hat gemengt, datt schonn eleng déi natierlech Steigerung vun de Léin ee minimale Wuesstum vun 3% am Budget pro Joer géif verlaangen. An deeselwechten Direkter huet gemengt, datt d'Uni e Wuesstum bräicht vu 6%, wa se nach wéilt Akzenter setzen.

Mir mengen, datt d'Uni nach soll a muss an Zukunft Akzenter setzen. Mir wëssen, datt d'Uni sech net onendlech ka vergréisseren, mä mir mengen awer, datt et wichteg ass, nach verschidde Pisten - an déi Pisten, déi hei opgeworf sinn, solle mer eescht huelen an eescht diskutéieren - auszebauen.

Et ass jo awer och net esou, wéi wann d'Uni eleng fir d'Fuerschung zoustänneg ass. Mir haten eng Fusioun vun de Centres de recherche Lippmann an Tudor zu LIST, de fréiere CEPS heescht elo LISER. An natierlech stelle sech hei och eng Rei Froen, wéi d'Zesummenaarbecht tëschent dësen Instituter an der Uni sech an Zukunft soll entwéckelen.

De Minister Etienne Schneider huet gesot, mer bräichten een intelligente Wuesstum, mer sollten net egal wéi wuessen. An e peilt un, 2,3 bis 2,6% vum PIB misst fir d'Fuerschung, souwuel den ëffentleche wéi de privaten Deel zesummegerechent, ausgi ginn. Am Moment si mer op 1,24%.

Mer hunn e Problem am private Secteur. Mir mussen et fäerdegbréngen, d'Recherche privée erëm unzekuerbelen, un d'Rullen ze kréien. Eng Rei Mesuren hat de Wirtschaftsminister och haut de Moien opgezielt; ënner anerem och den Automotive Center (veuillez lire: Campus) zu Biissen, deen de 24. Mäerz virgestallt ginn ass. E flott Beispill vun enger Recherche appliquée an enger Zesummenaarbecht vu privatem an ëffentlechem Engagement.

E bësse méi schwéier verständlech ass déi Geschicht vun der Opspléckung vu Recherche fondamentale a Recherche appliquée. Wou setze mer dann do zum Beispill déi Fuerschung un, déi den IHTP mécht, wat mer an der Biomedezinn maachen? Ass et Recherche appliquée, wa mer d'Zil erreechen, a fondamentale, wa kee konkret Resultat erauskënnt?

D'Wëssenschaft lieft och vum Risiko. Ouni Recherche fondamentale gëtt et keng Recherche appliquée. Mir brauche Mutt zum Risiko. Deen hu mer jo zum Beispill bei den Efforten, déi mer am Beräich vun der Politik vum Espace maachen. D'Recherche iwwert d'Méisproochegkeet ass och souwuel eng Recherche fondamentale wéi eng Recherche appliquée.

An, Här President, och an dësem Débat schéngt et eis ganz wichteg ze sinn, datt mer eis och mam Zoustand vun eiser Bildungslandschaft, souwuel der formaler wéi der nonformaler, auserneesetzen. Ech gräifen eventuell elo schonn an deen nächste Sujet vir, iwwer Cohésion sociale, mä ech mengen, datt d'Bildung genausou gutt zur Ekonomie an zur Kompetitivitéit geheiert wéi zum Bien-être.

Wat déi nonformal Bildung betrëfft, do hat mer ee Saz vum Premier aus senger Ried gëschter ganz gutt gefall. E sot: „Kanner solle Kanner däerfe bleiwen." An dat ass ee Saz, dee mer ganz wichteg ass an dee solle mer net vergiessen, besonnesch och bei der nonformaler Bildung.

Jo, no engem quantitative Wuesstum vun de leschte Joren, ausgeléist duerch déi reell Besoine vu Mammen a Pappen, déi wëllen oder musse schaffe goen, beschleunegt duerch d'Aféiere vun de Chèques-services begréisse mer et, dass dës Regierung Qualitéitskritären an de Crèchen aféiert. Jo, et ass wichteg, datt mer méi genee kucken, datt eis Kanner an de Betreiungsstrukture besser sproochlech gefërdert ginn. Jo zu enger Pilotphas mat de Partner an Akteuren um Terrain, wat déi fréi Sprooche-férderung betrëfft.

A well dat esou eng grouss a gewalteg Erausfuerderung ass, zitéieren ech dann direkt nach eng Kéier dee schéine Saz vum Premier: „Kanner solle Kanner bleiwe kënnen." Dee Prinzip kann och net dem Interessi vun engem spéidere Schoulerfolleg ënnergeuerdnet ginn, well dat kann net funktionéieren.

Mir sinn der Meenung, datt mer eis alleguer an engem Raum vu geliefter Méisproochegkeet befannen. Mir hu ganz laang eng Evaluatioun vum Précoce gefrot. Et huet ganz laang gedauert, bis mer eng Evaluatioun kritt hunn. An dës Evaluatioun gëtt keng detailléiert Informatiounen iwwert d'Auswierkunge vun dëser geliefter Méisproochegkeet an eisem Land op eis Kanner.

D'Resultater vun den internationalen an nationale Studien iwwert d'Schoulleeschtunge weisen ëmmer erëm a ganz däitlech drop hin, datt et net eng Fro vun der Sprooch ass, mä et en Zesummespill vu migratiounsspezifeschen a sozioekonomesche Facteuren ass, déi e groussen Deel matbestëmmt iwwert de schouleschen Erfolleg oder Mësserfolleg.

D'Sproochesituatioun zu Lëtzebuerg ass an hire Komplexitéit kaum ze iwwertreffen: dräi Sproochen, déi gläichzäiteg matenee funktionéieren; eng Nationalsprooch, déi vu 50% vun de Schoulkanner net méi déi éischt Sprooch an hirem Alldag ass. Eng Villfalt vu Sproochen, ronn 25% vun eise Kanner schwätzen och Portugisesch. Kommt, mer vergiessen och net, datt d'Englescht sech ëmmer erëm als international Sprooch behaapt! Och zu Paräis gëtt op internationale Konferenzen Englesch geschwat.

Mir si frou, datt de Minister vun der Éducatioun de Fokus op d'Sproochefërderung am Klengkandberäich riicht. Mir si frou fir all Pilotphas an all Etüd, déi sech mat der Villsproochegkeet hei am Land befaasst. Mir ginn dervun aus, datt esou Etüden a Pilotphasen ergebnisoffe sinn. Mir betrieden Neiland hei. Mir kënnen näischt am Ausland ofschreiwe goen. Eis Situatioun ass eenzegaarteg.

An et stelle sech eng Rei Froen: Wéi wierkt sech d'Méisproochegkeet op d'Léiere vun der Mathematik aus? Awéiwäit hëlleft d'Méisproochegkeet bei den Naturwëssenschaften? Awéiwäit ass se eng Brems oder een Obstakel?

Jo, natierlech gëtt et déi Kanner, wou d'Mamm Franséisch schwätzt, de Papp Spuenesch an d'Hausmeedchen Englesch an d'Kanner an der Spillschoul och problemlos a perfekt Lëtzebuergesch léieren, mä ech behaapten, datt dat awer net bei all Kand geet. Et gëtt Kanner, déi si vun de ville Sprooche ganz einfach erschloen. Fir vill Kanner ass déi aktuell Sproochevillfalt eng Hürd op hirem Schoulwee, déi se net packen.

Gëtt et een Zesummenhang tëschent där enger oder anerer Dys-Problematik an der Méisproochegkeet? Wa mer keng esou Froe stellen an no Antwerte sichen, da riskéiere mer, eventuell méi wéi déi 150 geplangte spezialiséiert Enseignantë mussen anzesetzen.

Mir begréissen all Efforten, déi d'Regierung am Intérêt vun den Elteren an hire Kanner mécht. D'Kombinatioun tëschent Familljen- a Beruffsliewen ass wichteg. Et gëtt och haut nach ëmmer Politiker, déi en Ënnerscheed maachen tëschent deenen Elteren, déi hir Kanner selwer doheem zillen - mer haten nach virun zéng Deeg esou eng Motioun -, an tëschent wiem eigentlech? Fir eis ass et keng Fro, datt all Eltere responsabel si fir hir Kanner an all Eltere responsabel si fir d'Erzéiung vun hire Kanner, ob se déi méi oder manner Stonnen a Betreiungsstrukture ginn oder net. Et gëtt keng zwou Kategorië vun Elteren.

D'Regierung setzt op Digital Lëtzebuerg. De Ministère de l'Éducation nationale op Digital Education. Dat ass gutt esou. Dat wäert sech jo och sécher net drop reduzéieren, datt all Lëtzebuerger Schüler e Kont bei Microsoft kritt, äänlech wéi all Schüler ee Kont op der Spuerkeess kritt huet.

Et ass eis wichteg, datt mer och emol e Bilan maachen, wat da bis elo an eise Schoulen am Beräich vun den TIC geschitt ass. Mir sinn net bei null. Et si vill Efforten an der Vergaangenheet gemaach ginn. Et gëtt den iTeo2, den Ti parlo, d'Leit ronderëm den norTIC. Positiv ass, datt d'Formation continue an deem Beräich ganz oft als prioritär unerkannt gëtt.

Mir mussen eng Bestandsopnam maachen: Wat huet sech etabléiert? Wat gëtt benotzt? Wichteg ass, an dat misst de roude Fuedem ginn: Mer brauchen ee pädagogescht Konzept. An et ass och esou, datt d'Mediekompetenz an den nonformale Bildungsstätte wierklech nach e Chantier ass, wou nach muss villes geschéien.

An der Schoul ass den Dialog wichteg. A mir sinn, gradesou wéi de Premier, frou, datt de Sozialdialog do erëm gutt funktionéiert. Mir droe jo och hei eng Rei Altlaste mat virun; Ongerechtegkeeten, déi ech net enger Partei oder engem Minister vun der Vergaangenheet ukräiden, mä déi do sinn an déi mer awer sollten aus dem Wee schafen. Ech denken un d'Situatioun vun de Chargéen, mä ech denken awer och un d'Situatioun vun den Éducateurs gradués an der Éditf. Ech wier frou, wa mer och hei géifen en Accord sichen a fannen.

Wat d'Beruffsausbildung ugeet, huet den Här Bettel gesot, mir hätten urgent a batter néideg Modifikatiounen, déi um Wee wieren. Mir freeën eis drop. Am Secondaire freeë mer eis op de Projet, deen nach virun der Summervakanz 2016 soll déposéiert ginn.

A selbstverständlech, an domadder kommen ech dann och zum Schluss, ënnersträichen ech och déi Ausso vum Wirtschaftsminister Etienne Schneider, datt den Décrochage scolaire eppes ass, wat ënner kenge Prozentsätz ze toleréieren ass. All Décrochage scolaire ass een ze vill a verdéngt eis Opmierksamkeet.

An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Adam. An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Octavie Modert.

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Baueren an de Wënzer geet et net gutt. Si si schlecht drun. D'Situatioun am Secteur ass net roseg. D'Akommeslag ass zum Deel dramatesch. Se ass esou schlëmm, datt ëmmer méi vun hinnen hire Prêt net méi kënnen zréckbezuelen an en hu musse stunden, mat alle Konsequenzen, déi dat mëttelfristeg mat sech bréngt.

De Secteur ass och deementspriechend fragiliséiert. D'Bauere sinn engem ganz groussen Drock ausgesat. Si sinn dem finanziellen Drock vun de Weltmäert ausgesat, dem Präisdrock vun de globale Mäert mam tragesche Präisverfall vun der Mëllech an och vum Fleesch. Si sinn dem sozialen a gesellschaftlechen Drock ausgesat vu steigender Marginaliséierung, an enger Zäit vu Quasi-Industrialiséierung vun der Ignoranz vun allem, wat schaffe mat den Hänn ass. A si sinn dem Konsument sengen Erwaardungen ausgesat vun héich qualitative Liewensmëttel fir e Spottpräis, an de Konzerner mat hirem Präisdrock ausgeliwwert.

Et heescht also guer net „happy days", «Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes», wéi d'Regierung et deklaréiere wollt.

Mäert sinn zougaangen: a China, wou manner konsuméiert gëtt, a mam Russland-Embargo. Neiséiland dréckt nees mat grousse Quantitéite Mëllech op de Maart zu engem bëllege Präis, bei deem den europäesche Bauer mat de Wiederkonditioune vun hei net mathale kann. Et ass och illusoresch ze mengen, datt d'Mëllechproduktioun zu Lëtzebuerg jee mat de Weltmaartpräisser mathale kéint. Ech kommen drop zréck.

Et ass awer fundamental wichteg, am Land selwer eng Nahrungsmëttelproduktioun ze hunn. Et däerf net sinn, dass eist Land eng Kéier total ofhängeg vum Ausland géif gi fir seng Grondnahrungsmëttel. Mir mussen onbedéngt eng eege Produktioun zu Lëtzebuerg behalen an eis net an eng total Ofhängegkeet vum Ausland beginn.

An dofir muss d'Politik d'andwirtschaft ënnerstëtzen. Dofir brauch d'Landwirtschaft weider Hëllef an och weider Bäihëllefen. Souwuel am Bio- wéi am konventionellen Ubau muss d'Politik hir Ënnerstëtzung ginn, a fir d'CSV ass et kloer, datt mir béid brauchen. Eis Landwirtschaft kann net mat där aus Argentinien verglach ginn. Dat ass net just onfair, mä och nach falsch! Do gëtt et keng Gemeinsamkeeten. An da soll een och keen argentinescht Fleesch kafen iwwregens.

Falsch Vergläicher an Amalgamme si feel un der Plaz. D'europäesch Landwirtschaft produzéiert net wéi an Argentinien oder anere südamerikanesche Länner, och net wéi an Amerika. Hei am Land ass d'Landwirtschaft nohalteg, déi biologesch an déi konventionell. Dofir muss eis Landwirtschaft weider ënnerstëtzt ginn, sougutt déi biologesch wéi déi konventionell, fir datt se eben net ënnert den Drock kënnt vu Produktioune wéi an deenen dote Länner, oder se vun deene geschléckt gëtt. Ouni Ënnerstëtzung geet se dorunner ënner.

Mir mussen d'Baueren ënnerstëtzen, well mer zu Lëtzebuerg wéi an Europa eng aner Produktioun wëlle wéi op esou Kontinenter. Mat Agrarëmweltmoossnamen, Greening, gudder landwirtschaftlecher Praxis, Fruchtfolleg, buedemschounender an Anti-Erosiounsbeaarbechtung vun de Stécker leie mir net nëmme meilewäit ewech, mä komplett un den Antipode vun den intensive Produktiounsmethoden, wéi se op esou Plaze méiglech sinn. Hei gi keng OGMen ugesat. An dogéint hu mir eis ëmmer gewiert, nach all Regierungen.

Et däerf och net beim TTIP an déi falsch Richtung goen. D'Regierung muss gutt oppassen, datt déi héich europäesch Standarden am Beräich vun der sozialer an natierlecher Nohaltegkeet respektéiert bleiwen an net ënnert d'Rieder kommen. Oder se muss sech wieren. Mir däerfen d'Landwirtschaft net ausverkafen.

Hei am Land wëllt d'Landwirtschaft d'Natur net ausbludden, mä se weess, datt se hir wichtegst Matière première ass. An dat soll a muss och esou sinn. An dofir sollte mer d'Landwirtschaft net verdäiwelen, mä déi hiseg Produktioun ënnerstëtzen.

Dofir freet d'CSV, sech an der Chamberskommissioun am Detail ëm de Verdriff vun der Nahrungsmëttelproduktioun, besonnesch an de kollektive Strukturen, ze këmmeren an Zesummenaarbecht mat de betraffenen Akteuren, fir datt eis Chamber d'Analys a Konklusioune mat eventuelle Verbesserungsvirschléi maache kann. D'CSV wëllt och Propositiounen zur Liewensmëttelverschwendung, dem Gaspillage alimentaire, maachen a freet heimat eng Orientéierungsdebatt zu dëser Problematik un. Här President, wann ech gelift.

(Mme Octavie Modert dépose une demande d'organiser un débat d'orientation.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci.

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Wann ech gelift.

Et ass…

(Interruption)

Vläicht si mir scho ganz laang amgaangen do dermadder. Wie weess, wien den Trittbrettfahrer heivunner éischter war.

Et ass net vu Muttwëll, neen, et ass leider batter néideg, fir déi einheimesch Produkter an hiren Ofsaz ze ënnerstëtzen. Promotiounsustrengunge gehéieren hautdesdaags derzou, haut, wou de Konsument mat enger Villfalt vu Produkter konfrontéiert ass a se domadder gläichzäiteg och erwaart. Sensibiliséierungscampagnë mussen och iwwert dee Wee gemaach ginn.

Och am Wäibau sinn dëser Deeg keng „happy days". D'auslännesch Konkurrenz ass däermoosse grouss, datt Moossnamen néideg sinn. Et war dofir net de Moment, fir d'Promotiounsfongen ze sträichen. A wann ee gesäit, wéi vill Clusteren datt eis Regierung op d'Been setzt a wéi dacks en „Luxembourg for..." gegrënnt gëtt - ee vun deene leschten ass jo de Luxembourg for Tourism, wou d'Regierung zu Recht houfreg ass, fir vill Fongen dran ze ginn -, mä da wäert et jo och méiglech sinn, de Promotiounsfong am Wäibau nees ze dotéieren.

Do gëtt dann awer emol op d'Resultat vun enger Etüd gewaart, déi no laanger Zäit nach ëmmer net do ass. Hoffentlech steet dann alt eppes Neies dran. Et muss ee sech scho froen, ob et richteg war, fir an dëser Matière op en net spezialiséierte Consultant aus dem BigX-Beräich ze setzen, amplaz méi fachspezifesch virzegoen.

Dir Dammen an Dir Hären, et si guer keng „happy days" am Land. Grad als Tertiärgesellschaft am postindustriellen Zäitalter däerfe mir zu Lëtzebuerg de primäre Secteur net fale loossen, well wa mer keng Liewensmëttelproduktioun hei am Land méi hunn, si mer ganz schlecht drun.

D'CSV bedauert dohier, datt déi allermeescht vun hiren Amendementsvirschléi fir d'Agrargesetz net ugeholl gi ware vun der Majoritéit. Mir sinn iwwerzeegt, datt se zu enger Verbesserung vum zukünftege Gesetz gefouert hätten. D'CSV fuerdert, wann d'Agrargesetz endlech gestëmmt ka ginn, datt et dann direkt ëmgesat gëtt. Dat bedeit, datt d'Ausféierungsbestëmmungen zäitgläich mam Stëmme vum Gesetz do si mussen.

Ech erënneren den Här Minister drun, datt en eis versprach hat, mir géifen d'Reglementer kréien, wat d'CSV begréisst. Da gitt eis se elo, wann ech gelift, well et gëtt Zäit! Nëmmen esou kann d'Chamber d'Wierkung vum Gesetz aschätzen. Aneschters ass dat net méiglech.

Dobäi ass schonn dat éischt Joer vun der Aféierung vum Gesetz schwiereg fir d'Baueren a fir d'Verwaltungen, bis sech alles agependelt huet oder erausfonnt gëtt, wann eventuell eppes net openee klappt. Meng Fro: Ass den Här Minister bereet, an esou Fäll d'Gesetz unzepassen? An anere Länner gi schliisslech Hallefzäitbewäertunge gemaach. Mä dat ass 2017 an hei jo elo wuel net méi machbar.

Op EU-Niveau gëtt aktuell no zousätzleche Struktur- a Stützungsinstrumenter gekuckt, fir d'Landwirtschaft an dësem Krisemoment ze ënnerstëtzen. Här Minister, wéi eng Optiounen hëlt d'Regierung hei am Land, fir dorop ze reagéieren? Wéi ass Är Haltung zu de verschiddene Méiglechkeeten?

Eng aner Fro: Wéi ass et mat der Verdeelung an dem Ausbezuele vun de Fongen an de Méiglechkeeten aus dem Mëllechhëllefspak? Ass do schonn alles gemaach oder stinn do nach Saachen op? Oder ginn dës Diskussiounen elo eréischt op den Assises agricoles gefouert, déi de Statsminister gëschter ugekënnegt huet?

Nom Minigipfel mat Statsminister kënnegt d'Regierung elo, esou wéi an der Kultur, Assisen un. Ass dat, well Der nach ëmmer net wësst, wat Der an deene Beräicher maache sollt? Oder hutt Dir och eege Virschléi, déi Dir mat dohinner huelt? Steet de Wäibau och um Programm do?

(Interruption)

Une voix.- Très bien!

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Ganz genau richteg! A wéi huet ee Riedner vun Ärer Majoritéit gesot do derbäi: „Mä et geet jo net duer, fir sech dohinner ze setzen a sech unzekucken oder een deem aneren nozelauschteren." Da ginn ech jo dovunner aus, datt hei awer d'Regierung och emol eng eege Meenung huet a weess, wéi eng Politik se doranner wëllt maachen an deenen zwee Beräicher, an dat dohinner mathëlt. Bis elo hu mer nach net an deenen zwee Beräicher alles do dervunner héieren.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, dierf ech der Madamm Modert eng Fro stellen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann d'Madamm Modert d'accord ass.

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Selbstverständlech!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech hu gëschter insistéiert, dass d'Kultur selwer liewe muss an d'Regierung brauch an d'Politik brauch fir Ënnerstëtzung, mä dass d'Politik net soll der Kultur soen, wat richteg ass oder net richteg ass an, au contraire, eng Eegendynamik och brauch an d'Ënnerstëtzung.

Ass dat net eng Meenung? Ass d'Madamm Modert éischter der Meenung, dass et un der Politik ze décidéieren ass, wat d'Kultur ass a wéi d'Kultur sech hei sollt entwéckelen? Ech si fir eng fräi Kultur an eng Kreatioun, déi permanent ass vu Säite vun de Kulturleit.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- An Dir décidéiert, wéi d'Familljepolitik auszegesinn huet!

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Här Statsminister,...

(Interruption)

...Är Virgängerin huet, no enger gewëssener Zäitchen, andeem se sech op d'Viraarbechte vun hirer Virgängerin stäipe konnt, d'Archivagegesetz déposéiert. Wéi ass et da mat den neien Archiven? Sidd Der do och der Meenung, de Kultursecteur soll dat selwer maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, d'Madamm Modert werft eis vir,...

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Jo.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- ...mir hätte keng vun uewen Top-down-Direktioun an der Kultur, déi de Leit géif soen, wat gutt oder net gutt ass. Selbstverständlech, wat Bibliothéik ass, wat Archiv ass, wou musse Gesetzer gemaach ginn, dat ass jo... Elo hei gëtt jo wierklech alles beieneegehäit. Ech soe just, dass dës Regierung der Meenung ass, dass d'Kultur d'Ënnerstëtzung brauch, d'Rame brauch, d'Bedéngunge brauch, d'Lokalitéite brauch, mä net d'Politik sollt soen, wéi eng Kultur hei richteg oder falsch ass!

An an dëse Momenter, wou am Land ganz vill Leit probéieren, eis auserneenzetrennen, ass d'Kultur justement deen Zement, deen et fäerdegbréngt, dass déi Differenzen, dat Zesummeliewen, d'Stäerkte sinn a se och agesi ginn. Ech héiere schonn hei, vun der lénker Säit gëtt scho gemeckert, mä dat beweist awer, wéi eng Ouverture verschidde Leit och heibannen hunn.

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Ech si ganz frou, Här Statsminister, datt Der zu där Erkenntnis komm sidd, well si ass näämlech ganz richteg. An et ass esou, wéi och virdrun d'Politik do gemaach ginn ass. Mä ech hunn awer och gemierkt, datt Der lech op verschiddene Punkten erëmgeholl hutt vis-à-vis vun deem, wat Der an deem Saz virdru gesot hutt.

Här President, eis Landwirtschaft ass e wichtegen ekonomesche Secteur a Wirtschaftsfacteur, deem seng Bedeitung wäit iwwer säi PIB-Undeel erausgeet. An och dat gehéiert zu der wichteger sozialer Kohäsioun hei am Land, gradesou allerdéngs wéi zu der wirtschaftlecher Diversifikatioun, der wirtschaftlecher Diversifizéierung, vun där de Statsminister gëschter jo esou dacks geschwat huet.

D'Regierung muss dat och fir de primäre Secteur gëlle loossen, an engem Secteur, wou iwwregens Innovatioun och groussgeschriwwe gëtt, eppes, wat jo soss och ëmmer iwwerall gefuerdert a gefërdert gëtt.

A vergiesst net, datt de primäre Secteur och Optraggeber ass! Wann et der Landwirtschaft an dem Wäibau schlecht geet, da spieren déi nogelagert Betriber a Secteuren dat och. An dat, Här Wirtschaftsminister, muss lech och interesséieren.

D'Landwirtschaft däerf dofir net just nach an eng Roll als „Straßenwärter" gedréckt ginn, mä se muss och an Zukunft ëmmer als produzéierende Secteur an als produktive Secteur ugesi ginn, an dat bleiwen a bleiwen däerfen.

Dir Dammen an Dir Hären, et sinn definitiv keng „happy days" zu Lëtzebuerg. Fir eng ganz rezent Ausso vum Wirtschaftsminister erëmzehuelen an ze paraphraséieren: „Emol kucken, ob et der Landwirtschaft an dem Wäibau hei am Land 2018 wierklech besser geet wéi

2013."

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madamm Modert. Domat si mer um Enn vum Volet Ekonomie a Kompetitivitéit ukomm.

An ech hu richteg verstanen, dass d'Regierung zum Schluss wëllt äntwerten. Mir géifen dann natlos iwwergoen zum nächste Volet: sozial Kohäsioun a Wuelbefannen. An déi éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch.

Débats sectoriels - Volet «Cohésion sociale et Bien-être»

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Kader vun der Strategie „Europa 2020" sinn eng Rei vun Objektiver festgeluecht ginn, déi iwwert de PNR an national Objektiver deklinéiert ginn. Eent dovunner ass d'Reduzéierung vun der Aarmut hei zu Lëtzebuerg. Am Joer 2014 goufen et hei am Land ronn 96.000 Leit, déi vun Aarmut a sozialer Ausgrenzung bedrot waren. Am Joer 2011 loung dëse Chiffer bei 84.000. Och d'Kanner si betraff, a besonnesch d'Kanner si betraff. No engem rezente Rapport vun der Unicef géif all véiert Kand hei zu Lëtzebuerg ënnert der Aarmutsgrenz liewen.

D'EU-Kommissioun huet an hirem Rapport fir Lëtzebuerg vum 26. Februar 2016 gemengt, dass grad am Beräich vun der Reduzéierung vun der Aarmut weider Efforten néideg wieren.

Wat ënnerhëlt d'Regierung elo do konkret? Abee, si reforméiert zum Beispill ënner anerem d'Kannergeld a féiert de Montant unique an. D'kannerräich Famillje kommen awer do zimlech schlecht ewech. Et kann ee jo nach iwwert de Prinzip vum Montant unique diskutéieren. Firwat soll net all Kand datselwecht Kannergeld kréien? Et dierf een awer net vergiessen, dass de Käschtefacteur mat der Zuel vun de Kanner an d'Luucht geet an dass de Käschtefacteur tëscht dem zweeten an dem drëtte Kand net linéaire ass.

Et muss ee keen Expert sinn, wierklech keen Expert sinn oder sech op auslännesch Etüde baséieren, fir ze wëssen, dass een ab dem drëtte Kand vill méi e groussen Auto brauch, vill méi Wunnraum brauch. An dat ass alles natierlech mat Käschte verbonnen. Dat ass e Fakt, mä dat gëtt awer net berücksichtegt. An dat Ganzt ass iwwregens net nëmmen eng Kritik vun eis, mä et ass och eng Kritik vun enge sëllechen Associatiounen a Gewerkschaften.

Wann ee schonn op de Wee geet, d'Familljenzoulagen ze harmoniséieren, da misst een op d'mannst kucken, wéi een d'Famillje mat méi wéi zwee Kanner konkret kann ënnerstëtzen, well et si virun allem si an et sinn déi elengerzéiend Elteren, déi dem Aarmutsrisiko ganz besonnesch ausgesat sinn.

Wann een also wëllt dëse Familljen hëllefen an derfir suergen, dass si net an d'Aarmut erofrutschen, da misst een doriwwer nodenken, nieft den harmoniséierte Familljenzoulagen, och eng Prestatioun, oder nenne mer et „Allocation pour familles nombreuses", anzeféieren. Dës Allocatioun kéint een och sozial gerecht staffelen, fir dass se och effektiv deene Familljen an hire Kanner zeguttkënnt, déi et am allernéidegste brauchen.

An deem Zesummenhang an och op Gefor hin, eis ze widderhuelen, huet een dach awer Méi ze verstoen, och nach ëmmer ee Joer duerno, firwat d'Regierung d'Allocation d'éducation ouni Wenn und Aber ofgschaaft huet, an zwar éier déi aner Mesuren, besonnesch de remaniéierte Congé parental, deen d'Majoritéit wollt amplaz promouvéieren, iwwerhaapt gestëmmt sinn.

D'Regierung huet d'Allocation d'éducation ofgeschaaft mat der Begrënnung, dës Allocatioun géif den aktuellen Exigencë vum Aarbechtsmaart an der familiärer Realitéit vun haut net méi Rechnung droen. Si huet dëst Ofschafen awer och als eng vun deene Mesuren opgezielt, mat deene si d'Objektiv, fir d'Aarmut ze bekämpfen, géifen erreechen. Dass si domadder awer ganz ville Familljen eng finanziell Stäip ewechgeholl hunn an dass do derduerch haut vill Familljen et vill méi schwéier hunn, well et keng Alternativ zu der Allocatioun gëtt, dat gëtt ënnert den Teppech gekiert.

Well d'Allocation d'éducation, Madamm Minister, déi hat och eng sozial Komponent. Vill Familljen hu vun dëser Allocatioun profitéiert, obschonns se alle béid schaffe gaange sinn an awer net iwwer e gewëssene Revenu eraus verfüügt hunn. Et sinn also net nëmmen, fir et elo iwwerspëtzt ze formuléieren, d'Fraen, déi doheem bliwwe sinn, fir sech ëm d'Kanner ze bekëmmeren, déi dës Allocatioun kritt hunn.

D'Familljeministesch wéi och de Premierminister haten och eng Reform vum RMG an d'Gespréich bruecht, fir d'Monoparentallen ze ënnerstëtzen. A mir freeën eis natierlech elo, deen definitiven Text ze héieren, well de Premier huet jo gëschter ugekënnegt, dass den Avant-projet elo géif mat de Partner am soziale Beräich breet diskutéiert ginn. Mä bis elo läit awer nach näischt um Dësch.

Ënnert dem Deckmantel, eng soi-disant modern Familljepolitik wëllen ze maachen, déi méi sënnvoll wier, déi méi cibléiert a méi no bei der Realitéit wier - fir de Premierminister ze zitéieren -, gëtt hei näischt aneschters gemaach, wéi kloer ee Familljemodell ze privilegéieren, an zwar dee vun der fescher jonker Famill mat zwee Kanner, wou béid Elteren, d'DP nennt se d'Carole an de Marc, de Claude Wiseler war de Moien och schonn drop agaangen, matzen an der Rushhour vun hirem Liewe stinn.

Si ginn allen zwee schaffen. Si hunn zesummen e Revenu vun 9.500 Euro de Mount, zwee léif Kanner, déi bestëmmt och an d'Crèche ginn. Si hu sech en Haus kaaft a kënne sech souguer e Bausparvertrag leeschten. Näischt géint déi sympathesch Koppel, just, et gëtt hei zu Lëtzebuerg net nëmme Carolen a Marcen. Si si sécher, ganz sécher, net representativ fir den Duerchschnëttsménage hei am Land.

D'Steierreform sollt d'Nodeeler, déi d'Familljen hunn, ausgläichen, virun allem bei de Monoparentallen. Mä net jiddweree wäert kënnen a vollem Mooss vun de Steiervergënschtegunge profitéieren. Den Zougang dann zum Wunnengsbau sollt fir jonk Familljen erliichtert ginn, andeems d'Ofschreiwungsméiglechkeete fir d'Bausparverträg vereinfacht solle ginn. Mä fir dovunner ze profitéieren, muss een emol fir d'Alleréischt e Bausparvertrag ënnerschriwwen hunn. An net jiddweree ka sech esou e Vertrag leeschten. Dat sot iwwregens och de Premierminister gëschter. Hei kréien also op en Neits net déi geholl, déi et am allernéidegsten hätten. Hei komme just d'Carolen an d'Marce gutt ewech.

Eng verantwortungsvoll Familljepolitik setzt Prioritéiten, ouni ee Familljemodell ze privilegéieren. Mir brauchen hei am Land eng sozial gerecht Familljepolitik, déi sënnvoll ass, déi no bei de Leit ass, déi méi cibléiert ass an déi derfir suergt, dass déi schmuel Schëllere méi gehollef kréie wéi déi breet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Premier sot gëschter am Kader vum Congé parental, dass d'Regierung wëllt, dass d'Eltere méi Zäit mat de Kanner verbréngen. Do froen ech mech awer just: Wéisou bestrëppt Der dann d'Elteren ëm zéng Méint, wa se sech fir d'Variant vun engem Dag an der Woch beim Kand doheem bleiwen entscheeden? Si hätten näämlech a Wierklechkeet Urecht op 30 Méint an net, wéi elo am Text steet, op 20 Méint.

De Premier sot en plus, d'Eltere géifen e Revenu de remplacement kréie bis zu 3.200 Euro. Dat ass och net ganz richteg, well wann ech mech net ieren - Dir verbessert mech -, da gi jo dovunner och nach d'Sozialversécherung an och d'Steieren of. Et kann een also net behaapten, et géif een 3.200 Euro kréien.

Da muss ech och soen, hunn ech an Ärer Ried - hien ass elo net hei, den Här Statsminister - awer vermësst, ee Wuert ze héieren zu de Mënsche mat engem Handicap.

Wat hutt Der wëlles, fir si ze maachen? Wat hutt Der wëlles, fir eis Senioren ze maachen, déi jo e ganz groussen Deel vun eiser Gesellschaft ausmaachen, déi e grousst Wëssen hunn, déi eng grouss Experienz hunn, wourop mer net kënne verzichten? Ech hunn zumindest an der Ried vum Statsminister näischt doriwwer héieren.

Här President, een anert Objektiv vun der Strategie „Europa 2020", op dat ech gär ze schwätze kommen, ass dat vum Décrochage scolaire, dee soll nohalteg ënner 10% leien. Meng Fraktiounskolleegin Martine Hansen wäert herno zum Volet Éducatioun schwätzen. Ech wëll och do net virgräifen. Ech wëll awer kuerz op eng Mesure agoen, déi d'Regierung proposéiert huet, fir géint den Décrochage scolaire ze kämpfen.

D'Regierung huet schonn am Kader vum PNR vum leschte Joer virgeschloen, de Sprooche-nunterrecht ze revidéieren. D'Kanner, déi an der Crèche sinn, sollen iwwert de Wee vun enger bi- respektiv multilingualer Erzéiung fit fir eise Schoulsystem gemaach ginn. Et gëtt hei vun „bains linguistiques" geschwat. Déi bilingual Erzéiung soll am Kader vun enger Gratisbetreiung ab engem Joer stattfannen. Doniewent, a mir hunn d'Gesetz viru Kuerzem gestëmmt, soll och d'Qualitéit an de Crèchen zouhuelen. Wat d'Qualitéitsverbesserungen an de Betreiungsstrukturen ubelaangt, do verweisen ech op meng Bemierkungen, déi ech op dëser Plaz beim Projet 6410 gemaach hunn a wou ech dem Minister bei där Geleeënheet un d'Häerz geluecht hunn, sech dann awer och wann ech gelift d'Moyenen ze ginn, fir dat a Musek ëmzesetzen.

Amplaz ee Chantier fäerdeg ze maachen, fänke mer elo nees en neien un. Mir féieren nach eppes Neies an: déi bilingual Erzéiung. Och nodeems den Éducatiounsminister de Pilotprojet an der Chamberskommissioun presentéiert huet, bleiwe fir eis awer nach ganz vill Froen op. De Projet soll an e puer Méint evaluéiert ginn. Mä fir evaluéiert ze ginn, muss een awer och nach wëssen: Wat ass dann iwwerhaapt d'Zilsetzung vun deem Projet? Wat erwaart den Här Minister sech vun engem „bain linguistique"?

Gëtt do mat pädagogesche Konzepter geschafft? Wa jo, sinn déi Éducateuren dann duerfir forméiert? Wann neen, kréie se dann eng extra Formatioun? Wéi gesäit déi Formatioun aus a wie soll déi Formatioun bezuelen?

Wa keng extra Formatioun néideg ass, wéi garantéiert de Minister dann, dass d'Kanner awer adequat bilingual erzu ginn, wann d'Crèchen net mussen an Zukunft op „native speakers" zréckgräifen? Gëtt et fir dat Ganzt e Geamtkonzept, dat fir all Crèche gëllt, oder mécht duerno all Crèche wat se wëllt? Wie kontrolléiert dat an, virun allem, no wéi enge Kritäre gëtt dat Ganzt kontrolléiert? Ech weess net, vu wiem ech herno eng Äntwert do kréien, mä bon, ech kréie se jo dann anscheinend zum Schluss vun dësem Débat.

Dëse Projet - de Projet vun der bilingualer Gratiskannererzéiung - huet einfach keng fundéiert wëssenschaftlech Basis. Déi bilingual Erzéiung soll an enger Phas ufänken, wou d'Kanner grad emol léieren, hir Mammesprooch ze schwätzen, zu engem Moment also, wou hir Mammesprooch sech nach net gefestegt huet. Well ech mengen, mir sinn eis wierklech heibannen alleguerten eens, dass ee mat engem Joer seng Mammesprooch nach net gefestegt huet.

(Brouhaha)

Mat engem Joer babbelt e Puppelchen héchstens e puer Silben.

Fir ganz vill Experten - dat soen ech net -, fir ganz vill Experten ass awer eng gefestegt...

(Interruption par M. Eugène Berger)

Babbelen!

M. Eugène Berger *(DP)*.- ...dass Kanner déi zwou Sproochen ouni Problem léieren.

(Interruptions diverses)

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Et gëtt awer eng wëssenschaftlech Etüd, déi dat anert beleet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Berger, wann Der...

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Et ass ganz richteg, Här Berger, wann e Kand Elteren huet, déi allen zwee eng aner Sprooch schwätzen a wa ganz konstant eng Persoun eng Sprooch doheem duerchzitt, dass déi Kanner dat ganz gutt léieren. Mä mir schwätzen hei dovunner, dass e Kand soll an e puer Schoulstonne beriselt gi mat enger anerer Sprooch an duerfir soll op sinn. An d'Experte soen - dat behaapten net ech -, d'Experte soen: Dat doten, dat fonctionnéiert definitiv just, wann d'Mammesprooch bis gefestegt ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Madamm Hetto, erlaabt Der eng Tëschebemierkung vum Här Berger?

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Ech wëll elo hei meng Iwwerleeunge weiderféieren, da kann den Här Berger mer vläicht herno dozou eppes soen.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, ech wollt eng Prezisioun ginn.

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Plusieurs voix.- Ooh!

(Interruptions diverses)

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, ech loosse mer vum Här Mosar d'Wuert net verbidden.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Berger, entschëllegt, d'Madamm Hetto huet lech eng Propos gemaach. Si mécht hire Räsonnement fäerdeg, an dann...

M. Eugène Berger *(DP)*.- Et ass eng Prezisioun, ech kann déi och herno ginn. Dat ass kee Problem.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wat d'Protester ugeet, wëll ech just drop hiweisen, dass virdrun insistéiert ginn ass op d'Liewegkeet an deem Débat,...

(Interruption)

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- En huet mech guer net duerjernee bruecht. Ech wollt just d'Logik a mengen Iddien...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- ...an ech wëll just drun erënneren, dass déi Ënnerbriechungen haut vun alle Säite komm sinn.

An ech mengen, bei esou engem laangen Débat muss een den Deputéierten och emol heiansdo erlaben, spontan ze reagéieren. Ech mengen, dat huet...

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Dat kënnt mer kënneg vir, Här President, dat hutt Dir jo och ëmmer fréier gemaach. Do waart Dir jo Expert dran.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dat huet den Här Wiseler gemaach,...

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Et ass keen esou vill ënnerbrach gi wéi d'CSV-Spriecher.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- ...dat huet d'Regierung gemaach,...

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Do war den Här President fréier Expert dran.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- ...an ech mengen, et ass dann och e bësse méi interessant fir déi Leit, déi eis nokucken an nolauschteren.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Kuckt dann een no?

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wësst Der, Madamm Hetto,...

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Déi Aarm.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- ...wat d'Diskussiounen hei am Haus besser sinn, wat och méi nogekuckt gëtt.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Okay.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- An ech géif déi Propositioun vun lech unhuelen, dass, wann Äre Räsonnement eriwwer ass, dass

mer dann dem Här Berger d'Wuert ginn, fir seng Fro ze stelle respektiv seng Bemierkung ze maachen.

An, Här Kaes, esou gefaalt Der mer vill besser!

(Interjection de M. Aly Kaes)

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Also, ech fueren dann elo do weider, wou ech opgehalen hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- D'Zäit gëtt selbstverständlech...

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Matugerechent.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- ... neutraliséiert!

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Selbstverständlech!

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Also d'Experte soen, esou eng bilingual Erzéiung sollt an enger Phas ufänken, wou d'Mammesprooch bis gefestegt ass. An déi ass mat engem Joer sécher net gefestegt.

Duerfir froen ech einfach: Riskéiert deen extrem fréien Zäitpunkt vun där bilingualer Erzéiung, also mat engem Joer, net derzou ze féieren, dass d'Kanner herno nach zousätzlech sprooclech Schwieregkeete wäerten hunn? Well hei maache mer en Experiment, ouni d'Resultat an ouni d'Auswierkungen ze kennen.

D'Uni Lëtzebuerg steet där ganzer Saach jo och net honnertprozenteg positiv géintiwwer. An ech wollt och do vum Minister wëssen, wéisou d'Uni Lëtzebuerg net vill méi intensiv an dee ganze Projet matagebonne ginn ass.

An dann: Firwat gëtt dee Projet schonn no sechs Méint evaluéiert? Kann ee wierklech no sechs Méint Experiment mat sechs Crèchë Réckschlëss a Konklusiounen a Best Practices erausschielen? Ass dat net e bësse kuerz gegraff, fir dann e Projet vun där doter Envergure awer herno wëlle flächendeckend unzebidden? Hei feelt et eis ganz kloer un engem richtege Konzept. Hei gëtt experimentéiert.

An doriwwer eraus stellt sech - an dat ass wierklech keng Niewesächlechkeet - d'Fro vun der Finanzéierung, an dëst ëmsou méi, well déi Kannerbetreiung, déi gratis bilingual Kannerbetreiung, och nach zum groussen Deel nämlech wärend de Schoulstonne soll gratis sinn. Wat kascht dat eist Land kuerz- an och mëttelfristeg? Wéi wëllt de Minister sécherstellen, dass dann och duerno iwwerall dës Gratisoffer kann ugebuede ginn, fir dass kee benodeelegt gëtt, jee nodeem wou ee wunnt?

Ech kéint nach e sëlleche Froe stellen, mä d'Zäit leeft mer fort. Mä eleng déi vill Froen, déi opstoe bleiwen, beweisen, dass dee Projet hei net duerchduecht ass. Et riskéiert just e Faass ouni Buedem ze ginn, wat dat Finanziellt ubelaangt, ouni ze wëssen - wierklech ouni ze wëssen -, ob et de Kanner eppes brénght, ouni dass doduerch séchergestallt gëtt, dass se domadder hir Chancen, an der Schoul unzekommen, och réellement kënne verbesseren.

Donieft, an dat ass och wichteg, kreéiere mer bei den Eltere ganz sécher e gewëssenen Drock, well se sech wäerte forcéiert spieren, déi Offer unzehuelen aus Angscht, dass hir Kanner soss spéider manner gutt op d'Cyclen 1 an 2 virbereet si wéi anerer. An eisen Ae wier et méi sënnvoll gewiescht, wann ee gekuckt hätt, wéi een d'Sech-Eruntaaschten un aner Sprooche kéint eventuell am Cycle 1 integréieren, d'Bestandsopnam maache vun deem, wat mer hunn: Wat ass gutt, wat ass schlecht, wat kann ee verbesseren? Da wier zumindest en Usaz do, dee kohärent gewiescht wier, deen all Kand zeguttkomm wier, an net nëmme just deene Kanner, déi dann och an eng Crèche gaange sinn.

Meng Kolleegin Martine Hansen wäert do nach vill méi am Detail drop agoen. Mir stinn op alle Fall dëse Mesurë vun der Regierung méi wéi skeptesch géintiwwer. Vill ze vill Froen, op déi mer bis elo keng Äntwert respektiv ganz wéineg zefriddestellend Äntwerte kritt hunn. An et stellt sech weiderhin d'Fro, ob mer mat deenen dote Mesuren d'national Objektiver am Kader vun der Familljepolitik dann tatsächlech erreechen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Voilà. Ech géif dann elo dem…

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Här Berger!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- … Här Berger d'Wuert ginn.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Jo, Här President, ech hat dat, mengen ech, schonn eng Kéier d'lescht Woch gesot bei enger Motioun, respektiv wéi en Débat doriwwer war. Ech wëll einfach nëmme soen - an dat, mengen ech, kënnen aner Enseignantë bestätegen, déi dat och an hire Studien oder an hirer Praxis geléiert hunn -, datt et wëssenschaftlech bewisen ass, datt d'Kanner am Alter zwëschen null an dräi Joer extrem Facilitéiten hunn,…

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Jo.

M. Eugène Berger *(DP)*.- …fir méi Sproochen ze léieren. Et ass eigentlech nëmmen dat, wat ech wëssenschaftlech hei awer wëll zitéiere respektiv ënnersträichen, datt dat elo net eng politesch Décisioun ass oder eng politesch Opfaassung. Dat ass awer esou um Terrain. Ech hat dat och illustréiert mat Beispiller. Duerfir hunn ech e Problem, wann hei gesot gëtt, et wier wëssenschaftlech bewisen, datt dat net de Fall wier. Et ass ëmgedréit de Fall. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Här President?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, den Här Wiseler.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Da muss ech net méi weider drop agoen.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech wëll dann awer och dozou soen, wann Der déi wëssenschaftlech Etüde liest, da gesitt Der, datt, wann dat do soll Realitéit ginn, da muss evidenterweis eng Nécessitéit bestoe vum Kand, fir mat där Sprooch e kontinuéierlechen, en dauernde Kontakt ze hunn, an eng Nécessitéit bestoen, fir datt dee Kontakt och do ass.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Richteg!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Och an dësem Fall, esou wéi en hei beschriwwen ass, ass dat weder an der Nécessitéit nach an der Kontinuitéit de Fall. An dofir si mer ganz skeptesch par rapport zu deem, wat hei gemaach gëtt.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Also dat hunn ech elo net erfonnt, mä dat soe Leit vun der Uni Lëtzebuerg - erlaabt Der, Här President, dass ech dat just soen? -, dass e Kand ganz gutt zwou Sprooche léiert, wann et zum Beispill erkennt, dass et mat deem enge just nëmmen an där Sprooch ka kommunikéieren. Da mécht et dat. Da léiert et ganz einfach zwou Sproochen. Papp, Mamm, doheem, wou da jiddweree seng Sprooch konsequent mam Kand schwätzt. Awer dat ass eng ganz aner Situatioun, wéi wann Dir mat engem Joer dann an enger Crèche sidd, wou da Personal ass, dat heiansdo e Wuert an enger anerer Sprooch fale léisst. Mengt net, dass doduerch dat Kand méi eng grouss Aisance krit, fir herno entweder Lëtzebuergesch oder Franséisch ze léieren! Dat mengen ech definitiv net!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madamm Hetto.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- An nächst Riednerin ass d'Madamm Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert dann och elo fir d'LSAP-Fraktioun Positioun zur Familljepolitik huelen, well et jo e Schwéierpunkt vun dëser Regierung ass, net just, well si enk mat der Demografie- a Wuesstumspolitik verbonnen ass, mä well d'Familljen e Wandel duerchlafen.

Eens si mer eis wuel all heibannen driwwer, dass mer eng effikass Familljepolitik brauchen, iwwert d'Ausriichtung an d'Reformen awer wuel manner. Eng modern Familljepolitik bedeit fir d'LSAP an éischter Linn, déi ënnerschiddlech Liewenssituatiounen a Besoine vun de Familljen ze considéréieren. Mir sinn der Meenung, dass et der Politik net zousteet, iwwert d'Familljeformen ze uerteelen, mä dass si se ze respektéieren huet. Familljepolitik däerf sech net op eng Äntwert beschränken, mä muss jee no Liewenssituatioun a Liewenslag ënnerschiddlech Äntwerten erméiglechen.

Wat mir net méi wëllen ënnerstëtzen, si Mesuren, déi e réckwäertsgewanntent Geschlechter- a Familljebild zementéieren, dat d'Fra an eng ekonomesch Ofhängegkeet vum Partner dreift. Dat Bild entsprécht weder de Liewensrealitéiten nach de Liewenswënsch vun deenen heitege Familljen.

Virun 20, 30, 40 oder 50 Joer war dat eng aner Tendenz. Mä haut, wou d'Gläichberechtegung als Zil net méi zur Diskussioun steet, haut, wou ëmmer méi Koppele sech no enger gewëssener Zäit trennen, haut, wou d'Fraen ëmmer besser forméiert sinn an och kloer gëtt, dass d'Wirtschaft an den Aarbechtsmaart net kënnen op hir Kompetenze verzichten, haut, wou och ëmmer méi Pappe wëllen eng intensiv Bezéiung zu hire Kanner opbauen a méi Zäit mat hinne verbréngen, haut, woen ech ze behaapten, ass dat anescht.

Eis Gesellschaft huet sech weiderentwéckelt an d'Politik soll dat och elo maachen. Eis Prämisse fanne sech an der Regierungserklärung erëm, wou sech drop gëeenegt ginn ass, dass d'Zil vun der Familljepolitik doranner besteet, dës un déi heiteg Liewensrealitéite vun de Familljen unzepassen: Engersäits konkret Mesuren ze schafen, fir d'Elteren ze ënnerstëtzen, an anersäits méi a Sachleeschtunge wéi a Geldleeschtungen ze investéieren.

Dofir ass et fir eis Sozialistinnen a Sozialisten och wichteg, déi verschidde Reformen, déi elo ustinn, net als eenzel Mesuren erauszepicken, mä als e Ganzt ze betruechten, deem d'Richtlinne vun der Chancëgläichheet an der Individualiséierung vun de Rechter vun de Kanner zugronn leien.

Bei verschiddene spillt och déi sozial Selektivitéit. An deem Sënn plädéiere mir als LSAP och fir eng méi staark a selektiv Ënnerstëtzung vu Famillje mat Kanner, déi am Lycée sinn, fir d'Finanzéierung vun hire Schoulbicher.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Den neie System vum Kannergeld mat sengen neie Montanten ass keng schéi verstoppte Spuermesure, wou op Käschte vun de Kanner gespuert soll ginn. Der Vereenheetlechung vun de Kannergeldsätz läit e ganz aliichtende Prinzip zugronn, dass an Zukunft all Kand gläich behandelt gëtt. Dat zweet, drëtt oder véiert Kand kann a soll dem Stat net méi wäert si wéi dat éischt. Esou wéi d'LSAP et an hirem Wahlprogramm festgehalen hat, wëlle mer dofir suergen, dass all d'Kanner zukünfteg gläich behandelt ginn, ganz nom Motto: „All Kand ass datselwecht wäert!"

Mir sinn och frou, dass sech mat de Gewerkschaften op e Mechanismus gëeenegt ginn ass, fir d'Familljeprestatiounen un d'Entwécklung vum Salaire médian unzepassen, en Aspekt, deen eis ganz besonnesch um Häerz läit.

Och wann et ënnert dem Stréch fir munch Famillje manner Geldleeschtunge gëtt, gi si awer duerch déi nei Sachleeschtungen ëmsou méi finanziell entlaascht. Mech stéiert et dohier, dass an der Debatt ëm d'Familljepolitik just nëmme vum Geld geschwat gëtt. D'Familljepolitik ass nun awer méi wéi just d'Ausbezuele vum Kannergeld.

Une voix.- Très bien!

Mme Taina Bofferding *(LSAP)*.- Pauschal Kannergelderhéijunge fir all d'Familljen, och fir déi räich, sinn net de Garant fir méi Gerechtegkeet. Dass Elengerzéier a kannerräich Familljen engem méi groussen Aarmutsrisiko ausgesat sinn, ass eng Tatsaach, an där muss d'Politik Rechnung droen.

Fir eis als LSAP ass et wichteg, dass déi Ménagen, déi a prekäre Situatioune sinn, weiderhi vun der ëffentlecher Hand gehollef kréien. An deem Kontext ass och eng Reform vum RMG erfuerderlech, an dofir si mer frou, dass mer gëschter héieren hunn, dass e Projet de loi gläich wäert virleien.

Wéi gesot, eng fortschrëttlech Familljepolitik beschränkt sech net op d'Verdeele vu Geldleeschtungen, mä besteet aus engem Mix mat Sachleeschtungen, mat Mesuren, déi allgemeng d'Konditioune fir d'Famillje verbesseren. An deem Kontext sinn ze ernimmen: d'Kannerbetreiung, wou net nëmme weider an d'Quantitéit, mä virun allem och an d'Qualitéit investéiert gëtt, d'Éducatioun, wou och méi staark op d'Ënnerstëtzung vun de Kanner gesat gëtt, déi Problemer hunn, an dann och Mesuren, déi et den Eltere méi einfach maachen, fir Famill a Beruff openeen ofzestëmmen. An dofir ass och grad d'Reform vum Congé parental esou wichteg.

De Projet, deen hoffentlech séier ka gestëmmt ginn, brénght ganz grouss Fortschrëtter am Sënn vun enger besserer Vereenbarkeet vu Famill a Beruff a wäert e Quantesprong brénghen a Saache Gläichberechtegung, well méi Pappe wäerten an Zukunft vun hirem Recht Gebrauch maachen.

Ech sinn zouversiichtlech, dass dës Reform de schaffenden Elteren entgéintkënnt. Schonns eleng d'Flexibiliséierung bitt den Eltere méi Méiglechkeeten, hiren Job virleefeg zréckzeschrauwen, fir déi wichtegst Schrëtt vun hirem klenge Kand ze erliewen an ze begleeden.

Wichteg fir d'LSAP ass och de Schutz vun der Aarbechtsplaz grad eréi d'Sécherheet, nom Congé parental nees op seng Plaz ze kommen ouni Aboussen a senger Carrière. Mir begréissen och, dass de Congé parental als dat unerkannt gëtt, wat en ass: eng Familljemesure an net méi eng Mesure am Beräich vum Travail, déi Aarbechtsplaze soll schafen, wat jo bekanntlech an der Vergaangenheet nëmme ganz seelen de Fall war.

Et gëtt e Revenu de remplacement agefouert mat engem Plaffong vun 3.200 Euro. Déi nei Indemnitéit ass un d'Evolutioun vum Mindestloun gekoppelt an dohier och net agefruer, wéi dat am Moment nach leider de Fall ass. An deem Kontext verweisen ech och op d'Reform vum Congé pour raisons familiales, déi Congésdeeg, déi d'Eltere kréien, wa si bei hirem kranke Kand doheem musse bleiwen. Déi rezent Aussoe vum Aarbechtsminister gi fir eis an déi richteg Richtung. Et solle méi Deeg gi fir kleng Kanner, well déi méi oft krank ginn.

Eng Verbesserung gesi mer och an der Iwwerdroung vum Contingent un den Deeg, déi net gebraucht gi sinn, fir an déi nächst Period mat eriwwerzehuelen, wouduerch méi Flexibilitéit ginn ass an d'Eltere wuel manner op hire legale Congé mussen zréckgräifen. Et ass och ze iwwerleeën, ob bei den elengerzéienden Elterendeeler d'Deeg net kéinte verduebelt ginn, falls noweislech een Elterendeel sech guer net ëm d'Kand këmmert an deem aneren esou säi Recht iwwerdroe kéint, natierlech zum Wuel vum Kand.

Och begréisse mer eng nei Strukturéierung vun de Congés spéciaux, well effektiv jonk Pappe vun haut net verstinn, firwat hinne just nëmmen zwee Deeg bei der Gebuert vun hirem Kand zoustinn.

Här President, dat reit sech an dat an, wat ech virdru gesot hunn: D'Famillje vun haut wëllen hiert Beruffs- a Familljeliewe besser openeen ofstëmmen. An do ass d'Politik, besonnesch de Stat, gefuerdert. D'Kritik, besonnesch vun der Oppositioun, déi nei Ausriichtung vun der Familljepolitik géif just ee Familljemodell ënnerstëtzen a géif de Fraen, déi doheem bei hire Kanner bleiwen, alles ewechhuelen, ass iwwerdriwwen an och esou net richteg, am Géigesaz zur Tatsaach, dass an de vergaangene Jorzéngten eng konservativ Familljepolitik bedriwwe ginn ass, déi sech un engem ganz bestëmmten traditionelle Familljebild orientéiert huet.

Do gëtt argumentéiert, dass déijéineg solle belount ginn, déi gären déi ganzen Zäit fir hir Kanner doheem wëlle sinn, ganz esou wéi wann dee Choix fir all Mammen an all Pappen effektiv gi wär. Vill Famillje sinn haut awer op zwee Akommen ugewisen a vill Frae wëllen net einfach zwee oder dräi Joer komplett aus dem Beruffsliewen eraus sinn, an dorunner hunn och déi 485 Euro Allocation d'éducation näischt geännert.

Dat passt vläicht net an e bestëmmtent ideologescht Konzept, mä et ass awer d'Realitéit. Et war nëmme konsequent, d'Allocation d'éducation ofzeschafen, well déi hat näischt mat Wahlfräiheet ze dinn. Par contre gouf do geziilt Afloss op d'Dauer vun der berufflecher Auszäit vun der Fra geholl an op hir finanziell Ofhängegkeet vum Partner.

A wat mech och ëmmer erëm an der Diskussioun erstaunt, sinn déi Ënnerstellungen, dass Mamme schaffe ginn, well se mussen, well d'Politik se zwéngt oder d'Gesellschaft, mä selbstverständlech net well si dat och gäre selwer wëlle maachen.

Une voix.- Très bien!

Mme Taina Bofferding *(LSAP)*.- Dass Fraen décidéieren, net schaffen ze goen an doheem ze bleiwen, ass weiderhin hiert gutt Recht. Mir mussen awer oppassen, dass net déi eng Mamme géint déi aner Mammen ausgespillt ginn, dass déi, déi doheem bleiwen, hir Kanner besser erzéien an optimal férdere géifen an hir Kanner méi glécklech wäre wéi déijéineg vu beruffstätege Mammen, deenen hir Kanner an d'Maison relais ginn, déi onglécklech oder gestéiert wieren an deenen eppes géif feelen.

Fir kloer ze sinn: Mir wëlle kengem virschreiwen, eng Klengkannerbetreiung an Usproch missen ze huelen. Fir d'Betreiung doheem oder an der Crèche gëtt et ënnerschiddlech an individuell Grënn, déi mer als Politik net ze bewäerten hunn.

Mä dat Netanusprochhuele vun ëffentlechen Ariichtunge musse mer awer net mat ëffentleche Gelder all Joer subventionéieren, wa mer gläichzäiteg laang Waardeläschten an de Gemengen hunn, wou Elteren eng Betreiung fir hiert Kand sichen. Vu gesellschaftlecher Verantwortung an dem Ausbau vu flächendeckenden Infrastrukture ka sech eng kredibel Politik net fräikafen!

Et war net logesch, dass de Stat op där enger Säit eng Prestatioun subventionéiert an op där anerer Säit genau hire Géigendeel dovunner finanzéiert huet. D'Allocation d'éducation huet näischt dozou bäigedroen, fir d'Kanner ze férderen an d'Vereenbarkeet vu Beruff a Famill ze verbesseren.

Dat heiten erënnert och e bëssen un d'Diskussioun, déi viru Joren an Däitschland gefouert gouf bei der Aféierung vum Betreuungsgeld,

dat als Fernhalteprämie entlarvt gouf, well et, éischtens, d'Kanner vu gudder ëffentlecher Kannerbetreiung ewechgehalen huet an, zweetens, d'Frae vum Emploi.

Mir wëllen d'Suen de Familljen net entzéien, mä d'finanziell Moyene sollen do agesat ginn, wou se gebraucht ginn: an de Betreiungsstrukturen, a méi Plazen an och a méi Qualitéit. Mir wëllen all Kand, onofhängeg vu sengem soziale Milieu, déi beschtméiglech Bildungschancë ginn, an dat vun Ufank un.

Dofir sollen elo d'Kanner un d'Méisproochegkeet, déi eist Land ausmécht, esou fréi wéi méiglech erugefouert ginn. Vu dass Sprooche léieren engem als klengt Kand am einfachste fält, solle si am Alter vun engem bis zwee Joer spilleresch, an hirem Alter entspriechend, mam Lëtzebuergeschen a Franséische vertraut gemaach ginn.

Sproochenerwerb, Integratioun, eng gutt Éducatioun an de Kontakt mat Gläichaltrege si wichteg Grondlage fir dat zukünftegt Liewen. Duerch den Ausbau vu Betreiungsariichtungen an duerch eise System vun de Chèques-services ka sozial Ausgrenzung verhënnert ginn. Och dat gehéiert fir eis zu enger verantwortungsvoller Familljepolitik.

Ech plädéieren dofir, keen ideologeschen Discours ze féieren, mä dorobber ze lauschteren, wat d'Eltere wëllen a wat si an hir Kanner brauchen. D'LSAP steet un der Säit vun de Familljen an d'sozial Kohäsioun an d'Chancëgläichheet sinn eis Mots d'ordre. Mir setzen eis dofir an, dass d'Konditioune verbessert gi fir d'Familljen, fir dass d'Partner sech kënnen zesummen a gutt ëm d'Kanner, de Stot an och de Beruff këmmeren.

Mir kënnen a mir wëllen net d'Auer zréckdréinen an an déi iwwerliefte Rolleverdeelung vun de Geschlechter zréckfalen. Mir mussen a wëllen déi heiteg Familljeforme begleeden an ënnerstëtzen. An dat maache mer gäre mat enger moderner Familljepolitik.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Bofferding. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Här President, Merci fir d'Wuert. Dës Regierung betruecht d'Familljepolitik als e Ganzt. Virun zweeanengemhallwe Joer ass e grousse Bléck iwwert dee ganze Volet vun der Famill geworf ginn, fir elo e kohärente System kënnen unzebidden, eng Gesamtfamilljepolitik.

D'Familljepolitik besteet eben net nëmmen aus dem Kannergeld, mä och aus dem Congé parental an anere Mesuren, déi aneneegräifen, fir d'Familljen ze ënnerstëtzen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- D'Reform vun de Studentebourssen, d'Reform vun de Chèques-services - ech erënneren un de 6410, vun deem mer virdrun hei geschwat hunn -, déi bilingual gratis Kannerbetreiung souwéi eng ganz Rei Mesuren aus der Steierreform.

D'Zil vun all dëse Mesuren ass et, de Familljeklor Perspektiven ze ginn, fir dass d'Familljen de Beruff an hiert Familljeliewe besser ënner een Hutt kréien, fir dass sech jonk Leit kënnen entscheeden, fir Nowuess ze kréien, a fir dass kee Kand hei zu Lëtzebuerg an Aarmut muss opwuessen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Deen neie Congé parental ass esou eng Mesure, déi den Elteren déi Flexibilitéit erméiglecht, déi een hautdesdaags brauch, fir sech net méi mussen ze entscheeden tëschent dem Kannerwonsch an dem Beruffsliewen.

De Congé parental gouf 1999 agefouert a säitdeem...

(Interruption par Mme Nancy Arendt)

...hunn iwwer... Pardon?

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Vun der CSV.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Madamm Arendt, Dir kënnt Iech gären aschreiwen.

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Jo, jo.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Dir kënnt Iech gären aschreiwen. Dat ass guer kee Problem.

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Ech wollt et just soen, well Der gesot hutt...

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Jo, jo. Et war eis Proposition de loi.

(Brouhaha)

Et war eis Proposition de loi.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Dofir sidd Der och ze luewen, dass Der dat gemaach hutt.

Mä et gëtt elo nach erweidert an et gëtt verbessert. An ech erklären Iech och elo wéi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- De Congé parental ass, dat muss ee soen, eng richteg Erfollegsstory gewiescht. Mä no 17 Joer huet sech awer esou munches geännert. D'Gesellschaft huet sech verännert, d'Besoine vun den Elteren hu sech verännert. Eng Evaluatioun war néideg, an déi ass zur Konklusioun komm, dass de System vum Congé parental muss méi flexibel gestalt ginn.

Eng Etüd, am Optrag vum Familljeministère, huet näämlech d'Grënn ervirbruecht, firwat d'Eltere sech dacks nach géint de Congé parental entscheeden. Éischtens, well se sech et finanziell net kënnen oder wëlle leeschten. An zweetens, well déi Meescht, besonnesch d'Pappen, awer net nëmmen, de System net flexibel genuch fannen. An déi ausgeschaffte Reform soll genau deenen dote Bedenke Rechnung droen.

D'Haaptziler vun der Reform sinn: D'Familljen an d'Beruffsliewe besser openeen ofzestëmmen, eng zolidd Relatioun tëschent dem Kand a sengen Elteren opzebauen a besser op d'Besoine vun den Elteren anzegoen, andeems weider Modeller proposéiert ginn an e regelrechte Revenu de remplacement agefouert gëtt.

An deem Kontext muss ech awer ënnersträichen, dass och dem Input aus dem Parlament, dat heescht aus der Familljekommissioun, Rechnung gedroe ginn ass. An esou ass et, dass och den éischte Congé parental elo vun deene flexibele Modeller wäert kënne profitéieren.

Bon, et gëtt Leit, déi soen, dass dee System, dee mer elo wëlle reforméieren (veuillez lire: aféieren), net wäit genuch geet. Ech muss awer soen, ech fannen, dass déi sechs Modeller, déi mer de Leit elo ubidden, awer e reelle Fortschrëtt duerstellen zu deem, wat mer bis elo hunn.

Bis elo ass et méiglech, sechs Méint plein temps oder zwielef Méint mi-temps ze huelen. Dobäi kënnt elo d'Méiglechkeet, fir véier Méint plein temps oder aacht Méint mi-temps ze huelen. An eng weider Flexibilitéit erméiglecht de sougenannte Modèle fractionné. Eng Persoun, déi 40 Stonne schafft, huet d'Méiglechkeet, fir 80% pro Woch schaffen ze goen, dat wärend 20 Méint, oder véiermol ee Mount an enger Period vun 20 Méint beim Kand ze bleiwen.

Duerch d'Reforme wäerte sech also eng ganz Rei nei Méiglechkeeten opdoen, well och net jiddweree wëllt sechs Méint huelen, dat hänkt jo vu Fall zu Fall of, an déi Leit hate bis elo just de Choix entweder de Congé parental sechs Méint ze huelen oder guer net an de Genoss vun där Mesure ze kommen.

En plus wäert et elo esou sinn, dass den éischte Congé parental an den zweete Congé parental kënne gläichzäiteg geholl ginn. Vill Leit wäerten also elo kënnen an de Genoss vum Congé parental kommen, souguer Leit, déi eng Tâche vun zéng Stonnen d'Woch bei engem Patron hunn, wa se verschidde Patronen hunn, an déi sinn natierlech all Kéiers domat averstanen.

Et ass awer och néideg, fir d'Modeller ze limitéieren. An dat ass och d'Ursaach, firwat dass de Congé parental à la carte, dee kenger Richtlinn nogeet, eng ganz Partie Komplikatiounen duergestallt hätt. Den administrativen Opwand fir d'Verwaltunge wär immens an d'Entreprisen, dat däerfe mer awer net vergiessen, brauchen eng gewësse Planungssécherheet, fir sech kënnen ze organiséieren.

Laang Joren huet de Congé parental ënnert dem éischte rigide Modell vu sechs Méint plein temps oder zwielef Méint mi-temps fonctionnéiert. An op eemol fuerdert deen een oder aneren, dass d'Flexibiliséierung nach net wäit genuch geet. Also ech muss Iech soen, ech sinn der Meenung, dass mer heimadder e ganz grousse Schratt no vir maachen, fir ganz vill jonk Familljen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Wéi de Statsminister a senger Deklaratioun et gëschter gesot huet: D'Akraafttriede vum Congé parental soll esou séier wéi méiglech geschéien. De Projet de loi muss nach vum Conseil d'État aviséiert ginn an d'Regierung huet hei d'Urgence ugefrot.

E Wuert zum Kannergeld. An ech widderhuelen et nees, an ech wäert et esou oft an esou laang widderhuelen, bis tëschent Rëmeleng an Huldang an tëschent Maarteleng a Rouspert, bis et bei jiddwerengem ukomm ass: Elteren, déi elo scho Kanner hunn, behale genau dat Kannergeld, wat si elo scho kréien.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption par M. Roy Reding)

M. Gilles Baum *(DP)*.- Pardon, Här Reding?

M. Roy Reding *(ADR)*.- Awer net méi an Zukunft!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Jo, déi Leit, déi an Zukunft Kanner hunn, Här Reding, déi kënne jo haut nach kee Kannergeld kréien!

M. Roy Reding *(ADR)*.- Schwätzt vun deenen, déi et muer kréien.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ma ech kommen elo direkt bei déi, Här Reding.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Dann ass et gutt.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Direkt. Déi nei Montante gëllen also just fir Kanner, déi no der Reform gebuer ginn. An anere Wierder: All déi Familljen, déi haut scho Kanner hunn, si guer net vun dëser Reform betraff!

Nom Antrëtt vun der Reform wäert et fir all Kand 265 Euro de Mount ginn, dat ass d'Kannergeld an de Kannerbonus. E Kand bis zu sechs Joer wäert pro Joer 3.180 Euro kréien; vu sechs bis zwielef Joer 3.420 Euro; an ab zwielef Joer 3.780 Euro. Eng Famill mat zwee Kanner kritt am Joer, wann d'Kanner bis sechs Joer hunn, 6.360 Euro; vu sechs bis zwielef Joer 6.840 Euro; an doriwwer, wa se méi al si wéi zwielef, 7.560 Euro.

An ech stellen Iech ganz kloer d'Fro heibannen: Ass dat näischt? Sinn dat keng Suen? Eng Famill, déi no der Reform véier Kanner kritt - déi no der Reform véier Kanner kritt -, wäert, bis déi Kanner 18 Joer hunn, vum Stat 249.120 Euro Kannergeld kréien. Dat ass eng Véirelsmillioun Euro fir déi, déi no der Reform a Kraaft trëtt (veuillez lire: déi no der Reform Kanner kréien).

(Interruption par M. Marc Spautz)

Den Här Spautz huet sech gemellt.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech sinn immens frou, wann ech mam Här Spautz ka schwätzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ech sinn Iech extrem dankbar, dass Der net nëmmen d'Roll vum Riedner, mä och nach meng Roll mat iwwerhuelt. Dir maacht dat ganz gutt.

Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här Lehrer. Ech wollt just froen: Wéi vill kritt ee mat véier Kanner dann haut?

Plusieurs voix.- Voilà!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Dat hunn ech elo net ausgerechent,...

Une voix.- Dee kritt ee Krack méi!

M. Gilles Baum *(DP)*.- ...well ech mer och déi Méi net gemaach hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Mä ech ginn dovun aus, dass den Här Spautz dat ausgerechent huet.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Den Här Spautz huet et awer mat Sécherheet ausgerechent, soss hätt e mer et net matgedeelt.

(Interruption par M. Marc Spautz)

Ah, dee kënnt herno!

(Hilarité)

Et ass an der Rei. Et ass an der Rei.

Déi Montanten, déi ech Iech elo genannt hunn, dat sinn natierlech just d'Kannergeld an d'Majoratiounen, ouni dat, wat de Stat bäileet bei all deenen anere Mesuren. Ech nennen d'Allocation de naissance, d'Allocation de rentrée scolaire, de Congé parental, d'Aide au logement, de Kannerundeel beim RMG, d'Chèques-services.

Also, wann dann awer hei soll, an ech soen dat ganz kloer, um Bockel vun der Famill gespuert ginn, da géif ech awer gäre wëssen, wat fir ee Land dobausse méi bezilt, en nature, wéi mir!

Hei gëtt de Feeler gemaach, d'Familljepolitik op d'Kannergeld ze reduzéieren an et vergësst een, dass d'Familljepolitik aus ganz ville Puzzlestécker besteet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Also ech fannen et positiv, dass mer och an Zukunft bäi Wäitem - bäi Wäitem! - dat héchst Kannergeld ausbezuelen an der Groussregioun an an der Europäescher Unioun.

Et ass virdru sech beruff ginn op Etüden, fir festzestellen, ob ee Kand elo méi géif kaschten, en zweet, en drëtt, e véiert. Bon, ech kann Iech just soen, et geet ëm de Prinzip, menger Erfahrung no, dass en éischt Kand d'selwecht deier ass wéi en zweet an en drëtt an dass d'Käschten, fir déi d'Kannergeld soll opkommen, net iwwerproportional an d'Luucht ginn, wann e Geschwëster derbäikënnt. Also ech kann Iech soen - ech hu jo e bëssen Erfahrung op deem Gebitt, ech hu véier Kanner - an ech kann Iech soen, dass do ganz vill Saachen...

(Interruption par Mme Nancy Arendt)

...dass do ganz vill Saachen...

(Brouhaha)

...kënnen...

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- An Dir wësst net, wéi vill et gëtt?

(Hilarité générale)

M. Gilles Baum *(DP)*.- Also, ech muss Iech soen...

(Hilarité générale)

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Also, ech muss Iech soen...

Une voix.- Dat ass net dat Wichtegst fir den Här Baum!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Är Interventiounen, Madamm Arendt, Är Interventioune sinn zwar immens rar, mä si sinn awer hilarant. Ech kann Iech dat soen. Also, ech...

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Bei Iech ass et awer och net besser!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech bedaueren, dass hei de Fait, fir Kanner ze kréien, reduzéiert gëtt op de Montant, deen ausbezuelt gëtt. An ech muss Iech soen...

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Dat hunn ech net gesot!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Neen, neen. Ech hunn net ausgerechent, wéi vill ech wäert kritt hunn, bis meng Kanner 18 Joer hunn, well déi sinn nach ganz wäit dovunner ewech.

(Brouhaha)

Ech erënneren och drun, dass hei am Land ganz laang diskutéiert a gestridde ginn ass, fir d'Kannergeld nees ze indexéieren. D'Regierung huet décidéiert, nees en Adaptatiounsmechanismus anzeféieren, all zwee Joer, wou d'Evolutioun vun de Prestatiounen, vun alle Prestatiounen en nature an en espèce, par rapport zum Salaire médian analyséiert ginn.

An déi Enveloppe, déi dorauser erauskënnt, wäert d'Regierung integral fir d'Kanner investéieren. No Consultatioun mat de Sozialpartner décidéiert d'Regierung deemno elo all zwee Joer, wouranner déi Suen investéiert ginn, a Saachleeschtungen oder a Geldleeschtungen. Domat setze mir nees e Mechanismus an d'Plaz, dee méi favorabel ass, wéi wa mer einfach nëmmen indexéiert hätten.

Wat d'Allocation spéciale supplémentaire ugeet, huet d'Familljekommissioun dozou och en Amendement gemaach, fir den Alter op 25 Joer eropzesetzen, well de Projet hat ursprénglech proposéiert, d'Allocation supplémentaire bis 18 Joer virzegesinn. Fir op Nummer sécher ze goen, dass keng Persoun mat engem Handicap duerch d'Netz géif falen, well se vläicht net méi an de Genoss vun der Allocation spéciale komm ass, hu mer entscheet, déi Mesure op 25 Joer ze setzen. An dat wäerte mer gesinn heibannen, wa mer de Projet vum Kannergeld hei wäerten ofstëmmen.

Familljepolitik a Schoulpolitik mussen Hand an Hand goen, well d'Bildung ass dee beschte Wee, fir Chancen a fir Perspektiven ze schafen. Duerfir leet dës Regierung och esou vill Wäert op eng gutt Bildungspolitik. D'Grondlage vum schoulesche Succès ginn an deene ganz jonke Jore geluecht, net eleng, awer och mat Hëllef vun enger qualitativ héichwäerteger Kannerbetreiung, mat enger méisproocheger Betreiung a mat enger Betreiung, déi och jiddweree sech finanziell ka leeschten.

Mir maachen dat, fir dofir ze suergen, dass all Kand déiselwecht Startchancen an d'Liewe kritt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- An ech erlabe mer elo, awer trotzdeem e bëssen op de Volet vun der multilingualer Férderung anzegoen, vun där virdrun hei geschwat ginn ass. Ech muss Iech soen, meng Duechter, dat Jéngst, huet e bësse méi wéi zwee Joer, zweeanenhallwen Dag an der Woch geet et an eng Crèche. Et geet an eng franséischsproocheg Crèche, wou och ganz vill franséisch oder portugisesch Kanner sinn. An ech muss Iech soen, ech fannen dat duerchaus positiv. A mech stéiert dat net, wa mäi Klengt kënnt mat engem Becher an et seet: „Encore!" An et stéiert mech och net, wann et seet: „Ech wëll eng Poire" - oder -

„Ech wëll eng Pomme." Mech stéiert dat guer net! Ech fannen dat do souguer ganz valorisant.

Aus menger schoulescher Erfahrung wëll ech lech soen, dass ech eng Kéier e Kand an der Klass hat - dat si véier, fënnef Joer hier -, dat Kand huet doheem Finnesch a Flämesch geschwat. Et ass an d'Schoul komm. Wéi et dunn an de Précoce komm ass, do huet et Lëtzebuergesch geschwat. Et huet och Däitsch a Franséisch geléiert. A well d'Elteren ënnerteneen Englesch geschwat hunn, huet dat Kand, wéi et bei mir am fënnefte Schouljoer war, sechs Sprooche geschwat a gelies. Ech wëll net behaapten, dass et Finnesch geschriwwen huet. Ech soen lech just, dass dat Kand mat zéng Joer sechs Sprooche geschwat a gelies huet!

Dofir denken ech awer, dass déi Interventioun vun enger vu menge Virriednerinne vläicht awer relativ wäit vun der Realitéit ewech ass. A mir vergiessen eppes hei...

M. Claude Wiseler *(CSV).-* An dat do Beispill war eent vun der Realitéit? Dat kann een...

M. Gilles Baum *(DP).-* Ma ech soen lech elo, wat d'Realitéit ass, Här Wiseler, a wat Dir hei ausklamert: Wa mer eng duebelsproocheg, eng multilingual Férderung aféieren, dann hätte mer jo och gär, dass déi Kanner, déi doheem Franséisch oder Portugisesch schwätzen, dass déi a jonke Joren un d'Lëtzebuergescht erugefouert ginn, fir et hinnen herno am Liewe méi einfach ze maachen. An dat gëtt hei konsequent ausgeklamert. An dat ass einfach falsch an net fair!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).-* Dat ass d'Aufgab vum Précoce.

Une voix.- Très bien!

(Interruption par M. Claude Wiseler)

M. Gilles Baum *(DP).-* Ma dach! Här Wiseler, ech lauschteren lech ëmmer mat ganz groussem Interessi no.

Une voix.- Oh!

M. Claude Wiseler *(CSV).-* Da géift Der dat do net soen!

M. Gilles Baum *(DP).-* Dat hutt Dir de Moien net hei gesot, dat ass vun Ärer Nopesch gesot ginn.

Mir bestreiden net, dass d'Präsenz vun den Elteren an de Kanner hirer Entwécklung wichteg ass.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Här Baum, erlaabt Der, dass den Här Cruchten lech eng Fro stellt?

M. Gilles Baum *(DP).-* Entschëllegt, et ass och vu menger Nopesch gesot ginn.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Ech mengen, den Här Cruchten kennt eppes vum Finneschen.

M. Yves Cruchten *(LSAP).-* Jo!

(Hilarité)

Här Baum, ech wollt lech am Fong just froen, ob Der wësst, dass meng Kanner am Ausland liewen, dass meng Kanner am Ausland opgewuess sinn, nämlech a Finnland, an engem Land, wat mer ëmmer erëm gären an d'Vitrinn stellen, wa mer driwwer schwätzen, e Land erauszesichen an Europa, wat e gudde Schoulsystem huet.

Meng Kanner erliewen dee Schoulsystem do. Meng Kanner sinn dohannen an eng zweesproocheg Crèche gaangen. An eng Crèche, wou se Finnesch geléiert hunn an Englesch. An ech kann lech soen, dass an deem Land, wat mer ëmmer als Beispill huele fir eis Éducatioun, do streiden d'Eltere sech drëms, fir hir Kanner an esou eng Crèche ze kréien.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).-* Ech soen lech Merci fir Är Interventioun, Här Cruchten.

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* Wien huet nach Kanner?

(Hilarité)

M. Gilles Baum *(DP).-* Här Gibéryen, kommt, mir ginn elo net an den Detail.

(Hilarité)

Et ass awer flott, wann d'Ambiance e bëssen décontractéiert ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Jo, dat fanne mer alleguer och.

M. Gilles Baum *(DP).-* Mir bestreiden net, dass d'Präsenz vun den Elteren an hirer Entwécklung extrem wichteg ass. Mir mussen eis awer och de Froen a Suerge vun de Leit stellen an hinne Propose maachen. A genee dat ass et, wat mir mat eiser Politik wëlle maachen. Genee dat ass et, wat mer mat der Flexibiliséierung vum Congé parental wäerte maachen. A genee dat ass et, wat mer mam Ausbau vun enger qualitativ héichwäerteger Kannerbetreiung maachen.

Am Februar hu mer hei eng Qualitéitsoffensiv an der Kannerbetreiung ofgestëmmt, mat engem klore Referenzkader, wéi d'Qualitéit vun der Betreiung kann a soll verbessert ginn. D'Verbesserung vun der Qualitéit a Betreiungsstrukture stoung a steet ganz kloer am Mëttelpunkt vun der Reform. Et war eng Demande vun de Leit vum Terrain. A si ass och mat hinnen zesummen ausgeschafft ginn.

Dës Reform war en éischte Schratt a Saache Qualitéitsverbesserung. E weidere wäert d'nächst Joer mat der méisproocheger Fréiférderung kommen, wou viru Kuerzem e Pilotprojet lancéiert gouf, éier dës Férderung dann d'nächst Joer soll flächendeckend agefouert ginn.

Mir wësse jo alleguerten, dass d'Sproochen den Haaptproblem fir vill Kanner a Jugendlecher duerstellen, wa se Problemer an der Schoul hunn. Wou also kënne mer den Hiewel am beschten an am sënnvollsten usetzen? Et ass eng Tatsaach, dass d'Kanner a ganz jonke Joren immens rezeptiv sinn, wann et ëm d'Léiere vu Sprooche geet. A firwat solle mer dann dës Méiglechkeet net geziilt notzen?

Sécherlech gëtt et och nach aner Méiglechkeeten, aner didaktesch, pädagogesch Approchen a Saache Sproochenunterrecht. Mä ass et wierklech un der Politik, fir sech a Léiermethoden an a fachdidaktesch Froen anzemëschen, wou déi wierklech Experten, d'Enseignanten, d'Éducateuren, déi all Dag um Terrain schaffen, an déi dofir forméiert sinn, bestëmmt déi bescht Alternativen an déi bescht Weeër, fir d'Sproochférderung ze maachen, hunn.

Mir wëllen op alle Fall d'Kanner méiglechst gutt op eis Schoul virbereeden. An duerfir musse mer scho virdrun usetzen. Nëmmen esou kënne mer d'Chancë vun de Kanner, onofhängeg vun hirem sozialen, familiären, kulturellen oder sproochlechen Hannergrond, verbesseren.

D'DP wëllt, dass eis Schoul integréiert an net separéiert. D'DP wëllt, dass de soziale Lift an eise Schoulen erëm fonctionnéiert. An d'DP wëllt e Schoulsystem, an deem all Kand seng Chance huet, fir ze réusséieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).-* Jiddwereen heibanne weess aus senger eegener Erfahrung: Wéi gutt, wéi vill a wéi gär ee léiert, dat hänkt och zu engem groussen Deel vum Schoulmeeschter a vun der Léierin oder vum Professer of. Gutt forméiert an engagéiert Enseignantë sinn e wesentleche Bestanddeel vun engem gutt fonctionnéierende Schoulsystem. An dofir ass et wichteg, dass mer mat der Schafung vum IFEN dem Ministère d'Haaptverantwortung an der Ausbildung vun den Enseignanten an d'Hand ginn hunn. Mam IFEN hu mer eis déi néideg Struktur ginn, fir d'Ëmsetzung vun enger kohärenter a schlësseger Strategie a puncto Stage a Weiderbildung um Niveau vun der Éducation nationale ze gewährleisten.

Andeems dës Domäner elo an enger Hand leien, gëtt et méi einfach, d'Ziler vun deenen eenzelne Schrëtt openeen ofzestëmmen, fir esou e bessere Kader fir d'Aus- an d'Weiderbildung vum Personal vun der Éducation nationale ze erméiglechen.

De Beruff vum Schoulmeeschter ass net ëmmer en einfachen, mä gleeft mer et, aus eegener Erfahrung, et ass en immens flotten, en immens interessanten an en immens dankbare Beruff. D'Verbesserung vun der Formation continue a vum Stage droe mat Sécherheet derzou bäi, dass d'Qualitéit vum Enseignement wäert an den nächste Jore klammen; wat och e positiven Afloss op d'Réussite vun de Schüler wäert hunn. An dat ass et jo, wat mir alleguerten, mengen ech, heibanne wëllen: déi bescht Ausbildung, fir eis Kanner, vun engagéierten a pädagogesch gutt forméierten Enseignanten.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).-* Ee Punkt, deen oft diskutéiert gëtt, ass d'Erweiderung vun der Autonomie vun deenen eenzelne Schoulgebaier. Ech wëll hei just aus dem Regierungsprogramm zitéieren: «L'autonomie permettra aux établissements scolaires de mieux s'adapter aux réalités socioculturelles régionales et aux besoins des élèves. Le Gouvernement étendra cette autonomie aux choix pédagogiques ainsi qu'à la dotation et à la gestion financière, au recrutement de personnel et à la grille horaire tout en respectant le cadre des objectifs et standards nationaux.»

2004 huet d'Madamm Anne Brasseur mat hirem Gesetz iwwert déi budgetär Autonomie vun de Lycéeen en éischte Schratt an dës Richtung gewot, e Wee, deen d'Regierung elo wëllt weidergoen. Mir sinn näämlech der Meenung, dass mer mat méi Schoulautonomie d'Qualitéit vun eisem Schoulsystem nohalteg kënne verbesseren. Dofir sollen an Zukunft d'Décisiounen iwwer pädagogesch Methoden an didaktesch Ausriichtungen net méi vun der Politik, mä vun de Fachleit um Terrain geholl ginn. D'Roll vun der Politik soll doranner bestoen, fir engersäits kloer Bildungsvirgaben an Ziler ze ginn, an anerersäits eng Evaluatioun vun der Aarbecht vun deenen eenzelne Schoulen ze garantéieren.

Innerhalb vun dësem staatlech definéierte Kader wëssen déi Responsabel vu Crèche, vu Maison relais, vu Grondschoul a Lycée am beschten, wéi si hir Bildungsoffer kënne gestalten, fir hirer lokaler oder regionaler Demande ze entspriechen. D'Décisioun iwwer Budget, Personal, Material, inhaltleche Profill kann esou an engem Wettbewerb vun de beschten Iddie geholl ginn.

Déi international Schoul zu Déifferdeng ass esou en Element, fir eise Schoulsystem ze diversifizéieren. Mir brauchen eng breet gefächert Offer, well mir däerfen net vergiessen, dass mir hei am Land mat Sécherheet déi heterogenst Schoulpopulatioun weltwäit hunn. Bei alle Froen, déi et bei dësem Projet nach gëtt, wëll ech awer och emol eng Kéier d'Fro un d'Kritiker vun dëser Schoul stellen: Wou sinn Är Iddien, fir der Diversitéit vun der Schoulpopulatioun Rechnung ze droen?

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).-* D'Regierungskoalitioun huet Äntwerten op dës Froen. A mir wäerten an deenen nächste Méint dru schaffen, fir se och an d'Praxis ëmzesetzen.

An der Schoul kritt all Schüler um Enn vum Trimester eng Zensur oder e Bilan mat heem. Dee weist seng Stäerkten, seng Schwächten. Seng Entwécklung gëtt do schwaarz op wäiss dokumentéiert. An ech mengen, d'Halschent vun der Legislaturperiod ass kee schlechte Moment, fir och en éischte Bilan an der Éducatioun ze zéien.

An deene leschte Wochen a Méint si grouss Projeten a wichteg Reformen ëmgesat ginn oder op de Wee geschéckt ginn. An ech sinn zouversichtlech, dass mer, wa mer dësen Tempo bäibehalen an eis Reformen ëmsetzen, et eis gelénge wäert, eise Schoulsystem besser opzestellen. D'Demokratesch Partei steet jiddefalls geschlossen hannert dem Minister. A mir wäerten hien och weiderhi bei all senge Projeten voll a ganz ënnerstëtzen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci och dem Här Baum. An d'Wuert huet direkt den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif vläicht an dëser Interventioun kuerz emol zréckkommen op eng Diskussioun, déi mer de Moien haten iwwert den Islam. Et ass jo onbestridden, datt et - Gott sei Dank - eng Dominanz vun engem ganz friddlechen Islam gëtt, dee sech op ville Plaze gutt integréiert huet. Mir hunn awer och dem Här Wiseler de Moien nogelauschtert a mir konnten net feststellen, datt do en Amalgamm gemaach gi wär tëschent Terrorismus an Islam. Dat wor net de Fall. Am Géigendeel, ech mengen, dat wor eng differenzéiert Ried.

D'Fro stellt sech villméi, ob déi Capacitéit, fir eng kloer Analys ze maachen, och op der Säit vun der Regierung ass. D'Fro stellt sech net, ob d'Oppositioun hei eng realistesch Analys mécht, wa se verschidde Froen uschwätzt, déi eben d'Leit beschäftegen. D'Fro ass: Huet dës Regierung eng wierklech verantwortungsvoll a realistesch Approche?

Ech wëll hei just un eng Debatt erënneren am Kader vun dësem Kontext vum Terrorismus, dee mer de Moie beschwat hunn. Eis Regierung huet schréftlech gesot, an zwar souwuel den Här Statsminister Bettel wéi och den Här Justizminister an den Här Etienne Schneider: „Et gëtt keen islameschen Terrorismus."

Dat wor eng Ausso, déi dës Regierung gemaach huet 2014. Zënterhier hate mer eng Rei Attacken. Mir haten zu Bréissel, mir haten zu Paräis Attacken. A wéi kann eng Regierung higoen an eigentlech ignoréieren, datt déi Leit, déi Attacke maachen, sech selwer op den Islam beruffen, an da soen: „Et gëtt keen islameschen Terrorismus."? Dat ass eppes, wat mir als net realistesch gesinn. Dat ass eppes, wat mir nëmme kënne réfutéieren. Well, ech mengen, et muss een, wann een iwwert déi Saache schwätzt, emol als Alleréischt eng realistesch Approche hunn.

Mir froen eis, wa mer elo hei iwwert den Islam zu Lëtzebuerg schwätzen, wéi d'Integratioun vun deene Leit soll geschéien, a wat wierklech de Projet ass vun der Regierung, fir déi kuerzfristeg a substanziell Verännerung vun eiser Demografie, vun eiser sozioreliéiser Zesummesetzung hei am Land an eng Integratiounspolitik ze iwwersetzen. Mir gesinn, datt d'Sproochen, haaptsächlech op Franséisch, do enseignéiert ginn: „100 Wierder Lëtzebuergesch". Mir froen eis: Wéi ginn déi Leit un d'Wäerter an eiser Gesellschaft erugefouert?

An ech wëll de Wëlle vun der Regierung hei a Fro stellen. Op där enger Säit seet se: „Mir hätte gär eng Integratiounspolitik." Den Här Premierminister huet a senger Ried d'Wäerter vun der Franséischer Revolutioun rappeléiert, plus Respekt an Toleranz. Mä wéi gesäit dat an der Praxis aus?

D'Beispill vun der Burka, mengen ech, seet ganz vill, éischtens, iwwert d'Divisioun an der Regierung an där klorer Fro. Wat hate mer dach en Hin an Hier tëschent der LSAP, fir ëmmer erëm de Verbuet - oder den Här Haagen, den Här Schmit hat sech och a leschter Zäit gemellt - vun der Burka! D'DP hat dat och een Abléck envisagéiert.

An et gëtt zwou Propositions de loi, eng vun der ADR an eng vun der CSV, déi déi gréng Partei net op den Ordre du jour vun der Commission juridique setzt, well déi gréng dat anscheinend blockéieren. Dat ass interessant, fir ze gesinn: Éischtens, wéi ass d'Gewiichtung an der Regierung? Wéi eng Partei huet do wierklech d'Soen?

An et ass ëmsou méi interessant, well et erëm ee Sujet ass, wou déi gréng déi Prinzipien, déi se eigentlech als Partei eng Kéier groussgemaach haten... Si ass jo als Partei ënner anerem fir d'Fraerechter entstanen. Et ass eng Partei, déi ugetratt ass viru Joren, fir fir d'Fraerechter anzestoen. Dat ass déi, déi haut verhënnert, datt d'Burka soll hei am Land op nationalem Niveau verbuede ginn, déi emol net bereet ass, iwwer Propositions de loi ze schwätzen an deem doten Domän. Dat ass eng Fro, wou déi Partei hir Glafwierdegkeet verléiert.

Et ass elo...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Här Kartheiser, erlaabt Der, dass de Justizminister dorop reagéiert?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Selbstverständlech. Ganz gär.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.-* Ech wollt net op de Versuch vun enger Polemik vum Här Kartheiser äntwerten. Ech wollt lech just op eppes opmierksam maachen, Här Kartheiser: Wann Der sot, dass déi zwou Propositions de loi an der Commission juridique nach net zur Sprooch komm sinn, an da gitt Dir e Grond un. Ech wëll lech just rappeléieren, dass den Avis vum Statsrot bei béiden Texter nach feelt. An et ass üüblech, dass dat diskutéiert gëtt,...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Neen. Neen.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.-* ... wann d'Regierung hir Positioun ofginn huet an den Avis vum Statsrot virläit. Ech fannen dat keen anormale Virgang. Et kann een...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Dat ass falsch.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.-* Neen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Dat ass falsch.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.-* Fairerweis...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Dat ass falsch.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.-* Fairerweis...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).-* Här President,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Président.- Jo...

Une voix.- Däerf ech eng Fro stellen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Kommt, mer probéieren...

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.-* Fairerweis, Här Kartheiser...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Kommt, mer probéieren hei d'Wourecht hierzestellen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Jo. Also...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* A mer géifen dann der Presidentin vun der Kom-

missioun d'Wuert ginn. Souwäit ech weess, ass een Avis, dee feelt.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).-* Ech géif gär...

Une voix.- Aah!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Jo, et ass een Avis, dee feelt. Jo.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).-* Ech wollt dat zum Schluss vum Här Kartheiser senger Interventioun maachen. Ech wollt en net stéieren, mä ech maachen et dann elo. Wann Der erlaabt, Här Kartheiser. Merci. Ech wollt genau dat komplettéieren, wat de Minister gesot huet. Et ass en Avis do effektiv vun Ärer Proposition de loi...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Richteg.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).-* ...vun der ADR.

A mir haten déi Situatioun op den Ordre du jour vun enger Commission juridique bruecht, fir zesumme mat de Membere vun der Commission juridique ze kucken, wéi mer géife virgoen, ob mer Är Proposition de loi géife weider verschaffen an duerno, wann deen zweeten Avis vum Statsrot do wär vun der Proposition de loi vun der CSV, nach eng Kéier datselwecht géife maachen, oder ob et net méi sënnvoll wier - dat war eng Fro -, datt mer géife waarden, wéi de Minister et richteg gesot huet, datt de Statsrot och zu der Proposition de loi vun der CSV géif säin Avis ginn, an da géife mer dat zesummen, awer natierlech separat als zwou Proposition-de-loien, selbstverständlech, traitéieren.

Dunn hu mer dat an der Commission juridique diskutéiert. Mir hunn och e Vott geholl an der Commission juridique. An aus deem Vott kënnt eraus, datt d'Commission juridique der Meenung ass, datt mer solle waarden, bis den Avis vum Statsrot vun där zweeter Proposition de loi vun der CSV do ass, fir dann un deene Proposition-de-loie selbstverständlech, esou wéi dat hei an der Chamber ass, weider drun ze schaffen a se an de Plenum ze bréngen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).-* Dat ass d'Wourecht.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Gutt. Dann hu mer dat jo elo gehéiert. Mir notéieren dat. An da waarde mer op den zweeten Avis. An da sinn ech gespaant, wéi et virugeet.

Op jidde Fall hu mer jo gesinn, egal wéi elo déi Diskussioun hei ëm déi Proposition de loi ass, wéi do déi Diskussiounen an der Koalitioun gelaf sinn tëschent nationalem Verbuet, kommunalen Initiativen. An et ass ganz interessant ze notéieren, datt matzen an der Diskussioun de Banneminister, den Här Kersch, gesot hat, datt si net en nationale Verbuet wéilten, fir d'Opmierksamkeet vun der Welt net op Lëtzebuerg ze lenken. Och dat gehéiert zu deem Tableau vun där Diskussioun.

An der Migratiounspolitik, do wollte mer da kuerz agoen op dat, wat den Här Statsminister ganz um Enn vu senger Ried gesot huet, näämlech datt et nëmmen eng europäesch Léisung gëtt an der Migratiounspolitik an datt den Deal mat der Tierkei en Element ass, mä d'Regierung eigentlech bedauert, datt et dat gëtt.

Do muss een awer soen: Et ass dach interessant, datt eng Regierung en Deal ageet op europäeschem Niveau a Gremien, wou se vertrueden ass, sief et de Conseil européen oder sief et en anere Conseil, en Deal ageet, mat deem se net zefridden ass, an dann heihinnerkënnt an dat bedauert a vläicht och nach eist Matleed wëllt. Mä dat ass dach net dat, wéi Politik fonctionnéiert!

Wann Der den Deal net gutt fannt mat der Tierkei, firwat gitt Der en dann an? Ass dat dann net d'Resultat vun enger Politik an der Migratioun, déi komplett verfeelt ass? Ass dat net d'Konsequenz, datt Der musst Dealer mat der Tierkei agoen, déi Iech selwer net gefalen, well déi grondleeënd Politik einfach an eng Sakgaass gaangen ass, déi Der awer iwwer e Joer bedriwwen hutt?

Et ass dach esou, datt weder déi Quoteléisung an der Europäescher Unioun ka laangfristeg iwwerliewen, well esou vill Länner dergéint sinn. Et ass esou, datt a ganz villen europäesche Länner d'Populatioun ëmmer méi däitlech weist, datt se dat net wëllt. Et ass dach kee Modell, dee kann iwwerliewen. Et ass laangfristeg onméiglech, well de Migratiounsdrock ënner anerem aus enger Rei vun afrikanesche Länner géintiwwer Europa dach iwwert d'Zäit an iwwer laangfristeg Zäitraim esou zouhëlt, datt all déi dote Léisungen net kënne bestoen.

Dir wësst... Dir misst dach, wann Der eng objektiv Analys vun de laangfristege Konsequenze maacht an och vun der Konsequenz vun Ärer Politik op d'Europäesch Unioun, wëssen, datt déi dote Politik net laangfristeg ze droen ass. Dir maacht Dealer mat anere Länner. Dir kommt heihinner Iech bekloen. Mä dat ass dach nëmmen d'Konsequenz vun enger Inkonsequenz vun dëser Regierung!

Mir op jidde Fall, mir wëllen en anere Modell fir d'Migratiounspolitik: Een, deen eis net an esou eng verfuere Situatioun erabréngt, wéi dës Regierung et elo mat der Tierkei gemaach huet.

Mir wäerte selbstverständlech och net zouloossen an, ech mengen, d'CSV huet dat och gesot, datt, fir e schlechte Kompromiss ze erhalen, elo och nach eng Visa-Fräiheet agefouert gëtt, ouni datt d'Tierkei sämtlech Konditiounen dozou erfëllt.

Ee Wuert zur Familljepolitik. Mir haten elo... D'Zäit feelt mer, fir wierklech an d'Familljepolitik anzegoen. Mä et ass dach verwonnerlech, datt dës Koalitioun wierklech... Se stäipt jo och nëmmen eng Zort vu Modell. Dat ass jo, mengen ech, ganz kloer ginn am Land a leschter Zäit, datt déi, déi hir Kanner selwer wëllen erzéien, materiell benodeelegt ginn. An da gëtt gesot hei an der Diskussioun, déi, déi drop bestinn, datt d'Elteren d'Wiel hunn, datt déi, déi wëllen d'Kanner selwer doheem erzéien, och materiell déi Méiglechkeet an Zukunft sollen hunn: Dat ass ideologesch.

An den Här Premierminister seet a senger Ried: „D'Familljen, dat, wat d'Leit wëllen, dat ass schaffe goen ouni schlecht Gewëssen." Dat stëmmt, an déi sollen och ënnerstëtzt ginn, mä et gëtt eben och Leit, déi en anere Choix wëllen treffen. Mir als ADR wäerten alles maachen, datt och déi Leit materiell déi Méiglechkeet hunn, hire Liewensmodell ze realiséieren, esou wéi och elo déi aner déi Méiglechkeet kréien, fir hiren ze realiséieren.

Mir hunn e Modell, deen déi Leit doheem materiell ofséchert, déi hir Kanner selwer wëllen erzéien. Mir stinn zu deem Modell. Mir wëllen an där Familljepolitik kloer de Choix!

An der Égalitéitspolitik, ee Wuert zu de Quoten an zum Wahlgesetz. Mir empfannen dat als eng Perversioun vun der Intention première vun der Parteiefinanzéierung, wat elo geschitt. D'Parteiefinanzéierung ass agefouert gi sengerzäit, fir d'Parteien onofhängeg ze maache vum Drock, vun ekonomeschen Akteuren oder vun aneren Donateuren.

Et wor u sech e Schratt, fir d'Parteie méi onofhängeg ze maachen an hirer Décisiounsfannung. An dat wor och richteg, fir d'Parteiefinanzéierung anzeféieren, fir doduerch méi Fräiheet ze erlaben. Elo gëtt déiselwecht Parteiefinanzéierung benotzt, fir d'Parteien ze zwéngen, politesch Inhalter unzehuelen, déi se vläicht iwwerhaapt net wëllen! An dat ass eigentlech de Verrot un där Intentioun, déi fréier gemaach gouf. D'Parteiefinanzéierung fir d'Onofhängegkeet vun de Parteie gëtt elo ëmgedréit an e politeschen Drock: Wie verschidde Saachen net erfëllt, dee kritt keng Sue méi.

Nach e lescht Wuert, well d'Zäit mer feelt, iwwert d'Kulturpolitik. Et ass wahrscheinlech eng vun deene gréissten Enttäuschungen an der Ried vun dëser Regierung an der Lag vun der Natioun, datt eigentlech eng Regierung kënnt a seet: „Mir loossen d'Kultur gewäerden." Dat geet jo nach. Mir si mam Premier d'accord, datt ee seet, déi ekonomesch Akteuren, d'Kënschtler sollen net vun der Politik gesot kréien, wat se solle maachen. Do kënne mer dermat liewen. D'Konscht ass fräi a si muss et sinn.

Wat mer awer net kënne verstoen, dat ass, datt anscheinend déi ganz Ambitioun vun der Regierung dora besteet. Et geet vum natierleche Patrimoine an dëser Regierungserklärung rieds. Iwwert deen anere Patrimoine vum Land, all dat, wat schéin ass, de Bâti, den historeschen Héritage, dee mer hunn an dee mer solle viruginn: kee Wuert doriwwer! Wéini e Gesetz kënnt, fir dat ze schützen: kee Wuert doriwwer! Et ass eng Politik vun der Regierung, déi, wann ech elo wéilt en haart Wuert gebrauchen, mä awer keent, wat falsch ass, da géif ech soen: Eng Regierung vun der Kulturlosegkeet wëllt eng Konzeptlosegkeet hei verkafen als eng grouss Avancée. Et ass bedauerlech, datt de Premierminister, wann dee selwer zoustänneg ass fir d'Kultur, wierklech net mat méi kënnt wéi deem do!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci och dem Här Kartheiser. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV).-* Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech an den Detail vu mengen Ausféierungen aginn, wëll ech awer den honorabelen Häre Bodry a Berger äntwerten op déi Fro, déi se haut de Moien u meng Adress gestallt hu betreffend d'Steierreform; firwat ech gesot hunn, dat wier sozial net gerecht. Ech huelen net nëmmen d'Steierreform, ech huelen d'Kannergeld mat eran an ech huelen d'Wunngeld mat eran.

M. Alex Bodry *(LSAP).-* Ech schwätze vun der Steierreform.

M. Marc Spautz *(CSV).-* Neen, ech soen Iech, mat mengen Ausféierungen. An dofir soen ech, dass ech net averstane sinn, well se an deem Fall sozial ongerecht ass. Wann Der näämlech e Fall huelt, an ech hunn dat net mat mengem Tableau, mä mam Tableau vum Här Gramegna ausgerechent: Wann Der e Mënsch huelt, deen 2.500 Euro Brutto huet, deen hat, ier dës Regierung ugetratt ass, en Netto Rescht vun 2.062,8 Euro, wann de Semi-net of war, d'Steieren an alles. Duerch déi 17% TVA an déi 0,5% hat en duerno nach 2.043 Euro Rescht. Dat war eng Differenz vun 19 Euro. An dat kënnt Der da bei all Steierklass weiderrechnen.

A wann ech dann huelen, no der Steierreform, esou wéi se elo...

M. Alex Bodry *(LSAP).-* D'TVA-Erhéijung steet am CSV-Wahlprogramm!

M. Marc Spautz *(CSV).-* ...no der Steiererhéijung... Ech soen Iech just - Dir kënnt jo muer nach eng Kéier hei drop äntwerten - Pièce à l'appui, Här Bodry...

M. Alex Bodry *(LSAP).-* Dat steet am Wahlprogramm.

M. Marc Spautz *(CSV).-* Ech kenne mäi Wahlprogramm! Ah, wonnerbar kennen ech en!

M. Alex Bodry *(LSAP).-* D'TVA-Erhéijung, wéi Dir et kloer an Ärem Wahlprogramm hutt.

M. Marc Spautz *(CSV).-* Ech kann Iech just soen, am LSAP-Wahlprogramm stoung en net dran.

M. Alex Bodry *(LSAP).-* Deen ass mat der CSV komm.

M. Marc Spautz *(CSV).-* Ech wëll just soen, nach eng Kéier, dass, wann Der an Zukunft 2.500 Euro hutt bei der Steierreform, dat, wat Der nogelooss kritt, wann Der e Wunngeld kritt! Mä ob Der Wunngeld kritt, an d'Wunngeld, d'Prime logement, déi huet de Marco Schank op den Instanzewee bruecht. Si ass zwar bei dëser Regierung gestëmmt ginn, mä op den Instanzewee ass se gaange beim Marco Schank.

Do musst Der fir d'Éischt 1.087,35 Euro Loyer hunn, iwwerhaapt Käschten, fir da kënne vun 199 Euro ze profitéieren. A wann een dat alles zesummerechent, Här Bodry, da kënnt bei enger Famill mat 2.500 Euro, wa se zwee respektiv dräi Kanner hunn, et hänkt ëmmer dervun of: Déi eng kréien 69 Euro de Mount manner, déi aner kréien 72,36 Euro de Mount manner an déi aner kréien 20,71 Euro de Mount manner.

An dofir hunn ech gesot, an ech widderhuelen et: Wann Der de gesamte Block huelt - Steieren, Kannergeld plus Wunngeld -, da kommen déi Leit mat sozial déiwe Léin méi schlecht ewech, wéi dat virdrun de Fall war. Déi Chiffere si gerechent opgrond vum Tableau vum Här Gramegna, wéi dat mat de Steiere leeft. An et ass dat vum Wunngeld an dat vum Kannergeld erakomm.

Et sief dann, dass am Kannergeld nach Adaptatioune gemaach ginn an deenen nächsten Deeg, wou och eppes an de Montante geschitt. Dann ass d'Rechnung natierlech net richteg. Mä dat hei ass op Fakt vun deem, wat um Site ass vum Finanzministère: plus d'Wunngeld, plus d'Kannergeld...

(Interruption)

Ma neen, wann Der awer sot...

M. Alex Bodry *(LSAP).-* Dir maacht jo keng Kritik vun der Steierreform!

M. Marc Spautz *(CSV).-* Ma, ech maachen eng Kritik…

M. Alex Bodry *(LSAP).-* Do kommen aner Saache mat eran.

M. Marc Spautz *(CSV).-* Ech soen, an der Steierreform kommen déi Leit mat zwee oder dräi Kanner bei 2.500 Euro de Mount méi schlecht ewech. A wann Der dat rechent mat...

M. Alex Bodry *(LSAP).-* Da kuckt d'Steierreform!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Här...

M. Marc Spautz *(CSV).-* Ma dach! Si kréie manner...

M. Alex Bodry *(LSAP).-* Alles zesummen...

M. Marc Spautz *(CSV).-* Déi Famill huet herno manner Rescht.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Wann ech gelift, wann ech gelift, wann ech gelift! Mir maachen dat elo erëm esou, wéi mer et déi ganzen Zäit gemaach hunn: De Riedner huet d'Wuert, a wie wëllt eng Tëschebemierkung maachen, freet sech d'Wuert och. Merci.

M. Marc Spautz *(CSV).-* Merci. Dat war just, firwat ech déi Ausso maachen, an ech och déi Ausso déi nächst Méint wäert all Kéiers esou widderhuelen a mat deem Beispill ënnermaueren.

M. Alex Bodry *(LSAP).-* Da bleift et falsch!

M. Marc Spautz *(CSV).-* Natierlech...

M. Alex Bodry *(LSAP).-* Da bleift et falsch!

M. Marc Spautz *(CSV).-* Natierlech, wann déi nei Chiffere bis um Dësch leien, passen ech dat un. Esou vill dozou!

Zu enger anerer Remarque, wou ech awer och nach wollt agoen...

M. Alex Bodry *(LSAP).-* Falsch bleift falsch.

M. Marc Spautz *(CSV).-* Oh neen, ech sinn do anerer Meenung. D'Leit spieren et an der Täsch, wat se nach am Portmonni hunn, Här Bodry, a wat net.

Dann eng aner Saach, wou ech awer och nach wollt drop agoen, déi och haut beschwat ginn ass. Mäi Frënd an Deputéierte vu Jonglënster, den Här Baum, huet gesot, hei mat der Kannergeldreform géif am Lëtzebuerger Land kee manner kréien, wéi dat de Moment de Fall ass. Am Projet de loi vum Kannergeld steet och eppes dra vun der Rentrée scolaire. An do wëll ech soen, an do hunn d'Leit, och déi Leit, déi elo do sinn... Et sief da muer... neen, net muer, mä iwwermuer an der Kommissioun géif do en Amendement kommen. Do geet näämlech d'Allocation de rentrée scolaire zréck. Also ass et manner. An dofir wëll ech soen, beim Kannergeld hutt Der recht: Bei alleguerten de Kanner, déi elo op der Welt sinn, bleift et wéi et ass.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Marc Spautz *(CSV).-* Dat huet och keen...

Une voix.- Dat huet e virdru gesot.

M. Marc Spautz *(CSV).-* Dat huet och keen hei vun eis...

(Interruptions)

M. Alex Bodry *(LSAP).-* Dat Rechebeispill vu virdrun ass falsch, nach ëmmer falsch!

M. Marc Spautz *(CSV).-* Neen, et ass net falsch. Et ass richteg, Här Bodry. Et kritt keen eppes ewechgeholl. Mä all déi Kanner...

M. Alex Bodry *(LSAP).-* Äert Rechebeispill bezitt sech op déi, déi et nach net gëtt.

M. Marc Spautz *(CSV).-* Maja! An?

(Interruption)

Et ass awer eng Familljesituatioun och bei deene Leit, déi ënnerwee sinn.

M. Alex Bodry *(LSAP).-* Dat wësse mer nach net.

M. Marc Spautz *(CSV).-* Dir hutt jo och de Kanner de Choix...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Sou!

M. Marc Spautz *(CSV).-* Dir hutt jo och de Kanner de Choix ewechgeholl am Juli d'lescht Joer, fir déi, déi wollten doheem bleiwen, an et ass nach näischt do. Do hunn déi Kanner, déi do ënnerwee waren, och näischt kritt.

M. Alex Bodry *(LSAP).-* Et hëlt keen de Kanner de Choix ewech.

M. Marc Spautz *(CSV).-* Neen, de Kanner net, mä den Elteren!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Här Spautz, erlaabt Der, dass d'Madamm Familljeministesch...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).-* ... net gefrot.

M. Marc Spautz *(CSV).-* Jo, dat ass... Soss wieren der och vläicht e puer net do, Madamm Loschetter. Do hutt Der recht.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Här Spautz, erlaabt Der, dass d'Madamm Familljeministesch...

M. Marc Spautz *(CSV).-* Majo selbstverständlech, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Dann hutt Dir d'Wuert, Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.-* Villmools Merci, Här President. Honorabelen Deputéierten, ech hätt zwou Froen.

Déi éischt wär: Mat ronn 500 Euro de Mount géif ech gäre wëssen, wéi een hei zu Lëtze-

bueg lieft. Dir hutt jo selwer vun de Käschte geschwat.

An dat Zweet ass: Ech hätt nawell gäre vun Iech d'Explikatioun dann awer - wann Der wëllt, Dir musst jo net -, fir mer ze soen, firwat e Kand, wat sechs Joer al ass, wat nach Zwillingsgeséchter vun zwee Joer zum Beispill doheem huet, dräimol méi Allocation de rentrée scolaire kritt, wéi e Kand, wat keng Geséchter méi doheem huet, déi nach net an d'Schoul ginn a wou nach guer net de Revenu gekuckt gëtt. Dat musst Der de Leit dann awer emol erklären. Dat ass net sozial. Dat war einfach falsch virdrun. An dofir wäerte mer dat elo redresséieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Also, op déi éischt Fro, Madamm Cahen: Ech hunn ni gesot, dass déi Leit misste mat 500 - et sinn och keng 500, et sinn der e bësse manner - Suen hätte kënne liewen. Mä dat war awer eng Hëllef, fir et ze vereinfachen, fir d'Leit doheem ze bleiwen.

(Interruption)

An an engem Projet de loi, wou d'Regierung...

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- ...gëschter an der Erklärung vum Premier gesot huet, wou se stolz drop wier op dat, wat de Rente geschitt ass, dunn ass et e Renteprojet ginn. An ech mengen, deen Här, deen hei hannert mer sëtzt, war déi Zäit Minister vun der Sécurité sociale. An do ass extra, an dat kënnt Der och am Exposé des motifs liesen, och op déi Primm vu 465,... Euro higewise ginn. An do ass gesot ginn, dass eng weider Versécherung och fir déi net beruffstäteg Leit muss méiglech si bei der Konterpartie vun 100 Euro.

Elo weess ech, dass dat net vill ass, Madamm Cahen, mä dat war e Wee, deen décidéiert ginn ass vun der viregter Regierung. An elo hutt Der den 1. Juli de Leit déi Sue gestoppt, mä Dir hutt deene Leit nach näischt Neits amplaz ginn.

An dass een net ka soen, dass do keen Intérêt méi do wier, dat seet awer fir mech... Am Rapport vun Ärem Ministère, dee jo public ass, do steet dran, dass nach iwwer 8.000 Leit de Moment déi Allocatioun kréien. Elo ass et jo awer net, wéi wa keen Intérêt do gewiescht wier. A wann et nach déi lescht zwielef Méint gelaf wier, wieren och nach Leit do gewiescht, déi déi Primm gefrot hätten. Eischtens!

An zweetens, et ass jo net nëmme fir Leit, déi beruffstäteg sinn, déi dorop kënnen zréckgräifen, mä och Leit, déi an enger schwiereger Situatioun waren, haten d'Méiglechkeet, ënner bestëmmte Konditiounen, déi dote Primm unzefroen an hunn dann nach zousätzlech Hëllef kritt. Dat ass den éischte Punkt op Är Fro.

Déi zweet Fro, déi Der mer gestallt hutt, dat ass déi vun der Rentrée scolaire. Also, hei si jo Leit, déi hu véier Kanner. Et si Leit, déi hu sech gemellt, déi hunn der e bësse manner, et sinn der och, déi hunn der dräi, ech kennen der och, déi hunn der fënnef. Mä dann ass et eng Belaaschtung fir eng Famill vum Kannergeld.

(Interruption)

An Der kënnt Iech vläicht erënneren, Madamm Cahen, ech hunn an der Diskussioun an der Chamber konstruktiv matgeschafft an där ganzer Geschicht. An ech hunn och hei am Plenum scho virun iwwer engem Joer gesot: Ma, déi Rentrée scolaire, wann een doriwwer schwätzt, ob se wierklech geholl gëtt fir dat, woufir se do war, do hate mir gesot - an den Här Berger hat do nach mat mer gestridden -: Ma déi kéint ee jo och als Naturalleeschtung ëmbauen, dass een am Secondaire géif soen, dass och d'Bicher zur Verfügung gestallt géife ginn. An am Primaire - well et jo net gratis ass, wéi d'Leit mengen, mä et sinn d'Gemengen, déi bezuelen - hätt ee kënne soen: Mir ginn nach anert Schreifmaterial, fir all déi Ängschten, déi ech deelweis ka verstoen, well mer jo wëssen, wat fir eng Reklamatiounen ëmmer do kommen. Dann hätten d'Leit eng Prestation en nature kritt an dann hätte se net manner kritt, mä dann hätt een dofir eng Valeur en nature amplaz ginn. Dat just dozou.

Fir de Rescht, Madamm Cahen, huelt mer et net iwwel, ech géif elo ganz gär nach vill driwwer schwätzen, mä mir komme jo, wann ech Iech richteg verstanen hunn an de Statsrot wëllt, nach virun der grousser Vakanz dorop zréck. An ech mengen, da kréie mer, wat d'Kannergeld ubelaangt an esou weider an esou fort, nach flott Diskussiounen, well da schwätze mer vun ancien Régime, nouveau Régime, Iwwergangsregimm. An da kënne mer bestëmmt vill, laang a gutt doriwwer diskutéieren an eis Iddien austauschen.

Den nächste Punkt, deen ech wollt soen, dat ass deen, wou de Statsminister gëschter vu Chômage a Beschäftegung geschwat huet. Haut de Moien hu scho verschidde Kolleegen eng Kéier do ënnerstrach an absolutten Zuelen, wéi vill Leit am Chômage sinn. Opgrond dervun, dass jo verschidde Ministèren d'Rapporte scho fäerdeg hunn, anerer nach net, hat ech de Rapport geholl vum Ministère vun der Sécurité sociale.

An am Ministère vun der Sécurité sociale vum Här Schneider, do ass dann och dran opgedeelt, wéi vill Invalidepensioune Lëtzebuerg hat säit 2011, wéi dat an d'Luucht gaangen ass. An da gëtt et och e Rapport vun der Commission du Travail vum leschte Joer am Dezember, wou mer och an der Kommissioun driwwer geschwat hunn, dass do verschidde Leit aus de Chômagezuelen erausgeholl ginn an dass se dann endlech an d'Invaliderent kommen.

Dass dat eng Situatioun ass, déi een huet misse clarifiéieren, dozou sti mir. Mir hunn dat deemools och an der Kommissioun gesot. Mä fir sech dann awer duerno dohinnerzestellen an ze soen: „Gesitt Der, wéi mir dat elo am Grëff hunn, dofir sinn elo esou vill Chômeure manner", do muss ech soen: Do sinn ech awer net dermat d'accord. Well ech wëll just soen: D'absolutt Zuel vun deene Leit sinn an der Invaliderent. Se si vu 16.690 op 17.360 an d'Luucht gaangen. An dat, wann ech richteg rechnen, sinn der eleng 800 vun deenen 1.800, vun deenen de Premier gëschter geschwat huet.

A wann een dann nach en anere Punkt wëllt ervirhuelen, dat sinn alleguerten déi Leit, déi eng Indemnité d'attente kréien duerch de Reklassement an alles. An do schreift de Ministère vun der Sécurité sociale, déi wieren an enger Progressioun vun 8,5%, fir elo 4.786 Unitéiten ze erhalen.

Wann een da vun deem enge schwätzt, wat ech net contestéieren, well den Emploi ass esou vill an d'Luucht gaangen, an d'Leit, déi bei der ADEM gemellt sinn, dat ass stabel bliwwen. Mä wann een déi Chifferen esou wëllt dohinnerstellen, da muss een och d'Fairness hunn, fir dann och ze soen, wat an der Invaliderent geschitt ass, an dass och nach eng Kéier alleguerten déi Leit, déi d'Prime d'attente kréien, och massiv, also ëm 8,5%, an d'Luucht gaange sinn.

Wann ee seet, et ass ee stolz, dass eppes 10% erofgaangen ass, muss een och de Courage hunn, ze soen: Mä a Konterpartie sinn och aner Saachen ëm 8,5% an d'Luucht gaangen.

Ech mengen, Här President, den Här Aarbechtsminister wollt eng Fro stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Spautz, Dir erlaabt, dass den Här Aarbechtsminister reagéiert?

Här Schmit!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Här Deputéierten, 20% vun onse Chômeuren - Dir wësst dat vläicht, Dir wësst et och vläicht net - si Leit, déi am Reklassement sinn...

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Ah jo!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- ... respektiv en Handicap hunn. 20% vun deene 17.000, vun deenen de Statsminister geschwat huet, si Leit, déi am Reklassement respektiv handicapéiert sinn. Fannt Dir et normal, datt een, dee reklasséiert ass a wierklech keng Chance méi huet, op den Aarbechtsmaart ze kommen, weider an där flouer Situatioun bleift? Oder ass et net fir déi Leit besser, mir ginn deenen d'Pension d'invalidité endlech? Dat wat virdrun net konnt gemaach ginn, dat ass elo méiglech!

Fannt Dir dat normal oder fannt Dir dat net normal?

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Also ech géif Iech da just bieden, herno d'Band lauschteren ze goen. Ech hu virun dräi Minutten hei op dëser Tribün gesot, dass ech dat Ganzt ënnerstëtzen!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Wou ass dann de Problem?

M. Marc Spautz *(CSV)*.- De Problem ass, dass ech hei en Dokument hunn, wat gëschter hei virgestallt ginn ass, wou dann drasteet - grouss - bei den Zuele vum Aarbechtsmaart, dass alles sech verbessert huet. An déi Saachen, déi Dir elo grad gesot hutt, Här Schmit, fir elo ze soen, dass do am Listing - ech wëll net grad elo e pejorativt Wuert huelen - verschidden Adaptatioune gemaach ginn, ma da soll een dat och draschreiwen. An da soll een net soen: Mir hunn de Chômage an de Grëff kritt iwwert déi Method. Mä alleguerten déi Leit, déi Der elo grad genannt hutt,...

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- ...déi komme jo net méi an d'Employabilitéit. Mä da soll een dat och éierlechkeetshalber soen. Méi ass et net.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- ...datt de Chômage erofgeet...

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Majo sécher. Mä dann däerf ee sech awer net...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Et soll een awer net, Här Bodry...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President! Här President,...

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här Bodry, dat huet näischt mat...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- ...wann Der erlaabt. Ech wier wierklech frou - mir sinn eis alleguerten eens, Här President -...

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, den Här Statsminister soll sech aschreiwen, fir ze äntwerten.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech wier just frou, wa mer géifen och dobaussen de Leit erklären, dass mer eis zesummen hei an der Chamber - all Partei - freeën iwwer all eenzel Persoun, déi Perspektiven an dësem Land kritt, an ophalen, hei Politik ze maache sur le dos vun de Leit. Dat akzeptéieren d'Leit dobaussen och net méi! Et ass virdru geschwat gi vu Suerge vun de Leit. D'Aarbecht, d'Wunneng, eng Zukunft, dat sinn d'Suergen, déi d'Leit hunn. A mir gi kee gutt Bild of, wa mer eis hei zerstreiden, amplaz eis ze freeën iwwer positiv Resultater vun der ADEM.

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Ass d'Invaliderent eng Perspektiv?

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här Statsminister, ech kann e groussen Deel vun deem, wat Der elo gesot hutt, ënnerschreiwen. Mä da froen ech mech, firwat Der gëschter eng Säit, eng ganz Säit domat verbruecht hutt, fir Iech op d'Schëller ze klappen, dass Der elo de Chômage am Grëff hätt. Dann hätt Der de Leit solle soen, wat richteg geschitt ass, dass esou vill Invaliderente bäikomm sinn an nach esou vill Leit am Reklassement wieren. An da wiere mir eis eens heibannen, fir doriwwer ze schwätzen. Mä et däerf ee sech net iwwer eng Saach freeën an dann déi aner Saach verschweigen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Sou!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären,...

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Ech muss rectifiéieren: Den Här Spautz mécht hei eng Rechnung, déi, nach eng Kéier, e bësse wéi bei enger virdrun, falsch ass,...

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Neen, si ass net falsch!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- ...wou en 2% TVA integral vum Salaire ewechhëlt. Dat ass eng aner Fro.

(Interruption par M. Marc Spautz)

Hei ass net jiddwereen, deen an enger Procédure d'invalidité ass.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Här President, ech géif mengen, datt den Här Spautz misst kënne weiderschwätzen. En ass dauernd ënnerbrach gi vun der Regierung.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Net jiddwereen ass hei...

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Ech hu geduecht, d'Regierung wier herno ageschriwwen, fir ze schwätzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Mir maachen dat, wéi mer dat bis elo gewinnt waren.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Also ech fannen...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- D'Regierung kritt jidderzäit d'Wuert...

(Interruptions diverses)

D'Regierung kritt jidderzäit d'Wuert, wa se der Meenung ass,...

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- E seet des contrevérités!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- ... dass eppes Falsches gesot ginn ass, fir herno drop ze reagéieren. Ech géif gär an dësselwechter Qualitéit vun der Diskussioun weiderfueren, déi mer bis elo haten: De Riedner ausschwätze loossen an da kritt d'Regierung d'Wuert, esou laang wéi se wëllt. Här Spautz!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Also, Här President, ech wëll just soen: Mir fält just op, egal wat fir ee Riedner vun eiser Fraktioun haut de Mëtten hei d'Wuert geholl huet, dass do all Kéiers hei, ob dat vun der Regierungsbänk war oder vun der Oppositiounsbänk (veuillez lire: vun der Majoritéitsbänk), einfach voll drageschloe ginn ass.

(Interruption)

Mir hunn nach ëmmer eng Regel, Här President, dass, wann een d'Wuert wëllt, da soll ee sech d'Wuert beim President froen. Dat gëllt net nëmme fir d'Chamber, mä dat gëllt och fir d'Regierung.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dat ass ganz richteg. Ech wëll Iech awer just drun erënneren, Här Spautz, dass déiselwecht Kulanz de Moie gespillt huet bei Ärem Fraktiounschef an dass do iwwerhaapt net...

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Deen ass och ëmmer ënnerbrach ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Neen, neen, neen! Ech schwätzen net vun där Zäit, wou e Riedner war,...

Une voix.- Et freet ee sech, u wat dat läit.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- ...mä ech schwätze vun där Zäit, wou e fir d'Animatioun beim Débat gesuergt huet.

(Hilarité)

An ech probéieren, Här Spautz, jusqu'à contreordre hei d'Wo ze halen, wat net ëmmer einfach ass. Mä wéi déi...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Här President, ech wëll just soen, datt ech net fir d'Animatioun gesuergt hunn,...

(Hilarité)

...mä datt ech hei Contributioune gemaach hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Neen, dat...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech géif net mengen, datt Der dat sollt esou qualifizéieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Wiseler, ech hunn net vun Ärer Interventioun als ageschriwwene Riedner geschwat. Ech hu vun där Zäit geschwat, wou Der e puermol intervenéiert sidd.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat ware Contributiounen an net einfach Animatiounen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Selbstverständlech.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat hei ass elo Animatioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Majo da sinn och d'Reaktioune vun deenen anere Riedner Contributiounen. Sou, elo hu mer dat do Kapitel hannerun eis a just den Här Spautz huet d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Sou, ech wollt just eng Kéier ënnersträichen, dass...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift, ënnerbriecht elo de Riedner net méi, well soss fänken ech un, e bësse méi ongemittlech ze ginn!

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Oh! Also fir d'Alleréischt wëll ech soen, dass all d'Interventiounen, souwuel déi vum Här Wiseler wéi all déi aner vu menge Kolleegen, pertinent a berechtegt waren, an dass déi net waren, fir Animatioun ze maachen.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci fir d'Luef un déi gesamt Chamber.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, wa mer vum Chômage schwätzen, ass et natierlech och wichteg, dass mer driwwer schwätzen, wat an der Formation professionnelle geschitt, wat an de manuelle Beruffer geschitt - ech mengen, meng Kolleegin Martine Hansen wäert herno nach méi op dat aus der Schoul agoen -, mä et ass och wichteg, dass mer hei am Land eng Diskussioun féieren iwwert de Stellewäert vum Handwierk.

Mir schwätzen op ganz ville Punkten ëmmer vun der Zesummenaarbecht an der Grousssregioun, wou mer soen, dass et wichteg ass, dass mer als Regioun zesummeschaffen. An ech mengen - dat wëll ech och nach eng Kéier ënnersträichen -, mir hunn als CSV ëmmer gesot, dass mer eng grouss Bedeitung an der Grousssregioun hunn, a mir als Lëtzebuerg, als auto-

noomt Land an där Groussregioun, spillen nach vill méi eng grouss Roll an deem Kader wéi déi aner Nopeschregiounen.

Dofir ass et och fir eis wichteg, dass d'Handwierk dee Stellewäert kritt, deen dem Handwierk zousteet, an do musse mer zesummen dru schaffen, fir dass mer dat fäerdegbréngen. Dat ass an enger Hisiicht d'Schoul, mä dat sinn awer och an där anerer Hisiicht d'Betriber. An do ass et, ech hunn et och schonn hei virun aacht Woche gesot, och d'ëffentlech Hand, déi do muss mathëllefen, well mer jo alleguerte wëssen, dass heiansdo am Privatsecteur e Manktum u Main-d'œuvre ass, dass mer dofir alles musse maachen, fir och déi Leit kënnen an d'Beschäftegung ze kréien an och deene Leit eng Perspektiv ze ginn.

A well virdrun eng Diskussioun ausgebrach ass... Ech wëll just soen: D'CSV steet ganz kloer zum Accord vun der Fonction publique. D'CSV huet den Accord vun der Fonction publique matgestëmmt an et waren zwee CSV-Ministeren, déi d'Verhandlunge mat der CGFP ugefaangen haten: Dat waren d'Ministere Biltgen a Modert. Herno si vun där neier Regierung Adaptatioune komm, mä och d'CSV huet deen Accord matgedroen. An d'CSV steet och zu deenen Accorden, déi d'CSV do gemaach (veuillez lire: gestëmmt) huet.

Haut de Moien ass och ugeschnidde ginn - net haut de Moien, mä gëschter - vum Statsminister, dass et och wichteg wier, dass mer géife kucken, wa mer Travail a Famille schwätzen, dass och eng Reform vum RMG misst gemaach ginn an dass do géif zesumme gekuckt ginn, Famille an Travail, fir do zesummenzeschaffen. Ech fannen dat eng gutt Saach, dass do probéiert gëtt, zesummenzeschaffen, mä e wichtege Punkt ass mer awer do vergiess ginn: Dat ass näämlech dee vun der Sécurité sociale.

Ech weess, dass an der viregter Regierung en Avant-projet de loi do war, deen ausgeschafft gi war vum Familljeministère an Zesummenaarbecht mam Ministère vun der Sécurité sociale, well Aarmut sech jo net nëmme bezitt op déi Leit mam RMG, déi eng Aktivitéit brauchen, mä well een och do iwwert den RMG heiansdo huet missen agräife bei de Pensiounen, bei Minimalpensiounen, bei Leit, déi eng Pensioun kréien a keng voll Carrière hunn.

Dofir géif ech just do en Appell maachen: Wann een do wëllt eng Ännerung maachen am RMGs-Gesetz, déi mir och scho wollte maachen - ech weess zwar net, a wat fir eng Richtung den Avant-projet de loi geet -, mä da geet et net duer, dass Famille an Travail zesummeschaffen, mä da muss een och do d'Sécurité sociale mat eranhuele virun allem. A meng Kolleegin Françoise Hetto hat dat scho gesot, dass och bei der eelerer Generatioun, wou jo och do verschidde Problemer entstinn, Leit, déi keng voll Carrière hunn, Leit, déi duerch Scheedung an duerch aner Situatioune keng richteg Carrière hunn, och op d'Hëllefe vum Revenu minimum garanti ugewise sinn an dass een dann och déi Leit aus deem Domän muss mat eranhuelen.

Iwwer Kannergeld a Congé parental kéint een elo vill schwätzen, mä ech mengen, do waarde mer bis den Débat, dee jo nach virun dem Enn vun der Summervakanz hei an der Chamber soll kommen, an da wäerte mer och do mat konkrete Positiounen nach eng Kéier drop zréckkommen.

Ech wëll dann och eppes soen zu deem eenzegen Neien, wat mer gëschter gewuer si ginn: Dat ass dat vum PAN-Gesetz. An ech kommen do nach eng Kéier op dat zréck, wat ech hei virun zéng Woche gesot hunn. Also fir d'Alleréischt emol sinn ech frou, dass d'Regierung elo emol op d'mannst eng Propositioun op den Dësch geluecht huet, obwuel ech net mat där Propositioun... Ech hu Problemer mat där Propositioun, mä op d'mannst...

Une voix.- Wéisou?

M. Marc Spautz *(CSV)*.- An do wëll ech soen: Chapeau, dass d'Regierung elo gesot huet: Mir kommen elo selwer mat eppes eraus. Mir hunn heibannen an den Debatten, wéi ech gefrot hat beim Här Schmit, gesot, dass d'CSV sech eng Referenzperiod vun dräi Méint kéint virstellen an dass et awer fir eis wichteg wier, dass déi géif am Sozialdialog mat de Betriber gemaach ginn, an zwar op Betribsniveau.

Dass een do fir d'Éischt e Kader muss setzen, dat schéngt mer ganz kloer ze sinn, mä och, dass et duerno d'Betribsdelegatioune solle sinn, déi do mat aushandele kënnen, an dass déi och wëssen (veuillez lire: wëssen, vu wat se schwätzen), well all Betrib ass anescht, all Betrib muss sech do perséinlech kënnen adaptéieren, an et war déi Iddi, déi mir do heibanne gesot hunn.

Ech weess elo just dat, wat de Statsminister gëschter an der Ried zur Lag vun der Natioun gesot huet, dass dat do just géif gëlle fir déi Betriber ouni Kollektivvertrag. Sou steet et och nach eng Kéier extra an der schréftlecher Ried. Wat den Här Schmit haut de Moien am Detail virgestallt huet bei der Press, do war et mir als Deputéierten net gegënnt, derbäi ze sinn, well ech a) net invitéiert war op d'Pressekonferenz a well b) jo och bis elo d'Méiglechkeet nach net bestoung, dass och d'Chamberskommissioun, déi derfir zoustänneg ass, driwwer ënnerriicht gi wier.

Dofir wäert ech mer do virbehalen, wann den Här Schmit eis an der Chamber bis am Detail och doriwwer informéiert huet, wa mer déi Chance bis kritt hunn, och dat gewuer ze ginn, fir dann och dorop zréckzekommen.

Fir mech ass wichteg: Wa mer Flexibilitéit schwätzen, ass et d'Referenzperiod. Et muss eppes gemaach gi fir d'Personal, mä et muss awer och feststoen, wat d'Definitioun ass vun den Iwwerstonnen, wéini et eng Iwwerstonn ass, déi an der Mobilitéit ass, a wéini et eng Iwwerstonn ass en cas d'urgence. Dat sinn alles Punkten, déi och musse gekläert ginn. Et geet net duer, ze soen: véier Méint géint 3,5 Deeg. Här Schmit, an der Regierungserklärung vum Premier steet et net dran. Dofir hunn ech jo gesot: Wann Der eis dat...

(Interruption)

Wann Der eis dat bis erkläert hutt, esou wéi Der et der Press erkläert hutt, kann een och vläicht nach eng Kéier an enger getrennter Stellungnam dozou Positioun bezéien.

Dann, wat den... Wat sot Der, Här Haagen? Wollt Der eppes soen?

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Jo, ech soen et nach.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Ah, okay.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Ech kommen hanner lech.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Op der Riednerlëscht, jo. Okay.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Spautz, loosst lech net méi stéieren!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Da wollt ech nach op dat agoe vum Zukunftsdësch. Wat richteg ass, dat ass haut de Moien hei gesot ginn: Dat war eng Fuerderung, déi den Här Bausch, sengerzäit Fraktiounschef vun deene Grénge virun der leschter Regierung, hat, deen all Kéiers gesot huet: „Mir géifen heibanne gären eng Diskussioun féieren."

Mir wëllen och eng féieren iwwer Wuesstum, Transport, Mobilitéit, Logement, POS, an ech mengen, mir sinn net déi Eenzeg, déi dat wëlle maachen. Mir hunn erkläert kritt no mengem Interview, an enger éischter Reaktioun vum Här Bausch an der gréisster Dageszeitung, dem „Lëtzebuerger Wort", dass dat fir d'Regierung net a Fro kënnt. Duerno huet den Här Ekonomiesminister Etienne Schneider dat a senger Ried bei der Ouverture vun der Foire gesot, a gëschter huet de Statsminister nach eng Kéier ënnerstrach, dass esou eppes fir si iwwerhaapt net a Fro kënnt, fir iwwer en Zukunftsdësch ze schwätzen.

Mir sinn der Meenung als CSV, dass et wichteg ass, iwwer esou en Zukunftsdësch ze kucken, dass ee muss driwwer diskutéieren, wéi et ass a wat fir eng gesellschaftlech Debatt mer gären hätten iwwert d'Zukunftsfäegkeet vum Lëtzebuerger Land, an dass mer net einfach décidéieren, esou wéi dat jo a verschiddenen Aussoen déi lescht Stonnen hei geschitt ass, dass mer mussen eis Bevëlkerung verduebelen, fir alles dat nach kënnen ze bezuelen, wat mer hunn, a gläichzäiteg, an do ginn ech dem Premier recht, am Stau stoe bleiwen.

Et ass och heibanne gesot ginn, mä da sollte mer emol Visiounen nenne vun der CSV, déi mer eis kéinte virstellen. Mä ech nennen dann hei eng zum Beispill.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Eng?

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Jo, ech fänken elo emol mat enger un, Här Bodry. Dir musst ëmmer mat enger ufänken. Aneschters geet et net.

Da wëll ech hei just soen: D'Regierung huet jo mat der ARBED Arrangementer fonnt fir Terrainen. An do huet jo och de Statsminister gëschter a senger Erklärung verschidden Hektaren opgezielt. Ech weess, dass déi Responsabel vum Südspidol net au courant waren, wéi se virun annerhallwem Joer doriwwer geschwat hunn, dass deen Terrain do zur Verfügung steet. Ech fannen et och net schlecht, dass den Här Kersch an den Här Schneider gesot hunn, si kéinte sech op deem Terrain e Policegebai an eng Pompjeeskasär fir d'Regioun virstellen.

Mä ech proposéieren: Stellt och d'Südspidol dohinner! Wann Der dat Südspidol näämlech do op deen Terrain setzt - wien do de Propriétaire vun deem Terrain war, deen ass jo och am Südspidol mat dran, dat ass näämlech d'Siderurgie, déi och dat éischt Spidol hei zu Lëtzebuerg am Süde bruecht huet -, dann huet een och d'Méiglechkeet herno vun der Vergréisserung. Well ee Punkt, deen näämlech ass bei deem aktuelle Projet, dee mer net gutt gefält, dat ass, dass d'Vergréisserung net méiglech ass, ouni dass deen Invest, deen an den TICE gemaach ginn ass, dass dee muss ofgerappt ginn.

Well wann eng Kéier eng Expansioun soll kommen, an dat war och en Argument, wou deemools gesot ginn ass, dass dat e Point faible wier, wann een dat Südspidol géif op de Site vun ARBED Esch-Schëffleng setzen, wat zougemaach ginn ass, dann huet een do déi Méiglechkeeten: Et huet een déi Ubannung un d'Police an un d'Pompjeeën, well déi solle jo dohinner kommen, et huet een eng Ubannung un d'Autobunn - well dofir sollen déi jo dohinner kommen - fir d'Police a fir d'Pompjeeën; da wier dat och méiglech fir d'Spidol. A gläichzäiteg hätt een eppes, wat een op deem anere Site net huet, näämlech kéint een, nom Beispill, wéi een och en Arrêt Belval-Lycée konnt maachen, och en Arrêt Hôpital op deem Site maachen, well do jo d'Eisebunn och op deem Site ass.

Dat ass ee vun deene Punkten, als Beispill, déi ee ka maachen. Et kann een och schwätzen - a wéi den Här Braz nach am Escher Schäfferot war, dat ass schonn eng gewëssen Zäitchen hier, dunn ass ëmmer dovu geschwat ginn - vun enger Ubannung vum Keeler Poteau un d'Escher Autobunn. An do huet et ëmmer geheescht: Mir hu keng Plaz, wou mer d'Stroosseféierung kënne maachen. Och elo, doduerch, dass d'ARBED net méi do ass, kann een eng Stroosseféierung maachen, an déi mécht een näämlech vum Keeler Poteau oder vum Leesbierg aus, an do fiert een erop an et kënnt een déi aner Säit um Monkeler eraus; dann ass déi ganz Strooss entlaascht.

Nëmmen eng Vue, déi ech lech elo gesot hunn, well Der jo gesot hutt, mir hätte keng eegen Iddien, Här Bodry. Et kann ee vun Iddie schwätzen iwwert den Zentrum vun Diddeleng, e Projet, deen lech jo um Häerz läit, wou et jo och net virugaangen ass,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Spautz!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- ...wou et elo endlech och wäert virugoen. Alles dat si Projeten. An dofir...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Dofir soll een en Zukunftsdësch maachen, driwwer diskutéieren, an da kënne mer zesummen eis Iddien op den Dësch leeën, dat am Intérêt vum Land, am Intérêt vum Süden a virun allem vun deene Leit, déi hei wunnen an hei schaffen. Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Spautz, erlaabt Der...

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Ah, pardon!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dir sidd jo nach do. Erlaabt Der, dass den Här Bodry lech eng Fro stellt?

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech misst just dem Här Spautz e Constat maachen an dem Här Spautz eng Fro stellen. De Constat ass: Ech mengen, dass et sécherlech net, wann een un en Zukunftsdësch denkt, drëm geet, fir d'Emplacementer vu Spideeler elo festzeleeën iwwer en Zukunftsdësch.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Et war e Beispill.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech mengen, dass dat net kann den Objet si vun esou engem Dësch, oder ech hätt déi Iddi awer komplett falsch verstanen, déi Der selwer lancéiert hutt.

An zweetens mengen ech och net, dass et un der Regierung ass, e Südspidol enzwousch hinzesetzen, wéi Der dat elo grad gesot hutt, mä dass et eng Décisioun ass vum Südspidol selwer, vum CHEM selwer, ze décidéieren, wou e wëllt bauen. Iddie sinn ëmmer wëllkomm, déi Décisioun, déi gëtt net engem Spidol imposéiert, déi hëlt d'Spidol selwer. An déi Décisioun, déi geholl ginn ass, déi huet och d'Spidol selwer geholl.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Also, Här Bodry, Dir sidd jo selwer Member vum Verwaltungsrot gewiescht.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech war Member.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Gewiescht, an Ärer aler Qualitéit.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Duerfir weess ech dat.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Et ass net hei u mir, fir lech an der Gemengenautonomie eppes virzeschreiwen.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ma duerfir sinn ech frou, dass mer dat elo kënnen hei preziséieren.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Mä et ass wichteg, dat Ganzt mat de Gemengen ze maachen.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat kléngt scho besser!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Mä et soll een awer och d'Entwécklung vum Land, an domadder d'Ausféierungsméiglechkeet, wéi mer eis kënnen ausbauen a wéi mer eis nei kënnen opstellen, net vergiessen. Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Kéint ech dem Här Spautz nach eppes soen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ah, selbstverständlech.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Muss ech äntwerten?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Neen, ech mengen, Här Spautz, den Här Schmit freet d'Wuert zu där doter Thematik. Ech kann em dat net refuséieren. An Dir krit da selbstverständlech, wann Der mat eppes net d'accord wäert, d'Geleeënheet, fir ze äntwerten. Mä elo ginn ech dem Här Schmit d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Virdru sot Der: D'Regierung beäntwert alles beieneen, no deem Gedeessems...

(Interruption par M. Xavier Bettel)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ah, lauschtert, Här Spautz, ech wëll lech just drop hiweisen,...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dir hutt jo Froe gestallt, sidd dach frou, wann...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- ... dass eist Reglement seet, dass...

M. Marc Spautz *(CSV)*.- ...d'Regierung à tout moment kann...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Voilà! A vu dass ech hei sinn, fir d'Reglement ze applizéieren,...

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Hei sëtzt och de President vun der Reglementskommissioun.

(Hilarité)

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Ass et okay?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- ...a well ech och fir d'Liewegkeet vum Débat sinn, géif ech dem Här Aarbechtsminister d'Wuert ginn.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Ech wollt dem Här Spautz...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat geet jo awer net op d'Zäit vum Här Spautz?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Neen, net op d'Zäit vum Här Spautz.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Neen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- An ech géif och mengen, dass déi Ënnerbriechungen, déi komm sinn, dem Här Spautz guttgeschriwwe ginn.

Här Schmit, Dir hutt d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Bon. Ech wollt dem Här Spautz e puer Ziffere ginn, déi weisen, datt dat, wat en elo gesot huet, besonnesch iwwert d'Reduktioun vun den Zuele vun de Chômeuren, net genau dat ass, wat hie gesot huet (veuillez lire: net genau dat ass, wat d'Zuelen aussoen).

Wa mer also de Mäerz 2015 huelen an de Mäerz 2016, dann ass d'Zuel vun de Chômeure vun deem Joer bis dëst Joer ëm 745 Leit zréckgaangen; dat si minus 4,1%. Dat ass besonnesch staark bei deene Jonken: Do ass se och ëm 4,1% zréckgaangen; bei deenen tëschent 30 an 39 ëm 5,5%, bei deenen tëschent 40 an 49 ëm 4,5% a bei deene vu 50 a plus, wat ee ka freeën, ass se manner zréckgaangen, mä ëmmerhin ëm 2,4%.

Wat ass elo mat deene Leit geschitt, déi de Statut handicapé hu respektiv an engem Reklassement sinn? Déi Zuel ass ëm 142 Leit zréckgaangen. 142 Leit, dat ass eng Reduktioun vun 3,5%. Et ass also absolutt falsch ze soen, mir hätte just de Chômage vun engem Joer op dat anert reduzéiert, andeem mer nëmme Leit an d'Pension d'invalidité a besonnesch Reklasséierter an d'Pension d'invalidité geschéckt hätten.

Well bei deenen 142, wou d'Zuel zréckgaangen ass, do heescht dat jo, datt der eraus-

gaange sinn: Do sinn der, déi hunn en Job fonnt. Do sinn der, déi effektiv an d'Pensioun gaange sinn; dat sinn der, wann ech mech elo gutt erënneren, à peu près 300. An et sinn der vläicht och, déi gestuerwe sinn. Duerfir ass déi Zuel 142. Dat ass also net déi Zuel vun der Reduktioun vum Chômage. Dat ass déi éischt Äntwert.

(Interruption par M. Marc Spautz)

Déi zweet Äntwert, Här Spautz, déi zweet Äntwert ass déi, wat Der mech elo gefrot hutt, iwwert d'PAN-Gesetz. Et ass falsch, datt d'Regierung ni eng Propositioun gemaach hätt. Vläicht waart Dir och do net derbäi, mä do muss ech och soen: Do konnt Der och net derbäi sinn.

M. Marc Spautz *(CSV).-* Aah!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.-* Ech hunn zu Senneng...

M. Marc Spautz *(CSV).-* Aah!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.-* ... absolutt e Pabeier op den Dësch geluecht, wou dat drasteet, wat net esou wäit ewech ass vun deem, wat d'Regierung gëschter hei an der Chamber duerch de Premierminister presentéiert huet. Et ass also net elo eng Surprise. Dat hunn d'Sozialpartner schonn esou presentéiert kritt dans les grands traits, souguer mat engem Text, dee relativ kloer formuléiert war - scho bal e juristeschen Text -, zu Senneng am Mäerz.

Ech kann lech och berouegen, datt alles dat, wat Dir mech gefrot hutt... An ech stinn der Kommissioun direkt, wa se wëllt, zur Verfügung, fir der Chamber dat doten am Detail ze erklären.

Wat d'Iwwerstonnen ubelaangt, hu mer deen onsënnege Kritär, deen elo am Gesetz stoung - ech weess net, wien deen dragesat huet - vun der Imprévisibilitéit, duerch eppes ersat, wat kloer, transparent ass a wou net déi eng oder déi aner brauchen driwwer ze streiden: Dat ass e Préavis vun dräi Deeg. Wann een also méi schafft an et gëtt ee bannent dräi Deeg, manner wéi dräi Deeg informéiert, datt ee muss méi schaffen, dann ass dat d'office eng Iwwerstonn.

An dat Zweet, wat net am Text stoung, ass dat, datt mer e Seuil agefouert hunn. Dat heescht, wann een iwwer 45 Stonnen, Moyenne, am Mount geschafft huet, och bei enger Période de référence vun dräi Méint, dann ass alles dat, iwwert déi 45 Stonnen, d'office emol schonn eng Iwwerstonn a kann net als normal Stonn am Kader vun der Période de référence kompenséiert ginn. Dat ass also alles ganz kloer. Et ass net, datt do eppes nach net definéiert wier.

Ech mengen, Dir hutt mech dat gefrot, da wësst Der et. Dir fannt dat vläicht och an der Press. Wann Der déi muer liest, da wäert Der dat och erëmfannen.

M. Marc Spautz *(CSV).-* Also, Här Schmit, zwou Saachen. Ech fannen et scho komesch, dass Der sot, ech géif hei mat falsche Saachen operéieren. Éischtens hutt Der selwer gesot, dass ech et net konnt wëssen, well Dir hat mech weder op Senneng invitéiert nach waart Dir bis elo an der Chamberskommissioun. An ech si just verwonnert, dass neierdéngs de Primat vun der Chamber bei Iddien, déi vun der Regierung kommen, net méi gëllt. Ech huelen dat zur Kenntnis. Mä den Här Engel wäert jo elo derfir suergen, dass mer da schnellstméiglech eng Sitzung hunn, wou Der et kënnt virleeën.

Eppes anescht, wat mech awer elo méi stéiert, dat ass: Déi Chifferen, déi ech hei hunn, déi sinn aus dem Ministère vun der Sécurité sociale - de Rapport vun Ärem Kolleeg Romain Schneider - an déi baséiere sech all Kéier op den 31. Dezember. Et ass d'Säit 29 vun deem Rapport, deen d'lescht Woch publizéiert ginn ass um Site vun der Chamber.

Wann awer elo do Saachen drastinn, déi net stëmmen, da muss ech awer soen, da muss ee sech awer hannerfroen, wat dann alles lass ass mat deene Rapporten. Well an deem Rapport steet schéi propper dran, wéi et 2011, 2012, 2013, 2014 an elo 2015 war. An do steet bei den Invaliderente ganz kloer, dass déi an d'Luucht gaange si vu 16.690 op 17.360. An et steet dran, dass d'Indemnité d'attente eng Croissance huet vun 8,5% op 4.786, déi Zuelen, an dat am Mount Dezember.

Fir alleguerten déi Leit, déi jo och iwwert de Site vun der Chamber Zougang hunn zu deem Rapport: Dat kënnt Der op der Säit 29 liesen am Rapport vum Minister vun der Sécurité sociale. Dat si keng Chifferen, déi ech mer aus de Fangere gesuckelt hunn, mä déi hunn ech aus dem Tätegkeetsbericht vum zoustännege Ministère geholl. An anert Material, muss ech lech soen, steet mir als Deputéierten net zur Verfügung.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.-* Dach, dach! Här Spautz, et steet lech absolutt zur Verfügung. Notamment de Rapport, deen all Mount kënnt vun der ADEM, steet lech absolutt zur Verfügung! Do stinn déi aktuellst Zifferen dran, vun all deene Leit, déi an engem Statut de reclassement sinn. An do fannt Der eraus, datt de leschte Mount ganz genau Leit am Reklassement waren: 4.080.

Mä wat Dir verwiesselt, Här Spautz, et ass net jiddwereen, deen eng Invaliditéitspensioun kritt, dee virdru Reklasséierte war.

M. Marc Spautz *(CSV).-* Neen. Do hutt Der recht.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.-* Et ass net jiddwereen, deen am Reklassement war...

M. Marc Spautz *(CSV).-* Ech kennen de System schonns e bëssche méi laang.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.-* ... an eng Indemnité d'attente hat, deen automatesch dann iergendwann eemol an deen anere Statut geet. Et gëtt och Leit, an dat wësst Der jo awer, déi direkt eng Pension d'invalidité kréien.

Well de Problem vum Reklassement, ech rappeléieren lech dat, wat Der doudsécher wësst, dat ass deen, datt mer de Reklassement agefouert hunn, well verschidde Leit net konnten eng Pension d'invalidité kréien, well hiren Degré d'invalidité net héich genuch war. Mä et gëtt awer Leit, wou den Degré d'invalidité héich genuch ass. An duerfir brauchen déi guer net duerch de Reklassement ze goen.

Duerfir sinn déi Chiffere vun der Invaliditéit net gläichzesetze mat deenen, déi aus dem Reklassement kommen, oder respektiv déi Chifferen, wou dann een aus dem Reklassement an d'Invaliditéit kënnt. Do verwiesselt Der e puer Saache mateneen.

M. Marc Spautz *(CSV).-* Ech verwiesselen dat net, Här Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.-* Mä...

M. Marc Spautz *(CSV).-* Ech verwiesselen dat net! Ech wëll just soen: All Mënsch, deen an eng Invaliderent geet,...

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.-* War deen am Reklassement?

M. Marc Spautz *(CSV).-* ...dee mécht jo eng Plaz fräi um Aarbechtsmaart...

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.-* Neen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Sou! Här...

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.-* Ech sinn nach net fäerdeg, ech muss lech nach en Detail ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Här Spautz, Här Aarbechtsminister!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.-* Ech muss lech nach en Detail soen. Deen zweeten Detail ass deen: Dir verwiesselt dat, datt déi Leit, déi am Reklassement sinn, déi sinn net alleguerten als Chômeur ugesinn. Well näämlech déi Leit, déi...

M. Marc Spautz *(CSV).-* Jo, dat ass richteg.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.-* ...eng Indemnité d'attente kréien, do gëtt et der drënner, wat Netrésidentë sinn.

M. Marc Spautz *(CSV).-* Jo.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.-* An där sinn et der 800, oder iwwer 800 oder 1.200.

M. Marc Spautz *(CSV).-* An deem Bericht hei...

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.-* Ech muss dat elo nokucken.

M. Marc Spautz *(CSV).-* An hei am Bericht: 832.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.-* Voilà! 834 (veuillez lire: 832). An déi ginn net bei d'Chômeure gezielt, well d'Netrésidentë jo net - no alle Statistiken a ganz Europa - bei d'Chômeure gezielt ginn. An do maacht Der och e Feeler. Dir comparéiert also eppes, wat net comparabel ass!

M. Marc Spautz *(CSV).-* Neen, ech sinn do net mat lech d'accord. An ech mengen, dass mer mussen eng Diskussioun da féieren iwwert d'Valeur vun de Rapporten, den Aktivitéitsrapporten,...

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.-* D'Valeur vun de Rapporten ass ganz wichteg.

M. Marc Spautz *(CSV).-* ...mat den Zuelen, déi do drastinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Souwuel fir den Här Spautz wéi fir den Här Aarbechtsminister: Ech géif lech invitéieren, déi zwou Statistiken openeenzeleeën an da gitt Der wahrscheinlech ganz séier eens. Déi si jo alleguerten niddergeschriwwen. Well, wa mer déi Diskussioun hei weiderféieren, do fënnt kee sech méi erëm. Voilà!

Dat gesot, Merci fir d'Kulanz a Merci fir d'Explikatiounen. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).-* Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

(Brouhaha)

Dat war scho richteg.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Also, et ass wahrscheinlech den tierkesche Chamberspresident.

(Hilarité et brouhaha)

Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).-* Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Här Wiseler, Dir hëlleft mer elo an der Zwëschenzäit alleguer. Villmools Merci.

M. Georges Engel *(LSAP).-* 2013 huet de Roland Gehlhausen e Spektakel geschriwwen. An ech wousst net, dass hien - an hien och net, bestëmmt net -, dass hien dee Moment schonn de Fil conducteur fir d'Debatten hei iwwert d'Lag vun der Natioun ginn huet. An haaptsächlech de Fil conducteur fir d'CSV oder fir d'Oppositioun, awer haaptsächlech fir d'CSV, well de Spektakel huet geheescht: „Wie fäert, deen huet Angscht". An d'CSV, déi fäerten a si hunn Angscht.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Georges Engel *(LSAP).-* Well si fäerten all...

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).-* Sécherlech lech awer net!

M. Georges Engel *(LSAP).-* ...Neierung. Si fäerten all Neierung, si fäerten alleguerten de getrëppelte Pad, deen net schonn 30 Joer getrëppelt ginn ass, erofzegoen. An alles, wat elo nei kënnt, gëtt mat Dausende vu Froen, mat groussem Brimborium hei contestéiert a virun allem ginn emol Froe gestallt. An op d'Léisungen, do waarde mer alleguerten.

D'LSAP fäert net an dës Regierung fäert och net, well se ganz kloer d'Saachen upaken, déi musse gemaach ginn. An dat ass och richteg esou!

D'LSAP, déi steet ganz kloer fir eng sozial gerecht Gesellschaft, fir Chancëgerechtegkeet a fir eng besser Verdeelung vum Räichtum vun dësem Land. Jo, mir sinn och der Meenung, dass de Clivage tëschent Räich an Aarm nach ze grouss ass. An et ass och net alles a Botter hei zu Lëtzebuerg, mä et ass scho besser wéi et war. An dat grâce enger ganzer Rei vu Mesuren, déi an deene leschte Jore geholl goufen. A mir hätten och gär, dass eng Verdeelung vum Räichtum besser gemaach gëtt. An déi ass mat dëser Steierreform gemaach ginn.

An, Här Spautz, just eng Klammer awer dierf ech opmaachen zu Ärem Beispill vu virdrun. Wann Dir sot, déi Steierreform, déi hei gemaach gouf, déi wär sozial net gerecht an da rechent Der an Äert...

M. Marc Spautz *(CSV).-* Fir déi kleng Leit!

M. Georges Engel *(LSAP).-* Fir déi kleng Leit, jo! An da rechent Der an Äert Rechebeispill d'Erhéijung vun der TVA vu 15% op 17% mat an. Déi zwee Prozent, déi zitt Der do vum Loun of. An da soen ech lech: Dat ass eng intellektuell Ongerechtegkeet, wat Dir hei gemaach hutt, well et ass näämlech komplett falsch, do d'TVA mat derbäizehuelen, well dat huet absolutt näischt mat der Steierreform hei ze dinn!

M. Marc Spautz *(CSV).-* Här President!

M. Georges Engel *(LSAP).-* Duerfir sinn ech absolutt net Ärer Meenung, dass Der déi dote Rechnung hei gemaach hutt!

M. Marc Spautz *(CSV).-* Dat do ass e Fait personnel. Dat do ass eng Attack!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Ech mengen, Dir braucht kee Fait personnel ze froen...

M. Marc Spautz *(CSV).-* Dat do ass eng Attack!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Här Spautz, Dir sidd ugeschwat ginn an da ginn ech lech selbstverständlech d'Wuert.

(Brouhaha)

M. Marc Spautz *(CSV).-* Also, éischtens, déi 2%: All Kéiers am Bulletin vum Statec steet dran, wat d'Belaaschtung war vun deenen 2%. An ech hunn hei néierens 2% mat agerechent.

M. Georges Engel *(LSAP).-* Ma Dir hutt...

M. Marc Spautz *(CSV).-* Ech hu gesot,...

M. Georges Engel *(LSAP).-* Ma Dir hutt vun der TVA geschwat.

M. Marc Spautz *(CSV).-* ...d'Deierecht allgemeng vun 2% ass mat agerechent. An ech huelen déi Chifferen, déi vum Statec publizéiert ginn. Et sief dann, Dir géift elo nach soen, déi wieren och nach falsch! Mä bei lech ass een haut jo alles gewinnt.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Marc Spautz *(CSV).-* Elo gëtt et awer Zäit!

M. Georges Engel *(LSAP).-* Dir hutt bei d'Steierreform d'Kannergeld mat agerechent, Dir hutt d'TVA mat agerechent.

(Interruption)

An duerfir sot Der, dass se sozial ongerecht fir déi kleng Leit wär. An dat ass falsch, well dat ass näämlech net wouer!

Une voix.- Dat ass, wann ee keng Argumenter huet, dann...

Une autre voix.- A wéi rechent een et dann?

M. Alex Bodry *(LSAP).-* Dat diskutéiere mer um Zukunftsdësch.

Une voix.- Déi rechnen dat un, d'Sozialisten...

M. Georges Engel *(LSAP).-* Dass mer méi sozial Gerechtegkeet brauchen am Allgemengen, do ginn ech lech awer recht, Här Spautz. An do si mer och amgaangen, drun ze schaffen. A mat der Steierreform hu mer hei och e Schratt an déi richteg Richtung gemaach.

Och d'EU huet dat agesinn. Den Triple-A sollt et net nëmme fir d'Ekonomie ginn, mä och fir déi sozial Froen. D'Diskussiounen iwwert déi Standards sociaux, déi lafe jo. Mir haten déi d'leschte Kéier an der Chamberskommissioun jo schonn ugefaangen. Den Triple-A économique, deen ass nëmmen ze halen och mat enger Cohésion sociale. Aarmutsbekämpfung, Kampf géint d'Aarbechtslosegkeet a sozial Ausgrenzung, d'Verstäerkung vum sozialen Netz bleift fir d'LSAP eng vun den ieweschte Prioritéiten.

Ech wëll haut speziell iwwert dräi Theme schwätzen: eng Kéier d'Sécurité sociale, dann den Travail an dann och d'Éducatioun.

D'Sécurité sociale. Vun der Regierung goufen ëmgesat d'Pensiounsreform an d'Gesondheetsreform. Dat war zwar schonn déi lescht Regierung, mä déi Effets positifs, déi weise sech elo ganz kloer. Et gouf och eng Reform vum Contrôle médical vun der Sécurité sociale gemaach. Deen ass elo méi effikass, méi séier, an d'Prise en charge vun de Salariéë bei enger Incapacité de travail ass och besser. Et gouf eng Reform vum Reklassement gemaach, fir eng besser Gestioun vun der Incapacité de travail, eng Preferenz fir de Reclassement interne, et gouf e Statut vum Reclassé agefouert, deen deene Leit och méi Sécherheet gëtt.

Ugekënnegt ass d'Reform vun enger ganz wichteger Saach, vun der Fleegeversécherung. An déi Reform soll am Zeeche vun der Ofsécherung vum System sinn an der Qualitéitssécherung vun der Fleeg an der Prise en charge. An do soll virun allem och deene Krankheete mat engem ganz spezifesche Krankheetsbild Rechnung gedroe ginn, déi ëmmer méi ganz ville Leit Suerge maachen an och vill Leit op eng ganz haart Prouf stellen. Ech schwätzen hei vun den Demenzen, den Alzheimer-Krankheeten. A wéi wichteg déi Reform ass, oder wéi wichteg déi Fleegeversécherung iwwerhaapt war, dat gesäit een, wann een d'Situatioun analyséiert vu virun 1998, wou se agefouert gouf.

Mä och do bleiwen awer nach eng ganz Rei vu Saachen ze maachen. An notamment weist eis déi gutt finanziell Situatioun vun der CNS, wou d'nächst Joer géifen d'Reserven déi legal Grenz vun den 20% vun de lafenden Ausgaben er-

reechen an iwwerschreiden, dass déi Suen, déi do elo an de Reserve sinn, solle genotzt gi fir Leeschtungsverbesserungen, an dat besonnesch am Beräich vun der Zännmedezinn a vun de Brëller, wat fir vill Leit e ganz héije Käschtepunkt ass a se duerfir viru ganz reell Problemer stellt.

Vill Leit sinn dovunner betraff a si riskéiere souguer, well se d'Suen net hunn, sech net soignéieren ze loossen. Dat däerf net sinn an engem Land wéi Lëtzebuerg, an duerfir musse mer do Leeschtungsverbesserunge maachen! Mir wëllen de Minister do a senger Démarche zu 100% ënnerstëtzen. An ech hoffen, dass an der Quadripartite och do déi Mesurë beschwat an och geholl goufen.

Duerfir eise Message: D'LSAP steet fir en Ausbau vun de Leeschtungen an der sozialer Ofsécherung a fir héich Qualitéitsstandarde bei all dëse Leeschtungen.

Zum Travail. De Lëtzebuerger Aarbechtsmaart weist jo eng ganz paradox Situatioun op: All Joer ginn Dausende vun Aarbechtsplaze geschaaft an awer hu mer eng ganz Partie Leit, déi keng Aarbecht fannen! An duerfir huet d'Regierung eng ganz Partie vun Neierungen ëmgesat, an dat op ganz, ganz villen Niveauen.

Eng Reform vun der ADEM gouf gemaach. Et gouf en Encadrement an en Accompagnement individuel vun Demandeurs d'emploi gemaach, d'Garantie pour la jeunesse gouf agefouert, spezifesch cibléiert Beschäftegungsmoossname fir eeler Demandeurs d'emploi oder Leit mat enger Capacité de travail réduite goufen agefouert. An ech wëll hei och un den Engagement vun de Patronen erënneren, déi gesot hunn, dass se iwwer dräi Joer géife 5.000 Chômeuren astellen.

A mir hunn hei eng positiv Evolutioun vum Chômage: Am Dezember 2013 hate mer en Taux vu 7,1%, wat 19.287 Persoune waren. Haut si mer bei 6,5%, dat si 17.405 Persounen, 0,6% manner. An am Ganzen 1.882 Leit manner am Chômage. Jiddwer Eenzelnen ass eis dat wäert, dass do déi Mesurë geholl goufen. A fir jiddwer Eenzelne musse mer eis heibannen, solle mer eis heibanne freeën, dass en aus där Situatioun, wou e virdru war, elo an eng besser Situatioun komm ass. Dat ass ganz positiv an dat fanne mir luewenswäert.

Mëttlerweil huet dës confirméiert positiv Evolutioun och Afloss op d'Chômagezuele vun de méi fragille Chômeuren. Dat heescht, zum Beispill den eelere Chômeuren. Do si mer op -2,4% an engem Joer. Oder d'Demandeurs d'emploi mat enger Capacité de travail réduite, do si mer op -3,5% an engem Joer. Oder och d'Demandeurs d'emploi, déi schonn iwwer zwielef Méint op der Sich no enger Aarbecht sinn, do si mer bei -1,6% an engem Joer. Iwwregens, déi Zuele kann een do fannen, wou de Minister virdru gesot huet. Dat ass relativ einfach nozesichen.

Net ze vergiessen, d'Gesetz iwwert den Dialogue social. D'Matbestëmmung an den Entreprisë vun de Salariéen hëlleft och, d'Entreprisen ze stäerken, se kompetitiv ze halen an d'Klima an der Entreprise selwer positiv a konstruktiv ze gestalten. Gären op enger Plaz schaffen an Entscheedunge verstoen an och kënne matdroen, dat ass favorabel fir d'Salariéen, awer sécher och favorabel fir d'Entreprisen.

An an deem Kontext vum Travail ass och ugekënnegt an och déposéiert eng ganz Rei vu Projet-de-loien, ënner anerem dee vun der Gestion des âges, fir eeler Salariéë méi laang ënner ugepasste Konditiounen an der Aarbecht ze halen, ënner anerem duerch Deelzäitaarbecht.

Dann d'Suppressioun vun der Préretraite solidarité a gläichzäiteg Verbesserungen an der Préretraite travail posté. Dir wësst, dass et e puer Zorte vu Préretraitë gëtt. D'Préretraite gëtt also net generell ofgeschaaft, wéi een dat op verschiddene Portaile konnt liesen, mä et gëtt hei d'Préretraite solidarité ofgeschaaft, déi hiren Zweck u sech och net richteg erfëllt huet. Déi 19 Milliounen, déi wäerten elo an d'Formatioun gestach ginn. An dat ass och eng gutt Saach.

Dann hu mer d'Gesetz iwwert d'Sociétés d'impact sociétal, fir deene Sociétéiten, déi net an éischter Linn op Profitt aus sinn, mä déi e sozialen oder en ekologeschen Objet hunn, en eegenen, adequate Statut ze ginn. Do sinn ëmmerhin awer ëm déi 25.000 Leit, déi an esou Entreprisë schaffen. An dat ass also en Aarbechtsmaart, deen net ze négligéieren ass!

An natierlech och d'Reform vum Congé parental, d'Taina Bofferding ass virdrun dorobber agaangen, gradesou wéi vum Congé pour raisons familiales, deen och verbessert soll ginn, méi flexibel ginn, an dat am Sënn vun de Familljen a vun de Kanner. Och dat ass eng ganz positiv Moossnam.

Da wäerte mer och eng Reform vun der ITM diskutéieren. Eng verbessert Kontroll vum Anhale vun de gesetzleche Bestëmmunge fir de Schutz vun de Rechter vum Salarié, dat si Moossnamen, déi musse gemaach ginn, déi de Salariéen zeguttkommen an déi och da gläichzäiteg géint de Sozialdumping wäerte sinn. Wichteg duerfir ass awer, dass d'ITM och déi néideg Mëttele brauch (veuillez lire: kritt), soss bleiwen déi Gesetzer do natierlech Lettre morte.

Dann zur Reform vum PAN-Gesetz. Déi annoncéiert Regelung, fir d'Referenzperiod bis op véier Méint eropzesetzen, mat parallell méi Congésdeeg, bis zu dräianenhallwen Dag, stellt en Équiliber duer tëschent de Revendicatioune vum Patronat no méi Flexibilitéit an de Fuerderunge vun de Gewerkschaften no enger gläichzäiteger Aarbechtszäitverkierzung, an dat a Form vu Congésdeeg.

A wann den Här Baum virdru gesot huet, hien hätt gären eng Diskussioun iwwert d'Aarbechtszäitverkierzung: Ma hei hu mer se! Hei hu mer eng Aarbechtszäitverkierzung vun 3,5 Deeg fir déi Leit, déi an där doter Situatioun wären. Also hu mer do och Wuert gehalen.

Gläichzäiteg bleift et de Sozialpartner iwwerlooss, iwwert de Wee vun de Kollektivverträg, aner Regelungen ze fannen. Dëst setzt engem jorelaange Status quo en Enn. E Status quo, dee säit 2012 besteet a mat deem kee richteg zefridde war. An et stellt deemno och elo e richtegen Duerchbroch duer, fir deen een dem Aarbechtsminister Nicolas Schmit an och der ganzer Regierung muss félicitéieren.

An de Finanzminister Pierre Gramegna huet et de Moien hei gesot: Flexibilitéit, an domadder méi Rendement, kann net eesäiteg sinn a muss och eng Contrepartie hunn an de Benefiss muss gedeelt ginn. Hei ass dat geschitt: méi Flexibilitéit an duerfir méi Aarbechtszäitverkierzung. An ech ginn dem Minister vollkomme recht, wou en de Mëtteg gesot huet: „D'Salariëë si keng Maschinnen." A mir wäerten dat doten och an der Chamberskommissioun diskutéieren.

A wann ech virdrun hei héieren hunn, et wär näischt Neies an der Ried vum Premier gewiescht iwwert d'Lag vun der Natioun, da musse mer eis awer eng Kéier eens ginn iwwert d'Démarche.

Mir kënnen net alles virdrun an der Kommissioun diskutéieren an dann herno soen: „Mir hunn näischt Neies", well mer et schonn an der Kommissioun haten. A wann de Premier dann heihinnerkënnt, huet en näischt Neies! An da gëtt gesot: „Jo, mir hunn et awer net an der Kommissioun diskutéiert." Also eng Kéier musse mer eis awer eens sinn iwwert d'Démarche, déi mer hei wäerten huelen! A mir wäerten dat natierlech och an der Chamberskommissioun diskutéieren. An ech wäert do direkt e Rendez-vous mam Minister maachen, fir dass mer do och alleguerten d'Detailer kënne kréien.

Et bleiwen awer nach eng ganz Rei vu Saachen ze maachen, weider Efforten a Saache Chômage sinn néideg. Et däerf ee sech elo net op de Lorbeeren ausrouen.

Dann och wat d'Salariés âgés ugeet, gëtt et e Projet de loi iwwert d'Gestion des âges. An dee ka weider verbessert ginn a muss dann och ëmgesat ginn. Dat ass e Corollaire zur Pensiounsreform. Dat betrëfft eis Generatioune virun eis, op alle Fall emol fir en Deel vun eis heibannen, an deene si mer dat och schëlleg.

Doriwwer gewannen d'Entreprisen och, wa se d'Wësse vun deenen, déi scho laang an enger Entreprise schaffen, mat deenen deelen, déi herno do schaffen, an un déi nächst Generatioune weiderginn. Dat ass mat Sécherheet eng Win-win-Situatioun.

Da muss een och kënnen iwwert d'Comptes épargne temps an den Droit au travail à temps partiel diskutéieren, fir och do d Famill an de Beruff kënnen ënner een Hutt ze brëngen.

Wa mer iwwer Integratioun schwätzen, da muss een awer och iwwert d'Applikatioun vun der Legislatioun iwwert d'Quotas de travailleurs handicapés schwätzen. Och do, mengen ech, ass genuch Diskussiounsbedarf. An ech sinn och frou, dass de Premier gëschter ugekënnegt huet, dass mer eng Reform vum RMG wäerte kréien. Dat betrëfft och ëmmerhin 10.000 Ménagen. An ech si frou, wa mer déi Reform do wäerten ugoen!

Gläichzäiteg muss een dann och iwwert d'Lutte géint den Harcèlement moral schwätzen an och iwwert d'Formation continue an de Congé de formation.

Eng vun de ganz groussen Erausfuerderunge gëtt dee ganze Secteur, dee sech opdeet mat der digitaler Aarbechtswelt. Hei geet et drëms, geséchert Aarbechtsplazen an d'Ofsécherung vun de Salariéen am A ze behalen an deen néidege juristesche Kader ze schafen, fir hei net een Aarbechtsmaart niewent deem geregelten oder sozial ofgesécherten Aarbechtsmaart ze schafen.

Dir gesitt, dass op dësem Niveau scho vill geschitt ass, dass déi Mesuren och déi gewënscht Resultater hunn, mä dass awer och nach ganz vill ze maachen ass, fir dass ee sech engem sech ëmmer wandelnden Aarbechtsmaart och upasst.

D'LSAP setzt sech och weider fir eng Reduktioun vum Chômage, fir gesond Aarbechtsplazen, gutt Aarbechtsbedéngungen an eng regelméisseg Upassung vun der Legislatioun un den Aarbechtsmaart an, dee sech stänneg ännert.

Dann nach e lescht Wuert zur Éducatioun. Här President, ech hu virdru vun deem Lëtzebuerger Paradox vum Aarbechtsmaart geschwat: Eis Ekonomie schaaft all Joer weider Aarbechtsplazen, mä mir mussen duerfir dat qualifizéiert Personal an der Groussregioun a souguer doriwwer eraus siche goen. Eis Schoul brëngt also net genuch qualifizéiert Kräften op den Aarbechtsmaart. Dat musse mer änneren! Fir de Chômage ze bekämpfen, musse mer prioritär op eng gutt Ausbildung an eise Schoule setzen.

Duerfir ass et fir eis als LSAP wichteg, jiddwerengem déiselwecht Chancen op eng gutt Ausbildung ze ginn. Chancëgläichheet a sozial Gerechtegkeet sinn déi grouss Prinzipien, déi fir eis an der Schoulpolitik wichteg sinn.

Fir eis ass et wichteg, dass d'Méisproochegkeet weider zum Räichtum vun dësem Land bäidréit an net eng Hürd gëtt, fir d'Chancëgläichheet a sozial Gerechtegkeet ze erreechen. Hei ass d'LSAP bereet, och do nei Weeër ze goen.

Mir wëllen duerfir méi Autonomie fir d'Lycéeën aféieren, nom Beispill vun der Europaschoul zu Déifferdeng (veuillez lire: International Schoul Déifferdeng), wou d'Schüler tëschent zwou Sproochefilièrë wiele kënnen, oder och nach, andeems mer de Bac international op weider Lycéeën ausweiden. Et ass fir d'LSAP wichteg, dass fir dës Schoulen, déi ëffentlech sinn, net Dausenden Euroen u Minerval musse bezuelt ginn, mä dass si fir jiddwereen accessibel sinn.

Här President, dat heescht net, dass mer elo eis Diplomer wëlle bradéieren. Mir schafen au contraire verschidden Opportunitéiten a Méiglechkeeten, fir deene verschiddenen Zorte vu Schüler, déi mer an dësem Land eben hunn, och kënne gerecht ze ginn.

Dat gëllt och scho bei der Kannerbetreiung. Och hei musse mer eis un déi nei Gegebenheeten adaptéieren. D'Regierung féiert duerfir bei der nächster Rentrée scolaire d'Gratisbetreiung an, vun där schonn zënter Jore geschwat gëtt, an d'Zweesproochegkeet a verschiddene Crèchë fir Kanner tëschent null an dräi Joer. Mir stinn dozou, mir fannen dat gutt! Dat ass eng gutt Mesure.

Eng héichwäerteg Éducatioun ass nëmme wéineg nëtzlech, wann et net och fir de Schüler déi richteg ass. Mir mussen de Jonken duerfir Spezialisatiounen ubidden, déi hinnen och leien. Fir ze garantéieren, dass déi Jonk Succès an hire schoulesche Carrièren hunn an duerno dann och an hirer professioneller Carrière eppes brëngen, musse mer si och richteg orientéieren. Duerfir si Bestriewungen amgaangen, eng Maison de l'orientation per Gesetz an d'Liewen ze ruffen, dat mam Zil, fir méi Kohärenz bei der schoulescher Orientatioun anzeféieren, andeems Instrumenter geschafe ginn, déi de Jonken et och erméiglechen, hir Kompetenzen an hir Interessie besser ze verstoen an doropshin dann e Choix kënnen ze treffen, deen hinne läit.

Här President, ech kommen zum Schluss. Déi Europäesch Kommissioun huet eis als Zil gesat, den Décrochage scolaire op manner wéi 10% erofzekréien. Mir sinn der Meenung, dat geet net duer! Mir mussen eis selwer als Zil setzen, guer keen Décrochage scolaire méi ze hunn. Mir brëngen dat vläicht net fäerdeg, mä mir sollten et awer als Objektiv virun Ae behalen.

Mir begréissen an deem Sënn an ënnerstëtzen déi Entwécklung och an Zukunft, dass de Stat esou vill an d'Éducatioun investéiert. Méi wéi 2 Milliarden Euro sinn am Budget 2016 virgesinn, an dat bei Gesamtdépensë vun 13 Milliarden. Dat heescht, dass also all siwenten Euro u Recetten an d'Bildungspolitik reinvestéiert gëtt. Dat ass eng gutt Saach. Dat ënnerstëtze mer!

D'LSAP wëllt d'Schoul konsequent weider reformëieren, ouni se all Joer neizeschreiwen, an d'Schoul un eis Gesellschaft an hir Ufuerderungen adaptéieren, dat am Sënn vu méi Chancëgerechtegkeet an der sozialer Gerechtegkeet.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Engel. A wann d'Pult fräi ass, dann ass d'Madamm Hansen scho prett. D'Madamm Martine Hansen huet d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Éducatioun muss fir eis all eng politesch Prioritéit hunn. Am Programme national de réforme hält d'Regierung een Objektiv fir d'Éducatioun fest, en ass schonn e puermol genannt ginn: den Décrochage scolaire ënner 10% ze halen. Am Rapport stinn dann och eng Rei vu Mesuren, fir dëst Zil ze erreechen. Mä d'Éducatioun ass awer ee ganz vaste Beräich, an d'Mesuren, fir den Décrochage ze vermeiden, fänke schonns an der Grondschoul un.

Dofir wëll ech eenzel Punkten, déi fir eis ganz wichteg sinn, ervirsträichen; fir méi ass leider net Zäit.

Sproochen, ee wichtege Sujet. Ech fänken, wéi gesot, bei der Grondschoul un, déi beim Cycle 1, jo ee Joer fakultative Précoce an zwee Joer Spillschoul, ufänkt an am Cycle 4.2 ophält.

Eis Kanner ginn also aacht bis néng Joer an d'Grondschoul, wat eng zimlech laang Zäit ass. Laut OECD-Bericht ginn an der Grondschoul pro Joer 40% vun der Unterrechtszäit fir d'Sprooche-léiere genotzt. Dat misst duergoen, a wann et net duergeet, da muss ee sech konkret Froe stellen; wat ech och elo wäert maachen.

Am Bildungsbericht ass nozeliesen, datt 45% vun eise Kanner am Cycle 3 den nationale Bildungsstandard an der Lesekompetenz net erreechen, dat heescht, net esou liese kënnen, wéi mir dat gären hätten.

D'Liesen, Dir Dammen an Dir Hären, ass awer d'Grondlag fir dat zukünftegt Léieren. Dës Kanner lafe Gefor, a ganz villen Unterrechtsfächer net matzekommen an eventuell ze décrochéieren. Wéi kann dëse Problem, dee bekannt ass, ugepaakt ginn? Laut Bildungsbericht ass eng geziilt Férderung vun der phonologescher Bewosstheet fir d'Alphabetiséierung immens wichteg.

Dëst phonologescht „Üben", nennen ech et emol, Lauter üben, muss awer systematesch geschéien. Heimadder kéint respektiv sollt am Cycle 1 spilleresch ugefaange ginn. Mir brauchen awer dofir qualitativ héichwäerteg Programmer mat der entspriechender spillerescher Methodik, och fir de Cycle 1. Mir brauchen entspriechend Unterrechtsmaterialien, fir dem Enseignement zur Verfügung ze stellen. Dëst Unterrechtsmaterial muss fir eis spezifesch lëtzebuergesch Besoinen ausgeschafft ginn. Mir kënnen also nach vill am Cycle 1 maachen a mussen net schonns virdrun ufänken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et steet och fest, datt 6% bis 10% vun eise Kanner un enger spezifescher Léierstéierung leiden an datt et wichteg ass, dës Stéierung esou fréi wéi méiglech ze erkennen. Dëst wär am Cycle 1 duerchaus schonns méiglech. Fir datt Stéierungen awer kënnen erkannt ginn, brauche mer nieft ausgebiltem Personal och speziell un eis zu Lëtzebuerg ugepassten Diagnostikelementer. Ass de Ministère bereet, där ausschaffen ze loossen?

Ech hoffen, d'Froe komme beim Ministère un! Mir kënne villes um Terrain maachen, ouni vill Instituter mussen ze schafen.

Op dëser Plaz wéilt ech nach eemol drun erënneren, datt d'Françoise Hetto den 1. Februar eng Interpellatioun zu dësem Sujet ugefrot huet. Mir hunn awer leider nach keen Datum kritt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et stelle sech nach aner Froen zum Cycle 1. Zurzäit ginn nëmmen 92,9% vun de Kanner an de Précoce, an dës zum Deel nach nëmmen deelweis. Firwat nëmmen 92,9%? Firwat nëmmen deelweis?

Heizou gëtt et eng Rei vun Ursaachen, déi aus dem Bilan vum Précoce erauszeliese sinn. Net all Gemeng huet zum Beispill genuch Plazen zur Verfügung, fir datt d'Kanner kënnen dee ganzen Dag goen. Dat kann ech och aus Erfahrung bestätegen. An och aus eegener Erfahrung kann ech bestätegen, datt, wann ee schafft, a wann d'Zesummenaarbecht mat der Maison relais nach net optiméiert ass, et dann organisatoresch bal onméiglech ass, fir vun dëser Offer ze profitéieren, oder et huet een e gudden Noper, eng gutt Bomi oder Bopi, déi asprangen. Mä dorobber, mengen ech, solle mer net bauen.

Am Sënn vun der Chancëgerechtegkeet missten an eisen Aen, éischtens, an alle Gemenge genuch Plazen zur Verfügung stoen, datt all Kand kéint wärend de Schoulzäiten an de Précoce goen. An, zweetens, d'Zesummenaarbecht tëschent der Maison relais an dem Précoce muss optiméiert ginn.

Et wär interessant ze wëssen, ob den Här Minister och dëser Meenung wär. A wann en där Meenung wär, wat e géif maachen, fir dës Ziler ze erreechen.

Als CSV si mer der Meenung, datt de Stat soll ab dem Cycle 1 seng Verantwortung iwwerhuelen, fir alle Kanner gutt Startchancen ze ginn, fir si sproochfit ze maachen. Vun 0 bis 3 Joer solle mer den Elteren d'Décisioun iwwerloossen, wou a wéi si hir Kanner gäre betreit hätten. D'Françoise huet dat scho gesot.

Mir hunn nach ganz vill Chantieren, nach ganz vill Sputt ab dem Cycle 1. Dee solle mer notzen!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wat fir ee Françoise?

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Soll ech et preziséieren? D'Françoise Hetto hat dat gesot.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Aah!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech mengen, et ass ukomm. Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Minister sot eis

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

och: „Eis Kanner hunn d'Flemm mam Franséischen." Dat kann ech mat zwou Hänn ënnerschreiwen. Ech hunn och ee Meedchen, ech hu keng véier, ech hunn och eent, dat léiert och net ganz gär Franséisch. Wann een awer och kuckt, wéi d'Sprooche geléiert ginn, da kann een dat verstoen. An do hëlleft eng gratis bilingual Kannererzéiung guer näischt!

Mir brauche grondleeënd iwwerschaffte Programmer, mat enger ugepasster Methodik an Didaktik. An do sinn ech net mam Här Baum averstanen: Do däerf d'Politik sech net eraushalen! Franséisch an Däitsch mussen als Friemsprooch geléiert ginn! Si si fir eis Friemsproochen!

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Den Här Minister sot eis, datt hei dru géif geschafft ginn. Ech wéisst nawell gären, wéi wäit d'Aarbechte wieren.

Dir Dammen an Dir Hären, an eiser Grondschoul gëtt et eng immens grouss Heterogenitéit, déi an nächster Zäit net wäert ofhuelen. Mir brauchen een differenzéierten Unterrecht, well et ass bewisen, datt gläich Ufuerderungen u Kanner mat ënnerschiddleche Léiervirausetzungen d'Leeschtungsënnerscheeder nach zousätzlech verstäerken! Mir mussen op där enger Säit déi méi schwaach Schüler esou gutt wéi méiglech férderen, awer op där anerer Säit och déi méi staark esou gutt wéi méiglech férderen. Och dat ass wichteg. Well, wa si bis eemol verléiert hunn, sech richteg unzestrengen, verléiert hunn, ze léieren, da gëtt et schwiereg, hinnen dat nach eemol bäizebréngen. Do ka vill Potenzial verluer goen.

Et gëtt verschidde Méiglechkeeten, fir ze differenzéieren. An ech sinn dovunner iwwerzeegt, datt d'Enseignanten, datt d'Schoulcomitée fir hir spezifesch Situatioune gutt Léisungen, zum Beispill am Kader vun hirem PRS, kënne fannen. Mä da mussen d'Schoulen och d'Moyenen hunn a kréien.

An deem Kontext wéilt ech nawell gäre vum Här Minister wëssen, mä vläicht ka jo een anere mer herno eng Kéier drop äntwerten: Elo, wou déi agespuerte Kontingentsstonnen a Posten investéiert ginn, déi net direkt an de Schoule sinn - zumindest sot den Här Minister eis dat -, wéi kann, virun allem a klenge Schoulen, nach richteg gutt differenzéiert ginn?

Kënnen eventuell zousätzlech Stonnen un d'Schoule verdeelt ginn, déi am Kader vum PRS ee kohärent Konzept fir d'Differenzéierung an och, hei kommen ech nach drop zréck, fir d'Hausaufgabenhëllef ausgeschafft hunn? Wéi eng Iwwerleeunge mécht de Ministère sech op dësem Punkt? A gëtt d'Kontingentsberechnung awer vläicht nach eemol evaluéiert?

Dir Dammen an Dir Hären, wéi déi rezent OECD-Etüd erëm beleet, huet de sozioekonomeschen Hannergrond een immens groussen Afloss op d'Réussite scolaire. Dat huet méi Ursaachen. Mä Fakt ass awer, datt bei ville méi schwaache Kanner d'Elteren doheem dacks net kënnen hëllefen. Den Här Minister hat jo d'Iddi opgeworf, datt all d'Kanner sollen, vu véier bis fënnef Auer, Nohëllef kréien.

Dës Iddi ass, an dat ass och gutt esou, net bäibehale ginn. Et wär, entschëllegt den Ausdrock, och Quatsch gewiescht, ee kollektiven Nohëllefcours fir all d'Kanner ze ginn. Mä de Problem besteet awer! Wéi kéint d'Hausaufgabenhëllef am Sënn vun der Chancëgerechtegkeet besser organiséiert ginn? Wéi eng Synergië kënnen tëschent Schoul a Maison relais besser genotzt ginn? Wéi eng Léisunge gesäit de Ministère vir?

An da wéilt ech och nach gären ee leschte Punkt zum Fondamental erwänen, iwwert deen hei zu Lëtzebuerg net ganz vill geschwat gëtt, an zwar ass dat den naturwëssenschaftlechen Unterrecht. Et ass bewisen, datt ee Kand, wat a jonke Jore léiert, naturwëssenschaftlech Froen ze behandelen, besser drop virbereet ass, fir allgemeng Problemer unzegoen a Léisungen ze sichen. Och hei bräichte mer kompetenzorientéiert Léierpläng a fächeriwwergräifend Unterrechtsmaterialien.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Wéi gesäit de Ministère do d'Stellung vun de Sciencen an der Grondschoul?

Nom Cycle 4.2 kommen eis Kanner dann an de Lycée, an de Classique, den Technique oder och eventuell an de Régime préparatoire. D'Orientéierungsprozedur gëtt elo reforméiert. Ech wëll op dëser Plaz net weider drop agoen. Ech mengen, dozou kréie mer nach Geleeënheet. Mä ech mengen net, datt dës nei Prozedur hëlleft, den Décrochage scolaire, esou wéi et am PNR als Mesure opgezielt gëtt, ze reduzéieren.

Allgemeng kann een awer soen, datt mer ganz vill orientéieren no de Sproochen. Schonns erëm d'Sproochen, kéint ee soen. A wann d'Usprëch am Enseignement secondaire sech net änneren, da musse mer dës Aart a Weis och esou bäibehalen. Op där anerer Säit wësse mer awer och, datt ee kann zum Beispill ee ganz gudde Mathematiker sinn, ouni datt ee muss ganz gutt am Franséische sinn, wann een net grad an den Enseignement geet. An ech mengen, do muss jo net jiddwereen higoen.

Bei der Reform vum Lycée ware schonns eemol d'Sproocheprofiller an der Diskussioun. Et war an der Diskussioun, de Studenten ee gewëssene Choix ze loossen tëschent, zum Beispill, der Sektioun B op Franséisch op engem ganz héijen Niveau an engem manner héijen Niveau. Datselwecht fir déi aner Sproochen. Organisatoresch wär dat duerchaus machbar, well et gëtt am Technique am Cycle inférieur gemaach. Dat ass och ee Mëttel, zum Beispill, fir der Diversitéit Rechnung ze droen.

Folgend Froe missten natierlech gekläert ginn: Wie brauch wéi een Niveau an de Sproochen? Zum Beispill e Student, dee gären Enseignant an der Grondschoul gëtt, dee misst den Niveau avancé am Franséischen an am Däitschen hunn. Ech mengen, dat ass kloer.

Wéi kënne mer d'Englescht, eng Sprooch, déi a ville Beräicher, zum Beispill an der Fuerschung an a villen technesche Beräicher, méi eng grouss Bedeitung huet wéi d'Franséischt, besser férderen? Wéi gi respektiv sollen d'Sproochen enseignéiert ginn? Wéi eng Bedeitung muss d'Literatur fir déi eenzel Sektiounen hunn? Wéi vill gëtt iwwerhaapt nach richteg Sprooch geléiert am Enseignement secondaire? Wéi kënne mer d'Sprooche méi effektiv léieren?

Heizou just e puer Zuelen. E Schüler, deen op der Quatrième ass, deen hat bis dohinner zirka 1,6 Schouljoren nëmme Franséisch. An dobäi kënnt nach een halleft Schouljoer derbäi, wou e Fächer huet, wou just Franséisch geschwat gëtt. Et muss ee sech also och froen: Wéi kënne mer, elo an dësem Beispill, speziell d'Franséischt méi effektiv léieren?

An an deem Sënn hätt ech gären dem Här Minister e puer Froe gestallt. Ech stelle se dann elo awer: Gëtt och fir de Lycée un der Sproocheproblematik geschafft? Wa jo, wat? Kënnt eng Reform vum Enseignement secondaire? Anscheinend jo. Baséiert dës Reform um Avant-projet de loi, dee mer kennen? Laut Rapport annuel vum Ministère sollt 2015 genotzt ginn, fir den Avis vum Statsrot ze interpretéieren a fir d'Travaux préparatoires. Wéi eng Aarbechte sinn do genau gemaach ginn?

Nach eemol: Kënnt d'Reform oder ginn nëmmen e puer Deeler erausgepickt an de Rescht iwwerléisst de Minister der Autonomie vun de Lycéeën? Dëst ass sécherlech vläicht dee méi einfache Wee, mä an den Ae vun der CSV net dee richtege Wee. D'Autonomie soll nach weider ausgebaut ginn. Mä de Kader, innerhalb vun deem d'Autonomie soll oflafen, muss vum Ministère kloer definéiert ginn. Dat ass seng Verantwortung. Et muss een onkontrolléierte Wirrwarr vu Lycéeë verhënnert ginn. Et muss flächendeckend ee qualitativ héichwäertegt a vergläichbart Ugebuet fir all d'Schüler garantéiert ginn.

Nieft der Reform vum Secondaire wäert ech sécherlech hei net d'Reform vun der Beruffsausbildung vergiessen. Eng Reform, déi onbedéngt noutwendeg ass. Eng Reform, déi iwwerfälleg ass! Leider léisst d'Zäit et net zou, mä ech ginn awer ganz kuerz drop an.

Éischtens: D'Orientéierung soll verbessert ginn. Dat steet och am PNR dran. Ob dofir de Projet de loi zu der Maison de l'orientation duergeet, bezweifele mer. Mä et wär awer trotzdeem interessant ze wëssen, wou de Projet de loi drun ass. De 4. Mäerz 2015 war den Dépôt. Den 21. Oktober 2015 huet de Statsrot säin Avis ofginn. Hei läit et also elo net um Statsrot. Duerno war awer Funkstille. Mir hunn näischt méi héieren.

Dann zur Beruffsausbildung allgemeng. De 27. November 2014 war hei an der Chamber, op Ufro vun déi Lénk, eng Interpellatioun zur Beruffsausbildung. Als CSV hate mer du schonns eng Rei vu Verbesserungsvirschléi gemaach. Eng Partie vun dëse Virschléi fannen ech och elo am Projet vum neie Règlement grand-ducal iwwert d'Promotioun respektiv am neie Projet de loi erëm. Awer dat, wat elo gemaach gëtt, dat hätt schonns kënne virun zwee Joer gemaach ginn. Firwat elo eréischt? Firwat déi zwee verluere Joren?

Do hätt net missen op déi, wéi den Här Premier se genannt huet, „déif gräifend" Analys gewaart ginn. Dat, wat an där Analys erauskomm ass, hätt jiddwereen, deen e bëssen eppes mat der Beruffsausbildung ze dinn huet, dem Minister schonns kënne virun e puer Joer soen, wahrscheinlech souguer e bësse méi. Wann eise Premier dës Analys als déif gräifend beschreift, da froen ech mech, wat seng Definitioun vun iwwerflächlech ass!

Wat geschitt elo mat deem ursprénglech Projet de loi? Mir hunn nach vill Froen an als CSV hate mer de Minister am Dezember gefrot, fir bei eis an d'Kommissioun ze kommen, fir eis den aktuelle Stand vun den Aarbechte bei der Beruffsausbildung virzestellen. Bis elo ass hien nach net an d'Kommissioun dofir komm. Den Här Lex Delles huet mech elo de Mëtteg gefrot, hien huet mer een Datum proposéiert, mä ech fannen et awer schued, datt d'Regierung der Chamber, an an dësem Fall virun allem der Beruffsausbildung, esou wéineg Bedeitung zougesteet an net éischter op esou eng Demande ageet.

Här President,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo.

(Hilarité)

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- ...Dir Dammen an Dir Hären, „Mir schwätzen Zukunft", sot den Här Minister zur Schoulrentrée. Ech hoffe jo nach ëmmer, datt mer an Zukunft net esou schwätzen! Mä mir hunn nach ganz vill ze schwätzen an Zukunft iwwert déi ugefaangen an net ugefaange Chantieren!

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Hansen. A mer kommen dann zu där leschter Riednerin fir den Owend, d'Madamm Cécile Hemmen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Déi Lescht sinn ëmmer déi Bescht.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Déi Lescht sinn déi Bescht. Jo. Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, ech weess, dass den Owend Fussball ass, dofir wäert ech lech och elo net allze vill laang hei strapazéieren. Mä et wäert lech jo awer och freeën, dass ech dann iwwert de Sport wäert schwätzen. Ech wäert e bëssen iwwer Chancëgläichheet schwätzen an ech wäert natierlech och d'Santé an de Mëttelpunkt stelle vu menger Interventioun. Eigentlech dräi Sujeten, déi net allze vill debattéiert goufen. Dofir mécht et mer desto méi Freed, fir eben op déi ganz wichteg Sujeten hei anzegoen.

Sozial, fortschrëttlech, gerecht a solidaresch: Esou zeechent sech d'Politik vun der LSAP aus. Esou gesäit och de roude Fuedem aus, dee sech duerch déi dräi Voleten zitt, op déi ech wéilt elo agoen: d'Gesondheetspolitik, wéi gesot, de Sport an awer och d'Chancëgläichheet.

D'Santé ass e Grondrecht. Mir si gehalen, alles drunzesetzen, dass jiddwereen hei am Land dee beschtméiglechen Accès huet un all gesondheetlech Versuergung, an dat Ganzt natierlech och am Respekt vum Patient a vu senge Rechter.

Lëtzebuerg huet e gudde Gesondheetssystem a mir ginn och dacks derfir beneit. Am Kader vun der Présidence hunn d'Échangen an d'Vergläicher mat den europäesche Länner gewisen, dass mer souguer eng exzellent Santéspolitik bedreiwen, dass mer och hei, op eisem éischter méi klengen Niveau, mat deene Grousse mathale kënnen, dass mer an eisem Land eng optimal medezinnesch Couverture ze bidden hunn.

Trei der LSAP hirem Prinzip vum Dialog an dem Débat, ginn och am Santésberäich déi grouss Décisiounen op legislativem Plang op Basis vu ville Consultatiounen ausgeschafft. De Spidolsplang ass eent vun de wichtegsten Instrumenter an der Planifikatioun vum Spidolswiesen hei zu Lëtzebuerg. An aller Transparenz a mat Hëllef vu sämtleche Partner aus dem Secteur hospitalier a souguer doriwwer eraus an awer och op Basis vun enger gudder Carte sanitaire gi prezis Definitiounen ausgeschafft vu Spidolsservicer a vu Kompetenzzentren, jee, vun allem, wat déi sanitär Besoinen ausmécht fir eist Land.

D'Objektiv ass wuel, dass d'Gesondheetsversuergung zu Lëtzebuerg stänneg verbessert gëtt, mä awer och, dass d'Ressourcë beschtméiglech genotzt ginn. An et heescht natierlech, der Demografie vun eisem Land och Rechnung ze droen. D'Gesondheet huet kee Präis! Mä e modernt an e progressiivt Land brauch awer och net iwwerall alles, kee sougenannten „tout partout". An awer soll all Patient, ouni Alters- an ouni sozialen Ënnerscheed, kënne mat deene performanteste medezinnesche Moyenen traitéiert ginn. An all Patient muss kënnen op schnellstem Wee den Accès zu senge Soine kréien.

Accès un d'Soinen ass awer och e vereinfachten Accès un d'Medikamenter. Ech denken hei un d'Vente iwwert den Internet vu Medikamenter, déi net musse verschriwwe ginn. De Bierger muss awer och kënnen Accès hunn op déi abordabel Medikamenter. E gudden an e rationalen Ëmgang mat der Gesondheetsversuergung geet och iwwert den elektronesche Patientendossier.

Am Santésberäich vun eisem moderne Land wäert een och kloer Linnen erëmfannen, wat den Don d'organes ubelaangt oder wat den Testament de fin de vie ugeet. Den elektronesche Patientendossier, nach eng Kéier, ass e wichtegt an e vill erwaartend Instrument, wat dës Méiglechkeeten an Zukunft wäert bidden.

D'Santé publique berout awer och primär op der Preventioun, wou déi nei opgestallten Direktioun vun der Santé alles drusetzt, fir mat Informatiounen a konkreten Aktiounen um Terrain déi national elaboréiert Pläng ëmzesetzen. Aktuell ass elo zum Beispill déi grouss ugeluechten Impfcampagne e ganz, ganz wichtegen Domän, net nëmme fir d'Ministesch, mä fir d'ganzt Land!

Eis Kanner an déi Jugendlech mussen hei am Vierdergrond stoen. Schliisslech si si jo och d'Zukunft vun eisem Land. D'Preventioun geet dofir och iwwer eng Gesetzgebung ronderëm d'Zigarett oder d'elektronesch Zigarett. Et muss iwwer e Plan d'action alcool goen. D'Preventioun geet och an den Domän vun den Drogen, a besonnesch vum Cannabis, wou d'Legalisatioun héchstwahrscheinlech dat falscht Signal wier.

D'Preventioun läit awer och an der Alimentatioun. De Bierger soll de Choix hu vu fiablen a ganz gudden lesswueren. An dofir gëtt d'Gesetz ronderëm d'Sécurité alimentaire erwaart. Mä och den exzellente Programm ronderëm déi ganz Initiativ „Gesond iessen, Méi bewegen" soll elo, an dat opgrond vun hirem Succès, nach erweidert ginn op vill aner Beräicher.

An hei wier ech dann och schonn op der Bréck tëschent der Santé an dem Sport. Sport steet jo och bekanntlech fir Wuelfillen, Sport steet fir Liewensqualitéit, Sport steet fir Integratioun, Sport steet fir sozial Kohäsioun, Sport steet fir Preventioun am Gesondheetsberäich. Bref, de Sport kann a soll an all Alter an an alle Schichte vun der Gesellschaft seng Plaz hunn.

Grad duerch déi international Échangen an Diskussiounen, déi déi Lëtzebuerger Présidence am zweete Semester 2015 am Kader vun hire Prioritéiten am Sport lassgetrëppelt huet, sinn esou munch Aspekter, déi de Sport vu wäit oder vun no beréieren, an de Vierdergrond gerëtscht a villen emol erëm eng Kéier bewosst ginn.

Jo, de Sport kascht eppes. Mä de Sport bréngt och eppes! Haut kann ee soen, dass all investéierten Euro e Retour vu sechs Euro mat sech bréngt. En ekonomeschen Impakt, deen net ze vernoléissegen ass. A Sport, wéi scho gesot, geet an all Beräich eran. A fir eis Sozialiste soll de Sport och fir jiddwereen an op all Niveau zougänglech sinn.

Dat integréiert Sportskonzept, dat 2014 vum COSL presentéiert gouf, huet natierlech och säi Präis, deem am Statsbudget muss Rechnung gedroe ginn, fir den Erausfuerderungen op deem Plang gerecht ze ginn.

Sport gehéiert an d'Schoul! An eng pousséiert Schoulsportpolitik muss och an deem Sënn gemaach ginn. Mir hu ganz gutt motivéiert Sportsproffen an och soss exzellent a begeeschtert Encadranten. Si mussen d'Moyene kréien, net nëmmen op materiellem Plang, mä och genuch Stonnen, fir grad an de Schoulen e Programm auszeschaffen, deen dem Kand vun Notzen ass. De Sport soll a muss grad an der Schoul schonn emol dee Stellewäert kréien, deen e verdéngt.

Ausserhalb vun der Schoul, am Sport loisir, sinn et och déi engagéiert Encadranten, déi e Statut verdéngen, grad wéi d'Bénévollen, déi och op all Plang, och am Sport natierlech, mussen ënnerstëtzt ginn.

Wa mer eis virun Aen halen, dass een Euro, deen an de Sport investéiert gëtt, och een Euro ass, deen eiser Gesondheet zeguttkënnt, wat ass da méi motivant, wéi der Recommandatioun nozekomme vun enger Stonn Bewegung den Dag?

Den nationale Gesondheetsplang „Gesond iessen, Méi bewegen", vun deem ech schonn am Volet Santé geschwat hunn, soll och eng Relance kréien, e soll sech a méi Beräicher ausbreeden, e soll nach besser koordinéiert ginn, jee, alles an allem méi innovativ ginn. Dëst brëngt mat sech, dass d'Équipe erweidert wäert ginn, mä awer och, dass méi Ministërë sech un dësem Plang wäerte bedeelegen.

Am Domän vum Héichleeschtungssport da gesäit dat integréiert Sportskonzept vir, dass déi beschtméiglech Ramebedéngunge geschafe ginn, fir sech kënnen ze entwéckelen - Stéchwuert hei „dual career", wou de Sportler nach méi intensiv begleet gëtt wärend senger sportlecher Carrière an och nach duerno, fir dass de Suivi fir säi professionelle Wee och garantéiert ass.

De Statut vum Héichleeschtungssportler muss definéiert ginn an de Contrat de performance an Zesummenaarbecht mam Patronat soll no räsonabele Kritären ausgeschafft ginn. Dës Outile si ganz motivant, fir dass de performante Sportler d'Décisioun kann treffen, fir op Héichleeschtungsniveau sech senger Disziplinn ze widmen an esou eist Land wierdeg op internationalem Plang ze representéieren.

Eng gutt international Retombée wäert och mat Sécherheet eisen nationale Fussballstadion hunn, wou eise Minister mat ganz vill Courage dëse Projet op d'Schinne gesat huet, e Projet, deen och amgaangen ass, gutt weiderzekommen an deen och héchstwahrscheinlech an den Délaien 2018 deemno wäert fäerdeg sinn.

En anere flotte Projet, deen och elo annoncéiert gouf, ass dee vum Liichtathletikstadion um INS, och eng flott Aarbecht an déi och exzellent an eis Sportsinfrastrukturelandschaft vu Lëtzebuerg passt.

Mä Sport brauch awer och de Bénévolat op alle Pläng, a grad dofir begréisse mer, dass de System vun de Chèques-services accueil fir de Sportsberäich duerch eng nei Formule wäert ersat ginn. Dës nei Formule wäert elo scho vun der Rentrée 2016-2017 un a Kraaft trieden, also ab September 2016, an et gëtt nom neie System dann am Laf vun 2017 ausbezuelt.

Bis dohinner gëllt a funktionéiert och nach deen ale System wéi bis elo. Mä grondsätzlech soll awer deen neie System, grad wéi deen alen, gewësse Prinzipie respektéieren, mä virop muss awer och d'Qualitéit vum Encadrement vum jonke Sportler garantéiert bleiwen.

Deen neie System am Sport wäert all Revenuklausel ofschafen, an de Champ d'application wäert och erweidert gi vun deene maximal zwielef Joer bis erop op 15 Joer, wat den Alter vum Kand ugeet. An Zukunft wäert dës finanziell Hëllef fir de Bénévolat an d'Jugendaarbecht als en Zousaz zum ordinäre Subsid un d'Veräiner accordéiert ginn, souwäit wéi de Veräin natierlech de Kritäre vun der néideger Qualifikatioun vum Encadrement entsprécht.

Mir kréien hei en duebele positiven Impakt op d'Bénéficiairen, an dat ass zum engen natierlech d'Unzuel vun de Kanner, déi erreecht ginn, an awer och déi vun de Veräiner.

Fir dësen Objektiver gerecht ze ginn, muss natierlech och eng entspriechend Dotation budgétaire virgesi gi fir 2017.

Wichteg schéngt mer awer och, fir dem Sport hei am Land nach eng Éiereplaz ze ginn am Zesummenhang mat der Integratioun. Sport huet keng Sproochebarrière a Sport kennt keng Hautfaarf. Et gëtt Beispiller vu Sportsklibb a Gemengen, déi weisen, wéi onkomplizéiert den Accueil vun de Refugiëë sech iwwert de Sport mécht. Eng Portioun gudde Wëlle gekoppelt un e gutt Encadrement, dacks vun engagéierte Bénévollen, kann de Garant si fir eng gelongen Integratioun.

Beim Stéchwuert Bénévolat wéilt ech op dëser Plaz d'Wichtegkeet vum Lëtzebuerger Engagement awer och an der Entwécklungshëllef ervirsträichen, wou mer dank der pertinenter Kooperatiounspolitik op humanitärem Plang net nëmmen eisen Obligatiounen nokommen, mä och nach wäit doriwwer erausginn.

Den drëtten a leschte Volet, deen ech awer hei wéilt beliichten, ass dee vun der Gläichstellung vu Mann a Fra; och eng vun de politesche Prioritéite vun de Sozialisten. D'Gläichberechtegung promouvéieren heescht Inegalitéite bekämpfen, heescht Gerechtegkeet bei de Salairen, Gerechtegkeet beim Accès zum Aarbechtsmaart, heescht Gläichbehandlung bei der Nominatioun op Décisiounsposten, bref, et soll drëms goen, fir eng équilibréiert Representatioun vu Mann a Fra an all Domän an op all Niveau vun der Gesellschaft ze erméiglechen. Et heescht awer och a ville Beräicher, grad de Frae Schutz an Hëllef ze bidden.

Huele mer dach emol d'Fra am 21. Jorhonnert hei zu Lëtzebuerg:

- 63% vun de Frae ginn ausser Haus schaffen, an domadder si mer nach ganz wäit ewech vun de 75% vun der EU-Strategie vun 2020;

- 35,9% vun de Fraen hunn eng Deelzäitaarbecht géintiwwer grad emol 4,3% vun de Männer;

- 19,3% vun de Fraen, déi schaffe ginn, verdéngen de Mindestloun, 75% vun hinne schaffen awer ëmmerhin à plein temps;

- 13% Frae sinn an de Verwaltungsréit vu Gesellschaften, déi op der Bourse cotéiert sinn, a liicht iwwer 21% an den Entreprisen, an deenen de Stat eng Participatioun huet, an an den Établissements publics.

- An der Chamber an an der Regierung si ronn 28% vun de Membere Fraen; bei de Gemenge gesäit et nach méi schlecht aus mat ongefëier 20% weibleche Conseilleren an 11% Buergermeeschteschen.

Ech kéint elo nach virufuere mat villen anere Beispiller, mä dës puer Zuelen, mengen ech, weise scho ganz gutt, dass mir heimadder net d'Bild vun enger moderner Gesellschaft erëmspigelen, fir déi mir eis solle staarkmaachen.

De Plan d'égalité ass e wäertvollt Instrument, wat an all Domän erageet, vun der Famill bis op den Aarbechtsmaart iwwert d'Strategien, fir d'Fraen an d'Politik oder an d'Verwaltungsréit ze kréien. Och wann elo am Zesummenhang vun der Gläichstellung dacks d'Fra gemengt ass, sou ass et awer ubruecht, hei vum Sexe sous-représenté ze schwätzen.

Mä spéitstens wa mer awer an de Beräich vun der Politik kommen, muss ee feststellen, dass ëmmerhi 84% vun de Fraen net politesch aktiv sinn. Zu hirer 78% menge se awer, dass d'Frae wuel ganz capabel sinn, fir eng gutt politesch Entscheedung ze treffen. Si fannen och, dass d'Politik extrem wichteg ass. Zu 63% - méi wéi d'Halschent vun de Fraen - soe se, dass d'Fraen hir Duechter nawell ganz gären an der Politik géife gesinn a si géifen hinnen och uroden, fir sech politesch ze engagéieren.

An awer si si zu wäit méi wéi 40%, déi guer keng Politik wëlle maachen, déi net motivéiert sinn un der politescher Aarbecht, déi souguer fannen, dass d'Politik keen éierlecht Geschäft wier. Ronn ee Véierel vun de Befrotene seet, dass et um néidege Selbstvertraue feelt oder dass déi familiär Obligatioune se dervun ofhalen.

Op dësen Aussoe kann zum Deel den Challenge berouen, fir de Fraen, mat Hëllef vun engem sougenannten „Quotegesetz", fir d'Wahlen eng Hëllefstellung ze ginn, fir de Wee an d'Politik ze fannen, fir hinnen eng Ouverture ze bidden, fir sech un der Demokratiséierung vun eisem Land ze bedeelegen. Ob se sech politesch engagéieren oder net, all Initiativ, déi de Frae ka Selbstvertraue ginn, heescht hinnen och eng sozial Sécherheet bidden an Zougang zu enger ëffentlecher Grondversuergung.

Ech wéilt just eng kleng Klammer nach opmaachen an d'Thema häuslech Gewalt hei erabréngen. Och wa si an de Fraenhaiser sinn, sou däerf ee se net vergiessen. Et däerf een net vergiessen, dass d'Unzuel vun den Affer eropgeet, dass mer hei net nëmme vu Fraen aus sozial schwaache Schichte schwätzen an dass d'Majoritéit vun den Affer déi lëtzebuergesch Nationalitéit huet. Och dëser Realitéit musse mer hei am Land am 21. Jorhonnert Rechnung droen, a mir musse scho ganz fréi d'Stereotyppe bekämpfen an der Fra hir Plaz an der Gesellschaft weisen, déi Plaz op deene 50%, déi si an der Weltbevëlkerung ausmaachen.

Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Sozialiste bedeit Gerechtegkeet, dass jiddwereen déiselwecht Méiglechkeet kritt, fir sech ze entfalen, och um Niveau vum Sport, dass jiddwereen deeselwechten Zougang kritt zu der ëffentlecher Gesondheetsversuergung. An d'LSAP wäert sech och weiderhin asetze fir d'Gläichstellung tëschent Mann a Fra, sief et op politeschem, gesellschaftlechem, wirtschaftlechem oder awer op sozialem Niveau.

An ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Hemmen.

Domat wäre mer um Enn vun eisen Diskussioune fir haut ukomm. Rendez-vous muer um hallwer néng. Mir wäerten da mat der Riedezäit, déi am Moment virgesinn ass, bei hallwer zwielef, zwielef Auer landen. An nomëttes wäert d'Regierung dann äntwerten.

Ee gudden Owend nach a Merci. D'Sëtzung ass opgehuewen.

Ech hunn nach eppes vergiess - den Här Berger huet mech drop opmierksam gemaach -: Kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 19.54 heures)

Sommaire des séances publiques nos 26, 27, 28 et 29

26e séance

Ouverture de la séance publique p. 399

Interpellation de M. Serge Wilmes au sujet de la recherche sur l'histoire contemporaine p. 399-406

6845 - Projet de loi du [date]

- portant transposition de la directive 2014/91/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 modifiant la directive 2009/65/CE portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), pour ce qui est des fonctions de dépositaire, des politiques de rémunération et des sanctions

- portant modification de:

- la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

- la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs p. 406-407

6860 - Projet de loi du [...] portant:

1. transposition de la directive 2013/50/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 modifiant la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé, la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et la directive 2007/14/CE de la Commission portant modalités d'exécution de certaines dispositions de la directive 2004/109/CE;

2. transposition de l'article premier de la directive 2014/51/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant les directives 2003/71/CE et 2009/138/CE et les règlements (CE) n°1060/2009, (UE) n°1094/2010 et (UE) n°1095/2010 en ce qui concerne les compétences de l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles) et de l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers);

3. modification de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières;

4. modification de la loi modifiée du 10 juillet 2005 relative aux prospectus pour valeurs mobilières p. 407-408

27e séance

Ouverture de la séance publique p. 409

Communications p. 409

Ordre du jour p. 409

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État p. 409-413

28e séance

Ouverture de la séance publique p. 414

Présentation par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, du Programme de stabilité et de croissance (PSC) et du Programme national de réforme (PNR) p. 414-417

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR) p. 417-426

29e séance

Ouverture de la séance publique p. 427

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR)

- Suite du débat général et début des débats sectoriels

- Débat général (suite) p. 427-431

- Débats sectoriels - Volet «Économie et Compétitivité» p. 431-439

- Débats sectoriels - Volet «Cohésion sociale et Bien-être» p. 439-449

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°11** • SESSION ORDINAIRE 2015-2016

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1858	Martine Hansen	École internationale à Differdange
1896	André Bauler	Château de Bourscheid
1925	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch	Multilinguisme
1930	Diane Adehm, Gilles Roth	Surcharge kérosène
1931	Diane Adehm, Gilles Roth	Politique de la tolérance zéro
1933	Gilles Baum	Virus Zika
1934	Laurent Zeimet, Aly Kaes	Taxe de rejet des eaux usées à payer par les communes
1935	David Wagner	Participation des non-Luxembourgeois aux élections communales et européennes
1936	André Bauler, Gusty Graas	Politique d'achat de l'Armée luxembourgeoise et de la Cantine de la Fonction publique
1938	Léon Gloden	Règlement grand-ducal du 15 juin 1979 modifiant le règlement grand-ducal du 25 février 1979 déterminant les critères de location, de salubrité ou d'hygiène auxquels doivent répondre les logements destinés à la location
1939	Laurent Mosar	Industrie sidérurgique
1940	Gusty Graas	Candidature du Luxembourg au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU pour la période 2022 à 2024
1941	Laurent Mosar	Restitution de fonds déposés auprès de la Caisse de consignation
1942	Lex Delles, Max Hahn	Harmonisation des horaires des cycles de l'enseignement fondamental
1943	Nancy Arendt	Enseignement de la natation
1944	Martine Hansen	Développement de l'horticulture au Luxembourg
1946	Claude Lamberty	Bénévolat dans le domaine sportif
1947	Max Hahn	Plans d'aménagement particulier
1948	Françoise Hetto-Gaasch	Parents monoparentaux
1952	André Bauler	Initiative «Digital Lëtzebuerg»
1953	Alexander Krieps, Edy Mertens	Conditions de remboursement de transports en ambulance
1959	Sylvie Andrich-Duval	Visite médicale d'embauche
1971	Gusty Graas, Alexander Krieps	Tiers payant social
1972	Gast Gibéryen	Saisie sur salaire

Question 1858 (29.02.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**École internationale à Differdange:**

L'École internationale à Differdange (EIDD) sera une école à temps plein. Elle sera ouverte de 7h00 à 18h00. Les cours obligatoires s'étendent de 8h00 le matin jusqu'à 15h45 l'après-midi, à part les vendredis où les cours se termineront à 14h00. Des activités parascolaires variées seront offertes tous les jours pendant la pause de midi et après les cours (Lundi-jeudi: 16h00-18h00 / Vendredi: 14h00-18h00).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Lors du vote du projet de loi 6818, Monsieur le Ministre a affirmé que l'accueil pour l'école fondamentale sera payant. Est-ce que Monsieur le Ministre peut me donner des précisions sur l'accueil (payant) offert et sur les plages horaires de cet accueil?

2. Lors du vote du projet de loi 6818, Monsieur le Ministre a également fait remarquer que les activités péri- et parascolaires de l'école internationale seront gratuites à l'instar de ce qui est prévu pour les autres lycées au Luxembourg.

Est-ce que Monsieur le Ministre peut me donner des précisions sur ces activités péri- et parascolaires (gratuites) offertes et sur leurs plages horaires?

Est-ce que ces activités seront également proposées pendant les mêmes plages horaires pour l'école fondamentale?

3. Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre de lycées offrant un encadrement parascolaire jusqu'à 18h00? Dans combien de lycées cet encadrement est-il gratuit pour les élèves?

4. Dans une réponse à la question parlementaire n°315 du 2 juillet 2014 *(cf. compte rendu n°9/session extraordinaire 2013-2014)*, le Ministre fait remarquer qu'il est en train d'élaborer «un concept global de prise en charge des enfants et des jeunes qui comporte des solutions qui vont de la petite enfance à la jeunesse en incluant les écoles fondamentales et les lycées».

Le Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement de ce concept?

5. D'après mes informations, lors d'une séance d'information sur l'EIDD, la gratuité du matériel pédagogique a été également annoncée. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

6. Dans l'affirmative, le Ministre envisage-t-il de rendre le matériel pédagogique gratuit pour toutes les écoles et tous les lycées?

Réponse (02.05.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ad 1. À partir de la rentrée 2016-2017, l'école fondamentale de l'EIDD offrira un accueil aux élèves en dehors des heures de classe, à savoir:

- le matin entre 7h00 et 8h00 (début des cours);

- dans la pause de midi de 12h00 à 13h30 (avec repas);

- après les cours du lundi au jeudi de 16h00 à 18h00 et le vendredi de 14h00 à 18h00.

Les activités sont organisées dans le cadre d'une maison relais; y sont offertes les prestations prévues à l'article 2 du règlement grand-ducal modifié du 20 juillet 2005 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de maison relais pour enfants.

Ad 2. Les activités péri- et parascolaires à l'école secondaire seront offertes pendant les mêmes plages horaires que celles du primaire (cf. point 1). Elles sont organisées avec le concours des enseignants et du personnel socio-éducatif de l'école et seront gratuites à l'instar des autres lycées publics. Le contenu des activités péri- et parascolaires sera défini en fonction des intérêts des élèves de l'école.

Ad 3. Les lycées suivants offrent des activités parascolaires jusqu'à 18h00: AL (pas régulièrement chaque semaine), SLL, LEM (jusqu'à 17h50), LLJ et SLP. La participation à ces activités est gratuite.

Ad 4. Dans le contexte du projet de loi sur la jeunesse, un cadre de référence national sur l'éducation non formelle des enfants et des jeunes a été élaboré. Pour ce qui est de l'offre parascolaire dans l'enseignement secondaire, les visites que le Ministère est en train d'effectuer servent d'état de lieu et clôtureront les travaux de réflexion qui ont été menés.

Ad 5. Les manuels scolaires sont gratuitement mis à disposition des élèves à l'école primaire de l'EIDD à l'instar des autres écoles fondamentales publiques du pays. Ils seront acquis avec les moyens budgétaires de l'EIDD.

Ad 6. Mes services sont en train d'étudier la possibilité d'étendre la gratuité des manuels scolaires à l'enseignement secondaire.

Question 1896 (14.03.2016) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **château de Bourscheid:**

Les travaux de rénovation qui ont été mis en œuvre ces derniers temps dans l'enceinte du château féodal de Bourscheid devraient toucher à leur fin en cette année 2016.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir des informations concernant la progression du chantier depuis le mois de mars de l'an dernier?

- À quelle date les travaux en question peuvent-ils être finalisés?

- Quand le site sera-t-il de nouveau accessible au grand public?

- À la suite de ce chantier, les relations entre le Ministère de la Culture et les Amis du Château de Bourscheid seraient-elles, le cas échéant, redéfinies dans le cadre d'une nouvelle convention?

Réponse (02.05.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

Concernant la progression du chantier, j'ai l'honneur de vous informer que:

- de nouveaux raccordements d'électricité, eau et eaux usées ont été planifiés pour l'ensemble du site et la mise en place de raccordements de chantier provisoires a été réalisée récemment;

- la stabilisation et la mise en sécurité de certaines parties des alentours sont en cours d'étude depuis 2015;

- l'immeuble servant d'accueil et le mur adjacent ont fait l'objet d'une intervention pour améliorer l'étanchéité;

- la maison de Stolzembourg avec son annexe à ériger sous peu, des fondations pour l'annexe viennent d'être réalisées par la mise en place de pieux. À l'intérieur de la maison, la démolition des chapes au premier étage a été entamée. Une dalle extérieure en béton armé recouvrant une zone adjacente à la maison de Stolzembourg a été enlevée et le décapage de la couche d'isolation enveloppant la maçonnerie d'un four ainsi que des terrassements ont été réalisés. Le lot constructions métalliques a été attribué et des plans d'atelier ont été élaborés. Les travaux de gros œuvre ont permis, avec des dégagements soignés, d'identifier des parties de maçonnerie historique.

Le site est accessible aux visiteurs pendant la durée des travaux, sauf la maison de Stolzembourg et ses alentours immédiats qui, pour des raisons de sécurité du chantier, resteront fermés.

La finalisation du projet de la maison de Stolzembourg avec son annexe et les alentours est prévue pour l'été 2017.

Le Ministère de la Culture pourra, dans un premier temps, soutenir par le biais de subventions les activités culturelles organisées par les Amis du Château de Bourscheid.

Question 1925 (18.03.2016) de **Mmes Martine Hansen** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **multilinguisme:**

La politique éducative dénommée «Mir schwätzen Zukunft» du Ministre mise entre autres sur le multilinguisme. Parmi les mesures retenues figurent notamment l'offre gratuite de la garde et la promotion du multilinguisme pour les enfants âgés de un à trois ans.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Quels sont les objectifs concrets du concept du multilinguisme dans les crèches?

2. Sur le site du Ministère, sous la rubrique «accueil de la petite enfance», il est marqué que «Le luxembourgeois domine dans les structures publiques, souvent fréquentées par les enfants de familles luxembourgeoises; le français l'emporte dans les crèches privées, qui s'adressent davantage à une clientèle internationale».

Sur quelles statistiques le Ministre se base-t-il pour énoncer cette affirmation?

3. Le Ministre peut-il nous faire parvenir cette statistique?

4. Selon une autre affirmation «L'année 2014-2015 verra la poursuite de la conception du projet; 2015-2016 sera le temps de la préparation concrète de la mise en application (...). Une structure de collaboration entre le Ministère et l'Université du Luxembourg sera instaurée. L'implication de l'Université, tant dans l'analyse des problèmes que l'élaboration de solutions et l'accompagnement de projets, favorisera une approche scientifique. Un concept pour le développement du langage en immersion bilingue (luxembourgeois et français) à la petite enfance (1-3 ans) sera élaboré en collaboration avec l'Université du Luxembourg et les acteurs du terrain.»

D'après les informations de la presse, des projets pilotes seront lancés dès la rentrée scolaire 2016-2017 dans certaines structures d'accueil pour enfants âgés de un à trois ans.

Monsieur le Ministre peut-il nous expliciter en quoi consistent en détail les projets pilotes? Qu'est-ce qui sera exactement testé et comment cette phase de tests sera-t-elle évaluée par la suite?

5. Le Ministre peut-il nous expliquer plus en détail la collaboration entre le Ministère et l'Université?

6. Le concept pour le développement du langage en immersion bilingue à la petite enfance a-t-il été entre-temps élaboré?

7. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des informations sur ce concept?

Réponse (03.05.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ad 1. Le projet d'éducation plurilingue vise à donner à chaque enfant les meilleures chances au départ et à permettre un accès universel à une éducation de la petite enfance axée sur les langues. La période de la petite enfance représente une période propice au développement langagier et il est donc primordial d'y porter une attention toute particulière lorsque celui se fait en partie dans un contexte institutionnel.

Les objectifs concrets du concept d'éducation plurilingue dans les services de l'éducation non formelle consistent à soutenir les enfants dans leur développement langagier par l'adoption d'une approche à la fois globale et ciblée, en se basant sur les ressources individuelles des enfants. Ils consistent également à permettre aux enfants dès leur plus jeune âge d'avoir de premiers contacts avec les langues officielles de notre système éducatif, de notre société ainsi que du monde du travail, caractérisés par une forte hétérogénéité.

L'offre d'une éducation plurilingue de qualité dans la petite enfance est caractérisée d'une part par une valorisation de la ou des langues maternelles des enfants. L'adoption d'attitudes positives envers le multilinguisme permettra de faire face à la complexité de la situation linguistique de notre société et l'acquisition de compétences langagières supplémentaires. D'autre part l'offre d'éducation plurilingue vise une familiarisation avec la langue luxembourgeoise dès l'âge de un an pour les enfants qui ne parlent pas le luxembourgeois à la maison, ce qui leur donne l'occasion de développer des compétences dans cette langue. En même temps un contact précoce, intégré dans les situations de la vie quotidienne et ludique avec la langue française permet un accès plus aisé, naturel et décontracté à cette langue, notamment aux enfants parlant le luxembourgeois à la maison ou de manière générale pour tous les enfants non francophones.

De cette manière, tous les enfants profiteront d'une offre linguistique de qualité, adaptée à leurs besoins individuels et prenant appui sur les ressources langagières existantes.

Ad 2.+3. Selon les dernières études qualitatives récentes, le Luxembourgeois est la langue de communication dominante dans les services d'éducation et d'accueil du secteur conventionné, tandis que le français (à côté d'autres langues, notamment le luxembourgeois) est très présent dans les structures du secteur à vocation commerciale, une conséquence entre autres de l'évolution des ressources humaines dans ce secteur (cf. Neumann 2011; Neumann/Schnoor/Seele 2012; Neumann/Seele 2014; Honig/Neumann/Schnoor/Seele 2013; Seele 2015a, b; Honig/Schmitz/Wagner/Wiltzius 2015; Wiltzius/Honig 2015).

Les statistiques indiquent que les services d'éducation et d'accueil à vocation commerciale sont beaucoup plus nombreux dans les zones à forte densité populaire du centre et du sud du pays, qui sont en même temps très hétérogènes d'un point de vue culturel et linguistique. Les structures conventionnées sont réparties de façon plus uniforme sur tout le territoire, et sont donc plus largement représentées dans le nord du pays où la langue luxembourgeoise est plus présente (cf. www.accueilenfant.lu).

Face à l'hétérogénéité croissante de la population luxembourgeoise il est cependant évident que toutes les crèches sont à des degrés divers confrontées à une diversité culturelle et linguistique croissante des enfants qui les fréquentent, à un environnement qui devient de plus en plus multilingue et qu'elles sont dès lors mises au défi de développer une approche positive et constructive face à cette situation. C'est une approche qui est présente dans de nombreuses structures. Le concept vise entre autres une prise de conscience plus systématique et une généralisation de cette approche positive envers le multilinguisme.

Ad 4.+5. La phase pilote a pour objectif d'observer et de documenter les différentes approches possibles dans la mise en œuvre des dispositions prévues dans le concept initial et de voir quelles sont les possibilités d'adaptation et de différenciation en fonction des conditions très diverses prévalant au niveau local. Il s'agit d'impliquer activement les acteurs du secteur de l'éducation non formelle de la petite enfance. En se basant sur les différentes situations de départ et les besoins variés des structures, il s'agit d'identifier des modèles de bonne pratique et des stratégies innovantes dans la gestion du multilinguisme. La phase pilote vise à prendre en compte les pratiques et les expériences déjà existantes sur le terrain, de recueillir les besoins et les expériences des services dans l'application du concept, afin de pouvoir avoir recours à ces expériences lors de la généralisation du projet, plutôt que de procéder à une implémentation pure du concept avec une évaluation à la clé.

La phase pilote a également pour objectif de recueillir et de développer ensemble avec les acteurs du terrain les diverses approches possibles dans la mise en œuvre du concept d'éducation plurilingue, et qui correspondent à leurs conditions locales et à leurs besoins. Le produit final ne sera pas un concept «one size fits all», mais un cadre national qui permet sa mise en œuvre, l'application de stratégies propres au contexte local. L'évaluation ne se fera pas sur base de critères externes définis au préalable, mais par le biais d'un dialogue continu avec les représentants du terrain, qui consistera pour les professionnels à identifier de bonnes pratiques, à identifier des conditions et des critères d'une pratique réussie et comment cette dernière peut être atteinte. Au cours d'un processus d'échanges, lors de réunions régulières de réflexion et d'évaluation communes, ainsi qu'au moyen d'entretiens ciblés et des visites d'études et d'observation, les expériences faites au cours de la phase pilote seront documentées, retravaillées et rendues accessibles à tous les professionnels du secteur.

Ad 5. Lors de la première annonce au sujet du programme cadre de l'éducation plurilingue à la fin de 2014, un échange avec l'Université a eu lieu, suite auquel un certain nombre de paramètres et de suggestions ont été définis pour le développement du programme cadre. Madame Claudia Seele, chercheuse à l'Université du Luxembourg de 2010 à 2015, a présenté sa thèse de doctorat sur l'approche du multilinguisme dans les structures de la petite enfance en septembre 2015. Au sein du SCRIPT, elle a activement participé à l'élaboration du concept cadre et actuellement elle accompagne les structures participant à la phase pilote. De nouvelles opportunités de collaboration entre le MENJE et l'Université du Luxembourg, dans le cadre de la phase pilote, de l'évaluation du concept et dans l'accompagnement de la mise en œuvre sur le plan local, sont actuellement étudiées.

Ad 6. Le concept ainsi développé, se basant sur une expertise et sur des recherches scientifiques, est disponible (http://www.men.public.lu/fr/actualites/articles/communiques-conference-presse/2016/03/23-langues-petite-enfance/konzept.pdf). Ce document constitue un concept cadre de base qui a vocation à être développé en coopération avec les professionnels du secteur de la petite enfance, ainsi qu'avec l'Université et d'autres experts nationaux et internationaux, avant que le programme d'éducation plurilingue n'entre en vigueur en septembre 2017. Le concept met l'accent sur une approche ludique, ancrée dans la vie quotidienne, d'une familiarisation précoce avec le luxembourgeois et le français qui s'appuie sur le cadre de référence sur l'éducation non formelle. Il inclut la valorisation et l'intégration des langues d'origine des enfants.

Les réponses aux questions concrètes touchant à la mise en œuvre du concept, telles que la pondération entre les langues cibles en fonction des profils et des besoins des enfants, la distribution des ressources linguistiques à l'intérieur des équipes pédagogiques ou l'intégration du programme dans le déroulement de la journée dans une crèche, l'organisation du rythme journalier de la structure, pourront varier selon les conditions locales et elles seront traitées au cours de l'année de préparation ensemble avec les professionnels sur le terrain.

Ad 7. Pour tenir compte des spécificités du contexte luxembourgeois, le concept cadre, accessible au public sur http://www.men.public.lu/fr/actualites/articles/communiques-conference-presse/2016/03/23-langues-petite-enfance/konzept.pdf, est axé sur la diversité linguistique des enfants et le multilinguisme du système éducatif.

Le concept vise à offrir aux enfants un environnement langagier riche et stimulant, avec une solide offre linguistique à travers les échanges au quotidien, le jeu, le développement de situations de communication intéressantes et adaptées à l'âge des enfants. Il s'agit d'utiliser les échanges et les activités habituelles durant la journée pour solliciter le langage, car chaque activité, chaque échange offre de multiples possibilités pour stimuler le développement langagier des enfants. Les crèches seront appelées à valoriser les langues maternelles des enfants et à intégrer systématiquement le luxembourgeois et le français dans la vie et les activités quotidiennes. *(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)*

Question 1930 (21.03.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **surcharge kérosène:**

En réponse à la question parlementaire n°1692 du 13 janvier 2016 *(cf. compte rendu n°6/session ordinaire 2015-2016)* concernant le supplément kérosène demandé par Luxair, Monsieur le Ministre a précisé que la surcharge kérosène n'est plus applicable aux tarifs de «LuxairTours». Or, selon nos informations, un supplément de 60 euros pour surcharge fuel est encore facturé sur certains forfaits. Suivant «LuxairTours marketing», les vacances «LuxairTours» vers Lisbonne et Venise comprennent encore et toujours un supplément fuel parce que ce ne seraient pas des vols «LuxairTours» mais Luxair.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

- Pour quelles raisons le supplément kérosène est-il encore facturé?

- Annoncée pour mars 2016, quand Luxair entend-elle mettre en place sa nouvelle structure de prix pour ses billets d'avion dans laquelle la surcharge kérosène ne figurerait plus mais serait intégrée dans le prix final?

Réponse (26.04.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Depuis la mise en vente du catalogue d'hiver 2015-2016, LuxairTours n'applique plus la surcharge kérosène pour les vols que le Tour Opérateur gère et organise directement. Il s'agit des vols vers les destinations dites «destinations LuxairTours» qui sont référencées comme telles dans les catalogues LuxairGroup.

Cependant, LuxairTours commercialise aussi des «packages» pour des destinations régulières desservies par Luxair Luxembourg Airlines. Ce programme, commercialisé sous la dénomination «Metropolis», combine des offres de séjour dans des hôtels avec des vols réguliers, ce qui a comme résultat que la surcharge kérosène s'applique. Ceci est d'ailleurs indiqué de manière précise dans les brochures et sur les sites commerciaux de LuxairGroup. Venise et Lisbonne sont deux exemples parmi d'autres destinations «Metropolis», au même titre que Barcelone, Berlin ou Rome (etc.).

Luxair Luxembourg Airlines est en train de mettre en place une nouvelle structure tarifaire. La mise en place de la nouvelle structure de prix se fera de manière progressive et sera finalisée mi-mai. La nouvelle structure est composée de cinq familles tarifaires - flyClassic, flyPlus, flyFlex, flyBusiness, flyBusinessFlex - avec des conditions spécifiques pour chacune d'entre elles.

La surcharge kérosène est intégrée dans ces nouveaux prix - comme elle l'était d'ailleurs déjà de facto jusqu'ici: Luxair Luxembourg Airlines communique en effet depuis plusieurs années sur des prix finaux, c'est-à-dire «Toutes taxes comprises». Les prix finaux n'augmenteront donc pas après l'intégration de la surcharge kérosène.

Luxair Luxembourg Airlines va communiquer plus en détail sur la nouvelle structure tarifaire lorsque son implémentation sera finalisée sur les divers supports de diffusion et de réservation.

Question 1931 (22.03.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **politique de la tolérance zéro:**

Dans sa réponse à notre question parlementaire du 17 mars 2016 *(cf. compte rendu n°10/session ordinaire 2015-2016)*, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a indiqué que les vitesses maximales autorisées sont fixées par règlement et à respecter aussi bien par les usagers de la route que par les forces de l'ordre et qu'aucune marge d'appréciation n'est possible. Les marges de tolérance que nous visions par notre question parlementaire sont celles applicables à l'appareil de mesure. Vouloir l'interpréter différemment ne peut être que l'expression de l'avènement du principe de la tolérance zéro.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils souscrire à la politique «zéro tolérance» proclamée par Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures? Sera-t-elle également applicable en matière de petite criminalité, de la législation sur la sécurité routière en général et en matière d'infractions à la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (détention de cannabis, etc.)?

2. Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que cette politique est en permanence suivie par les forces de l'ordre? Qu'advient-il des agents des forces de l'ordre qui n'appliquent pas à la lettre des dispositions légales et réglementaires?

3. Cette politique est-elle conciliable avec la volonté de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure d'étendre le principe de l'opportunité des poursuites pour des infractions mineures à certains membres de la Police grand-ducale?

Réponse commune (25.04.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Ad 1. et 2. La police a pour mission de rechercher et de constater les crimes, délits et contraventions et d'en donner connaissance au Parquet. Dans le cadre de sa mission de police judiciaire, la police est placée sous la direction du Procureur d'État et la surveillance du Procureur général.

En vertu du principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs, le Gouvernement ne contrôle pas la politique de poursuite des Parquets. Le Procureur d'État reçoit les plaintes et les dénonciations et apprécie la suite à leur donner (art. 23 CIC). Il dispose dès lors seul du pouvoir d'appréciation sur l'opportunité des poursuites.

Ad 3. Une extension du principe d'opportunité des poursuites pour certaines infractions mineures n'est pas proposée dans le cadre des travaux de réforme de la police.

Le projet d'élargir les compétences des agents municipaux permettra de décharger la police de la constatation de certains faits mineurs.

Question 1933 (21.03.2016) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant le **virus Zika:**

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) vient de déclarer le virus Zika comme urgence de santé publique.

Alors que la couverture médiatique est très souvent focalisée sur les femmes enceintes, l'on ignore que nombre d'autres personnes, comme p. ex. de très jeunes enfants, sont également touchés par cette épidémie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Les enfants en bas âge représentent-ils une population à risque? Dans l'affirmative, quels sont les symptômes chez eux?

- Est-ce que nos hôpitaux, et plus particulièrement les services pédiatriques, sont équipés pour le traitement d'un patient infecté par le virus Zika?

- Madame la Ministre peut-elle me dire si la période d'incubation entre la piqûre et d'éventuels symptômes est connue?

- Quels peuvent être les symptômes pour des personnes adultes ou des adolescents?

- Madame la Ministre peut-elle m'informer s'il existe une protection connue contre les piqûres des moustiques du genre Aedes?

Réponse (12.04.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a déclaré l'épidémie due au virus Zika comme urgence de santé publique en date du 1er février 2016.

L'infection par le virus Zika est généralement une infection bénigne avec des symptômes peu prononcés (fièvre, éruption cutanée, fatigue, douleurs musculaires et articulaires, maux de tête) qui persistent pendant quatre à sept jours avant de disparaître spontanément. Dans 80% des infections, il n'y a aucun symptôme et le «malade» ne se rend même pas compte qu'il a été infecté. La durée d'incubation entre une piqûre de moustique porteur du virus et l'apparition des symptômes varie entre trois et douze jours.

Dans des cas très rares apparaissent des symptômes neurologiques de type syndrome de

Guillain-Barré (paralysie ascendante débutant au niveau des jambes) ou myélites (inflammation de la moelle épinière). Le problème majeur de cette infection reste la possible transmission du virus de la mère souffrant d'une infection aiguë vers l'enfant pendant une grossesse. Une étude, publiée en début d'année sur l'épidémie Zika qui avait frappé la Polynésie française en 2014, montre que si cette transmission a lieu pendant le premier trimestre de la grossesse le risque d'avoir un enfant handicapé avec microcéphalie (petit cerveau) est d'environ 1%. Le risque reste donc très faible, mais est environ 50 fois plus élevé que dans la population non infectée par le virus Zika.

Les enfants en bas âge peuvent évidemment être infectés par le virus Zika, mais ils ne constituent pas une population à risque particulier. Les symptômes sont les mêmes chez l'enfant ou l'adolescent que chez l'adulte. La très grande majorité des patients infectés ne nécessitera jamais une hospitalisation, ceci est aussi le cas pour les enfants. Dans l'hypothèse très improbable d'un syndrome de Guillain-Barré ou autre complication neurologique chez un enfant, l'hôpital pédiatrique sera bien équipé pour prendre en charge cet enfant (présence d'un infectiologue-pédiatre, service de neuro-pédiatrie et service de réanimation pédiatrique). Pour les adultes, tout hôpital aigu au Luxembourg sera capable de prendre en charge le patient.

Les moustiques de type Aedes sont actifs pendant la journée. Ce type de moustiques n'existe pas au Luxembourg. Les mesures de protection dans les pays à risque se basent sur les principes suivants:

- l'utilisation de substances répulsives contre les moustiques (idéalement avec un produit à longue durée d'action);

- le port de pantalons longs et de vêtements à manches longues pour réduire la surface cutanée exposée aux moustiques;

- le repos sous des moustiquaires imprégnées de répulsifs (même en journée);

- l'élimination des sites de reproduction des moustiques (eaux stagnantes).

Question 1934 (21.03.2016) de **MM. Laurent Zeimet** et **Aly Kaes** *(CSV)* concernant la **taxe de rejet des eaux usées à payer par les communes:**

Avec l'entrée en vigueur de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, une taxe de rejet de déversement des eaux usées dans les eaux de surface ou souterraines au profit de l'État est soumise aux communes. Depuis 2010, le taux de la taxe de rejet des eaux usées est fixé annuellement par voie d'un règlement grand-ducal. Cette information est primordiale pour les syndicats de communes ayant pour objet l'assainissement des eaux afin de pouvoir établir un budget annuel convenable à transmettre aux communes membres qui à leur tour doivent établir et voter le budget annuel dans les délais prescrits par les lois et règlements. Les syndicats sont tenus à voter le budget annuel au plus tard le 15 novembre de l'année en cours. La dernière adaptation du règlement grand-ducal susmentionné date du 26 novembre 2015 et fixe la taxe de rejet des eaux usées pour l'année 2015 à 0,17 euro par mètre cube, soit une différence de 2 cents par rapport à l'année dernière. Suite à cette publication tardive et rétroactive, les calculs par les syndicats dans leurs budgets respectifs pour 2016, votés antérieurement à la publication, n'ont pas pu être estimés correctement.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Pour quelles raisons la publication du règlement grand-ducal susmentionné est-elle intervenue après le 15 novembre, date limite du vote des budgets annuels des syndicats de communes?

2. Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que l'inscription du taux de la taxe de rejet des eaux usées devrait figurer dans la circulaire annuelle relative à l'élaboration du budget des communes afin que les communes puissent prévoir leurs budgets avec les taux actuels?

3. Une publication anticipée des taxes relatives à la loi du 19 décembre 2008 n'amènerait-elle pas à une situation plus favorable à établir d'une façon cohérente les prix de l'eau et ainsi les taxes communales?

4. Madame la Ministre peut-elle nous informer à quel point une augmentation rétroactive serait tolérable et explicable aux citoyens?

Réponse commune (02.05.2016) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Ad 1. Suivant les dispositions des articles 12, 16 et 17 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, la taxe de rejet, fixée annuellement par règlement grand-ducal, est le rapport entre la somme des unités de charge polluante et le volume annuel d'eau déversée qui est égal au volume d'eau prélevée dans le réseau de distribution public et facturé aux abonnés, majoré, le cas échéant, par le volume d'eau prélevée en dehors du réseau de distribution public.

En vue du calcul de la taxe de rejet, le nombre des unités de charge polluante est multiplié par le montant de la taxe unitaire s'élevant à 1 € pour les années 2010 à 2014 et à 1,25 € à partir de l'année 2015 suivant les dispositions de l'article 33(2) de la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015).

Comme les unités de charge polluante servant au calcul de la charge correspondent à la somme des unités de charge polluante recueillies par l'ensemble des stations d'épuration collectives du pays auxquelles s'ajoutent les unités de charge polluante des habitants du pays non raccordés à une station d'épuration, le calcul de la somme précitée pour une année «X» ne peut se faire qu'à partir du moment où les données de l'année «X-1» ont été communiquées à l'Administration de la Gestion de l'Eau. Suivant les dispositions de l'article 17 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 précitée, le volume d'eau servant à la base du même calcul pour l'année «X» n'est disponible au plus tôt qu'à partir du 1er avril de cette même année «X».

Au vu de ce qui précède, il est évident que l'élaboration d'un projet de règlement grand-ducal portant fixation de la taxe de rejet des eaux usées ne peut se faire qu'à partir du moment où les données de base sont disponibles auprès de l'Administration de la Gestion de l'Eau.

À toutes fins utiles, un calendrier pertinent des dates concernant les étapes procédurales ayant mené aux règlements grand-ducaux portant fixation de la taxe de rejet des eaux usées est fourni par la suite:

2010

Règlement grand-ducal du 26 juin 2010 portant fixation de la taxe de rejet des eaux usées (Saisine du Conseil d'État le 23 mars 2010, Avis du Conseil d'État n°48.729 du 8 juin 2010)

2011

Règlement grand-ducal du 23 août 2012 portant fixation de la taxe de rejet des eaux usées (Saisine du Conseil d'État le 20 juin 2012, Avis du Conseil d'État n°49.809 du 13 juillet 2012)

2012

Règlement grand-ducal du 26 décembre 2012 portant fixation de la taxe de rejet des eaux usées pour l'année 2012 (Saisine du Conseil d'État le 14 août 2012, Avis du Conseil d'État n°49.909 du 25 septembre 2012)

2013

Règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 portant fixation de la taxe de rejet des eaux usées pour l'année 2013 (Saisine du Conseil d'État le 16 août 2013, Avis du Conseil d'État n°50.325 du 8 octobre 2013)

2014

Règlement grand-ducal du 3 septembre 2014 portant fixation de la taxe de rejet des eaux usées pour l'année 2014 (Saisine du Conseil d'État le 2 juillet 2014, Avis du Conseil d'État n°50.709 du 18 juillet 2014)

2015

Règlement grand-ducal du 26 novembre 2015 portant fixation de la taxe de rejet des eaux usées pour l'année 2015 (Saisine du Conseil d'État le 19 octobre 2015, Avis du Conseil d'État n°51.366 du 10 novembre 2015)

Il ressort clairement de ce calendrier que l'année 2015 n'était pas la seule année lors de laquelle la publication du règlement grand-ducal portant fixation de la taxe de rejet des eaux usées ne soit intervenue qu'après le 15 novembre.

Ad 2. Rien ne s'oppose à ce que le taux de la taxe de rejet des eaux figure dans la circulaire budgétaire annuelle destinée aux syndicats de communes voire aux communes, à condition que le taux en question soit connu au moment de la publication desdites circulaires.

Ad 3. Depuis l'entrée en vigueur de la tarification de l'eau suivant les principes du pollueur-payeur et de l'utilisateur-payeur et partant, la valeur de la taxe de rejet des eaux usées ne connaissait que très peu de fluctuations, ce qui ressort du tableau suivant:

Année	montant de la taxe de rejet des eaux usées
2010	0,15 € /m³
2011	0,15 € /m³
2012	0,16 € /m³
2013	0,16 € /m³
2014	0,15 € /m³
2015	0,17 € /m³

Il est évident que ces fluctuations minimes de la taxe de rejet des eaux usées de l'ordre de quelques centimes d'euros n'ont pu être à la base d'une situation ni défavorable ni incohérente au niveau des prix de l'eau et ainsi les taxes communales.

Ad 4. Depuis son entrée en vigueur, la taxe de rejet des eaux usées a toujours été fixée rétroactivement conformément aux dispositions des articles précités de la loi relative à l'eau sans pour autant que la rétroactivité ait suscité des réactions auprès des citoyens. Un changement de cette procédure ne pourrait se faire que moyennant une adaptation de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Question 1935 (22.03.2016) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **participation des non-Luxembourgeois aux élections communales et européennes:**

En vue des élections communales de 2017, le Gouvernement vient de lancer une campagne pour encourager les femmes à se porter candidates.

Un autre défi attend la société luxembourgeoise en général et les communes en particulier, à savoir la proportion de femmes et d'hommes non-luxembourgeois-e-s encore à l'écart du processus démocratique. Dans la perspective d'améliorer la légitimité des élus qui souvent ne sont issus que d'une minorité de résidents, voici quelques questions:

1. Quels enseignements le Gouvernement a-t-il tirés des dernières campagnes de sensibilisation pour les élections communales et européennes?

2. Quels sont le ou les projet(s) de sensibilisation pour les années 2016 et 2017 du Gouvernement pour l'inscription sur les listes électorales des citoyens non luxembourgeois?

3. L'acte de voter étant principalement un acte politique, le Gouvernement envisage-t-il un projet d'association des partis politiques à toute campagne de sensibilisation?

4. Dans la mesure où le projet de loi modifiant la législation sur la nationalité prévoit de ramener la durée de résidence pour la naturalisation à cinq ans, ne conviendrait-il pas de réduire significativement la durée de résidence requise pour l'inscription sur les listes électorales?

5. Sachant que l'électeur luxembourgeois n'a aucune formalité préalable à remplir pour voter, une facilitation de l'inscription sur les listes électorales des non-Luxembourgeois serait de mise: en s'inscrivant dans sa commune de résidence, celle-ci ne devrait-elle pas réunir les certifications nécessaires des résidences antérieures pour couvrir la durée requise par la loi?

6. De quelle manière les moyens mis à disposition des communes et évoqués dans ma question parlementaire n°1482 *(cf. compte rendu n°2/session ordinaire 2015-2016)* sont-ils mis à contribution pour l'inscription sur les listes électorales?

7. Comme le Gouvernement reçoit les comptes rendus des Commissions consultatives pour l'intégration (CCI), j'aimerais savoir combien de communes ont entamé dès à présent un Programme d'intégration communal (PIC) comprenant un volet d'inscription sur les listes électorales?

8. Quels sont les éléments essentiels ou novateurs de pareils PIC relatifs à l'inscription sur les listes électorales?

9. Comme les CCI peuvent être des instruments de participation et des moyens sur la voie de l'inscription sur les listes électorales, combien de communes donnent suite à l'article 1 du règlement grand-ducal du 15 novembre 2011 définissant les missions des CCI dans les termes suivants: «(...) veiller à ce qu'une information systématique sur les travaux du conseil communal et de la commission soit distribuée périodiquement à tous les ménages, au moins en langues française et luxembourgeoise et/ou allemande»?

10. Le même article stipule que «L'avis de la commission est demandé par le conseil communal sur: (...) la sensibilisation des étrangers en vue de leur participation aux élections communales». Comment et quand le Gouvernement entend-il rappeler aux communes de demander pareil avis à leur CCI?

11. Quels moyens sont prévus dans l'enseignement secondaire et dans les maisons de jeunes pour susciter l'intérêt de tous les jeunes à la gestion de leur commune et par là inciter les jeunes non luxembourgeois à s'inscrire sur les listes électorales?

Réponse commune (26.04.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ad 1. La participation politique est considérée comme faisant partie intégrante du processus d'intégration des non-Luxembourgeois dans la société et elle doit donc être encouragée. Dans cette optique, une collaboration avec davantage de partenaires sera mise en place.

La campagne de sensibilisation des non-Luxembourgeois à s'inscrire sur les listes électorales débutera dès l'automne 2016, donc bien plus en avance que pour les campagnes menées en 2011 en vue des élections communales et en 2014 en vue des élections européennes.

À l'issue des campagnes antérieures, il s'est avéré que l'information sur les modalités d'inscription aurait dû se faire de manière plus régulière. À cet effet, la campagne de 2016 comprendra un plan de communication et sera plus interactive afin de toucher le plus grand nombre de personnes.

Ad 2. Un lancement de bonne heure de la campagne pour l'inscription sur les listes électorales a déjà été annoncé au Festival des migrations, des cultures et de la citoyenneté en mars 2016 afin de sensibiliser les associations d'étrangers et les partis politiques présents au Festival.

Cette annonce a été accompagnée de la mise en ligne d'une page Facebook. Celle-ci sera actualisée régulièrement et permettra de toucher un public ciblé: les jeunes, mais également les professionnels et les associations.

Des outils de communication plus modernes seront mis en place par rapport aux campagnes de 2011 et 2014. Ces outils seront, d'un côté, mis à disposition des communes et des associations, et, de l'autre, des nouveaux partenaires identifiés, à savoir les chambres professionnelles, les organisations sportives et de loisirs locales et nationales, ainsi que les médias.

Ad 3. L'acte de voter est avant tout un acte civique. Il est l'expression d'une citoyenneté active et constitue le fondement de la participation à la vie démocratique.

La campagne de sensibilisation du Gouvernement de 2016, voire 2017, se concentrera sur les élections communales qui auront lieu le 8 octobre 2017. Les partis politiques ne sont pas associés à l'élaboration ni au lancement de la campagne gouvernementale.

Ceci ne les empêche toutefois pas d'élaborer et de diffuser leurs propres campagnes de sensibilisation à côté de la campagne gouvernementale.

Ad 4. De l'avis du Gouvernement, il n'existe aucune corrélation entre la durée de résidence pour pouvoir aspirer à une naturalisation et la durée de résidence nécessaire pour pouvoir s'inscrire sur les listes électorales communales.

Partant, le Gouvernement considère que le délai des cinq ans de résidence requis pour l'inscription sur les listes électorales reste adapté.

Ad 5. La loi du 29 mars 2016 modifiant la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, entrée en vigueur le 1er avril 2016, introduisant notamment les registres communaux des personnes physiques, permet aux agents communaux de vérifier la période de résidence requise sur base des données du registre national des personnes physiques.

Il s'ensuit qu'il n'est plus nécessaire que les personnes concernées se rendent auprès des différentes administrations communales, où elles ont résidé pendant les cinq dernières années, pour demander à chaque fois un certificat de résidence.

Ad 6. L'enveloppe financière évoquée dans la question parlementaire n°1482 est prévue pour donner corps aux Plans communaux d'intégration (PCI). Elle a pour objectif de soutenir les communes dans la réalisation des étapes proposées dans le guide pratique PCI, à savoir l'élaboration du PCI, son exécution et son évaluation.

Il s'agit d'un subside alloué aux administrations communales pour des actions ayant trait à l'élaboration d'un Plan communal d'intégration en collaboration avec l'OLAI et le Syvicol. Cette enveloppe n'est pas en soi destinée à soutenir des actions en faveur de l'inscription sur les listes électorales, mais poursuit l'objectif global de l'intégration au niveau communal.

Ad 7. À l'heure actuelle, aucune des communes qui se sont engagées dans la mise en œuvre d'un PCI n'a entamé une telle démarche en prévision des prochaines élections.

Ad 8. Le Plan communal d'intégration est un plan d'action qui a pour but de définir et de mettre en place une politique d'intégration sur un territoire local, indépendamment des campagnes électorales futures. L'objectif du PCI est d'offrir un cadre et des mesures concrètes aux communes qui souhaitent implémenter une politique d'intégration sur leur territoire.

Étant donné que l'inscription des non-Luxembourgeois sur les listes électorales fait partie du processus d'intégration, les communes sont libres d'inclure des actions de sensibilisation dans leur PCI.

Ad 9. Conformément à l'article 11 du règlement grand-ducal du 15 novembre 2011 relatif à l'organisation et au fonctionnement des commissions consultatives communales d'intégration, il appartient à l'administration communale respective d'informer les résidents de la commune des activités de la commission par les moyens les plus appropriés, tels que le bulletin communal ou des réunions publiques d'information.

Par ailleurs, l'article 12 du règlement précité dispose que la commission établit annuellement un rapport d'activité qu'elle transmet notamment au conseil communal pour information. Ce dernier est tenu de le mettre à disposition des résidents qui peuvent le consulter à la maison communale et sur le site Internet de la commune.

Le Gouvernement n'a pas d'informations sur le nombre de communes qui répondent à ces obligations.

Ad 10. Les CCI sont considérées comme un des partenaires privilégiés du Ministère de la Famille et de l'Intégration et de l'OLAI en matière d'intégration au niveau local.

Elles seront sollicitées, tout comme les décideurs politiques locaux, pour la promotion de la campagne 2016-2017.

Ad 11. Les maisons des jeunes conventionnées avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse sont des organisations privées qui développent leur propre programme sur base de lignes directrices développées par les instances publiques. Dans le cadre des lignes directrices qui concernent l'éducation non formelle, la démocratie, la participation et les valeurs sont un champ d'action important.

Il existe dès lors un cadre clair dans lequel les maisons des jeunes peuvent inscrire une action dans le domaine du développement démocratique. Dans les années à venir, cette action sera renforcée via la mise en œuvre de la loi sur la qualité dans l'éducation non formelle et la mise en place d'un centre pour l'éducation à la citoyenneté.

Ce même centre pour l'éducation à la citoyenneté est également censé animer l'enseignement dans nos écoles. En effet, l'école joue un rôle catalyseur et fédérateur en la matière.

L'État luxembourgeois, les principes politiques et philosophiques qui sont à sa base, son fonctionnement et ses institutions font partie de nombreux programmes scolaires à l'enseignement fondamental et à l'enseignement secondaire.

Ce sujet important sera également repris dans le nouveau cours «vie et société» pour lequel l'actuel projet de loi n°6967 définit les objectifs suivants:

1) fournir aux élèves les instruments intellectuels et affectifs leur permettant

a) d'observer et de comprendre la société d'aujourd'hui et de demain, d'en saisir le fonctionnement et les enjeux;

b) de s'épanouir et de vivre dans cette société avec les autres;

c) de se positionner et d'agir dans et sur la société en étant conscients des enjeux de leurs actions;

2) contribuer à la formation de jeunes capables

a) de se forger sur base de leurs expériences, questionnements et quêtes de sens leurs propres repères tout en les articulant et en les confrontant avec ceux de la société et avec ceux d'autrui;

b) d'intervenir comme citoyens ouverts, respectueux des différentes croyances et convictions dans la construction collective et responsable de rapports sociaux dans la société pluraliste et complexe.

Question 1936 (22.03.2016) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **politique d'achat de l'Armée luxembourgeoise et de la Cantine de la Fonction publique:**

Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs a annoncé que ses services continueront à améliorer la promotion des produits agricoles d'origine luxembourgeoise (produits du terroir) dans les lieux de restauration collectifs qui fonctionnent sous tutelle étatique et/ou communale.

Voilà pourquoi nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir des précisions concernant la politique d'achat pratiquée respectivement par l'Armée luxembourgeoise et la Cantine de la Fonction publique en ce qui concerne les produits du terroir issus de notre agriculture domestique et en particulier de l'agriculture biologique?

- Quels sont les différents produits régionaux achetés régulièrement par le service de restauration de la Caserne Grand-Duc Jean de Diekirch et par le gestionnaire de la Cantine de la Fonction publique afin d'être transformés dans leurs cuisines de production? Quelle est leur part relative dans les productions totales respectives du centre d'instruction militaire et de la Cantine de la Fonction publique?

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance d'une éventuelle décision des services de restauration en question qui viserait à accroître la part des produits issus de nos terroirs dans leurs productions respectives afin de soutenir nos agriculteurs et horticulteurs tout en pratiquant une politique d'achat inspirée des principes du développement soutenable?

Réponse commune (22.04.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Le ravitaillement en aliments de l'Armée luxembourgeoise se veut régional et saisonnier, tout en assurant l'apport des matières et de l'énergie nécessaires aux activités liées au service militaire.

Pour ce qui est des différents produits régionaux achetés régulièrement par le service de restauration de la Caserne Grand-Duc Jean de Diekirch, les céréales sont très substantiellement d'origine luxembourgeoise. Elles sont fournies quasi essentiellement par des producteurs industriels du Luxembourg et majoritairement par le biais d'une soumission publique. Les matières premières transformées par ces fournisseurs sont à leur tour elles aussi majoritairement issues de l'agriculture nationale. La farine utilisée aux ateliers de l'Armée est labellisée «Produit du terroir».

Les produits laitiers ainsi que les œufs sont également, à quelques exceptions près (plusieurs fromages), d'origine luxembourgeoise.

C'est surtout pour les fruits et légumes que l'Armée luxembourgeoise pratique une politique d'achat saisonnière (en l'occurrence pour les fruits exotiques) et régionale.

L'Armée luxembourgeoise attache aussi une importance particulière aux produits «Fairtrade». En 2015, presque deux tiers du café distribué est d'origine «Fairtrade», dont la majorité de l'agriculture biologique. Il n'est pas exclu d'augmenter la portion «Fairtrade» dans la mesure où les prix et les volumes fixes sont respectés.

Une autre mesure était le remplacement de l'eau embouteillée par des carafes d'eau plate et gazéifiée à partir de l'eau du robinet. 51,3% de l'eau embouteillée provenait du Luxembourg en 2015. Concernant les boissons alcoolisées, 77,7% proviennent du Luxembourg, dont la totalité des bières. Les vins proviennent essentiellement de la «Marque nationale», mis à part le vin de cuisson et rouge, qui proviennent de l'étranger, faute de produits locaux.

Les produits de boulangerie, la viande, la charcuterie et les salaisons sont fournis par des soumissionnaires luxembourgeois. La grande partie de ces produits sont d'origine régionale, c'est-à-dire provenant des pays Benelux, de l'Allemagne et de France (92,3% pour la viande et 98,2% pour les salaisons et la charcuterie). Reste à soulever que le jambon cru consommé est essentiellement labellisé «Marque nationale» et que 7,7% de la viande bovine commandée est labellisée «Produit du terroir».

La part relative des denrées alimentaires d'origine luxembourgeoise s'élevait à 20,4%. À remarquer qu'à ces chiffres s'ajoutent encore une partie des fruits et légumes ainsi que des produits animaux en provenance de la région.

Pour conclure, l'Armée luxembourgeoise a transformé et consommé des produits alimentaires issus de labels de qualité, respectivement de la région en 2015, soit 52% des dépenses des frais y relatifs encourus.

Concernant la politique d'achat pratiquée par la Cantine de la Fonction publique, il convient de relever tout d'abord que la Cantine de la Fonction publique est exploitée par CGFP-Services.

Dans la mesure de l'offre et de la disponibilité des produits, les exploitants ont recours en toutes circonstances à des produits de première qualité issus du terroir et, dans la mesure du possible, de nature biologique. De même, il est également fait appel à des produits négociés sous le label «Fairtrade».

Alors que les gestionnaires de la cantine sont dans l'impossibilité de se rendre tous les jours sur le marché local pour s'approvisionner, il est toutefois garanti sur base des contrats conclus avec des fournisseurs exclusivement indigènes, que les produits alimentaires offerts sont d'origine contrôlée (viande, légumes, fruits, etc.). En complément des plats végétariens offerts quotidiennement, des repas végétaliens ainsi que sans gluten sont également fournis, sur demande, à la clientèle de la Cantine.

Les départements ministériels de tutelle visés par la question des honorables Députés Bauler et Graas sont prêts à examiner favorablement les possibilités de mieux structurer les achats de manière à inclure davantage les produits locaux du terroir.

Question 1938 (22.03.2016) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **règlement grand-ducal du 15 juin 1979 modifiant le règlement grand-ducal du 25 février 1979 déterminant les critères de location, de salubrité ou d'hygiène auxquels doivent répondre les logements destinés à la location:**

En réponse à la question parlementaire n°920 du 19 février 2015 *(cf. compte rendu n°9/session ordinaire 2014-2015)* concernant les critères de location, de salubrité ou d'hygiène auxquels doivent répondre les logements destinés à la location, Madame la Ministre avait précisé que le règlement grand-ducal susmentionné ferait l'objet d'une refonte complète parce qu'il s'est avéré que les textes ne répondaient plus aux exigences de nos jours, une partie de la terminologie n'étant d'ailleurs plus en concordance avec d'autres textes applicables en la matière. Un groupe de travail a été mis en place au sein du Ministère du Logement pour élaborer un nouveau texte en la matière.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'état des travaux de ce groupe de travail?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les délais de finalisation de la refonte complète du règlement grand-ducal du 15 juin 1979 et notamment de sa mise en œuvre?

- Monsieur le Ministre entend-il tenir compte, lors de l'élaboration du nouveau texte, de la proposition de loi n°6830 modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, déposée en séance publique le 30 juin 2015?

Réponse (21.04.2016) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

Le groupe de travail chargé de l'élaboration d'une nouvelle réglementation relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité, d'habitabilité et de location auxquels doivent répondre les logements destinés à la location ou mis à disposition s'est réuni plusieurs fois au cours des derniers mois et ceci avec la participation active de représentants du Ministère de la Santé, du Ministère de l'Intérieur, du Ministère du Logement et de représentants communaux. Les travaux dudit groupe de travail ont bien avancé, de sorte que l'avant-projet de règlement grand-ducal en question pourra être finalisé au cours des semaines à venir.

Dans ce contexte, la proposition de loi n°6830 de l'honorable Député Marc Lies a été analysée.

La refonte de la législation et réglementation en matière de critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité, d'habitabilité et de location sera donc finalisée dans les meilleurs délais.

Question 1939 (22.03.2016) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**industrie sidérurgique:**

Afin de mieux préserver l'industrie sidérurgique de la concurrence extra-européenne à bas prix, la Commission européenne propose des instruments de protection, dont un système d'alerte précoce pour des importations dommageables ainsi que des droits de douane anti-dumping plus élevés dans certaines circonstances. Le projet de réforme date de 2013 et a déjà été approuvé en première lecture par le Parlement européen. Cependant, selon des informations relevées par des médias, certains États membres, y compris le Luxembourg, auraient empêché la présentation du projet de réforme au Conseil de l'Union européenne.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les allégations faites par la presse, que certains États membres, parmi lesquels également le Luxembourg, auraient empêché la présentation du projet de réforme au Conseil de l'Union européenne?

- Pour quelles raisons Monsieur le Ministre de l'Économie ne s'est-il pas, le cas échéant, engagé pour que le projet de réforme soit présenté au Conseil de l'Union européenne après sa première lecture?

- Pour quelles raisons le Gouvernement luxembourgeois n'a-t-il pas encore approuvé le paquet de modernisation?

Réponse (21.04.2016) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Les allégations faites par certains journaux et auxquelles l'honorable Député se réfère dans sa question sont erronées dans ce sens qu'aucun État membre de l'Union européenne n'a «empêché la présentation», au Conseil de l'UE, de la proposition de la Commission européenne sur la réforme des instruments de défense commerciale dont dispose l'UE.

Force est de constater que la proposition qui est actuellement sur la table a fait l'objet de propositions du Parlement européen le 5 février 2014 et de discussions au sein du Conseil de l'UE qui ont abouti à une proposition de compromis de la Présidence italienne. Or, le débat d'orientation qui a eu lieu à cet égard, à l'occasion de la réunion du Conseil «Affaires étrangères/Commerce» du 21 novembre 2014, s'est soldé par un échec, le Conseil étant divisé en deux blocs. À noter dans ce contexte que le compromis présenté par la Présidence italienne reflétait la ligne médiane défendue notamment par le Luxembourg.

Par ailleurs, le Luxembourg n'a manqué aucune occasion pour participer de manière constructive aux délibérations du Conseil à ce sujet et, au cours de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE, s'est montré prêt à faire avancer ce dossier.

Ainsi, dans les conclusions adoptées lors de la session du 27 novembre 2015, le Conseil «Affaires étrangères/Commerce» s'est explicitement exprimé en faveur de la lutte contre les pratiques commerciales déloyales et, en date du 29 novembre 2015, la Présidence a encouragé dans ce contexte, dans ses conclusions du Conseil «Compétitivité», la relance du processus de modernisation des instruments de défense commerciale.

Dès qu'une nouvelle proposition de compromis sur le paquet précité sera présentée, tenant compte des travaux déjà réalisés de même que des éléments nouveaux d'analyse qui ont émergé depuis 2014, le Gouvernement l'étudiera avec soin avant de prendre sa décision.

Question 1940 (22.03.2016) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **candidature du Luxembourg au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU pour la période 2022 à 2024:**

Le Luxembourg a posé à juste titre sa candidature au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU pour la période 2022 à 2024.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Quelles sont les raisons ayant amené notre pays à poser cette candidature?

2. Quels seront les éléments clés du dossier de candidature?

3. À quel budget faut-il s'attendre?

4. Quelle sera l'envergure de cette fonction en matière de recrutement de personnel?

5. Comment notre pays entend-il faire une campagne en faveur de cette candidature?

Réponse (21.04.2016) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Ad 1. La candidature luxembourgeoise au Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies (CDH) pour la période 2022-2024 est inscrite au programme gouvernemental et a été formellement annoncée par le Ministre des Affaires étrangères et européennes lors du segment ministériel de la 25e session du CDH en mars 2014.

Cette candidature ne constitue pas une fin en soi, mais s'inscrit dans le contexte plus général de la politique étrangère de notre pays, la promotion et la défense des droits de l'Homme constituant traditionnellement l'un des principaux fils rouges de l'action diplomatique du Luxembourg. La candidature du Luxembourg au CDH servira de tremplin pour la mise en œuvre par notre pays d'une politique des droits de l'Homme encore plus active et engagée.

Ad 2. Une analyse de l'action internationale récente de notre pays pour la défense et la promotion des droits de l'Homme révèle des lignes de force très claires et cohérentes, à savoir: les droits des femmes; les droits des enfants (surtout dans les conflits armés); la protection des civils en période de conflits armés; la protection des droits civils et politiques et notamment des défenseurs des droits de l'Homme et de l'espace pour la société civile; la lutte contre l'impunité des auteurs de violations et abus des droits de l'Homme, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité; les droits économiques, sociaux et culturels (dont le droit à l'alimentation et à l'eau potable, le droit à l'éducation); la lutte contre la torture et la peine de mort. S'y ajoutent les centres d'intérêt géographiques de notre action en faveur des droits de l'Homme que sont le Proche-Orient et les pays de l'Afrique sub-saharienne.

Ad 3. Il est encore beaucoup trop tôt pour se prononcer sur l'envergure exacte du budget de la candidature luxembourgeoise au CDH. D'ores et déjà, il est toutefois clair que le budget de la candidature se composera principalement des coûts suivants: (a) les coûts en liaison avec la promotion en appui de notre candidature; (b) les coûts relatifs aux renforcements en personnel du MAEE le moment venu; (c) le cas échéant, les coûts relatifs à la participation de notre pays au CDH en tant que membre. Le coût total de la candidature luxembourgeoise au CDH ne constituera qu'une fraction de celui du siège non permanent de notre pays au Conseil de Sécurité des Nations Unies ou de nos Présidences du Conseil des Ministres de l'UE. Le Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE) s'efforcera de toute manière de réduire ces coûts à un strict minimum indispensable.

Ad 4. À l'instar de ce qui s'est fait pour les Présidences luxembourgeoises du Conseil de l'Union européenne, il est prévu de renforcer le moment venu le cadre du MAEE à travers le recrutement d'un certain nombre de personnes qualifiées en tant qu'agents temporaires au service de l'État («chargé(e)s de mission»). Selon les estimations et prévisions actuelles, ce nombre ne devrait en aucun cas excéder une dizaine de personnes, celles-ci étant appelées à venir renforcer l'équipe existante «droits de l'Homme» au MAEE ainsi que les Représentations permanentes auprès de l'ONU de notre pays à Genève (CDH) et à New York (3e Commission de l'AGNU en charge des questions des droits de l'Homme).

Il est à prévoir que les coûts relatifs aux renforcements en personnel du MAEE constitueraient la partie la plus importante du budget.

Ad 5. À l'instar des campagnes en appui des candidatures respectives au CDH menées par d'autres pays européens, la campagne luxembourgeoise devra comprendre diverses mesures promotionnelles (brochure; présence sur Internet et sur les médias électroniques).

Q166

Question 1941 (22.03.2016) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **restitution de fonds déposés auprès de la Caisse de consignation:**

Le journal en ligne, «paperjam.lu», rapportait hier des faits relatifs à une affaire ayant abouti à une décision de justice ordonnant la consignation d'une somme d'argent auprès de la Caisse de consignation en vue du paiement d'une créance.

Or, malgré deux décisions de justice confirmant la créance de la société X vis-à-vis de la société Y, la Caisse de consignation refuse de libérer les fonds déposés auprès d'elle. Selon la journaliste, la Caisse de consignation se fonderait sur la loi du 29 avril 1999 sur les consignations auprès de l'État et plus particulièrement sur l'article 6(1) alinéa 2 première phrase disposant que «En cas de consignation [en vertu notamment d'une décision de justice], la restitution intervient suite à l'acte qui l'autorise.» La directrice du Trésor exigerait en effet une décision expresse des autorités judiciaires ordonnant la restitution.

Il semblerait enfin que l'État ait dans la suite été assigné en justice pour voie de fait.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits tels que rapportés par «paperjam.lu»?

- Y a-t-il eu un changement quant à l'application de la loi au niveau de l'administration? Dans l'affirmative, ce nouveau positionnement n'est-il pas contraire aux principes de prévisibilité et de la confiance légitime?

- Quel est le montant provisionné par l'État pour la défense de ses intérêts dans la présente affaire?

- Monsieur le Ministre entend-il revoir la législation sur les consignations auprès de l'État pour alléger la procédure? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me préciser quelles dispositions nécessiteraient une révision? Suivant quel échéancier la loi sera-t-elle réformée?

Réponse (22.04.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'article de presse auquel se réfère l'honorable Député ne rend malheureusement pas compte de l'ensemble des facettes du dossier en question.

En particulier, il convient de préciser que dans son ordonnance du 14 octobre 2014, le juge a ordonné le cantonnement de 25.984 EUR auprès de la Caisse de consignation, en indiquant que «ce montant restera bloqué et saisi jusqu'à ce qu'une décision définitive soit intervenue au fond».

De manière schématique, on distingue entre deux cas de consignation, à savoir (i) la consignation en vertu d'une loi, d'un règlement, d'une décision judiciaire ou administrative sur base de l'article 1§1 de la loi du 29 avril 1999 sur les consignations auprès de l'État et (ii) la consignation volontaire sur base de l'article 1§2 de la loi du 29 avril 1999.

Ce n'est qu'en cas de consignation sur base de l'article 1§1 de la loi précitée, que la restitution intervient «suite à l'acte qui l'autorise» (article 6§1). Partant, une somme consignée en exécution d'une décision de justice ne pourra être déconsignée qu'en application d'une décision de justice, à savoir, dans le présent cas, d'une ordonnance ordonnant la restitution à l'ayant droit de la caution demandée ou un document équivalent du tribunal.

Pour des raisons de sécurité juridique et dans l'intérêt de toutes les parties concernées, les exigences quant à la procédure de restitution en cas de consignation intervenue sur base d'une loi, d'un règlement, d'une décision judiciaire ou administrative sont plus élevées que dans le cas où les sommes ont été consignées sur base volontaire. En effet, dans ce dernier cas de figure, la restitution peut intervenir simplement sur demande dûment justifiée.

Ainsi, la conclusion de la journaliste, selon laquelle il faudrait «désormais une décision de justice en plus d'une décision de justice pour obtenir une déconsignation» ne reflète pas la réalité des choses.

De même, il convient de souligner qu'il n'y a nullement eu de changement quant à l'application de la loi au niveau de l'administration. Dans un souci de sécurité juridique et en présence de dossiers souvent très complexes, la Caisse de consignation applique les textes et les décisions judiciaires avec la plus grande diligence, dans l'intérêt des ayants droit des biens consignés. Partant, aucun changement législatif ne s'impose à ce sujet.

À noter enfin qu'est inscrit au Budget de l'État un poste «Frais de contentieux» (00.4.12.110), de manière à ce qu'aucun provisionnement particulier n'est à prévoir pour le dossier en question.

Question 1942 (23.03.2016) de **MM. Lex Delles** et **Max Hahn** *(DP)* concernant l'**harmonisation des horaires des cycles de l'enseignement fondamental:**

À l'heure actuelle, le cycle 1 de l'enseignement fondamental connaît un autre horaire hebdomadaire que les autres cycles de cet ordre d'enseignement (26 contre 28 heures hebdomadaires).

Cette différence pose beaucoup de problèmes, notamment en vue de l'organisation du transport scolaire et de l'encadrement périscolaire.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre est-il disposé à harmoniser l'horaire du cycle 1 avec celui des autres cycles de l'enseignement fondamental?

- Dans l'affirmative, dans quels délais cette harmonisation pourrait-elle être réalisée?

Réponse (02.05.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En période scolaire, les cours du cycle 1 de l'enseignement fondamental s'étalent sur 26 leçons hebdomadaires, alors que les cycles 2 à 4 comptent 28 leçons par semaine, selon les dispositions réglementaires actuellement en vigueur.

Pour ce qui est des questions posées, il y a lieu de remarquer que:

- Le programme gouvernemental de décembre 2013 ne prévoit pas l'harmonisation de ces horaires.

- Une harmonisation de l'horaire scolaire du cycle 1 avec celui des cycles 2 à 4 comporterait une augmentation substantielle du temps de classe pour les plus jeunes enfants. L'inverse, c'est-à-dire l'harmonisation de l'horaire des cycles 2 à 4 avec celui du cycle 1, se concrétiserait par la perte de deux leçons d'enseignement direct hebdomadaires pour les élèves plus âgés.

Toutefois, eu égard à l'organisation des transports scolaires et des prises en charge extrascolaires des écoliers, les soucis à la base des réflexions de Messieurs les Députés me paraissent tout à fait compréhensibles. Ainsi, je rappelle qu'un certain nombre de communes, dans le cadre du plan d'encadrement périscolaire, ont élaboré des concepts de prise en charge des enfants du cycle 1 leur permettant de limiter le transport scolaire par des systèmes de surveillance ou des offres d'encadrement périscolaire.

Le service de l'enseignement fondamental de mon département est disponible, en cas de besoin, pour contribuer à l'élaboration de solutions potentielles en matière d'organisation du transport scolaire dont les frais sont à supporter par les autorités communales.

Question 1943 (23.03.2016) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant l'**enseignement de la natation:**

Dans le cadre de la problématique de la formation du personnel enseignant s'adonnant aux cours de natation à l'enseignement fondamental, il m'est parvenu que la Fédération Luxembourgeoise de Natation et de Sauvetage (FLNS) aurait élaboré, via l'École nationale de l'éducation physique et des sports (ENEPS), une proposition de formation continue «Schwamme léieren» qui pourrait être offerte à tout le personnel enseignant (instituteurs et chargés de cours) par l'IFEN. Jusqu'à présent, seulement un brevet élémentaire de premier secours est nécessaire pour les chargés de cours. Or, ce brevet est insuffisant pour apprendre la pratique de la natation aux élèves. De même, un bon nombre d'instituteurs n'ont pas obtenu une formation spécifique en la matière. Il en résulte que les titulaires de classe ne se considèrent souvent pas apte à l'enseignement de la natation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1. Quelle est la position de Messieurs les Ministres vis-à-vis de cette initiative de la part de la FLNS?

2. Êtes-vous en faveur d'une telle formation continue offerte pour le personnel enseignant en ce qui concerne les cours de natation?

3. Quel est l'état actuel de la mise en œuvre de cette proposition de la FLNS?

4. La formation sera-t-elle reconnue comme formation continue par l'IFEN?

5. Quelles sont les démarches concrètes pour que cette formation soit reconnue par l'IFEN et quels sont les délais envisagés?

6. Messieurs les Ministres, est-ce qu'une campagne de sensibilisation est prévue auprès des communes pour attirer l'attention sur cette formation une fois mise en œuvre?

7. Les Ministres ont-ils des informations sur le nombre d'enseignants intéressés par une telle formation?

Réponse commune (27.04.2016) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

La question de Madame la Députée a trait à la formation du personnel enseignant les cours de natation à l'enseignement fondamental.

Cette problématique a déjà été traitée partiellement dans la réponse à la question parlementaire n°1475 de Madame la Députée *(cf. compte rendu n°2/session ordinaire 2015-2016)*.

Ad 1. Nous saluons l'initiative de la part de la Fédération Luxembourgeoise de Natation et de Sauvetage (FLNS) d'élaborer ensemble avec l'ENEPS une proposition de formation continue visant à former le personnel enseignant dans l'apprentissage de la pratique de la natation aux élèves.

Ad 2. Le développement de l'aisance aquatique et les volets théorique et pratique des techniques de nage nécessitent une formation spécifique. Des formations continues sur cette thématique sont favorisées à côté des formations portant sur le brevet de sauvetage qui visent l'acquisition des gestes de secours dans l'eau.

Des formations sur le développement de l'aisance aquatique et les techniques de nage sont proposées depuis l'année scolaire 2007-2008 aux enseignants. Il s'agit aussi bien de formations ouvertes aux inscriptions individuelles que de formations internes organisées à la demande et en coopération avec des écoles fondamentales.

Depuis la mise en place du nouveau plan d'études à l'enseignement fondamental, les formations continues en question ciblent l'aisance aquatique et l'apprentissage de la nage en lien avec les domaines de compétence définis pour les différents cycles d'apprentissage.

Voici le nombre de formations continues des dernières années:

2011-2012: 10 formations internes;

2012-2013: 6 formations, dont 2 internes;

2013-2014: 5 formations, dont 3 internes;

2014-2015: 2 formations;

2015-2016: 3 formations.

Ad 3. Suite à une entrevue du 24 septembre 2015 entre les responsables de l'École nationale de l'éducation physique et des sports (ENEPS) et l'Institut de formation de l'Éducation nationale (IFEN), la formation continue «Vielseitige Bewegung im Wasser» (Code: D3-c-41) a été planifiée. Cette formation continue comprend trois séances avec une durée totale de neuf heures. Elle s'est déroulée les vendredis 19, 26 février et 4 mars 2016 de 18.30 à 21.30 heures dans la piscine de Colmar-Berg.

En ce qui concerne la nouvelle proposition de formation de la FLNS, une première réunion a eu lieu entre les responsables du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et du Ministère des Sports où la proposition a été accueillie favorablement. L'IFEN analyse maintenant, ensemble avec les responsables de la FLNS et de l'ENEPS, le détail de ladite proposition et sa mise en œuvre pratique à courte échéance.

Ad 4. La formation «Vielseitige Bewegung im Wasser» a été reconnue comme prioritaire pour le personnel enseignant, éducatif et psychosocial de l'enseignement fondamental.

Ad 5. Une formation continue est reconnue comme prioritaire si elle répond à une des priorités en matière de formation continue telles que définies par le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Au moment où une proposition de formation est soumise à l'IFEN, celui-ci vérifie si les objectifs et contenus de la formation proposée concordent avec les priorités en matière de formation continue, publie la formation sur son site Internet et signale dans le descriptif de formation si la formation est prioritaire ou non pour les différents publics. Il n'y a pas de délai entre la publication et la reconnaissance de la priorité.

Ad 6. Il est prématuré de se prononcer sur la façon de rendre publique la formation en question qui est encore au stade d'analyse. En principe cependant, des campagnes de sensibilisation relatives à une formation continue ne sont pas prévues, mais elles sont seulement promues avec l'ensemble de l'offre de formation sur le site de l'IFEN.

Ad 7. Malheureusement, de tels chiffres n'existent pas. Or, une première édition de la formation «Vielseitige Bewegung im Wasser» programmée pour les vendredis 8, 15 et 22 janvier 2016 de 18.30 à 21.30 heures à la piscine de la Coque n'avait recueilli que quatre inscriptions et a dû être annulée. À la deuxième édition de la formation, les vendredis 19, 26 février et 4 mars 2016, onze enseignants des cycles 1 à 4 ont participé. Afin d'obtenir le résultat souhaité et de pouvoir offrir aux jeunes un enseignement de qualité en matière de natation, chaque enseignant du fondamental qui est en charge des cours de natation devrait en principe avoir suivi une telle formation pendant son apprentissage initial ou avoir suivi obligatoirement une telle formation continue. Actuellement des discussions entre les deux ministères concernés sont en cours.

Question 1944 (23.03.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **développement de l'horticulture au Luxembourg:**

Dans son programme gouvernemental, le Gouvernement a retenu de vouloir soutenir des actions tendant à augmenter la production de légumes et de fruits. L'eau revêt une importance primordiale dans la production horticole. Afin de promouvoir davantage le développement de cette dernière au Luxembourg, la ressource «eau» doit être rendue plus accessible aux producteurs horticoles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Monsieur le Ministre peut-il me fournir une liste de la tarification de l'eau au Luxembourg et m'informer sur les variations de prix par commune?

2. Sachant que les producteurs ne sont pas égaux devant le prix de l'eau parce qu'il existe des écarts considérables d'une commune à l'autre, comment Monsieur le Ministre entend-il aborder et résoudre cette problématique?

3. Les producteurs horticoles étant en concurrence directe avec des producteurs étrangers qui peuvent profiter d'une réglementation moins stricte au niveau de l'utilisation des eaux superficielles et des eaux pluviales, comment Monsieur le Ministre entend-il résoudre ce désavantage compétitif par rapport à l'étranger?

4. Sous quelles conditions les agriculteurs et horticulteurs peuvent-ils recourir à des eaux souterraines pour leurs productions? Monsieur le Ministre envisage-t-il de simplifier les dispositions y relatives?

5. À l'étranger, le prélèvement de l'eau issue de cours d'eau est autorisé pendant des périodes où le débit des cours d'eau est normal. Quelle est la position du Gouvernement quant à cette pratique?

6. Au cas où des conduites d'eau spéciales devraient être installées pour garantir l'approvisionnement en eau des productions horticoles, est-ce que la réforme de la loi dite «agraire» prévoit une subvention quelconque pour ce type d'investissement?

7. Un système d'irrigation goutte à goutte tombe-t-il sous le champ d'application de la nouvelle loi dite «agraire»?

8. La protection de l'eau étant essentielle pour garantir la qualité de l'eau potable, est-il prévu d'offrir au secteur horticole un service de conseil portant sur des aspects en matière de protection de l'eau?

Réponse commune (28.04.2016) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

La question parlementaire de l'honorable Députée Martine Hansen a pour objet le développement de l'horticulture au Luxembourg.

Ad 1. Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures n'est pas en possession d'une telle liste. Selon les données du Ministère de l'Intérieur, les prix varient pour la part variable entre 0,60 €/m³ et 3,30 €/m³ (eau potable) et entre 0,50 €/m³ et 4,00 €/m³ (eaux usées). Peuvent s'y ajouter d'autres taxes (p. ex. location compteurs, tarifs spéciaux pour les parcs à bétail, etc.). Par conséquent, il est très difficile de donner un prix exact par m³ puisque les modalités de calcul diffèrent d'une commune à l'autre. Tous les prix s'entendent hors TVA.

La tarification de l'eau distingue trois secteurs: le secteur des ménages, le secteur industriel et le secteur agricole. Le dernier comprend explicitement les activités de l'horticulture. Selon des données de 2011[1] et sous l'hypothèse que les communes appliquent un rééquilibrage conformément à l'avis de l'Administration de la Gestion de l'Eau, 17 communes appliqueraient un prix agricole inférieur ou égal à 1 €/m³, et dans 50% des communes le prix agricole ne dépasserait pas 1,25 €/m³. Sous ces mêmes conditions, le prix agricole maximal appliqué serait de 1,40 €/m³.

Ad 2. Suivant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, art. 12, les coûts des services liés à l'utilisation de l'eau sont supportés par les utilisateurs en tenant compte des principes de l'utilisateur-payeur et du pollueur-payeur.

La construction et la gestion des infrastructures d'approvisionnement en eau potable ainsi que celles de l'évacuation et de l'épuration des eaux usées relèvent de la responsabilité des communes. Étant donné que les coûts des services diffèrent entre communes, il est évident que chaque commune est autonome dans la fixation des prix liés à l'utilisation de l'eau suivant les principes cités ci-avant en distinguant entre trois secteurs, à savoir le secteur des ménages, le secteur de l'industrie et le secteur agricole.

Depuis 2010, l'application d'une tarification basée sur la méthode harmonisée est préconisée afin d'éviter des disparités trop importantes entre les différentes communes au niveau de la fixation des prix.

Ad 3. Même au Luxembourg, qui connaît en général une bonne pluviométrie, une grande partie des productions horticoles nécessitent à certains moments des apports d'eau par irrigation. Une production horticole sans possibilité d'irriguer est risquée. La politique poursuivie pour aider les exploitations horticoles n'est pas de subventionner la consommation de l'eau, mais plutôt de donner une aide à l'investissement pour les installations d'irrigation. Une augmentation du taux d'aide pour ce type d'investissement est prévue dans le projet de loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales.

Ad 4. Les prélèvements d'eau dans les eaux de surface et souterraines sont soumis à autorisation par le Ministre de l'Environnement conformément à l'article 23 (1) a) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau. De plus, la réalisation de forages en vue d'exploiter de l'eau souterraine nécessite une autorisation conformément à l'article 23 (1) o) de la même loi.

En ce qui concerne les forages, une autorisation conformément à la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles est nécessaire, lorsque les ouvrages sont situés en zone verte. Dans le cadre des dossiers d'autorisation se rapportant à la loi relative à l'eau, il est vérifié que l'extraction de l'eau souterraine n'a pas d'impacts négatifs ni sur les ressources utilisées en vue d'une eau destinée à la consommation humaine, ni sur les écosystèmes dépendants des eaux souterraines tels que les cours d'eau. Ceci peut nécessiter, suivant le contexte géologique, des investigations plus détaillées telle que la réalisation d'essais de pompage. L'autorisation comprend dans ces cas un volume d'eau mensuel maximal qui peut être prélevé et des conditions de surveillance de la qualité de l'eau. Le prélèvement d'eau souterraine est soumis à une taxe de prélèvement. En vue de faciliter la procédure d'autorisation, les requérants peuvent introduire par courriel une demande au préalable auprès de l'Administration de la Gestion de l'Eau. Dès lors, les agents vérifient de manière informelle les possibilités d'exploiter les ressources dans un endroit précis en tenant compte des informations à leur disposition. De plus, des concertations systématiques ont lieu avec les responsables traitant les dossiers de demande d'autorisation conformément à la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Ad 5. De façon générale il est à noter que, selon l'article 22 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, tout prélèvement direct ou indirect dans les eaux de surface est interdit si les conditions physiques, chimiques ou biologiques de ces eaux risquent d'être altérées. Cependant, un prélèvement d'eau dans les eaux de surface pourra être autorisé sous certaines conditions. Ces conditions de restriction portent sur la durée du pompage, le débit prélevé ainsi que sur la modalité de pompage. Ces restrictions sont adaptées suivant le débit naturel du cours d'eau dans lequel le prélèvement d'eau de surface est planifié.

Pour garantir une gestion durable du cours d'eau, notamment de son débit écologique, l'État se réserve le droit de demander au bénéficiaire d'adapter le débit prélevé dans le cours d'eau. En cas de situation d'étiage, le prélèvement pourra être interdit par ordre ministériel et suspendu pendant la période d'étiage déterminée et signalée par l'Administration de la Gestion de l'Eau.

Concernant la qualité de l'eau, aucune indemnisation en cas de problèmes hygiéniques ne peut être réclamée auprès de l'État. Les eaux de surface n'ont en aucun cas une qualité hygiénique comparable aux eaux potables. L'entière responsabilité quant à l'application de l'eau de surface prélevée dans les productions horticoles ou autres repose sur le bénéficiaire, aucune indemnisation en cas de problèmes hygiéniques ne peut être réclamée auprès de l'État.

Ad 6. Les aides prévues dans le cadre du projet de loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales mentionnées au point 3, incluent la possibilité de subventionner que les équipements de distribution de l'eau.

Ad 7. Un système de goutte-à-goutte fait partie des équipements d'irrigation pour lesquels une aide à l'investissement peut être accordée.

Ad 8. Conformément à l'article 44, paragraphe 10 de la loi modifiée de l'eau du 19 décembre 2008 relative à l'eau, l'exploitant d'un point de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine établit un programme de mesures conformément aux dispositions du règlement grand-ducal délimitant les zones de protection autour des captages d'eau destinée à la consommation humaine. Le secteur horticole peut en cas de nécessité faire partie intégrante de ce programme de mesures.

[1] Source: http://www.eau.public.lu/actualites/2011/03/conference de presse prix eau/présentation prix eaux.pdf

Question 1946 (23.03.2016) de **M. Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **bénévolat dans le domaine sportif:**

En date du 22 mars a eu lieu la remise des trophées pour les bénévoles engagés dans le sport. À l'occasion de cette manifestation, une trentaine de personnes ont été récompensées pour leur engagement respectif.

Selon mes informations, l'engagement de personnes bénévoles dans le domaine du sport est en nette régression de sorte à ce que certaines fédérations n'arrivent que difficilement à maintenir leur offre actuelle ou ne trouvent plus assez de candidats pour leur comité et/ou conseil d'administration.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

1. Monsieur le Ministre peut-il fournir des données chiffrées concernant le nombre de bénévoles engagés dans les différents domaines du sport?

2. Comment ont évolué ces chiffres au cours des dernières années?

3. Quelles initiatives sont prévues de la part du Ministère des Sports en vue d'une revalorisation du bénévolat dans le domaine sportif?

Réponse (14.04.2016) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Ad 1. Tout d'abord il y a lieu de différencier les bénévoles qui, d'après les statuts de leur fédération, doivent être en possession d'une licence de dirigeant, entraîneur ou juge et ceux qui, surtout au niveau des clubs, assurent bénévolement des tâches les plus diverses pour lesquelles une licence fédérale n'est pas requise, mais qui sont indispensables au bon fonctionnement d'un club. D'après le rapport d'activité du Ministère des Sports 2015, le total des licences telles qu'énoncées ci-avant est de 7.389 collaborateurs.

À noter cependant que, d'après la définition du bénévole dans la charte luxembourgeoise du bénévolat, certains de ces collaborateurs ne peuvent pas forcément être reconnus comme bénévoles alors qu'ils reçoivent des indemnités pour leur tâche. Il en va ainsi notamment de bon nombre d'entraîneurs.

D'un autre côté, le nombre de bénévoles, non forcément titulaires d'une licence, au niveau des clubs et fédérations peut être estimé à peu près à 15.000 personnes, partant de 1.411 clubs de sport (2015) avec en moyenne au moins dix collaborateurs bénévoles par club.

Dans un mémorandum au Gouvernement en juillet 2007, cinq fédérations majeures déclarent totaliser 1.148 équipes de jeunes impliquées avec 13.270 jeunes sportifs encadrés par 3.920 dirigeants par week-end. Même si ce chiffre peut varier de week-end en week-end, cela contribue à évaluer le besoin en bénévoles dans le milieu du sport.

Il est d'ailleurs plus facile de recruter des bénévoles pour des événements majeurs ponctuels que des bénévoles à engagement permanent (fédérations, associations sportives). Ainsi pour les Jeux des Petits États d'Europe, pas moins de 1.300 personnes s'étaient portées bénévoles.

Ad 2. En ce qui concerne les chiffres rapportés dans les rapports d'activité successifs du Ministère des Sports, chiffres fournis par les fédérations elles-mêmes, le tableau suivant peut être tracé:

Année	Licences dirigeants, entraîneurs, juges
2009	5.629
2010	5.628
2011	4.988
2012	4.913
2013	5.305
2014	5.474
2015	7.389

L'Eurobaromètre 2009 faisait état de 14% (moyenne UE = 7%) de ressortissants luxembourgeois actifs comme bénévoles en sport. 38% de ces bénévoles se disent actifs de façon occasionnelle lors de certains événements (moyenne UE = 42%), 18% prestent entre 1 et 5 heures/mois (moyenne UE = 23%), 37% sont bénévolement actifs entre 6 et 20 heures/mois (moyenne UE = 24%) et seulement 4% s'investissent au-delà de 20 heures par mois (moyenne UE = 9%).

D'après le dernier Eurobaromètre de 2014, 13% des ressortissants luxembourgeois se disent actifs en tant que bénévoles en sport (moyenne UE = 7%). 43% de ces bénévoles se disent actifs de façon occasionnelle lors de certains événements (moyenne UE = 36%), 28% prestent entre 1 et 5 heures/mois (moyenne UE = 28%), 22% sont bénévolement actifs entre 6 et 20 heures/mois (moyenne UE = 27%) et seulement 7% s'investissent au-delà de 20 heures par mois (moyenne UE = 8%).

Ad 3. Le soutien du bénévolat en sport de la part des pouvoirs publics est une tâche délicate. Y remédier par des budgets à utiliser pour indemniser les bénévoles ne semble pas la bonne solution, puisqu'elle est contradictoire avec le principe du bénévolat tel que décrit dans la charte luxembourgeoise du bénévolat.

Remplacer ou du moins renforcer le bénévolat par des mesures de congé spécial pour assumer certaines tâches s'avère être une grande dépense, voire provoquer un clivage dans la masse des bénévoles. Un projet de loi déposé par Monsieur le Député Alex Bodry (projet de loi n°4734) en 2010 concernant un éventuel congé associatif n'a pas abouti à une généralisation d'un tel congé qui, certainement, aurait pu épauler le bénévolat en général, le bénévolat en sport en particulier.

Dans le cadre de l'année européenne du bénévolat 2011, le Ministère des Sports a lancé une importante campagne de sensibilisation et d'information sur le bénévolat dans le sport («Bénévole am Sport, mir brauchen dech»), les besoins réels des fédérations sportives ont été répertoriés, ceux des clubs de sport également (quoique avec moins de données complètes). Des contacts ont été noués avec l'Agence du Bénévolat pour essayer de mettre en relation des bénévoles potentiels avec les structures sportives en manque de bénévoles.

Le Ministère des Sports a lancé en 2009 l'initiative «Bénévole sportif de l'année» à laquelle Monsieur le Député fait référence dans sa question parlementaire. Cette initiative est très bien accueillie par le monde sportif; elle rend symboliquement honneur et présente des remerciements, à travers les bénévoles désignés par les fédérations respectives, à tous les bénévoles œuvrant dans les associations et fédérations sportives.

Également lancé en 2010 par le Ministère des Sports le projet «Carte du bénévole sportif», après un début prometteur, s'est éteint à partir de 2014. Il était proposé aux associations et fédérations sportives de signaler au Ministère des

Sports toute personne répondant aux critères de bénévole tel que décrit dans la Charte luxembourgeoise de bénévolat. Le Ministère des Sports a émis à chaque bénévole ainsi proposé une «carte de bénévole sportif» avec laquelle le titulaire avait libre accès à des manifestations sportives dont la liste a été fournie par les fédérations sportives. Malheureusement les associations et fédérations sportives ont fini de signaler de moins en moins de bénévoles en vue d'une carte de bénévole. De même les fédérations sportives n'ont plus fait parvenir des manifestations à libre accès pour les titulaires des cartes, de sorte que le projet a dû être abandonné en 2014.

Essayant de laisser aux fédérations sportives et à leurs membres l'initiative de projets non plus généraux, mais bien spécifiques à une fédération ou un club, le Ministère leur a signalé qu'il participerait financièrement à des campagnes ou initiatives en faveur du bénévolat. Là encore, les instances sportives concernées n'ont que peu répondu à l'appel, appel qui est toujours en vigueur.

Question 1947 (24.03.2016) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant les **plans d'aménagement particulier:**

En matière d'occupation des sols, le Luxembourg connaît une consommation foncière importante.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur au sujet des plans d'aménagement particulier (PAP):

- Combien de PAP ont été approuvés par le Ministre de l'Intérieur annuellement entre 2010 et 2015?

- Quelle est la surface totale annuelle des PAP approuvés entre 2010 et 2015?

- De quel type sont les logements prévus selon les PAP approuvés entre 2010 et 2015 (maisons, maisons bifamiliales, appartements)?

Réponse (27.04.2016) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

L'honorable Député s'enquiert de la consommation foncière que connaît le Grand-Duché au travers des plans d'aménagement particulier (PAP) approuvés. Il souhaite plus particulièrement des informations sur la surface totale que recouvrent les prédits plans et sur les typologies de logements.

Il ressort du tableau ci-dessous que 862 PAP ont été approuvés entre 2010 et 2015.

Par ailleurs, il y a lieu de préciser que les PAP répertoriés n'ont pas pour objet exclusif la construction de logements, mais peuvent également concerner des zones d'activités économiques ou autres.

Plans d'aménagement particulier approuvés entre 2010 et 2015

Année	Nombre de PAP	Nombre de lots	Unités de logements
2010	141	1.202	3.422
2011	112	1.115	2.904
2012	192	874	3.815
2013	141	895	3.943
2014	135	1.056	2.591
2015	141	1.137	3.434
Total	862	6.279	20.109

Le Ministère de l'Intérieur ne dispose pas de statistiques au sujet de la surface totale couverte par ces PAP. En revanche, l'Observatoire de l'Habitat a recensé, pour la période de 2010 à 2013, une surface totale de 557,7 hectares couverte par un PAP approuvé. La surface annuelle moyenne s'élève ainsi à environ 139 hectares.

De ce total de 557,7 hectares, 329 hectares sont dédiés, intégralement ou partiellement, au logement.

Pour ce qui est de la typologie de logements, il n'existe actuellement aucun recensement, mais uniquement des estimations qui se basent sur les statistiques du Statec.

Ainsi, en prenant comme référence la délivrance des autorisations de construire, l'on peut raisonnablement estimer que la répartition entre les différentes typologies de logements est d'environ un tiers de maisons unifamiliales et de deux tiers de logements de type collectif.

Question 1948 (24.03.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **parents monoparentaux:**

Les ménages monoparentaux représentent 3,2% de l'ensemble des ménages du Luxembourg (quelque 6.700 ménages), selon une enquête récente du Statec.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre peut-elle nous faire parvenir des chiffres récents en ce qui concerne le nombre de parents monoparentaux ayant pris un congé parental à temps plein et à mi-temps?

Réponse (19.04.2016) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

En réponse à la question parlementaire de Madame la Députée, il y a lieu de souligner que le congé parental est un droit individuel de chaque parent, de sorte que le demandeur n'est en principe pas tenu de communiquer son état civil.

Ainsi, les chiffres ci-dessous reposent sur les données collectées et saisies par la Caisse nationale des Prestations familiales sur base des informations dont elle dispose.

Voici les chiffres retracés pour le mois de mars 2016:

Pays de destination	CP plein temps	CP mi-temps	Monoparentaux	
			CP plein temps	CP mi-temps
Luxembourg	1.422	1.320	68	54
Allemagne	297	154	10	3
France	630	292	24	9
Belgique	274	67	6	4

Question 1952 (25.03.2016) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**initiative «Digital Lëtzebuerg»:**

En octobre 2014, le Gouvernement a lancé l'initiative «Digital Lëtzebuerg». L'objectif de cette initiative est de renforcer et de consolider à terme le positionnement du pays dans le domaine de l'ICT et de hisser le Luxembourg en centre d'excellence «high tech».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Ministre peut-il dresser un premier bilan de l'initiative «Digital Lëtzebuerg»?

- Quelles sont les mesures déjà réalisées dans le cadre de l'initiative «Digital Lëtzebuerg»?

Réponse (29.04.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

L'essor du numérique et la transformation profonde et accélérée de la société qu'il engendre est une réalité indéniable et un défi, que le Gouvernement vise à traduire en une opportunité pour le pays et ses citoyens. L'objectif de l'initiative «Digital Lëtzebuerg» est d'utiliser le numérique comme levier de transformation et de modernisation, tant pour l'État que pour ses citoyens et ses entreprises, et de miser sur l'immense potentiel que présentent les nouvelles technologies de l'Information et de la Communication (ICT) pour développer le Luxembourg en un lieu ultra-connecté, dynamique et innovant: bref, en une nation «phare» du numérique.

Pour pouvoir agir rapidement et répondre avec agilité et flexibilité à la complexité des nouveaux sujets et défis qui se présentent, l'initiative «Digital Lëtzebuerg» a été conçue pour:

- ériger le numérique en une priorité transversale du Gouvernement;

- accélérer les différentes politiques en lien avec le numérique;

- identifier et adresser les sujets éventuellement orphelins;

- partager les connaissances et favoriser la collaboration sur les sujets numériques transversaux;

- coopérer avec le secteur privé vers une ambition commune pour le pays;

- donner davantage de visibilité aux actions et initiatives, afin d'augmenter l'attractivité et la compétitivité du Luxembourg.

Pour attaquer un sujet aussi vaste et en constante évolution, les acteurs clés, tant publics que privés, se sont attelés à quelques thématiques prioritaires à aborder dans une première phase. Le présent rapport produit un instantané de l'état d'avancement de l'initiative «Digital Lëtzebuerg» au mois d'avril 2016 et se limite aux principaux projets lancés depuis sa création sur ces premières thématiques.

À noter encore que le 2e semestre 2015, pendant lequel le Luxembourg a assuré la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE, a été l'occasion pour le pays de s'afficher en «Digital Lëtzebuerg» au niveau européen et de décliner son engagement pour le numérique en priorité transversale à travers l'ensemble de son programme de présidence.

- Le lancement du WiFi gratuit a permis de montrer un pays ultra-connecté aux nombreux visiteurs et touristes;

- le développement du marché unique numérique figurait parmi les priorités de la Présidence luxembourgeoise;

- de nombreux évènements en lien avec la société numérique ont été organisés pendant ces six mois, tels que le «European Data Forum», réunissant au Grand-Duché des représentants de l'industrie, de la recherche et des autorités publiques pour aborder les questions liées au «Big Data» et à l'économie des données.

(Une liste plus détaillée des évènements dans le cadre de la Présidence est jointe en annexe.) *(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)*

Tableau 1: L'initiative «Digital Lëtzebuerg»: un aperçu *(tableau à consulter auprès de l'administration parlementaire)*

1. Des INFRASTRUCTURES à la pointe de l'évolution technologique: des investissements continus

(Coordination assurée par le Ministère d'État, Service des Médias et des Communications)

La qualité des infrastructures technologiques au Luxembourg - condition sine qua non au développement numérique d'un pays - vaut régulièrement au Luxembourg une place dans le peloton de tête dans les comparaisons internationales.[2] Toutefois, pour maintenir cette excellence, le pays doit constamment évoluer, à la cadence des innovations technologiques.

- Juillet 2015: parmi les actions les plus visibles au grand public figure sans aucun doute la mise en place d'un WiFi gratuit sur l'ensemble du territoire de la ville de Luxembourg et de la ville d'Esch-sur-Alzette depuis le 2e semestre 2015. En effet, durant la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, il semblait impératif de miser sur la visibilité temporairement accrue de la Présidence pour donner aux nombreux visiteurs l'image d'un pays hautement connecté. En décembre 2015, suite au succès fulgurant rencontré par l'offre du WiFi gratuit, tant la Ville de Luxembourg que la Ville d'Esch-sur-Alzette ont réitéré leur engagement pour une ville ultra-connectée et ont décidé de continuer ce projet au-delà de la seule Présidence.

- 2015 et 2016: poursuite de la «stratégie nationale pour les réseaux à ultra-haut débit» initiée par le Gouvernement dès 2010. Si le Luxembourg est généralement considéré comme l'un des pays les plus avancés en matière de taux de couverture du haut débit fixe (notamment à travers une couverture ADSL dense et un réseau câblé très performant), les investissements dans les infrastructures TIC ne cessent de continuer, et les nombreux chantiers à travers le pays attestent notamment de l'avancement du déploiement du réseau de fibre optique, permettant une connexion à ultra-haut débit.

À la mi-2015, le taux de couverture en très haut débit (plus de 30 Mbits/s) atteignait 94%, et 40% des ménages souscrivaient à une telle offre. 9% avaient un accès Internet avec un débit nominal de 100 Mbits/s. Désormais la moitié des ménages ou autres locaux sont connectés en fibre optique (Fiber to the Home). En mobile, la couverture en 4G atteint 96% de la population. Aucune région n'est délaissée. Dans toutes les communes, le taux de couverture en très haut débit fixe atteint au moins 90%, et dans la moitié des communes au moins 90% des ménages ont même accès à un débit de 100 Mbits/s.

- Juillet 2015: afin de réduire les coûts élevés liés aux investissements d'infrastructure, le Gouvernement a déposé un projet de loi portant sur la réduction des coûts du déploiement des réseaux de communications électroniques à haut débit (PL N°6867). Ce projet de loi vise notamment à adresser la problématique du câblage interne des immeubles, y compris en facilitant la prise de décision dans les immeubles en copropriété, même à l'initiative des locataires.

- Entre mars et juillet 2015: le groupe de travail a effectué une «analyse compétitive du Luxembourg en matière d'infrastructures», étude commanditée en 2015 auprès d'une société externe (451 Research) et discutée avec les acteurs du marché en vue de dégager d'éventuelles pistes de développements futurs.

- Mars 2015: le Conseil de Gouvernement approuve l'actualisation de la Stratégie nationale en matière de Cybersécurité II. Cette stratégie a pour but de protéger les acteurs publics et privés contre les cybermenaces, tout en favorisant le développement économique et social dans le cyberespace. L'introduction de sept objectifs, complétés de plans d'action se déclinant en des échéanciers précis et la détermination d'acteurs responsables pour la mise en œuvre des quelque quarante actions respectives, devra permettre une mise en œuvre adéquate de cette nouvelle stratégie nationale de cybersécurité d'ici fin 2017.

- Décembre 2015: lancement d'une étude «Luxembourg Cybersecurity Landscape». Cette étude, réalisée par la Fedil en collaboration avec EY, met en comparaison le Luxembourg avec onze pays d'Europe et hors Europe sur base d'une analyse SWOT et RBV permettant d'obtenir un aperçu des attentes et points de vue des acteurs clés du marché.

- Au 2e semestre 2015, le projet High Performance Computing (HPC) gagne en importance et obtient le soutien de la Commission européenne d'en faire un projet européen plus vaste dans le cadre d'un IPCEI (Important Project of Common European Interest). Le projet HPC-IPCEI vise à mettre en œuvre un réseau et centre de compétences et de services pour calculs à haute performance en Europe, un partenariat dont les premiers pays à l'origine de l'initiative sont le Luxembourg, la France, l'Italie et l'Espagne, afin de faciliter d'une part le développement économique du Luxembourg et d'autre part le développement de la recherche publique et privée et de contribuer ainsi à son image de pays d'accueil de centres de compétences technologiques.

L'année 2016 sera notamment consacrée à faire avancer le projet HPC-IPCEI, à analyser les résultats de l'étude de compétitivité et à s'atteler aux défis de l'Internet of Things, de la 5G, ou encore des conséquences de la généralisation du cloud computing et des opportunités éventuelles pour le Luxembourg.

2. Développement des COMPÉTENCES NUMÉRIQUES pour une société participative

(Coordination générale assurée par le SMC, en collaboration avec MEN, MAE, Min Travail, Min.Eco)

Le développement des compétences digitales est un prérequis pour une économie compétitive et l'essor d'une société numérique participative à tous niveaux (que ce soit dans l'éducation formelle, au niveau de la reconversion professionnelle, de la R&D ou du développement de compétences numériques dans les entreprises). Voici quelques exemples de projets lancés dans le cadre de «Digital Lëtzebuerg»:

- Mai 2015: la stratégie Digital(4)Education, présentée par le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse Claude Meisch lors de l'ICT Spring. Digital(4)Education vise,

[2] Ainsi, le Luxembourg se situe notamment en première place sur le Network Readiness Index 2015 du World Economic Forum dans la catégorie «International Internet Bandwidth».

d'une part, à mettre en place les outils pour un apprentissage digital et, d'autre part, à préparer les jeunes à un environnement de travail complexe et en mutation permanente, à former de futurs spécialistes dans les TIC et à promouvoir l'entrepreneuriat dans ce secteur. Parmi les projets phares de cette stratégie, notons p. ex. la nouvelle plateforme EDUSPHERE, qui est entrée en phase test en 2016, le programme MathemaTIC, qui vise à utiliser davantage les TIC dans l'enseignement des mathématiques (projet pilote en cours au niveau de l'enseignement fondamental), ou encore le programme BEE Creative, qui met en place des «makerspaces», dont six ont vu le jour depuis le début l'année scolaire en cours - de véritables lieux de découverte et de création au sein des lycées où les élèves peuvent développer leur créativité et mettre au point leurs propres outils numériques.

- Novembre 2015: le programme «Fit4Coding» vise à faciliter la reconversion professionnelle en formant des développeurs-intégrateurs Web immédiatement opérationnels. Lancé fin novembre 2015, le programme Fit4Coding a été créé dans un partenariat entre le Ministère du Travail, l'ADEM et l'École WebForce3. La première promotion de novembre 2015 compte 16 étudiants qui suivront des cours intensifs durant quatre mois. Pour 14 d'entre eux, qui étaient à la recherche d'un travail lors du début des cours, Fit4Coding pourra leur faciliter l'entrée dans un nouveau domaine.

- Mars 2016: l'«Atelier Digital»: afin d'aider les PME à s'adapter aux nouvelles technologies et à en bénéficier, la Chambre de Commerce, en collaboration avec le House of Training, Google, Luxinnovation et le Luxembourg Institute for Science and Technologies, a lancé en mars 2016 une formation de commerce électronique, standardisée et gratuite, accessible au plus grand nombre de dirigeants de PME ou à leur personnel. Le but est de leur apprendre comment utiliser les TIC pour attirer de nouveaux clients et augmenter leur chiffre d'affaire en s'ouvrant davantage au numérique.

- Vu l'exiguïté des jobs dans le numérique, le Luxembourg a non seulement besoin de développer et former des futurs spécialistes TIC sur son territoire, mais également d'attirer des talents d'autres pays. C'est notamment dans le but de faciliter l'entrée au marché luxembourgeois et la rétention de talents du domaine de l'ICT issus de pays tiers, que le Luxembourg est en train de réviser le cadre légal pour l'accueil de travailleurs hautement spécialisés. En 2015, l'avancement comprend entre autres l'assouplissement des critères requis pour l'obtention d'une Carte bleue européenne pour les professionnels de l'ICT par l'abaissement du seuil de niveau de rémunération minimale requis pour un spécialiste TIC pour bénéficier du statut du travailleur hautement qualifié. Un avant-projet de loi est actuellement en élaboration, comportant des mesures supplémentaires pour rendre le Luxembourg plus accueillant pour des travailleurs spécialisés et dont les compétences font défaut au niveau local, telles que la possibilité d'extension du séjour au Luxembourg sans détour obligatoire par le pays d'origine pour les étudiants ressortissants de pays tiers qui voudraient commencer à travailler au Luxembourg.

- Un autre fer de lance dans le développement des compétences numériques représente la sensibilisation continue des jeunes aux attraits des métiers TIC: depuis des années, différents ministères s'engagent:

pour la promotion des métiers TIC à la Foire des étudiants;

pour une meilleure visibilité des métiers IT sur la plateforme d'orientation berufer.anelo.lu;

pour systématiser l'offre de séances de coding extrascolaires en collaboration avec Codeclub Luxembourg et en recourant aux nouveaux Makerspaces créés sous Digital(4)Education;

pour la promotion TIC ciblée pour jeunes filles (organisation de «girls only coding classes» et soutien de l'association Girls in Tech Luxembourg).

Ces efforts sont indispensables et sont voués à se développer à l'avenir.

Exemples de projets en élaboration pour le courant 2016:

- 2016: création d'un Centre de compétences TIC: vu que l'évolution de la nature des emplois de l'économie numérique est plus rapide que l'adaptation de l'offre de formation conventionnelle, il est devenu indispensable pour le pays de pouvoir offrir une formation professionnelle continue adaptée aux besoins en savoir-faire ICT des entreprises et de leurs salariés. Aussi, Digital Lëtzebuerg soutient la création d'un CdC TIC, une initiative commune de la Fédération des intégrateurs, du House of Training, de l'Institut Supérieur de l'Économie, de la Fédération des artisans et du Centre de compétences génie technique du bâtiment. Le but primaire du CdC TIC est d'offrir une formation professionnelle ICT sur mesure, pragmatique et rapide aux salariés des entreprises, d'assurer une veille technologique sectorielle et de coopérer avec l'ADEM en proposant des mesures de reconversion professionnelle pour les demandeurs d'emploi.

- Novembre 2016: grand salon dédié au recrutement de diplômés ICT à Luxembourg, le «Digital Plug&Work 2016», en partenariat avec la société Moovijob, et accompagné d'une campagne média à échelle internationale. Cet évènement a pour but de contribuer à combler la pénurie de spécialistes TIC et d'aider les entreprises à trouver en dehors des frontières les spécialistes TIC qui manquent au Luxembourg. Cet effort de fédérer les offres d'emplois autour des métiers de l'ICT permettra non seulement d'attirer un plus grand nombre de candidats éventuels vers les employeurs installés au Luxembourg, mais contribuera également à augmenter la visibilité du Luxembourg à l'étranger en tant que «Digital nation».

3. Un soutien renforcé à l'INNOVATION pour une économie compétitive

(Coordination assurée par le Ministère de l'Économie)

Il s'agit de renforcer l'écosystème start-up luxembourgeois à travers l'importation ou le développement d'innovations technologiques sur le territoire. Dans le cadre de «Digital Lëtzebuerg» et en accord avec le Programme gouvernemental, le Ministère de l'Économie a focalisé ses efforts sur le financement des start-ups innovantes dans le secteur de l'ICT.

- Octobre 2015: lancement de la phase pilote du programme FIT4START qui vise à sélectionner les meilleures start-ups et les soutenir sur une période de quatre mois, par un financement d'un montant de 50.000 euros, l'hébergement gratuit au sein d'un incubateur et un coaching personnalisé. Ce programme a non seulement un impact direct au niveau du soutien à l'innovation, mais, de par son appel à candidatures international, contribue à la promotion du Luxembourg en tant que pays qui mise sur l'innovation et investit dans le secteur de l'ICT.

- Septembre 2015: le Ministère de l'Économie, la Chambre de Commerce et IMS Luxembourg lancent conjointement l'étude stratégique «The Third Industrial Revolution Strategy», en collaboration étroite avec l'économiste américain Jeremy Rifkin et son équipe d'experts.

La troisième révolution industrielle est un processus qui se caractérise par la transition vers un nouveau modèle économique, défini notamment par le couplage des technologies de l'information, des énergies renouvelables et des réseaux de transport intelligents. Cette étude stratégique d'envergure a pour vocation de continuer la dynamique de la politique de diversification économique entamée depuis plus de dix ans et rendre pour les générations futures le modèle économique existant plus durable et interconnecté, tout en tenant compte des spécificités socio-économiques du pays. L'objectif consiste à élaborer un programme de recommandations y compris des propositions et leviers d'action concrets. Le plan d'action aura notamment pour vocation d'amener le plus grand nombre d'entreprises à renforcer leurs capacités d'adaptation face aux futures mégatendances. Il s'agit de prendre conscience de ces technologies et modèles disruptifs, de s'y adapter, de les intégrer dans les modèles d'affaires afin de transformer des menaces perçues en opportunités réelles.

En outre, l'étude stratégique s'appuie sur une approche «bottom-up» réalisée sur base de la participation de différents acteurs socio-économiques. Ainsi, les acteurs se sont engagés à participer et mener les réflexions sur les différentes actions et moyens aptes à faire du Luxembourg un pays pionnier de l'économie de demain.

- Avril 2016: mise en place du Digital Tech Fund: le Ministère de l'Économie, le centre SnT de l'Université du Luxembourg et un groupe d'investisseurs privés contribueront à pallier le manque de capital risque en phase démarrage des start-ups, qui est considéré comme un des obstacles majeurs à la création d'entreprises innovantes au Luxembourg dans le secteur ICT. Le montant d'investissement qui pourra être déployé par le Digital Tech Fund dans chaque start-up pourra aller d'un minimum d'EUR 100.000 à un maximum d'EUR 1.600.000. Ceci permettra de diversifier le tissu économique luxembourgeois non seulement en stimulant la création de start-ups sur le territoire, mais aussi en attirant des start-ups internationales de haute qualité.

- À noter encore que, fin janvier 2015, le Conseil de Gouvernement a déposé le projet de loi n°6777 ayant pour objectif d'instituer la société à responsabilité limitée simplifiée (S.à.r.l-S), élaboré par le Ministère de la Justice. Ce projet vise à stimuler l'esprit d'entreprise en facilitant aux entrepreneurs l'accès à la création d'entreprise, en permettant notamment une réduction des coûts à la constitution (capital de départ de minimum 1 euro), un processus d'établissement plus simple, rapide et efficace, et surtout, une réduction considérable des exigences de souscription et de libération actuellement imposées.

Dans la continuité des efforts déjà entrepris, les prochains mois continueront d'être consacrés à identifier et à développer des sous-secteurs au sein des segments ICT prioritaires (ex: Cybersécurité, BigData, FinTech, etc.) et à y développer une stratégie pour positionner le Luxembourg et accroître son attractivité pour des entreprises innovantes.

Dans ce contexte, une interaction des plus étroites et un rapprochement entre monde académique et secteur privé est indispensable. Tant l'Université du Luxembourg et ses instituts d'excellence spécialisés que les centres de recherche jouent un rôle fondamental pour anticiper, penser et modeler la digitalisation et pour former les «talents numériques» de demain, et constituent ainsi des acteurs clés dans le développement d'un «Digital Lëtzebuerg».

4. FINTECH: construire au Luxembourg la place financière du futur

(Coordination assurée par le Ministère des Finances via Luxembourg for Finance)

Les FinTech, à savoir l'intersection entre services financiers et TIC, sont un secteur en pleine effervescence et constituent l'un des principaux axes d'opportunités identifiés pour la modernisation et la pérennisation du secteur financier au Luxembourg. Afin de préparer la place financière du futur, un groupe de travail «FinTech» a été créé sous la tutelle du Ministère des Finances et le haut patronage du Haut Comité de la place financière. La coordination des travaux a été confiée par le Ministère des Finances à Luxembourg for Finance.

- Fin 2015: le groupe de travail soumet un rapport détaillé d'analyse de la situation actuelle de l'industrie FinTech au Luxembourg. Ce rapport identifie non seulement les secteurs et activités clés à ériger en priorité, mais aussi les développements nécessaires afin de booster l'innovation et de stimuler la recherche et le talent. Le rapport propose aussi d'améliorer le cadre réglementaire au Luxembourg et contient des idées afin de promouvoir les FinTech au Luxembourg.

- 2015 et 2016: actions de sensibilisation via une panoplie de conférences consacrées au sujet FinTech, qui témoignent d'une réelle mobilisation et sensibilisation aiguë des acteurs des secteurs des finances et fonds d'investissement au Luxembourg. Parmi les nombreuses conférences, on peut p. ex. relever:

«The Rise of FinTech» conférence organisée conjointement par la BIL, l'Université du Luxembourg, le SnT dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne en novembre 2015;

la «FinTech R&D Innovation Conference»; initiée par l'Université du Luxembourg et le SnT en janvier 2016 afin de discuter de l'apport de la recherche scientifique aux innovations FinTech;

la conférence FinTechStage, promouvant un échange unique entre start-ups, investisseurs et institutions financières, organisée au Luxembourg en partenariat avec Luxembourg for Finance, Luxembourg for Business et «Digital Lëtzebuerg» en février 2016.

- En 2016, les travaux du Ministère des Finances et de LfF continueront à se concentrer sur les axes prioritaires issus du rapport, dont notamment le projet de création du LHoFT (Luxembourg House of Financial Technology), une plateforme de rencontre de la communauté FinTech, permanente et dynamique, disposant entre autres d'espaces de colocation pour start-ups. L'idée du LHoFT est d'offrir des opportunités de réseautage entre innovateurs, investisseurs et clients potentiels de l'écosystème financier local, tout en assurant le mentorat de start-ups par les parties prenantes de la plateforme.

5. Une ADMINISTRATION électronique et transparente

(Coordination assurée par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative - CTIE)

Depuis de nombreuses années, les nouvelles technologies changent et impactent profondément la vie quotidienne des citoyens et des entreprises. Ceux-ci s'habituent à intégrer ces nouvelles technologies dans leurs activités quotidiennes. Ils attendent également des autorités que celles-ci prévoient un cadre adapté pour que ces innovations aient un impact positif et optimal sur leur activité professionnelle et leur bien-être personnel.

Comme un État moderne, c'est aussi évoluer avec les nouvelles technologies et simplifier les démarches administratives pour les citoyens et les entreprises, un nombre de projets ont été mis en place pour atteindre ces objectifs:

- En juillet 2015, le Gouvernement a formulé une série de principes pour la mise en œuvre d'une administration numérique performante. Les principes «numérique par défaut», la mise en œuvre du principe du «once only» et de la «transparence» visent:

1) la digitalisation et la simplification des démarches administratives;

2) un gain d'efficacité via la réutilisation en interne des données qui ne devront être fournies qu'une seule fois par les citoyens; ainsi que

3) la transparence vis-à-vis des citoyens et des entreprises, qui pourront consulter les données que l'État détient (et utilise) sur eux.

Ces principes guideront désormais toute nouvelle procédure administrative.

- 2015 et 2016: sur base des trois principes retenus, de nouvelles procédures ont été rajoutées aux procédures administratives désormais disponibles en ligne via le portail guichet.lu. Les citoyens et les entreprises peuvent dès à présent effectuer davantage de démarches administratives (comme la déclaration d'impôts en ligne, les demandes d'aides financières pour études, le paiement en ligne des passeports, etc.) par la voie électronique et auprès des administrations compétentes. Tout cela peut se faire via la plateforme sécurisée et l'interface unique MyGuichet, qui a ainsi connu une extension non négligeable de son offre et qui continuera sur cette voie en 2016.

- Au printemps 2016, le Gouvernement a concrétisé le principe de «transparence» et de l'ouverture de données publiques, d'une part, par la transposition de la directive 2013/37/UE concernant la réutilisation des informations du secteur public, adoptée par la Chambre des Députés le 19 avril 2016 et, d'autre part, par le lancement d'une première version d'un portail Open Data (data.public.lu). Dans le cadre de leur mission de service public, de nombreuses administrations collectent, conservent et diffusent un nombre considérable de données non sensibles telles que les données géo-spatiales, environnementales, routières, statistiques, etc. Partagées et ouvertes, libres de droits, et disponibles à la réutilisation, ces données publiques pourront permettre de développer de nouveaux services ou de nouvelles applications, au service des citoyens.

Pour encourager la réutilisation de données publiques et lancer le portail, un premier Hackathon «Game of Code» a été organisé au Luxembourg en avril 2016 avec la mise en ligne des données de la mobilité, afin de montrer que la valeur ajoutée de l'ouverture de ces données réside surtout dans leur traitement à d'autres fins innovantes par des tiers. Lors de cet évènement, des équipes de jeunes hackers ont développé en 24 heures une série d'applications permettant de faciliter la vie des citoyens. Ainsi, par exemple, en utilisant les données partagées relatives à la mobilité, les participants ont développé des applications pour téléphone portable, permettant d'optimiser la circulation routière en calculant en temps réel le chemin à moindre trafic, la disponibilité de places de parking ou bien la meilleure combinaison de différents modes de transport public.

6. La PROMOTION d'un Luxembourg dynamique et ultra-connecté à l'étranger

(Coordination assurée par le Ministère de l'Économie)

Depuis le lancement de l'initiative «Digital Lëtzebuerg», l'accent est mis sur l'initiation de projets et de collaborations permettant de rendre le pays plus compétitif et de consolider son positionnement dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC). Il est toutefois également nécessaire de distiller les messages clés, d'identifier voire rassembler les arguments en faveur du Luxembourg qui mériteraient d'être mis en avant et d'optimiser l'organisation de la promotion du Luxembourg à l'étranger, afin d'accroître la visibilité des atouts du pays. C'est dans ce but qu'un groupe de travail en charge de la promotion de «Digital Lëtzebuerg» a été créé en 2015 sous la direction du Ministère de l'Économie.

- 1er semestre 2016: évaluation de la meilleure façon de promouvoir l'idée d'un «Digital Lëtzebuerg» à l'étranger et d'optimiser les efforts de promotion et d'accueil des investisseurs et des entrepreneurs au Luxembourg. Le Ministère de l'Économie étudie actuellement différentes op-

tions, telles que l'intégration d'une partie des missions de Luxembourg for Business auprès de Luxinnovation. Les résultats esquissant une future structure sont attendus pour le mois de mai 2016.

- Début 2016: lancement d'un blog de nouvelles trilingue www.digital-luxembourg.lu et des comptes de médias sociaux Twitter (@Digi-Letzebuerg) et Facebook (Digital Lëtzebuerg). Le blog traite la thématique du numérique dans toutes ses dimensions et permet de suivre l'avancement de l'initiative «Digital Lëtzebuerg».

CONCLUSION

Après quelque 15 mois depuis le lancement en octobre 2014, un premier bilan de l'initiative Digital Lëtzebuerg permet de faire les principaux constats suivants:

1) la sensibilisation aux sujets en lien avec le numérique semble faire effet boule de neige: on peut littéralement constater une effervescence d'initiatives et d'engagement pour la thématique du numérique, qui semble avoir désormais trouvé sa place prioritaire sur la plupart des agendas de décision. Ce constat est flagrant et constitue le terreau indispensable aux développements futurs;

2) sur les premières thématiques prioritaires identifiées, à savoir: les infrastructures, les compétences numériques, le soutien à l'innovation, les FinTech, l'administration électronique et la promotion, de nombreuses actions concrètes ont été lancées, initiées tant par le secteur public que par le secteur privé;

3) vu le rythme effréné de l'accélération de la transformation de la société par les TIC, le défi reste grand pour le Luxembourg:

- les comparaisons internationales sont certes encourageantes, mais indiquent également que des efforts continus restent à fournir, sur le long terme, dans de nombreux domaines, notamment au niveau de l'éducation et de la formation, de l'encouragement à l'esprit d'initiative et à l'entrepreneuriat, ou encore de la modernisation de l'interaction entre services publics et administrés;

- la liste des thématiques supplémentaires à aborder de manière transversale dans le cadre de «Digital Lëtzebuerg» ne cesse de s'allonger et de se diversifier: l'optimisation de l'interaction entre la Recherche / le monde académique et l'entreprise; la dissémination des connaissances via la numérisation et l'accessibilité renforcée du patrimoine culturel, la sécurité et la préservation des données personnelles, l'impact des TIC sur la mobilité ou l'environnement, ne sont que quelques exemples de sujets qui requièrent une approche transversale: il s'agira de continuer à trouver de nouvelles façons de travailler ensemble, d'informer, de collaborer davantage, afin d'appréhender et d'aborder des problématiques dont la complexité ne fera qu'augmenter à l'avenir.

Question 1953 (25.03.2016) de **MM. Alexander Krieps** et **Edy Mertens** *(DP)* concernant les **conditions de remboursement de transports en ambulance:**

Les dispositions de la CNS concernant le transport en ambulance prévoient actuellement que seuls les patients transportés en position couchée ont droit au remboursement de leurs frais. D'autre part, les statuts de la CNS prévoient que le patient doit produire une ordonnance médicale dans les trois jours suivant le transport, ce qui pour des malades hospitalisés, ayant appelé l'ambulance en urgence, est souvent difficile à réaliser.

Or, le transport en position couchée est absolument contre-indiqué dans le cas d'une insuffisance cardiaque aiguë ou bien dans le cas de certaines détresses respiratoires, comme p. ex. les crises d'asthme.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à faire changer les dispositions en question?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre instruira-t-il le représentant de l'État à la CNS dans ce sens?

Réponse (19.04.2016) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

La prise en charge des frais de transport en ambulance en dehors d'une situation de détresse vitale est soumise à un certain nombre de conditions, ce afin d'inciter les assurés à ne faire appel à une ambulance qu'en cas de besoin réel.

La problématique de la contre-indication médicale d'une position allongée pour certaines pathologies est connue et la CNS compte adapter cette disposition lors de la prochaine modification statutaire en matière de prise en charge des frais de transport et de voyage.

En ce qui concerne la remarque au sujet des statuts qui requièrent une ordonnance médicale à produire dans les trois jours de la date du transport, condition qui serait difficile à remplir pour les malades hospitalisés, il convient de noter que les statuts disposent en fait que: «L'ordonnance médicale, si elle n'est pas préalable au transport, doit être établie au plus tard dans un délai de trois jours à compter du transport. Cette dernière condition n'est pas requise au cas où le médecin chargé du traitement certifie que l'assuré en question a été admis en policlinique.»

La dernière phrase, qui ne figurait pas dans le texte initial, avait été introduite précisément pour pouvoir tenir compte de l'impossibilité matérielle pour les personnes hospitalisées de remplir la condition en question.

Question 1959 (29.03.2016) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant la **visite médicale d'embauche:**

Selon mes informations, les délais d'attente pour un examen médical d'embauche sont en forte hausse. Cependant, le salarié doit passer l'examen médical d'embauche au plus tard deux mois après son entrée en service. Dans le cas de personnes engagées pour un poste à risque, la visite médicale pour l'embauche doit avoir lieu avant la date d'entrée en service.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer cet état de choses?

- Si oui, la pénurie des médecins du travail en constitue-t-elle la raison ou existe-t-il d'autres raisons à ces délais?

- Les entreprises ont-elles la pratique d'envoyer les demandes d'examen médical dans les meilleurs délais au service de santé au travail ou existe-t-il un manque d'informations auprès des entreprises?

- À qui incombe la responsabilité en cas de respect des obligations légales par l'employeur et en cas de non-respect par les services de la médecine du travail?

- Quelles mesures le Gouvernement envisage-t-il de prendre afin de mettre fin à cette situation intolérable?

- Où en sont les travaux de révision des services de la médecine du travail, y compris celui de la Fonction publique, sur base de l'audit réalisé en 2012, annoncés dans le programme gouvernemental?

Réponse (19.04.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Tout en me référant à ma réponse à la question parlementaire n°1383 *(cf. compte rendu n°18/ session ordinaire 2014-2015)*, je tiens à rappeler qu'en règle générale, en ce qui concerne les postes qui ne sont pas qualifiés de postes à risque, l'examen médical doit se faire au plus tard dans les deux mois de l'embauchage. Dans le cadre des examens d'embauche pour un poste comportant des activités à risque, l'examen doit se faire avant la mise au travail.

Un seul service de santé au travail, à savoir le Service de santé au travail multisectoriel (STM), et qui de surcroît est le plus grand au pays (235.000 salariés), ne réussit pas toujours à examiner correctement le salarié à l'embauche que ce soit dans le cas des postes sans risque ou dans les cas des postes avec risque.

Pour les sept autres services de santé au travail, les délais d'attente pour l'embauche ne dépassent guère deux à trois semaines pour l'examen d'un poste sans risque.

La pénurie déjà signalée en août 2015 existe toujours dans ledit service où 32,5 médecins travaillent à plein temps, ce qui correspond à un médecin pour ± 7.000 salariés alors que la loi prévoit un médecin pour 5.000 salariés. À côté de la pénurie des médecins du travail, d'autres éléments peuvent expliquer l'allongement des délais d'examens:

- Le non-respect des rendez-vous attribués persiste dans 20% des cas pour les examens périodiques et dans plus de 35% pour les examens d'embauche. Concernant les rendez-vous non respectés, le STM a commencé depuis 2015 à informer systématiquement les entreprises par fax ou mail du non-respect des rendez-vous par les salariés et à sensibiliser via les publications de la Chambre des Métiers et de la Chambre de Commerce les entreprises au respect des rendez-vous pour examens d'embauche.

- Le manque de locaux constitue un handicap sérieux, la configuration actuelle des locaux à Luxembourg-ville ne permet pas une extension de ce site.

- Le nombre d'examens de reprise après une absence de six semaines a augmenté de même que le nombre d'examens pour reclassement interne et externe.

D'après les statistiques de la division de la santé au travail de l'environnement de la Direction de la Santé et les relevés de l'Administration des douanes et accises, à peu près 2% des entreprises «oublient» de faire examiner leurs salariés à l'embauche.

L'obligation légale de signaler un travailleur pour un examen d'embauche pour un des deux types de postes incombe à l'employeur. La responsabilité de procéder à l'examen est du domaine du service de santé au travail compétent. Suite à des instructions de la division précitée, le STM réserve depuis 2016 des rendez-vous en plus grand nombre (et si possible toujours avant la mise au travail) à tout travailleur prévu à occuper un poste ou une activité à risque, comme p. ex. les chauffeurs de bus, les chauffeurs de taxi, les chauffeurs de poids lourds. Pour les autres postes, à l'exception du centre du STM de Grevenmacher, les délais d'attente dépassent en principe le délai de deux mois prévu par la loi.

Les travaux du Conseil supérieur de la santé et de la sécurité au travail vont d'une part dans le sens d'un allégement des activités du médecin du travail par la délégation de certaines tâches à d'autres professions de santé et la prolongation d'un mois pour le délai légal à effectuer un examen d'embauche pour un poste sans risque. D'autre part, les postes ou activités à risque sont mieux définis qu'auparavant dans un avant-projet de règlement grand-ducal, qui sera soumis sous peu au Conseil de Gouvernement, de sorte que l'employeur sera mieux informé de la nécessité d'examens d'embauche avant une mise au travail pour un poste dangereux.

Dorénavant, et dans une première phase orientée vers l'atténuation de la pénurie des médecins du travail, le Ministère de la Santé a rendu possible l'engagement d'un médecin du travail par un service de santé au travail et de façon concomitante la mise en route de sa formation théorique et pratique de deux ans.

Question 1971 (31.03.2016) de **MM. Gusty Graas** et **Alexander Krieps** *(DP)* concernant le **tiers payant social:**

Depuis le 1er janvier 2013, les personnes à revenu modeste ont la possibilité de demander le tiers payant social auprès de l'office social en charge. Ce dispositif a pour but de faciliter l'accès aux soins médicaux et dentaires des personnes en difficultés.

Sur présentation d'une attestation, remise à l'assuré par l'office social en charge, l'intéressé ne doit en principe plus avancer ses dépenses de soins de santé pour ensuite en demander le remboursement, mais les prestations médicales sont prises en charge directement par la Caisse nationale de santé.

Or, il ressort d'un article de presse que 65% des demandeurs d'emploi affirment renoncer à une consultation ou un traitement pour des raisons financières.

Partant, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des données chiffrées par rapport au système du tiers payant social? Combien de personnes en bénéficient?

- Est-ce qu'une évaluation du système est prévue? Dans l'affirmative, dans quels délais cette analyse sera-t-elle réalisée?

Réponse (19.04.2016) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

À titre préliminaire, j'aimerais rendre attentif au fait que le tiers payant social a été mis en place en vue de permettre aux personnes défavorisées d'avoir accès aux soins de santé sans devoir avancer les frais relatifs aux consultations. Or, il n'y a pas de lien direct entre le statut de demandeur d'emploi et l'accès au tiers payant social. En effet, en vue de l'octroi de celui-ci, la personne concernée doit s'adresser à l'office social de son lieu de résidence. Si elle remplit les conditions pour y avoir accès, l'office social le lui accorde pour une période définie, en attendant que la situation financière de la personne s'améliore.

En annexe vous trouvez un certain nombre de données relatives tant au nombre de personnes enregistrées comme bénéficiaires du tiers payant social et aux médecins traitants qu'aux montants des actes pris en charge directement par la Caisse nationale de santé respectivement refacturés aux offices sociaux, dans la mesure où ils dépassent les parts remboursables par la CNS.

Depuis 2013, année de mise en place du tiers payant social, chaque année les chiffres relatifs au tiers payant social sont extraits des données de la CNS et ils montrent jusqu'ici une nette progression du nombre de personnes qui en bénéficient de même que des montants remboursés directement par la CNS.

Il n'est cependant pas possible de chiffrer quelle proportion des personnes qui remplissent les conditions pour y avoir droit fait effectivement une demande en vue de l'octroi du tiers payant social.

Une convention entre la CNS, le Ministère de la Santé et le Ministère de la Famille et de l'Intégration règle les procédures de l'application du tiers payant social dont l'octroi incombe aux offices sociaux. Les trois partenaires se voient régulièrement en vue d'adapter les détails du dispositif si nécessaire. Or, les offices sociaux sont des établissements publics autonomes qui décident eux-mêmes du champ d'application personnel du tiers payant social pour leur population cible. Une évaluation à brève échéance du dispositif du tiers payant social n'est cependant pas prévue par le Ministère de la Famille et de l'Intégration.

Nombre de patients

genre = 4 (tiers payant social); code prestation = 2**

Année	Nombre de patients	Nombre de patients (médecins)	Nombre de patients (médecins-dentistes)
2013	1.536	1.452	578
2014	2.102	2.011	775
2015	2.670	2.553	1.090

Nombre d'actes et montant net à charge CNS (sur base de la date de la prestation)

genre = 4 (tiers payant social); code prestation = 2**

Année	Nombre d'actes	Montant tarif	Montant brut	Montant net	Participation statutaire	Dépassement des tarifs (DSD,…)
2013	20.731	808.051,88	817.662,58	719.430,76	88.621,12	9.610,70
2014	31.512	1.313.303,94	1.335.726,39	1.173.072,98	140.230,96	22.422,45
2015	42.916	1.777.852,55	1.783.737,75	1.585.779,17	192.073,38	5.885,20

Médecins

Année	Nombre d'actes	Montant tarif	Montant brut	Montant net	Participation statutaire	Dépassement des tarifs
2013	16.065	640.546,86	640.662,26	567.840,10	72.706,76	115,40
2014	24.959	1.062.133,41	1.062.458,51	942.247,04	119.886,37	325,10
2015	33.067	1.427.252,72	1.427.455,21	1.265.168,73	162.083,99	202,49

Médecins-dentistes

Année	Nombre d'actes	Montant tarif	Montant brut	Montant net	Participation statutaire	Dépassement des tarifs (DSD,…)
2013	4.666	167.505,02	177.000,32	151.590,66	15.914,36	9.495,30
2014	6.553	251.170,53	273.267,88	230.825,94	20.344,59	22.097,35
2015	9.849	350.599,83	356.282,54	320.610,44	29.989,39	5.682,71

Montant de la partie non opposable refacturé aux offices sociaux
genre = 4 (tiers payant social); Code prestation = 345 (et net >0)

Année	Nombre d'actes	Montant net
2013	18.430	111.626,06
2014	28.311	187.092,88
2015	40.268	240.647,00

Médecins

Année	Nombre d'actes	Montant net
2013	14.421	75.942,10
2014	22.943	125.725,15
2015	31.691	174.749,90

Médecins-dentistes		
Année	Nombre d'actes	Montant net
2013	4.009	35.683,96
2014	5.368	61.367,73
2015	8.577	65.897,10
Dont CP8		
Année	Nombre d'actes	Montant net
2013	297	6.016,70
2014	543	12.282,05
2015	961	20.057,40

Différence non opposable au tiers payant social
genre = 4 (tiers payant social); Code prestation = 349

Année	Nombre d'actes	Montant brut	Montant net
2013	1.374	20.179,31	0
2014	1.894	40.408,03	0
2015	2.581	60.032,10	0

Médecins

Année	Nombre d'actes	Montant brut	Montant net
2013	1.169	9.484,41	0
2014	1.534	11.810,45	0
2015	2.034	20.026,05	0

Médecins-dentistes

Année	Nombre d'actes	Montant brut	Montant net
2013	205	10.694,90	0
2014	360	28.597,58	0
2015	547	40.006,05	0

Nombre de factures reçues en 2013-2015 par mois par la CNS par le biais du tiers payant social (sur base de la date de liquidation)

	2013	2014	2015
	Factures	Factures	Factures
Janvier	10	1.341	1.714
Février	181	1.279	1.817
Mars	440	1.480	1.799
Avril	643	1.126	2.435
Mai	904	1.828	1.241
Juin	1.016	1.081	2.518
Juillet	1.034	1.723	2.446
Août	1.211	1.240	1.765
Septembre	909	1.156	1.423
Octobre	1.584	1.778	2.621
Novembre	1.045	1.494	2.164
Décembre	1.230	1.610	2.876
Total:	10.207	17.136	24.819

Montants liquidés en 2013-2015 par mois par la CNS par le biais du tiers payant social (sur base de la date de liquidation)

	2013	2014	2015
	Montant liquidé	Montant liquidé	Montant liquidé
Janvier	628,01	85.368,69	101.757,73
Février	9.142,09	79.462,11	113.640,64
Mars	23.013,01	98.994,28	119.748,94
Avril	36.392,47	75.321,92	156.881,09
Mai	55.276,90	123.930,63	76.722,09
Juin	60.996,30	71.211,63	164.536,55
Juillet	65.051,48	118.033,94	156.963,55
Août	78.347,67	83.738,58	110.561,23
Septembre	53.489,38	72.086,29	92.732,37
Octobre	95.547,01	109.139,84	163.955,17
Novembre	67.014,50	101.092,81	134.812,67
Décembre	81.683,56	100.328,48	182.487,54
Total:	626.582,38	1.118.709,20	1.574.799,57

Question 1972 (01.04.2016) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant la **saisie sur salaire:**

D'Aarbechtsrecht gesäit vir, datt z. B. am Fall vu Scholden en Deel vun der Pai ka saiséiert ginn. Fir datt de Salarié awer „liewen" kann, kann een Deel vum Salaire net saiséiert ginn.

Esou ass déi 1. Tranche bis 550 Euro immuniséiert. Vu 550 bis 850 Euro kënnen 10% zréckbehale ginn, vun 850 bis 1.050 Euro sinn et 20%, vun 1.050 Euro bis 1.750 Euro sinn et 25%, an iwwer 1.750 Euro kann alles saiséiert ginn. Dës Beträg gi vun der Nettopai aus gerechent. Am Fall vun enger Cessioun (z. B. op d'Schold vum Haus) leien dës Prozentsätz nach méi héich.

Esou bleift engem Salarié, egal wéi héich seng Nettopai ass, e Maximum vun 1.505 Euro fir ze liewen am Fall vun der Saisie, oder nëmmen 1.260 Euro am Fall vun der Cessioun, dëst also manner wéi den RMG oder de Seuil vun der Aarmut!

Trotz der Inflatioun an der Explosioun vun de Präisser um Wunnengsmaart sinn dës Beträg respektiv Prozentsätz zanter 2002 net méi ugepasst ginn.

Am Géigesaz z. B. zum RMG gëtt bei der Saisie oder der Cessioun d'Situatioun vun der Famill respektiv der Zesummestellung vum Stot net berücksichtegt.

Et ass och ze bedenken, datt den Nettobetrag, deen un de Salarié iwwerwise gëtt, ëmmer deeselwechte bleift, och wann dësen z. B. vun Iwwerstonnen oder Primme kéint benefisséieren.

Duerzou wéilt ech dem Här Justizminister dës Froe stellen:

1. Ass et virgesinn, kuerzfristeg d'Beträg, déi net saiséiert kënne ginn, der Inflatioun an der Situatioun um Wunnengsmaart unzepassen?

2. Ass et virgesinn, nach an dëser Legislatur, eng Reform vum Gesetz iwwert d'Saisien an d'Cessiounen op de Wee ze bréngen?

3. Deelt de Minister d'Meenung, datt d'Situatioun vun der Famill respektiv der Zesummestellung vum Stot muss beim Barème betruecht ginn?

4. Soll bei enger Reform vum Gesetz de Riichter net d'Méiglechkeet kréien, e feste Betrag als Saisie festzeleeën, esou datt de Salarié seng Situatioun z. B. iwwer Iwwerstonne kéint verbesseren?

Réponse (22.04.2016) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

D'Regierung wäert an den nächste Wochen en Avant-projet de règlement grand-ducal am Regierungsrot virstellen, deen eng Adaptatioun vun den Tranchen, déi am Règlement grand-ducal vun 2002[3] virgesi sinn, proposéiert. Dësen Avant-projet gesäit vir, datt d'Tranchen ugepasst ginn, an dat gemääss der Cote d'application de l'échelle mobile des salaires vum 1. Oktober 2013, déi aktuell bei 775,17 Punkten (nombre indice applicable) läit. Domat dréit d'Regierung och der Inflatioun zënter 2002 an der Situatioun um Wunnengsmaart Rechnung.

D'Zesummestellung vum Stot an d'Situatioun vun der Famill si wichteg Facteuren a missten am Kader vun der Berechnung vun de Saisien an de Cessiounen och mat verschafft ginn. Dat ass awer am Kontext vum Gesetz vum 11. November 1970[4], dat applicabel ass, net méiglech. Dës Problematik ass bekannt an dofir ass an deem Sënn e Gesetzesprojet Nr 4955[5] déposéiert ginn, dee virgesäit, d'Gesetz vum 11. November 1970 ëmzeänneren an deen dem Débiteur e Minimum fir ze liewe soll garantéieren, awer och dem Créancier d'Méiglechkeet soll ginn, seng Suen erëmzekréien.

D'Regierung envisagéiert, de bestoende Gesetzesprojet Nr 4955 an dëser Legislaturperiod nach eng Kéier ze iwwerschaffen an ze adaptéieren. Et ass net virgesinn, wéi den Här Deputéierte Gast Gibéryen dat proposéiert, dem Riichter d'Entscheedung ze iwwerloossen, de Montant vun der Saisie festzeleeën. D'Tauxe vun de Saisien a Cessioune sollen am Gesetz festgehale ginn, an d'Tranchë sollen iwwer Règlement grand-ducal adaptéiert ginn, wat am Sënn vun der Gläichheet vun alle Bierger virum Gesetz ass.

[3] Règlement grand-ducal du 26 juin 2002 fixant les taux de cessibilité et de saisissabilité des rémunérations de travail, pensions et rentes

[4] Loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions et rentes

[5] Projet de loi n°4955 portant modification de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que les pensions et rentes; de la loi modifiée du 26 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti; de la loi modifiée du 24 décembre 1990 sur la préretraite; de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour des raisons familiales; de la loi modifiée du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation; du Code des Assurances Sociales; de la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmières et réglementant la collaboration entre le Ministère de l'Education nationale et le Ministère de la Santé; du Nouveau Code de Procédure Civile